

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA
REGLEMENTATION**

**RECUEIL DE TEXTES RELATIF
A LA PROTECTION ZOOSANITAIRE
ET VETERINAIRE**

JANVIER 2013

SOMMAIRE

LOI

- **Loi n° 88-08 du 26 janvier 1988** relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale, *p.90. JORA N° 4 du 27-01-1988*

DECRETS PRESIDENTIELS

- **Décret n° 86-214 du 26 août 1986** portant ratification de la convention vétérinaire entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République Tunisienne, signé à Alger le 30 juin 1985, *p. 1012. JORA N° 35 du 27-08-1986*
- **Décret présidentiel n° 89-16 du 21 février 1989** portant ratification de la convention vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République irakienne, signée à Alger le 29 septembre 1988, *p. 173. JORA N° 8 du 22-02-1989*
- **Décret présidentiel n° 91-483 du 14 décembre 1991** portant ratification de la convention relative à la médecine vétérinaire et la coopération dans le domaine de la santé animale entre les Etats de l'Union du Maghreb Arabe, signée à Ras Lanouf, en Djamaïria libyenne populaire socialiste la Grande les 9 et 10 mars 1991, *p. 2078. JORA N° 66 du 22-12-1991*
- **Décret présidentiel n° 92-328 du 29 août 1992** portant ratification de l'accord sanitaire-vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire hongroise, signé à Alger le 29 février 1988, *p. 1384. JORA N° 64 du 02-09-1992*
- **Décret présidentiel n° 97-355 du 25 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 27 septembre 1997** portant ratification de la convention vétérinaire entre la République algérienne démocratique et populaire et la Djamaïria arabe Libyenne Populaire Socialiste, signé à Tripoli le 29 janvier 1989, *p.5. JORA N° 63 du 28-09-1997*
- **Décret présidentiel n° 98-159 du 19 Moharram 1419 correspondant au 16 mai 1998** portant ratification de l'accord dans le domaine vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signé à Nouakchott le 20 Safar 1417 correspondant au 6 juillet 1996, *p.20. JORA N° 32 du 19-05-1998*
- **Décret présidentiel n° 2000-430 du 21 Ramadhan 1421 correspondant au 17 décembre 2000** portant ratification de l'accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte, signé à Alger le 21 Ramadhan 1418 correspondant au 19 janvier 1998, *p.26. JORA N° 79 du 23-12-2000*
- **Décret présidentiel n° 01-240 du 3 Joumada Ethania 1422 correspondant au 22 août 2001** portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan dans le domaine vétérinaire et la production animale, signé à Khartoum le 29 Joumada Ethania 1421 correspondant au 28 septembre 2000, *p.7. JORA N° 48 du 26-08-2001*

- **Décret présidentiel n° 02-100 du 22 Dhou EL Hidja 1422 correspondant au 6 mars 2002** portant ratification de l'accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement d'Afrique du Sud, signé à Alger le 28 avril 1998, *p. 6. JORA N° 18 du 10-03-2002*
- **Décret présidentiel n° 03-99 du 03 mars 2003** portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, signé à Abuja, le 14 janvier 2002. *JORA N°16 du 08.03.03. Page 20*
- **Décret présidentiel n° 03-112 du 17 mars 2003** portant ratification de l'accord de coopération dans le domaine vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, signé à Alger, le 25 juin 2001. *JORA N°19 du 19.03.03. Page 3*
- **Décret présidentiel n° 03-201 du 05 mai 2003** portant ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Yémen dans le domaine de la santé animale, signé à Alger le 3 février 2002. *JORA N°32 du 07.05.03. Page 6*
- **Décret présidentiel n° 03-271 du 14 août 2003** portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la coopération dans le domaine vétérinaire, signé à New Delhi, le 25 janvier 2001. *JORA N°49 du 17.08.03. Page 3*
- **Décret présidentiel n°03-524 du 30 décembre 2003** portant ratification de l'accord sanitaire vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République argentine, signé à Alger, le 16 septembre 1997 et l'échange de lettres signées les 7 janvier 2003 et 10 avril 2003. *JORA N°02 du 07.01.04. Page 3*
- **Décret présidentiel n°04-143 du 28 avril 2004** portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République de Cuba dans le domaine sanitaire vétérinaire, signé à la Havane, le 18 juillet 2001. *JORA N°28 du 05.05.04. Page 9*
- **Décret présidentiel n°06-167 du 22 mai 2006** portant ratification de l'accord de coopération dans les domaines sanitaire vétérinaire entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le Gouvernement de la République Fédérale du Brésil, signé à Brasilia 12 mai 2005. *JORA N°34 du 24.05.06; Page 9.*

DECRETS EXECUTIFS

- **Décret n° 82-388 du 27 novembre 1982** portant institution du STUD-BOOK Algérien, *p. 1531. JORA N° 48 du 30-11-1982*
- **Décret n° 87-16 du 13 janvier 1987** organisant les activités équestres et reconnaissant d'utilité publique la Fédération équestre algérienne, *p. 57. JORA N° 3 du 14-01-1987*
- **Décret n° 87-17 du 13 janvier 1987** portant création de la Société des courses hippiques et du pari mutuel, *p. 60. JORA N° 3 du 14-01-1987*
- **Décret n° 87-146 du 30 juin 1987** portant création de bureau d'hygiène communale, *p. 691. JORA N° 27 du 01-07-1987*

- **Décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988** fixant les conditions d'exercice à titre privée des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux, *p. 8. JORA N° 1 du 04-01-1989*
- **Décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990** fixant les conditions de fabrication, de mise en vente et de contrôle des médicaments vétérinaires, *p. 930. JORA N° 33 du 08-08-1990*
- **Décret exécutif n°91-53 du 23 février 1991** relatif aux conditions d'hygiène lors du processus de la mise à la consommation des denrées alimentaires, *p. 285. JORA N° 9 du 27-02-1991*
- **Décret exécutif n° 91-452 du 16 novembre 1991** relatif aux inspections vétérinaires des postes frontières, *p. 1875. JORA N° 59 du 20-11-1991*
- **Décret exécutif n° 91-514 du 22 décembre 1991** relatif aux animaux interdits à l'abattage, *p. 2180. JORA N° 68 du 25-12-1991*
- **Décret exécutif n° 93-115 du 12 mai 1993** relatif aux modalités de détermination des structures de prix des médicaments et produits vétérinaires, *p. 7. JORA N° 32 du 16-05-1993*
- **Décret exécutif n° 94-118 du 21 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 1er juin 1994** complétant le décret exécutif n°88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux, *p.5. JORA N° 36 du 08-06-1994*
- **Décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995** fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables, *p.12. JORA N° 12 du 05-03-1995*
- **Décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995** fixant les modalités d'inspection vétérinaire des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine, *p.19. JORA N° 68 du 12-11-1995*
- **Décret exécutif n° 99-158 du 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999** fixant les mesures d'hygiène et de salubrité applicables lors du processus de la mise à la consommation des produits de la pêche, *p.18. JORA N° 49 du 15-07-1999*
- **Décret exécutif n° 2002-216 du 9 Rabie Ethani 1423 correspondant au 20 juin 2002** définissant les produits pharmaceutiques à usage vétérinaire soumis au taux réduit de 7 % de la taxe sur la valeur ajoutée, *P. 15 JORA N° 43 du 23-06-2002*
- **Décret exécutif n° 2002-302 du 21 Rajab 1423 correspondant au 28 septembre 2002** modifiant et complétant le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables, *p. 9. JORA N° 64 du 29-09-2002*
- **Décret exécutif n°03-173 du 14 avril 2003** fixant les modalités de mobilisation des vétérinaires en cas d'épizootie et lors d'opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale. *JORA N°27 DU 16.04.03. Page11.*

- **Décret exécutif n°04-82 du 18 mars 2004** fixant les conditions et modalités d'agrément sanitaire des établissements dont l'activité est liée aux animaux, produits animaux et d'origine animale ainsi que de leur transport. *JORA N°17 du 21.03.04. Page 3*
- **Décret exécutif n°04-188 du 7 juillet 2004** fixant les modalités de capture, de transport, de commercialisation et d'introduction dans les milieux aquatiques des géniteurs, larves, alevins et des naissains ainsi que les modalités de capture, de transport, d'entreposage, d'importation et de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire destinés à l'élevage, à la culture ou à la recherche scientifique. *JORA N°44 du 11.07.04. Page 3*
- **Décret exécutif n°05-484 du 22 décembre 2005** modifiant et complétant le décret exécutif n°90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires. *JORA N°83 du 25.12.05 ; Page 3.*
- **Décret exécutif n°06-75 du 18 février 2006** portant création, organisation et fonctionnement de la commission nationale et des commissions de wilayas de veille, de suivi et de lutte contre la grippe d'origine aviaire. *JORA N°09 du 19.02.06; Page 17.*
- **Décret exécutif n°06-118 du 12 mars 2006** complétant le décret exécutif n°88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux. *JORA N°16 du 15.03.06; Page 18.*
- **Décret exécutif n°06-119 du 12 mars 2006** modifiant et complétant le décret exécutif n°95-66 du 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables. *JORA N°16 du 15.03.06; Page 18.*
- **Décret exécutif n° 08-168 du 7 Joumada Ethania 1429 correspondant au 11 juin 2008** fixant le prix de vente de l'orge destinée aux éleveurs de cheptels ovins, camelins et équins. *JORA N°30 du 11.06.08; Page 13.*
- **Décret exécutif n°08-201 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008** fixant les conditions et les modalités de délivrance d'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques et la présentation au public de ces spécimens. *JORA N°39 du 13.07.08; Page 4.*
- **Décret exécutif n° 09-102 du 13 Rabie El Aouel 1430 correspondant au 10 mars 2009** fixant les mesures applicables lors d'importation et d'exportation des médicaments à usage vétérinaire. *JORA N°16 du 15.03.2009 ; Page 6.*
- **Décret exécutif n° 09-261 du 3 Ramadhan 1430 correspondant au 24 août 2009** relatif à l'exemption des droits et taxes des produits chimiques et organiques importés par les fabricants de médicaments à usage vétérinaire. *JORA N°49 du 30.08.2009 ; Page 7*
- **Décret exécutif n° 10-90 du 24 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 10 mars 2010** complétant le décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004 fixant les conditions et modalités d'agrément sanitaire des établissements dont l'activité est liée aux animaux, produits animaux et d'origine animale ainsi que de leur transport. *JORA N°17 du 14.03.2010. Page 8*

- **Décret exécutif n° 12-214 du 23 Joumada Ethania 1433 correspondant au 15 mai 2012** fixant les conditions et les modalités d'utilisation des additifs alimentaires dans les denrées alimentaires destinées à la consommation humaine. *JORA N°30 du 16.05.2012. Page 16.*

ARRETES INTERMINISTERIELS

- **Arrêté interministériel du 2 janvier 1983** créant et organisant la commission interministérielle de nomenclature des médicaments et produits biologiques destinées à la médecine vétérinaire, *p. 211. JORA N° 5 du 01-02-1983*
- **Arrêté interministériel du 1er août 1984** instituant des inspections sanitaires vétérinaires au niveau des abattoirs, des poissonneries et des lieux de stockage des produits animaux et d'origine animale, *p. 972. JORA N° 38 du 09-09-1984*
- **Arrêté interministériel du 1er septembre 1984** portant institution d'un comité national et de comités de wilaya de lutte contre les zoonoses, *p.1091 JORA N° 43 du 26-09-1984*
- **Arrêté interministériel du 24 janvier 1987** fixant le taux et désignant les bénéficiaires des prélèvements à opérer sur les enjeux du pari mutuel, *p. 122. JORA N° 5 du 28-01-1987*
- **Arrêté interministériel du 2 mars 1987** portant création de comités chargés du suivi permanent des programmes de lutte contre les maladies à transmission hydrique, *p. 449. JORA N° 18 du 29-04-1987*
- **Arrêté interministériel du 5 septembre 1989** fixant les taux et désignant les bénéficiaires des prélèvements à opérer sur les enjeux du pari mutuel, *p.998. JORA N° 45 du 25-10-1989*
- **Arrêté interministériel du 3 novembre 1991** relatif aux mesures sanitaires applicables en cas de peste équine, *p. 286. JORA N° 13 du 19-02-1992*
- **Arrêté interministériel du 29 Safar 1414 correspondant au 18 août 1993** relatif aux spécifications et à la présentation de certains laits de consommation, *p. 16. JORA N° 69 du 27-10-1993*
- **Arrêté interministériel du 16 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 24 août 1994** complétant la liste des postes frontières par lesquels sont autorisés l'importation, l'exportation et le transit d'animaux, de produits animaux ou d'origine animale, *p.21. JORA N° 72 du 06-11-1994*
- **Arrêté interministériel du 10 Rajab 1415 correspondant au 14 décembre 1994** fixant les modalités d'exercice du commerce de troc frontalier avec le Niger et le Mali, *p.30. JORA N° 7 du 31-10-1995*
- **Arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995** relatif à la mise à la consommation des volailles abattues, *p.17. JORA N° 59 du 11-10-1995*
- **Arrêté interministériel du 17 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995** relatif aux mesures sanitaires applicables à la rage animale, *p.15. JORA N° 15 du 28-02-1996*
- **Arrêté interministériel du 3 Chaâbane 1416 correspondant au 26 décembre 1995** fixant les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la tuberculose bovine, *p.13. JORA N° 65 du 30-10-1996*

- **Arrêté interministériel du 3 Chaâbane 1416 correspondant au 26 décembre 1995** fixant les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la brucellose ovine et caprine, *p.15. JORA N° 65 du 30-10-1996*
- **Arrêté interministériel du 3 Chaâbane 1416 correspondant au 26 décembre 1995** fixant les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la brucellose bovine, *p.16. JORA N° 65 du 30-10-1996*
- **Arrêté interministériel du 8 Moharram 1417 correspondant au 26 mai 1996** portant création, organisation et fonctionnement du comité national de lutte contre les maladies à transmission hydrique, *p.29. JORA N° 81 du 22-12-1996*
- **Arrêté Interministériel du 19 Chaoual 1417 correspondant au 26 février 1997** relatif aux conditions de préparation et de commercialisation des merguez, *p.65. JORA N° 34 du 27-05-1997*
- **Arrêté Interministériel du 23 Chaoual 1417 correspondant au 3 mars 1997** fixant la liste des produits importés soumis au contrôle de la conformité et de la qualité, *p.66. JORA N° 34 du 27-05-1997*
- **Arrêté interministériel du 24 Moharram 1418 correspondant au 31 mai 1997** relatif aux spécifications techniques des laits en poudre et aux conditions et modalités de leur présentation, *p.13. JORA N° 55 du 20-08-1997*
- **Arrêté interministériel du 7 Rabie Ethani 1418 correspondant au 10 août 1997** relatif aux spécifications techniques des laits concentrés non sucrés et sucrés et aux conditions et modalités de leur présentation, *p.21. JORA N° 68 du 15-10-1997*
- **Arrêté interministériel du 4 Dhou El Kaada 1418 correspondant au 3 mars 1998** modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 8 Moharram 1417 correspondant au 26 mai 1996 portant création, organisation et fonctionnement du comité national de lutte contre les maladies à transmission hydrique, *p.21. JORA N° 23 du 19-04-1998*
- **Arrêté interministériel du 25 Ramadhan 1419 correspondant au 24 janvier 1998** modifiant et complétant l'arrêté du 14 Safar 14115 correspondant au 23 juillet 1994 relatif aux spécifications microbiologiques de certaines denrées alimentaires, *p. 7. JORA N° 35 du 27-05-1998*
- **Arrêté interministériel du 16 Joumada Ethania 1419 correspondant au 7 octobre 1998** relatifs aux spécifications techniques des yaourts et aux modalités de leur mise à la consommation, *P.22. JORA N° 86 du 18-11-1998*
- **Arrêté interministériel du 21 Chaâbane 1419 correspondant au 10 décembre 1998** relatif aux spécifications techniques des beurres et aux modalités de leur mise à la consommation, *p. 54. JORA N° 96 du 23-12-1998*
- **Arrêté interministériel du 18 Dhou El Kaada 1419 correspondant au 6 mars 1999** relatif aux mesures de lutte applicables en cas de fièvre aphteuse, *p.22. JORA N° 21 du 29-03-1999*
- **Arrêté interministériel du 3 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 20 mars 1999** portant création, organisation et fonctionnement du comité national chargé de la coordination intersectorielle en matière de protection de la santé du consommateur contre les risques alimentaires, *p. 11. JORA N° 32 du 02-05-1999*

- **Arrêté interministériel du 26 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 12 avril 1999** modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 10 Rajab 1415 correspondant au 14 décembre 1994, fixant les modalités d'exercice, du commerce de troc frontalier avec le Niger et le Mali, *p.13. JORA N° 35 du 19-05-1999*
- **Arrêté interministériel du 19 Joumada Ethania 1420 correspondant au 29 septembre 1999** fixant les règles de préparation et de mise à la consommation des viandes hachées à la demande, *p.11. JORA N° 76 du 31-10-1999*
- **Arrêté interministériel du 13 Chaâbane 1420 correspondant au 21 novembre 1999** relatif aux températures et procédés de conservation par réfrigération, congélation ou surgélation des denrées alimentaires, *p.15. JORA N° 87 du 08-12-1999*
- **Arrêté interministériel du 3 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 26 mai 2001** modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995 relatif à la mise à la consommation des volailles abattues, *p.13. JORA N° 32 du 10-06-2001*
- **Arrêté interministériel du 22 Rajab 1422 correspondant au 10 octobre 2001** complétant l'arrêté du 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché de mollusques bivalves vivants, *p.16. JORA N° 71 du 25-11-2001*
- **Arrêté interministériel du 22 Rajab 1422 correspondant au 10 octobre 2001** complétant l'arrêté du 3 Safar 1418 correspondant au 8 juin 1997 fixant les conditions et les modalités de pêche des coquillages vivants, *p.19. JORA N° 71 du 25-11-2001*
- **Arrêté interministériel du 20 janvier 2003** définissant les mesures de préventions et de lutte spécifiques aux salmonelloses aviaires à salmonella enteritidis, typhimurium, typhi, arizona, dublin, pratyphi et pullorum gallinarum. *JORA N°36 du 08.06.03. Page 15*
- **Arrêté interministériel du 4 avril 2005** modifiant l'arrêté interministériel du 28 décembre 1997 fixant la liste des produits de consommation présentant un caractère de toxicité ou un risque particulier ainsi que les listes des substances chimiques dont l'utilisation est interdite ou réglementée pour la fabrication desdits produits. *JORA N°34 du 11.05.05; Page 31*
- **Arrêté interministériel du 6 septembre 2005** fixant les modalités de rétribution des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, mandatés et réquisitionnés lors de la réalisation des campagnes de vaccination anticlaveuse, antiaphteuse, antirabique contre la brucellose et toute autre action prophylactique, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale. *JORA N°72 du 2.11.05; Page 19.*
- **Arrêté interministériel du 5 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 4 avril 2006** portant suspension de l'importation de volatiles, d'intrants et de produits avicoles dérivés d'origine ou en provenance de pays déclarés infectés par la grippe aviaire. *JORA N°61 du 1^{er}.10.06 ; Page 28*
- **Arrêté interministériel du 7 Dhou El Kaada 1432 correspondant au 5 octobre 2011** déterminant la composition et les conditions de fonctionnement de la commission chargée d'étudier les demandes des établissements pour la fabrication et la vente en gros des médicaments à usage vétérinaire. *JORA N°17 du 25.03.2012 ; Page 19.*

ARRETES MINISTERIELS

- **Arrêté du 29 Safar 1414 correspondant au 18 août 1993** relatif aux marges plafonds applicables à la production et à la distribution des médicaments et produits vétérinaires, *p.6 JORA N° 59 du 12-09-1993*
- **Arrêté du 12 Chaâbane 1414 correspondant au 24 janvier 1994** complétant l'arrêté du 18 Août 1993 relatif aux marges plafonds applicables à la production et à la distribution des médicaments et produits vétérinaires, *p.12. JORA N° 18 du 06-04-1994*
- **Arrêté du 14 Safar 1415 correspondant au 23 juillet 1994** relatif aux spécifications microbiologiques de certaines denrées alimentaires, *P.16. JORA N° 57 du 14-09-1994*
- **Arrêté du 15 Chaâbane 1415 correspondant au 17 janvier 1995** complétant la liste des espèces animales non-domestiques protégées, *p.19. JORA N° 19 du 12-04-1995*
- **Arrêté du 8 Chaoual 1415 correspondant au 9 mars 1995** fixant les tailles marchandes des grands migrateurs halieutiques, *p.22. JORA N° 19 du 12-04-1995*
- **Arrêté du 29 Chaâbane 1415 correspondant au 31 juin 1995** portant organisation des opérations de monte public des étalons des haras nationaux, *p.20. JORA N° 38 du 19-07-1995*
- **Arrêté du 29 Chaâbane 1415 correspondant au 31 juin 1995** fixant les modalités d'agrément des étalons du secteur privé aux opérations de monte publique, *p.22. JORA N° 38 du 19-07-1995*
- **Arrêté du 29 Chaâbane 1415 correspondant au 31 janvier 1995** fixant la composition et le fonctionnement de la commission nationale du stud-book algérien. *p.23. JORA N° 38 du 19-07-1995*
- **Arrêté du 25 Chaoual 1415 correspondant au 27 mars 1995** définissant les mesures générales de prévention en élevage avicole, *p.19. JORA N° 59 du 11-10-1995*
- **Arrêté du 29 Safar 1417 correspondant au 15 juillet 1996** fixant les caractéristiques et modalités d'apposition des estampilles des viandes de boucherie, *p.19. JORA N° 65 du 30-10-1996*
- **Arrêté du 23 Ramadhan 1417 correspondant au 1er février 1997** fixant les conditions zoo sanitaires exigées à l'importation et à l'exportation des équidés, *p.31. JORA N° 36 du 01-06-1997*
- **Arrêté du 3 Safar 1418 correspondant au 8 juin 1997** fixant les conditions et les modalités de pêche aux coquillages vivants, *p.19. JORA N° 59 du 03-09-1997*
- **Arrêté du 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997** fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché de mollusques bivalves vivants, *p.15. JORA N° 70 du 26-10-1997*
- **Arrêté du 27 Moharram 1418 correspondant au 3 juillet 1997** fixant les tailles minimales marchandes des espèces halieutiques, *p.31. JORA N° 71 du 29-10-1997*

- **Arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999** relatif aux spécifications du lait en poudre industriel et aux conditions et modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation, **p.7. JORA N° 80 du 14-11-1999**
- **Arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999** relatif aux spécifications de la matière grasse laitière anhydre et aux conditions et modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation, **p.9. JORA N° 80 du 14-11-1999**
- **Arrêté du 27 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 2 avril 2000** modifiant et complétant l'arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 relatif aux spécifications du lait en poudre industriel et aux conditions et modalités de présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation, **p.15. JORA N° 19 du 05-04-2000**
- **Arrêté du 24 Rabie Ethani 1421 correspondant au 26 juillet 2000** relatif aux règles applicables à la composition et à la mise à la consommation des produits carnés cuits, **p.12. JORA N° 54 du 30-08-2000**
- **Arrêté du 2 Rajab 1421 correspondant au 30 septembre 2000** relatif au contrôle sanitaire au niveau des marchés à bestiaux, **p.17. JORA N° 61 du 18-10-2000**
- **Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003** rendant obligatoire la vaccination antirabique pour les animaux de l'espèce bovine, **p. 19. JORA N° 48 du 13-08-2003**
- **Arrêté du 30 novembre 2003** fixant les modalités d'attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale. **JORA N°22 du 11.04.04. Page 26**
- **Arrêté du 3 mai 2005** définissant les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la leucose bovine enzootique. **JORA N°46 du 03.07.05; Page 22**
- **Arrêté du 13 juin 2005** rendant obligatoire la vaccination contre la brucellose des animaux des espèces ovine et caprine. **JORA N°72 du 02.11.05; Page 20.**
- **Arrêté du 14 juillet 2005** modifiant et complétant l'arrêté du 28 Ramadhan 1424 correspondant au 30 novembre 2003 fixant les modalités d'attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales, ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale. **JORA N°83 du 25.12.05 ; Page 26.**
- **Arrêté du 28 mars 2006** précisant les dispositions relatives aux conditions de délivrance de l'agrément sanitaire des établissements de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux. **JORA N°32 du 17.05.06; Page 17.**
- **Arrêté du 3 Joumada El Oula 1429 correspondant au 8 mai 2008** modifiant et complétant l'arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 relatif aux spécifications du lait en poudre industriel, aux conditions et aux modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation. **JORA N°49 du 15.02.2008. Page 10**
- **Arrêté du 26 Chaoual 1429 correspondant au 26 octobre 2008** fixant les mesures de prévention et de lutte spécifique contre la peste des petits ruminants. **JORA N°68 du 25.05.2008. Page 28**

- **Arrêté du Aouel Rabie Ethani 1432 correspondant au 6 mars 2011** fixant les modalités d'agrément des importateurs de médicaments à usage vétérinaire. *JORA N°26 du 08 .05. 2011. Page 25.*
- **Arrêté du 16 Joumada Ethania 1432 correspondant au 19 mai 2011** portant désignation des membres de la commission nationale interministérielle, chargée de délivrer les autorisations d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques et la présentation au public de ces spécimens. *JORA N°48 du 24 .08.2011. Page 20*
- **Arrêté du 10 Safar 1433 correspondant au 4 janvier 2012** rendant obligatoire la vaccination des chevaux contre la rage, la grippe, le tétanos et la rhino-pneumonie. *JORA N°44 du 29 .07.2012. Page 18*

Loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale.

Le Président de la République,

Vu la Constitution et notamment ses articles 151 et 154,

Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée et complétée, portant code communal, notamment l'article 237 ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969, modifiée et complétée, portant code de la wilaya ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée, et complétée, portant code civil ;

Vu la loi n° 78-02 du 11 février 1978 relative au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur ;

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979 portant code des douanes ;

Vu la loi n° 80-07 du 9 août 1980 relative aux assurances ;

Vu la loi n° 82-01 du 6 février 1982 portant code de l'information ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse, notamment son article 38 ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-10 du 11 février 1984 relative au service civil ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 87-15 du 21 juillet 1987 relative aux associations ;

Après adoption par l'Assemblée populaire nationale ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — La présente loi a pour objet la concrétisation de la politique nationale en matière de médecine et de pharmacie vétérinaire, de préservation et d'amélioration de la santé animale.

Art. 2. — L'application de la présente loi concerne les domaines essentiels suivants :

- 1) l'organisation vétérinaire,
- 2) l'exercice de la médecine vétérinaire,
- 3) la pharmacie vétérinaire,
- 4) les mesures générales de protection des animaux, de prévention et de lutte contre les maladies animales, notamment celles à déclaration obligatoire ainsi que le contrôle des animaux, des produits animaux et des produits d'origine animale et la préservation de la santé publique vétérinaire.

Art. 3. — La mise en place et l'organisation de l'autorité vétérinaire nationale, la création de corps spécialisés et la définition de leurs attributions sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 4. — Il est institué auprès de l'autorité vétérinaire nationale, un fonds pour la promotion de la protection zoo-sanitaire destiné à soutenir les actions de protection de la santé animale et à encourager le développement des actions y afférentes.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Art. 5. — Des groupements professionnels et des associations de défense sanitaire peuvent être constitués entre les éleveurs ou entre les propriétaires conformément à la législation en vigueur.

TITRE I

L'ORGANISATION VETERINAIRE NATIONALE

Art. 6. — L'autorité vétérinaire nationale s'entend au sens de la présente loi, les services vétérinaires officiels chargés de mettre en œuvre et de veiller à l'application des dispositions législatives et réglementaires en matière de préservation et d'amélioration de la santé animale et de la santé publique vétérinaire.

Art. 7. — L'autorité vétérinaire nationale exerce des pouvoirs d'inspection pour déterminer les mesures indispensables à la mise en œuvre de la présente loi et des textes pris pour son application.

Ces inspections vétérinaires concernent notamment :

1) les animaux domestiques de toutes espèces, sédentaires ou transhumants, leurs rassemblements en foires et marchés, leurs déplacements, y compris les moyens de transports ainsi que la faune sauvage et les poissons susceptibles de transmettre les maladies à l'homme et à l'animal.

2) les produits animaux, les produits d'origine animale ainsi que les produits destinés à l'alimentation des animaux,

3) les locaux, installations et équipements d'élevage, les abattoirs, les clos d'équarrissage, les boucheries, les poissonneries, les établissements laitiers, les tanneries, les établissements faisant le traitement et le commerce de laine, des poils et de l'ouber, des plumes et autres produits animaux non traités,

4) les activités relatives à l'insémination artificielle, à la monte publique, à la production d'œufs à couvrir et les couvoirs, à l'utilisation du fumier, des déjections et du fourrage ainsi que les commerces, métiers et professions intéressant directement les animaux et produits animaux, ou d'origine animale,

5) les établissements de préparation, de vente en gros, de distribution de médicaments vétérinaires et de produits destinés au diagnostic, à la prophylaxie, au traitement des maladies animales,

6) l'exercice de la profession vétérinaire,

7) les documents spécifiés par la loi et les règlements pris pour son application.

Art. 8. — L'autorité vétérinaire nationale est chargée des tâches d'inspection visant notamment la détermination et l'application des mesures, tant à l'intérieur du pays qu'aux frontières, tendant à :

1°) empêcher l'introduction, à partir de l'étranger, de maladies notamment contagieuses ou à déclaration obligatoire, à éviter la propagation de ces maladies à l'intérieur du pays, et à assurer que tout cas de maladie de ce genre soit immédiatement décelé et combattu,

2°) veiller à la conformité avec les normes sanitaires et qualitatives imposées par le commerce intérieur et extérieur.

Art. 9. — Dans les matières prévues à l'article 7 ci-dessus, l'autorité vétérinaire nationale, dépositaire du mandat sanitaire, dans l'intérêt de la protection de la santé humaine et animale, est habilitée notamment à :

1) procéder à l'examen clinique de tout animal et à l'examen organoleptique ou à tout autre examen technique de tout produit,

2) effectuer ou faire effectuer les analyses diagnostiques, les prélèvements d'échantillons, les vaccinations et les traitements préventifs ou curatifs sur les animaux, le traitement des produits et la désinfection des locaux, des équipements, des installations et des moyens de transport,

3) interdire, limiter, restreindre ou réglementer les déplacements et transports des animaux, des produits animaux et autres produits assujettis à l'inspection vétérinaire,

4) ordonner l'isolement, la séquestration et la mise en observation des animaux,

5) appliquer les marques d'identification sur les animaux, les produits, les récipients, les locaux, les équipements et les moyens de transports,

6) saisir ou confisquer des animaux et des produits ou les faire saisir ou confisquer,

7) procéder ou faire procéder à l'abattage des animaux ou à la destruction des produits animaux,

8) enregistrer, agréer, inspecter et interdire l'exploitation des établissements dont l'activité est liée aux animaux et aux produits animaux,

9) interdire, limiter, restreindre ou réglementer l'accès des personnes, l'introduction ou l'enlèvement des animaux et de tout autre objet ou produit dans certains locaux et lieux déterminés,

10) délivrer ou annuler les certificats et permis officiels,

11) élaborer, proposer et mettre en œuvre les normes sanitaires et qualitatives, de manière à assurer :

* la protection de la santé publique vétérinaire,

* la prévention de toute atteinte à la santé et à la qualité des animaux et des produits animaux,

* la prévention des pratiques frauduleuses,

* le respect des engagements internationaux.

Les modalités d'application du présent article seront déterminées par voie réglementaire.

Art. 10. — L'autorité vétérinaire nationale organise et veille :

1) à la mise en œuvre des plans et campagnes prophylactiques et des programmes de lutte et d'éradication des maladies des animaux,

2) à l'entreprise des actions de sensibilisation et de démonstration pour vulgariser, par tous les moyens appropriés, les techniques et méthodes de protection et d'amélioration de la santé animale et de lutte contre les maladies animales.

Art. 11. — Les programmes d'éradication des maladies animales sont réalisés, sous l'égide de l'autorité vétérinaire nationale, par les médecins vétérinaires, les propriétaires et détenteurs d'animaux, les groupements d'éleveurs ainsi que par les associations de défense sanitaire.

La réalisation des programmes d'éradication peut bénéficier des aides et des concours financiers de l'Etat.

Art. 12. — Les agents de l'autorité vétérinaire nationale et les médecins vétérinaires dûment mandatés doivent être commissionnés et assermentés auprès des tribunaux compétents.

Art. 13. — Les agents de l'autorité vétérinaire nationale et les médecins vétérinaires, dûment mandatés, ont qualité, dans les limites de la wilaya où ils exercent leur activité, pour rechercher et constater les infractions aux dispositions de la présente loi et des textes réglementaires pris pour son application.

Art. 14. — Les agents et les médecins vétérinaires prévus à l'article 13 ci-dessus ont libre accès, de jour et de nuit, dans tous les lieux où sont hébergés des animaux domestiques ou sauvages, en vue de procéder à tous les examens nécessaires à l'exécution des mesures de prévention et de lutte contre les maladies des animaux.

Il doivent, si la visite a lieu après le coucher du soleil, être accompagnés par un officier ou un agent de police judiciaire.

Art. 15. — Dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont légalement conférés et de leurs attributions, les agents de l'autorité vétérinaire nationale bénéficient, du soutien des autorités locales et des services compétents, notamment les services de sécurité et de douanes.

Art. 16. — Les agents dûment mandatés et les médecins vétérinaires doivent avoir des relations directes et ininterrompues, entre eux, et avec l'autorité vétérinaire nationale en matière de communication, d'attribution des tâches et missions et d'exécution des programmes arrêtés.

TITRE II

L'EXERCICE DE LA MEDECINE VETERINAIRE

Art. 17. — L'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux est subordonné à une autorisation du ministère chargé de l'agriculture, sous les conditions ci-après :

1) le demandeur de cette autorisation doit être titulaire du diplôme de docteur vétérinaire ou d'un titre étranger reconnu équivalent,

2) ne pas être atteint d'un état pathologique incompatible avec l'exercice de la profession,

3) ne pas avoir été l'objet d'une condamnation infamante,

4) être inscrit auprès de l'autorité vétérinaire nationale visée ci-dessus,

5) être de nationalité algérienne.

Il peut être dérogé à cette cinquième condition en application des conventions et accords passés par l'Algérie ou d'une décision du ministre chargé de l'agriculture.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Art. 18. — Nul ne peut exercer en qualité de médecin vétérinaire spécialiste s'il ne justifie, en plus des conditions requises à l'article 17 ci-dessus, d'un diplôme de spécialité vétérinaire ou d'un titre étranger reconnu équivalent.

Art. 19. — Le médecin vétérinaire autorisé à exercer, prononce un serment suivant des modalités fixées par voie réglementaire.

Art. 20. — Les étudiants des établissements de formation de médecine vétérinaire, en dernière année d'études, peuvent être autorisés à exercer la médecine et la chirurgie des animaux, sous la responsabilité d'un médecin vétérinaire.

Art. 21. — Les médecins vétérinaires, occupant des fonctions d'enseignement, de recherche ou employés à d'autres tâches dans le secteur public, peuvent être autorisés à exercer la médecine et la chirurgie des animaux dans les structures de formation et de recherche et dans les organismes publics ou à l'occasion de missions et actions ordonnées par l'Etat.

Les modalités d'application de cet article seront définies par voie réglementaire.

Art. 22. — L'autorité vétérinaire nationale est tenue d'établir, chaque année, une liste portant les noms et prénoms et la résidence des médecins vétérinaires ainsi que la provenance et la date d'obtention du diplôme.

Un extrait de cette liste mentionnant les médecins vétérinaires et les médecins vétérinaires spécialistes exerçant dans la wilaya est affiché au siège de chaque commune.

Cet extrait est communiqué au greffe des tribunaux de la wilaya.

Art. 23. — Les médecins vétérinaires et les médecins vétérinaires spécialistes exercent leur profession sous l'un des deux régimes suivants :

— en qualité de travailleurs dans le secteur public ou dans les entreprises publiques,

— à titre privé sous réserve des dispositions de la loi n° 84-10 du 11 février 1984 susvisée.

L'exercice dans le secteur privé doit tendre à une couverture vétérinaire équilibrée à travers le territoire national.

Les modalités d'application de cet article seront définies par voie réglementaire.

Art. 24. — L'exercice de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie dans les cas de maladies contagieuses des animaux est du ressort exclusif des médecins vétérinaires.

Art. 25. — Les médecins vétérinaires sont seuls requis par les autorités administratives ou judiciaires pour tous les actes de leur compétence.

Art. 26. — Les médecins vétérinaires sont tenus par le secret professionnel sauf si des dispositions légales les en délient expressément.

Les contrevenants s'exposent aux sanctions prévues à l'article 57 de la présente loi.

Art. 27. — L'Etat peut faire exécuter, par des fonctionnaires et agents qualifiés, titulaires ou contractuels, relevant de l'autorité vétérinaire nationale, des interventions en cas d'épizootie et celles que nécessitent les opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux, organisées et dirigées par ladite autorité.

Les conditions d'exécution de ces interventions sont précisées par voie réglementaire.

Art. 28. — Sous l'autorité d'un médecin vétérinaire, les auxiliaires vétérinaires participent à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux dans les limites de leur spécialité et selon la nature de leur diplôme.

Les auxiliaires vétérinaires, dont les statuts sont fixés par voie réglementaire, doivent avoir reçu une formation sanctionnée par un diplôme national ou étranger reconnu équivalent.

Art. 29. — Les tarifs des actes accomplis par les médecins vétérinaires sont fixés par voie réglementaire.

Le non-respect de la tarification entraîne des sanctions conformément à la législation en vigueur.

Art. 30. — Quiconque, sans remplir les conditions prévues à l'article 17 de la présente loi, exerce avec ou sans rémunération, la médecine et la chirurgie des animaux est puni d'une amende allant de 1.000 à 6.000 DA et d'un emprisonnement d'un (1) mois à six (6) mois ou de l'une des deux peines. En cas de récidive, ces peines peuvent être doublées.

Seront punis des mêmes peines :

1) les médecins vétérinaires qui, frappés de suspensions, ont néanmoins exercé leur activité,

2) les étudiants des établissements de formation de médecins vétérinaires, qui ont néanmoins exercé la médecine et la chirurgie des animaux en violation des dispositions de l'article 20 de la présente loi.

3) les médecins vétérinaires mentionnés à l'article 21 ci-dessus, qui ont exercé leur activité sans autorisation,

4) les auxiliaires vétérinaires qui exercent leur activité en violation des dispositions de l'article 28 ci-dessus.

Toutefois, ne sont pas passibles des peines prévues au premier alinéa du présent article :

1) les interventions faites par les maréchaux-ferrants dans les maladies du pied, les opérations de castration des animaux autres que les équidés, et les soins d'urgence, hors le cas de maladies contagieuses,

2) les interventions faites par les fonctionnaires et agents des catégories désignées en application de l'article 27 ci-dessus.

TITRE III

LA PHARMACIE VETERINAIRE

Art. 31. — Outre les définitions énoncées aux articles 170, 171 et 172 de la loi n° 85-05 du 16 février 1985 susvisée, sont également considérés comme médicaments vétérinaires :

— les médicaments vétérinaires préfabriqués, ou préparés à l'avance et présentés sous forme pharmaceutique utilisable sans transformation,

— les prémélanges ou tous médicaments vétérinaires préparés à l'avance et exclusivement destinés à la fabrication ultérieure d'aliments médicamenteux,

— les aliments médicamenteux définis comme étant des mélanges d'aliments et de prémélanges médicamenteux et présentés pour être administrés aux animaux sans transformation, dans un but thérapeutique, préventif ou curatif, sous réserve de conditions particulières relatives à la production, à l'autorisation de mise sur le marché et à la délivrance,

— les produits antiparasitaires à usage vétérinaire.

Art. 32. — Les substances ou compositions telles que définies à l'article 170 de la loi n° 85-05 du 16

février 1985 susvisée, incorporées aux aliments destinés aux animaux, sans qu'il soit fait mention de propriétés curatives ou préventives, doivent faire l'objet de dispositions prises par la voie réglementaire qui en définit la liste, la destination, le mode d'utilisation et le taux maximal de concentration.

Chapitre I

Conditions de mise sur le marché

Art. 33. — Aucun médicament vétérinaire ne peut être mis sur le marché s'il n'a reçu, au préalable, une autorisation délivrée par le ministère chargé de l'agriculture conformément aux dispositions de l'article 177 de la loi n° 85-05 du 16 février 1985 et des textes pris pour son application.

L'autorisation de mise sur le marché peut être assortie de conditions adéquates, notamment lorsqu'elle porte sur des produits susceptibles de faire apparaître des résidus dans les denrées alimentaires provenant des animaux traités.

Art. 34. — La demande de l'autorisation de mise sur le marché n'est acceptée que lorsque le fabricant justifie :

— qu'il dispose effectivement d'une méthode de fabrication et de procédé de contrôle de nature à garantir la qualité du produit au stade de fabrication en série,

— qu'il a fait procéder à la vérification de l'innocuité du produit dans les conditions normales d'emploi et de son effet thérapeutique, à la détermination du temps d'attente ainsi qu'à son analyse qualitative et quantitative.

Il faut entendre par temps d'attente le délai à observer entre l'administration du médicament à l'animal dans les conditions normales d'emploi et l'utilisation des denrées alimentaires provenant de cet animal pour garantir que ces denrées alimentaires ne contiennent pas de résidus pouvant présenter des dangers pour la santé du consommateur.

L'introduction de la demande d'autorisation de mise sur le marché est assortie d'un dossier dont la constitution est fixée par voie réglementaire.

Art. 35. — L'introduction de la demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament donne lieu au paiement, par l'intéressé, d'une redevance perçue par l'autorité vétérinaire nationale.

Les frais complémentaires pouvant résulter de l'instruction des demandes sont à la charge du pétitionnaire.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 36. — L'autorisation de mise sur le marché est accordée pour les médicaments vétérinaires ayant fait l'objet d'une expérimentation comprenant les expertises analytiques, pharmaco-toxicologiques et cliniques auxquelles il est procédé pour vérifier que le produit faisant l'objet de la demande d'autorisation de mise sur le marché possède les propriétés définies à l'article 34 ci-dessus.

Les normes et méthodes applicables à l'expérimentation des médicaments vétérinaires sont fixées par voie réglementaire.

Art. 37. — Les expertises prévues à l'article 36 ci-dessus sont confiées à des experts agréés ou désignés par le ministre chargé de l'agriculture dans le cadre des dispositions de l'article 177 de la loi n° 85-05 du 16 février 1985 susvisée, et selon des modalités fixées par voie réglementaire.

Art. 38. — Les experts ne doivent avoir aucun intérêt direct, ou indirect, même par personne interposée, dans la production ou dans la commercialisation des médicaments faisant l'objet de leurs expertises.

Ils ne peuvent faire aucune expertise pour les entreprises dont ils sont salariés.

Ils ne peuvent effectuer d'expertise qu'au titre de la ou des disciplines pour lesquelles ils ont été agréés ou désignés.

Art. 39. — Les experts et leurs collaborateurs sont tenus par le secret en ce qui concerne la nature des produits essayés, les essais eux-mêmes et leurs résultats.

Ils ne peuvent donner de renseignements relatifs à leurs travaux qu'à l'autorité vétérinaire nationale.

Aucune publication relative à l'expérimentation d'un médicament ne peut être effectuée sans l'accord de l'autorité vétérinaire nationale.

Chapitre II

La mise sur le marché

Art. 40. — L'autorisation de mise sur le marché est délivrée pour une durée de cinq (5) ans. Elle est renouvelable par période quinquennale.

Elle peut être suspendue ou supprimée par décision du ministre chargé de l'agriculture.

Cette autorisation n'exonère pas son titulaire fabricant ou distributeur, de la responsabilité qu'il encourt dans les conditions du droit commun en raison de la fabrication ou de la mise sur le marché des médicaments vétérinaires.

L'autorisation de mise sur le marché peut être refusée à une spécialité pharmaceutique vétérinaire de même composition qualitative et quantitative qu'une autre spécialité pour laquelle le même fabricant a déjà obtenu une autorisation sous une autre dénomination.

Art. 41. — La fabrication, l'importation, la détention, la vente ou la cession à titre gratuit des substances suivantes :

a) matières virulentes et produits d'origine microbienne destinés au diagnostic, à la prévention et au traitement des maladies des animaux,

b) substances d'origine organique, destinées aux mêmes fins, à l'exception de celles qui ne renferment que des principes chimiquement connus,

c) oestrogènes,

d) substances toxiques et vénéneuses,

e) produits susceptibles de demeurer à l'état de résidus toxiques ou dangereux dans les denrées alimentaires d'origine animale,

f) produits dont les effets sont susceptibles d'être à l'origine d'une contravention à la législation sur les fraudes,

g) produits susceptibles d'entraver le contrôle sanitaire des denrées provenant d'animaux auxquels ils ont été administrés,

doivent être toutes régies, compte tenu de leur impact sur la santé humaine et animale, par les obligations et des conditions particulières qui seront édictées par voie réglementaire.

Art. 42. — La délivrance au détail, à titre gratuit ou onéreux, des médicaments vétérinaires visés à l'article 41 ci-dessus, sauf lorsqu'il s'agit de médicaments contenant des substances toxiques ou vénéneuses à doses tolérées, est subordonnée à la rédaction, par un médecin vétérinaire, d'une ordonnance qui doit être obligatoirement remise à l'utilisateur.

Art. 43. — La publicité portant sur des médicaments vétérinaires non autorisés à la mise sur le marché est interdite.

Elle est aussi interdite pour les médicaments vétérinaires qui doivent être prescrits sur ordonnance en application de l'article 42 ci-dessus.

La publicité ne doit jamais faire apparaître la consultation vétérinaire comme superflue, ni être assortie de promesses ou d'avantages de quelque nature que ce soit, ni utiliser des attestations ou des expertises.

Les conditions et modalités de la publicité en faveur des médicaments vétérinaires sont précisées par voie réglementaire.

Art. 44. — Les fabricants et les responsables de mise sur le marché ne peuvent délivrer d'échantillons qu'aux seuls médecins-vétérinaires.

Toutefois, sont autorisés les dons et la remise des échantillons de médicaments vétérinaires au profit des établissements et organismes de recherche et d'enseignement concernés.

Art. 45. — L'importation et la distribution en gros des produits pharmaceutiques vétérinaires relèvent de l'Etat.

Art. 46. — Tout établissement dans lequel sont préparés, vendus en gros ou distribués en gros les médicaments vétérinaires, doit faire l'objet d'une autorisation administrative dont les conditions et modalités sont fixées par voie réglementaire.

Cette autorisation peut être suspendue ou supprimée en cas d'infraction aux dispositions du présent chapitre ou des règlements pris pour son application.

Art. 47. — Les établissements de préparation, de vente en gros ou de distribution de médicaments vétérinaires, doivent s'assurer le concours scientifique et technique d'un médecin vétérinaire ou d'un pharmacien.

Dans tous les cas, ces médecins et ces pharmaciens sont personnellement responsables de l'application des dispositions législatives et réglementaires concernant les médicaments vétérinaires sans préjudice, le cas échéant, de la responsabilité solidaire de l'établissement.

Les médecins vétérinaires et les pharmaciens doivent faire obligatoirement partie des organes dirigeants des établissements auxquels ils sont rattachés.

Les conditions d'exercice des prérogatives des médecins vétérinaires et des pharmaciens mentionnés au présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 48. — La distribution au détail des médicaments vétérinaires est assurée conformément aux dispositions de l'article 188 de la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé.

Les modalités d'application de 3ème alinéa de l'article 188 susvisée sont définies par voie réglementaire.

Art. 49. — Seuls les médecins vétérinaires, dans l'exercice de leur profession, peuvent vendre les médicaments vétérinaires à domicile, dans les foires et les manifestations publiques.

Lorsqu'un médecin vétérinaire prescrit des médicaments autorisés et préparés pour l'usage humain, le pharmacien qui délivre ces produits doit signaler sur l'emballage que ces produits deviennent des produits vétérinaires et rendre inutilisables les vignettes qui sont apposées sur ces médicaments.

Art. 50. — Les groupements de producteurs, les groupements professionnels agricoles, les associations de défense sanitaire agréées, dont l'action concourt à l'organisation de la production animale et qui justifient d'un encadrement technique et sanitaire suffisant peuvent acheter en gros, détenir et délivrer à leurs membres, pour l'exercice exclusif de leur activité, les médicaments vétérinaires à l'exclusion de ceux faisant l'objet des obligations particulières de l'article 41 ci-dessus.

Toutefois, les groupements et associations visés à l'alinéa précédent peuvent également acheter en gros et détenir ceux des médicaments énoncés à l'article 41 ci-dessus qui sont nécessaires à la mise en œuvre de programmes sanitaires d'élevage, approuvée par l'autorité vétérinaire nationale et dont l'exécution est placée sous la surveillance et la responsabilité effectives d'un médecin vétérinaire visitant personnellement et régulièrement l'élevage.

Art. 51. — L'acquisition, la détention et la délivrance des médicaments détenus par les groupements et associations visés à l'article 50 ci-dessus doivent être faites sous le contrôle d'un médecin vétérinaire.

Dans tout les cas, ce médecin-vétérinaire est personnellement responsable de l'application des dispositions législatives et réglementaires concernant les médicaments vétérinaires sans préjudice de la responsabilité solidaire du groupement ou de l'association.

Art. 52. — Sans préjudice des dispositions de l'article 42 ci-dessus, il est interdit de délivrer sans présentation d'une ordonnance, les médicaments vétérinaires qui comprennent dans leur composition, des substances mentionnées aux points c, e, f et g de l'article 41 de la présente loi lorsque la décision d'autorisation de mise sur le marché spécifie cette interdiction. Les mentions que doit comporter obligatoirement l'ordonnance sont fixées par voie réglementaire.

Art. 53. — Lors de la délivrance des médicaments vétérinaires prescrits conformément aux dispositions de l'article 52 ci-dessus, le pharmacien ou le médecin vétérinaire mentionne cette délivrance sur un registre, coté et paraphé par le président de l'assemblée populaire communale (A.P.C.) et tenu sans blanc, sans rature, ni surcharge.

Ce registre est conservé pendant dix (10) ans.

Les mentions qui doivent figurer sur le registre sont fixées par voie réglementaire.

Le médecin vétérinaire est dispensé de la transcription de ses propres ordonnances si elles sont rédigées sur des feuilles provenant de carnets à souches numérotées comportant des duplicata qu'il conserve dans les mêmes conditions que le registre mentionné au premier alinéa.

Les mêmes dispositions sont applicables aux prescriptions des médicaments vétérinaires relevant des tableaux relatifs aux substances vénéneuses telles que prévues par l'article 190 de la loi n° 85-05 du 16 février 1985 susvisée.

Art. 54. — Les médicaments vétérinaires doivent être mis en vente conformément à des conditions d'emballage, d'étiquetage et de dénomination qui sont fixées par voie réglementaire.

Art. 55. — Le contrôle de l'application des dispositions du présent titre est assuré concurremment par les inspecteurs vétérinaires, les pharmaciens inspecteurs et les agents du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 56. — Indépendamment des officiers de police judiciaire et des agents de police judiciaire désignés aux articles 15 et suivants du code de procédure pénale, les pharmaciens inspecteurs, les inspecteurs vétérinaires et les agents du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité dûment commissionnés et assermentés, ont qualité pour rechercher et constater les infractions aux dispositions du présent titre et des articles 429 et suivants du code pénal en ce qui concerne les médicaments vétérinaires ainsi que les textes pris pour leur application.

Art. 57. — Les infractions aux dispositions des articles 26, 33, 39, 41 à 44, 47, 49, 52 à 54 de la présente loi sont punies d'une amende allant de 500 à 4000 DA et d'une peine d'emprisonnement de dix (10) jours à trois (3) mois ou de l'une de ces deux peines.

En cas de récidive, ces peines peuvent être doublées.

TITRE IV

LES MESURES GENERALES DE PROTECTION
DES ANIMAUX ET DE CONTROLE DE LA SANTE
ANIMALE ET DES PRODUITS ANIMAUX

Chapitre I

Protection des animaux et prévention sanitaire

Art. 58. — Il est interdit d'exercer de mauvais traitements envers les animaux domestiques ainsi qu'envers les animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité.

Des dispositions réglementaires déterminant les mesures propres à assurer la protection de ces animaux contre les mauvais traitements ou les utilisations abusives et à leur éviter des souffrances lors des manipulations inhérentes aux diverses techniques d'élevage, de parage, de transport et d'abattage des animaux.

Il en est de même en ce qui concerne les expériences biologiques, médicales et scientifiques qui doivent être limitées aux cas de stricte nécessité.

Les infractions au présent article sont punies conformément aux dispositions des articles 415, 449 et 457 du code pénal.

Art. 59. — La prévention et la lutte contre les maladies animales contagieuses sont d'utilité publique.

Art. 60. — Les personnes physiques ou morales, en qualité de propriétaires ou à tout autre titre, ont le devoir de maintenir en bon état sanitaire, les animaux dont ils ont la charge.

Ces personnes sont tenues de mettre en œuvre les mesures et injonctions édictées par l'autorité vétérinaire nationale, aux fins de prévention, de lutte et d'éradication des maladies animales, et de déclarer ces dernières, aux autorités administratives locales.

En cas d'inexécution des mesures et injonctions édictées dans les délais impartis, les opérations prescrites sont réalisées d'office sous l'égide de l'autorité vétérinaire nationale, sans préjudice d'autres poursuites pénales, notamment celles prévues aux articles 415 et 416 du code pénal.

Les dépenses encourues sont à la charge des assujettis contrevenants.

Art. 61. — Les présidents des assemblées populaires communales (A.P.C.) doivent aviser, d'urgence, le wali et l'autorité vétérinaire nationale, de tous les cas d'épizootie qui leur sont signalés sur le territoire de leur commune.

Ils peuvent prendre les mesures provisoires qu'ils jugent utiles pour arrêter la propagation de la maladie.

Art. 62. — L'exposition, la vente, la mise en vente ou le don des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladie contagieuse sont interdites.

Le propriétaire ne peut se dessaisir de ces animaux que dans les conditions déterminées par voie réglementaire qui fixe, pour chaque espèce d'animaux et de maladies, le temps pendant lequel l'interdiction de vente s'applique aux animaux qui ont été exposés à la contagion.

Art. 63. — Les entrepreneurs de transport qui ont transporté des animaux sont tenus, en tout temps, de désinfecter, dans les conditions prescrites par voie réglementaire, les véhicules qui ont servi à cet usage, ainsi que les étables, les écuries, quais et cours où les animaux ont séjourné.

Chapitre II

Les maladies à déclaration obligatoire

Art. 64. — Les maladies animales, à déclaration obligatoire sont, au sens de la présente loi, les maladies transmissibles qui ont un grand pouvoir de propagation et une gravité particulière, et qui doivent être assujetties à des mesures intensives de prévention et de lutte.

Art. 65. — Il est établi, par voie réglementaire, la liste des maladies à déclaration obligatoire ainsi que les mesures de prévention et de lutte spécifiques à chacune d'elles.

Art. 66. — Toute personne qui possède ou garde un animal, le cadavre ou la carcasse d'un animal comme étant atteint d'une maladie à déclaration obligatoire telle que définie à l'article 64 ci-dessus, est tenue d'en aviser les services de l'autorité vétérinaire nationale, le médecin vétérinaire le plus proche ou, à défaut, toute autre autorité administrative locale qui doit faire examiner l'animal, le cadavre ou la carcasse par un médecin vétérinaire.

Art. 67. — Tout animal atteint ou soupçonné d'être atteint d'une maladie contagieuse, signalé conformément aux dispositions de l'article 66 ci-dessus doit être immédiatement et avant même que l'autorité administrative, ou le médecin vétérinaire ait répondu à l'avertissement, séquestré, séparé et maintenu isolé, autant que possible, des autres animaux susceptibles de contracter cette maladie.

La déclaration et l'isolement sont obligatoires pour tout animal mort d'une maladie contagieuse ou soupçonnée contagieuse, ainsi que pour tout animal atteint qui, à l'ouverture du cadavre, est reconnu atteint ou suspect d'être atteint d'une maladie contagieuse.

Il est interdit de transporter l'animal ou le cadavre avant qu'un médecin vétérinaire ou un auxiliaire vétérinaire autorisé ne l'ait examiné.

Art. 68. — Tout médecin vétérinaire, avisé de l'apparition d'un cas réel ou soupçonné de maladie à déclaration obligatoire, est tenu de se rendre sans délai, sur les lieux et de procéder à la vérification des faits, de prendre, le cas échéant, les mesures conservatoires ou d'urgence et de porter directement à la connaissance des autorités locales et des services de l'autorité vétérinaire nationale, les résultats de ses constatations.

Art. 69. — L'autorité vétérinaire nationale, informée de l'apparition ou de la suspicion d'une maladie à déclaration obligatoire, est tenue de prendre, en concertation avec les collectivités locales concernées, les mesures suivantes :

- vérification des faits sur les lieux et adoption des mesures de précaution qui s'imposent,

- déclaration du périmètre infecté ou du périmètre soupçonné d'être infecté pour les maladies fortement contagieuses et à propagation rapide. Il sera prévu trois (3) zones concentriques, « Le périmètre infecté », « La zone où les déplacements sont interdits » et « La zone d'observation intensive »,

- l'annonce au public, par voie d'affiche et par tous autres moyens appropriés, des lieux infectés, de leurs limites exactes et des règles à observer,

- l'enquête épizootiologique et les actions sanitaires, médicales et administratives appropriées,

- les mesures finales, la déclaration de fin du foyer et la levée des restrictions.

Art. 70. — Pour les animaux abattus ou détruits sur ordre de l'administration ou de l'autorité vétérinaire nationale, consécutivement à une maladie à déclaration obligatoire et pour les objets détruits pendant la désinfection à l'occasion de l'action sanitaire dans un lieu infecté, les personnes physiques et morales, propriétaires ou exploitantes, peuvent faire valoir leur droit à une indemnisation dans un délai d'une (1) année, au plus, à condition qu'il n'y ait aucune faute ou fraude de leur part.

Le bénéfice de l'indemnité n'est pas accordé si le propriétaire ou l'exploitant ne s'est pas conformé à l'obligation de déclaration ou aux prescriptions données par les services vétérinaires officiels ou s'il a enfreint les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Il n'est alloué aucune indemnité aux propriétaires d'animaux importés, abattus au cours du délai de saisie pour cause de maladies contagieuses.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 71. — Les propriétaires d'animaux domestiques ou d'élevage pouvant constituer un foyer de propagation d'une maladie contagieuse à l'homme et à l'animal, sont tenus de souscrire une assurance à caractère mutualiste pour couvrir les risques inhérents à la mortalité du cheptel, à l'abattage sanitaire et à la responsabilité civile et de participer aux actions prophylactiques d'intérêt général.

Les conditions et modalités d'application du présent article sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 72. — L'Etat prend les dispositions financières et réglementaires requises pour faire face aux dépenses occasionnées par la lutte et l'éradication des foyers de maladies à déclaration obligatoire et pour doter les services de l'autorité vétérinaire nationale, de moyens indispensables à l'action sanitaire spécifiés par les règlements.

Art. 73. — La rage, lorsqu'elle est constatée chez les animaux, de quelque espèce qu'ils soient, entraîne l'abattage qui ne peut être différé sous aucun prétexte.

Les animaux domestiques suspects de rage et ceux qu'ils auraient pu contaminer doivent être placés sous la surveillance des agents de l'autorité vétérinaire nationale ou d'un médecin vétérinaire.

Tout propriétaire, toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un animal domestique ayant été en contact soit par morsure, soit par griffure, soit de toute autre manière avec un animal reconnu enragé ou suspect de l'être, est tenu d'en faire immédiatement la déclaration au président de l'assemblée populaire communale (A.P.C.), ou au médecin vétérinaire le plus proche.

Les carnivores domestiques ayant été en contact avec un animal reconnu enragé sont abattus.

L'abattage des animaux domestiques suspects et de ceux qu'ils auraient pu contaminer de rage peut être ordonné dans tous les cas si ces animaux se montrent dangereux ou si le respect des mesures de police sanitaire qui leur sont applicables ne peut être ou n'est pas assuré.

Toutefois, à la demande expresse de leur propriétaire, les chiens et les herbivores valablement vaccinés contre la rage peuvent, dans certains cas et sous certaines réserves, précisés par voie réglementaire, être conservés.

L'abattage des animaux domestiques atteints, suspects, ou contaminés de rage, visés aux alinéas ci-dessus, est effectué à la diligence des propriétaires ou détenteurs ou, dans le cas où ces derniers seraient défaillants, par les agents de la force publique.

Les chiens errants et les animaux sauvages, lorsque la rage est constatée dans une région déterminée, sont, conformément aux dispositions de l'article 38 de la loi n° 82-10 du 21 août 1982 susvisée, abattus par les agents de la force publique, les agents de la gendarmerie nationale et par toute personne titulaire d'un permis de chasse et requise par le président de l'assemblée populaire communale (A.P.C.).

La mise en œuvre des dispositions du présent article est précisée par voie réglementaire.

Art. 74. — Tout animal ayant mordu, ou griffé une personne, même s'il n'est pas suspect de rage, est, si l'on peut s'en saisir sans l'abattre, soumis par son propriétaire ou détenteur et à ses frais, au contrôle d'un médecin vétérinaire.

Dès qu'ils ont connaissance des faits, morsure ou griffure d'une personne, les agents des services de police et ceux de la gendarmerie nationale rappellent au propriétaire ou au détenteur les obligations ci-dessus définies et, en tant que de besoin, le mettent en demeure de les observer dans les vingt-quatre (24) heures, la personne atteinte devant être évacuée immédiatement sur le plus proche secteur sanitaire.

Chapitre III

Contrôle sanitaire vétérinaire aux frontières

Art. 75. — L'importation et l'exportation d'animaux ou de produits animaux ou d'origine animale pouvant propager les maladies animales contagieuses à l'homme ou à l'animal sont interdites.

Art. 76. — Il est fait obligation aux importateurs et aux exportateurs d'animaux et de produits animaux ou d'origine animale, d'être titulaires d'une dérogation sanitaire à l'interdiction visée à l'article 75 ci-dessus, délivrée par l'autorité vétérinaire nationale.

La liste des animaux et des produits animaux ou d'origine animale soumis au régime de la dérogation sanitaire est fixée par voie réglementaire.

Art. 77. — Les animaux et les produits animaux ou d'origine animale, importés ou exportés, sont soumis, en tout temps, aux frais des importateurs ou des exportateurs, selon le cas, à une inspection sanitaire vétérinaire au moment de leur entrée ou de leur sortie du territoire national.

Les points d'entrée et de sortie sont déterminés par voie réglementaire.

Art. 78. — L'introduction sur le territoire national est refusée aux animaux et aux produits animaux ou d'origine animale, et des mesures de protection sont appliquées dans les conditions où l'inspection vétérinaire révèle ou permet raisonnablement de soupçonner que :

— les animaux sont atteints d'une maladie à déclaration obligatoire ou accusent des symptômes imputables à une telle maladie ou ont été en contact avec des animaux atteints d'une telle maladie,

— les produits constituent un danger pour la santé humaine ou animale,

— les animaux et produits expédiés ne sont pas conformes aux conditions d'origine et d'identité, et aux normes sanitaires et qualitatives déterminées,

— le certificat vétérinaire devant accompagner les animaux ou les produits animaux ou d'origine animale, manque, est défectueux, ne correspond pas à l'expédition ou dont la durée de validité est arrivée à terme,

— des pratiques frauduleuses ont été opérées.

Art. 79. — Les animaux susceptibles de communiquer une maladie contagieuse peuvent être mis en quarantaine par l'autorité vétérinaire nationale.

Cette autorité peut, à la frontière, afin de prévenir toute contamination du cheptel national, prescrire l'abattage ou la destruction sans indemnité des animaux malades ou ayant été exposés à la contagion. Elle peut également prendre toutes les mesures rendues nécessaires par la crainte de l'invasion d'une maladie contagieuse.

Art. 80. — Au sens de la présente loi, le centre de quarantaine désigne un bâtiment ou un ensemble de bâtiments où les animaux sont maintenus en isolement complet, afin d'y être soumis à une obser-

vation plus ou moins longue et d'y subir diverses épreuves de contrôle en vue de permettre aux agents de l'autorité vétérinaire nationale, de s'assurer qu'ils ne sont pas atteints ou vecteurs de certaines maladies.

L'implantation et la liste des centres de quarantaine sont fixées par voie réglementaire.

Art. 81. — Les frais d'abattage, d'enfouissement, de transport, de quarantaine, de désinfection, ainsi que tous autres frais auxquels peut donner lieu l'exécution de mesures sanitaires prescrites, sont à la charge des propriétaires ou détenteurs d'animaux.

En cas de refus des propriétaires ou détenteurs d'animaux de se conformer, dans les délais requis, aux injonctions de l'autorité vétérinaire nationale, il y est pourvu d'office à leur compte, sans préjudice d'autres poursuites.

Les frais encourus sont à la charge des assujettis contrevenants.

Art. 82. — Les postes frontières visés à l'article 77 ci-dessus, ouverts à l'importation et à l'exportation des animaux et produits animaux ou d'origine animale, doivent être dotés de locaux et d'installations appropriés aux fins de visite sanitaire vétérinaire et de mise en quarantaine.

Il est perçu une redevance spéciale sur les animaux et produits animaux ou d'origine animale importés ou exportés dont le taux et le mode de recouvrement et d'affectation sont fixés par voie réglementaire.

Chapitre IV

Le contrôle sanitaire des viandes et de l'équarrissage

Art. 83. — Le abattages aux fins de boucherie, des animaux reproducteurs, femelles et géniteurs, sont interdits.

En cas d'infraction, les animaux abattus ainsi que toutes leurs parties sont saisis. En cas de récidive, les contrevenants sont passibles d'une amende évaluée au triple de la valeur de la saisie.

La détermination des espèces des âges et l'état physiologique des animaux ainsi que les conditions et modalités d'application du présent article sont fixés par voie réglementaire.

Art. 84. — Dans l'intérêt de la protection de la santé publique, l'abattage des animaux de boucherie, à quelque espèce qu'ils appartiennent, est formellement interdit en dehors des abattoirs et, à défaut, en dehors des emplacements désignés par les autorités locales.

Le transport, la détention, la vente ou la mise en vente, l'achat de viandes et abats provenant d'abattage autres que ceux prévus à l'alinéa précédent, sont interdits.

Toutefois, l'abattage des animaux de boucherie aux fins de consommation personnelle est autorisé en dehors de ces emplacements à l'occasion de certaines fêtes religieuses ou de cérémonies familiales.

Les modalités d'abattage en cas d'urgence sont fixées par voie réglementaire.

Art. 85. — Les viandes provenant des abattages prévus à l'alinéa premier de l'article 84 ci-dessus doivent être, après inspection vétérinaire, estampillées ou marquées au timbre de la commune intéressée sous la responsabilité du président de l'assemblée populaire communale (A.P.C.) dans les conditions fixées par voie réglementaire.

La contrefaçon, l'imitation, l'utilisation ou la détention frauduleuse de ces estampilles et marques sont formellement interdites.

Les viandes mises en dépôt, en circulation, en vente ou à la consommation publique et non estampillées, ni marquées dans les conditions prévues à l'alinéa premier du présent article, sont considérées comme provenant d'un abattage clandestin.

En cas d'infraction aux dispositions concernant l'apposition d'estampilles ou de marques attestant l'intervention des services d'inspection vétérinaires, les viandes non estampillées ni marquées sont saisies, sans préjudice des sanctions prévues aux articles 429 et suivants du code pénal.

Art. 86. — Les animaux sont soumis, avant et après leur abattage, à l'inspection vétérinaire.

Les conditions et modalités de l'inspection, celles de la salubrité et de la qualité des denrées animales ou d'origine animale, destinées à la consommation humaine, la détermination et la surveillance des conditions d'hygiène dans lesquelles ces denrées sont préparées et conservées, sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 87. — Les détenteurs de viandes et abats, les bouchers et tripiers, les restaurateurs et tous exploitants d'établissements servant au public des viandes et abats cuisinés doivent justifier, à toute réquisition, de la nature et de l'origine des viandes et abats qu'ils détiennent ou utilisent.

Les infractions aux dispositions du présent article sont punies conformément aux articles 429 et suivants du code pénal.

Art. 88. — Il est interdit de jeter, en n'importe quel lieu, les animaux morts et déchets d'origine animale. Leur destruction doit être assurée par enfouissement, incinération ou procédé chimique autorisé et dans des conditions déterminées par voie réglementaire.

Art. 89. — L'enlèvement et la destruction des cadavres et déchets d'origine animale constituent un service d'utilité publique.

Art. 90. — Les propriétaires ou détenteurs d'un ou de plusieurs animaux morts pesant au total plus de cinquante kilogrammes (50 kg) sont tenus d'avertir, dans les plus brefs délais, le président de l'assemblée populaire communale (A.P.C.) qui, en application de l'article 237 de l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 susvisée, doit procéder ou faire procéder, par un équarrisseur autorisé, à l'enlèvement du ou des cadavres entiers et non dépouillés.

Si le propriétaire ou le détenteur d'un animal mort soupçonne ce dernier d'être atteint d'une maladie contagieuse, il doit, outre les dispositions des articles 66 et 67 de la présente loi, le mettre à la disposition du médecin vétérinaire le plus proche.

A défaut, les services d'hygiène de la commune ou l'équarrisseur autorisé, avisés conformément à l'alinéa ci-dessus, doivent faire examiner le cadavre de l'animal par un médecin vétérinaire dans les plus brefs délais.

Toutefois, lorsqu'il est reconnu indispensable par le médecin vétérinaire de pratiquer sur place l'autopsie d'un animal, le propriétaire ou le détenteur du cadavre est tenu de remettre au service d'hygiène de la commune ou à l'équarrisseur autorisé, en un seul lot, toutes les parties de l'animal qui n'ont pas été prélevées à des fins d'analyse.

Art. 91. — Les viandes, abats et denrées animales ou d'origine animale, sous toutes leurs formes, impropres à la consommation humaine ou animale, sans limitation de poids, qui ont été saisis par les services d'inspection vétérinaires, ainsi que les sous-produits d'abattage non récupérés, doivent être confiés aux services d'hygiène de la commune ou de l'équarrisseur autorisé aux fins d'incinération, d'enfouissement ou de traitement.

Les conditions et modalités d'application du présent article sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 92. — Toute infraction aux articles 62, 63, 66, 67, 68, 73, 74, 75, 76, 84, 88 et 90 est punie conformément aux dispositions de l'article 416 du code pénal.

Art. 93. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 janvier 1988.

Chadli BENDJEDID

Loi n° 88-09 du 26 janvier 1988 relative aux archives nationales.

Le Président de la République,

Vu la Constitution et notamment ses articles 151 et 154 ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 71-36 du 3 juin 1971 portant institution d'un fonds des archives nationales ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national, notamment son article 16 ;

Après adoption par l'Assemblée populaire nationale ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

SOMMAIRE (Suite)

LOIS ET ORDONNANCES

Loi n° 86-13 du 19 août 1986 modifiant et complétant la loi n° 82-13 du 28 août 1982 relative à la constitution et au fonctionnement des sociétés d'économie mixte, p. 1016.

Loi n° 86-14 du 19 août 1986 relative aux activités de prospection, de recherche, d'exploitation et de transport, par canalisation, des hydrocarbures, p. 1019.

DECRETS

Décret n° 86-217 du 26 août 1986 instituant une commission nationale chargée des opérations immobilières à l'étranger, p. 1026.

Décret n° 86-218 du 26 août 1986 portant création de l'agence nationale de la photographie de presse et d'information (A.P.I.), p. 1027.

Décret n° 86-219 du 26 août 1986 approuvant l'accord de prêt signé le 29 janvier 1986 à Alger entre la République algérienne démocratique et populaire et le Fonds arabe pour le développement économique et social (F.A.D.E.S.), pour participer au financement du « Projet d'irrigation Oued Mina », p. 1030.

Décret n° 86-220 du 26 août 1986 modifiant et complétant le décret n° 81-242 du 5 septembre 1981 portant création et organisation des secteurs sanitaires, p. 1030.

Décret n° 86-221 du 26 août 1986 portant organisation et sanction de la formation des éducateurs sportifs exerçant à temps partiel au sein des structures du mouvement sportif national, p. 1030.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret du 31 juillet 1986 mettant fin aux fonctions du directeur de l'administration générale au ministère de l'éducation nationale, p. 1032.

Décret du 31 juillet 1986 mettant fin aux fonctions du directeur de l'orientation des examens et concours au ministère de l'éducation nationale, p. 1032.

Décrets du 31 juillet 1986 mettant fin aux fonctions de chargés d'études et de synthèse au ministère de l'éducation nationale, p. 1032.

Décrets du 31 juillet 1986 mettant fin aux fonctions de sous-directeurs au ministère de l'éducation nationale, p. 1032.

Décret du 31 juillet 1986 mettant fin aux fonctions du directeur du centre national d'enseignement généralisé par correspondance, Radiodiffusion et télévision, p. 1032.

Décret du 31 juillet 1986 mettant fin aux fonctions du directeur du centre d'équipement et d'expérimentation des moyens didactiques (C.E.E.M.D.), p. 1033.

Décret du 31 juillet 1986 mettant fin aux fonctions du directeur des études juridiques, de la réglementation et de la coopération au ministère de la protection sociale, p. 1033.

Décret du 1er août 1986 portant nomination d'un inspecteur général au ministère de l'éducation nationale, p. 1033.

Décret du 1er août 1986 portant nomination d'un inspecteur au ministère de l'éducation nationale, p. 1033.

Décret du 1er août 1986 portant nomination de travailleurs nommés par décret à une fonction supérieure, à la tête de structures au sein de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale, p. 1033.

Décret du 1er août 1986 portant nomination du directeur des études juridiques, de la réglementation et du contentieux au ministère de l'éducation nationale, p. 1034.

Décret du 1er août 1986 portant nomination du directeur du centre national d'enseignement généralisé par correspondance, radiodiffusion et télévision, p. 1034.

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté interministériel du 19 juillet 1986 relatif aux prix aux différents stades de la distribution des huiles végétales à usage alimentaire raffinées par l'entreprise nationale des corps gras (E.N.C.G.), p. 1034.

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret n° 86-214 du 26 août 1986 portant ratification de la convention sanitaire vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signée à Alger le 30 juin 1985.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;

Vu la Constitution et notamment son article 111-17 ;

Vu la convention sanitaire vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signée à Alger le 30 juin 1985 ;

Décète :

Article 1er. — Est ratifiée et sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, la convention sanitaire vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signée à Alger le 30 juin 1985.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 août 1986.

Chadli BENDJEDID.

CONVENTION

sanitaire vétérinaire entre la République algérienne démocratique et populaire et la République tunisienne

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de République tunisienne,

Désireux de consolider la coopération entre les services vétérinaires officiels des deux parties, de préserver leur territoire respectif d'éventuelles épizooties, de maladies parasitaires et de zoonoses, ainsi que de faciliter les échanges commerciaux, de produits animaux et d'origine animale, sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les deux parties ont décidé d'établir une coopération plus étroite dans le domaine vétérinaire et s'engagent en particulier à faciliter :

- a) l'échange de vétérinaires et de techniciens afin de s'informer mutuellement sur les réalisations scientifiques et techniques en matière de médecine vétérinaire ;
- b) l'accueil de vétérinaires et techniciens en vue de stages de perfectionnement ;
- c) l'échange régulier de réglementation vétérinaire respective ainsi que toute information d'intérêt commun en matière de santé animale ;
- d) la collaboration et l'échange d'expériences entre les laboratoires vétérinaires des deux parties ;
- e) la coopération en matière de diagnostic expérimental en médecine vétérinaire ;
- f) l'échange de souches bactériennes et virales nécessaires à la production de produits biologiques (des antigènes, des sérums, des vaccins et autres) ;
- g) la participation des spécialistes aux colloques et séminaires organisés par l'une des deux parties.

Article 2

Les deux parties s'engagent à harmoniser leur législation vétérinaire en matière de santé animale, d'hygiène et de contrôle des denrées alimentaires d'origine animale, de pharmacie vétérinaire, d'aliments du bétail et des échanges internationaux d'animaux, de produits animaux et d'origine animale.

Article 3

Les deux parties s'engagent, dans un souci d'efficacité et de complémentarité, à coordonner les opérations de lutte contre les maladies animales, à titre préventif ou curatif, dans les zones frontalières.

Article 4

Les deux parties s'engagent à élaborer et à exécuter des programmes communs de lutte contre les principales maladies animales y compris les zoonoses.

Article 5

Les autorités vétérinaires des deux parties s'engagent à garantir la conformité des animaux, des produits animaux et d'origine animale destinés à l'exportation, avec les conditions sanitaires exigées par le pays importateur.

Article 6

Chacune des deux parties s'engage à procéder à procéder à l'examen clinique des animaux et à l'inspection sanitaire des produits animaux et d'origine animale qui transitent sur son territoire à destination de l'autre pays. Si ces contrôles font apparaître que ces animaux ou ces produits présentent un danger pour la santé humaine et animale, les autorités vétérinaires du pays de transit procéderont à leur refoulement ou ordonnent leur abattage ou leur destruction, selon les recommandations du code zoosanitaire international de l'office international des épizooties.

Article 7

Les autorités compétentes des deux parties échangeront avec une périodicité mensuelle des bulletins sanitaires indiquant les statistiques des maladies infectieuses et parasitaires des animaux comprises sur les listes « A » et « B » de l'office international des épizooties.

Elles s'engagent également à communiquer immédiatement par voie télégraphique ou similaire, l'apparition éventuelle sur le territoire de l'une des parties de tout foyer de maladies pour lesquelles la notification est considérée comme obligatoire par l'office international des épizooties (concrètement il s'agit de celles qui sont comprises sur les listes « A » et « B ») en détaillant l'exacte localisation géographique, les mesures sanitaires prises pour éliminer cette maladie et assurer la maintien d'une situation favorable, ainsi que celles prises à l'exportation.

Article 8

Outre les mesures sus-citées et les règlements vétérinaires en vigueur dans les deux pays, les autorités sanitaires vétérinaires se conforment aux recommandations du code zoosanitaire international de l'office international des épizooties.

Article 9

Chacune des parties signataires de la présente convention suspendra immédiatement l'exportation d'animaux, des produits animaux et d'origine animale, en cas d'existence ou d'apparition dans l'un des pays d'une quelconque des maladies de la liste « A » de l'office international des épizooties qui présente un danger de propagation au pays importateur.

Article 10

Les autorités compétentes des deux parties conclueront les arrangements complémentaires à la

présente convention fixant les conditions sanitaires pour l'importation et le transit d'animaux et de produits animaux et d'origine animale. entre les territoires des deux pays.

Article 11

Les autorités centrales vétérinaires des deux parties se consulteront directement sur les modalités d'application de la présente convention et sur l'étude d'éventuelles modifications visées à l'article 10.

Article 12

Les deux parties pourront, d'un commun accord et par un échange de lettres, introduire des amendements aux dispositions de la présente convention.

Article 13

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de l'échange des instruments de ratification y afférent.

Cette convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans. Elle est renouvelable par tacite reconduction et pour une même durée sauf si l'une des parties décide de la dénoncer auquel cas la dénonciation devra être notifiée six (6) mois avant l'expiration de la validité de la convention.

La présente convention est rédigée en deux (2) exemplaires originaux en langue arabe.

Fait à Alger, le 30 juin 1985.

P. le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, P. le Gouvernement de la République tunisienne,

Le ministre des affaires étrangères Le ministre des affaires étrangères

Ahmed Taleb IBRAHIMI Béji CAID ESSEBSI

Décret n° 86-215 du 26 août 1986 portant ratification de l'accord de coopération et d'assistance réciproque dans le domaine de la protection civile entre la République algérienne démocratique et populaire et la République tunisienne, signé à Alger le 30 juin 1985.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères ;

Vu la Constitution et notamment son article 111-17° ;

Vu l'accord de coopération et d'assistance réciproque dans le domaine de la protection civile entre la République algérienne démocratique et populaire et la République tunisienne, signé à Alger, le 30 juin 1985 ;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique

et populaire, l'accord de coopération et d'assistance réciproque dans le domaine de la protection civile entre la République algérienne démocratique et populaire et la République tunisienne, signé à Alger le 30 juin 1985.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 août 1986.

Chadli BENDJEDID.

A C C O R D

de coopération et d'assistance réciproque
dans le domaine de la protection civile
entre la République algérienne
démocratique et populaire
et la République tunisienne

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne,

— Dans le cadre du traité de fraternité et de concorde conclu entre les deux pays et notamment son article 1er ;

— Soucieux de consolider et d'affermir les rapports de fraternité et de coopération qui animent les deux peuples ;

— Convaincus de l'intérêt et la nécessité d'élargir cette coopération à tous les domaines ;

— Désireux d'établir une coopération en matière de protection des personnes et des biens, particulièrement en cas de catastrophe touchant l'un des deux pays ;

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

OBJET

Article 1er

Le présent accord précise et définit le cadre de coopération et d'assistance entre la protection civile algérienne et la protection civile tunisienne dans le domaine de la protection et de la sauvegarde des personnes et des biens.

CHAPITRE II

CHAMP D'APPLICATION

Article 2

Pour atteindre les objectifs de coopération fructueuse et d'assistance mutuelle, visés par le présent accord, les deux Etats s'engagent :

— à se prêter, dans la mesure de leurs possibilités, une assistance mutuelle dans les domaines de la lutte contre tout sinistre affectant l'un des deux pays ;

Article 1^{er}

Il est créé une commission mixte algéro-soudanaise de coopération économique, culturelle, scientifique et technique, dans le but de développer entre les deux pays, une coopération au service de leurs intérêts communs.

Article 2

La commission a pour tâches :

a) La coopération économique couvrant les domaines de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, de la pêche, des transports, des communications et des affaires financières ;

b) La coopération culturelle englobant les domaines de l'information, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la santé, du tourisme et de la jeunesse et des sports ;

c) La coopération scientifique et technique et l'échange d'expériences ;

d) Définir les orientations, élaborer les programmes de coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre les deux pays, soumettre également des propositions et prendre les mesures adéquates en vue de leur concrétisation ;

e) Résoudre les problèmes qui pourraient surgir lors de l'application des conventions conclues ou à conclure entre les deux pays dans les domaines précités ainsi que les affaires et les intérêts des ressortissants des deux pays et de leurs établissements qui exercent dans les deux pays.

Article 3

La commission se réunira une fois par an ; elle pourra se réunir en session extraordinaire, après accord des deux parties. Les sessions se tiendront alternativement en Algérie et au Soudan.

Article 4

La commission mixte sera composée pour chaque pays, d'une délégation présidée par un ministre et composée de membres désignés par chacun des deux Gouvernements.

Article 5

Les décisions et les recommandations formulées par la commission seront élaborées sous forme de conventions, de protocoles, d'échanges de lettres ou de procès-verbaux.

Article 6

Le projet de l'ordre du jour de chaque session fera l'objet d'un échange de proposition par voie diplomatique au moins un mois avant l'ouverture de la session et sera approuvé à la date d'ouverture de ladite session.

Article 7

La durée de validité de la présente convention est de deux ans. Elle sera renouvelable automatiquement, à moins que l'une des deux parties contractantes ne notifie par écrit, à l'autre partie son intention de l'amender ou d'y mettre fin trois mois au moins avant la date de son expiration.

Article 8

La présente convention entrera en vigueur, à titre provisoire, dès sa signature par les deux parties contractantes et, à titre définitif, après notification réciproque de sa ratification.

Les deux plénipotentiaires ont signé la présente convention à Alger, en double exemplaire original en langue arabe.

Fait à Alger le 18 Radjeb 1408 H, correspondant au 7 mars 1988.

P. le Gouvernement
de la République algérienne
démocratique et populaire,

Abdelhamid BRAHIMI

*Membre suppléant
du Bureau politique,
Premier ministre.*

P. le Gouvernement
de la République
du Soudan,

Saddek EL MAHDI

*Président du conseil
des ministres.*

«»

**Décret présidentiel n° 89-16 du 21 février 1989
portant ratification de la convention vétérinaire
entre le Gouvernement de la République algé-
rienne démocratique et populaire et le Gouver-
nement de la République Irakienne, signée à
Alger le 29 septembre 1988.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution et notamment son article 111-12° ;

Vu la convention vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République Irakienne, signée à Alger le 29 septembre 1988 ;

Décrète :

Article. 1^{er}. — Est ratifiée et sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire la convention vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République Irakienne, signée à Alger le 29 septembre 1988.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 février 1989.

Chadli BENDJEDID

**CONVENTION
VETERINAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
ET LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE IRAKIENNE**

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République Irakienne, désireux de renforcer les liens d'amitié et de fraternité entre les deux pays et soucieux de développer la coopération technique dans le domaine de la médecine vétérinaire et d'accroître la production animale et les moyens de prophylaxie contre les épidémies et les maladies infectieuses et la protection de l'homme des maladies communes, ont convenu de ce qui suit :

Article 1er

Les deux parties contractantes œuvreront pour le renforcement de la coopération scientifique et technique dans le domaine vétérinaire, notamment par :

1 — l'échange d'expériences en matière de formation dans le domaine vétérinaire et l'échange de méthodes et de programmes concernant les services vétérinaires.

2 — l'échange de spécialistes vétérinaires ;

3 — l'information réciproque de la tenue et des résultats des conférences scientifiques en matière vétérinaire et des autres conférences importantes traitant des questions vétérinaires ;

4 — échanges des publications techniques récentes et des périodiques dans le domaine vétérinaire ;

5 — fournir, en cas de besoin, des informations concernant les structures organiques et les organigrammes des services vétérinaires ainsi que les lois et règlements concernant les différents domaines vétérinaires.

Article 2

Les deux parties contractantes prendront les mesures de contrôle sanitaire par des vétérinaires agréés par leurs gouvernements respectifs et installés dans des postes d'inspections et de contrôle frontaliers désignés par les deux gouvernements. Ce contrôle s'exerce sur

les animaux vivants et leurs produits ainsi que sur tout ce qui pourrait constituer un vecteur de propagation de maladies animales communes lors de leur importation, de leur exportation ou de leur transit.

Article 3

Tout envoi destiné à l'exportation ou au transit doit être accompagné d'un certificat vétérinaire délivré par l'autorité officielle de santé vétérinaire.

Article 4

Le certificat médical vétérinaire doit avoir une validité de quinze jours à partir de la date de son établissement. Au cas où cette validité expire avant l'arrivée de l'envoi à la frontière du pays exportateur, l'autorité vétérinaire ou son représentant installé au poste frontalier peut la proroger de quinze jours supplémentaires.

Un seul certificat médical vétérinaire collectif est délivré pour un troupeau de bovins, ovins ou caprins ainsi que pour les volailles destinés à l'abattage.

Un certificat médical vétérinaire individuel est délivré pour chaque animal destiné à l'élevage.

Article 5

Pour la protection contre les maladies animales infectieuses et leur élimination, les deux parties s'engagent à appliquer les mesures suivantes :

1 — A l'exception des épidémies touchant des animaux importés et mis en quarantaine, les services vétérinaires centraux de chaque partie contractante informeront l'autre partie dès l'apparition d'épidémies animales à propagation rapide et à taux élevé de mortalité jusqu'à l'élimination de ces épidémies, notamment en ce qui concerne les maladies suivantes :

- la peste bovine,
- la fièvre typhoïde,
- les infections pulmonaires,
- langue bleue,
- la peste équine africaine,
- l'ensemble des infections des muqueuses bovines,
- la peste porcine africaine,
- les maladies équines,
- les méningites équines,
- les maladies vénériennes équines.

Parallèlement aux mesures à prendre pour l'éradication de ces maladies, il y a lieu de signaler les noms des lieux et des régions touchés par l'épidémie ainsi que le nombre des animaux atteints. En cas de fièvre typhoïde, il y a lieu aussi de signaler la nature du virus responsable et l'évolution de la maladie.

2 – l'échange d'informations, en cas de besoin et à la lumière des applications scientifiques des méthodes modernes de lutte contre les différentes maladies animales.

L'assistance mutuelle dans le domaine de la préparation des vaccins et sérums et la mise à disposition des moyens nouveaux pour la lutte contre les maladies et pour le traitement des animaux.

Faciliter l'échange de vaccins préventifs produits dans chacun des pays des deux parties contractantes.

3 – l'échange de rapports mensuels officiels sur les maladies animales.

4 – l'échange de cultures de bactéries et de virus à l'exception de ceux épidémiques n'ayant jamais pénétré dans l'un quelconque des pays des deux parties contractantes, et en cas de besoin, l'échange de préparations biologiques.

5 – renforcement de la coopération entre les instituts scientifiques chargés de la recherche dans le domaine des maladies animales, y compris les maladies communes transmissibles à l'homme.

6 – l'échange d'expériences en matière de mesures prises pour la lutte contre les maladies non épidémiques responsables de la mort d'un grand nombre d'animaux ou de la baisse de la productivité des troupeaux.

7 – l'échange des vaccins préventifs et des produits biologiques.

Article 6

Les délégués des autorités vétérinaires des deux parties contractantes se réuniront une fois par an et, alternativement, dans l'un ou l'autre pays en vue d'étudier les procédures suivies pour l'application de cette Convention.

Article 7

Tout différend ou désaccord né de l'exécution de cet accord est porté devant une instance composée de deux experts de chacune des deux parties contractantes. Cette

instance se réunira dans un délai de 30 jours à compter de la date de saisine par l'une des deux parties contractantes.

En cas de difficulté pour cette instance de trouver une solution dans un délai de quinze jours après la date de sa réunion, le différend ou le désaccord est porté devant les autorités supérieures des deux parties contractantes.

Article 8

Cette Convention entrera en vigueur à compter de la date de l'échange des notes diplomatiques confirmant sa ratification conformément aux procédures juridiques suivies dans chacun des pays des deux parties contractantes. Elle sera valable pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction, à moins que l'une des deux parties contractantes ne notifie et par la voie diplomatique, trois mois avant son expiration, son désir d'y mettre fin.

Article 9

Les dispositions de cette convention pourront être amendées d'un commun accord entre les deux parties contractantes.

Les amendements seront soumis aux mêmes procédures que celles prévues à l'article 8.

Cette convention a été rédigée à Alger en date du 18 safar 1409 correspondant au 29 septembre 1988, en double original en langue arabe.

P. le Gouvernement
de la République
algérienne,
démocratique et populaire

Fayçal BOUDRAA

Ministre des industries
lourdes,

Chef de la délégation
algérienne à la commission
mixte algéro-irakienne

P. le Gouvernement
de la République
irakienne,

Mohamed Hamza
ZOUBEIDI

Ministre des transports
et des communications,

Chef de la délégation
irakienne
à la commission
mixte irako-algérienne

Article 1^{er}

Il est créé une commission mixte algéro-soudanaise de coopération économique, culturelle, scientifique et technique, dans le but de développer entre les deux pays, une coopération au service de leurs intérêts communs.

Article 2

La commission a pour tâches :

a) La coopération économique couvrant les domaines de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, de la pêche, des transports, des communications et des affaires financières ;

b) La coopération culturelle englobant les domaines de l'information, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la santé, du tourisme et de la jeunesse et des sports ;

c) La coopération scientifique et technique et l'échange d'expériences ;

d) Définir les orientations, élaborer les programmes de coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre les deux pays, soumettre également des propositions et prendre les mesures adéquates en vue de leur concrétisation ;

e) Résoudre les problèmes qui pourraient surgir lors de l'application des conventions conclues ou à conclure entre les deux pays dans les domaines précités ainsi que les affaires et les intérêts des ressortissants des deux pays et de leurs établissements qui exercent dans les deux pays.

Article 3

La commission se réunira une fois par an ; elle pourra se réunir en session extraordinaire, après accord des deux parties. Les sessions se tiendront alternativement en Algérie et au Soudan.

Article 4

La commission mixte sera composée pour chaque pays, d'une délégation présidée par un ministre et composée de membres désignés par chacun des deux Gouvernements.

Article 5

Les décisions et les recommandations formulées par la commission seront élaborées sous forme de conventions, de protocoles, d'échanges de lettres ou de procès-verbaux.

Article 6

Le projet de l'ordre du jour de chaque session fera l'objet d'un échange de proposition par voie diplomatique au moins un mois avant l'ouverture de la session et sera approuvé à la date d'ouverture de ladite session.

Article 7

La durée de validité de la présente convention est de deux ans. Elle sera renouvelable automatiquement, à moins que l'une des deux parties contractantes ne notifie par écrit, à l'autre partie son intention de l'amender ou d'y mettre fin trois mois au moins avant la date de son expiration.

Article 8

La présente convention entrera en vigueur, à titre provisoire, dès sa signature par les deux parties contractantes et, à titre définitif, après notification réciproque de sa ratification.

Les deux plénipotentiaires ont signé la présente convention à Alger, en double exemplaire original en langue arabe.

Fait à Alger le 18 Radjeb 1408 H, correspondant au 7 mars 1988.

P. le Gouvernement
de la République algérienne
démocratique et populaire,

Abdelhamid BRAHIMI

*Membre suppléant
du Bureau politique,
Premier ministre.*

P. le Gouvernement
de la République
du Soudan,

Saddek EL MAHDI

*Président du conseil
des ministres.*

«»

**Décret présidentiel n° 89-16 du 21 février 1989
portant ratification de la convention vétérinaire
entre le Gouvernement de la République algé-
rienne démocratique et populaire et le Gouver-
nement de la République Irakienne, signée à
Alger le 29 septembre 1988.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution et notamment son article 111-12° ;

Vu la convention vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République Irakienne, signée à Alger le 29 septembre 1988 ;

Décrète :

Article. 1^{er}. — Est ratifiée et sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire la convention vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République Irakienne, signée à Alger le 29 septembre 1988.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 février 1989.

Chadli BENDJEDID

**CONVENTION
VETERINAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
ET LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE IRAKIENNE**

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République Irakienne, désireux de renforcer les liens d'amitié et de fraternité entre les deux pays et soucieux de développer la coopération technique dans le domaine de la médecine vétérinaire et d'accroître la production animale et les moyens de prophylaxie contre les épidémies et les maladies infectieuses et la protection de l'homme des maladies communes, ont convenu de ce qui suit :

Article 1er

Les deux parties contractantes œuvreront pour le renforcement de la coopération scientifique et technique dans le domaine vétérinaire, notamment par :

1 — l'échange d'expériences en matière de formation dans le domaine vétérinaire et l'échange de méthodes et de programmes concernant les services vétérinaires.

2 — l'échange de spécialistes vétérinaires ;

3 — l'information réciproque de la tenue et des résultats des conférences scientifiques en matière vétérinaire et des autres conférences importantes traitant des questions vétérinaires ;

4 — échanges des publications techniques récentes et des périodiques dans le domaine vétérinaire ;

5 — fournir, en cas de besoin, des informations concernant les structures organiques et les organigrammes des services vétérinaires ainsi que les lois et règlements concernant les différents domaines vétérinaires.

Article 2

Les deux parties contractantes prendront les mesures de contrôle sanitaire par des vétérinaires agréés par leurs gouvernements respectifs et installés dans des postes d'inspections et de contrôle frontaliers désignés par les deux gouvernements. Ce contrôle s'exerce sur

les animaux vivants et leurs produits ainsi que sur tout ce qui pourrait constituer un vecteur de propagation de maladies animales communes lors de leur importation, de leur exportation ou de leur transit.

Article 3

Tout envoi destiné à l'exportation ou au transit doit être accompagné d'un certificat vétérinaire délivré par l'autorité officielle de santé vétérinaire.

Article 4

Le certificat médical vétérinaire doit avoir une validité de quinze jours à partir de la date de son établissement. Au cas où cette validité expire avant l'arrivée de l'envoi à la frontière du pays exportateur, l'autorité vétérinaire ou son représentant installé au poste frontalier peut la proroger de quinze jours supplémentaires.

Un seul certificat médical vétérinaire collectif est délivré pour un troupeau de bovins, ovins ou caprins ainsi que pour les volailles destinés à l'abattage.

Un certificat médical vétérinaire individuel est délivré pour chaque animal destiné à l'élevage.

Article 5

Pour la protection contre les maladies animales infectieuses et leur élimination, les deux parties s'engagent à appliquer les mesures suivantes :

1 — A l'exception des épidémies touchant des animaux importés et mis en quarantaine, les services vétérinaires centraux de chaque partie contractante informeront l'autre partie dès l'apparition d'épidémies animales à propagation rapide et à taux élevé de mortalité jusqu'à l'élimination de ces épidémies, notamment en ce qui concerne les maladies suivantes :

- la peste bovine,
- la fièvre typhoïde,
- les infections pulmonaires,
- langue bleue,
- la peste équine africaine,
- l'ensemble des infections des muqueuses bovines,
- la peste porcine africaine,
- les maladies équines,
- les méningites équines,
- les maladies vénériennes équines.

Parallèlement aux mesures à prendre pour l'éradication de ces maladies, il y a lieu de signaler les noms des lieux et des régions touchés par l'épidémie ainsi que le nombre des animaux atteints. En cas de fièvre typhoïde, il y a lieu aussi de signaler la nature du virus responsable et l'évolution de la maladie.

2 – l'échange d'informations, en cas de besoin et à la lumière des applications scientifiques des méthodes modernes de lutte contre les différentes maladies animales.

L'assistance mutuelle dans le domaine de la préparation des vaccins et sérums et la mise à disposition des moyens nouveaux pour la lutte contre les maladies et pour le traitement des animaux.

Faciliter l'échange de vaccins préventifs produits dans chacun des pays des deux parties contractantes.

3 – l'échange de rapports mensuels officiels sur les maladies animales.

4 – l'échange de cultures de bactéries et de virus à l'exception de ceux épidémiques n'ayant jamais pénétré dans l'un quelconque des pays des deux parties contractantes, et en cas de besoin, l'échange de préparations biologiques.

5 – renforcement de la coopération entre les instituts scientifiques chargés de la recherche dans le domaine des maladies animales, y compris les maladies communes transmissibles à l'homme.

6 – l'échange d'expériences en matière de mesures prises pour la lutte contre les maladies non épidémiques responsables de la mort d'un grand nombre d'animaux ou de la baisse de la productivité des troupeaux.

7 – l'échange des vaccins préventifs et des produits biologiques.

Article 6

Les délégués des autorités vétérinaires des deux parties contractantes se réuniront une fois par an et, alternativement, dans l'un ou l'autre pays en vue d'étudier les procédures suivies pour l'application de cette Convention.

Article 7

Tout différend ou désaccord né de l'exécution de cet accord est porté devant une instance composée de deux experts de chacune des deux parties contractantes. Cette

instance se réunira dans un délai de 30 jours à compter de la date de saisine par l'une des deux parties contractantes.

En cas de difficulté pour cette instance de trouver une solution dans un délai de quinze jours après la date de sa réunion, le différend ou le désaccord est porté devant les autorités supérieures des deux parties contractantes.

Article 8

Cette Convention entrera en vigueur à compter de la date de l'échange des notes diplomatiques confirmant sa ratification conformément aux procédures juridiques suivies dans chacun des pays des deux parties contractantes. Elle sera valable pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction, à moins que l'une des deux parties contractantes ne notifie et par la voie diplomatique, trois mois avant son expiration, son désir d'y mettre fin.

Article 9

Les dispositions de cette convention pourront être amendées d'un commun accord entre les deux parties contractantes.

Les amendements seront soumis aux mêmes procédures que celles prévues à l'article 8.

Cette convention a été rédigée à Alger en date du 18 safar 1409 correspondant au 29 septembre 1988, en double original en langue arabe.

P. le Gouvernement
de la République
algérienne,
démocratique et populaire

Fayçal BOUDRAA

Ministre des industries
lourdes,

Chef de la délégation
algérienne à la commission
mixte algéro-irakienne

P. le Gouvernement
de la République
irakienne,
Mohamed Hamza
ZOUBEIDI

Ministre des transports
et des communications,
Chef de la délégation
irakienne
à la commission
mixte irako-algérienne

SOMMAIRE (Suite)

Arrêté du 15 décembre 1991 autorisant certains walis à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif au renouvellement de l'Assemblée populaire nationale, p. 2112

Arrêté du 15 décembre 1991 relatif aux caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser lors de l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale, p. 2112

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêté du 16 décembre 1991 modifiant l'arrêté du 9 novembre 1991 portant désignation des magistrats membres des commissions électorales des wilayas pour les élections législatives du 26 décembre 1991, p. 2113

MINISTERE DE L'ECONOMIE

Arrêté du 1er septembre 1991 portant nomination du chef du cabinet du ministre délégué au budget, p. 2114

MINISTERE DE LA SANTE
ET DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêté du 2 novembre 1991 mettant fin aux fonctions d'un attaché de cabinet de l'ex-ministre de la santé, p. 2114

Arrêté du 1^{er} décembre 1991 mettant fin aux fonctions du chef de cabinet de l'ex-ministre du travail et des affaires sociales, p. 2114

Arrêté du 1^{er} décembre 1991 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au cabinet de l'ex-ministre de la santé, p. 2114

Arrêté du 1^{er} décembre 1991 portant nomination du chef de cabinet du ministre de la santé et des affaires sociales, p. 2114

Arrêté du 1^{er} décembre 1991 portant nomination d'un chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministre de la santé et des affaires sociales, p. 2114

Arrêté du 1^{er} décembre 1991 portant nomination d'un attaché de cabinet du ministre de la santé et des affaires sociales, p. 2114

MINISTERE DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Arrêté du 1^{er} décembre 1991 portant nomination du chef de cabinet du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, p. 2114

MINISTERE DES TRANSPORTS

Arrêtés du 1^{er} décembre 1991 portant nomination de chargés d'études et de synthèse au cabinet du ministre des transports, p. 2114

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret présidentiel n° 91-483 du 14 décembre 1991 portant ratification de la convention relative à la médecine vétérinaire et la coopération dans le domaine de la santé animale entre les Etats de l'Union du Maghreb Arabe, signée à Ras Lanouf, en Djamahiria Arabe libyenne populaire socialiste la Grande les 23 et 24 chaâbane 1411 correspondant aux 9 et 10 mars 1991.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 74-11° ;

Vu la loi n° 89-04 du 1^{er} avril 1989 portant approbation du traité constitutif de l'Union du Maghreb Arabe, (U.M.A) signé à Marrakech le 10 Radjab 1409 correspondant au 17 février 1989 ;

Vu le décret présidentiel n° 89-54 du 2 mai 1989 portant ratification du traité constitutif de l'Union du Maghreb Arabe (U.M.A.), signé à Marrakech le 10 radjab 1409 correspondant au 17 février 1989 ;

Vu la convention relative à la médecine vétérinaire et à la coopération dans le domaine de la santé animale entre les Etats de l'Union du Maghreb Arabe, signée à Ras Lanouf, en Djamahiria Arabe libyenne populaire socialiste la Grande, les 23 et 24 chaâbane 1411 correspondant aux 9 et 10 mars 1991.

Décrète :

Article 1^{er}. — Est ratifiée et sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, la convention relative à la médecine vétérinaire et à la coopération dans le domaine de la santé animale entre les Etats de l'Union du Maghreb Arabe, signée à Ras Lanouf, en Djamahiria Arabe libyenne populaire socialiste la Grande les 23 et 24 chaâbane 1411 correspondant aux 9 et 10 mars 1991.

Art. 2. — Le présent décret sera publié *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 décembre 1991.

Chadli BENDJEDID.

**CONVENTION RELATIVE A LA MEDECINE
VETERINAIRE ET A LA COOPERATION
DANS LE DOMAINE DE LA SANTE ANIMALE
ENTRE LES ETATS MEMBRES
DE L'UNION DU MAGHREB ARABE**

La République algérienne démocratique et populaire,
La Jamahiria Arabe libyenne populaire socialiste la grande,

La République tunisienne,

Le Royaume du Maroc,

La République Islamique de Mauritanie.

— Partant des dispositions du traité constitutif de l'Union du Maghreb Arabe et notamment son article 3 ;

— Œuvrant pour la réalisation des objectifs de l'Union et en exécution de son programme de travail ;

— Convaincus de la nécessité de consolider les relations économiques et d'intensifier la coopération dans ce domaine en vue de réaliser leur développement commun ;

— Considérant la similitude de l'environnement, du climat et des espèces animales de leur région d'appartenance ;

— Considérant également la nécessité de coordonner les programmes et les législations nationales concernant la prévention et la lutte contre les épidémies, les maladies contagieuses et l'amélioration de la qualité des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine,

— Considérant leur volonté de faciliter l'échange d'animaux et de produits animaux et d'origine animale,

— Considérant la nécessité de consolider la coopération technique et scientifique entre les services concernés des Etats de l'Union du Maghreb Arabe, dans le domaine de la santé animale.

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour l'exécution et l'application de cette convention entre les Etats de l'Union du Maghreb Arabe, il est entendu par :

1. Les animaux vivants :

— Les équidés : chevaux, ânes et le produit de leur croisement.

— Les bovins.

— Les produits avicoles et cunicoles.

— Les poissons, crustacés et mollusques.

— Les abeilles.

— Les animaux sauvages.

— Les animaux domestiques.

— Les animaux de laboratoire.

2. Les produits animaux et d'origine animale :

— Les viandes.

— Les produits de la mer et ceux d'eau douce.

— Les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine.

— Les produits d'origine animale destinés à l'alimentation des animaux ou à l'utilisation pharmaceutique, agricole et industrielle.

3. Les produits biologiques :

— Les produits biologiques utilisés dans le diagnostic de certaines maladies.

— Les sérums utilisés dans la prévention et le traitement de certaines maladies des animaux.

— les vaccins.

— Les produits biologiques destinés à la reproduction des animaux : œufs fécondés, liquide séminale et embryons congelés.

4. Produits destinés à l'alimentation du bétail :

— Fourrages naturels et industriels.

— Fourrages concentrés et composés.

— Produits animaux transformés destinés à l'alimentation du bétail.

Article 2

Les parties contractantes chargent leurs services vétérinaires officiels et les autorités compétentes au niveau de chaque pays d'œuvrer au développement des activités de la médecine vétérinaire dans les Etats de l'Union du Maghreb Arabe, notamment :

— la lutte contre les maladies animales contagieuses et les épidémies afin de limiter leur expansion conformément aux recommandations de l'Office International des Epizooties,

— le développement des systèmes et des mesures préventives et œuvrer pour leur standardisation,

— l'unification des conditions sanitaires lors de l'importation d'animaux et des produits d'origine animale en provenance de pays autres que ceux de l'Union,

— l'application des mesures de santé publique vétérinaire visant la lutte contre les zoonoses et l'amélioration de la qualité des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine conformément aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.),

— réaliser l'intégration dans le domaine de la pharmacie vétérinaire,

— faciliter l'échange d'animaux et des produits animaux et d'origine animale entre les Etats de l'Union.

Article 3

Les parties contractantes veilleront à :

— échanger les informations concernant l'organisation des services vétérinaires et les modifications dont elle pourra faire l'objet,

— échanger les lois et les textes réglementaires actuellement en vigueur, dans un délai n'excédant pas trente (30) jours à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention,

— échanger les lois et les textes réglementaires nouveaux et les amendements qui y sont apportés et ce, dans un délai ne dépassant pas trente (30) jours à partir de la date de leur promulgation,

— échanger les bulletins mensuels portant sur toutes les informations et les statistiques concernant les maladies contagieuses et infectueuses soumises à déclaration obligatoire dans les Etats de l'Union, en utilisant le modèle établi par l'Office International des Epizooties,

— communiquer immédiatement des informations par le biais de moyens rapides, dès l'apparition de foyers de maladies à déclaration obligatoire sur leur territoire, conformément aux recommandations de l'Office International des Epizooties de même, lors de l'apparition ou de la suspicion de maladies autres que celles à déclaration obligatoire. Cette notification doit obligatoirement préciser la localisation géographique et l'étendue du foyer ainsi que toutes les dispositions sanitaires vétérinaires prises à cet égard.

Article 4

Les parties concernées veilleront à :

— développer les expériences dans le domaine de la santé animale, de l'élevage et de la médecine vétérinaire à travers l'échange d'experts,

— l'échange des résultats de recherche, des travaux et des enquêtes dans le domaine de la médecine vétérinaire,

— développer les moyens de diagnostic et d'analyse, et œuvrer pour leur standardisation et mettre en place des critères pour la création de laboratoires de référence dans les Etats de l'Union,

— consolider et développer les laboratoires vétérinaires.

Article 5

Les services concernés des Etats de l'Union / du Maghreb Arabe œuvrent pour :

— unifier les conditions sanitaires afin de faciliter l'échange et le transit d'animaux vivants, de produits animaux et d'origine animale et l'alimentation des cheptels,

— coordonner les procédés et les programmes de surveillance et de lutte contre les maladies infectueuses et contagieuses ainsi que les zoonoses dans les Etats de l'Union, en particulier dans les régions frontalières,

— unifier les conditions sanitaires lors de l'importation d'animaux vivants et leurs dérivés, en provenance de pays autres que ceux de l'Union, dans le cadre de la lutte contre l'introduction de maladies inconnues et graves,

— faciliter l'échange de produits pharmaceutiques à usage vétérinaire et les produits biologiques fabriqués dans les Etats de l'Union afin de standardiser les procédés de production et les autorisations de mise sur le marché de ces produits.

Article 6

Dans l'attente de l'application de l'article 5, les services vétérinaires de chaque Etat s'engagent d'assurer la conformité des animaux et des produits animaux et d'origine animale destinés à l'exportation, aux conditions sanitaires requises par le pays d'origine et aux conditions sanitaires du pays de transit, de même qu'ils veilleront dans la mesure du possible au respect des recommandations de l'Office International des Epizooties.

Article 7

Les parties contractantes œuvrent pour faciliter l'opération de transit d'animaux, des produits animaux et d'origine animale conformément à l'article 6. Dans le cas où ces animaux, productions et produits s'avèrent être un danger pour les animaux et la santé publique, les services vétérinaires du pays de transit prendront les mesures adéquates.

Article 8

L'importation, l'exportation et le transit d'animaux de produits animaux et d'origine animale, entre les parties contractantes, se font à travers des points de passage déterminés par les services vétérinaires officiels.

Lorsqu'il s'agit de supprimer certains points de passage ou d'en créer de nouveaux, les services concernés des Etats de l'Union en sont informés. Le choix de ces points devra autant que possible viser à faciliter les échanges entre les Etats de l'Union.

Article 9

Les services vétérinaires des Etats membres de l'Union tiendront des réunions périodiques à raison de deux (02) fois par an au moins dans le pays qui assure la présidence de l'Union, pour mettre au point les mesures exécutives dans le but de concrétiser les objectifs prévus par la présente convention.

Article 10

Les conventions bilatérales ou multilatérales conclues dans ce domaine entre les Etats de l'Union demeurent en vigueur. Dans le cas où leurs dispositions sont contradictoires avec les dispositions de la présente convention, il est mis en application les dispositions de cette dernière.

Article 11

L'amendement de cette convention se fera à la demande de l'un des Etats de l'Union après accord des autres Etats. Cet amendement entrera en vigueur après sa ratification par l'ensemble des Etats de l'Union et ce conformément aux dispositions prévues à l'article suivant.

Article 12

Cette convention est soumise à ratification par l'ensemble des Etats membres, conformément aux procédures en vigueur dans chacun d'eux et entrera en vigueur après le dépôt des instruments de ratification au secrétariat général de l'Union du Maghreb Arabe qui se chargera d'en informer les Etats membres.

Cette convention a été signée en cinq (05) exemplaires originaux faisant également foi, à Ras Lanouf en Jamahiria Arabe libyenne populaire et socialiste la Grande, les 23 et 24 chaâbane 1411 correspondant aux 9 et 10 mars 1991.

P. la République algérienne
démocratique et populaire

P. la Jamahiria Arabe
Libyenne populaire
et socialiste la grande

Sid Ahmed GHOZALI

Ibrahim El BICHARI

*Ministre
des affaires étrangères*

*Secrétaire du comité
populaire pour la
liaison extérieure et
la coopération internationale*

P. la République tunisienne

P. le Royaume du Maroc

Habib BEN YAHIA

Abdellatif FILLALI

*Ministre
des affaires étrangères*

*Ministre
des affaires étrangères
et de la coopération*

P. la République Islamique de Maurétanie

Hosni OULD DIDA

*Ministre des affaires étrangères
et de la coopération*

DECRETS

**Décret présidentiel n° 91-474 du 14 décembre 1991
portant transfert de crédits au budget de
fonctionnement de la Présidence de la
République.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre délégué au budget ;

Vu la Constitution, notamment son article 74-6° ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-36 du 31 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991 ;

Vu la loi n° 91-12 du 7 septembre 1991 portant loi de finances complémentaire pour 1991 ;

Vu le décret présidentiel n° 91-06 du 26 janvier 1991 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1991 au Président de la République ;

Vu le décret présidentiel du 24 septembre 1991 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 1991, au budget des charges communes.

Décète :

Article 1^{er}. — Il est annulé sur 1991 un crédit de dix millions huit cent mille dinars (10.800.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 « Dépenses éventuelles — Provision groupée ».

Sommaire (Suite)

DECRETS

Décret exécutif n° 92-331 du 29 août 1992 modifiant le décret exécutif n° 91-43 du 16 février 1991 fixant les attributions de l'inspection des services fiscaux, p. 1393.

Décret exécutif n° 92-332 du 29 août 1992 fixant la limite du plafond des sommes consacrées au sponsoring, patronage et parrainage, des activités sportives, p. 1393.

Décret exécutif n° 92-333 du 29 août 1992 portant création des brigades de vérification de gestion au sein de l'inspection générale des services fiscaux, p. 1393.

Décret présidentiel n° 92-320 du 11 août 1992, complétant le décret présidentiel n° 92-44 du 9

février 1992, portant instauration de l'état d'urgence (Rectificatif), p. 1394

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'EDUCATION
NATIONALE

Arrêté interministériel du 11 août 1992 déterminant les taux des allocations d'études et avantages annexes accordés aux bénéficiaires d'une formation ou d'un perfectionnement à l'étranger en vertu du décret n° 87-209 du 8 septembre 1987 portant organisation de la planification et de la gestion du perfectionnement à l'étranger, p. 1395

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret présidentiel n° 92-328 du 29 août 1992 portant ratification de l'accord sanitaire-vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire hongroise, signé à Alger le 29 février 1988

ACCORD
SANITAIRE-VETERINAIRE
ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
POPULAIRE HONGROISE

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire hongroise, ci-après dénommés " les deux parties ".

Désireux de promouvoir la coopération entre les services vétérinaires officiels des deux pays, de préserver leurs territoires respectifs d'éventuelles épizooties et des maladies parasitaires et de zoonoses ainsi que de faciliter l'échange d'animaux, de produits animaux ou d'origine animale,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Les services vétérinaires nationaux des deux parties conviendront des arrangements complémentaires, fixant les conditions vétérinaires, sanitaires et relatives à la qualité, pour l'échanges d'animaux ou de produits animaux ou d'origine animale entre les territoires des deux pays.

Article 2

Les services vétérinaires nationaux des deux parties échangeront régulièrement des bulletins sanitaires officiels concernant les statistiques des maladies infectieuses et parasitaires.

Décrète :

Article. 1^{er}. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire l'accord sanitaire-vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire hongroise, et le Gouvernement de la République populaire hongroise signé à Alger le 29 février 1988.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 août 1992

Ali KAFI.

Article 3

Les deux parties s'engagent à communiquer immédiatement, par voie télégraphique ou similaire, l'apparition de tout foyer d'une des maladies à notification obligatoire, notamment les maladies figurant sur la liste (A) telle que définie par l'office international des épizooties (O.I.E) et toutes les autres maladies ou épizooties qui seront fixées dans les arrangements complémentaires en précisant leur localisation géographique exacte et les mesures prises pour leur éradication ou leur contrôle et l'application de ces mesures, également au niveau de l'exportation.

Article 4

Les services vétérinaires nationaux des deux parties s'engagent à donner les garanties nécessaires pour assurer que tous les produits animaux à exporter ne contiennent pas d'hormones ou de médicament ou de pesticides ou de toxines et tout autre agent nocif à la santé humaine, en respectant les limites de tolérance qui seront fixées dans les arrangements complémentaires visés à l'article 1er.

Article 5

Chacune des parties s'engage à procéder à l'examen des animaux qui transitent sur son territoire à destination de l'autre pays. Si ces contrôles font apparaître que ces animaux présentent un danger pour la santé humaine ou animale, les services vétérinaires du pays de transit procèdent à leur refoulement ou ordonnent leur abattage ou leur anéantissement, selon les recommandations du code-zoo-sanitaire international de l'office international des épizooties.

Article 6

Les parties conviennent de faciliter :

a) la collaboration entre les laboratoires des services vétérinaires des deux pays.

b) l'échange de spécialistes vétérinaires afin de s'informer mutuellement sur l'état sanitaire des animaux ou des produits animaux et sur les réalisations scientifiques et techniques dans ce domaine,

c) l'échange d'informations relatives aux aspects sanitaires des méthodes de production et de transformation des produits d'origine animale ainsi que les réalisations scientifiques et techniques dans ce domaine,

d) la participation de spécialistes aux journées d'études et colloques organisés par une des parties,

e) l'échange d'informations sur les méthodes de lutte contre les maladies animales.

Article 7

Les dépenses découlant de l'application de l'article 6, point b seront à la charge de la partie à l'initiative de laquelle les représentants et les spécialistes sont envoyés.

Article 8

L'exécution du présent accord est de la compétence du ministère de l'agriculture de la République algérienne démocratique et populaire et du ministère de l'agriculture et de l'alimentation de la République populaire hongroise.

Article 9

Les parties s'engageront à suspendre immédiatement l'exportation d'animaux et de produits d'origine animale qui présentent un danger de propagation vers le pays importateur à cause de l'existence ou de l'apparition d'une des maladies visées à l'article 3.

Article 10

Les dispositions du présent accord peuvent être amendées ou modifiées autant que de besoin après accord des deux parties.

Article 11

Les dispositions du présent accord n'affectent pas et ne sont pas affectées par les droits et obligations découlant des accords ou conventions internationaux signés antérieurement par les parties contractantes.

Article 12

Cette convention entrera en vigueur à compter de la date de l'échange des instruments de ratification ; sa durée de validité est de cinq (5) ans, renouvelable automatiquement pour une autre période de cinq ans tant que l'une des parties n'aura pas informé l'autre par écrit et avec un préavis de six mois, de son intention de la dénoncer.

Fait à Alger, le 29 février 1988.

En double exemplaire original, en langue arabe et hongroise, les deux textes faisant également foi.

P./ le Gouvernement
de la République
algérienne démocratique
et populaire

Mohamed Rouigui

Ministre de l'agriculture

P./ le Gouvernement
de la République
populaire Hongroise

Vancsa Jenő

Ministre de l'agriculture
et de l'alimentation

Décret présidentiel n° 97-355 du 25 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 27 septembre 1997 portant ratification de la Convention vétérinaire entre la République algérienne démocratique et populaire et la Djamahiria arabe libyenne populaire socialiste, signée à Tripoli le 29 janvier 1989.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des Affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant la Convention vétérinaire entre la République algérienne démocratique et populaire et la Djamahiria arabe libyenne populaire socialiste, signée à Tripoli le 29 janvier 1989 ;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifiée et sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, la Convention vétérinaire entre la République algérienne démocratique et populaire et la Djamahiria arabe libyenne populaire socialiste, signée à Tripoli le 29 janvier 1989.

Art. 2. — le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 27 septembre 1997.

Liamine ZEROUAL.

**CONVENTION VETERINAIRE ENTRE
LA REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
ET LA DJAMAHIRIA ARABE LIBYENNE
POPULAIRE SOCIALISTE**

La République algérienne démocratique et populaire et la Djamahiria arabe libyenne populaire socialiste;

Désireuses de renforcer les rapports de coopération entre les deux pays dans le domaine des sciences vétérinaires, et d'entreprendre une action commune pour éviter la propagation des épizooties, afin de protéger la santé publique et de faciliter les échanges commerciaux d'animaux vivants et de produits d'animaux;

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1er. — Aux fins de l'application de la présente Convention, les autorités compétentes des deux parties :

1° - Echangeront les bulletins mensuels des maladies figurant sur le registre international (A.B.C) du Bureau international des épizooties et qui apparaissent dans l'un ou les deux pays.

2° - Echangeront les informations relatives aux moyens de maîtrise des épizooties pour la protection de leurs territoires contre la transmission de ces maladies animales.

3° - Chacune d'elles informera l'autre par télégraphe ou autres moyens de tout cas de peste bovine, peste équine, peste porcine, clavelée ou de fièvre aphteuse. Pour les cas de fièvre aphteuse, il doit être mentionnés le type de virus et de maladie ainsi que les mesures prises en vue de son éradication.

Art. 2. — La présente Convention s'applique aux :

1° - Animaux vivants :

a) l'espèce équine (chevaux-ânes-mulets) destinée à l'élevage,

b) les ruminants (bovins-ovins-caprins-camelins) destinés à l'élevage et l'abattage,

c) les espèces aviaires (poussins d'un jour, oeufs à couvrir, poulettes âgées de 16 semaines, lignées parentales et lignées grand parentales),

d) les lapins d'élevage,

e) les oiseaux gibiers et d'agrément,

f) les abeilles.

2. - Les produits animaux :

a) les viandes et dérivés,

b) les oeufs et ovoproduits,

c) le lait et dérivés,

d) le cuir, le sang, la laine, les sabots, les abats, les os, l'aliment d'origine animale destiné aux animaux.

Tous les animaux vivants et les produits d'animaux non mentionnés dans la présente Convention, seront traités conformément à la législation et aux procédures en vigueur dans chacun des deux pays.

Art. 3. — La partie exportatrice s'engage à délivrer des certificats pour les animaux et les produits d'animaux exportés. Lesdits certificats seront soumis à la légalisation conformément aux lois et règlements sanitaires en vigueur dans le pays importateur.

Art. 4. — Le moyen de transport des animaux et des produits d'animaux devra être approprié à cet effet, conforme aux normes mondiales, muni de moyens d'aération suffisants et non encombré dans le cas de transport d'animaux vivants.

Art. 5. — L'exportation et l'importation d'animaux s'effectueront à travers les points d'entrée suivants :

Premièrement : En République algérienne démocratique et populaire :

— par voie maritime : Alger, Annaba, Skikda, Jijel, Oran, Mostaganem,

— par voie aérienne : Alger, Annaba, Constantine, Oran,

— par voie terrestre : Illizi et Aïn-Amenas.

Deuxièmement : En Djamahiria arabe libyenne populaire socialiste :

- par voie maritime : Tripoli, Benghazi, Tobrouk, Darna, Mesrata,
- par voie aérienne : Tripoli, Benghazi, Sebha,
- par voie terrestre : Ghadames et Ghatt,

Art. 6. — Les deux parties contractantes s'engagent à ouvrir des dossiers relatifs à la supervision et au contrôle effectués par les administrations d'inspection vétérinaire des deux pays, au niveau des points d'entrée et de sortie prévus à l'article 5.

Art. 7. — a) Les autorités compétentes dans les deux pays devront suspendre immédiatement les opérations d'exportation ou d'importation s'il est constaté dans l'un des deux pays l'apparition de l'une des maladies suivantes :

- la fièvre aphteuse,
- la peste porcine africaine,
- la peste des ruminants,
- la peste équine,
- les maladies vénériennes des équines,

b) il sera procédé à la suspension de l'exportation ou l'importation de tous les animaux ou les produits d'animaux, sensibles ou vecteurs de ces maladies, et sans considération des régions où ils peuvent se trouver.

Art. 8. — a) Les deux parties contractantes s'engagent à refouler vers l'exportateur les cargaisons d'animaux ou de produits d'animaux non conformes aux conditions sanitaires établies d'un commun accord entre les deux parties,

b) les autorités vétérinaires compétentes ayant procédé à l'examen des dites cargaisons aux points d'entrée, se chargeront de préciser les motifs pour lesquels le refoulement a été opéré, et ce, sur les certificats sanitaires accompagnant ces cargaisons.

Art. 9. — Dans le but de développer la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'échange des expériences en matière de sciences vétérinaires, les autorités compétentes des deux parties contractantes :

a) chacune informera l'autre, sans contrepartie, des réalisations et des informations relatives aux sciences et à la profession vétérinaires,

b) échangeront les experts vétérinaires en vue de développer les expériences en matière de santé animale, d'élevage d'animaux, d'échange de laboratoires vétérinaires, d'abattoirs et d'infrastructures relatives à la production et à la commercialisation des aliments et de denrées alimentaires d'origine animale ainsi que l'application de diagnostic, et ce, dans le but de connaître les derniers développements scientifiques dans le domaine de la médecine vétérinaire.

Art. 10. — Compte tenu des articles 7 et 8, les autorités compétentes dans les deux pays procéderont à la conclusion d'un accord détaillé sur les conditions sanitaires requises pour l'importation et l'exportation des animaux et des produits d'animaux.

Art. 11. — 1 - Il est créé une Commission mixte, constituée des deux parties, qui sera chargée :

a) du suivi de l'exécution des dispositions de la présente Convention,

b) de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait naître à l'occasion de l'interprétation de cette Convention.

2° - La Commission est composée de six membres (trois pour chacune des parties : deux vétérinaires et un (1) conseiller).

3° - La Commission se réunira à la demande de l'une des deux parties, dans le pays de cette dernière, et ce, au cours des trente jours suivant l'introduction de la demande.

Art. 12. — Les autorités compétentes dans les deux pays contractants, d'un commun accord, établiront le programme d'échange des experts vétérinaires et d'envoi de stagiaires. Les frais de voyage d'un pays à l'autre seront à la charge de la partie expéditrice, tandis que les frais d'hébergement et de transport à l'intérieur du pays, seront supportés par la partie qui reçoit.

Art. 13. — Les autorités compétentes sont, pour la République algérienne démocratique et populaire, le ministère de l'Agriculture, et, pour la Djamahiria arabe libyenne populaire socialiste, l'Organisme public de Production agricole et animale.

Art. 14. — La validité de la présente Convention est de cinq ans. Elle sera renouvelée par tacite reconduction pour la même durée, sauf si l'une des parties contractantes informe l'autre partie, par écrit pendant les six derniers mois de sa validité, de son intention de lui mettre fin.

Art. 15. — La présente Convention sera soumise à la ratification conformément aux procédures légales en vigueur dans chacun des deux pays. Elle entrera en vigueur à compter de la date de sa ratification par les deux parties.

La présente Convention a été établie et signée à Tripoli en date du 22 Joumada Ethania 1398, correspondant au 29 janvier 1989, en deux exemplaires originaux en langue arabe.

P. La République algérienne
démocratique et populaire,

Noureddine KADRA
Ministre de l'Agriculture

P. La Djamahiria arabe
libyenne populaire
socialiste,

Meftah Mohamed KAAIBA
Secrétaire du Comité
populaire général pour
la Richesse maritime

2. Si, dans un délai de deux (2) mois après la réception de la requête, l'une des parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre partie peut saisir le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux (2) mois. Dès sa désignation, le président du tribunal arbitral demande à la partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux (2) mois. Passé ce délai, il saisit le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux (2) mois.

Article 5

1. Le tribunal rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente convention.

2. Tout tribunal arbitral constitué aux termes de la présente annexe, établit ses propres règles de procédure.

Article 6

1. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

2. Le tribunal peut prendre toutes mesures appropriées pour établir les faits. Il peut, à la demande de l'une des parties, recommander les mesures conservatoires indispensables.

3. Les parties au différend fourniront toutes facilités nécessaires pour la bonne conduite de la procédure.

4. L'absence ou le défaut d'une partie au différend ne fait pas obstacle à la procédure.

Article 7

Le tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

Article 8

A moins que le tribunal d'arbitrage n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les dépenses du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont prises en charge à parts égales par les parties au différend. Le différend tient un relevé de toutes ses dépenses et en fournit un état final aux parties.

Article 9

Toute partie ayant, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision peut intervenir dans la procédure, avec le consentement du tribunal.

Article 10

1. Le tribunal prononce la sentence dans un délai de cinq mois à partir de la date à laquelle il est créé, à moins qu'il n'estime nécessaire de prolonger ce délai pour une période qui ne devrait pas excéder cinq mois.

2. La sentence du tribunal arbitral est motivée. Elle est définitive et obligatoire pour les parties au différend.

3. Tout différend qui pourrait surgir entre les parties concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des deux parties au tribunal arbitral qui l'a rendue, ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal arbitral constitué à cet effet de la même manière que le premier.



Décret présidentiel n° 98-159 du 19 Moharram 1419 correspondant au 16 mai 1998 portant ratification de l'accord dans le domaine vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signé à Nouakchott le 20 Safar 1417 correspondant au 6 juillet 1996.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9°;

Considérant l'accord dans le domaine vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signé à Nouakchott le 20 Safar 1417 correspondant au 6 juillet 1996;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, l'accord dans le domaine vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, signé à Nouakchott le 20 Safar 1417 correspondant au 6 juillet 1996.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Moharram 1419 correspondant au 16 mai 1998.

Liamine ZEROUAL.

**ACCORD DANS LE DOMAINE
VETERINAIRE
ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie;

Désireux de consolider la coopération entre les services vétérinaires des deux pays, de faciliter les échanges commerciaux (importation, exportation et transit) d'animaux et de produits d'origine animale et de préserver leur pays d'éventuelles épizooties, des maladies parasitaires des animaux et de zoonoses transmissibles à l'homme;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les autorités compétentes des deux parties concluent des protocoles complémentaires au présent accord en vue de fixer les conditions sanitaires pour l'importation et le transit d'animaux vivants et de produits d'origine animale entre les deux pays (les deux parties).

Article 2

Les deux parties s'engagent à donner les garanties et à remplir les conditions sanitaires établies par les autorités centrales des services vétérinaires de chacun des deux Etats lors de l'importation d'animaux et de produits d'origine animale selon les conditions établies par les accords complémentaires à conclure.

Article 3

Chacune des deux parties s'engage à procéder à l'examen des animaux et produits d'origine animale qui transitent par son pays à destination de l'autre pays. S'il s'avère lors du contrôle que les animaux ou les produits d'origine animale peuvent mettre en danger la santé de l'homme ou des animaux, les autorités vétérinaires du pays de transit procèdent à leur refoulement ou ordonnent leur abattage ou leur destruction, selon une modalité fixée dans le cadre d'un arrangement complémentaire conformément à l'article 1er du présent accord.

Ces mesures ne s'appliquent pas aux produits transportés dans des camions ou des containers plombés.

Article 4

Les autorités compétentes des deux parties échangent de façon périodique mensuelle des bulletins sanitaires indiquant les statistiques des maladies infectieuses et des maladies parasitaires des animaux figurant sur les listes A et B établies par l'office international des épizooties.

Elles s'engagent également à communiquer immédiatement l'apparition éventuelle sur le territoire de l'une des parties de tout foyer de maladies pour lesquelles la notification est considérée comme obligatoire par l'office international des épizooties (concrètement, il s'agit de celles qui sont comprises sur la liste "A" et des autres maladies ou infections qui sont fixées par le protocole), en détaillant l'exacte localisation géographique, les mesures sanitaires prises pour éliminer cette maladie et assurer le maintien d'une situation favorable, ainsi que celles prises à l'exportation.

Article 5

Les autorités compétentes s'engagent à donner les garanties nécessaires pour assurer que les produits d'origine animale destinés à l'exportation ne contiennent pas d'hormones, de médicaments, de pesticides ou tout autre facteur nocif à la santé humaine, et ce, conformément aux limites de tolérance prévues dans les protocoles signés par lesdites autorités.

Article 6

Les deux parties œuvrent en vue de :

- a) La coordination et l'assistance technique entre les laboratoires vétérinaires de diagnostic appartenant aux services zoosanitaires des deux pays.
- b) L'échange de médecins vétérinaires spécialistes, afin de prendre connaissance de l'état de santé des animaux et produits animaux des deux parties et sur les réalisations scientifiques et techniques dans ce domaine.
- c) L'échange d'informations sur les éléments sanitaires et les méthodes d'élaboration, de transformation et de fabrication des produits d'origine animale destinés à l'exportation.
- d) L'échange régulier des textes légaux dans le domaine de la santé animale.
- e) La participation des spécialistes concernés aux conférences et séminaires organisés par les deux parties.

Article 7

Les autorités centrales des services vétérinaires se consulteront directement sur les questions relatives à l'application du présent accord et sur l'étude de la possibilité d'introduire des modifications aux accords complémentaires se rapportant à son application.

Article 8

Les deux parties s'engagent à arrêter immédiatement toute opération d'exportation d'animaux et de produits d'origine animale en cas d'existence ou d'apparition dans l'un des pays d'une maladie prévue dans les protocoles et qui peut s'étendre au pays importateur.

Article 9

Le présent accord est soumis à la ratification conformément aux procédures constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux pays et entrera en vigueur à compter de la date d'échange des instruments de ratification y relatifs. Il peut être amendé en tant que de besoin, moyennant l'accord des deux parties, et restera en vigueur à moins que l'une des deux parties n'informe l'autre partie par écrit, au moins six (6) mois à l'avance, de son désir d'y mettre fin au cours des six (6) derniers mois.

Fait à Nouakchott, le 20 Safar 1417 correspondant au 6 juillet 1996, en langue arabe en deux exemplaires originaux.

P. Le Gouvernement
de la République
algérienne
démocratique et populaire
Noureddine BAHBOUH
Ministre de l'agriculture
et de la pêche

P. Le Gouvernement
de la République islamique
de Mauritanie
Mohamed El Amine
ECHABIH
Ould Cheikh
Mae El Ainaine
Ministre du développement
rural et de l'environnement



Décret présidentiel n° 98-160 du 19 Moharram 1419 correspondant au 16 mai 1998 portant ratification de l'accord dans le domaine de l'information entre la République algérienne démocratique et populaire et la République arabe d'Egypte, signé au Caire le 21 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 29 mars 1997.

Le président de la République,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9°;

Considérant l'accord dans le domaine de l'information entre la République algérienne démocratique et populaire et la République arabe d'Egypte, signé au Caire le 21 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 29 mars 1997;

Décète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, l'accord dans le domaine de l'information entre la République algérienne démocratique et populaire et la République arabe d'Egypte, signé au Caire le 21 Dhou El Kaada 1417 correspondant au 29 mars 1997.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Moharram 1419 correspondant au 16 mai 1998.

Liamine ZEROUAL.

**ACCORD DANS LE DOMAINE
DE L'INFORMATION
ENTRE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE
DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
ET LA REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE**

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte, ci-après désignés "les deux parties" ;

Animés par la volonté de renforcer les relations fraternelles existantes entre leurs deux peuples et leurs deux pays frères ;

Conscients de l'importance du rôle de l'information dans la bonne orientation de l'opinion publique ;

Partant de la Charte de la ligue des Etats arabes et des résolutions de la conférence des ministres arabes de l'information ;

Se référant à la convention de coopération entre l'union de la radio et télévision égyptienne et l'entreprise nationale de la télévision et la radio algérienne signée le 17 novembre 1991 ;

Et vu les dispositions du programme exécutif de coopération signé entre les deux entreprises susvisées, le 17 juillet 1996 ;

Ont convenu de ce qui suit :

Article premier

Dans le domaine d'échange de programmes.

Les deux parties œuvreront à mettre en relief les festivités organisées à l'occasion des fêtes nationales de chacune d'elles par la projection et la diffusion de programmes télévisuels et radiophoniques relatifs à celles-ci.

Article 2

Dans le domaine de la coproduction.

Les deux parties encourageront la coproduction en matière de radio et de télévision dans les domaines d'intérêt commun.

Article 3

Dans le domaine de la presse, de la publication et de la formation.

A. Les deux parties encourageront l'échange de journaux et revues dans un cadre commercial, et ce, par la conclusion de contrats appropriés entre les organes concernés.

Article 4

Dans le domaine de la formation et de la préparation des cadres :

- échange d'experts pour s'enquérir des infrastructures sportives et du système de formation des cadres du sport ;
- participation mutuelle aux conférences et journées d'études organisées par les deux pays dans le domaine des sciences du sport ;
- échange d'expériences dans le domaine de la documentation et de la communication ayant trait à la formation sportive.

Article 5

Dispositions générales :

- les délais de l'exécution du présent accord entre les deux parties seront déterminés ultérieurement ;
- la partie d'envoi prendra en charge les frais de voyage aller-retour et la partie hôte prendra en charge l'élaboration du programme de la visite, les frais d'hébergement, de restauration, des déplacements intérieurs et des soins médicaux en cas d'urgence. En ce qui concerne les équipes sportives, l'échange de visites s'effectuera conformément aux conditions financières arrêtées par les fédérations et les clubs concernés.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification entre les deux parties. Il demeure en vigueur pour une durée de deux (2) ans.

Il sera renouvelé automatiquement pour la même durée, à moins que l'une des deux parties ne notifie à l'autre par écrit, son intention de le dénoncer, et ce, six mois avant la fin de la durée de sa validité.

Fait à Alger, le 7 Safar 1419 correspondant au 2 juin 1998, en deux exemplaires originaux en langue arabe.

Pour le Gouvernement
de la République
algérienne démocratique
et populaire

Bakhti BELAIB

Ministre
du commerce

Pour le Gouvernement
du Royaume hachémite
de Jordanie

Hani El MOULKI

Ministre de l'industrie
et du commerce et ministre
de l'approvisionnement

Décret présidentiel n° 2000-430 du 21 Ramadhan 1421 correspondant au 17 décembre 2000 portant ratification de l'accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte, signé à Alger le 21 Ramadhan 1418 correspondant au 19 janvier 1998.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9°;

Considérant l'accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte, signé à Alger le 21 Ramadhan 1418 correspondant au 19 janvier 1998;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, l'accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte, signé à Alger le 19 janvier 1998.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Ramadhan 1421 correspondant au 17 décembre 2000.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte.

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République arabe d'Egypte, désignés ci-après "les parties",

Désireux de consolider la coopération en matière de services vétérinaires entre les deux Etats, de faciliter les échanges commerciaux (importation, exportation et transit) d'animaux et de produits d'origine animale et de préserver leurs territoires respectifs d'éventuelles épizooties, maladies parasitaires des animaux et des zoonoses et ce, dans le domaine du renforcement de la coopération entre le ministère de l'agriculture de la République algérienne démocratique et populaire et le ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des terres de la République arabe d'Egypte ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les autorités compétentes des parties conclueront des protocoles complémentaires au présent accord fixant les conditions sanitaires pour l'importation, l'exportation et le transit des animaux vivants et des produits d'origine animale entre les deux pays.

Article 2

Les deux parties s'engagent à donner les garanties et à remplir les conditions sanitaires établies par les autorités centrales des services vétérinaires de chacun des deux Etats lors de l'importation des animaux et des produits d'origine animale et ce, conformément aux conditions fixées dans les protocoles complémentaires qui seront conclus ultérieurement.

Article 3

Chacune des parties s'engage à procéder au contrôle sanitaire des animaux et des produits d'origine animale qui transitent sur son territoire, à destination du territoire de l'autre partie. Si le contrôle fait apparaître que les animaux ou les produits d'origine animale peuvent constituer un danger pour la santé des personnes ou des animaux, les autorités vétérinaires du pays de transit procèdent à leur refoulement ou ordonnent leur abattage ou leur destruction dans le cadre d'un règlement complémentaire conformément à l'article 1er du présent accord.

Article 4

Les autorités compétentes des deux parties échangeront, avec une périodicité mensuelle, des bulletins sanitaires indiquant les statistiques des maladies infectieuses et parasitaires des animaux figurant sur la liste "B" établie par l'office international des épizooties à Paris.

Elles s'engagent également à informer immédiatement l'autre partie de l'apparition d'une quelconque maladie infectieuse en particulier les maladies à déclaration obligatoire à l'office international des épizooties (à savoir les maladies figurant sur la liste "A" et les autres maladies qui seront fixées par l'accord).

Article 5

Les autorités compétentes s'engagent à donner les garanties nécessaires pour que les produits d'origine animale à exporter ne contiennent pas d'hormones, de médicaments, de pesticides ou de quelque autre agent nocif à la santé de l'homme et ce, conformément aux limites permises par les protocoles signés par ces autorités.

Article 6

Les deux parties œuvreront à :

a) la coordination et l'assistance technique entre les laboratoires vétérinaires de diagnostic relevant des services de la santé animale des deux Etats;

b) l'échange de médecins vétérinaires spécialistes afin de s'informer sur l'état sanitaire des animaux et les produits des animaux des deux parties ainsi que sur les réalisations scientifiques et techniques dans ce domaine;

c) l'échange d'informations sur les méthodes d'élaboration, de transformation et d'industrialisation des produits d'origine animale qu'elles veulent exporter;

d) l'échange périodique des textes réglementaires dans le domaine de la santé animale;

e) la participation des spécialistes concernés aux colloques et séminaires organisés par les deux parties.

Article 7

Les autorités centrales des services vétérinaires se consulteront directement sur l'étude des modifications à apporter aux protocoles complémentaires relatifs à son application.

Article 8

Les deux parties s'engagent à suspendre immédiatement toute opération d'exportation d'animaux et de produits d'origine animale, en cas d'existence ou d'apparition dans l'un des deux pays d'une maladie spécifiée dans les protocoles et qui peut s'étendre au pays importateur.

Article 9

Une commission composée des deux parties est constituée aux fins de procéder à l'échange d'expériences et de consultations périodiques et l'étude des difficultés qui entravent l'application de l'accord et d'y apporter les solutions adéquates.

La commission tient des réunions tous les six (6) mois, alternativement, dans les deux pays.

Chacune des parties assumera les frais inhérents à la tenue de la réunion sur son territoire, y compris les frais de transport aller et retour ainsi que les frais de séjour des spécialistes et des techniciens vétérinaires.

Article 10

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de sa ratification. Il restera en vigueur pendant une durée de cinq (5) ans et sera reconduit tacitement pour des périodes similaires tant que l'une des parties n'aura pas notifié par écrit, à l'autre partie, son désir d'y mettre fin, six (6) mois avant la date de son expiration.

Fait à Alger, le 21 Ramadhan 1421 correspondant au 19 janvier 1998, en deux exemplaires originaux en langue arabe, tous les deux faisant foi.

P. Le Gouvernement
de la République algérienne
démocratique et populaire

Docteur
Rachid BOUGUEDOUR

Directeur
des services vétérinaires

P. Le Gouvernement
de la République arabe
d'Egypte

Docteur Ali EL ABIDI

Directeur
de l'institut de recherche
sur la santé animale

ANNEXE

**Contribution du Gouvernement à l'établissement
et au fonctionnement de la représentation
de la FAO à Alger**

Le Gouvernement apportera la contribution suivante à l'établissement et au fonctionnement de la représentation de la FAO, qui devra permettre d'accueillir le représentant lui-même, le personnel d'appui, les visiteurs ou consultants et une bibliothèque :

1 — **Locaux** appropriés couvrant une superficie de 200 à 250 m² soit 7 à 8 bureaux, y compris l'entretien.

2 — **Personnel algérien :**

- un assistant administratif,
- un secrétaire,
- un employé/chauffeur.

3 — **Matériel :**

- un véhicule,
- mobilier de bureau (bureaux, chaises, classeurs, équipements, cloisons, étagères de bibliothèque),
- matériel de bureau (trois ordinateurs, une imprimante, une photocopieuse).

4 — **Dépenses annuelles :**

- fournitures de bureau
- frais de fonctionnement généraux (communications, eau, électricité, etc.) et crédits pour l'amortissement et le remplacement du matériel de bureau et du véhicule sur une période de trois à cinq ans.



Décret présidentiel n° 01-240 du 3 Joumada Ethania 1422 correspondant au 22 août 2001 portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan dans le domaine vétérinaire et la production animale, signé à Khartoum le 29 Joumada Ethania 1421 correspondant au 28 septembre 2000.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan dans le domaine vétérinaire et la production animale, signé à Khartoum le 29 Joumada Ethania 1421 correspondant au 28 septembre 2000 ;

Décète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan dans le domaine vétérinaire et la production animale, signé à Khartoum le 29 Joumada Ethania 1421 correspondant au 28 septembre 2000.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Joumada Ethania 1422 correspondant au 22 août 2001.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

**Accord entre le Gouvernement de la République
algérienne démocratique et populaire et le
Gouvernement de la République du Soudan dans
le domaine vétérinaire et la production animale**

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Soudan, (désignés ci-dessous conjointement : "les parties" et séparément "la partie") ;

Considérant les risques engendrés par l'importation, l'exportation et le transit des animaux ;

Désireux de consolider la coopération entre les services vétérinaires des deux pays ;

Afin de faciliter les échanges commerciaux d'animaux et de produits d'origine animale et de préserver leurs pays d'éventuelles épizooties, des maladies parasitaires des animaux et de zoonoses transmissibles à l'Homme ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

1) Les parties désigneront les autorités compétentes pour l'application du présent accord qui sont :

- a) pour la République algérienne démocratique et populaire, le directeur des services vétérinaires,
- b) pour la République du Soudan, le secrétaire général du ministère des ressources animales.

2) Les autorités compétentes des parties concluront des arrangements complémentaires au présent accord qui fixeront les conditions sanitaires lors de l'exportation, l'importation et le transit des animaux vivants et des produits animaux entre les deux pays.

Article 2

1) Chacune des parties s'engage à procéder au contrôle sanitaire des animaux et des produits animaux qui transitent sur son territoire, à destination du territoire de l'autre partie.

2) Si le contrôle fait apparaître que les animaux ou les produits transportés peuvent constituer un danger pour la santé des personnes et des animaux, les autorités vétérinaires du pays importateur procèdent à leur refoulement ou ordonnent leur abattage et leur destruction, selon les modalités fixées dans l'accord complémentaire conformément à l'article 1er du présent accord.

3) Les mesures contenues dans les articles 1et 2 ne s'appliquent pas aux produits d'origine animale exportés dans des véhicules ou dans des conteneurs plombés.

Article 3

1) Les autorités compétentes des parties échangeront mensuellement des bulletins sanitaires mentionnant les statistiques des maladies infectieuses et parasitaires des animaux figurant sur les listes "A" et "B" établies par l'Office international des épizooties.

2) Les parties s'engagent à se communiquer leurs observations immédiates lors de l'apparition d'une ou plusieurs maladies figurant sur les listes "A" et "B" de l'Office international des épizooties (O.I.E) en précisant leur localisation exacte, les mesures sanitaires prises pour maîtriser cette maladie et prendre des mesures de protection des exportations.

Article 4

Les parties s'engagent à donner les garanties nécessaires pour que les produits d'origine animale ne contiennent pas d'hormones, de médicaments, de pesticides ou de produits de métabolisme microbien ou tout autre agent nocif à la santé de l'Homme.

Article 5

Les parties faciliteront :

1) La coopération et l'assistance technique entre les laboratoires des services vétérinaires et les centres de recherches des deux pays ;

2) L'échange d'experts vétérinaires afin de s'informer sur l'état sanitaire des animaux et de la production animale ainsi que sur les réalisations scientifiques et techniques dans ces domaines ;

3) L'échange d'informations relatives à l'aspect sanitaire des méthodes d'élaboration, de transformation et d'industrialisation des produits d'origine animale qu'elles désirent exporter ;

4) L'échange régulier des réglementations relatives au domaine vétérinaire et à la production animale ;

5) La participation des spécialistes concernés aux colloques et séminaires organisés par l'une des parties ;

6) L'échange de formations au profit des cadres techniques des deux parties.

Article 6

1) Les autorités vétérinaires des deux pays se consulteront sur les questions relatives à l'application du présent accord et l'examen des modifications éventuelles à apporter aux accords complémentaires afférents à l'application du présent accord.

2) Echange de visites des experts.

Article 7

En cas d'apparition d'une maladie figurant sur les listes "A" et "B" chez l'une des parties, celle-ci notifie à l'autre partie de suspendre l'exportation des animaux vivants et de leur production.

Article 8

En cas de litige touchant à l'interprétation ou à l'application du présent accord, il doit être résolu à l'amiable à travers des consultations et négociations entre les parties concernées.

Article 9

Les parties coopéreront dans le domaine de l'échange d'expériences d'experts, de législation et d'élaboration de projets communs dans les domaines de la production avicole, laitière et la production de viandes et de poissons ainsi que l'amélioration des races génétiques des animaux, de l'industrialisation de la production animale, des recherches sur la production animale et de tout ce qui a trait au développement de la production animale dans les deux pays.

Article 10

Le présent accord peut être amendé après consentement des deux parties à travers l'échange de notes par la voie diplomatique.

Article 11

Le présent accord entrera en vigueur après notification de chacune des deux parties à l'autre partie de l'accomplissement des procédures légales requises dans les deux pays.

Article 12

Le présent accord demeurera en vigueur à moins que l'une des parties ne notifie à l'autre, par écrit, son intention de le dénoncer ou de l'amender six (6) mois avant la date de son expiration ou de son amendement.

Fait à Khartoum, le 29 Joumada Ethania 1421 correspondant au 28 septembre 2000 en deux exemplaires originaux en langue arabe les deux textes faisant également foi.

P. le Gouvernement
de la République
algérienne démocratique
et populaire

D. Saïd BARKAT
Ministre de l'agriculture

P. le Gouvernement
de la République du Soudan
D. Abdallah Mohamed
SEID AHMED
Ministre des ressources
animales

Décret présidentiel n° 02-100 du 22 Dhou El Hidja 1422 correspondant au 6 mars 2002 portant ratification de l'accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud, signé à Alger, le 28 avril 1998.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud, signé à Alger, le 28 avril 1998,

Décète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire l'accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud, signé à Alger, le 28 avril 1998.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Dhou El Hidja 1422 correspondant au 6 mars 2002.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Accord dans le domaine de la santé animale entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud

Introduction :

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud (désignés ci-dessous les deux parties et chacun à part en tant que partie).

Considérant les dangers inhérents à l'importation, à l'exportation et au transit des animaux;

Désireux de consolider la coopération entre les services vétérinaires des deux pays;

De faciliter les échanges commerciaux des animaux et des produits d'origine animale;

De préserver leurs territoires respectifs d'éventuelles épizooties, maladies parasitaires des animaux et des zoonoses,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les deux parties désignent les autorités compétentes suivantes pour l'application de cet accord.

a) pour la République algérienne démocratique et populaire, le directeur des services vétérinaires ;

b) pour la République d'Afrique du Sud, "le directeur en chef des services vétérinaires et de l'amélioration du bétail" ;

c) les autorités compétentes des deux parties, conclueront, dans le respect de leur législation interne, des arrangements complémentaires à cet accord, fixant les conditions sanitaires pour l'importation, l'exportation et le transit du bétail et de produits d'origine animale, entre les territoires des deux parties.

Article 2

1 – Chaque partie s'engage à procéder au contrôle sanitaire des animaux et produits d'origine animale qui transitent sur son territoire, à destination de l'autre partie.

2 – Si le contrôle fait apparaître que les animaux ou les produits d'origine animale transportés peuvent mettre en danger la santé des personnes ou des animaux, les autorités vétérinaires du pays de transit procèdent à leur renvoi ou ordonnent leur abattage ou leur destruction, à condition qu'un accord entre les deux parties concernant les conditions liées à l'abattage et à la destruction des animaux et des produits d'origine animale, soit conclu.

3 – Les dispositions des articles (1) et (2) ne s'appliquent pas au transit des produits transportés en véhicules ou conteneurs plombés.

Article 3

1 – Les autorités compétentes des deux parties échangeront mensuellement des bulletins sanitaires indiquant les statistiques des maladies infectieuses et parasitaires des animaux figurant dans les listes A et B de l'Office International des Epizooties.

2 – Les deux parties s'engagent à communiquer immédiatement, par voie télégraphique ou moyen similaire, l'apparition éventuelle sur le territoire de l'une des deux parties, de tout foyer de maladies pour lesquelles la notification est considérée comme obligatoire par l'Office International des Epizooties, en précisant la localisation géographique exacte, les mesures sanitaires prises pour éliminer cette maladie et pour assurer le maintien d'une situation adéquate, ainsi que les mesures prises pour l'exportation.

Article 4

Les deux parties s'engagent à donner les garanties nécessaires pour prouver que les produits d'origine animale exportés ne contiennent pas d'hormones, de médicaments, de pesticides ou microbes ou tout autre agent nocif à la santé humaine, et ce, dans les limites de tolérance énoncées dans les accords auxquels elles sont parties.

Article 5

Les deux parties faciliteront :

- a) la coopération et l'assistance technique entre les laboratoires des services vétérinaires des deux pays ;
- b) l'échange de spécialistes vétérinaires afin de s'informer mutuellement sur l'état sanitaire des animaux et des produits d'origine animale et sur les réalisations scientifiques et techniques ;
- c) l'échange d'informations relatives aux aspects sanitaires des méthodes d'élaboration, de transformation et de fabrication des produits d'origine animale qu'elles veulent exporter ;
- d) l'échange régulier des législations sur la santé animale ;
- e) la participation des spécialistes concernés, aux conférences et séminaires organisés par les deux parties.

Article 6

Les responsables des services vétérinaires des deux Etats se consulteront à travers les canaux diplomatiques sur les questions liées à l'application du présent accord.

Article 7

Chaque partie suspend immédiatement l'exportation d'animaux et de produits d'origine animale, en cas d'apparition dans l'autre pays, de toute maladie énoncée dans tout accord auquel les deux pays sont parties et qui pourrait se transmettre au pays importateur.

Article 8

Tout différend entre les deux parties résultant de l'interprétation ou de l'application du présent accord, sera réglé à l'amiable à travers la consultation ou la négociation entre les parties en litige.

Article 9

Le présent accord peut être amendé par consentement mutuel conformément aux procédures constitutionnelles en vigueur dans les deux pays.

Article 10

1 – Le présent accord entrera en vigueur à la date où chacune des deux parties notifie à l'autre partie, par écrit et par voie diplomatique, l'accomplissement des procédures constitutionnelles nécessaires à l'application de cet accord.

La date d'entrée en vigueur du présent accord sera celle de la dernière notification.

2 – Le présent accord demeure en vigueur pour une période illimitée, tant que l'une des deux parties n'aura pas notifié à l'autre partie, au moins six (6) mois à l'avance, son intention de le dénoncer.

En foi de quoi, les soussignés dûment mandatés par leurs gouvernements respectifs, ont signé et scellé, le présent accord en deux exemplaires originaux en langues arabe et anglaise. Les deux textes faisant également foi.

Fait à Alger, le 28 avril 1998.

P. et au nom
de la République algérienne
démocratique et populaire

Lahcène MOUSSAOUI

*Ministre délégué auprès
du ministre des affaires
étrangères, chargé
de la coopération
et des affaires maghrébines*

P. et au nom
du Gouvernement
de la République
d'Afrique du Sud

Aziz PAHAD

*Vice-ministre des affaires
étrangères*



Décret présidentiel n° 02-101 du 22 Dhou El Hidja 1422 correspondant au 6 mars 2002 portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française relatif au lycée international d'Alger, signé à Alger le 21 octobre 2001.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française relatif au lycée international d'Alger, signé à Alger, le 21 octobre 2001,

Décète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République française relatif au lycée international d'Alger, signé à Alger, le 21 octobre 2001.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Dhou El Hidja 1422 correspondant au 6 mars 2002.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

2 – Cet accord demeure en vigueur pour une période de trois (3) ans et sera renouvelé pour une période similaire qui sera convenue par les deux parties.

Article 9

Expiration

1 – En dépit des dispositions de l'article 8 (alinéa 2), l'une des deux parties peut mettre fin à cet accord en informant l'autre partie par écrit et à travers le canal diplomatique, et ce, six (6) mois à l'avance.

2 – La dénonciation de cet accord n'affectera pas l'achèvement de tout programme dont la réalisation a été engagée par les deux parties avant son expiration, sauf si les deux parties en conviennent autrement.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Fait à Abuja, le 14 janvier 2002, en deux (2) exemplaires originaux en langues arabe et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République
algérienne démocratique
et populaire

Pour le Gouvernement
de la République
fédérale du Nigeria

*Le Ministre délégué chargé
des affaires africaines*

*Le Ministre d'Etat des
affaires
étrangères*

Abdelkader MESSAHEL

Dobam ONIA



Décret présidentiel n° 03-99 du 30 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 3 mars 2003 portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, relatif à la coopération dans le domaine de la santé animale, signé à Abuja, le 14 janvier 2002.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, relatif à la coopération dans le domaine de la santé animale, signé à Abuja, le 14 janvier 2002,

Décrète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, relatif à la coopération dans le domaine de la santé animale signé à Abuja, le 14 janvier 2002.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 3 mars 2003.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, relatif à la coopération dans le domaine de la santé animale.

Préambule :

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, ci-après désignés "les parties" ;

Considérant les dangers inhérents à l'importation, à l'exportation et au transit des animaux ;

Désireux de consolider la coopération entre les services vétérinaires des deux pays ;

Soucieux de faciliter les échanges commerciaux des animaux, de produits animaux et de leurs dérivés et/ou de produits d'origine animale ;

Préservant leurs territoires respectifs d'éventuelles épizooties, de maladies parasitaires des animaux et de maladies communes et/ou de zoonoses transmissibles de l'animal à l'être humain ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les parties désignent les autorités compétentes ci-après pour l'application de cet accord :

— pour la République algérienne démocratique et populaire : le directeur des services vétérinaires ;

— pour la République fédérale du Nigeria : le directeur chargé du bétail et des services du contrôle des épizooties.

Article 2

Les autorités compétentes des parties entreprendront des arrangements complémentaires au présent accord dans lesquels elles fixeront les conditions sanitaires pour l'exportation, l'importation et pour le transit des animaux, des produits animaux et/ou de produits d'origine animale entre les deux pays, comme elles prennent immédiatement les mesures nécessaires lors de l'apparition de nouvelles épizooties.

Article 3

Chacune des parties s'engage à procéder au contrôle sanitaire des animaux, produits animaux et/ou d'origine animale qui transitent sur son territoire à destination du territoire de l'autre partie.

Si le contrôle fait apparaître que les animaux et les produits animaux transportés peuvent constituer un danger pour la santé de l'être humain ou de l'animal, les services vétérinaires du pays de transit procèdent à leur refoulement ou ordonnent leur abattage et leur destruction, selon les conditions convenues conformément à l'article 2 du présent accord.

Article 4

Les autorités compétentes des parties échangeront mensuellement des bulletins sanitaires contenant les statistiques des maladies infectieuses et parasitaires des animaux figurant sur la liste "A" et "B" de l'office international des épizooties.

Ces autorités s'engagent à informer immédiatement, par voie télégraphique ou par tout autre moyen similaire, de l'apparition de tout foyer de maladies, conformément aux normes de l'office international des épizooties (O.I.E.).

Article 5

Les autorités compétentes des parties s'engagent à donner les garanties nécessaires que les animaux, les produits animaux et/ou d'origine animale ne contiennent pas d'hormones, de médicaments, de pesticides, de microbes ou toute autre substance nocive à la santé de l'homme et ce, dans les limites de tolérance énoncées dans les accords auxquels elles sont parties.

Article 6

Les parties œuvrent à faciliter :

- a) la coopération et l'assistance technique entre les laboratoires des services de la santé animale des deux pays ;
- b) l'échange de spécialistes vétérinaires, afin de s'informer mutuellement sur l'état sanitaire des animaux et des produits animaux et/ou d'origine animale, ainsi que sur les réalisations scientifiques et techniques dans ce domaine ;
- c) l'échange d'informations relatives aux aspects sanitaires des méthodes de production d'animaux, de préparation et de fabrication des produits animaux destinés à l'exportation ;
- d) l'échange régulier d'informations sur leurs législations relatives à la santé animale et aux produits animaux ;
- e) la participation des spécialistes concernés aux conférences et colloques organisés par l'une des parties ;
- f) l'amélioration du niveau des cadres et des capacités de la main-d'œuvre spécialisée dans les domaines vétérinaires.

Article 7

Les responsables des services vétérinaires des deux pays se consulteront directement sur les questions relatives à l'exécution du présent accord, l'étude d'éventuels amendements et sur les arrangements relatifs au présent accord.

Article 8

Tout différend entre les parties résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord, sera réglé à l'amiable par voie de consultation et de négociation entre elles.

Article 9

Les parties faciliteront les échanges de spécialistes, d'informations, d'expertises et d'expériences dans le domaine de la production animale et de l'amélioration des produits animaux.

Article 10

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date de la dernière notification échangée entre les parties par écrit à travers le canal diplomatique, de l'accomplissement des procédures constitutionnelles nécessaires à l'exécution du présent accord.

Article 11

Le présent accord peut être, le cas échéant, amendé après consentement des parties par écrit à travers le canal diplomatique. Tout amendement entrera en vigueur en respectant les mêmes procédures requises pour l'entrée en vigueur de cet accord.

Article 12

Le présent accord restera en vigueur, à moins que l'une des parties ne notifie à l'autre, par écrit à travers le canal diplomatique, son intention de le dénoncer, six (6) mois avant son expiration.

Fait à Abuja, le 14 janvier 2002, en deux (2) exemplaires originaux en langues arabe et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République
algérienne démocratique
et populaire

Le ministre de l'agriculture

Saïd BARKAT

Pour le Gouvernement
de la République
fédérale du Nigeria

*Le ministre de l'agriculture
et du développement rural*

Maltam Adamo BELLO



Décret présidentiel n° 03-100 du 30 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 3 mars 2003 portant ratification de l'accord de coopération dans le domaine de l'éducation entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, signé à Abuja, le 14 janvier 2002.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret présidentiel n° 03-112 du 14 Moharram 1424 correspondant au 17 mars 2003 portant ratification de l'accord de coopération dans le domaine vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, signé à Alger, le 3 Rabie Ethani 1422 correspondant au 25 juin 2001.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord de coopération dans le domaine vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, signé à Alger, le 3 Rabie Ethani 1422 correspondant au 25 juin 2001 ;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire l'accord de coopération dans le domaine vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie, signé à Alger, le 3 Rabie Ethani 1422 correspondant au 25 juin 2001.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Moharram 1424 correspondant au 17 mars 2003.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Accord de coopération dans le domaine vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie ; ci-après dénommés les deux parties ;

Désireux de consolider la coopération technique dans le domaine de la santé animale en vue de préserver et de développer leurs ressources animales et de lutter contre les épizooties et les maladies touchant les deux pays ;

Facilitant les échanges (importation, exportation et transit) d'animaux ou de produits d'origine animale ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les deux pays coopèrent à la préservation des ressources animales contre l'entrée des maladies épidémiques et contagieuses d'un pays à l'autre, soit par le transport direct ou indirect à travers les opérations d'importation, d'exportation ou de transit d'animaux vivants et de produits d'origine animale en plus des autres moyens pouvant transmettre les maladies. Les autorités compétentes des deux parties mettent en place les conditions sanitaires nécessaires pour l'importation, l'exportation et le transit d'animaux vivants et de produits d'origine animale entre les deux pays.

Article 2

Les deux parties s'engagent à donner les garanties et à remplir les conditions sanitaires établies par les autorités centrales des services vétérinaires des deux pays, lors de l'importation d'animaux et de produits d'origine animale.

Article 3

Chaque partie s'engage à communiquer à l'autre partie toutes les informations nécessaires dont elle dispose, lors de l'apparition de maladies, ainsi que toutes les mesures entreprises ou qui le seront, si la situation l'exige ou à la demande de ces informations pour chaque cas.

Article 4

— La coopération dans le domaine de l'échange d'informations et de bulletins sanitaires officiels périodiques et autres, notamment dans le domaine des épidémies animales figurant sur la liste "A" des maladies animales, établie par l'Office international des épizooties de Paris ;

— La coopération dans le domaine de la lutte contre les maladies épizootiques en s'informant mutuellement de l'apparition d'épidémies animales et de les diagnostiquer dans des laboratoires en ce qui concerne leur localisation, leur nature, le nombre de leurs foyers, le nombre d'animaux atteints, les facteurs ayant généré ces épidémies et les mesures pour les maîtriser et la nature du vaccin utilisé et ses spécificités.

Article 5

La coopération dans le domaine des vaccins vétérinaires en faisant que chaque partie communique à l'autre partie les informations relatives aux vaccins vétérinaires qu'elle produit et la possibilité de s'assister mutuellement pour le renforcement des campagnes prophylactiques imprévisibles contre les maladies, selon les moyens dont dispose chaque partie.

Article 6

Les autorités compétentes s'engagent à donner les garanties nécessaires pour assurer que les produits d'origine animale destinés à l'exportation ne contiennent pas d'hormones, de médicaments, de pesticides, de sécrétion bactérienne ou tout autre produit nocif à la santé humaine, et ce, conformément aux limites de tolérance fixées par ces autorités.

Article 7

Les parties œuvreront à :

A — La coordination et la coopération technique entre les laboratoires de diagnostic relevant des services vétérinaires des deux pays ;

B — L'échange d'informations et de visites de spécialistes et du personnel exerçant dans les différents secteurs vétérinaires en vue de s'enquérir de l'état sanitaire des animaux et des produits d'origine animale dans les deux pays ;

C — L'échange d'informations relatives aux aspects sanitaires concernant les méthodes d'élaboration, de transformation et de fabrication des produits d'origine animale qu'elles veulent exporter ;

D — L'échange entre les deux parties des législations en vigueur chez elles dans les domaines de la santé animale, la lutte contre les épidémies et les endroits de quarantaine, ainsi que les documents et certificats agréés par les deux parties et tout autre document ayant une relation avec la coopération mixte dans ces domaines ;

E — La participation des spécialistes concernés aux colloques et séminaires organisés par les deux parties.

Article 8

Chaque Etat a le droit de préserver ses ressources animales par des méthodes adéquates n'ayant aucun préjudice sur l'autre partie et ses intérêts en coordination et coopération entre les deux parties.

Article 9

Les deux parties contractantes autorisent les autorités compétentes à contrôler l'état sanitaire des établissements d'exportation des produits d'origine animale.

Article 10

Le présent accord n'affecte en aucune manière les droits et obligations des deux parties contractantes, résultant des accords internationaux conclus antérieurement.

Article 11

Il est créé une commission vétérinaire mixte entre les deux pays dont chacun est représenté par trois membres ayant pour mission la mise en place d'un programme annuel de coopération dans différents domaines et l'examen des questions se rapportant aux relations bilatérales et les obstacles qui s'y opposent. Cette commission se réunira, au moins, une fois par an, alternativement, dans l'un des deux pays.

Article 12

Tout sujet ou problème, résultant des dispositions citées ci-dessus ou toute modification nécessaire se rapportant à l'application, sera examiné par la commission visée ci-dessus pour trouver des solutions adéquates.

Article 13

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date d'échange des instruments de ratification. Il peut être amendé, en tant que de besoin, par consentement des deux parties.

Il demeure en vigueur pour une durée indéterminée, à moins que l'une des deux parties ne notifie à l'autre partie, par écrit, son intention de le dénoncer, six (6) mois avant son expiration.

Fait à Alger, le 3 Rabie Ethani 1422 correspondant au 25 juin / Haziran 2001, en deux exemplaires originaux en langue arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de
la République algérienne
démocratique et populaire

Pour le Gouvernement
du Royaume Hachémite
de Jordanie

Hamid TEMAR

Ouacef AZER

Ministre du commerce

Ministre de l'industrie
et du commerce

—————★—————

Décret présidentiel n° 03-113 du 14 Moharram 1424 correspondant au 17 mars 2003 portant ratification de l'accord de transports routiers internationaux de voyageurs, de marchandises et de transit entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Alger, le 13 Chaâbane 1422 correspondant au 30 octobre 2001.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord de transports routiers internationaux de voyageurs, de marchandises et de transit entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Alger, le 13 Chaâbane 1422 correspondant au 30 octobre 2001 ;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, l'accord de transports routiers internationaux de voyageurs, de marchandises et de transit entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Alger, le 13 Chaâbane 1422 correspondant au 30 octobre 2001.

Echange de lettres

Alger, le 22 mai 2002

Excellence,

Me référant à l'accord de coopération en matière de protection des végétaux et de quarantaine phytosanitaire, signé entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud, le 19 octobre 2001 à Prétoria, lors de la tenue de la deuxième session de la Haute commission binationale, j'ai l'honneur de vous informer que l'article 10 du texte arabe de cet accord est incomplet par rapport au texte anglais. En vue d'établir la conformité entre les deux textes, je propose à votre Excellence le rajout d'un nouveau paragraphe à la fin du paragraphe trois (3) de l'article 10 du texte arabe qui se lit comme suit :

(En foi de quoi, les soussignés, dûment mandatés par leurs Gouvernements, ont signé et scellé le présent accord, en deux exemplaires en langues arabe et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Signé à Prétoria, le 19 octobre 2001).

A cette fin, je propose que la présente lettre ainsi que votre réponse qui constitueront un accord entre nos deux Gouvernements sur la nouvelle rédaction de l'article 10 du texte arabe seront ratifiées en même temps que l'accord relatif à la coopération en matière de protection des végétaux et de quarantaine phytosanitaire, et feront partie intégrante de cet accord et entreront en vigueur à la même date que celui-ci.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

ABDELAZIZ DJERAD

Secrétaire général

Riaz SHAIK

Ambassadeur
de la République
d'Afrique du Sud

Alger, le 23 juin 2002

Monsieur Abdelaziz Djerad, Secrétaire général du ministère des affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire

Monsieur le Secrétaire général,

La présente lettre constitue une réponse à votre correspondance, rédigée comme suit, reçue en date du 22 mai 2002.

En référence à l'accord entre la République d'Afrique du Sud et la République algérienne démocratique et populaire, relatif à la protection des végétaux et de la quarantaine phytosanitaire, le Gouvernement d'Afrique du Sud voudrait bien vous communiquer son accord sur ce qui suit ;

Le texte proposé pourrait être rajouté à l'article 10 (3) de la version arabe de l'accord signé (tel qu'il figure dans votre correspondance) ;

Cette procédure constitue un accord entre nos Gouvernements sur la nouvelle rédaction de l'article 10 de la version arabe ;

Le rajout sera ratifié en même temps que l'accord et fera partie intégrante de celui-ci, et entreront en vigueur à la même date.

Veuillez agréer, monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération.

Riaz SHAIK

Ambassadeur
de la République
d'Afrique du Sud

ABDELAZIZ DJERAD

Secrétaire général



Décret présidentiel n° 03-201 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Yémen dans le domaine de la santé animale, signé à Alger le 21 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 3 février 2002.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Yémen dans le domaine de la santé animale, signé à Alger, le 21 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 3 février 2002 ;

Décète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Yémen dans le domaine de la santé animale, signé à Alger, le 21 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 3 février 2002.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Yémen, dans le domaine de la santé animale.

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République du Yémen désignés ci-dessous "les parties" ;

Considérant les dangers résultant de l'importation, de l'exportation et du transit des animaux et des produits animaux ;

Désireux de consolider la coopération entre les services vétérinaires des deux pays (l'administration spécialisée) ;

Soucieux de faciliter les échanges commerciaux des animaux, des produits animaux et de leurs dérivés et/ou des produits d'origine animale ;

Désireux de préserver leurs territoires respectifs d'éventuelles épizooties, de maladies parasitaires des animaux et de zoonoses communes et/ou transmissibles à l'homme et aux animaux et la santé publique et l'environnement ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les parties désigneront les autorités compétentes ci-après pour l'application de cet accord :

— pour la République algérienne démocratique et populaire: le directeur des services vétérinaires du ministère de l'agriculture ;

— pour la République du Yémen: le directeur général du patrimoine animalier.

Article 2

Il est entendu par animaux : bovins, ovins, caprins, camelins et volailles.

Il est entendu par produits animaux : les viandes et leurs dérivés (rouges et blanches), le lait et ses dérivés, les œufs et leurs dérivés, les peaux, la laine, le poil, l'ouber, les pattes, les cornes et les abats.

Article 3

Les autorités compétentes des parties détermineront, à travers des arrangements complémentaires au présent accord, les conditions sanitaires relatives à l'importation, à l'exportation et au transit des animaux, des produits animaux et/ou d'origine animale entre les deux pays. Les parties prennent aussi immédiatement les mesures nécessaires lors d'apparition de nouvelles épizooties.

Article 4

Chacune des parties s'engage à procéder au contrôle sanitaire des animaux et des produits d'origine animale qui transitent sur son territoire, à destination du territoire de l'autre partie. Si le contrôle fait apparaître que les animaux et les produits transportés peuvent constituer un danger pour la santé des personnes ou des animaux, les autorités vétérinaires du pays de transit procèdent à leur refoulement ou ordonnent leur abattage et leur destruction, selon les conditions prévues à l'article 2 du présent accord.

Article 5

Les autorités compétentes des parties s'échangeront, mensuellement, des bulletins sanitaires indiquant les statistiques des maladies contagieuses et parasitaires des animaux figurant sur les listes "A" et "B" de l'office international des épizooties.

Ces autorités s'engagent aussi à informer immédiatement l'autre partie par télex ou autre moyen analogue de l'apparition de foyers de maladies conformément aux normes de l'office international des épizooties.

Article 6

Les autorités compétentes des parties s'engagent à donner les garanties nécessaires pour que les animaux, les produits animaux et/ou d'origine animale ne contiennent pas d'hormones, de médicaments, de pesticides, de microbes ou toute autre substance nocive à la santé de l'homme, et ce, dans les limites de tolérance énoncées dans les accords auxquels elles sont parties et des conditions adoptées par chacune d'elles.

Article 7

Les parties faciliteront :

A) la coopération et l'assistance technique entre les laboratoires des services de santé animale des deux pays et l'échange des expériences dans ce domaine ;

B) l'échange de spécialistes vétérinaires, afin de s'informer mutuellement sur l'état sanitaire des animaux et des produits animaux et/ou d'origine animale, ainsi que sur les réalisations scientifiques et techniques dans ce domaine ;

C) l'échange d'informations et d'expériences relatives aux aspects sanitaires des méthodes de production d'animaux et de préparation et de fabrication des produits animaux destinés à l'exportation ;

D) l'échange régulier d'informations sur leurs réglementations relatives à la santé animale et aux produits animaux ;

E) la participation des spécialistes concernés aux conférences, séminaires et cycles de formation de qualification organisés dans les deux pays d'un commun accord ;

F) le perfectionnement du niveau des cadres et des capacités du personnel spécialisé dans les domaines vétérinaires.

Article 8

Les responsables des services vétérinaires des deux pays se consulteront directement sur les questions relatives à l'exécution du présent accord.

Tout différend entre les parties, résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord, sera réglé à l'amiable par voie de consultation et de négociation entre elles.

Article 9

Les parties faciliteront l'échange de spécialistes, d'informations et d'expériences dans le domaine de la production animale et du développement des produits animaux.

Article 10

Le présent accord entrera en vigueur à la date où l'une des parties notifiera à l'autre partie, par écrit et par voie diplomatique, l'accomplissement des procédures constitutionnelles nécessaires à l'entrée en vigueur du présent accord.

Article 11

Le présent accord peut être, le cas échéant, amendé par consentement mutuel par échange de lettres à travers la voie diplomatique. Tout amendement entrera en vigueur après l'accomplissement des mêmes procédures requises pour l'entrée en vigueur de cet accord.

Article 12

Le présent accord restera en vigueur, pour une durée indéfinie à moins que l'une des parties ne notifie, six (6) mois à l'avance, à l'autre partie, par écrit et par la voie diplomatique, son intention de le dénoncer.

Fait et signé à Alger, le 21 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 3 février 2002 en deux exemplaires originaux en langue arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour la partie algérienne

Professeur Amar
SAKHRI

Ministre de l'enseignement
supérieur et de la
recherche scientifique

Pour la partie yéménite

Professeur Mohamed
Abdellah
EL BETTANI

Ministre de l'enseignement
technique et de la formation
professionnelle

Décret présidentiel n° 03-202 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant ratification de l'accord de coopération dans le domaine de la culture, de la science et de la technologie entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne, signé à Alger, le 3 juin 2002.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord de coopération dans le domaine de la culture, de la science et de la technologie entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne, signé à Alger, le 3 juin 2002 ;

Décète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, l'accord de coopération dans le domaine de la culture, de la science et de la technologie entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne, signé à Alger, le 3 juin 2002.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Accord de coopération dans le domaine de la culture, de la science et de la technologie entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne (ci-après désignés "les parties contractantes") ;

Désireux de renforcer les liens d'amitié entre les deux pays ;

Convaincus que la coopération culturelle, scientifique et technologique représente une contribution utile et répond à l'intérêt commun de renforcer les relations de coopération entre les parties ;

Sont convenus de ce qui suit :

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret présidentiel n° 03-271 du 15 Jomada Ethania 1424 correspondant au 14 août 2003 portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la coopération dans le domaine vétérinaire, signé à New-Delhi, le 25 janvier 2001.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la coopération dans le domaine vétérinaire, signé à New-Delhi, le 25 janvier 2001 ;

Décète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la coopération dans le domaine vétérinaire, signé à New-Delhi, le 25 janvier 2001.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Jomada Ethania 1424 correspondant au 14 août 2003.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la coopération dans le domaine vétérinaire

Préambule

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, d'une part, et le Gouvernement de la République de l'Inde, d'autre part, désignés ci-après "les parties" et au singulier "la partie";

Désireux de consolider la coopération entre les services vétérinaires des deux pays ;

Désireux également de faciliter les échanges (importation, exportation et transit) des animaux et des produits d'origine animale et de préserver les deux pays de l'apparition d'éventuelles épizooties, de maladies parasitaires des animaux et de zoonoses transmissibles à l'homme ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les autorités compétentes des parties conclueront des arrangements complémentaires au présent accord, fixant les conditions sanitaires pour l'importation, l'exportation et le transit des animaux vivants et des produits d'origine animale entre les territoires des deux pays.

Article 2

Les parties s'engagent à fournir les garanties et à appliquer les conditions sanitaires établies par les autorités centrales des services vétérinaires des deux pays pour l'importation des animaux et des produits d'origine animale selon les normes établies par les arrangements complémentaires dont la conclusion est prévue.

Article 3

Chacune des parties s'engage à procéder au contrôle sanitaire des animaux et produits d'origine animale qui transitent sur son territoire à destination du pays de l'autre partie. Si le contrôle fait apparaître que les animaux ou les produits d'origine animale peuvent exposer au danger la santé des personnes ou des animaux, les autorités vétérinaires du pays de transit procèdent à leur refoulement ou ordonnent leur abattage ou leur destruction conformément aux modalités fixées par l'arrangement complémentaire prévu à l'article 1er du présent accord.

Cette mesure ne s'applique pas au transit des produits d'origine animale transportés dans des véhicules ou des conteneurs plombés.

Article 4

Les autorités compétentes des parties échangeront, chaque mois, des bulletins sanitaires mentionnant les statistiques des maladies contagieuses et parasitaires des animaux figurant sur les listes "A" et "B" de l'office international des épizooties.

Les parties s'engagent à communiquer immédiatement, par voie télégraphique ou autre moyen similaire, l'apparition éventuelle sur le territoire de l'une des parties de tout foyer de maladies dont la notification est considérée comme obligatoire par l'office international des épizooties notamment les situations qui figurent sur la liste "A" ou les autres maladies et épidémies fixées par l'arrangement complémentaire et ce, en donnant des détails sur la localisation géographique exacte du foyer de maladie et sur les mesures sanitaires prises pour éliminer ces maladies et pour maîtriser la situation ainsi que les mesures relatives à l'exportation des marchandises.

Article 5

Les autorités compétentes des parties s'engagent à fournir les garanties nécessaires pour prouver que les produits d'origine animale, destinés à l'exportation, ne contiennent pas d'hormones ou médicaments ou pesticides ou organismes microbiens ou tout autre agent nocif à la santé de l'homme et qu'ils sont conformes aux seuils de tolérance figurant dans les arrangements qu'elles ont signés.

Article 6

Les parties faciliteront :

- a) la coopération et l'assistance technique entre les laboratoires vétérinaires relevant des services de santé animale des deux pays ;
- b) l'échange de spécialistes vétérinaires, afin de s'informer mutuellement sur l'état sanitaire des animaux et produits d'origine animale des parties et également sur les productions scientifiques et techniques dans ces domaines ;
- c) l'échange d'informations relatives aux aspects sanitaires des méthodes d'élaboration, de transformation et d'industrialisation des produits d'origine animale destinés à l'exportation ;
- d) l'échange régulier des textes législatifs et réglementaires relatifs à la santé animale ;
- e) la participation des spécialistes concernés aux symposiums et séminaires organisés par les parties.

Article 7

Les autorités centrales des services vétérinaires des parties se consulteront directement sur les questions liées à l'application du présent accord et également sur l'étude des modifications à introduire aux arrangements complémentaires à cet accord.

Article 8

Les parties s'engagent à suspendre immédiatement toute opération d'exportation d'animaux et de produits d'origine animale en cas d'apparition dans l'un des deux pays d'une maladie énoncée dans les arrangements complémentaires qui représente un danger qui peut s'étendre au pays importateur.

Article 9

Les parties procéderont à la ratification du présent accord conformément à leurs lois et règlements.

Le présent accord entrera en vigueur à compter de la date d'envoi de la dernière notification de ratification par l'une des parties à l'autre. Il pourra être modifié et amendé en cas de nécessité, avec l'accord des parties. Il demeurera en vigueur tant que l'une des parties n'aura pas notifié à l'autre partie, par écrit, son intention de le dénoncer, et ce, six (6) mois à l'avance.

En foi de quoi, les soussignés, dûment habilités par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord à New Delhi, le 25 janvier 2001, en deux exemplaires originaux en langues arabe, indienne et anglaise, les trois textes faisant également foi. En cas de divergence la version anglaise constituera le texte de référence.

Pour le Gouvernement
de la République algérienne
démocratique et populaire

Abdelaziz BELKHADEM

*Ministre d'Etat,
ministre des affaires étrangères*

Pour le Gouvernement
de la République
de l'Inde

Jaswant Singh

*Ministre
des affaires extérieures*

—————★—————

Décret présidentiel n° 03-272 du 15 Joumada Ethania 1424 correspondant au 14 août 2003 portant ratification de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, signé à Alger, le 31 janvier 2002.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, signé à Alger, le 31 janvier 2002 ;

Décète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, signé à Alger, le 31 janvier 2002.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Joumada Ethania 1424 correspondant au 14 août 2003.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

—————★—————

**Accord commercial entre le Gouvernement
de la République algérienne démocratique
et populaire et le Gouvernement de la République
bolivarienne du Venezuela**

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela ci-après désignés les "parties contractantes" ;

Décret présidentiel n° 04-143 du 8 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 28 avril 2004 portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba dans le domaine sanitaire-vétérinaire, signé à la Havane, le 18 juillet 2001.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba dans le domaine sanitaire-vétérinaire, signé à la Havane, le 18 juillet 2001 ;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba dans le domaine sanitaire-vétérinaire, signé à la Havane, le 18 juillet 2001.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 28 avril 2004.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba dans le domaine sanitaire-vétérinaire

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, désignés ci-après les parties ;

Etant donné les risques résultant de l'exportation, de l'importation et du transit des animaux ;

Désireux de consolider la coopération entre les services vétérinaires des deux pays et de faciliter les échanges commerciaux (exportation, importation et transit) des animaux et des produits d'origine animale et également de préserver leurs territoires respectifs d'éventuelles apparitions d'épizooties, de maladies parasitaires des animaux et de zoonoses transmissibles à l'homme ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les parties désignent les autorités compétentes pour l'application du présent accord :

— en ce qui concerne le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, le directeur des services vétérinaires ;

— en ce qui concerne le Gouvernement de la République de Cuba, le directeur des services vétérinaires.

Article 2

Les autorités compétentes des parties déterminent, à travers des arrangements complémentaires au présent accord, les conditions sanitaires lors de l'exportation, de l'importation et du transit des animaux vivants et des produits d'origine animale entre les deux pays.

Article 3

Chacune des parties s'engage à procéder au contrôle sanitaire des animaux, des produits d'origine animale qui transitent sur son territoire, à destination du territoire de l'autre partie.

Si le contrôle fait apparaître que les animaux et les produits transportés peuvent constituer un danger pour la santé des personnes et des animaux, les autorités vétérinaires du pays de transit procèdent à leur refoulement ou ordonnent leur abattage ou leur destruction, selon les modalités visées dans les arrangements complémentaires conformément à l'article 2 du présent accord.

Les mesures énoncées aux articles 2 et 3 ne s'appliquent pas aux produits d'origine animale exportés dans des véhicules ou des conteneurs plombés.

Article 4

Les autorités compétentes des parties échangent mensuellement des bulletins sanitaires mentionnant les maladies figurant sur les listes "A" et "B" de l'office international des épizooties.

Ces autorités s'engagent également à s'informer immédiatement de l'apparition, sur leurs territoires respectifs, des maladies figurant sur les listes "A" et "B" de l'office international des épizooties en détaillant l'exacte localisation géographique, les mesures sanitaires prises pour éliminer ces maladies et assurer le maintien d'une situation favorable.

Article 5

Les autorités vétérinaires compétentes s'engagent à donner les garanties nécessaires pour que les produits d'origine animale à exporter ne contiennent pas d'hormones, de médicaments, de pesticides ou tout autre matière nocive à la santé de l'homme

Article 6

Les parties œuvrent à :

1 – la coordination et l'assistance technique entre les laboratoires des services vétérinaires des deux pays ;

2 – L'échange de médecins vétérinaires spécialistes afin de s'informer sur l'état sanitaire des animaux et des produits d'origine animale ainsi que sur les réalisations scientifiques et techniques dans ce domaine ;

3 – L'échange d'informations sur les méthodes d'élaboration, de transformation et d'industrialisation des produits d'origine animale qu'elles veulent exporter ;

4 – L'échange régulier des législations relatives à la santé animale ;

5 – La participation des spécialistes concernés aux colloques et séminaires organisés par l'une des parties ;

6 – L'organisation de cours de recyclage pour les cadres des parties.

Article 7

Les autorités vétérinaires compétentes des parties se consultent directement sur les modifications éventuelles des documents sanitaires vétérinaires afférents à l'application du présent accord.

Article 8

Les parties s'engagent à suspendre immédiatement toute opération d'exportation d'animaux et de produits d'origine animale en cas d'existence ou d'apparition dans l'un des deux pays d'une des maladies énoncées sur les listes "A" et "B" de l'office international des épizooties.

Article 9

Tout différend concernant l'application du présent accord est réglé par voie de consultations et de négociations entre les parties.

Article 10

Les parties facilitent les échanges de spécialistes et d'expériences en la matière et peuvent procéder à l'élaboration de projets en commun dans le domaine du développement de la production animale.

Article 11

Le présent accord peut être amendé par consentement des parties par le biais d'un échange de notes à travers le canal diplomatique.

Article 12

Le présent accord entrera en vigueur à partir de la date de la dernière notification par laquelle les parties s'informeront de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises à cet effet.

Article 13

Le présent accord restera en vigueur pour une durée indéterminée à moins que l'une des parties ne notifie à l'autre partie par écrit et par le canal diplomatique, au moins six mois à l'avance, son intention de le dénoncer.

Fait à la Havane le 18 juillet 2001, en deux exemplaires originaux en langues arabe et espagnole les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République algérienne
démocratique et populaire

Saïd BARKAT

Ministre de l'agriculture

Pour le Gouvernement
de la République de Cuba

Alfredo Jordan MORALES

Ministre de l'agriculture

DECRETS

Décret présidentiel n° 04-140 du 8 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 28 avril 2004 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 03-22 du 4 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004 ;

Vu le décret présidentiel du 25 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 16 février 2004 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2004, au budget des charges communes ;

Article 12

Les deux parties contractantes s'engagent à échanger des expériences techniques et pratiques ainsi que les résultats des recherches scientifiques dans le domaine couvert par la présente convention, sur la base d'accords particuliers, et à s'entraider dans les domaines de la formation et de la recherche phytosanitaire.

Article 13

Une commission mixte algéro-égyptienne sera constituée et sera composée de quatre membres de chacune des parties. Elle se réunira périodiquement et par alternance dans les deux pays ou à la demande de l'une des deux parties. Le pays d'accueil prendra en charge les frais inhérents à l'hébergement, la restauration et aux déplacements internes des membres de la délégation de l'autre partie. La commission est chargée de régler tout différend résultant de l'application ou de l'interprétation de la présente convention. Si la commission ne parvient pas à trouver une solution aux différends, ceux-ci seront réglés par voie diplomatique.

Article 14

Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux droits et obligations découlant des conventions conclues par l'une ou l'autre des parties avec d'autres pays ou organisations internationales portant sur la protection des végétaux.

Article 15

Le pays qui demande une expertise dans les différents domaines agricoles par l'envoi d'experts de l'autre pays, devra prendre en charge les frais de transports internationaux ainsi que les frais d'hébergement, de restauration et de déplacements internes. Et dans le cas d'un séjour de longue durée des experts, il sera convenu que le pays demandeur de l'expertise prendra en charge le versement d'un traitement mensuel.

Article 16

Le pays d'accueil prendra en charge les frais inhérents au séjour des chercheurs et des spécialistes et ce, en ce qui concerne l'application des programmes des échanges de visites mutuelles et les frais de transport international, ils sont à la charge du pays d'envoi.

Article 17

La présente convention entrera en vigueur à partir de la date de la dernière notification de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises dans les deux pays.

La présente convention demeurera en vigueur pendant une durée de cinq (5) années renouvelable par tacite reconduction pour des périodes similaires, à moins que l'une des deux parties ne notifie à l'autre partie son intention de la dénoncer, par écrit, six (6) mois avant la date de son expiration.

Fait et signé au Caire, le Aouel Dhou El Hidja 1425 correspondant au 12 janvier 2005, en deux exemplaires originaux en langue arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de
la République algérienne
démocratique et populaire
Abdelaziz BELKHADEM
*Ministre d'Etat, ministre
des affaires étrangères*

Pour le Gouvernement de la
République arabe d'Egypte
Ahmed ABOU EL GHAIT
*Ministre des affaires
étrangères*

— — — — ★ — — — —

Décret présidentiel n° 06-168 du 24 Rabie Ethani 1427 correspondant au 22 mai 2006 portant ratification de l'accord de coopération dans le domaine sanitaire vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil, signé à Brasilia le 12 mai 2005.

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord de coopération dans le domaine sanitaire vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil, signé à Brasilia le 12 mai 2005 ;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire l'accord de coopération dans le domaine sanitaire vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil, signé à Brasilia le 12 mai 2005.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie Ethani 1427 correspondant au 22 mai 2006.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Accord de coopération dans le domaine sanitaire vétérinaire entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérale du Brésil

Préambule :

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, d'une part

Et

Le Gouvernement de la République fédérale du Brésil, d'autre part,

(dénommés ci-après les "parties"),

Désireux de consolider la coopération entre les services vétérinaires des deux Etats, de faciliter les échanges commerciaux d'animaux et de produits d'origine animale et de préserver leurs territoires respectifs d'éventuelles épizooties, maladies parasitaires des animaux et des zoonoses transmissibles à l'Homme.

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les autorités compétentes des parties conclueront des arrangements complémentaires au présent accord fixant les conditions sanitaires pour l'importation, l'exportation et le transit d'animaux vivants et de produits d'origine animale entre les territoires des parties.

Article 2

Les parties s'engagent à donner les garanties et à remplir les conditions sanitaires établies par les autorités centrales des services vétérinaires de chacun des deux Etats pour l'importation d'animaux et de produits d'origine animale dans les conditions fixées par les arrangements complémentaires prévus à l'article 1er ci-dessus.

Article 3

Chacune des parties s'engage à procéder au contrôle sanitaire des animaux, produits animaux et d'origine animale qui transitent sur son territoire à destination du territoire de l'autre partie dès lors que ces mêmes produits sont vérifiés et qu'ils ne présentent pas de risque pour la santé publique et animale.

Si le contrôle fait apparaître que les animaux, produits animaux ou d'origine animale transportés peuvent constituer un danger pour la santé des personnes et animaux, les autorités vétérinaires du pays de transit procèdent à leur refoulement ou ordonnent leur abattage ou leur destruction, selon les modalités visées dans les arrangements complémentaires à l'article 2 du présent accord.

Cette mesure ne s'applique pas au transit des produits d'origine animale transportés dans des véhicules ou des conteneurs plombés, du moment qu'il est prouvé qu'eux-mêmes ne représentent pas de risque pour la santé publique et animale.

Article 4

Les autorités compétentes des parties échangeront mensuellement des bulletins sanitaires mentionnant les statistiques des maladies infectieuses et parasitaires des animaux figurant sur la liste établie par l'organisation mondiale de la santé animale et des autres maladies qui seront fixées par des arrangements complémentaires.

Elles s'engagent également à communiquer par les voies les plus rapides l'apparition éventuelle sur le territoire de l'une des parties de tout foyer de maladies figurant sur la liste établie de l'organisation mondiale de la santé animale en donnant des détails sur la localisation géographique exacte du foyer des maladies et sur les mesures sanitaires prises pour éliminer ces maladies et maîtriser la situation.

Article 5

Les autorités compétentes des parties s'engagent à donner les garanties nécessaires pour assurer que les produits d'origine animale à exporter ne contiennent pas d'hormones, de médicaments, de pesticides, de produits de métabolisme microbien ou de quelques autres agents nocifs à la santé humaine, et sa conformité aux seuils de tolérance fixés par les normes internationales.

Article 6

Les parties faciliteront :

a. La collaboration et l'assistance technique entre les laboratoires des services vétérinaires des deux Etats ;

b. L'échange de spécialistes vétérinaires, afin de s'informer mutuellement sur l'état sanitaire des animaux et produits d'origine animale, et sur les réalisations scientifiques et techniques dans ces domaines ;

c. L'échange d'informations relatives aux aspects sanitaires des méthodes d'élaboration, de transformation et d'industrialisation des produits d'origine animale qu'elles veulent exporter ;

d. L'échange régulier des réglementations sanitaires respectives ;

e. La participation des spécialistes concernés de l'autre partie aux colloques et séminaires organisés par l'une des parties.

Article 7

Les autorités centrales des services vétérinaires des deux Etats se consulteront directement sur toute question liée à l'application du présent accord et sur l'étude d'éventuelles modifications des arrangements complémentaires se rapportant à son application.

Article 8

Chacune des parties suspendra immédiatement l'exportation d'animaux et des produits d'origine animale, en cas d'existence ou d'apparition dans l'un des deux pays d'une des maladies spécifiées dans les arrangements complémentaires qui ont été établis et qui représentent un danger de s'étendre au pays importateur.

Article 9

a. Le présent accord entrera en vigueur trente (30) jours après la date de la deuxième note notifiant, par voie diplomatique, l'accomplissement de toutes les procédures internes requises à son entrée en vigueur.

b. Il peut être amendé par consentement mutuel sur proposition de l'une des parties. L'entrée en vigueur de l'amendement est subordonnée à l'accomplissement de la même procédure requise à l'entrée en vigueur du présent accord.

c. Il demeurera en vigueur pour une période de cinq (5) années, et pourra être automatiquement prorogé pour des périodes de cinq années, à moins qu'il ne soit dénoncé, par l'une des parties moyennant un préavis écrit à l'autre partie, par la voie diplomatique, six (6) mois avant la date de sa dénonciation.

Fait à Brasilia le 12 mai 2005, en deux exemplaires originaux en langues arabe, portugaise et française les trois versions faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation le texte en français prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire	Pour le Gouvernement de la République fédérale du Brésil
--	--

Abdelaziz BELKHADDEM

Celso Amorim

Ministre d'Etat, représentant
personnel du Chef de l'Etat

Ministre d'Etat des
relations extérieures

— — — — ★ — — — —

Décret présidentiel n°06-169 du 24 Rabie Ethani 1427 correspondant au 22 mai 2006 portant ratification de l'accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, signé à Alger, le 11 septembre 2005.

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères ;

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant l'accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, signé à Alger, le 11 septembre 2005 ;

Décrète :

Article. 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire l'accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, signé à Alger, le 11 septembre 2005.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie Ethani 1427 correspondant au 22 mai 2006.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

— — — — —

Accord de coopération financière entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba

— — — —

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Cuba, (ci-après désignés : « les parties contractantes ») ;

Désireux de resserrer et consolider les liens d'amitié et de solidarité qui existent entre les deux pays par des actions concrètes dans le domaine du développement économique et social ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Montant du prêt

Le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire accorde au Gouvernement de la République de Cuba, un prêt d'un montant équivalent en euros de 250 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique destiné au financement d'un contrat commercial conclu entre la SONATRACH et CUBAMETALES, pour la livraison maximale de trois cent vingt mille (320.000) tonnes métriques de Jet-Fuel. Ce contrat est soumis à la législation algérienne en vigueur.

tations de services applicables à la campagne des céréales et des légumes secs pour la campagne 1978-1979 ;

Vu le décret n° 82-15 du 9 janvier 1982 fixant les prix et les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales et des légumes secs pour la campagne 1981-1982 ;

Décète :

Article 1er. — Sont prorogées, pour la campagne 1982-1983, les dispositions du décret n° 82-15 du 9 janvier 1982 fixant les prix et les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales et des légumes secs, pour la campagne 1981-1982 susvisé.

Art. 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables à compter :

- du 1er août 1982, aux blés, orges, avoines et légumes secs,
- du 1er octobre 1982, au maïs,
- du 1er novembre 1982, au riz.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture et de la révolution agraire, le ministre du commerce, le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 novembre 1982.

Chadli BENDJEDID

Décret n° 82-388 du 27 novembre 1982 portant institution du STUD-BOOK algérien.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu le décret n° 80-158 du 31 mai 1980 portant attributions du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire, modifié et complété par le décret n° 81-47 du 21 mars 1981 ;

Vu l'ordonnance n° 76-89 du 23 octobre 1976 portant création de l'institut de développement de l'élevage équin ;

Décète :

Article 1er. — Il est institué, au ministère de l'agriculture et de la révolution agraire, un registre-matricule pour l'inscription des chevaux de race pure existant en Algérie, composé de livres généalogiques consacrés à chaque race.

L'ensemble de ces livres constitue le STUD-BOOK algérien.

Art. 2. — Sont reconnus de race pure et admis à l'inscription, les chevaux de race, pur sang arabe,

pur sang anglais, de race barbe et les produits de croisement et de métissage des races arabe et barbe dont les ascendants sont déjà inscrits.

Art. 3. — Il est institué, au niveau du ministère de l'agriculture et de la révolution agraire, une commission dite « commission nationale de STUD-BOOK », chargée de vérifier les titres produits, à l'appui de chaque demande d'inscription, de prononcer, le cas échéant, les inscriptions et de contrôler la tenue des registres.

Art. 4. — La composition et le fonctionnement de la commission nationale du STUD-BOOK sont fixés par arrêté du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire.

Art. 5. — La tenue du STUD-BOOK est assurée par le directeur général de l'institut de développement de l'élevage équin ; pour chaque race reconnue, un tome du STUD-BOOK est publié tous les trois ans.

Dans l'intervalle de deux publications, la mise à jour est réalisée par un supplément annuel.

Art. 6. — Un sujet peut être inscrit au STUD-BOOK, en qualité de produit ou de reproducteur, dans les conditions ci-après définies.

Art. 7. — Le sujet présentant la qualité de produits ne peut être inscrit que dans le registre d'une seule race.

Les sujets nés et élevés en Algérie figurent à la suite du nom de leur mère.

Les sujets importés figurent dans une section spéciale du registre.

Art. 8. — Le sujet présentant la qualité de reproducteur peut être inscrit dans plusieurs registres.

Un étalon figure à la section des étalons de chacun des registres des races où sont inscrits ses produits.

Une poulinière figure à la section des poulinières du registre de la race de son produit.

Art. 9. — Pour être inscrit à un des livres généalogiques, tout cheval né en Algérie doit :

— avoir été déclaré, dans les quinze jours de sa naissance, au directeur du dépôt de reproducteur de la circonscription du lieu de naissance,

— avoir eu son signalement relevé sous la mère, avant le sevrage, par un agent habilité de l'institut de développement de l'élevage équin.

— avoir reçu un nom,

— répondre aux conditions particulières de chaque livre.

Art. 10. — Peut également être inscrit, selon les conditions particulières de chaque livre, tout cheval de race pure né hors d'Algérie.

Dans ce cas, la demande d'inscription est adressée, par le propriétaire, au directeur général de l'institut de développement de l'élevage équin et doit être appuyée :

— des pièces certifiant les origines du cheval et son inscription à un *STUD-BOOK* étranger,

— du certificat sanitaire officiel délivré par le vétérinaire-inspecteur du poste-frontière d'entrée mentionnant, en outre, le signalement du cheval.

L'inscription est prononcée par la commission nationale du *STUD-BOOK* visée à l'article 3 du présent décret, après vérification des conditions d'identification et de l'authenticité des documents d'élevage.

Art. 11. — Des arrêtés du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire préciseront, en temps que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

Art. 12. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 novembre 1982.

Chadli BENDJEDID

Décret du 31 octobre 1982 mettant fin aux fonctions du secrétaire général du ministère de l'agriculture et de la révolution agraire.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 111-12° ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 66-140 du 2 juin 1966, complété, relatif aux emplois supérieurs ;

Vu le décret du 1er juillet 1979 portant nomination de M. Bouzid Hammiche en qualité de secrétaire général du ministère de l'agriculture et de la révolution agraire ;

Décrète :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de secrétaire général du ministère de l'agriculture et de la révolution agraire, exercées par M. Bouzid Hammiche, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 31 octobre 1982.

Chadli BENDJEDID.

Décret du 31 octobre 1982 mettant fin aux fonctions du directeur général du Bureau national d'études pour le développement rural.

Par décret du 31 octobre 1982, il est mis fin aux fonctions de directeur général du bureau national d'études et de recherches rurales, exercées par M. Mohamed Tayeb Nadir, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 1er novembre 1982 portant nomination du secrétaire général du ministère de l'agriculture et de la révolution agraire.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 111-12° ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 66-140 du 2 juin 1966, complété, relatif aux emplois supérieurs ;

Vu le décret n° 77-77 du 25 avril 1977 relatif aux secrétaires généraux des ministères ;

Vu le décret n° 80-159 du 31 mai 1980 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la révolution agraire ;

Décrète :

Article 1er. — M. Mohamed Tayeb Nadir est nommé secrétaire général du ministère de l'agriculture et de la révolution agraire.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er novembre 1982.

Chadli BENDJEDID.

MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

Décret n° 82-389 du 27 novembre 1982 portant transformation de la société nationale de bâtiment et de travaux publics d'Alger (SNB TRAPAL) en entreprise socialiste de construction de bâtiment (E.S.C.B.).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la charte de l'organisation socialiste des entreprises ;

Vu la loi n° 80-05 du 1er mars 1980, modifiée, relative à l'exercice de la fonction de contrôle par la Cour des comptes ;

Vu l'ordonnance n° 71-74 du 16 novembre 1971 relative à la gestion socialiste des entreprises ;

Vu l'ordonnance n° 74-76 du 12 juillet 1974 fixant les statuts de la société nationale de bâtiment et de travaux publics d'Alger (SNB - TRAPAL) ;

— il établit le projet de budget, engage et ordonne les dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'Institut,

— il passe tous les marchés, accords et conventions en rapport avec le programme d'activités,

— il prépare les missions du conseil d'orientation et suit l'exécution de ses décisions.

Art. 21. — L'organisation interne de l'Institut est fixée par arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé de l'agriculture.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 22. — Les comptes de l'Institut sont tenus conformément aux règles de la comptabilité publique. La tenue de la comptabilité et le maniement des fonds sont confiés à un agent comptable nommé par le ministre des finances et exerçant ses fonctions conformément aux dispositions des décrets n° 65-259 et 65-260 du 14 octobre 1965 susvisés. L'agent comptable peut, sous sa responsabilité et dans les conditions fixées par les décrets susvisés, déléguer sa signature à un ou plusieurs mandataires après agrément du directeur général de l'Institut.

Art. 23. — L'Institut est soumis au contrôle financier de l'Etat. Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable de l'Institut, sont soumis par le directeur général à l'adoption du conseil d'orientation à la fin du premier trimestre qui suit la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent, accompagnés du rapport contenant les développements et les précisions sur la gestion administrative et financière de l'Institut.

Art. 24. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés auprès des autorités concernées et au greffe de la Cour des comptes dans les conditions réglementaires.

Art. 25. — Le budget de l'Institut est présenté par chapitres et articles. Il est préparé par le directeur de l'Institut et est soumis, pour délibérations, au conseil d'orientation.

Il est ensuite transmis, pour approbation, au ministre de tutelle et au ministre des finances avant le début de l'exercice auquel il se rapporte conformément à la réglementation en vigueur.

Au cas où l'approbation du budget n'intervient pas à la date du début de l'exercice, le directeur général est autorisé à engager et à mandater les dépenses indispensables au fonctionnement de l'Institut et à l'exercice de ses engagements dans la limite des crédits alloués au titre de l'exercice antérieur et ce, jusqu'à l'approbation du nouveau budget.

Toutefois, les dépenses ne pourront être engagées et mandatées qu'à concurrence d'un douzième (1/12ème) par mois du montant des crédits de l'exercice précédent.

Art. 26. — Les comptes en recettes et en dépenses de chaque station expérimentale, laboratoire, antenne de wilaya ou régionale sont individualisés au sein du budget de l'Institut. Les modalités d'application des dispositions du présent article seront précisées par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 27. — Les modifications éventuelles du budget sont préparées, font l'objet de délibérations et sont approuvées dans les mêmes formes et selon la même procédure que ci-dessus.

Art. 28. — Les ressources de l'Institut sont constituées par :

— les subventions de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics,

— les emprunts contractés par l'Institut dans le cadre de la réglementation en vigueur,

— les dons et legs,

— le produit de la vente des récoltes et produits agricoles liés à ses activités,

— toutes autres ressources découlant des activités de l'Institut en rapport avec son objet, notamment les contrats d'études, les brevets et les publications.

Art. 29. — Les dépenses de l'Institut comprennent :

— les dépenses de fonctionnement,

— les dépenses d'équipement.

Art. 30. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique populaire.

Fait à Alger, le 13 janvier 1987.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 87-16 du 13 janvier 1987 organisant les activités équestres et reconnaissant d'utilité publique la Fédération équestre algérienne.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 71-79 du 3 décembre 1971 relative à l'association, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 72-21 du 7 juin 1972 ;

Vu le décret n° 72-176 du 27 juillet 1972 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 71-79 du 3 décembre 1971 relative à l'association ;

Vu le décret n° 72-177 du 27 juillet 1972 portant dispositions statutaires communes aux associations ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu le décret n° 86-263 du 21 octobre 1986 portant création de l'Office national de développement des élevages équins,

Décrète :

Article 1er. — Les activités équestres sont organisées par la Fédération équestre algérienne conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions du présent décret.

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'ordonnance n° 71-79 du 3 décembre 1971 relative à l'association, modifiée et complétée, par l'ordonnance n° 72-21 du 7 juin 1972, la Fédération équestre algérienne est reconnue d'utilité publique.

Art. 3. — La Fédération équestre algérienne regroupe les ligues équestres de wilaya et les associations équestres dûment affiliées.

Les sections de la fédération, des ligues et des associations qui organisent la pratique d'activités équestres aux fins d'épreuves sportives codifiées sont tenues de s'affilier aux organismes ou structures placées sous l'égide du ministre chargé des sports.

TITRE I**L'ASSOCIATION EQUESTRE**

Art. 4. — Il peut être créé autant d'associations équestres que de besoin. L'association équestre regroupe les personnes intéressées par les activités liées au cheval, telles que l'équitation sportive, l'équitation traditionnelle, le tourisme et les loisirs équestres, les courses locales, l'artisanat lié aux différents modes d'équitation et les manifestations culturelles à l'occasion des réunions équestres.

Art. 5. — L'association équestre, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, a pour objet notamment :

— de procéder à l'initiation aux arts équestres et d'assurer le perfectionnement de ses membres adhérents,

— de participer, au niveau local, à la promotion, à l'amélioration et au développement du cheval,

— d'encourager la préservation et la régénérescence des traditions, coutumes, cultures équestres et d'en assurer la pérennité par tous les moyens adéquats,

— d'organiser et de développer les manifestations sportives équestres,

— de mettre en œuvre des activités de loisirs et de tourisme équestres,

— d'encourager le développement de l'artisanat lié aux activités hippiques.

L'association équestre s'engage à ne pas poursuivre d'autres objectifs que ceux déclarés.

Art. 6. — Les règles d'organisation et de fonctionnement de l'association équestre sont déterminées par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et des collectivités locales et du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Art. 7. — Le budget de l'association équestre comprend :

1°) au titre des ressources :

— les cotisations de ses membres,

— les apports en nature qui pourraient être faits à l'association par les membres,

— les subventions qui pourraient être allouées par l'Etat, les wilayas, les communes et les organismes publics,

— les dons et legs,

— les revenus de ses biens.

2°) au titre des dépenses :

— les dépenses liées à son objet,

— les frais de fonctionnement et d'équipement.

Art. 8. — Il est justifié chaque année, auprès des services locaux chargés de l'agriculture, de l'emploi des subventions éventuellement allouées au cours de l'exercice écoulé.

L'association équestre s'engage à présenter, aux fins de contrôle, les différents registres ainsi que tous documents se rapportant à son fonctionnement et à sa gestion, sur toute réquisition du wali ou de son représentant ou de tout agent mandaté, à cet effet, par le ministre de l'agriculture et de la pêche.

Art. 9. — L'association équestre est tenue d'adhérer à la ligue de wilaya du territoire duquel elle relève.

Dans le cas où il n'existe pas encore de ligue équestre de wilaya, l'association adhère à la ligue de wilaya la plus proche.

TITRE II**LA LIGUE EQUESTRE DE WILAYA**

Art. 10. — La ligue équestre de wilaya est formée d'au moins trois (3) associations équestres régulièrement constituées et ayant leur siège dans la wilaya.

Art. 11. — La ligue équestre de wilaya a pour but :

1° de coordonner, d'animer, d'orienter, de contrôler les activités des associations équestres affiliées et, éventuellement, de leur apporter assistance ;

2° de représenter les intérêts des associations équestres auprès de la Fédération équestre algérienne et auprès des tiers ;

3° d'organiser des manifestations ayant pour objectif la promotion des activités hippiques ;

4° de tenir des fichiers statistiques des associations des membres adhérents, des chevaux par catégorie et des corps de métiers liées à l'activité équestre et de les transmettre à la Fédération équestre algérienne.

Art. 12. — Les règles d'organisation et de fonctionnement de la ligue de wilaya équestre sont déterminées par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et des collectivités locales et du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Art. 13. — Le budget de la ligue équestre de wilaya comprend :

1°) Au titre des ressources :

- les cotisations des associations dont le montant est approuvé par le ministre de l'agriculture et de la pêche,
- les revenus du patrimoine de la ligue,
- les dons et legs,
- les subventions qui pourraient être allouées par l'Etat, les wilayas, les communes et les organismes publics.

2°) Au titre des dépenses :

- les dépenses liées à son objet,
- les frais de fonctionnement.

Art. 14. — Il est justifié chaque année, auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche, de l'emploi des fonds provenant des subventions éventuellement allouées au cours de l'exercice écoulé.

La ligue équestre de wilaya s'engage à présenter, aux fins de contrôle, ses différents registres ainsi que tous les documents se rapportant à son fonctionnement et à sa gestion, sur toute réquisition du wali ou de son représentant ou à tout agent mandaté, à cet effet par le ministre de l'agriculture et de la pêche.

Art. 15. — Toute ligue équestre de wilaya est tenue d'adhérer à la Fédération équestre algérienne.

TITRE III

LA FEDERATION EQUESTRE ALGERIENNE

Art. 16. — La Fédération équestre algérienne est formée de toutes les ligues équestres de wilaya.

Le siège de la Fédération équestre algérienne est fixé à Alger.

Art. 17. — La Fédération équestre algérienne a pour objet :

1° de coordonner, d'animer, d'orienter et de contrôler les activités des ligues et associations équestres et, éventuellement, de leur apporter assistance ;

2° de représenter les intérêts des ligues et associations auprès des tiers ;

3° d'assurer la transmission et de veiller à la mise en œuvre des orientations et directives du ministre chargé de l'agriculture en ce qui concerne la promotion de toutes les activités équestres ;

4° d'assurer la publication et la diffusion de tout bulletin ou toute revue périodique d'information, de vulgarisation et de sensibilisation dans le domaine des activités équestres et des manifestations culturelles liées au cheval ;

5° de donner ses avis en matière de production, de promotion et d'utilisation du cheval ;

6° d'élaborer et de proposer les barèmes fixant les montants des quotes-parts et cotisations des membres, des associations et des ligues ainsi que la répartition des subventions ;

7° d'élaborer et de veiller à l'application des différents règlements techniques régissant les diverses disciplines équestres sportives et traditionnelles ;

8° d'arrêter le programme annuel et d'organiser les compétitions équestres nationales et internationales ;

9° de sélectionner, de préparer et de désigner les équipes nationales qui doivent représenter l'Algérie aux compétitions internationales ;

10° d'organiser l'enseignement des disciplines équestres et de développer la formation et le perfectionnement des cadres techniques et des athlètes et de délivrer les diplômes à l'issue des diverses formations.

Art. 18. — Les règles d'organisation et de fonctionnement de la Fédération équestre algérienne sont déterminées par arrêté, conjoint du ministre de l'intérieur et des collectivités locales et du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Art. 19. — Le budget de la Fédération équestre algérienne comprend :

1°) au titre des ressources :

— les cotisations des ligues équestres dont le montant est approuvé par le ministre de l'agriculture et de la pêche,

— les revenus du patrimoine de la fédération,

— les dons et legs,

— les subventions qui pourraient être allouées par l'Etat, les wilayas, les communes et les organismes publics,

— la quote-part provenant des prélèvements réglementaires effectués sur les enjeux du pari mutuel

2°) au titre des dépenses :

— les dépenses liées à son objet,

— les frais de fonctionnement et d'équipement,

— les aides et contributions aux ligues et associations équestres.

Art. 20. — Il est justifié, chaque année, auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche, de l'emploi des fonds provenant des subventions éventuellement allouées au cours de l'exercice écoulé.

La Fédération équestre algérienne s'engage à présenter, aux fins de contrôle, ses différents registres ainsi que tous les documents se rapportant à son fonctionnement et à sa gestion, sur toute réquisition du wali ou de son représentant ou à tout agent mandaté, à cet effet, par le ministre de l'agriculture et de la pêche.

Art. 21. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 janvier 1987.

Chadli BENDJEDID

Art. 20. — L'agent comptable désigné ou agréé par le ministre des finances, tient la comptabilité de l'Académie conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 21. — Le compte de gestion est établi par l'agent comptable qui certifie que les montants des titres à recouvrer et les mandats émis par ses soins sont conformes à ses écritures.

Il est soumis, par le président, au conseil de l'Académie, accompagné du compte administratif et d'un rapport contenant tous les développements utiles sur la gestion financière de l'Académie.

Il est ensuite transmis pour approbation conjointe à l'autorité de tutelle et au ministre des finances, accompagné des observations du conseil de l'Académie.

Art. 22. — Le contrôle financier de l'Académie est exercé par un contrôleur financier désigné par le ministre des finances.

Art. 23. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 juin 1987.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 87-146 du 30 juin 1987 portant création de bureaux d'hygiène communale.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152,

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée et complétée, portant code communal, et les textes subséquents pris pour son application ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969, modifiée et complétée, portant code de la wilaya et les textes subséquents pris pour son application ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur et les textes subséquents pris pour son application ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983 portant code des eaux ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu le décret n° 81-267 du 10 octobre 1981 relatif aux attributions du président de l'assemblée populaire communale (A.P.C.) en matière de voirie, de salubrité et de tranquillité publique ;

Vu le décret n° 84-378 du 15 décembre 1984 fixant les conditions de nettoiement, d'enlèvement et de traitement des déchets solides urbains ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs du secteur des institutions et administrations publiques ;

Décète :

Article 1er. — Dans le cadre des dispositions de l'article 94 bis de l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 susvisée, et pour assister le président de l'assemblée populaire communale (A.P.C.) dans la mise en œuvre de ses missions de prévention sanitaire, d'hygiène et de salubrité publique, telles que fixées par le décret n° 81-267 du 10 octobre 1981, il est mis à sa disposition, par chaque secteur concerné, un personnel technique regroupé au sein d'un bureau dénommé : « Bureau d'hygiène communale ».

Art. 2. — Sous l'autorité du président de l'assemblée populaire communale (A.P.C.), le bureau de l'hygiène communale prépare les instruments, actes et dossiers techniques requis par l'action des organes de la commune et le contrôle permanent de l'hygiène et de la salubrité publique au niveau de la commune.

Il est chargé, en liaison avec les services concernés, notamment :

— d'étudier et de proposer toutes mesures visant à garantir le maintien permanent de l'hygiène et de la salubrité dans les établissements de toute nature et les lieux publics,

— de proposer et, le cas échéant, de mettre en œuvre toute mesure ou programme de protection et de promotion de la santé de la collectivité, notamment en matière de lutte contre les maladies transmissibles et contre les vecteurs de maladies,

— d'organiser la lutte contre les animaux nuisibles et faire procéder à la mise en œuvre des opérations de désinfection, dératisation et désinsectisation,

— de veiller à la réalisation et, le cas échéant, de mettre en œuvre le contrôle :

1°) de la qualité bactériologique de l'eau destinée à la consommation domestique et en assurer le traitement lorsqu'il ne relève pas en propre, d'organismes publics ou de particuliers,

2°) du respect des conditions de collecte, d'évacuation et de traitement des eaux usées et des déchets solides urbains,

3°) de la qualité des denrées alimentaires et produits de consommation, produits, stocks et/ou distribués au niveau de la commune,

4°) de la qualité des eaux de baignade.

Art. 3. — Il peut être institué un bureau d'hygiène communale par commune comptant une population égale ou supérieure à 20.000 habitants et un bureau commun à deux ou plusieurs communes dans les autres cas.

Art. 4. — Les bureaux d'hygiène communale sont créés par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, du ministre des finances,

du ministre de la santé et du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts, sur proposition des walls.

Art. 5. — Le bureau d'hygiène communale qui assiste deux ou plusieurs présidents d'assemblées populaires communales (A.P.C.) met en œuvre un programme d'action préalablement arrêté conjointement par les présidents des assemblées populaires communales (A.P.C.) concernés et le responsable du bureau d'hygiène communale.

Dans ce même cas, le bureau d'hygiène communale est implanté sur le territoire de la commune la plus peuplée.

Toutefois, le siège du bureau d'hygiène communale peut, après accord des présidents des assemblées populaires communales (A.P.C.) concernés, être fixé sur le territoire de la commune offrant les meilleures conditions d'accueil du personnel.

Art. 6. — Le bureau d'hygiène communale est dirigé par un médecin placé sous l'autorité du ou des présidents d'assemblées populaires communales (A.P.C.) concernés.

Il comprend, en outre :

— de 1 à 4 techniciens supérieurs ou techniciens de santé publique,

— de 1 à 2 techniciens supérieurs ou techniciens de l'environnement,

— de 1 à 2 techniciens supérieurs ou techniciens de l'agriculture,

— un (1) vétérinaire, technicien supérieur ou technicien de santé animale,

— un (1) inspecteur ou inspecteur adjoint de contrôle de la qualité.

Art. 7. — Le ministre ayant pouvoir de nomination ou de gestion à l'égard du corps de fonctionnaires visés à l'article 6 ci-dessus arrête, dans les limites fixées par le présent décret, toute mesure utile à l'affectation effective des personnels concernés.

Il prend, en outre, toute mesure utile à la gestion et au suivi de la carrière des personnels concernés ainsi qu'à leur rémunération par ses services centraux ou déconcentrés.

Art. 8. — Le ou les présidents d'assemblées populaires communales (A.P.C.) concernés mettent à la disposition du bureau d'hygiène communale le personnel nécessaire à l'accomplissement des tâches administratives ainsi que les moyens matériels et les locaux nécessaires à son installation et son fonctionnement.

Ils mettent, en outre, à la disposition du bureau d'hygiène communale le personnel requis pour la mise en œuvre, le cas échéant, des opérations de désinfection, de désinsectisation, de dératisation, et de lutte contre les animaux nuisibles.

Art. 9. — Le ou les présidents des assemblées populaires communales (A.P.C.) disposent, à l'égard du personnel du bureau d'hygiène communal, d'un pouvoir disciplinaire et de notation.

Toutefois les sanctions du troisième degré relèvent de l'autorité ayant pouvoir de gestion à l'égard du corps auquel appartient l'intéressé.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 juin 1987.

Chadli BENDJEDID,

Décret n° 87-147 du 30 juin 1987 portant virement de crédit au budget du ministère des travaux publics.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 81-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 86-15 du 29 décembre 1986 portant loi de finances pour 1987 ;

Vu le décret n° 86-357 du 31 décembre 1986 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1987, au ministre des travaux publics ;

Vu le décret du 31 décembre 1986 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1987, au budget des charges communes ;

Décète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1987, un crédit de cent dix sept millions deux cent dix mille dinars (117.210.000 DA) applicable au budget des charges communes et au chapitre 37-91 intitulé : « Dépenses éventuelles - Provision groupée ».

Art. 2. — Il est ouvert sur 1987, un crédit de cent dix sept millions deux cent dix mille dinars (117.210.000 DA) applicable au budget du ministère des travaux publics, au chapitre 35-41 intitulé : Directions de wilayas - Entretien des routes nationales ».

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 juin 1987.

Chadli BENDJEDID.

Décret exécutif n° 88-251 du 31 décembre 1988 fixant le montant des importations prévues par le programme général du commerce extérieur pour l'année 1989.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances,

Vu la Constitution notamment ses articles 115-(I) et 152 ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu la loi n° 88-02 du 12 janvier 1988 relative à la planification ;

Vu la loi n° 88-03 du 12 janvier 1988 relative aux fonds de participation ;

Vu la loi n° 88-04 du 12 janvier 1988 modifiant et complétant l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant code de commerce et fixant les règles particulières applicables aux entreprises publiques économiques ;

Vu la loi n° 88-05 du 12 janvier 1988 modifiant et complétant la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 88-06 du 12 janvier 1988 modifiant et complétant la loi n° 86-12 du 12 août 1986 relative au régime des banques et du crédit ;

Vu la loi n° 88-25 du 12 juillet 1988 relative à l'orientation des investissements économiques privés nationaux ;

Vu la loi n° 88-29 du 19 juillet 1988 relative à l'exercice du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur ;

Vu la loi n° 88-34 du 31 décembre 1988 portant plan annuel pour 1989 ;

Vu le décret n° 88-167 du 6 septembre 1988 relatif aux conditions de programmation des échanges extérieurs et à la mise en place des budgets devises au profit des entreprises publiques ;

Vu le décret n° 88-201 du 18 octobre 1988 portant abrogation de toutes dispositions réglementaires conférant aux entreprises socialistes, à caractère économique, l'exclusivité d'une activité ou le monopole de la commercialisation ;

Décète :

Article 1er. — Le montant des importations prévues par le programme général du commerce extérieur pour l'année 1989 est fixé à 53 milliards de dinars.

Art. 2. — Les conditions de financement du programme général du commerce extérieur pour l'année 1989 seront précisées dans les budgets devises pour les entreprises publiques et dans les titres d'importation pour les autres opérateurs.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officielle* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 31 décembre 1988.

Kasdi MERBAH

Décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice, à titre privé, des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux.

Le chef du Gouvernement,

Vu la Constitution et notamment ses articles 115-(I) et 152 ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale.

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions du titre II de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, le présent décret fixe les conditions d'exercice, à titre privé des activités vétérinaires et de chirurgie des animaux,

Art. 2. — L'exercice de la médecine vétérinaire et de la chirurgie des animaux obéit aux conditions prévues aux articles 17 et 23 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée.

Le dossier de demande d'autorisation d'exercer comprend :

— une demande manuscrite adressée au ministre de l'Agriculture,

— une attestation d'inscription auprès des services vétérinaires officiels à l'échelon national,

— une copie conforme du diplôme de docteur vétérinaire ou d'un titre reconnu équivalent et éventuellement copie du diplôme attestant de la qualité de spécialiste,

— des certificats médicaux de médecine générale et de pneumo-phtisiologie,

— un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois.

Un récépissé de dépôt est délivré au demandeur.

Art. 3. — Le délai imparti pour répondre à la demande d'autorisation est de trois mois.

A défaut de réponse, le demandeur peut user de toutes les voies de droit.

Art. 4. — Le vétérinaire praticien dûment autorisé est tenu dans le mois qui suit son installation, de se faire enregistrer auprès des services vétérinaires officiels de la wilaya territorialement compétente en précisant le lieu d'élection de domicile personnel ou professionnel.

Art. 5. — Le vétérinaire praticien exerçant à titre privé peut disposer d'un cabinet ou d'une clinique vétérinaire.

Art. 6. — Lorsque le vétérinaire praticien est appelé à recevoir des animaux pour consultation ou pour soins ; il est tenu d'exercer sa profession dans un cabinet ou une clinique vétérinaire.

Le cabinet vétérinaire s'entend d'un local comprenant au minimum :

- un lieu de réception des animaux,
- une pièce réservée aux examens cliniques et interventions médico-chirurgicales.

La clinique vétérinaire s'entend de l'ensemble des locaux qui comprennent au minimum :

- un lieu de réception des animaux,
- une salle réservée aux examens cliniques,
- une salle réservée aux interventions chirurgicales,
- des possibilités de réanimation et d'examens radiologiques,
- des locaux destinés à l'hospitalisation où serait assurée la surveillance des animaux gardés en observation.

Art. 7. — La clientèle et le lieu d'exercice du vétérinaire praticien n'ont pas de caractère de territorialité.

Art. 8. — Le vétérinaire praticien devra apposer à la devanture de son lieu de domiciliation professionnelle, une plaque ne dépassant pas 50 cm de côté, précisant son identité légale et éventuellement :

- les qualifications professionnelles obtenues par concours, examens ou nominations officielles,
- les titres, qualifications et fonctions reconnus par l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 9. — Tout changement dans la destination des cabinets ou cliniques vétérinaires est obligatoirement porté à la connaissance des services vétérinaires officiels locaux.

Art. 10. — Plusieurs vétérinaires praticiens peuvent exercer leur profession en association.

Art. 11. — Les vétérinaires praticiens sont autorisés à détenir dans leur cabinet ou clinique vétérinaire et lors de leurs déplacements, les médicaments nécessaires à leurs activités professionnelles conformément à la législation en vigueur.

Art. 12. — Les vétérinaires praticiens sont tenus d'organiser et d'assurer dans leur cabinet ou clinique vétérinaires des permanences durant les jour fériés et de repos légaux.

Art. 13. — En cas d'absence de son cabinet ou clinique, le vétérinaire praticien est autorisé à se faire remplacer par tout confrère autorisé à exercer.

Art. 14. — Le montant des honoraires perçus par les vétérinaires praticiens exerçant à titre privé est fixé par arrêté conjoint du ministre du commerce et du ministre de l'agriculture.

Art. 15. — En application des dispositions de l'article 59 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, les vétérinaires praticiens exerçant à titre privé sont tenus de réaliser les programmes de prévention et d'éradication des maladies animales organisés par les services vétérinaires officiels.

Les rétributions dues au titre de l'alinéa ci-dessus sont fixées par l'arrêté prévu à l'article 14 ci-dessus.

Art. 16. — Conformément aux articles 20 et 28 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, les vétérinaires praticiens exerçant à titre privé peuvent être assistés par des étudiants inscrits en dernière année d'études dans un établissement de formation en médecine vétérinaire ou par un auxiliaire vétérinaire titulaire d'un diplôme national ou étranger reconnu équivalent.

Art. 17. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 31 décembre 1988.

Kasdi MERBAH.

Décret exécutif n° 88-253 du 31 décembre 1988
portant approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures liquides en Algérie conclu le 9 février 1988 à Alger entre l'entreprise nationale SONATRACH et la compagnie espagnole des pétroles « C.E.P.S.A » et du protocole relatif aux activités de recherche et de production d'hydrocarbures liquides en Algérie de la compagnie espagnole des pétroles « C.E.P.S.A » en association avec l'entreprise nationale SONATRACH, conclu à Alger le 9 février 1988 entre l'Etat et la compagnie espagnole des pétroles « C.E.P.S.A ».

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'énergie et des industries pétrochimiques ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 115-(I) et 152 ;

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national ;

Vu la loi n° 86-14 du 19 août 1986 relative aux activités de prospection, de recherche, d'exploitation et de transport par canalisation des hydrocarbures ;

Vu le décret n° 84-123 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques ;

Vu le décret n° 85-119 du 21 mai 1985 déterminant les missions générales des structures et des organes de l'administration centrale des ministères ;

1. Les ressources comprennent :

- les subventions allouées par l'Etat, les collectivités locales, les établissements ou organismes publics nationaux,
- les subventions des organisations internationales,
- le produit des prestations d'études, de recherche, de conseil, de formation, de perfectionnement ou de recyclage,
- le produit de la vente des publications,
- les pensions des élèves et les loyers, s'il y a lieu,
- Les dons et legs réglementaires acceptés.

2. Les dépenses comprennent :

- les dépenses de fonctionnement,
- les traitements, les indemnités, frais de missions, de stage et de déplacement des élèves,
- les dépenses d'équipement,
- toute autre dépense nécessaire à la réalisation des objectifs assignés à l'école.

Art. 55. — Le directeur général procède à l'engagement et au mandatement des dépenses, dans la limite des prévisions arrêtées pour chaque exercice, ainsi qu'à l'établissement des ordres de recettes.

Art. 56. — Les opérations de gestion de l'école sont soumises au contrôle des institutions publiques et organes permanents de contrôle de l'Etat ainsi qu'aux vérifications effectuées conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 57. — L'agent comptable désigné ou agréé par le ministre chargé des finances, tient, sous l'autorité du directeur général, la comptabilité de l'école, conformément aux règles de la comptabilité publique.

Il procède au paiement des dépenses et au recouvrement des recettes de l'école, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 58. — Le compte de gestion est établi par l'agent comptable de l'école qui certifie que le montant des titres à recouvrer et les mandats émis sont conformes à ses écritures.

Il est soumis, par le directeur général, au conseil d'administration, accompagné du compte administratif et d'un rapport portant sur la gestion financière de l'école.

L'ensemble de ces documents est ensuite transmis, pour approbation, au ministre chargé des finances, accompagné des observations et recommandations du conseil d'administration.

TITRE VII**DISPOSITIONS FINALES**

Art. 59. — L'ordonnance n° 74-84 du 13 septembre 1974 et le décret n° 74-184 du 13 septembre 1974 susvisés sont abrogés.

Art. 60. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 août 1990.

Mouloud HAMROUCHE.

Décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990 fixant les conditions de fabrication, de mise en vente et de contrôle des médicaments vétérinaires.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116-2° ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu le décret n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministère de l'agriculture ;

Décète :

Article 1^{er}. — Le présent décret a pour objet de définir les conditions de fabrication, de mise en vente, de contrôle et de mise sur le marché des médicaments vétérinaires.

TITRE I

**LES ETABLISSEMENTS DE PREPARATION,
DE VENTE EN GROS
ET DE DISTRIBUTION EN GROS
DES MEDICAMENTS VETERINAIRES**

Chapitre 1**Définitions**

Art. 2. — A la qualité de fabricant de médicaments vétérinaires tout médecin vétérinaire, tout pharmacien ou tout établissement mentionné à l'article 46 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée et se livrant, en vue de la vente, à la préparation totale ou partielle des médicaments vétérinaires.

A ce titre, sont considérés comme des préparations avec les obligations de contrôle y afférentes, la division, le changement de conditionnement ou de présentation des médicaments vétérinaires.

Chapitre 2

Accord préalable

Art. 3. — L'accord préalable d'entreprendre la fabrication ou la vente en gros de médicaments à usage vétérinaire, prévue à l'article 46 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée est délivré, par le ministre de l'agriculture. Cet accord est attribué après avis conforme d'une commission dont la composition et les conditions de fonctionnement sont déterminées par arrêté des ministres chargés respectivement de l'agriculture, de la santé et du commerce.

Art. 4. — Les demandes d'accord préalable sont adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, à la commission prévue à l'article ci-dessus.

Les demandes doivent préciser :

- a) l'adresse du responsable de l'établissement ;
- b) les activités projetées de l'établissement en précisant la nature et le type de médicaments et où les manipulations sont envisagées ;
- c) le nom du médecin vétérinaire ou du pharmacien responsable au sens de l'article 47 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, ainsi que la copie de son diplôme et, éventuellement, toutes les pièces justificatives de sa spécialisation ;
- d) Les statuts et toutes pièces justifiant que l'établissement est constitué, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Chapitre 3

L'autorisation administrative

Art. 5. — L'autorisation administrative prévue à l'article 46 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 est accordée lorsque le fabricant justifie auprès de la commission :

- 1) qu'il dispose des locaux, de l'outillage industriel et de l'appareillage scientifique approprié à l'ampleur des opérations envisagées ainsi que du personnel technique qualifié ;
- 2) qu'il dispose des procédés de fabrication et des méthodes de contrôle garantissant la qualité du produit fabriqué à tous les stades de sa fabrication, ainsi que la conformité des lots de fabrication ;
- 3) qu'il présente en vue de contrôle les premiers échantillons de la fabrication.

Après vérification de ces justifications, la commission propose au ministre chargé de l'agriculture, l'octroi de l'autorisation administrative au demandeur. Cette autorisation donne droit à son titulaire à la fabrication industrielle de médicaments.

Art. 6. — En cas de modification à l'aménagement de l'établissement, une déclaration doit être adressée, sous pli recommandé, avec accusé de réception, au secrétariat de la commission prévue à l'article 3.

La déclaration doit préciser les modifications réalisées. Elle est accompagnée d'un plan côté et de toutes explications relatives à leur nouvelle utilisation.

Si les modifications comportent l'utilisation des locaux non décrits dans la demande d'autorisation de fabrication, la déclaration est accompagnée du plan côté des locaux de toutes pièces établissant que le médecin vétérinaire, le pharmacien ou la société exploitante est propriétaire ou locataire.

Art. 7. — Si dans le délai de deux (2) ans qui suit la notification de l'autorisation, l'établissement ne fonctionne pas, cette autorisation devient caduque.

Toutefois, sur justification produite avant l'expiration dudit délai, celui-ci peut être prorogé après décision du ministre de l'agriculture.

Art. 8. — Dans le cas où l'établissement cesse définitivement son activité à l'adresse indiquée dans l'autorisation de fabrication, cette autorisation devient caduque.

Art. 9. — En cas d'infraction aux dispositions des articles mentionnés ci-dessus, le ministre de l'agriculture, après avis de la commission prévue à l'article 3 du présent décret prononce la suspension ou la suppression de l'autorisation administrative citée à l'article 46 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée.

Chapitre 4

Conditions d'exercice des médecins vétérinaires et pharmaciens responsables des établissements de préparation, de vente en gros et de distribution en gros des médicaments vétérinaires

Art. 10. — En application de l'article 47 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, dans les établissements de préparation de vente en gros et de distribution en gros des médicaments vétérinaires, à l'exception de ceux fabricant les aliments médicamenteux, le médecin vétérinaire ou le pharmacien responsable doit :

— organiser et surveiller la qualité de la fabrication à tous les stades, le conditionnement, le stockage, le contrôle et la délivrance des médicaments vétérinaires ainsi que la publicité les concernant ;

— signer les demandes d'autorisation de mise sur le marché des médicaments ;

— exercer l'autorité sur les médecins vétérinaires ou pharmaciens assistants attachés à l'établissement ;

— signaler aux autres dirigeants de l'établissement les difficultés inhérentes aux conditions d'exploitation qui sont de nature à faire obstacle à l'exercice de ses attributions.

Art. 11. — Le médecin vétérinaire ou le pharmacien responsable de l'établissement doit exercer personnellement sa profession.

Il peut déléguer une partie de ses obligations législatives et réglementaires relatives aux médicaments vétérinaires à des médecins vétérinaires ou aux pharmaciens assistants ; ceux-ci assument l'ensemble des obligations dont ils ont la charge, sans préjudice de la responsabilité du médecin vétérinaire ou pharmacien visé à l'article 4, alinéa c) du présent décret.

Art. 12. — Le médecin vétérinaire ou le pharmacien de l'établissement dont il a la charge doit s'assurer que les conditions de fonctionnement offrent toutes garanties pour la santé publique.

Il doit notamment :

1) veiller à ce que les opérations autorisées s'effectuent dans les conditions sanitaires irréprochables tant en ce qui concerne les personnes que les locaux et le matériel ;

2) veiller à ce que les locaux ne servent pas à d'autres fins que les activités autorisées ;

3) veiller personnellement ou confier aux assistants désignés à l'article 11 ci-dessus, la surveillance effective des opérations suivantes :

- * achats et contrôle des matières premières,
- * opérations de fabrication et tenue d'un registre de fabrication,
- * contrôle des médicaments vétérinaires fabriqués,
- * préparation des commandes,
- * magasinage, vente et délivrance des médicaments ;

4) prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les substitutions ou les souillures des matières premières des produits semi-fabriqués et des produits finis.

Art. 13. — Dans le cas où un désaccord portant sur l'application des règles édictées dans l'intérêt de la santé publique, oppose un organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance au médecin vétérinaire ou au pharmacien responsable, celui-ci doit en informer la commission visée à l'article 3 du présent décret.

Art. 14. — Le médecin vétérinaire ou pharmacien responsable, ainsi que leurs assistants doivent pouvoir justifier, à tout moment, que tous les produits qu'ils utilisent, préparent et distribuent sont conformes aux caractéristiques auxquelles ils doivent répondre et qu'il a été procédé aux contrôles nécessaires.

Art. 15. — En cas d'absence ou d'empêchement du médecin vétérinaire ou du pharmacien responsable, le remplacement est assuré par l'un des assistants cité à l'article 11 ci-dessus, dans les conditions fixées ci-après :

— le remplaçant s'engage par écrit à assumer la responsabilité visée par l'article 47 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée ;

— le remplacement ne peut excéder une année, sauf dans le cas du service national ;

— Dans tous les cas où le remplacement dépasse trente (30) jours consécutifs, le responsable de l'établissement doit faire connaître, par lettre recommandée, à la commission prévue à l'article 3 ci-dessus, les nom, adresse et qualité du remplaçant.

Art. 16. — Dans les établissements qui fabriquent, à l'exclusion de tous autres médicaments vétérinaires, des aliments médicamenteux à partir de prémélanges autorisés, la surveillance de la fabrication est assurée par un médecin vétérinaire ou un pharmacien lié par convention à l'établissement.

Celui-ci procède, au moins deux (2) fois par mois, à une visite des locaux de fabrication et au contrôle du registre de fabrication dont la tenue est obligatoire dans chaque établissement, et sur lequel il appose son visa. Il vérifie que les délivrances d'aliments médicamenteux faites par l'établissement correspondent aux prescriptions vétérinaires qui sont tenues à sa disposition.

TITRE II

L'AUTORISATION DE MISE SUR LE MARCHÉ

Chapitre 1

Procédure de la demande d'autorisation de mise sur le marché

Art. 17. — Toute demande d'autorisation de mise sur le marché d'un des médicaments vétérinaires mentionnés à l'article 31 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, doit être adressée, en trois (3) exemplaires au ministre chargé de l'agriculture.

A cette demande, doivent être joints les renseignements et les documents suivants :

1) le nom et l'adresse du responsable de la mise sur le marché ainsi que ceux du pharmacien ou vétérinaire responsable ; lorsque le responsable de la mise sur le marché ne fabrique pas le médicament vétérinaire, le nom et l'adresse du fabricant ;

2) la dénomination du médicament vétérinaire qui peut être un nom de fantaisie, la dénomination commune assortie ou non d'une marque ou du nom du fabricant, la dénomination scientifique ou la formule assortie ou nom d'une marque ou du nom du fabricant ;

3) la forme pharmaceutique et la contenance des modèles destinés à la vente ;

4) la composition qualitative et quantitative intégrale du médicament vétérinaire, énoncée en termes usuels à l'exclusion des formules chimiques brutes et avec recours à la dénomination principale retenue par la pharmacopée à laquelle il est fait référence, ou à la dénomination commune internationale recommandée par l'Organisation mondiale de la santé, dans le cas où une telle dénomination existe, ou la dénomination scientifique exacte.

Pour les produits biologiques, la composition en substances utiles pourra être complétée par les résultats d'un titrage biologique exprimé en unités internationales quand elles existent.

5) la nature et la composition du récipient.

6) les modes et voies d'administration, les indications thérapeutiques, les contre-indications et effets secondaires avec, pour les prémélanges évoqués à l'article 31 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, les taux et procédés de dilution ;

7) la posologie pour les différentes espèces animales auxquelles le médicament vétérinaire est destiné.

8) la durée de conservation proposée ;

9) les mesures de précaution et de sécurité à prendre lors de l'emploi du médicament, s'il y a lieu ;

10) le temps d'attente tel que défini au second alinéa de l'article 34 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée ou l'indication qu'aucun temps d'attente n'est nécessaire ;

11) la désignation des lieux de fabrication, de contrôle et de conditionnement ;

12) pour les médicaments importés, un document duquel il ressort que le fabricant est autorisé dans son pays à produire et à commercialiser des médicaments vétérinaires ;

13) l'autorisation de mise sur le marché obtenue pour ce médicament vétérinaire dans un pays tiers ;

14) le texte de l'étiquetage ou de son projet.

Art. 18. — A chaque exemplaire de la demande, doit être joint un dossier composant :

1) la description du mode et des conditions de fabrication du médicament vétérinaire et la formule de préparation ;

2) la description des méthodes de contrôle utilisées par le fabricant notamment : analyse qualitative et quantitative des composants et du produit fini, essais particuliers par exemple essais de stérilité, essais pour la recherche des substances pyrogènes, des métaux lourds, essais de stabilité, essais biologiques et de toxicité, contrôle sur les produits intermédiaires de la fabrication

3) les résultats des contrôles :

- * analytiques (physico-chimiques, biologiques, microbiologiques),
- * toxicologiques et pharmacologiques,
- * et cliniques.

accompagnés des renseignements relatifs à l'identité et aux qualifications techniques ou professionnelles des experts ou spécialistes ayant réalisé ces contrôles.

Art. 19. — Le compte rendu des contrôles analytiques visés ci-dessus décrit les résultats qualitatifs et quantitatifs obtenus par un spécialiste et doit faire assortir la conformité du produit à la composition déclarée tout en indiquant la valeur des méthodes de contrôle utilisées.

Ces observations portent notamment sur :

1) la description du mode de préparation et la formule intégrale du médicament ainsi que les changements qui ont pu être apportés à cette formule en cours d'expérimentation ;

2) le protocole détaillé des techniques utilisées par le fabricant en ce qui concerne le contrôle des matières premières et du produit fini, avec les méthodes d'identification et de dosage du ou des principes actifs et des constituants de l'excipient éventuellement ;

3) les résultats obtenus par le spécialiste en ce qui concerne le point 2 ci-dessus, l'interprétation de ces résultats et les limites extrêmes d'acceptation ;

4) La description des essais de stabilité ayant permis de déterminer la durée proposée de conservation.

Art. 20. — Les comptes rendus des essais toxicologiques et pharmacologiques doivent mettre en évidence :

1) les limites de toxicité du médicament et ses effets dangereux ou indésirables éventuels dans les conditions d'emplois prévues chez l'animal, ceux-ci devant être estimés en fonction de la gravité de l'état pathologique ;

2) les propriétés pharmacologiques constatées en relation qualitative et quantitative avec l'emploi préconisé chez l'animal. Les essais doivent porter plus particulièrement sur le métabolisme des principes actifs chez les animaux d'expérience et notamment sur le mode et la durée d'élimination desdits principes actifs ;

3) dans quelle mesure et pendant combien de temps après administration du médicament vétérinaire dans les conditions normales d'emplois, les produits alimentaires provenant des animaux traités contiennent des résidus pouvant présenter des dangers pour la santé du consommateur ou des inconvénients pour la transformation industrielle des denrées alimentaires, et ce, en vue de la vérification du temps d'attente indiqué.

Art. 21. — Les comptes rendus des essais cliniques comprennent le relevé de chaque observation, le cas échéant, la description détaillée des échecs rencontrés en cours d'expérimentation et les conclusions relatives notamment :

- 1) à l'innocuité dans les conditions normales d'emploi ;
- 2) à la posologie et à la durée de traitement et de la période d'observation ;
- 3) aux indications et à l'effet thérapeutique ;
- 4) aux contre-indications, aux effets secondaires indésirables, aux interactions constatées éventuellement avec d'autres médicaments ou additifs alimentaires ;
- 5) aux conditions normales et particulières de prescription, de délivrance et d'emploi ;
- 6) aux risques de surdosage.

Dans la mesure du possible, les essais cliniques doivent être conduits en utilisant des animaux témoins (essais contrôlés) ; si cela se justifie économiquement, il y a lieu de comparer l'effet thérapeutique obtenu tant avec celui d'un placebo qu'avec une absence de traitement et/ou avec celui d'un médicament déjà appliqué dont l'effet thérapeutique est connu.

Tous les résultats obtenus, tant positifs que négatifs, doivent être indiqués.

Art. 22. — Par dérogation aux dispositions de l'article 18 :

1) lorsque la demande porte sur une modification de l'autorisation de mise sur le marché, le ministre de l'agriculture peut dispenser le demandeur de produire certaines des indications ou justifications exigées par l'article 18, s'il apparaît que celles-ci sont manifestement sans objet ;

2) une documentation bibliographique relative aux essais toxicologiques, pharmacologiques et cliniques, ainsi qu'aux indications sur le temps d'attente peut tenir lieu de la présentation des résultats y afférents lorsqu'il s'agit :

a) d'un médicament vétérinaire déjà exploité ayant été expérimenté d'une manière suffisante sur l'animal pour que ses effets, y compris les effets secondaires, soient déjà connus et figurent dans la documentation bibliographique,

b) d'un médicament vétérinaire nouveau dont la composition en principes actifs est identique à celle d'un médicament satisfaisant aux conditions précédentes,

c) d'un médicament vétérinaire nouveau renfermant uniquement des composants connus, déjà associés en proportion comparable dans les médicaments suffisamment expérimentés et exploités ;

3) en ce qui concerne un médicament vétérinaire renfermant des composants connus mais qui n'ont pas encore été associés dans un but thérapeutique, les essais concernant ces composants pris isolément, à l'exclusion des essais portant sur l'association, peuvent être remplacés par la documentation bibliographique. Lorsque le demandeur fait appel à une bibliographie étrangère, elle doit être accompagnée de sa traduction dans la langue exigée par l'organisme d'homologation ;

4) les aliments médicamenteux ne sont pas soumis à la procédure d'autorisation de mise sur le marché dans la mesure où ils sont fabriqués à partir de prémélanges médicamenteux ayant reçu cette autorisation et en respectant les conditions de fabrication fixées pour ce prémélange.

Art. 23. — Lors du dépôt de la demande, les échantillons du produit fini sont remis en quantité suffisante en vue de contrôles par les laboratoires officiels de l'Etat ou tout autre laboratoire désigné à cet effet, ou en vue d'expertise.

Art. 24. — Le montant de la redevance perçue par l'autorité vétérinaire nationale prévue à l'article 35 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée est de 2500 DA sauf dans les cas prévus à l'article 22-1 du présent décret, pour lesquels le montant fixé est réduit à 1500 DA.

Le montant est de 1000 DA dans le cas de changement de titulaire d'autorisation de mise sur le marché conformément aux dispositions de l'article 30 ci-après.

Le montant des frais complémentaires résultant de l'instruction des demandes d'autorisation de mise sur le marché, notamment les frais d'expertises, d'enquête et de contrôle est établi par le ministre de l'agriculture pour être perçu par l'autorité vétérinaire nationale.

Chapitre 2

Instruction de la demande d'autorisation de mise sur le marché

Accord - renouvellement - suspension ou suppression

Art. 25. — L'autorisation de mise sur le marché est accordée par décision du ministre de l'agriculture.

La décision précise si le médicament vétérinaire relève des dispositions combinées des articles 41 et 42 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée.

Avant de prendre sa décision, le ministre ordonne toutes mesures d'instruction qu'il juge nécessaire.

— Il peut soumettre le médicament au contrôle d'un laboratoire désigné à cet effet pour s'assurer que les méthodes de contrôle utilisées par le fabricant et décrites dans le dossier, conformément à l'article 18, point 2, sont satisfaisantes, ainsi que pour vérifier la conformité de la formule du médicament à celle annoncée par le fabricant.

— Il peut soumettre le médicament à la réalisation d'expertises par des experts nationaux, conformément aux dispositions de l'article 37 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée.

Le rôle des experts est de vérifier, dans la discipline dont ils relèvent, la conformité des résultats qu'ils obtiennent avec ceux présentés dans le dossier du demandeur, tel que défini aux articles 19, 20 et 21 du présent décret.

— Il peut exiger du demandeur qu'il complète son dossier en application des dispositions du présent décret.

— En ce qui concerne les sérums et vaccins vétérinaires, l'instruction comporte éventuellement un contrôle d'échantillons par un laboratoire d'Etat et, éventuellement, une étude sur place des conditions de fabrication et de contrôle.

— Le ministre se prononce dans un délai de cent vingt (120) jours à compter de la date de présentation du dossier complet. Dans les cas exceptionnels, ce délai peut être prorogé pour une période de quatre vingt dix (90) jours. Notification en est faite au demandeur avant l'expiration dudit délai.

Lorsque le ministre ordonne une expertise ou demande à l'intéressé de compléter son dossier, ces délais sont suspendus jusqu'à ce que les données complémentaires requises aient été fournies. De même, ces délais sont suspendus du temps laissé, le cas échéant, au demandeur pour s'expliquer oralement ou par écrit.

Art. 26. — Sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 40 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, le ministre refuse l'autorisation de mise sur le marché lorsqu'il apparaît :

1) que le médicament est nocif dans les conditions normales d'emploi indiquées lors de la demande d'autorisation ;

2) que l'effet thérapeutique fait défaut ou est insuffisamment justifié sur l'espèce animale concernée ;

3) que le médicament vétérinaire n'a pas la composition qualitative et quantitative déclarée ;

4) que le ou les temps d'attente indiqués par le demandeur sont insuffisants, soit pour satisfaire aux dispositions de l'article 34, ant-dernier alinéa de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, soit pour permettre la transformation éventuelle de ces denrées, ou sont insuffisamment justifiés ;

5) que les moyens mis en œuvre pour appliquer la méthode de fabrication et les procédés de contrôle ne sont pas de nature à garantir la qualité du produit au stade de la fabrication en série ;

6) que la documentation et les renseignements fournis à l'appui de la demande ne satisfont pas aux dispositions du présent décret.

Le ministre de l'agriculture refuse également l'autorisation de mise sur le marché lorsqu'il apparaît, après enquête, que les renseignements fournis en application de l'article 17, point 1, 10 et 11 sont inexacts.

La demande d'autorisation n'est rejetée qu'après que le demandeur ait été invité à fournir ses explications.

La décision de rejet est notifiée à l'intéressé avec les motifs qui la justifient.

Art. 27. — Nonobstant les dispositions des articles 38 et 39 du présent décret, l'autorisation prévue à l'article 25, peut être assortie de l'obligation pour le responsable de la mise sur le marché, de mentionner sur le récipient et/ou sur l'emballage extérieur et sur la notice d'autres mentions essentielles pour la sécurité ou pour la protection de la santé y compris les précautions particulières d'emploi et autres avertissements résultant des essais cliniques et pharmacologiques prévus à l'article 18, point 3 ou qui, après la commercialisation, résultent de l'expérience acquise lors de l'emploi du médicament vétérinaire.

L'autorisation peut être assortie de l'obligation d'introduire une substance de marquage dans le médicament vétérinaire.

Art. 28. — Pour les médicaments vétérinaires importés, l'autorisation prévue à l'article 25 est assortie, pour son titulaire, de l'obligation de justifier pour chaque lot importé, l'exécution des contrôles pratiqués sur le produit fini et/ou sur les composants et les produits intermédiaires de la fabrication, selon les méthodes décrites dans le dossier.

Art. 29. — Le responsable de la mise sur le marché doit immédiatement transmettre au ministre de l'agriculture tout élément nouveau qui pourrait entraîner une modification des renseignements et documents présentés à l'article 17 ou un complément d'instruction et notamment, toute interdiction et restriction imposée par les autorités compétentes des pays où le médicament vétérinaire est sur le marché.

Le responsable de la mise sur le marché doit modifier la méthode de contrôle prévue à l'article 18, point 2, en fonction de l'avancement technique et du progrès de la science, lorsqu'une telle modification est nécessaire pour permettre un contrôle plus sûr du médicament vétérinaire.

Le responsable de la mise sur le marché doit immédiatement transmettre au ministre de l'agriculture, pour autorisation éventuelle, toute modification qu'il se propose d'apporter aux renseignements et documents prévus à l'article 17.

Art. 30. — Tout changement du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché est subordonné à une décision du ministre de l'agriculture.

La demande comprend, outre les mentions prévues aux points 1, 10 et 13 de l'article 17 :

a) l'accord du titulaire de l'autorisation ;

b) l'engagement du pharmacien ou du médecin vétérinaire responsable de se soumettre à l'ensemble des conditions auxquelles a été subordonnée l'autorisation de mise sur le marché et notamment de respecter les méthodes de fabrication et de contrôle.

Dans le cas de fusion ou d'apport partiel d'actif, les sociétés intéressées peuvent déposer une demande de transfert des autorisations de mise sur le marché, avant que la fusion ou l'apport ne soit définitivement réalisé. Elles fournissent à l'appui de leur demande, le protocole d'accord de principe concernant la fusion ou l'apport.

Le transfert est accordé sous la condition suspensive de sa réalisation définitive qui doit être notifiée au ministre de l'agriculture.

En cas de silence de l'administration, le transfert est réputé être autorisé à l'expiration d'un délai de deux (2) mois.

Art. 31. — L'autorisation de mise sur le marché a une durée de validité de cinq (5) ans, renouvelable par période quinquennale conformément aux dispositions de l'article 32 ci-dessous.

Le ministre de l'agriculture peut, par décision motivée, suspendre, pour une période ne pouvant excéder un (1) an, ou supprimer cette autorisation.

Dans les deux (2) cas, il peut interdire la distribution du médicament vétérinaire concerné, notamment lorsqu'il apparaît :

1) que le médicament vétérinaire est nocif dans les conditions d'emploi indiquées lors de la demande d'autorisation de mise sur le marché ou ultérieurement ;

2) que l'effet thérapeutique du médicament vétérinaire fait défaut sur l'espèce animale qui a fait l'objet du traitement ;

3) que le médicament vétérinaire n'a pas la composition qualitative et quantitative déclarée ;

4) que le temps d'attente indiqué est insuffisant pour que les denrées alimentaires provenant de l'animal traité ne contiennent pas de résidus pouvant présenter des dangers pour la santé du consommateur ;

5) que les renseignements figurant dans le dossier sont erronés ;

6) que les obligations visées à l'article 27 n'ont pas été respectées ;

7) qu'une autre exigence ou obligation relative à l'octroi de l'autorisation de mise sur le marché n'a pas été respectée.

La suspension, sauf en cas d'urgence et la suppression de l'autorisation n'interviennent qu'après que le titulaire de l'autorisation ait été invité à fournir ses explications.

La décision de suppression fait l'objet de toutes les mesures de publicité que le ministre juge nécessaire d'ordonner.

Lorsque l'autorisation est suspendue ou supprimée, le titulaire doit prendre immédiatement toutes dispositions utiles, notamment auprès des détenteurs de stocks, pour faire cesser la distribution du médicament en cause.

Art. 32. — L'autorisation de mise sur le marché est renouvelable sur demande du titulaire, présentée au plus tard quatre vingt dix (90) jours avant la date d'expiration fixée en application de l'article 40 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée.

Elle n'est renouvelée que si le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché atteste qu'aucune modification n'est intervenue dans les éléments produits à l'appui de la demande d'autorisation.

L'autorisation n'est pas renouvelée s'il est apparu que l'effet thérapeutique fait défaut ou que, dans les conditions d'emploi indiquées pour le médicament, les denrées alimentaires provenant de l'animal traité peuvent présenter un danger pour le consommateur.

Si aucune décision n'est notifiée ou si aucune demande de justification complémentaire n'est adressée au demandeur dans un délai de quatre vingt dix (90) jours suivant la réception de sa demande, l'autorisation est considérée comme renouvelée à l'expiration du délai.

TITRE III

EXPERTISES DES MEDICAMENTS
VETERINAIRES

Art. 33. — La liste des experts agréés prévus à l'article 37 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée est dressée par le ministre de l'agriculture.

Les experts sont agréés après qu'ils aient fait acte de candidature auprès du ministre de l'agriculture en accompagnant leur demande de tous documents justificatifs relatifs à leurs qualifications et leur expérience professionnelles.

Le ministre de l'agriculture répartit les experts entre les différentes sections en fonction de leurs disciplines respectives.

Les experts ne peuvent effectuer d'expertises qu'au titre de la ou des disciplines afférentes aux sections auxquelles ils sont rattachés.

Art. 34. — L'autorité vétérinaire compétente doit fournir aux experts tous renseignements concernant :

- a) la formule intégrale du médicament soumis à l'expertise ;
- b) la nature des expertises demandées ;
- c) les propriétés soumises à la vérification ;
- d) les références bibliographiques sur les produits entrant dans la composition du médicament ;
- e) les conditions d'utilisation envisagée.

L'autorité vétérinaire compétente doit fournir aux experts les comptes-rendus des essais réalisés par ailleurs et inclus dans le dossier du demandeur.

Dans le cas où plusieurs expertises sont demandées pour un même médicament vétérinaire, l'autorité compétente doit fournir les conclusions de l'expertise analytique aux autres experts et mettre en relation experts cliniciens et experts toxicologues-pharmacologues en vue de leur permettre de poursuivre leurs essais respectifs en liaison étroite.

Tout expert peut refuser de participer à une expertise.

Art. 35. — Les produits remis aux experts et ceux qui sont utilisés pour la réalisation d'essais comparatifs doivent avoir fait l'objet, pour chaque lot de fabrication, des contrôles analytiques nécessaires pour en garantir la qualité.

L'autorité vétérinaire compétente conserve des échantillons des lots remis aux experts.

L'étiquetage de ces produits comporte : la composition quantitative en principes actifs, le numéro de lot de fabrication, le nom du fabricant et la mention « ce produit est réservé aux essais ».

Art. 36. — Le programme de chaque expertise est déterminé par l'autorité vétérinaire compétente et l'expert.

Dans le cas d'un essai relatif à la recherche des effets thérapeutiques d'un médicament vétérinaire, l'expert signale à l'autorité vétérinaire :

- la date probable de son exécution ;
- le ou les lieux où il sera réalisé.

L'expert doit indiquer à l'autorité vétérinaire compétente toute difficulté qui pourrait survenir à l'occasion des essais ou entraver leur déroulement.

Dans tous les cas, les experts doivent veiller à ce que ne puisse être livrées à la consommation des denrées alimentaires provenant d'animaux utilisés pour les essais, si elles peuvent être dangereuses pour la santé humaine et animale.

TITRE IV

PRESENTATION ET ETIQUETAGE
DES MEDICAMENTS VETERINAIRES

Art. 37. — Le récipient, l'emballage extérieur et, éventuellement, la notice des médicaments vétérinaires préfabriqués, des spécialités pharmaceutiques vétérinaires et des prémélanges pour aliments médicaments doivent porter, sauf dérogation accordée lors de la délivrance de l'autorisation de mise sur le marché, les indications suivantes en caractères lisibles :

- 1) la dénomination du médicament vétérinaire telle que prévue à l'article 17, point 2 ;
- 2) la forme pharmaceutique ;
- 3) la composition qualitative et quantitative en principes actifs par unité de prise ou en pourcentage selon la forme pharmaceutique, avec éventuellement, indication des substances de marquage ;
- 4) les espèces animales auxquelles le médicament vétérinaire est destiné, le mode et la voie d'administration, les contre-indications, les taux et produits de dilution pour les prémélanges ;
- 5) le temps d'attente, même s'il est égal à zéro, pour les médicaments vétérinaires à administrer aux animaux destinés à la consommation humaine ;
- 6) le nom et l'adresse du responsable de la mise sur le marché et, le cas échéant, du fabricant ;
- 7) la date de péremption ;
- 8) le numéro de l'autorisation de mise sur le marché ;

- 9) le numéro du lot de fabrication ;
- 10) le nombre d'unités thérapeutiques ou, à défaut, la contenance du récipient ;
- 11) les précautions particulières de conservation, s'il y a lieu ;
- 12) selon le cas, l'une des trois (3) mentions suivantes ;

a) « usage vétérinaire » pour les médicaments vétérinaires non visés par l'article 41 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée,

b) « usage vétérinaire, à ne délivrer que sur ordonnance » pour tous les médicaments vétérinaires visés à l'article 41,

c) « usage vétérinaire, à ne délivrer que sur ordonnance » auquel on adjoint « devant être conservé pendant la durée du temps d'attente du médicament », dans la mesure où cette mention est imposée lors de l'attribution de l'autorisation de mise sur le marché. Ceci concerne notamment les médicaments visés par l'article 41, points c, e, f et g.

Art. 38. — Lorsque le médicament est présenté en ampoules ou autres petits récipients, les indications visées à l'article 41 sont à mentionner sur les emballages extérieurs. Sur les ampoules, ou lesdits récipients, seules les indications suivantes sont nécessaires :

- la dénomination du médicament,
- la quantité de principes actifs,
- la voie d'administration,
- le numéro du lot de fabrication,
- la date de péremption,
- la mention « usage vétérinaire ».

TITRE V

DISTRIBUTION AU DETAIL DES MEDICAMENTS VETERINAIRES

Art. 39. — Les établissements de préparation, de vente en gros ou de distribution en gros de médicaments vétérinaires ne sont pas autorisés à livrer au public les médicaments vétérinaires définis à l'article 31 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, sauf en ce qui concerne les médicaments fournis aux groupements dans les conditions fixées à l'article 50 de la même loi.

Les dispositions du présent article ne concernent pas les aliments médicamenteux.

Art. 40. — Conformément aux dispositions de l'article 188 de la loi n° 85-05 du 16 février 1985, la distribution au détail des médicaments vétérinaires est assurée par :

- les pharmaciens au niveau de leur officine,
- les unités spécialisées dans la vente au détail des médicaments à usage vétérinaire placées sous la responsabilité d'un médecin vétérinaire.

Ces vétérinaires perdent le droit de prescription des médicaments.

Toutefois, les médecins vétérinaires sont habilités, dans le cadre de leur activité de soins, à détenir et délivrer les médicaments vétérinaires à condition qu'ils les administrent eux-mêmes aux animaux.

TITRE VI

DISPOSITIONS PARTICULIERES A CERTAINS PRODUITS

Art. 41. — En application des dispositions de l'article 52 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, l'ordonnance rédigée par un médecin vétérinaire en vue de la délivrance des médicaments visés aux points c, e, f et g de l'article 41 de la même loi, comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- le nom et adresse du prescripteur,
- la date de prescription,
- le nom, prénom et adresse du détenteur du ou des animaux,
- les moyens d'identification des animaux : espèce, âge, sexe, signalement et numéro matricule,
- le nom ou la formule du médicament ; pour les aliments médicamenteux, le détail des composants du support alimentaire n'est pas exigé ;
- la voie d'administration, le point d'innoculation ou d'implantation, le temps d'attente,
- la mention « renouvellement interdit ».

En cas de cession du ou des animaux par des détenteurs successifs pendant le temps d'attente du médicament, l'ordonnance doit être transmise à chaque nouvel acquéreur et conservée par lui durant cette période. En cas de pluralité de détenteurs d'animaux ayant fait l'objet d'une même ordonnance, une copie de celle-ci doit être remise à chaque nouvel acquéreur et conservée par lui durant la même période.

Les dispositions du présent article s'appliquent au cas où la délivrance par les médecins vétérinaires s'effectue sous forme d'administration directe du médicament à l'animal.

Art. 42. — Lors de la délivrance des médicaments vétérinaires prescrits conformément aux dispositions de l'article précédent, les mentions qui doivent être portées sur le registre, ou ordonnancier, prévu à l'article 53 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, sont les suivantes :

- un numéro d'ordre (numéro d'inscription de l'ordonnance à l'ordonnancier),
- les noms, prénoms et adresses du client,
- la quantité délivrée,
- le nom du prescripteur,
- la date à laquelle les substances ont été remises.

Le pharmacien ou le médecin vétérinaire reporte immédiatement sur l'ordonnance le numéro d'ordre sous lequel la délivrance a été enregistrée et il accompagne cette mention de ses noms et adresse et de la date de délivrance.

Art. 43. — Aucun prémélange médicamenteux ne peut être délivré au public. Il ne peut être utilisé pour la fabrication d'aliments médicamenteux s'il n'a pas reçu, au préalable, l'autorisation prévue à l'article 25 du présent décret.

Cette autorisation comporte les conditions techniques que doit respecter le fabricant d'aliments médicamenteux, ainsi que les modalités d'emploi de ces médicaments.

Les prémélanges médicamenteux peuvent être délivrés aux fabricants d'aliments et utilisés uniquement sur prescription vétérinaire pour la préparation d'aliments médicamenteux dans les conditions fixées à l'article suivant.

Art. 44. — La prescription des aliments médicamenteux en vue de leur délivrance dans les conditions prévues à l'article 39 est établie en trois (3) exemplaires au moins. Deux (2) exemplaires sont remis à l'éleveur afin d'être présentés à l'établissement fabricant. L'un (1) de ces exemplaires est conservé au siège de l'établissement pendant une durée de trois (3) ans ; l'autre est restitué à l'éleveur lors de la livraison de l'aliment médicamenteux. Un (1) exemplaire est conservé par le vétérinaire prescripteur dans les conditions prévues à l'article 53 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée.

Art. 45. — La préparation extemporanée des aliments médicamenteux peut être effectuée par un (ou sous contrôle d'un) médecin vétérinaire tel que désigné à l'article 17 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, au moyen d'installations dont dispose l'utilisateur, agréées à cet effet dans des conditions fixées par voie réglementaire.

L'agrément ne peut être donné qu'aux installations permettant, dans les conditions de fonctionnement prévues par le constructeur, la réalisation d'un mélange homogène et l'élimination complète des lots préparés.

Dans tous les cas, une prescription devra être obligatoirement remise à l'éleveur comportant la formule de l'aliment médicamenteux ainsi que les indications prévues à l'article 41.

Art. 46. — Les aliments médicamenteux, qu'ils soient préparés à l'avance par un fabricant d'aliments ou extemporanément par un médecin vétérinaire exerçant dans les conditions prévues à l'article 17 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée sont présentés dans des sacs de couleur violette portant imprimée sur les deux (2) faces en lettres très apparentes de quatre (4) centimètres de hauteur au moins, la mention « Aliment médicamenteux ».

S'appliquent, en outre, aux aliments médicamenteux les règles d'étiquetage prévues tant pour les aliments des animaux que pour les médicaments vétérinaires.

Lorsque l'aliment est livré en vrac pour être entreposé dans des silos, une étiquette de couleur bleue portant les mentions prévues à l'article 37 et aux deux (2) premiers alinéas du présent article, est apposée sur chaque cellule du véhicule transporteur, une cellule ne pouvant contenir qu'un seul aliment médicamenteux destiné à un même lot d'animaux.

Une étiquette identique, destinée à être apposée sur le silo, accompagne le bon de livraison ou la facture.

TITRE VII

REGLEMENTATION DE LA PUBLICITE

Art. 47. — La publicité en faveur des médicaments vétérinaires n'est autorisée auprès des personnes physiques ou morales habilitées à distribuer les médicaments vétérinaires que pour les médicaments vétérinaires qu'elles sont autorisées à prescrire ou à délivrer.

Art. 48. — La publicité en faveur des médicaments vétérinaires auprès du public est autorisée. Toutefois, elle est interdite pour les médicaments qui doivent être prescrits sur ordonnance, en application de l'article 43 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée.

Art. 49. — Toute publicité en faveur des médicaments vétérinaires doit comporter au moins les renseignements ci-après :

- 1) le nom du médicament ;
- 2) le nom et l'adresse du responsable de la mise sur le marché et, lorsque celui-ci ne fabrique pas le médicament, le nom et l'adresse du fabricant ;
- 3) la composition quantitative en principes actifs ;
- 4) le classement de la spécialité au regard du régime des substances vénéneuses ;
- 5) le numéro et la date de l'autorisation de la mise sur le marché ;
- 6) les indications thérapeutiques, contre-indications et effets secondaires figurant à la décision d'autorisation de mise sur le marché ;

7) toutes indications utiles sur la posologie selon les espèces animales auxquelles le médicament est destiné ;

8) éventuellement, l'indication du temps d'attente ;

9) les mentions imposées par la décision d'autorisation de mise sur le marché.

Art. 50. — Est subordonnée à une autorisation préalable du ministre de l'agriculture, la publicité sous quelque forme que ce soit en faveur des médicaments présentés comme favorisant le diagnostic, la prévention ou le traitement des maladies contagieuses animales à déclaration obligatoire.

Art. 51. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 août 1990.

Mouloud HAMROUCHE.

Décret exécutif n° 90-241 du 4 août 1990 fixant les modalités d'application de l'article 96 de la loi n° 89-26 du 31 décembre 1989 portant loi de finances pour 1990, relatif à la taxe forfaitaire annuelle sur les licences de débits de boissons alcoolisées.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'économie ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 89-26 du 31 décembre 1989 portant loi de finances pour 1990 et notamment son article 96 ;

Décète :

Article 1^{er}. — Les tarifs de la taxe annuelle forfaitaire sur les licences de débits de boissons alcoolisées instituée par l'article 96 de la loi de finances pour 1990 sont fixés, par catégorie, suivant le tableau ci-après :

CATEGORIES	DESIGNATION DES LICENCES	MONTANT DE LA TAXE
I	Licence de débit de boissons alcoolisées à emporter	2.000 DA
II	Grande licence restaurant classé deux (2) étoiles et moins	4.000 DA
III	Licence de débit de boissons alcoolisées à consommer sur place des établissements classés deux (2) étoiles et moins	6.000 DA
IV	Grande licence restaurant classé trois (3) étoiles et plus	8.000 DA
V	Licence de débit de boissons alcoolisées à consommer sur place des établissements classés trois (3) étoiles et plus	10.000 DA

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 août 1990.

Mouloud HAMROUCHE.

Décret exécutif n° 91-52 du 23 février 1991 portant changement de nom de la commune de Tadmaya située sur le territoire de la wilaya d'Aïn Témouchent.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 84-79 du 3 avril 1984 fixant les noms et chefs lieux de wilayas ;

Décète :

Article 1^{er}. — La commune de Tadmaya, située sur le territoire de la wilaya d'Aïn Témouchent, s'appellera désormais : « Sidi Ouriach ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 février 1991.

Mouloud HAMROUCHE.

« »

Décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 relatif aux conditions d'hygiène lors du processus de la mise à la consommation des denrées alimentaires.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'économie, du ministre de la santé, du ministre de l'industrie et des mines et du ministre de l'agriculture ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116, alinéa 2 ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu la loi n° 89-23 du 19 décembre 1989 relative à la normalisation ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

Décète :

Article 1^{er}. — Le présent décret a pour objet de fixer les conditions générales à respecter en matière d'hygiène lors du processus de mise à la consommation des denrées alimentaires.

Art. 2. — Sont qualifiées de « denrées alimentaires » ou « denrées » au sens du présent décret, toutes substances traitées, partiellement traitées ou brutes, destinées à l'alimentation humaine et englobant les boissons, la gomme à mâcher ainsi que toutes substances utilisées dans la fabrication, la préparation et le traitement des aliments, à l'exclusion de celles qui sont employées uniquement sous formes de médicaments ou de cosmétiques.

Section I

Prescriptions applicables à la récolte, à la préparation, au transport et à l'utilisation des matières premières

Art. 3. — Il est interdit d'utiliser ou de destiner à l'utilisation dans les industries ou commerces de l'alimentation, des matières premières pour lesquelles les opérations de récolte, de préparation, de transport ou d'utilisation ne sont pas conformes aux normes homologuées et aux dispositions légales et réglementaires et notamment aux articles 4 et 6 ci-après.

Art. 4. — Les matières premières doivent avoir été obtenues conformément aux normes homologuées et aux dispositions légales et réglementaires.

Art. 5. — Les matières premières doivent être protégées contre toute contamination par :

- les insectes, rongeurs et autres animaux, les rejets ou déchets d'origine humaine ou animale,
- l'eau utilisée pour l'irrigation des zones de culture,
- toute autre source pouvant constituer un risque pour la santé du consommateur.

Art. 6. — Les équipements, le matériel et locaux nécessaires aux opérations de récolte, de production, de préparation, de traitement, de conditionnement, de transport ou de stockage des matières premières doivent être aménagés et utilisés de façon appropriée et éviter toute constitution de foyer de contamination.

Ils doivent se prêter à un nettoyage complet et à un entretien aisé et satisfaisant.

Section II

Prescriptions applicables aux locaux et équipements de transformation, de stockage, de conditionnement et de distribution de gros ou de détail

Art. 7. — Les locaux et leurs annexes doivent être de dimensions suffisantes eu égard à la nature de leur utilisation, des équipements et matériels employés et du personnel requis.

Ils doivent recevoir les aménagements indispensables pour assurer une garantie suffisante contre les pollutions extérieures, notamment celles provoquées par les intempéries, les inondations et la pénétration de poussières et l'installation d'insectes, de rongeurs et autres animaux.

Ils ne doivent pas communiquer directement avec les vestiaires, cabinets d'aisance ou salles d'eau.

L'accès des animaux domestiques y est interdit.

Art. 8. — Les locaux et leurs annexes doivent être aménagés de façon à permettre la séparation entre les zones ou les sections :

- de réception et d'emmagasiner des matières premières et celles de préparation et de conditionnement du produit fini ;

- de fabrication et de stockage des produits comestibles et celles utilisées pour les produits non comestibles ;

- de manipulation des denrées chaudes par rapport aux denrées froides à l'exclusion du cas d'utilisation de matières premières.

Art. 9. — Les locaux doivent être équipés d'une installation en eau potable courante chaude et froide.

Art. 10. — Toutes les conduites et canalisations d'évacuation des déchets et eaux usées doivent être étanches et dotées de siphons et regards appropriés.

Les effluents doivent être évacués aisément, même en période de pointe et toutes les garanties doivent être prévues pour écarter tout risque de contamination des réseaux d'alimentation en eau potable.

Art. 11. — Les locaux doivent être suffisamment ventilés et bien éclairés.

Une bonne ventilation des locaux doit être assurée afin d'empêcher la formation d'eau de condensation ou de développement, sur les parties hautes des locaux, de moisissures pouvant contaminer les aliments.

Une aération spéciale et un système d'évacuation approprié doivent être installés dans les locaux caractérisés par l'existence d'une chaleur excessive, de fumées, de vapeurs ou d'aérosols contaminants.

L'installation d'ampoules d'éclairage et d'appareils suspendus au dessus des denrées alimentaires doit être effectuée de manière à éviter toute contamination ou risque d'apport d'éléments étrangers aux denrées considérées.

Art. 12. — Tous les établissements doivent comporter, pour le personnel, des installations sanitaires en nombre suffisant, comprenant lavabos, douches, vestiaires et cabinets d'aisance avec chasse d'eau, bien éclairés, ventilés, maintenus en tout temps dans de bonnes conditions d'hygiène.

Les lavabos doivent être placés en évidence à la sortie des cabinets d'aisance ; ils doivent être pourvus d'eau courante chaude et froide, ainsi que d'essuie-mains renouvelés fréquemment ou à n'utiliser qu'une seule fois.

Dans la zone des cabinets d'aisance, des avis doivent être apposés, prescrivant au personnel de se laver les mains avant de quitter les lieux.

Art. 13. — Les équipements et matériels frigorifiques utilisés dans les établissements recourant à la conservation des denrées alimentaires altérables réfrigérées ou congelées doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- être fabriqués en matériaux imperméables, impu-trescibles, résistants aux chocs, n'altérant pas les denrées en contact et faciles à nettoyer et à désinfecter ;

- être aménagés pour faciliter un stockage rationnel des produits permettant une circulation intérieure de l'air et une répartition uniforme de la température ambiante entre toutes les différentes composantes des marchandises stockées.

Art. 14. — Les matériels et ustensiles susceptibles d'être mis en contact avec les denrées alimentaires doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

- présenter un aspect et une forme adéquats et être installés de façon à faciliter leur nettoyage.

- les surfaces en contact avec les aliments doivent être parfaitement lisses et résister aux opérations répétées d'entretien et de nettoyage.

Art. 15. — La désinfection des locaux, en particulier par la dispersion d'aérosols, ne peut être faite que lorsque toute activité de production, de transformation, de manipulation, de conditionnement ou de stockage a cessé et sous condition de protection efficace des denrées encore en place contre tout risque de contamination.

Le balayage à sec des locaux est rigoureusement interdit.

Art. 16. — Les déchets, rebuts et détritiques de toutes sortes doivent être, chaque jour, évacués des lieux de travail, notamment en assurant leur dépôt dans des récipients maintenus fermés entre chaque usage, vidés, nettoyés et désinfectés au moins une fois par jour, en dehors des heures de service.

Ces récipients doivent être placés dans un local réservé à cet usage, situé hors des lieux de manipulation des denrées.

L'usage des sacs étanches jetables est toléré dans la mesure où ils satisfont aux dispositions qui précèdent.

Art. 17. — Les objets ou produits susceptibles de rendre nocifs les denrées alimentaires ou d'altérer leur composition ou leurs caractéristiques doivent être entreposés dans des lieux distincts ou dans des armoires étanches fermant à clé.

Les produits d'entretien et de nettoyage doivent être utilisés en prenant les garanties suffisantes pour éviter tout risque de contamination des denrées.

Art. 18. — Les opérations de préparation et de transformation des denrées ainsi que les opérations de conditionnement doivent être réalisées dans des conditions de nature à empêcher toute contamination, altération, détérioration ou croissance de micro organismes indésirables.

Section III

Prescriptions applicables aux denrées alimentaires

Art. 19. — Les denrées ne doivent en aucun cas entrer en contact direct avec le sol ni être manipulées dans des conditions qui risquent de les contaminer.

Art. 20. — A l'exception des denrées naturellement protégées par une enveloppe ou une peau enlevée avant consommation, les produits alimentaires finis doivent, au moment de la vente, être protégés des contaminations de toute nature, par une enveloppe d'emballage présentant toute garantie hygiénique conformément à la réglementation en matière de matériaux au contact des denrées alimentaires.

L'emploi de papier journal à la place d'une enveloppe d'emballage, dont l'utilisation est rendue nécessaire par la nature du produit, est interdit.

Art. 21. — Les denrées prêtes à la vente, doivent être stockées ou mises en vente dans des conditions évitant toute altération ou contamination.

Les denrées qui ne sont pas naturellement protégées ou qui ne sont pas vendues emballées doivent être séparées du contact de la clientèle au moyen de vitres ou de cloisons munies de grillage à mailles fines ou de tout autre moyen efficace de séparation.

Art. 22. — Les denrées altérables et les denrées congelées doivent être stockées en chambre froide dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus et mises en vente en vitrines frigorifiques équipées de la même manière que les chambres froides.

Section IV

Prescriptions applicables au personnel

Art. 23. — Les personnes appelées, en raison de leur emploi, à manipuler les denrées sont astreintes à la plus grande propreté vestimentaire et corporelle.

Les vêtements et coiffures de travail doivent être spécialement adaptés et de nature à éviter toute contamination des aliments.

Les dispositions nécessaires doivent être prise pour interdire de cracher, de faire usage de tabac et de se restaurer dans les locaux où sont manipulées les denrées alimentaires.

Art. 24. — Il est interdit aux personnes susceptibles de contaminer les denrées, de procéder à toute manipulation de celles-ci.

Les personnes affectées à la manipulation des denrées doivent être soumises à des visites médicales périodiques et aux vaccinations prévues par le ministère chargé de la santé qui établira la liste des maladies et affections qui rendent ceux qui en sont atteints, susceptibles de contaminer les denrées.

La présence, sans justification, de toute personne étrangère à l'établissement est interdite.

Section V

Dispositions applicables aux transports

Art. 25. — Le matériel destiné au transport des denrées alimentaires doit être exclusivement affecté à cet usage.

Ce matériel doit être doté des aménagements et équipements nécessaires pour assurer une bonne préservation et empêcher toute altération des denrées transportées.

Dans tous les cas, les normes et les spécifications légales en matière de transport doivent être strictement respectées.

Art. 26. — Les denrées alimentaires non contenues dans un emballage résistant les enveloppant complètement, ne doivent pas être disposées à même le sol lors des opérations de chargement ou de déchargement, ni mises en contact direct avec le plancher des engins de transport.

Art. 27. — Le transport des denrées alimentaires altérables doit être organisé de façon à respecter les conditions de conservation requises selon que celles-ci soient congelées, réfrigérées ou transportées à l'état frais.

Pour les denrées altérables transportées à l'état frais, un matériel de transport devra être spécialement aménagé pour éviter tout risque d'altération éventuel.

Art. 28. — Les installations de vente fixes, situées à l'extérieur des locaux commerciaux, doivent comporter des aménagements appropriés, de dimensions suffisantes eu égard aux différentes denrées manipulées et à la nécessité de leur assurer une protection suffisante contre toute pollution extérieure éventuelle.

Toutes les dispositions prévues par le présent décret et relatives au respect des règles d'hygiène, de conservation, de présentation des denrées et de leur mise en vente ainsi que l'hygiène des équipements et du personnel sont applicables aux installations commerciales situées en plein air quelle que soit la nature de celles-ci.

Une protection efficace des denrées alimentaires contre le soleil, les poussières, les intempéries et les insectes, particulièrement les mouches, doit être assurée lors des opérations de vente effectuées en plein air.

La liste des produits pouvant être exposés en plein air est fixée par les normes et les règlements.

Art. 29. — Les denrées altérables commercialisées sur les marchés de plein air ou par vente ambulante doivent être soumises à une réfrigération appropriée par emploi, notamment, de barres de glace et de glace pilée.

La liste desdites denrées altérables est fixée par la normalisation et la réglementation en vigueur.

Section VI

Dispositions diverses

Art. 30. — Les températures et les procédés de conservation par congélation, surgélation ou réfrigération seront déterminées par arrêté conjoint du ministre chargé de la qualité et du ou des ministres concernés, détermineront notamment :

Art. 31. — Des arrêtés, pris par les ministres chargés de la qualité, de la santé et du ou des ministres concernés, détermineront notamment :

- les spécifications d'hygiène à tous les stades du processus de la mise à la consommation des denrées alimentaires ;

- les spécifications microbiologiques des denrées alimentaires ;

- la liste des denrées pouvant être commercialisées en plein air ;

- les températures et les procédés de conservation par congélation, surgélation ou réfrigération.

Art. 32. — Les infractions aux dispositions du présent décret sont réprimées conformément aux dispositions prévues par la loi n° 89-02 du 7 février 1989 susvisée.

Art. 33. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 février 1991.

Mouloud HAMROUCHE.

Décret exécutif n° 91-54 du 23 février 1991 relatif aux missions, à l'organisation et au fonctionnement de l'institut national de la formation professionnelle.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre délégué à la formation professionnelle ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu la loi n° 88-05 du 12 janvier 1988 modifiant et complétant la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 65-259 du 14 octobre 1965 fixant les obligations et les responsabilités des comptables ;

Vu le décret n° 65-260 du 14 octobre 1965 fixant les conditions de nomination des comptables publics ;

Vu le décret n° 81-394 du 26 décembre 1981 modifiant l'ordonnance n° 67-54 du 27 mars 1967 portant création de l'institut national de la formation professionnelle des adultes et changeant la dénomination de cet établissement ;

Vu le décret n° 83-455 du 23 juillet 1983 relatif aux unités de recherche scientifique et technique ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989 portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 90-64 du 13 février 1990 fixant les attributions du ministre délégué à la formation professionnelle ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative, à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilaya et des communes ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant ;

Vu le décret exécutif n° 90-117 du 21 avril 1990 portant statut particulier des travailleurs de la formation professionnelle ;

Vu le décret exécutif n° 90-237 du 28 juillet 1990 portant statut des instituts de formation professionnelle ;

Décète :

Article 1^{er}. — Le présent décret a pour objet de fixer l'organisation et le fonctionnement de l'agence comptable des timbres-poste prévue par l'article 612 de l'ordonnance n° 75-89 du 30 décembre 1975 portant code des postes et télécommunications.

L'agence comptable des timbres-poste est placée auprès de l'administration centrale du ministère des postes et télécommunications.

Art. 2. — L'agence comptable des timbres-poste est chargée notamment :

— d'élaborer les programmes annuels et pluri-annuels des émissions de timbres-poste et autres valeurs fiduciaires postales ;

— de fabriquer et de vendre les timbres-poste et autres valeurs fiduciaires postales ;

— de centraliser et de suivre la gestion des timbres-poste et autres valeurs fiduciaires postales ;

— d'établir périodiquement les bilans, comptes de gestion, comptes de situations comptables ou à caractère statistique ;

— de mettre en œuvre les protocoles d'accord avec les unions et administrations postales en matière de timbres-poste ;

— de négocier et d'élaborer les conventions relatives aux timbres-poste avec les revendeurs étrangers ;

— de participer aux manifestations philatéliques nationales et internationales ;

— d'entreprendre toutes actions, études ou recherches tendant à développer la promotion des activités et produits philatéliques.

Art. 3. — Pour l'accomplissement des missions qui lui sont dévolues, l'agence comptable des timbres-poste est organisée en deux bureaux :

1) Le bureau de la fabrication et des émissions de timbres-poste et autres valeurs fiduciaires postales.

2) Le bureau de l'approvisionnement et de la comptabilité des timbres-poste et autres valeurs fiduciaires postales.

Art. 4. — L'agence comptable des timbres-poste est dirigée par un agent comptable désigné conformément aux dispositions du décret exécutif n° 89-197 du 31 octobre 1989 susvisé.

Art. 5. — L'agent comptable des timbres-poste est nommé par le ministre des postes et télécommunications et agréé par le ministre chargé des finances conformément aux dispositions de la loi n° 90-21 du 15 août 1990 susvisée.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 novembre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

Décret exécutif n° 91-452 du 16 novembre 1991 relatif aux inspections vétérinaires des postes frontières.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4 et 116-2 ;

Vu la loi n° 79-7 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale et notamment le chapitre III du titre IV ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu le décret n° 84-379 du 15 décembre 1984 fixant les statuts particuliers des médecins vétérinaires ;

Vu le décret n° 84-380 du 15 décembre 1984 fixant les statuts particuliers des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret présidentiel n° 91-198 du 5 juin 1991 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990 fixant les conditions de fabrication, de mise en vente et de contrôle des médicaments vétérinaires ;

Décète :

Article 1^{er}. — Le présent décret exécutif a pour objet de préciser les conditions de mise en œuvre du chapitre III du titre IV de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée.

Art. 2. — L'importation, l'exportation et le transit d'animaux et de produits animaux ou d'origine animale sont autorisés par les postes frontières suivants :

Ports : Alger, Annaba, Oran, Ghazaouet, Mostaganem, Ténès, Béjaïa, Jijel, Skikda, Dellys.

Aéroports : Alger, Annaba, Oran, Constantine, Tlemcen, Ghardaïa.

Postes frontières terrestres : Souk Ahras, Oum Tboul, El Aioun, Maghnia, Bordj Badji Mokhtar, Aïn Guezzam.

La présente liste peut être modifiée ou complétée, en tant que de besoin, par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture, du ministre chargé des transports, et du ministre chargé des douanes.

Art. 3. — Les inspecteurs vétérinaires chargés des missions d'inspection sanitaire vétérinaire aux postes frontières sont désignés par le ministre chargé de l'agriculture et placés sous l'autorité de l'inspection vétérinaire de wilaya.

Art. 4. — En application de l'article 77 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, sont soumis à l'inspection sanitaire vétérinaire à leur entrée ou à leur sortie du territoire national, les animaux et produits d'origine animale suivants :

— Les solipèdes domestiques des espèces équine, asine et les produits de croisement ;

— les fissipèdes des espèces bovine, caprine, ovine, cameline et porcine ;

— les animaux de compagnie notamment chiens et chats ;

— les volailles domestiques (poules, dindes, oies, canards, pintades etc...) ainsi que les lapins et assimilés ;

— les animaux et oiseaux exotiques, tels que canaris, perroquets, faisands, perdrix, cailles et animaux de zoo ;

— les abeilles, poissons, écrevisses, escargots, tortues, grenouilles et serpents ;

— les rongeurs ;

— le gibier ;

— les viandes, les laits et dérivés, les œufs, le miel, la laine, les peaux non traitées, les semences destinées à l'insémination artificielle, les zygotes ;

— les boyaux ;

— les produits animaux, traités ou transformés quelle que soit leur destination ;

— les fourrages et les aliments destinés à l'alimentation animale.

Art. 5. — A l'exception des animaux de compagnie, des produits animaux traités ou transformés quelle que soit leur destination, et des aliments concentrés, destinés à l'alimentation animale, l'ensemble des produits visés à l'article 4 ci-dessus sont soumis au régime de la dérogation sanitaire prévu à l'article 76 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée.

La dérogation sanitaire à l'importation et à l'exportation est un document certifiant qu'aucune maladie à déclaration obligatoire n'a été déclarée dans les lieux, zones ou pays d'origine.

Elle n'est délivrée que par les services vétérinaires officiels de l'administration centrale.

Art. 6. — Les animaux de compagnie non destinés à l'usage commercial doivent être accompagnés d'un certificat de bonne santé datant de moins de huit (08) jours et de certificats de vaccination contre les maladies prévues par la réglementation en vigueur.

En cas d'épidémie déclarée dans la zone ou le pays d'origine, les animaux de compagnie non destinés à l'usage commercial sont soumis au régime de la dérogation sanitaire prévu à l'article 76 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée.

Art. 7. — L'inspection sanitaire vétérinaire aux postes frontières comporte :

— Le contrôle des documents sanitaires vétérinaires exigés par la réglementation en vigueur ;

— le contrôle sanitaire et qualitatif lorsqu'il s'agit de produits animaux ou d'origine animale, complété par des prélèvements estimés nécessaires en vue d'analyses de laboratoire ;

— la mise en consigne sous douanes lorsqu'il s'agit de produits douteux ;

— la mise en quarantaine le cas échéant des animaux vivants ;

— le contrôle de la conformité aux prescriptions en matière de désinfection et de désinfectisation préalable des moyens de transport, d'hygiène de ces moyens et des conditions de transport des animaux, produits animaux et produits d'origine animale.

Art. 8. — Lorsqu'en application de l'article 78 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, l'inspection sanitaire vétérinaire se traduit par un refus, celui-ci doit être motivé.

Le refus fait l'objet d'une décision dont le modèle est fixé par le ministre de l'agriculture.

La décision de refus est, aussitôt faite, notifiée à toutes les parties concernées.

Art. 9. — Le propriétaire légal peut, en cas de refus, notifier dans les 48 heures, aux parties concernées, son intention de procéder ou faire procéder à toute expertise à ses frais.

L'expertise peut être confiée à tout expert ou laboratoire agréé par l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 10. — Lorsque l'expertise infirme la décision de refus, l'inspecteur vétérinaire du poste frontière peut rapporter sa décision.

En cas de maintien de la décision de refus, le propriétaire légal, peut exercer un recours auprès de l'inspecteur vétérinaire de wilaya territorialement compétent qui dispose de cinq (05) jours ouvrables pour statuer.

Si le recours n'aboutit pas ou reste sans suite, le propriétaire légal peut saisir les services vétérinaires centraux en vue d'une décision administrative finale, nonobstant toutes autres voies de recours que la réglementation autorise.

Art. 11. — Les frais éventuels de mise sous douane, de stockage et autres charges induites pendant l'expertise et la durée du recours sont à la charge du propriétaire légal.

Art. 12. — En application des dispositions de l'article 82 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, le poste frontière doit disposer d'un lieu de quarantaine pour l'isolement des animaux vivants à importer, à exporter ou en transit. A défaut, la mise en quarantaine doit être effectuée dans un centre agréé au préalable par les services vétérinaires. Ce centre doit demeurer dans tous les cas sous contrôle de l'inspecteur vétérinaire du poste frontière concerné.

Art. 13. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 novembre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

Décret exécutif n° 91-453 du 16 novembre 1991 portant transfert du siège de la société des courses hippiques et du pari mutuel.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4 et 116 ;

Vu le décret n° 87-17 du 13 janvier 1987 portant création de la société des courses hippiques et du pari mutuel et notamment son article 3 ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-13 du 1^{er} janvier 1990 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Décète :

Article 1^{er}. — Le siège de la société des courses hippiques et du pari mutuel est transféré à Zemmouri, wilaya de Boumerdès.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 novembre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 16 octobre 1991 portant nomination du secrétaire général de la présidence de la République (Rectificatif).

JO N° 51 du 23 octobre 1991.

Page 1663, première colonne, article 1, première ligne :

Au lieu de :

Abdelaziz Klellef

Lire :

Abdelaziz Kelef

(Le reste sans changement)

Décret présidentiel du 19 novembre 1991 portant nomination du secrétaire du haut conseil de sécurité.

Par décret présidentiel du 19 novembre 1991, M. Bachir Lahrèche est nommé secrétaire du haut conseil de sécurité.

Décret exécutif du 1^{er} septembre 1991 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur au ministère de l'équipement et du logement.

Par décret exécutif du 1^{er} septembre 1991, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur de l'administration et des personnels au ministère de l'équipement et du logement, exercées par M. Ziane Messaad, appelé à exercer une autre fonction.

Décret exécutif n° 91-514 du 22 décembre 1991 relatif aux animaux interdits à l'abattage.

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116-2 ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relatif à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu le décret n° 63-259 du 22 juillet 1963 interdisant l'abattage des animaux des espèces équine et asine âgés de moins de 12 ans ;

Vu le décret n° 84-379 du 15 décembre 1984 fixant les statuts particuliers des médecins vétérinaires ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé, des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Décète :

Article 1^{er}. — En application des dispositions de l'article 83 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée, le présent décret détermine les espèces, les âges et l'état physiologique des animaux interdits à l'abattage aux fins de boucherie.

Art. 2. — Sont interdits à l'abattage :

— les femelles en état de gestation, notamment celles des espèces ovine, bovine, caprine, équine et cameline,

— les mâles de tout âge, des espèces ovine, bovine, caprine, équine et cameline utilisés comme géniteurs,

— les femelles bovines de race améliorée âgées de moins de 8 ans,

— les femelles ovines et bovines de race locale âgées de moins de 5 ans,

— les bovins âgés de moins de 6 mois,

— les mâles équins âgés de moins de 15 ans,

— les femelles équines et camelines âgées de moins de 15 ans,

— les mâles camelins âgés de moins de 5 ans.

Art. 3. — Le vétérinaire, dûment habilité auprès d'un abattoir ou d'un centre d'équarrissage est tenu de contrôler les animaux présentés à l'abattage, de vérifier leur état physiologique et les documents vétérinaires les accompagnant.

Il peut, sous sa responsabilité et par dérogation aux dispositions de l'article 2 ci-dessus et en cas de force majeure, autoriser l'abattage des animaux énumérés à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. — Le vétérinaire appelé à déroger aux dispositions de l'article 2 du présent décret est tenu de préciser dans le certificat qu'il délivre au propriétaire et dont il garde une copie, les raisons, la date et le lieu de l'abattage.

Art. 5. — Le décret n° 63-259 du 22 juillet 1963 susvisé est abrogé.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 décembre 1991.

Sid Ahmed GHOZALI.

Décret exécutif n° 91-515 du 22 décembre 1991 instituant une indemnité de sujétion spéciale au profit des travailleurs occupant des postes techniques spécifiques au ministère de l'équipement et du logement.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et du logement ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 91-225 du 14 juillet 1991 portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques au ministère de l'équipement et du logement ;

Décète :

Article 1^{er}. — Il est institué une indemnité mensuelle de sujétion spéciale au profit des personnels relevant de l'administration chargée de l'équipement et du logement régis par le décret exécutif n° 91-225 du 14 juillet 1991 susvisé et dont la liste des bénéficiaires ainsi que les taux applicables au salaire de base du grade d'origine sont fixés conformément à l'annexe jointe au présent décret.

— au wali du lieu d'implantation pour l'établissement de distribution.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploitation d'un établissement pharmaceutique de production ou de distribution de produits pharmaceutiques doit comprendre les éléments suivants :

— une copie des statuts de l'établissement pharmaceutique considéré,

— l'adresse de l'établissement pharmaceutique objet de la demande,

— un plan d'ensemble de l'établissement au 1/100^{ème} avec l'indication de l'affectation de chaque local,

— les noms, adresse et les justificatifs de la qualification et expériences professionnelles du directeur technique,

— l'état de l'effectif du personnel par catégorie socio-professionnelle et les noms et qualifications des principaux cadres,

* pour les établissements de distribution : la liste des produits dont la distribution est envisagée ainsi que la liste des wilayas où ces produits doivent être distribués,

* pour les établissements de production : la liste des différentes formes pharmaceutiques dont la production est envisagée ainsi que la liste des équipements de production et de contrôle prévus,

— une copie de la partie technique des éventuels accords de transfert de technologie ou de concession de licence».

«Art. 13. — Après examen du dossier et inspection des locaux, la commission centrale et la commission de wilaya prévues à l'article 2 ci-dessus proposent respectivement selon les cas, au ministre chargé de la santé et au wali lorsque les conditions prévues à l'article 3 ci-dessus sont réunies, l'octroi de l'autorisation d'exploitation de l'établissement considéré. Celle-ci est notifiée immédiatement au demandeur».

«Art. 15. — Toute modification ou extension de la liste des produits pharmaceutiques fabriqués dans un établissement pharmaceutique doit être notifiée au ministre chargé de la santé.

L'autorisation d'exploitation est alors notifiée après avis de la commission centrale prévue à l'article 2 ci-dessus».

«Art. 18. — En cas de cessation d'activité, le responsable de l'établissement en informe :

— le ministre chargé de la santé, dans le cas d'un établissement de production,

— le wali, dans le cas d'un établissement de distribution.

L'autorisation délivrée devient alors caduque».

«Art. 22. — La régularisation de la situation des établissements visés à l'article précédent doit s'effectuer conformément aux dispositions du présent décret notamment son article 12.

La demande de régularisation doit être adressée au plus tard six (06) mois après la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la république algérienne démocratique et populaire :

— au ministre chargé de la santé pour les établissements de production,

— au wali pour les établissements de distribution.

En cas de réserves émises par l'une des commissions prévues à l'article 2 ci-dessus, celle-ci devront être levées dans les délais fixés.

Ces délais ne peuvent excéder une année à compter de leur notification au demandeur ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la république algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 mai 1993.

Bélaïd ABDESSELAM.

★

**Décret exécutif n° 93-115 du 12 mai 1993
relatif aux modalités de détermination des
structures de prix des médicaments et
produits vétérinaires.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'économie et du ministre de la santé et de la population,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 alinéa 2 ;

Vu la loi n° 89-12 du 5 juillet 1989 relative aux prix ;

Vu le décret législatif n° 92-04 du 11 octobre 1992 portant loi de finances complémentaire pour 1992 ;

Vu le décret présidentiel n° 92-304 du 8 juillet 1992 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 93-40 du 3 février 1993, modifiant et complétant le décret présidentiel n° 92-307 du 19 juillet 1992 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-83 du 13 mars 1990, modifié par le décret exécutif n° 91-151 du 18 mai 1991, fixant les conditions et modalités de détermination des prix à la production et à l'importation ;

Vu le décret exécutif n° 90-89 du 13 mars 1990 relatif au plafonnement des marges à la production et à la distribution, modifié par le décret exécutif n° 91-153 du 18 mai 1991 ;

Vu le décret exécutif n° 91-400 du 27 octobre 1991 relatif à la procédure de dépôt de prix à la production des biens et services à marges plafonnées ;

Vu le décret exécutif n° 92-164 du 25 avril 1992 portant classification des biens et services soumis au régime des prix réglementés ;

Décrète :

Article 1er. — Les structures de prix à la production des médicaments et produits vétérinaires sont déterminées conformément aux dispositions des articles 2 à 5 du décret exécutif n° 90-83 du 13 mars 1990 fixant les conditions et modalités de détermination des prix à la production et à l'importation, modifié par le décret exécutif n° 91-151 du 18 mai 1991 susvisé.

Art. 2. — Les structures de prix des médicaments importés destinés à la revente en l'état, sont déterminées par le grossiste-importateur sur la base du prix CAF majoré des droits, taxes et redevances prévus par la législation en vigueur, des frais accessoires tels que définis à l'article 4 ci-dessous et des marges de distribution prélevées conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 3. — Le prix CAF est déterminé sur la base du prix FOB converti en dinars au taux de change déterminé par la Banque d'Algérie, à l'entrée des produits aux frontières.

Lorsque les coûts liés au frêt et assurances, ne sont pas identifiés par des pièces justificatives probantes au moment du calcul du prix, le grossiste-importateur est autorisé à appliquer des taux maximum de 3% du prix FOB au titre du frêt et de 0,3% du prix FOB au titre des assurances.

Art. 4. — Les frais accessoires visés à l'article 2 ci-dessus sont constitués par les frais de débarquement et de manutention portuaire, les frais de transit et les coûts de transport depuis l'entrée des produits aux frontières jusqu'au magasin de l'importateur.

Sont également incorporables dans la structure de prix, au titre des frais accessoires, les frais de stockage en entrepôt des douanes dans la limite de dix (10) jours à compter de la mise en entrepôt.

Art. 5. — Lorsqu'un ou plusieurs éléments constitutifs des frais accessoires définis à l'article 4 ci-dessus, ne sont pas identifiés, le grossiste-importateur est autorisé à appliquer un taux forfaitaire de 2,5% du prix CAF au titre du poste "frais accessoires".

Art. 6. — La marge de production des médicaments et produits vétérinaires est unique ; elle est assise sur le prix de revient hors taxes.

Art. 7. — Les marges de distribution sont plafonnées à des taux dégressifs assis :

— sur le prix à la production hors-taxes, ou le prix C.A.F pour la marge de gros ;

— sur le prix de gros, pour la marge de détail.

Art. 8. — Les marges de production et de distribution définies aux articles 6 et 7 ci-dessus, sont plafonnées par arrêté du ministre de l'économie.

Art. 9. — En cas de transaction entre opérateurs intervenant au même stade de distribution, la somme des marges prélevées doit, au plus, être égale à la marge globale plafond telle que fixée pour la fonction concernée conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi n° 89-12 du 5 juillet 1989 susvisée.

Art. 10. — Dans le cadre de la régulation de la distribution des médicaments, un fonds de péréquation des frais de transport, est institué conformément aux dispositions de l'article 77 du décret législatif n° 92-04 du 11 octobre 1992 portant loi de finances complémentaire pour 1992.

Art. 11. — Le fonds de péréquation des frais de transport visé à l'article 10 ci-dessus, est alimenté en recettes, par une redevance prélevée sur les prix des médicaments d'un taux de 2% assis sur le prix de vente du grossiste-importateur ou du producteur. Cette redevance est à la charge du grossiste-importateur ou du producteur.

Ce fonds enregistre en dépenses, les coûts de transport des médicaments.

La localisation du fonds de péréquation des frais de transport, les modalités de fonctionnement et les conditions de prise en charge des frais de transport des médicaments, sont définies par arrêté du ministre de l'économie.

Art. 12. — Les structures de prix à la production et à l'importation des médicaments et produits vétérinaires, font l'objet d'un dépôt de prix auprès des services de l'administration chargée des prix conformément à la procédure définie par arrêté du ministre de l'économie.

Art. 13. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Art. 14. — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 mai 1993.

Bélaïd ABDESSELAM.

DECRETS

Décret exécutif n° 94-117 du 21 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 1^{er} juin 1994 complétant le décret exécutif n° 91-65 du 2 mars 1991 portant organisation des services extérieurs des domaines et de la conservation foncière.

Le Chef du Gouvernement ;

Sur le rapport du ministre des finances ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1^{er} décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-189 du 23 juin 1990 fixant les attributions du ministre de l'économie ;

Vu le décret exécutif n° 90-190 du 23 juin 1990, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'économie ;

Vu le décret exécutif n° 91-65 du 2 mars 1991 portant organisation des services extérieurs des domaines et de la conservation foncière ;

Vu le décret exécutif n° 92-116 du 14 mars 1992 fixant la liste, les conditions d'accès et la classification des postes supérieurs des services extérieurs des domaines et de la conservation foncière.

Décrète :

Article.1^{er}. — L'article 15 du décret exécutif n° 91-65 du 2 mars 1991, susvisé, est complété *in-fine* ainsi qu'il suit :

" Nonobstant les dispositions de l'article 2, 2°), au niveau de la wilaya d'Alger, les opérations relatives à la préparation et la réalisation des ventes mobilières, sont confiées à une inspection spécialisée ayant compétence territoriale sur l'ensemble des communes de la wilaya .

Les modalités d'organisation interne de l'inspection spécialisée sont fixées par arrêté du ministre chargé des finances ".

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 1^{er} juin 1994.

Mokdad SIFI.



Décret exécutif n° 94-118 du 21 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 1^{er} juin 1994 complétant le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux.

Le Chef du Gouvernement ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé, des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables.

Le Chef du Gouvernement ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu le décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993 notamment son article 137 ;

Vu le décret n° 84-379 du 15 décembre 1984 fixant les statuts particuliers des médecins vétérinaires ;

Vu le décret n° 84-380 du 15 décembre 1984 fixant les statuts particuliers des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Décrète :

Article. 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer en application de l'article 65 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, la liste des maladies animales à déclaration obligatoire, telles que définies en son article 64 et d'énoncer les mesures générales de prévention et de lutte qui leur sont applicables.

Art. 2. — Les maladies animales à déclaration obligatoire sont les suivantes :

- la fièvre aphteuse,
- la peste bovine,
- la peste équine,
- péripneumonie contagieuse bovine,
- la rage dans toutes les espèces,
- la clavelée et variole caprine,
- la maladie de new-castle,
- la peste aviaire,
- la fièvre charbonneuse chez toutes les espèces de mammifères,
- fièvre catarrhale du mouton,
- la tuberculose bovine,
- la brucellose dans les espèces bovine, ovine, caprine,
- l'anémie infectieuse des équidés,
- la métrite contagieuse équine,
- la dourine,
- la morve,
- la rhinotrachéite infectieuse bovine,
- la leucose bovine enzootique,
- cachliomyia hominivorax,
- la campylobactériose génitale bovine,
- La trichomonose bovine,
- l'échinococcose/ hydatidose
- la cysticercose,
- le charbon symptomatique,
- l'avortement enzootique des brebis,
- la gale des équidés,
- la paratuberculose,
- la fièvre Q,
- La leptospirose bovine,
- la bronchite infectieuse aviaire,
- la maladie de Marek,
- le choléra aviaire,
- la bursite infectieuse (maladie de Gumboro),
- la variole aviaire,
- les salmonelloses aviaires à Salmonella : pullorum - gallinarum,
- l'ornithose / Psittacose,
- les leucoses aviaires,
- la maxomatose,
- maladie hémorragique virale du lapin,
- la tularémie,

- la varroase des abeilles,
- la loque, la nosémose et l'acariose des abeilles,
- la variole cameline,
- la trypanosomose des camélins à *T. evansi* (surra),
- la leishmaniose,
- la peste des petits ruminants,
- l'encephalopathie spongiforme des bovins,
- la fièvre de la vallée de Rift,

Art. 3. — Au sens du présent décret, il est entendu par mesures générales, l'ensemble des dispositions à prendre dans le cadre de la prévention et de la lutte en cas d'apparition d'une ou plusieurs maladies à déclaration obligatoire.

Les mesures de prévention et de lutte spécifiques à chacune des maladies à déclaration obligatoire, telles que définies à l'article 2 ci-dessus, font l'objet en tant que de besoin, d'arrêtés conjoints, du ministre de l'agriculture et des ministres concernés.

Art. 4. — Un animal est déclaré atteint d'une maladie à déclaration obligatoire :

- lorsqu'il manifeste des signes cliniques caractéristiques à une ou plusieurs maladies telles que prévues à l'article 2 ci-dessus.
- lorsqu'il présente des lésions typiques d'une ou de plusieurs maladies prévues à l'article 2 ci-dessus.
- lorsque la maladie est diagnostiquée par un laboratoire agréé par le ministre de l'agriculture.

Art. 5. — Un animal est suspect d'être atteint lorsqu'il présente des symptômes ou des lésions qui font suspecter la maladie mais peuvent être rattachés à d'autres maladies.

Art. 6. — Un animal est considéré, au sens du présent décret, comme contaminé lorsqu'il ne présente aucun signe clinique d'une maladie à déclaration obligatoire, mais qu'il est prouvé qu'il a été en contact avec des animaux atteints, des personnes ou des objets qui auraient été eux-mêmes en contact avec des animaux atteints.

Art. 7. — Conformément aux dispositions des articles 66 et 68 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, toute personne physique ou morale qui détient ou garde un animal, le cadavre ou la carcasse d'un animal atteint ou suspect d'être atteint de l'une des maladies à déclaration obligatoire est tenue immédiatement d'informer le vétérinaire territorialement compétent où se trouve l'animal, ou le Président de l'assemblée populaire communale.

Art. 8. — Le vétérinaire territorialement compétent informé, est tenu de se rendre sans délai sur les lieux et de procéder à l'examen des animaux atteints ou suspects et des cadavres.

Il procède éventuellement à l'autopsie et/ou à tous les prélèvements nécessaires au diagnostic.

Les prélèvements doivent être expédiés à un laboratoire agréé par le ministre de l'agriculture.

Le vétérinaire prend immédiatement l'ensemble des mesures qu'il juge nécessaire pour éviter la propagation de la maladie notamment interdiction du déplacement hors de l'exploitation des animaux atteints ou suspects d'être atteints.

Art. 9. — En cas de constatation de l'une des maladies, visées à l'article 2 ci-dessus, le médecin vétérinaire doit en faire la déclaration à l'inspecteur vétérinaire de wilaya et à l'autorité vétérinaire nationale.

Cette déclaration est adressée également au Président de l'assemblée populaire communale du lieu d'apparition de la maladie dans la mesure où celle-ci doit être assujettie à des mesures spécifiques de lutte.

La déclaration est formulée sur un imprimé dont le modèle est fixé par le ministre de l'agriculture.

Dans le cas d'une maladie contagieuse apparaissant pour la première fois ou réapparaissant sur le territoire national, le vétérinaire est tenu d'en informer l'autorité vétérinaire nationale par le moyen approprié le plus rapide.

Art. 10. — En cas d'apparition de maladie fortement contagieuse et/ou à propagation rapide, le wali territorialement compétent est tenu de prendre un arrêté de déclaration d'infection qui énonce les dispositions à prendre.

L'arrêté doit comporter la déclaration de 3 zones concentriques, une zone de séquestration, une zone d'interdiction et/ou une zone d'observation.

Art. 11. — La zone de séquestration comprend l'exploitation d'élevage ou les locaux où la maladie a été constatée.

Dans cette zone, la sortie et l'entrée des animaux et des produits pouvant véhiculer l'agent infectieux, sont interdites sauf dérogation spéciale délivrée par l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

Cette interdiction est applicable aux véhicules et aux personnes, sauf celles qui ont la charge des soins des animaux.

Ces dernières ne peuvent quitter la zone de séquestration, qu'après des mesures strictes de désinfection.

Le fumier ne peut être enlevé de la zone de séquestration ni être utilisé, ni stocké à proximité des points d'eau.

Le matériel d'élevage et les objets pouvant véhiculer l'agent infectieux, tels que fourrage, paille, litière, sacs, ne doivent pas quitter la zone de séquestration.

Art. 12. — La zone d'interdiction comprend la bande périphérique à la zone de séquestration et ce, dans un rayon fixé par arrêté du wali pour chaque foyer déclaré, suivant la capacité de diffusion de la maladie et les particularités géographiques de cette zone.

Dans cette zone, il est procédé sous l'autorité du ou des président (s) des assemblées populaires communales concernées par l'arrêté du wali, au recensement des cheptels sensibles.

Ceux -ci sont placés sous la surveillance sanitaire d'un vétérinaire dûment mandaté par l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

La circulation des animaux est interdite à l'intérieur de cette zone, sauf pour l'abattage. Les marchés, foires et autres rassemblements doivent être impérativement interdits ainsi que l'abreuvement aux points d'eau communs.

Lorsque les opérations de prophylaxie médicale sont ordonnées dans cette zone, elles doivent être exécutées sous la responsabilité d'un vétérinaire dûment mandaté par l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

Art. 13. — La zone d'observation comprend le territoire situé à la périphérie de la zone d'interdiction dans un rayon fixé selon les mêmes modalités que ci-dessus.

Les mesures sanitaires applicables dans cette zone sont les suivantes :

- Recensement des animaux,
- réglementation de la circulation des animaux,
- réglementation des marchés, foires, expositions ou tout autre rassemblement.

Art. 14. — La déclaration de l'une des maladies visées à l'article 2 du présent décret, entraîne l'application de tout ou d'une partie des mesures énumérées ci-après :

- isolement, séquestration ou cantonnement,
- recensement, identification et/ ou marquage,
- interdiction momentanée ou réglementation des mouvements et rassemblements d'animaux,
- abattage,
- destruction des cadavres,
- traitement prophylactique,
- désinfection,
- indemnisation selon des conditions et modalités spécifiques à chaque maladie et ce, conformément à la législation en vigueur.

Art. 15. — L'isolement a pour but de séparer les animaux atteints de maladie à déclaration obligatoire ou suspects d'en être atteints des autres animaux supposés sains.

Il peut se faire sous forme de séquestration ou de cantonnement.

La séquestration se fait sur le lieu même où se trouvent les animaux. Les animaux atteints ou suspects d'être atteints doivent être logés dans des bâtiments séparés n'ayant aucune communication avec ceux où sont hébergés les animaux supposés sains.

Les personnes ayant la charge des soins ou de la garde des animaux sont les seules autorisées à pénétrer dans le local de séquestration.

Toute espèce autre que celles sensibles à la maladie déclarée doit être tenue enfermée.

Les animaux ne peuvent quitter le local de séquestration que pour être dirigés vers un abattoir ou clos d'équarrissage sous couvert d'un laissez-passer délivré par l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

Le cantonnement est décidé, lorsque les conditions d'élevage ne permettent pas la séquestration dans un local fermé, des animaux atteints et des animaux suspects qui sont alors regroupés dans un enclos bien délimité et éloigné des parcours fréquentés par les animaux et les personnes.

Art. 16. — Le recensement permet d'éviter toute dispersion d'animaux dans la zone infectée.

Tous les animaux sensibles à la maladie lors de son apparition dans l'élevage, sont recensés et classés par catégorie (s) (contaminés ou sains) puis identifiés différemment par des moyens appropriés.

Les animaux recensés font l'objet d'un contrôle régulier par le vétérinaire mandaté durant la période de mise en quarantaine.

Les modalités d'identification des différentes catégories d'animaux sont fixées par arrêté du ministre de l'agriculture.

Le marquage est réservé aux animaux atteints ou contaminés destinés à l'abattage.

Il doit être effectué de manière indélébile par un procédé tel que le feu, les substances chimiques ou à l'aide d'une pince emporte-pièce.

Les modalités du marquage sont précisées dans les mesures sanitaires spécifiques à chaque maladie et ce, conformément à l'article 3 ci-dessus.

Art. 17. — L'abattage sanitaire peut être rendu obligatoire et peut concerner tout ou une partie de l'effectif.

Les modalités de mise en œuvre des ordres d'abattage sanitaire sont fixées par le ministre de l'agriculture.

L'abattage peut être effectué sur place ou dans un établissement d'abattage. Il doit être effectué sous la surveillance d'un vétérinaire dûment mandaté par l'inspecteur vétérinaire de wilaya et donne lieu, à l'établissement d'un procès-verbal.

Le transfert vers l'établissement d'abattage ne peut être fait, qu'après marquage des animaux et sous couvert d'un laissez-passer délivré par l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté.

Le véhicule utilisé à cette fin, doit être agréé par l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté et désinfecté après usage.

Le lieu d'abattage doit être obligatoirement désinfecté après l'élimination des animaux.

Art. 18. — La destruction des cadavres d'animaux est confiée à un atelier d'équarrissage agréé par l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

Le transport de ces cadavres à l'atelier d'équarrissage est effectué dans des véhicules étanches faciles à désinfecter.

En l'absence d'atelier d'équarrissage, la destruction des cadavres, doit se faire par enfouissement ou incinération sous le contrôle de l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté.

L'enfouissement doit avoir lieu au niveau de l'exploitation infectée ou à défaut sur un terrain communal préalablement désigné à cet effet. Ce terrain doit être éloigné de toute habitation ou points d'eau, délimité par une clôture et interdit à l'accès des animaux.

L'enfouissement est réalisé à une profondeur de deux mètres environ et entre deux lits de chaux vive.

Le déterrement des cadavres d'animaux est interdit.

Art. 19. — L'incinération consiste en la destruction des cadavres jusqu'à leur combustion complète. Elle doit être réalisée dans un endroit éloigné des zones d'habitation.

Le propriétaire doit présenter à toute réquisition, le récépissé d'enlèvement des cadavres, délivré par l'équarisseur ou le certificat d'enfouissement ou de destruction délivré par le vétérinaire mandaté pour le contrôle de cette opération.

Art. 20. — Le traitement de certaines maladies contagieuses est interdit. Cette interdiction est précisée dans les mesures spécifiques à chaque maladie conformément à l'article 3 ci-dessus.

Pour les autres maladies, le traitement est laissé à l'appréciation du vétérinaire. Il est effectué aux frais de l'éleveur.

La vaccination, si elle n'est pas interdite, peut être rendue obligatoire ou facultative et concerne soit, les animaux contaminés soit, les animaux réceptifs séjournant dans le périmètre infecté. L'ordre de vaccination peut être donné par le ministre de l'agriculture. Elle est réalisée dans ce cas aux frais de l'Etat.

Si la vaccination est facultative, celle-ci doit se faire à la demande et aux frais du propriétaire des animaux.

Art. 21. — La désinfection s'applique à tout ce qui peut receler et propager les germes de maladies contagieuses à déclaration obligatoire.

Elle doit être précédée obligatoirement par un nettoyage efficace.

Elle doit concerner les locaux d'élevage, les véhicules de transport, le matériel et d'une façon générale tout objet ayant été en contact avec les animaux malades ou contaminés et tous les produits en provenant.

Le personnel chargé des soins et de la surveillance des animaux est également tenu de se soumettre à des règles précises de désinfection.

Art. 22. — La constatation de toute maladie citée à l'article 2 du présent décret, donne lieu à une enquête épidémiologique réalisée par l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou par un vétérinaire dûment mandaté.

Dès sa première visite, le vétérinaire doit recueillir tous les renseignements nécessaires pour déterminer l'origine de la maladie, son mode de transmission et son mode de propagation.

Il doit rechercher si des animaux, des objets, ou tout autre produit contaminés ou soupçonnés d'être contaminés sont sortis de l'exploitation infectée.

Il doit tenir informé l'inspecteur vétérinaire de wilaya de l'avancement de l'enquête et du résultat de ses investigations.

Un rapport doit être établi et transmis dès la fin de l'enquête, à l'inspecteur vétérinaire de wilaya et à l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 23. — Lorsque toutes les mesures sanitaires prescrites ont été effectuées conformément aux dispositions réglementaires arrêtées, l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté effectue une dernière visite sanitaire. Il s'assure de l'extinction du foyer, de la maladie et de l'exécution de toutes les mesures prescrites en particulier la désinfection terminale.

A l'issue de cette visite, l'inspecteur vétérinaire de wilaya adresse un rapport au wali et à l'autorité vétérinaire nationale, proposant la levée de l'arrêté portant déclaration d'infection.

La levée de l'arrêté est prononcée au bout d'un délai variable défini pour chaque maladie.

Lorsqu'aucun délai n'est fixé dans les dispositions particulières, il est laissé à l'appréciation de l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

Art. 24. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995.

Mokdad SIFI.

Décret exécutif n° 95-362 du 18 Jumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 modifiant et complétant le décret exécutif n° 93-61 du 27 février 1993 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la formation professionnelle.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la formation professionnelle;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères;

Vu le décret exécutif n° 93-60 du 5 Ramadhan 1413 correspondant au 27 février 1993 fixant les attributions du ministre de la formation professionnelle;

Vu le décret exécutif n° 93-61 du 5 Ramadhan 1413 correspondant au 27 février 1993 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la formation professionnelle;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter le décret exécutif n° 93-61 du 27 février 1993 susvisé.

Art. 2. — *L'article 1er* du décret exécutif n° 93-61 du 27 février 1993 susvisé est modifié et complété comme suit :

"Art. 1er. 1 — Le cabinet du ministre est composé comme suit :

— Le directeur de cabinet assisté de deux (2) directeurs d'études et auquel est rattaché le bureau du courrier".

Art. 3. — *L'article 6* du décret n° 93-61 du 27 février 1993 susvisé est modifié et complété comme suit :

"Art. 6. — La direction des ressources humaines et de la réglementation comprend :

- la sous-direction du personnel et de l'action sociale,
- la sous-direction de la réglementation et du contentieux,

— la sous-direction de la coopération,

— la sous-direction de la documentation et des archives".

Art. 4. — *L'article 7* du décret n° 93-61 du 27 février 1993 susvisé est modifié et complété comme suit :

"Art. 7. — La direction des finances et des moyens comprend :

- la sous-direction du budget,
- la sous-direction des moyens généraux,
- la sous-direction du patrimoine et du suivi des investissements,
- la sous-direction de la comptabilité".

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Jumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995.

Mokdad SIFI.



Décret exécutif n° 95-363 du 18 Jumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection vétérinaire des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé;

Vu la loi n° 88-07 du 26 janvier 1988, relative à l'hygiène, à la sécurité et à la médecine du travail;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et médecins vétérinaires spécialistes ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 84, 85 et 86 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisé, le présent décret a pour objet de fixer les modalités d'inspection vétérinaire des animaux et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine. Il vise également à fixer les conditions d'hygiène et de salubrité dans lesquelles ces denrées sont préparées et conservées.

Art. 2. — Sont assujettis à l'inspection vétérinaire :

— les animaux présentés au niveau des centres d'abattage, des foires, marchés et expositions,

— les animaux dont la chair est destinée à la consommation humaine à savoir :

* les animaux de boucherie, des espèces bovine, ovine, caprine, cameline et équine,

* les volailles et tous oiseaux vivant à l'état domestique,

* les lapins domestiques,

* le gibier,

* les produits de la mer et d'eau douce,

— les denrées animales provenant des animaux mentionnés ci-dessus et destinées à la vente pour la consommation humaine, ainsi que leurs peaux, poils, plumes et phanères,

— les denrées d'origine animale, notamment les produits comestibles élaborés par les animaux à l'état naturel tel que le lait, les œufs et le miel ou transformés, ainsi que les denrées animales, présentées à la vente après traitement ou transformation, que ces produits et denrées soient mélangés ou non avec d'autres,

— les locaux d'abattage, les marchés à bestiaux, et les poissonneries,

— les locaux de transformation, de conditionnement, de conservation et de distribution des animaux ou de toutes denrées animales ou d'origine animale,

— les moyens de transport des animaux, des denrées animales ou d'origine animale,

— les établissements de restauration de toute nature, utilisant dans le cadre de leurs activités, des denrées animales ou d'origine animale.

Art. 3. — L'inspection vétérinaire des animaux vivants, des denrées animales ou d'origine animale est effectuée par l'inspecteur vétérinaire ou tous agents dûment mandatés par l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 4. — Tout animal de boucherie, toute volaille, à l'exception du gibier, introduits dans un centre d'abattage doit être soumis par son détenteur, avant et après son abattage, à un contrôle de conformité aux normes sanitaires.

Les conditions et les modalités du contrôle de conformité aux normes sanitaires sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 5. — Le contrôle sanitaire de salubrité et de qualité est attesté, après abattage, par l'apposition des marques, estampilles ou plombages sur les denrées destinées à être livrées en vue de la consommation humaine.

Les caractéristiques des estampilles, marques ou plombages ainsi que les modalités d'apposition sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 6. — Les animaux de boucherie, définis à l'article 2 ci-dessus, ne peuvent être abattus hors d'un centre d'abattage ou en dehors des emplacements désignés par les autorités locales que dans les deux cas suivants :

— lorsqu'une personne pratique l'abattage d'animaux destinés en totalité à la consommation personnelle à l'occasion de certaines fêtes religieuses ou de cérémonies familiales,

— lorsque l'abattage doit être pratiqué d'urgence pour cause d'accident ou de maladie.

Les conditions et les modalités de l'abattage d'urgence sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 7. — Les agents de l'inspection vétérinaire sont tenus de procéder à la confiscation immédiate de toutes viandes non estampillées destinées à la consommation humaine et ne répondant pas aux dispositions de l'article 6 ci-dessus, et de les mettre à la disposition de l'inspection vétérinaire de la commune territorialement concernée.

Les viandes reconnues propres à la consommation humaine sont livrées à un établissement hospitalier, de bienfaisance ou scolaire le plus proche et ce, à titre gratuit.

Art. 8. — Les viandes, abats et denrées animales ou d'origine animale, reconnus impropres à la consommation humaine en raison de leur caractère dangereux, répugnant ou insuffisant sont, conformément aux dispositions de

l'article 9 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, saisis par l'inspecteur vétérinaire territorialement compétent.

Ces produits sont, selon le cas, soit destinés à l'alimentation animale, soit dénaturés et détruits conformément à l'article 91 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisé.

Les modalités et les conditions des saisies ainsi que celles de l'affectation de ces denrées sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Djoumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995.

Mokdad SIFI.



Décret exécutif n° 95-364 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 définissant les procédures d'inventaire des biens saisis.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce;

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire;

Vu l'ordonnance n° 95-06 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 relative à la concurrence et notamment son article 69;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du ministre du commerce;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les procédures d'inventaire des biens saisis en application de l'article 69 de l'ordonnance n° 95-06 du 25 janvier 1995 susvisée.

Art. 2. — L'inventaire des biens saisis s'entend du recensement descriptif et estimatif de l'ensemble des biens ayant fait l'objet des infractions aux dispositions des articles 56, 57, 58, 60, 63 et 67 de l'ordonnance n° 95-06 du 25 janvier 1995 susvisée, et le cas échéant, des matériels ayant été utilisés pour commettre ces infractions.

Art. 3. — L'inventaire est dressé par les fonctionnaires verbalisateurs cités aux articles 78 et 86 de l'ordonnance n° 95-06 du 25 janvier 1995 susvisée en présence du contrevenant dûment appelé ou de l'occupant des lieux.

Ce document est établi sans ratures, surcharges ou renvois en trois exemplaires, dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de clôture de l'enquête économique.

Cet inventaire est signé par les fonctionnaires verbalisateurs et par le contrevenant ou l'occupant des lieux. En cas de refus de ces derniers, il en est fait mention sur le document d'inventaire.

L'inventaire est annexé au procès-verbal clôturant l'enquête économique conformément au dernier alinéa de l'article 85 de l'ordonnance n° 95-06 du 25 janvier 1995 susvisée; copie de ce document est remise à l'agent économique verbalisé.

Art. 4. — En cas de recollement, il est procédé dans les mêmes formes prévues par le présent décret à un nouvel inventaire et/ou un nouvel inventaire complémentaire comportant les motifs justifiant ladite opération.

Art. 5. — Les fonctionnaires verbalisateurs peuvent se faire aider par toute personne physique ou morale qu'ils jugent convenable pour établir l'inventaire, ainsi que pour l'estimation des biens et matériels.

Les frais d'intervention des personnes sollicitées par l'administration sont à la charge du contrevenant.

Art. 6. — Les conditions d'établissement du procès-verbal d'inventaire obéissent aux mêmes règles de procédures prévues en la matière par le titre V de l'ordonnance n° 95-06 du 25 janvier 1995 susvisée.

Art. 7. — Le document portant inventaire des biens saisis doit comporter notamment :

1. l'acte constatant l'infraction justifiant l'établissement de l'inventaire;
2. les noms et prénoms ou la raison sociale et/ou la dénomination sociale;
3. la forme juridique de la société, de l'établissement, ou de la nature de l'activité exercée;

Décret exécutif n° 99-157 du 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999 complétant le décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (O.N.I.L.).

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Chaâbane 1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 portant création de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (O.N.I.L.) ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 susvisé.

Art. 2. — Il est inséré au niveau des dispositions de l'article 7 du décret exécutif n° 97-247 du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 8 juillet 1997 susvisé, un deuxième alinéa rédigé comme suit :

"L'office est doté d'un fonds initial dont le montant est fixé conjointement par le ministre de tutelle et le ministre chargé des finances".

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999.

Smaïl HAMDANI.

-----★-----

Décret exécutif n° 99-158 du 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999 fixant les mesures d'hygiène et de salubrité applicables lors du processus de la mise à la consommation des produits de la pêche.

Le ministre du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4 et 125 (alinéa 2);

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de la protection du consommateur;

Vu le décret législatif n° 94-13 du 17 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 28 mai 1994 fixant les règles générales relatives à la pêche;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Chaâbane 1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires;

Vu le décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 relatif aux matériaux destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires et les produits de nettoyage de ces matériaux;

Vu le décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 relatif aux conditions d'hygiène lors du processus de mise à la consommation des denrées alimentaires;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 25 du décret législatif n° 94-13 du 17 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 28 mai 1994 susvisé, le présent décret a pour objet de fixer les mesures d'hygiène et de salubrité applicables lors du processus de la mise à la consommation des produits de la pêche.

CHAPITRE I

DES DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — Au sens du présent décret, il est entendu par :

* **Produit de la pêche** : Tous les animaux ou parties d'animaux marins ou d'eau douce, y compris leurs œufs et laitances, à l'exclusion des mammifères aquatiques.

* **Produit frais** : Tout produit de la pêche, entier ou préparé, n'ayant subi en vue de sa conservation aucun traitement autre que la réfrigération.

* **Produit réfrigéré** : Tout produit de la pêche dont la température est abaissée par réfrigération et maintenue au voisinage de la température de la glace fondante, comprise entre 0° et 4° C.

* **Produit congelé** : Tout produit de la pêche ayant subi une congélation permettant d'obtenir à cœur une température inférieure ou égale à - 18° C après stabilisation thermique.

* **Produit Préparé** : Tout produit de la pêche ayant subi une opération modifiant son intégrité anatomique tel que l'éviscération, l'étêtage, le lavage, le tranchage, le filetage, le hachage ou l'emballage.

* **Produit transformé** : Tout produit de la pêche qui a subi un procédé chimique ou physique tel que le chauffage, la fumaison, le salage, la dessiccation, le marinage, le saumurage, la fermentation ou une combinaison de ces différents procédés, appliquée aux produits réfrigérés ou congelés associés ou non à d'autres denrées alimentaires.

* **Conserve** : Procédé consistant à conditionner les produits de la pêche dans des récipients hermétiquement fermés et à les soumettre à un traitement thermique suffisant pour détruire ou inactiver toutes les toxines et micro-organismes qui pourraient proliférer.

* **Emballage** : Opération réalisant la protection des produits par l'emploi d'une enveloppe ou d'un contenant ou de tout autre matériel adapté.

* **Eau potable** : Eau douce propre à la consommation humaine.

* **Eau de mer ou saumâtre propre** : Eau ne présentant pas de contamination microbiologique, de substances nocives et/ou de plancton marin toxique en quantité susceptible d'avoir une incidence sur la qualité sanitaire des produits de la pêche.

* **Moyens de transport** : Parties réservées au chargement dans les véhicules automobiles, dans les véhicules circulant sur rails, dans les aéronefs ainsi que les cales des bateaux ou les conteneurs pour le transport par terre, mer, air.

* **Etablissement de manipulation des produits de la pêche** : Tout local ou ses annexes où des produits de la pêche sont préparés, transformés, réfrigérés, congelés,

décongelés, conditionnés, reconditionnés, emballés, entreposés ou exposés à la vente ou vendus en gros ou au détail.

* **Vente en gros** : Détention ou exposition, mise en vente et vente aux professionnels de produits de la pêche présentés dans leur emballage d'origine et/ou dans leur conditionnement d'origine sans qu'il y ait modification du contenu.

* **Navire de pêche** : Tout navire armé pour la capture et la conservation des produits de la pêche, à bord duquel ceux-ci sont éventuellement manipulés pour la saignée, l'étêtage, l'éviscération, l'enlèvement des nageoires, la réfrigération ou la congélation.

* **Navire usine** : Tout navire à bord duquel des produits de la pêche subissent une ou plusieurs des opérations suivantes : préparation, transformation et congélation, obligatoirement suivies d'un conditionnement et éventuellement d'un emballage.

Ne sont pas considérés comme navires usines, les navires de pêche qui ne pratiquent que la cuisson des crevettes et des mollusques à bord et ceux qui ne procèdent qu'à la congélation à bord desdits navires cuiseurs et congélateurs.

* **Mise sur le marché** : La détention ou l'exposition en vue de la vente, la vente, la livraison ou toute autre manière de mise sur le marché des produits de la pêche. Sont exclues de cette définition, les cessions directes de petites quantités par un pêcheur au consommateur sur les lieux mêmes de débarquement ou sur un marché proche.

Art. 3. — La mise sur le marché des produits indiqués ci-après est interdite :

— Tous produits de la pêche vénéneux, notamment des familles suivantes :

* Tetraodontidae, molidae, diodontidae, cauthigasteridae.

— Les produits de la pêche contenant des biotoxines telle (s) que la ciguatoxine ou les toxines paralysantes des muscles.

Art. 4. — Il est interdit de destiner à la consommation humaine des produits de la pêche pour lesquels les opérations de conservation, de stockage, de traitement, de manipulation, de transport, de transbordement, de débarquement et de vente et achat n'ont pas été effectuées dans le respect des dispositions du présent décret.

Art. 5. — Les prescriptions d'hygiène et de salubrité applicables au personnel manipulant les produits de la pêche sont fixées par arrêté conjoint des ministres, chargés respectivement, de la pêche et de la santé.

CHAPITRE II

**DES PRESCRIPTIONS D'HYGIENE ET DE
SALUBRITE APPLICABLES A LA
CONSTRUCTION, A L'AMENAGEMENT DES
LOCAUX ET EQUIPEMENT EN MATERIEL A
BORD DES NAVIRES DE PECHE, DES NAVIRES
USINES ET DES ETABLISSEMENTS A TERRE DE
MANIPULATION DES PRODUITS DE LA PECHE**

Art. 6. — Les navires de pêche doivent :

- * être conçus de façon à permettre une manipulation rapide et une conservation satisfaisante des produits de la pêche, un nettoyage et une désinfection facile;

- * être construits avec des matériaux qui ne puissent endommager ou contaminer les produits de la pêche;

- * les navires de pêche d'une longueur supérieure à 12 mètres et inférieure à 24 mètres doivent disposer d'une cale isotherme pour maintenir les produits de la pêche à une température requise;

- * les navires de pêche d'une longueur supérieure ou égale à 24 mètres doivent disposer d'une installation frigorifique.

Art. 7. — Les installations d'entreposage à bord des navires de pêche dont la longueur est supérieure à 12 mètres doivent être séparées du compartiment machines et des locaux réservés à l'équipage, par des cloisons étanches pour éviter toute contamination des produits.

Art. 8. — Les navires usines doivent disposer au moins :

- d'une aire de réception réservée à la mise à bord des produits de la pêche, de dimension suffisante, aisément nettoyable, conçue de façon à permettre la séparation des apports séquentiels, la protection des produits de l'action du soleil, des intempéries et de toute source de souillure ou autre contamination;

- d'un système de transfert des produits de la pêche de l'aire de réception vers les lieux de manipulation, conforme aux dispositions du présent décret;

- des équipements spéciaux pour évacuer soit directement à la mer, soit, si les circonstances l'exigent, dans une cuve réservée à cet usage, les déchets et produits de la pêche impropres à la consommation humaine.

Art. 9. — Les navires usines et les établissements où sont manipulés les produits de la pêche doivent disposer :

- de lieux de manipulation de dimension suffisante pour permettre de réaliser les préparations et les transformations des produits de la pêche;

- de dispositifs appropriés de protection contre les insectes et les animaux nuisibles;

- de conteneurs spéciaux, étanches, en matériaux résistant à la corrosion, destinés à recevoir des produits de

la pêche non destinés à la consommation humaine et un local destiné à entreposer ces conteneurs quand ils ne sont pas évacués au minimum à l'issue de chaque journée de travail;

- d'une installation permettant l'approvisionnement en eau potable froide et chaude et en eau de mer propre sous pression et en quantité suffisante. A bord des navires usines, l'orifice de pompage de l'eau de mer doit être situé à un emplacement tel que la qualité de l'eau pompée ne puisse être affectée par le rejet à la mer des eaux usées, des déchets et de l'eau de refroidissement des moteurs;

- d'une installation réservée à l'entreposage des substances nocives, notamment les détergents, désinfectants ou pesticides;

- d'un dispositif permettant une évacuation hygiénique des eaux résiduaires;

- d'installation d'une puissance frigorifique suffisante pour entreposer les produits de la pêche à une température conforme aux prescriptions réglementaires en vigueur. Ces installations doivent être munies d'un système d'enregistrement de la température placé de façon à pouvoir être consulté facilement;

- des lieux d'entreposage des produits finis de dimensions suffisantes, conçus de façon à pouvoir être facilement nettoyés;

- d'un local d'entreposage de tout équipement de manutention, d'emballage et de transport des produits de la pêche, séparé des locaux de préparation et de transformation de ces produits.

Art. 10. — Les navires usines et les établissements de manipulation des produits de la pêche doivent comporter dans les lieux où l'on procède à la préparation et à la transformation, à la congélation ou à la surgélation de ces produits :

- un sol antidérapant, facile à nettoyer et à désinfecter, pourvu d'orifices permettant une évacuation facile de l'eau;

- des parois et des plafonds faciles à nettoyer, en particulier au niveau des tuyaux, chaînes ou conduites électriques;

- des fenêtres entièrement vitrées et grillagées et des portes conçues en un matériau inaltérable facile à nettoyer;

- une ventilation suffisante;

- un éclairage suffisant;

- un local suffisamment aménagé fermant à clé à la disposition exclusive du service d'inspection au cas où la quantité de produits traités nécessite une présence régulière ou permanente;

- une installation appropriée permettant les meilleures conditions de survie dans les établissements où sont

maintenus des animaux vivants tels que les crustacés et les poissons, alimentée d'une eau ayant une qualité suffisante pour ne pas transmettre aux animaux des organismes et des substances nuisibles;

- des dispositifs appropriés pour le nettoyage et la désinfection des outils, du matériel et des installations;

- des pancartes d'interdiction d'uriner, de cracher, de boire, de fumer et de marcher sur les caisses;

- un nombre approprié de vestiaires dotés de murs et de sols lisses, imperméables et lavables, de lavabos et de cabinets d'aisance. Ces derniers doivent être pourvus de moyens de nettoyage des mains ainsi que d'essuie-mains. Les robinets ne doivent pas être actionnés à la main;

- des dispositifs et des outils tels que les tables de découpe, les récipients, les bandes transporteuses et les couteaux, en matériaux résistant à la corrosion, faciles à nettoyer et à désinfecter.

Art. 11. — Les établissements de manipulation des produits de la pêche ne doivent, en aucun cas, être accessibles aux véhicules émettant des gaz d'échappement.

Art. 12. — Le sol, les murs, le plafond, les cloisons, le matériel et les instruments utilisés pour le travail doivent être maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Art. 13. — Tous les bacs, réservoirs, barils et autres matériels utilisés dans les opérations de manutention, d'éviscération, de lavage, de filetage et de transfert des produits de la pêche doivent être nettoyés à fond, désinfectés et rincés à la fin de chaque cycle d'opération.

Art. 14. — Toutes les machines et tout l'équipement servant à la manipulation des produits de la pêche doivent être inspectés par un personnel qualifié et désigné à cet effet, avant le début des opérations afin de s'assurer qu'ils ont été convenablement nettoyés, désinfectés et rincés.

Art. 15. — Les zones de réceptionnement ou d'entreposage des produits de la pêche doivent être séparées des zones où le produit est transformé, préparé ou conditionné.

Art. 16. — L'utilisation d'eau potable ou de mer propre est imposée pour tous les usages.

Art. 17. — La glace utilisée doit être fabriquée avec de l'eau potable ou de l'eau de mer propre et préparée, manipulée et entreposée dans les conditions susceptibles de la protéger contre la contamination.

Art. 18. — Les responsables des installations ou des locaux où sont manipulés les produits de la pêche doivent prendre toute mesure de lutte contre les insectes, les rongeurs, les oiseaux et autres animaux nuisibles pour empêcher leur pénétration dans les lieux de manipulation de ces produits.

Art. 19. — Tous les raticides, les insecticides, les désinfectants, ou toutes autres substances nocives utilisées doivent être entreposés dans des locaux ou des armoires fermant à clé et manipulés de manière à ne pas contaminer les produits de la pêche.

Art. 20. — La présence de chiens, de chats et de tous autres animaux domestiques est interdite dans les zones où les produits de la pêche sont réceptionnés, manipulés, transformés, entreposés, mis en vente ou vendus.

Art. 21. — Les locaux et le matériel doivent être utilisés, exclusivement, pour la préparation des produits de la pêche.

Toutefois, et après autorisation de l'autorité vétérinaire territorialement compétente, ces locaux et matériaux peuvent être destinés à l'élaboration simultanée ou à des moments différents d'autres produits alimentaires et ce, dans le seul cas des établissements à terre de traitement des produits de la pêche.

Art. 22. — Les résidus des produits de la pêche retenus ou accumulés dans l'équipement de traitement doivent être éliminés à plusieurs reprises au cours de la journée de travail.

Art. 23. — Les surfaces de refroidissement des installations frigorifiques doivent être dégivrées efficacement et régulièrement.

Art. 24. — Les navires de pêche d'une longueur supérieure ou égale à 24 mètres, les navires usines et les établissements de manipulation des produits de la pêche objet du présent décret doivent être agréés par l'autorité vétérinaire territorialement compétente.

Les conditions et les modalités relatives à l'agrément sanitaire desdits navires de pêche, des navires usines et des établissements recevant des produits de la pêche ainsi que les moyens de transport, et celles relatives à la marque sanitaire de ces produits, sont fixées par arrêté du ministre chargé de la pêche.

CHAPITRE III

DES PRESCRIPTIONS D'HYGIENE ET DE SALUBRITE APPLICABLES AUX PRODUITS DE LA PECHE

Art. 25. — Dès leur mise à bord ou après éviscération, les produits de la pêche doivent être réfrigérés avec de la glace ou un appareil de réfrigération donnant les mêmes conditions de température. Un réglage doit être effectué aussi souvent que nécessaire.

La glace utilisée doit être entreposée dans des conteneurs propres prévus à cet effet et maintenus en bon état d'entretien.

Art. 26. — L'éviscération doit être effectuée le plus rapidement possible après la capture, à bord, sauf en cas d'impossibilité technique ou commerciale.

Les produits éviscérés et étêtés sont lavés sans délai et abondamment au moyen d'eau potable ou d'eau de mer propre.

Art. 27. — Pour éviter la contamination, les opérations de filetage, de tranchage, de pelage ou de décorticage doivent avoir lieu dans des emplacements différents de ceux utilisés pour le lavage et pour l'éviscération et l'étêtage.

Les filets, tranches et autres morceaux des produits de la pêche destinés à être vendus frais sont conservés par le froid dès leur préparation, refroidis dans les meilleurs délais et maintenus à une température voisine de la glace fondante jusqu'au destinataire final.

Art. 28. — Les caisses utilisées pour la distribution ou l'entreposage des produits de la pêche frais doivent être conçues de manière à assurer la protection contre la contamination et permettre un écoulement facile de l'eau de fusion.

Les caractéristiques techniques des caisses à utiliser sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la pêche et du ministre chargé du commerce.

Art. 29. — Les quantités de glace à utiliser pour l'expédition doivent être telles que, à l'issue du transport, lors de leur prise en charge par le destinataire, la température interne des produits frais reste voisine de celle de la glace fondante.

Les filets et tranches emballés sont isolés de la glace et, si nécessaire, des parois de l'emballage, par une pellicule protectrice propre.

Art. 30. — Ne peuvent être congelés que les produits de la pêche destinés à la consommation humaine.

La recongélation des produits de la pêche est interdite.

Art. 31. — Les produits de la pêche destinés à la congélation doivent être soumis à un procédé d'abaissement de température rapide pour réduire au minimum les modifications de texture et de constitution de tissus et éviter les pertes de qualité qui caractérisent les produits dont la congélation est défectueuse.

La température centrale du produit de la pêche doit être abaissée de 0°C à - 5°C en un temps rapide n'excédant pas deux (2) heures en général. Ces produits doivent être maintenus dans l'appareil congélateur jusqu'à congélation complète à une température à cœur ne devant pas excéder - 18°C.

Les dispositions prévues pour l'entreposage des produits congelés sont applicables à leur transport, à leur exposition et à leur vente.

Toutefois, durant le transport, l'exposition et la vente, de brèves élévations de température, de 3°C maximum, peuvent être tolérées.

Art. 32. — La décongélation des produits de la pêche doit être effectuée de façon à éviter toute contamination.

Lors de la décongélation, la température des produits de la pêche ne doit pas favoriser la multiplication des micro-organismes, et doit correspondre à celle de la glace fondante.

Pour leur vente, ces produits doivent porter une indication visible mettant en évidence leur état de décongelé.

Art. 33. — Tout traitement de produits de la pêche doit être effectué de manière à inhiber le développement des micro-organismes pathogènes ou la formation de composés chimiques toxiques.

Art. 34. — Les critères de salubrité et de qualité applicables aux produits de la pêche ainsi que les modalités de leur contrôle sanitaire sont définis par arrêté du ministre chargé de la pêche ou conjointement avec les ministres concernés.

CHAPITRE IV

DES PRESCRIPTIONS D'HYGIENE ET DE SALUBRITE APPLICABLES AU TRANSBORDEMENT ET AU DEBARQUEMENT DES PRODUITS DE LA PECHE

Art. 35. — Lors des opérations de transbordement ou de débarquement, les produits de la pêche doivent être mis, sans délai, dans un environnement protégé de température requise, en fonction de la nature du produit, et le cas échéant, mis sous glace dans les installations de transport, de stockage ou de vente.

Art. 36. — Les responsables des navires de pêche doivent procéder après le déchargement des produits de la pêche, à la vidange de la cale et du puisard du fond de cale, au nettoyage et à la désinfection de toutes les surfaces de la cale, des planches des parcs et du puisard.

CHAPITRE V

DES PRESCRIPTIONS D'HYGIENE ET DE SALUBRITE APPLICABLES A L'EMBALLAGE, A L'ENTREPOSAGE ET AU TRANSPORT DES PRODUITS DE LA PECHE

Art. 37. — Les emballages des produits de la pêche doivent répondre, notamment aux règles d'hygiène suivantes :

— ils doivent préserver les caractères organoleptiques des produits de la pêche et des préparations;

— ils ne doivent pas transmettre aux produits de la pêche des substances nocives pour la santé publique;

— ils doivent être d'une solidité suffisante pour assurer une protection des produits au cours de leur transport et de leur manipulation;

— ils doivent être dotés d'une étiquette clairement imprimée et conforme à la réglementation en vigueur.

Art. 38. — Les emballages des produits de la pêche doivent être entreposés dans un local séparé de l'aire de production et protégé de toute contamination.

Ces emballages peuvent faire l'objet d'une nouvelle utilisation lorsqu'ils sont lisses, imperméables, résistants à la corrosion, faciles à nettoyer et à désinfecter.

Art. 39. — Il est interdit d'entreposer ou de transporter les produits de la pêche avec d'autres produits pouvant affecter leur salubrité ou les contaminer, sans qu'ils ne soient emballés de façon à leur assurer une protection satisfaisante.

Les viscères et les parties pouvant constituer un danger pour la santé publique doivent être écartées des produits destinés à la consommation humaine. Les foies, les œufs et les laitances doivent être conservés sous glace ou congelés.

Art. 40. — Les produits de la pêche, frais ou décongelés, ainsi que les produits de crustacés et de mollusques cuits et réfrigérés doivent être maintenus à la température de la glace fondante.

Les produits de la pêche congelés doivent être entreposés à une température égale à - 18°C.

Les produits transformés doivent, en outre, être maintenus aux températures fixées sur l'étiquette.

Art. 41. — Les moyens de transport des produits de la pêche doivent être conçus et équipés de manière à assurer le maintien des températures fixées ci-dessus.

Les parois internes de ces moyens doivent être lisses et faciles à nettoyer et à désinfecter.

A cet effet, ils doivent être agréés par l'autorité vétérinaire territorialement compétente.

Les entrepôts et moyens de transports frigorifiques doivent être munis d'un système d'enregistrement de la température placé de façon à pouvoir être consulté facilement.

CHAPITRE VI

DES PRESCRIPTIONS D'HYGIENE ET DE SALUBRITE APPLICABLES A LA VENTE DES PRODUITS DE LA PECHE

Art. 42. — Après le débarquement, les produits de la pêche doivent être acheminés, sans délai, vers les lieux de

vente, couverts de glace ou entreposés dans des chambres froides tel que précisé par les dispositions du présent décret.

Les revendeurs et transformateurs des produits de la pêche doivent les conserver à des températures telles que fixées ci-dessus.

Art. 43. — Les étalages de présentation des produits de la pêche doivent être aménagés de sorte que l'eau de fusion de la glace puisse s'écouler sans risque de contamination pour les produits placés à un niveau inférieur.

Ils doivent être situés à une hauteur les séparant du sol, mis à l'abri du soleil ou des intempéries et nettoyés après chaque jour de vente.

La pente du sol doit être réglée de façon à pouvoir diriger les eaux résiduaires ou de lavage vers un orifice d'évacuation muni d'un grillage et d'un siphon.

Art. 44. — Lors de leur mise en vente, les produits de la pêche doivent être :

— bien couverts de glace finement broyée;

— classés par qualité et triés de telle manière que tous les produits d'une caisse soient de même espèce, de même taille et de même qualité;

— tenus à l'abri des souillures et soustraits à l'action du soleil et de toute source de chaleur. Ils ne doivent pas être en contact avec le sol;

— livrés dans des emballages conformes à la réglementation en vigueur.

A ce titre, l'usage du papier journal est interdit.

Art. 45. — Les conditions et les modalités d'exposition pour la vente au détail des produits de la pêche sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés, respectivement, de la pêche et du commerce.

Art. 46. — Les produits de la pêche congelés doivent être mis en vente dans des meubles d'étalages frigorifiques conçus à cet effet.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Art. 47. — Les infractions aux dispositions du présent décret sont réprimées conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 48. — Les dispositions du présent décret sont définies, en tant que de besoin, par arrêtés du ministre chargé de la pêche ou conjointement avec les ministres concernés.

Art. 49. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999.

Smaïl HAMDANI.

-----★-----

Décret exécutif n° 99-159 du 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999 fixant les modalités d'application de la redevance sur les cargaisons maritimes en séjour prolongé en rade.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des transports,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 97-02 du 31 décembre 1997 portant loi de finances pour 1998, notamment son article 72;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de définir les modalités d'application de la redevance sur les cargaisons maritimes homogènes transportées par des navires en séjour prolongé en rade dans les ports, instituée par la loi des finances pour 1998.

Art. 2. — A l'exception des céréales (blé, maïs, orge etc...), des hydrocarbures ainsi que des marchandises transportées sur des navires de cabotage national, le paiement de cette redevance est dû sur toutes les cargaisons homogènes transportées par des navires et séjournant sur rade au delà d'un délai de :

— huit (8) jours pour les produits soumis aux contrôles phytosanitaires ou de qualité si le prélèvement des échantillons s'effectue sur navire en rade et ;

— quatre (4) jours pour les autres produits.

Au sens du présent décret, le terme "cargaisons homogènes" désigne tout produit constituant plus de 60% de la cargaison d'un navire.

Art. 3. — Le paiement de la redevance susvisée est à la charge du propriétaire de la marchandise et n'est pas déductible du bénéfice imposable.

Dans le cas de plusieurs destinataires, le montant global de la redevance est réparti au *pro rata* du volume de la marchandise destinée à chaque opérateur.

Art. 4. — Le montant de la redevance est calculé sur la base des taux journaliers ci-dessous fixés par l'article 72 de la loi des finances pour 1998 :

VOLUME DU NAVIRE	TARIF(DA/JOUR)
Jusqu'à 12.000 m ³	165.000
de 12.001 à 25.000 m ³	220.000
de 25.001 à 45.000 m ³	275.000
au delà de 45.000 m ³	330.000

Les éléments constituant l'assiette de calcul que sont le volume du navire et le nombre de jours sur rade au delà du délai admis sont déterminés par le directeur de la capitainerie du port concerné, présidant la commission de placement des navires.

Art. 5. — Le volume du navire est calculé selon la formule : $V=L \times I \times T_e$ (L : étant la longueur hors tout du navire, I : sa largeur hors tout et T_e : son tirant d'eau d'été).

Le décompte du séjour sur rade se fait à partir de l'heure de mouillage du navire concerné jusqu'au jour de la prise de décision par la commission de placement quant à son accostage. Toute fraction de jour supérieure à douze heures est décomptée comme une journée entière.

Art. 6. — Les éléments de facturation et le montant total de la redevance sont portés par le directeur de la capitainerie sur une quittance établie en cinq (5) exemplaires, selon le modèle joint en annexe du présent décret, qu'il remet au (x) propriétaire (s) de la marchandise ou son (leurs) représentant (s) aux fins de paiement.

Art. 7. — Le versement du montant de la redevance au budget de l'Etat doit s'effectuer auprès des receveurs des impôts territorialement compétents dans un délai de quarante huit (48) heures suivant l'établissement de la quittance par le directeur de la capitainerie.

Au delà de ce délai, le (s) propriétaire (s) de la marchandise ou son (leurs) représentant (s) doivent pouvoir présenter les justificatifs nécessaires de paiement de la redevance à tout contrôle des services habilités.

A défaut de ce paiement, l'autorité portuaire peut demander l'arrêt des opérations de manutention.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999.

Smaïl HAMDANI.

DECRETS

Décret exécutif n° 02-216 du 9 Rabie Ethani 1423 correspondant au 20 juin 2002 définissant les produits pharmaceutiques à usage vétérinaire soumis au taux réduit de 7% de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 2000-06 du 27 Ramadhan 1421 correspondant au 23 décembre 2000 portant loi de finances pour 2001, notamment son article 21 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990 fixant les conditions de fabrication, de mise en vente et de contrôle des médicaments vétérinaires ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de définir les produits pharmaceutiques à usage vétérinaire soumis au taux réduit de 7% de la taxe sur la valeur ajoutée, conformément aux dispositions de l'article 21 de la loi n° 2000-06 du 27 Ramadhan 1421 correspondant au 23 décembre 2000 portant loi de finances pour 2001, modifiant l'article 23 du code des taxes sur le chiffre d'affaires.

Art. 2. — Les produits pharmaceutiques à usage vétérinaire importés ou fabriqués localement, soumis au taux réduit de 7% de la taxe sur la valeur ajoutée, sont les produits relevant du chapitre 30 du tarif des douanes et autorisés conformément à la réglementation en vigueur à être mis sur le marché.

Art. 3. — A l'importation, le bénéfice de l'application du taux réduit de 7% de la taxe sur la valeur ajoutée est subordonné à la présentation de l'autorisation de mise sur le marché délivrée par les services habilités du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rabie Ethani 1423 correspondant au 20 juin 2002.

Ali BENFLIS.

Décret exécutif n° 02-217 du 9 Rabie Ethani 1423 correspondant au 20 juin 2002 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 01-21 du 7 Chaoual 1422 correspondant au 22 décembre 2001 portant loi de finances pour 2002 ;

Vu l'ordonnance n° 02-01 du 13 Dhou El Hidja 1422 correspondant au 25 février 2002 portant loi de finances complémentaire pour 2002 ;

Vu le décret exécutif n° 02-17 du 30 Chaoual 1422 correspondant au 14 janvier 2002 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances 2002, au ministre des affaires religieuses et wakfs ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé sur 2002, un crédit de vingt millions de dinars (20.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs et aux chapitres énumérés à l'état "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert sur 2002, un crédit de vingt millions de dinars (20.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs et aux chapitres énumérés à l'état "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des affaires religieuses et des wakfs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rabie Ethani 1423 correspondant au 20 juin 2002.

Ali BENFLIS.

ETAT "B" (suite)

N°s DES CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DA
	<p align="center">SOUS-SECTION II SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT TITRE III MOYENS DES SERVICES 1ère Partie <i>Personnel — Rémunérations d'activité</i></p>	
31-13	Services déconcentrés de l'Etat — Personnel vacataire et journalier — Salaires et accessoires de salaires.....	2.500.000
	Total de la 1ère partie.....	2.500.000
	<p align="center">4ème Partie <i>Matériel et fonctionnement des services</i></p>	
34-11	Services déconcentrés de l'Etat — Remboursement de frais.....	3.100.000
34-14	Services déconcentrés de l'Etat — Charges annexes.....	4.000.000
34-98	Services déconcentrés de l'Etat — Frais judiciaires — Frais d'expertise — Indemnités dues par l'Etat.....	1.600.000
	Total de la 4ème partie.....	8.700.000
	Total du titre III.....	11.200.000
	Total de la sous-section II.....	11.200.000
	Total de la section I.....	16.600.000
	Total des crédits ouverts.....	16.600.000

Décret exécutif n° 02-302 du 21 Rajab 1423 correspondant au 28 septembre 2002 modifiant et complétant le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu le décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993, notamment son article 137 ;

Vu le décret n° 84-379 du 15 décembre 1984 fixant les statuts particuliers des médecins vétérinaires ;

Vu le décret n° 84-380 du 15 décembre 1984 fixant les statuts particuliers des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

“Art. 2. — Les maladies animales à déclaration obligatoire sont les suivantes :

- la fièvre aphteuse ;
- la peste bovine ;
- la peste équine ;
- la péri-pneumonie contagieuse bovine ;
- la rage dans toutes les espèces ;
- la clavelée et la variole caprine ;
- la maladie de New-Castle ;
- la peste aviaire ;
- la fièvre charbonneuse chez toutes les espèces de mammifères ;
- la fièvre catarrhale du mouton ;
- la tuberculose bovine ;
- la brucellose dans les espèces bovine, ovine, caprine ;
- l'anémie infectieuse des équidés ;
- la métrite contagieuse équine ;
- la dourine ;
- la morve ;
- la rhinotrachéite infectieuse bovine ;
- la leucose bovine enzootique ;
- les myiases ;
- la campylobactériose génitale bovine ;
- la trichomonose bovine ;
- l'échinococcose / hydatidose ;
- la cysticercose ;
- le charbon symptomatique ;
- l'avortement enzootique des brebis ;
- la gale des équidés ;
- la paratuberculose ;
- la fièvre Q ;
- la leptospirose bovine ;
- la bronchite infectieuse aviaire ;
- la maladie de Marek ;
- le choléra aviaire ;
- la bursite infectieuse (maladie de Gumboro) ;
- la variole aviaire ;
- l'ornithose / psittacose ;
- les leucoses aviaires ;
- la maxomatose ;
- la maladie hémorragique virale du lapin ;
- la tularémie ;
- la varroase des abeilles ;

- la loque, la nosérose et l'acariose des abeilles ;
- la variole caméline ;
- la trypanosomose des camelins à T. evansi (surra) ;
- la leishmaniose ;
- la peste des petits ruminants ;
- l'encéphalopathie spongiforme des bovins ;
- la fièvre de la vallée du Rift ;
- les salmonelloses aviaires ;
- la tremblante ;
- l'encéphalite équine (West Nile) ;
- les salmonelloses bovines ;
- la listériose ;
- la rhinopneumonie des équidés ;
- la Maedi-Visna ;
- la piroplasmose ;
- la babésiose bovine ;
- l'encéphalomyélite aviaire ;
- la rhinotrachéite infectieuse aviaire ;
- l'entérite hémorragique de la dinde.

La présente liste des maladies animales à déclaration obligatoire peut être modifiée, en tant que de besoin”.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 8 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, susvisé, sont complétées comme suit :

“Art. 8. — Le vétérinaire territorialement compétent, informé, est tenu de se rendre sans délai sur les lieux et de procéder à l'examen des animaux atteints ou suspects et des cadavres.

Il procède éventuellement à l'autopsie et/ou à tous les prélèvements nécessaires en vue de leur analyse dans un laboratoire agréé par le ministre de l'agriculture.

Le vétérinaire prend immédiatement l'ensemble des mesures conservatoires ou d'urgence requises pour éviter la propagation de la maladie, notamment l'isolement des animaux malades et la séquestration de l'exploitation.

Dans le cas de maladie à forte propagation apparaissant pour la première fois ou réapparaissant sur le territoire national, l'inspecteur vétérinaire de wilaya est tenu, outre la procédure de déclaration fixée par l'article 9 du présent décret et sans préjudice des mesures édictées à l'article 10, de transmettre un bulletin récapitulatif quotidien à l'autorité vétérinaire nationale pour l'informer de l'évolution de la maladie et de l'état d'avancement des mesures de lutte”.

Art. 4. — Les dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

“Art. 10. — En cas d'apparition de maladie fortement contagieuse et/ou à propagation rapide, le wali territorialement compétent est tenu de prendre un arrêté de déclaration d'infection qui énonce les dispositions à prendre.

L'arrêté doit comporter la déclaration de trois (3) périmètres concentriques : le périmètre infecté, la zone où les déplacements sont interdits et la zone d'observation intensive".

Art. 5. — Les dispositions de l'article 11 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 11. — Le périmètre infecté comprend l'exploitation d'élevage ou les locaux où la maladie a été constatée.

Dans ce périmètre, la sortie et l'entrée des animaux et des produits pouvant véhiculer l'agent infectieux sont interdites sauf dérogation spéciale délivrée par l'inspecteur vétérinaire de wilaya. Cette interdiction est applicable aux véhicules et aux personnes, sauf ceux qui ont la charge des soins des animaux.

Ces derniers ne peuvent quitter le périmètre infecté qu'après des mesures de désinfection.

Le matériel d'élevage et les objets pouvant véhiculer l'agent infectieux, tels que fourrage, paille, sacs, ne doivent pas quitter le périmètre infecté.

Le fumier ne peut être enlevé du périmètre infecté, ni être utilisé, ni stocké à proximité des points d'eau. Il doit faire l'objet de dénaturation par incinération ou tout autre procédé qui rend l'agent causal inoffensif".

Art. 6. — Les dispositions de l'article 12 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, susvisé, sont complétées comme suit :

"Art. 12. — La bande périphérique au périmètre infecté comprend la zone où les déplacements sont interdits et ce, dans un rayon fixé par arrêté du wali pour chaque foyer déclaré, suivant la capacité de diffusion de la maladie et les particularités géographiques de cette zone.

Dans cette zone, il est procédé, sous l'autorité du ou des présidents des assemblées populaires communales concernées par l'arrêté du wali, à la prospection et au recensement des cheptels sensibles.

Ceux-ci sont placés sous la surveillance sanitaire d'un vétérinaire dûment mandaté par l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

La circulation des animaux est interdite à l'intérieur de cette zone, sauf pour l'abattage. Les marchés, foires et autres rassemblements doivent être interdits ainsi que l'abreuvement aux points d'eau communs.

Lorsque les opérations de prophylaxie médicale sont ordonnées dans cette zone, elles doivent être exécutées sous la responsabilité d'un vétérinaire dûment mandaté par l'inspecteur vétérinaire de wilaya".

Art. 7. — Les dispositions de l'article 13 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 susvisé, sont complétées comme suit :

"Art. 13. — La périphérie de la zone où les déplacements sont interdits comprend la zone d'observation intensive située dans un rayon fixé selon les mêmes modalités que ci-dessus.

Les mesures sanitaires applicables dans cette zone sont les suivantes :

- prospection et recensement des animaux sensibles ;
- réglementation de la circulation des animaux ;
- réglementation des marchés, foires, expositions ou tout autre rassemblement".

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rajab 1423 correspondant au 28 septembre 2002.

Ali BENFLIS.



Décret exécutif n° 02-303 du 21 Rajab 1423 correspondant au 28 septembre 2002 modifiant et complétant le décret exécutif n° 91-60 du 23 février 1991, modifié et complété, déterminant l'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2);

Vu le décret présidentiel n° 99-240 du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 relatif à la nomination aux emplois civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-226 du 25 juillet 1990 fixant les droits et obligations des travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 90-228 du 25 juillet 1990 fixant le mode de rémunération applicable aux travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-60 du 23 février 1991, modifié et complété, déterminant l'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995, modifié et complété, fixant les attributions du ministre des finances ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif n° 91-60 du 23 février 1991, susvisé.

Décret exécutif n° 03-172 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003 portant virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des finances.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 02-11 du 20 Chaoual 1423 correspondant au 24 décembre 2002 portant loi de finances pour 2003 ;

Vu le décret exécutif n° 03-19 du 6 Dhou El Kaada 1423 correspondant au 8 janvier 2003 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2003, au ministre des finances ;

Décète :

Article 1er. — Il est annulé, sur 2003, un crédit de cinq millions de dinars (5.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des finances, section VI – Direction générale du budget, sous-section I – Services centraux et au chapitre n° 34-01 “Direction générale du budget – Remboursement de frais”.

Art. 2. — Il est ouvert, sur 2003, un crédit de cinq millions de dinars (5.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des finances, section VI – “Direction générale du budget, sous-section 1 – Services centraux et au chapitre n° 34-90 “Direction générale du budget — Parc automobile”.

Art. 3. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003.

Ali BENFLIS.



Décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003 fixant les modalités de mobilisation des vétérinaires en cas d'épizootie et lors d'opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85 (1° et 4°) et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 27 et 59 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée, et conformément aux dispositions de l'article 14 du décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, susvisé, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de mobilisation des vétérinaires et notamment ceux exerçant à titre privé, en cas d'épizootie et lors d'opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 2. — Pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale, les vétérinaires exerçant à titre privé peuvent être mandatés par cette autorité, après signature d'un cahier des charges, qui sera fixé par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Les conditions et les modalités d'attribution du mandat sanitaire seront fixées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 4. — Les modalités de rétribution des vétérinaires mandatés seront définies par arrêté interministériel des ministres chargés de l'agriculture et des finances.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003.

Ali BENFLIS.

DECRETS

Décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004 fixant les conditions et modalités d'agrément sanitaire des établissements dont l'activité est liée aux animaux, produits animaux et d'origine animale ainsi que de leur transport.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale, notamment son article 9 (alinéas 3, 5 et 8) ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 01-11 du 11 Rabie Ethani 1422 correspondant au 3 juillet 2001 relative à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu la loi 01-13 du 17 Joumada El Oula 1422 correspondant au 7 août 2001 portant orientation et organisation des transports terrestres ;

Vu la loi 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et médecins vétérinaires spécialistes ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 9 (alinéas 3,5 et 8) de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les modalités d'agrément sanitaire des établissements dont l'activité est liée aux animaux, aux produits animaux et d'origine animale ainsi que de définir les conditions de leur transport.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Art. 2. — Les établissements dont l'activité est liée aux animaux, aux produits animaux et d'origine animale sont :

— les établissements d'élevage d'animaux ;

— les lieux de rassemblement et d'exposition en vue de la vente d'animaux vivants ;

— les établissements d'accouaison ;

— les établissements de production, de préparation, de transformation, de réfrigération, de congélation, de conditionnement et d'emballage ou d'entreposage des produits animaux et d'origine animale ;

— les établissements dont l'activité est liée aux produits de la pêche et de l'aquaculture ;

— les établissements de production, de conditionnement et d'entreposage d'aliments pour animaux.

Art. 3. — Au sens du présent décret, il est entendu par :

— **établissement d'élevage d'animaux** : toute infrastructure spécialement conçue ou bâtie ou utilisée et équipée pour l'élevage d'animaux de toutes espèces ;

— **lieu de rassemblement et d'exposition en vue de la vente d'animaux vivants** : toute aire ou infrastructure conçue pour ce type d'activité ;

— **établissement d'accouaison** : toute infrastructure spécialement conçue ou bâtie ou utilisée et équipée pour l'accouaison ;

— **établissement de production, de préparation, de transformation, de réfrigération, de congélation, de conditionnement, d'emballage ou d'entreposage des produits animaux et d'origine animale** : tout local conçu ou bâti et équipé dans lequel les produits animaux ou d'origine animale sont produits, préparés, transformés, réfrigérés, congelés, conditionnés, emballés ou entreposés ;

— **établissement dont l'activité est liée aux produits de la pêche et de l'aquaculture** : tout local conçu ou bâti ou utilisé et équipé pour l'élevage, la préparation, la transformation, la réfrigération, la congélation, le conditionnement, l'emballage ou l'entreposage des produits de la pêche et de l'aquaculture ;

— **établissement de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux** : toute unité spécialement conçue ou bâtie ou utilisée et équipée en vue de la préparation, du conditionnement et de l'entreposage d'aliments pour animaux.

CHAPITRE II

PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX ETABLISSEMENTS DONT L'ACTIVITÉ EST LIÉE AUX ANIMAUX, PRODUITS ANIMAUX ET D'ORIGINE ANIMALE

Section 1

Dispositions communes

Art. 4. — Les établissements cités à l'article 2 ci-dessus doivent être implantés dans des zones non polluées, en dehors des zones urbaines, clôturés, alimentés en eau potable et en électricité. Ils doivent être conçus de façon à minimiser toute source de contamination et à permettre une évacuation adéquate des déchets.

Art. 5. — L'activité professionnelle dans les lieux de travail doit s'exercer dans des conditions d'hygiène adéquates.

Les dispositions du présent article sont précisées par arrêté conjoint du ministre chargé de la santé et du ministre chargé de l'agriculture.

Section 2

Dispositions particulières

Art. 6. — Les établissements d'élevage d'animaux doivent être conçus et équipés de façon à assurer le bien-être des animaux. Ils doivent être construits avec des matériaux lisses et étanches, faciles à nettoyer et rendant aisée l'application des mesures de désinfection.

Art. 7. — Les établissements d'accouplement doivent être conçus et équipés de façon à permettre la circulation dans une seule direction, allant des zones dites sales vers les zones dites propres. Les différentes zones doivent être séparées les unes des autres.

Art. 8. — Les établissements de production, de préparation, de transformation, de réfrigération, de congélation, de conditionnement, d'emballage ou d'entreposage des produits animaux ou d'origine animale et les établissements dont l'activité est liée aux produits de la pêche et de l'aquaculture ainsi que les établissements de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux, doivent répondre aux conditions suivantes :

— les lieux de travail doivent être conçus et disposés de façon à éviter toute contamination des produits ;

— les murs, les plafonds, les portes et les fenêtres doivent présenter des surfaces lisses faciles à nettoyer et à désinfecter, en matériaux résistants imperméables et en matière non absorbante ;

— le sol doit être incliné de façon à permettre l'évacuation des liquides résiduels ;

— les établissements de production doivent, en plus des conditions citées ci-dessus, permettre également la circulation dans une seule direction allant des zones dites sales vers les zones dites propres. Les différentes zones doivent être séparées les unes des autres.

Art. 9. — Les prescriptions relatives aux établissements, évoquées dans les articles 6, 7 et 8 du présent décret, sont précisées, le cas échéant, par arrêté du ministre chargé de l'autorité vétérinaire et des ministres concernés.

CHAPITRE III

CONDITIONS D'AGREMENT SANITAIRE

Art. 10. — Avant toute mise en exploitation des établissements cités à l'article 2 du présent décret, l'autorité vétérinaire doit s'assurer, après visite de l'infrastructure, des installations et des équipements, de l'application des dispositions édictées par le présent décret et délivre un agrément sanitaire.

Art. 11. — Chaque établissement agréé, conformément aux dispositions du présent décret, doit disposer d'un registre coté et paraphé par l'autorité vétérinaire où sont consignés, notamment :

— toutes les informations d'ordre zootechnique et sanitaire relatives à l'activité exercée ;

— tous les rapports de visite d'inspection de l'autorité vétérinaire.

Ce registre doit être présenté à tout contrôle des services de l'autorité vétérinaire.

Art. 12. — Les dispositions des articles 10 et 11 ci-dessus sont précisées, en tant que de besoin, par arrêté du ministre chargé de l'agriculture et, le cas échéant, des ministres concernés.

Art. 13. — Toute modification dans l'installation des locaux, leur aménagement et leur équipement qui relève de l'agrément sanitaire, doit être portée à la connaissance de l'autorité vétérinaire. Cette autorité est tenue d'effectuer une nouvelle visite de l'infrastructure, des installations et des équipements afin d'actualiser l'agrément sanitaire, le cas échéant.

Art. 14. — Les modifications dans l'installation des locaux, leur aménagement et leur équipement qui remettraient en cause l'agrément sanitaire entraînent :

— une notification des réserves par l'autorité vétérinaire avec l'obligation pour l'exploitant de lever les réserves dans un délai d'un mois ;

— à l'issue de ce délai et au cas où les réserves ne sont pas levées, l'autorité vétérinaire procède à une suspension temporaire de deux (2) mois de l'agrément sanitaire ;

— à l'issue de la suspension temporaire et si les réserves ne sont pas levées, l'autorité vétérinaire prononce le retrait de l'agrément sanitaire.

CHAPITRE IV

TRANSPORT D'ANIMAUX, DES PRODUITS ANIMAUX ET D'ORIGINE ANIMALE

Art. 15. — Les moyens de transport d'animaux doivent être conçus et équipés de façon à préserver leur vie et leur bien-être.

Art. 16. — Les moyens de transport d'animaux, des produits animaux ou d'origine animale et des produits de la pêche et de l'aquaculture doivent être identifiés par l'autorité vétérinaire, par l'attribution d'un document portant les références de cette identification.

La procédure d'identification consiste en la vérification de la conformité des moyens de transport à la réglementation en vigueur.

Art. 17. — Les dispositions du présent décret s'appliquent pour tout nouvel établissement dont l'activité est liée aux animaux, produits animaux ou d'origine animale, aux produits de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que les établissements de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux et de leur transport.

La situation des établissements et les moyens de transport en exercice à la date de la publication du présent décret devront être conformes aux conditions prescrites ci-dessus.

Art. 18. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 04-83 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004 fixant les tarifs pour le recouvrement des produits des ressources liées au contrôle phytosanitaire et à l'homologation des produits phytosanitaires à usage agricole.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes, notamment son article 234 ;

Vu la loi n° 87-17 du 1er août 1987 relative à la protection phytosanitaire ;

Vu la loi n° 01-21 du 7 Chaoual 1422 correspondant au 22 décembre 2001 portant loi de finances pour 2002, notamment son article 225 ;

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé "Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire, FPZPP" ;

Décète :

Article 1er. — En application de l'article 225 de la loi n° 01-21 du 7 Chaoual 1422 correspondant au 22 décembre 2001, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les tarifs pour le recouvrement des produits des ressources liées au contrôle phytosanitaire et à l'homologation des produits phytosanitaires à usage agricole.

Art. 2. — Les tarifs des produits des ressources liées au contrôle phytosanitaire et à l'homologation des produits phytosanitaires à usage agricole sont annexés au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004.

DECRETS

Décret exécutif n° 04-187 du 19 Jomada El Oula 1425 correspondant au 7 juillet 2004 fixant la nomenclature des engins de pêche dont l'importation, la fabrication, la détention et la vente sont interdites.

Le Chef du Gouvernement ,

Sur le rapport du ministre de la pêche et des ressources halieutiques,

Vu la Constitution , notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 73-12 du 3 avril 1973, modifiée et complétée , portant création du service national des garde-côtes ;

Vu la loi n° 01-11 du 11 Rabie Ethani 1422 correspondant au 3 juillet 2001 relative à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 51 de la loi n° 01-11 du 11 Rabie Ethani 1422 correspondant au 3 juillet 2001, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer la nomenclature des engins de pêche dont l'importation , la fabrication , la détention et la vente sont interdites.

Art. 2. — Est interdit pour la pêche, l'usage :

- des dragues mécanisées ;
- des pompes ;
- des croix de Saint-André ;
- des appareils générateurs de décharges électriques ;
- des substances toxiques et corrosives ;
- des engins explosifs et armes à feu ;
- des filets maillant dérivants d'une longueur plus de 2,5 km ;
- des filets maillant dont la plus petite maille étirée est inférieure à 24 millimètres ;
- des filets flottants dont la plus petite maille étirée est inférieure à 130 millimètres ;

— des engins actifs «chaluts de fonds » dont la petite maille étirée est inférieure à 40 millimètres ;

— des engins actifs « chaluts pélagiques » dont la maille étirée est inférieure à 20 millimètres ;

— des engins actifs « chaluts semi- pélagiques » dont la maille étirée est inférieure à 40 millimètres ;

— des engins actifs « chaluts à crevettes » dont la maille étirée est inférieure à 40 millimètres ;

— la fixation de dispositifs permettant d'obstruer les mailles d'une partie quelconque d'un filet ou d'en réduire effectivement les dimensions.

Art. 3. — L'interdiction des engins, produits ou instruments prévus à l'article 2 ci-dessus ne s'applique pas à la pêche scientifique exercée conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Jomada El Oula 1425 correspondant au 7 juillet 2004.

Ahmed OUYAHIA.

—————★—————

Décret exécutif n° 04-188 du 19 Jomada El Oula 1425 correspondant au 7 juillet 2004 fixant les modalités de capture, de transport, de commercialisation et d'introduction dans les milieux aquatiques des géniteurs, larves, alevins et des naissains ainsi que les modalités de capture, de transport, d'entreposage, d'importation et de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire destinés à l'élevage, à la culture ou à la recherche scientifique.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la pêche et des ressources halieutiques,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 01-11 du 11 Rabie Ethani 1422 correspondant au 3 juillet 2001 relative à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-452 du 16 novembre 1991 relatif aux inspections vétérinaires des postes frontières ;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Vu le décret exécutif n° 03-481 du 19 Chaoual 1424 correspondant au 13 décembre 2003 fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche;

Décrète:

Article 1er. — En application des dispositions des articles 39 et 54 de la loi n° 01-11 du 11 Rabie Ethani 1422 correspondant au 3 juillet 2001, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de capture, de transport, de commercialisation et d'introduction dans les milieux aquatiques des géniteurs, larves, alevins et naissains ainsi que les modalités de capture, de transport, d'entreposage, d'importation et de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire, destinés à l'élevage, à la culture ou à la recherche scientifique.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — Au sens du présent décret est entendu par :

— **Larve** : La première forme présentée par un certain nombre d'animaux à la sortie de l'œuf.

— **Alevin** : Ecophase larvaire des poissons, constituée par les larves venant d'éclore.

— **Civelle** : Ecophase larvaire de l'anguille.

— **Œuf** : Cellule résultant de la fécondation et qui par division donne un nouvel être animal ou végétal.

— **Naissain** : Forme larvaire issue des pontes des mollusques bivalves.

— **Juvénile** : Jeune poisson n'ayant pas atteint le stade de maturité.

CHAPITRE II

DES MODALITES DE CAPTURE, DE TRANSPORT, DE COMMERCIALISATION ET D'INTRODUCTION DANS DES MILIEUX AQUATIQUES DES GENITEURS ET PRODUITS DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE N'AYANT PAS ATTEINT LA TAILLE MINIMALE REGLEMENTAIRE

Art. 3. — La demande d'autorisation pour la capture, le transport, la commercialisation ou l'introduction dans des milieux aquatiques des géniteurs et produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire, destinés à l'élevage, à la culture ou à la recherche scientifique, prévue par les dispositions de l'article 39 de la loi n° 01-11 du 11 Rabie Ethani 1422 correspondant au 3 juillet 2001 susvisée, est adressée à l'administration chargée de la pêche et doit mentionner :

— La qualité du postulant ;

— Le but de l'opération ;

— La désignation du lieu de l'opération ;

— Le matériel et /ou équipement utilisé ;

— Le nom scientifique et commun des espèces concernées ;

— Le stade de développement des produits, ainsi que la quantité demandée ;

— La durée ou la période de validité de l'autorisation.

Art. 4. — Pour les autorisations nécessitant l'avis d'autres autorités, au sens des dispositions de l'article 39 de la loi n° 01-11 du 11 Rabie Ethani 1422 correspondant au 3 juillet 2001 susvisée, une copie du dossier de la demande est transmise pour avis aux services concernés des administrations chargées :

— de la santé animale ;

— des ressources en eau ;

— de l'environnement ;

— du transport ;

— du commerce.

L'avis de ces administrations doit être transmis à l'autorité chargée de la pêche dans les quinze (15) jours qui suivent la date de transmission.

Art. 5. — L'autorisation de capture, de transport, de commercialisation ou d'introduction dans des milieux aquatiques des géniteurs et produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire, destinés à l'élevage, à la culture ou à la recherche scientifique, est personnelle et peut être annulée en cas de non-respect des conditions qu'elle détermine.

Les conditions et le contenu de l'autorisation sont fixés par arrêté du ministre chargé de la pêche.

CHAPITRE III

DES MODALITES DE CAPTURE, D'ENTREPOSAGE, D'IMPORTATION, DE TRANSPORT, DE COMMERCIALISATION DES GENITEURS ET PRODUITS DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE N'AYANT PAS ATTEINT LA TAILLE MINIMALE REGLEMENTAIRE DESTINES A L'ELEVAGE A LA CULTURE OU A LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Section 1

La capture

Art. 6. — Pour assurer la préservation des espèces aquatiques ainsi que leur renouvellement, la capture dans le milieu naturel des produits de la pêche n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire doit s'effectuer aux moyens de :

- Epuisettes dont le maillage varie entre 1 et 2 mm ;
- Filets fins (Subert) ;
- Sennes dont le maillage varie entre 3 et 5 mm ;
- Tamis ;
- Paniers ;
- Casiers ;
- Capteurs de naissains ;
- Râteaux ;
- Cordages.

Art. 7. — Dans tous les cas, ne peuvent être autorisés, pour la capture des géniteurs et produits de la pêche n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire, que les engins prévus dans l'autorisation.

Art. 8. — L'utilisation de décharges électriques n'est autorisée qu'à des fins scientifiques.

L'utilisation de cette technique doit être précisée dans l'autorisation.

Section 2

L'entreposage

Art. 9. — L'entreposage et le stockage des géniteurs et produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire doivent s'effectuer dans des conditions et selon des modalités fixées par le ministre chargé de la pêche.

Section 3

L'importation

Art. 10. — Toute importation de géniteurs ou de produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille réglementaire est assujettie à la délivrance d'un certificat de conformité du pays d'origine.

Section 4

La commercialisation

Art. 11. — La commercialisation des produits de la pêche n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire ne peut se faire qu'à des fins d'élevage, de culture et de recherche scientifique.

Art. 12. — Toute exportation de géniteurs ou de produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille réglementaire est soumise à un certificat délivré par l'autorité chargée de la santé animale.

Section 5

Le transport

Art. 13. — Il est interdit de transporter les géniteurs et produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire avec d'autres produits pouvant affecter leur salubrité ou les contaminer.

Art. 14. — Le transport des géniteurs et produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire, destinés à l'élevage, à la culture ou à la recherche scientifique, doit s'effectuer :

- dans des camions isothermes dotés de systèmes d'oxygénation ou conçus pour le transport des espèces vivantes (camions viviers),
- dans des sacs en plastique (polyéthylène) bien oxygénés en respectant les conditions d'hygiène et de salubrité prévues par la réglementation en vigueur,
- dans des nids humidifiés conçus pour le transport des œufs de poissons ;
- dans des cuves.

Art. 15. — Lors du transport des géniteurs et produits de la pêche et de l'aquaculture n'ayant pas atteint la taille minimale réglementaire, l'autorisation prévue à l'article 5 ci-dessus doit comprendre toutes les prescriptions particulières liées au transport.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 16. — Toutes les opérations d'entreposage, d'importation, d'exportation, de transport et de commercialisation sont soumises au contrôle et à l'inspection des services de l'autorité vétérinaire nationale, conformément aux dispositions de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée, et des textes pris pour son application.

Art. 17. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Jomada El Oula 1425 correspondant au 7 juillet 2004.

Ahmed OUYAHIA.

DECRETS

Décret exécutif n° 05-483 du 20 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 22 décembre 2005 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2005.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 04-21 du 17 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 29 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005 ;

Vu l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 ;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 19 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 13 juillet 1998, modifié et complété, relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé, sur l'exercice 2005, un crédit de paiement de sept milliards de dinars (7.000.000.000 DA) et une autorisation de programme de quatre milliards deux cent trente-huit millions de dinars (4.238.000.000 DA) applicables aux dépenses à caractère définitif (prévus par l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005) conformément au tableau "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert, sur l'exercice 2005, un crédit de paiement de sept milliards de dinars (7.000.000.000 DA) et une autorisation de programme de quatre milliards deux cent trente huit millions de dinars (4.238.000.000 DA) applicables aux dépenses à caractère définitif (prévus par l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005) conformément au tableau "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 22 décembre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

Tableau "A" – Concours définitifs

(En milliers de DA)

SECTEURS	MONTANTS ANNULES	
	C.P.	A.P.
Soutien à l'accès à l'habitat	6.000.000	—
Provision pour dépenses imprévues	1.000.000	4.238.000
TOTAL	7.000.000	4.238.000

Tableau "B" – Concours définitifs

(En milliers de DA)

SECTEURS	MONTANTS OUVERTS	
	C.P.	A.P.
Agriculture et hydraulique	1.000.000	3.000.000
Soutien aux services productifs	1.000.000	—
Infrastructures économiques et administratives	5.000.000	—
Infrastructures socio-culturelles	—	1.238.000
TOTAL	7.000.000	4.238.000

Décret exécutif n° 05-484 du 20 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 22 décembre 2005 modifiant et complétant le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu la loi n° 90-18 du 31 juillet 1990 relative au système national légal de métrologie ;

Vu la loi n° 91-05 du 16 janvier 1991, modifiée et complétée, portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe ;

Vu la loi n° 04-04 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004 relative à la normalisation ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et de la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 96-354 du 6 Joumada Ethania 1417 correspondant au 19 octobre 1996, modifié et complété, relatif aux modalités de contrôle de la conformité et de la qualité des produits importés ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1er du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les règles d'étiquetage et de présentation des denrées alimentaires.

Les dispositions du présent décret s'appliquent aux denrées alimentaires préemballées ou non, offertes comme telles aux consommateurs et celles destinées à la restauration, aux hôpitaux, aux cantines et autres collectivités similaires ci-après dénommées «collectivités».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

« Art. 2. — Au sens des dispositions du présent décret, il est entendu par :

— **étiquetage** : tout texte écrit ou imprimé ou toute représentation graphique qui figure sur l'étiquette, accompagne le produit ou est placé à proximité de celui-ci pour en promouvoir la vente ;

— **étiquette** : toute fiche, marque, image ou autre matière descriptive, écrite, imprimée, poncée, apposée, gravée ou appliquée sur l'emballage d'une denrée alimentaire ou jointe à celui-ci ;

— **denrée alimentaire** : toute substance traitée ou partiellement traitée ou brute, destinée à l'alimentation humaine et englobant les boissons, la gomme à mâcher ainsi que toutes les substances utilisées dans la fabrication, la préparation ou le traitement de la denrée alimentaire, à l'exclusion des produits cosmétiques ou des tabacs ou des substances employées uniquement comme médicament ;

— **allégation** : toute représentation qui énonce, suggère ou laisse entendre qu'une denrée alimentaire possède des qualités particulières liées à son origine, ses propriétés nutritives, sa nature, sa transformation, sa composition ou toute autre qualité ;

— **réipient** : tout emballage d'une denrée alimentaire destinée à être distribuée comme article individuel, que cet emballage la recouvre entièrement ou partiellement ; les feuilles utilisées pour l'emballage sont comprises dans cette définition. Un réipient peut contenir plusieurs unités ou types d'emballages au moment où il est offert au consommateur ;

— **lot** : quantité définie d'une denrée alimentaire fabriquée dans des conditions analogues ;

— **préemballé** : placé à l'avance dans un emballage ou un réipient pour être offert au consommateur ou à la restauration collective ;

— **date de fabrication** : date à laquelle la denrée alimentaire devient conforme à la description qui en est faite ;

— **date de conditionnement** : date à laquelle le produit est placé dans le réipient immédiat dans lequel il sera vendu en dernier ressort ;

— **date limite de consommation ou date limite d'utilisation** : date estimée d'expiration du délai après lequel, dans les conditions d'entreposage spécifiées, la denrée n'aura probablement pas la qualité que le consommateur est en droit d'attendre. Après cette date, la denrée ne doit plus être considérée comme commercialisable ;

— **date limite de vente** : dernière date à laquelle la denrée peut être mise en vente auprès du consommateur et après laquelle il reste encore une période raisonnable d'entreposage à la maison ;

— **date de durabilité minimale ou à consommer de préférence avant....** : date d'expiration du délai, dans les conditions d'entreposage indiquées (s'il y a lieu), durant laquelle la denrée alimentaire reste pleinement commercialisable et conserve toutes les qualités particulières qui lui sont implicitement ou explicitement attribuées. La denrée peut toutefois rester pleinement satisfaisante après cette date ;

— **ingrédient** : toute substance, y compris les additifs alimentaires utilisés dans la fabrication ou la préparation d'une denrée alimentaire et encore présente dans le produit fini éventuellement sous une forme modifiée ;

— **additif alimentaire** : toute substance qui n'est pas normalement consommée en tant que denrée alimentaire en soi et n'est pas normalement utilisée comme ingrédient caractéristique d'un aliment, qu'elle ait ou non une valeur nutritive, et dont l'addition intentionnelle à la denrée alimentaire dans un but technologique ou organoleptique, à une quelconque étape de la fabrication, de la transformation, de la préparation, du traitement, du conditionnement, de l'emballage, du transport ou du stockage de cette denrée, entraîne ou peut entraîner directement ou indirectement son incorporation ou celle de ses dérivés à la denrée ou peut affecter de toute autre façon les caractéristiques de cette denrée. L'expression « additif alimentaire » ne s'applique ni aux contaminants ni aux substances ajoutées aux denrées alimentaires, dans le but d'en maintenir ou d'en améliorer les propriétés nutritives ;

— **aliments destinés à la restauration collective** : aliments consommés dans les restaurants, les cantines, les écoles, les hôpitaux et autres collectivités similaires qui offrent de la nourriture en vue de sa consommation immédiate.

Art. 4. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

« Art. 4. — Les denrées alimentaires préemballées offertes au consommateur doivent comporter un étiquetage conforme aux dispositions fixées par le présent décret.

Les denrées alimentaires présentées non préemballées à la vente au consommateur doivent être identifiées, au moins, par leur dénomination de vente inscrite sur un écriteau ou tout autre moyen dont l'emplacement ne doit laisser aucun doute quant à la denrée à laquelle elle se rapporte ».

Art. 5. — Les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

« Art. 5. — Les mentions d'étiquetage doivent être rédigées en langue arabe et à titre accessoire et facultatif dans une ou plusieurs autres langues accessibles aux consommateurs. Elles sont inscrites à un endroit apparent et de manière à être visibles, clairement lisibles et indélébiles dans les conditions normales de vente ».

Art. 6. — Il est inséré dans le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, un article 5 bis rédigé comme suit :

« Art. 5 bis. — Lorsque les mentions d'étiquetage sont portées sur une étiquette, celle-ci doit être fixée de manière à ce qu'elle ne puisse se détacher de l'emballage.

Lorsque le récipient est recouvert lui-même d'un emballage, toutes les mentions obligatoires doivent figurer sur ce dernier ou sur l'étiquette du récipient qui doit être lisible, dans ce cas, en transparence et ne pas être masquée par l'emballage.

Toute surcharge ou rajout sur l'étiquetage est interdit ».

Art. 7. — Les dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

« Art. 6. — L'étiquetage des denrées alimentaires, prévu à l'alinéa 2 de l'article 1er ci-dessus, comporte dans les conditions et sous réserve des dérogations prévues aux articles ci-dessous, les mentions suivantes :

1 — la dénomination de vente ;

2 — la quantité nette pour les denrées préemballées ;

3 — le nom ou la raison sociale ou la marque déposée et l'adresse du fabricant ou du conditionneur ou du distributeur et de l'importateur lorsque la denrée est importée ;

4 — le pays d'origine et/ou de provenance ;

5 — l'identification du lot de fabrication ;

6 — le mode d'emploi et les précautions d'emploi au cas où leur omission ne permettrait pas de faire un usage approprié de la denrée alimentaire ;

7 — la date de fabrication ou de conditionnement et la date de durabilité minimale ou, dans le cas des denrées alimentaires très périssables microbiologiquement, la date limite de consommation ;

8 — la liste des ingrédients ;

9 — les conditions particulières de conservation ;

10 — la mention du titre « alcoométrique volumique acquis » pour les boissons titrant plus de 1,2 % d'alcool en volume ;

11 — lorsque c'est le cas, la mention « traitée par rayonnements ionisants ou traitée par ionisation » ou le symbole d'irradiation international à proximité immédiate du nom de l'aliment.

Certains produits ou familles de produits peuvent être dispensés de l'indication de l'une ou de plusieurs mentions prévues ci-dessus, par arrêté du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes ».

Art. 8. — Il est inséré dans le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, un article 6 bis rédigé comme suit :

« Art. 6 bis. — Les mentions relatives à la dénomination de vente et à la quantité nette doivent être regroupées dans le même champ visuel ».

Art. 9. — Les dispositions de l'article 7 du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

« Art. 7. — Dans le cas des emballages ou récipients dont la face la plus grande a une surface inférieure à dix (10) centimètres carrés, l'étiquetage ne doit comporter que les mentions relatives à :

1 — la dénomination de vente ;

2 — la quantité nette ;

3 — la date de durabilité minimale ou la date limite de consommation.

Les autres mentions d'étiquetage prévues par l'article 6 ci-dessus doivent figurer sur l'emballage rassembleur ».

Art. 10. — Les dispositions de l'article 8 du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

« Art. 8. — La dénomination de vente doit indiquer la nature exacte de la denrée et elle doit normalement être spécifique et non générique.

Lorsqu'il n'existe pas de telles dénominations, il doit être employé une dénomination habituelle ou courante ou un terme descriptif approprié qui ne risque pas d'induire en erreur le consommateur.

Lorsque la réglementation précise le ou les noms à donner à cette denrée alimentaire, il faut utiliser au moins l'un de ces noms. A défaut, il y a lieu d'utiliser les dénominations prévues par les normes internationales.

Une dénomination « inventée » ou « fantaisiste », « une dénomination de marque » ou une « appellation commerciale » peuvent être utilisées à condition qu'elles s'accompagnent de l'une des désignations prévues aux alinéas 1 et 2 ci-dessus.

L'étiquetage doit porter, en liaison avec la dénomination de la denrée ou à proximité immédiate de celle-ci, les mots ou groupes de mots nécessaires pour éviter que le consommateur ne soit induit en erreur en ce qui concerne la nature et les conditions exactes de fabrication de l'aliment, y compris son milieu de couverture, son mode de présentation ainsi que l'état dans lequel il se trouve ou le type de traitement qu'il a subi ».

Art. 11. — Il est inséré dans le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, trois (3) articles *8 bis*, *8 ter* et *8 quater* rédigés comme suit :

« Art. 8. *bis*. — L'indication de la quantité nette des denrées alimentaires est exprimée selon le système métrique international en :

- 1 — mesures de volume pour les denrées liquides ;
- 2 — mesures de poids pour les denrées solides ;
- 3 — poids ou en volume pour les denrées pâteuses ou visqueuses ;
- 4 — nombre d'unités pour les denrées alimentaires vendues à la pièce.

Lorsqu'une denrée alimentaire solide est présentée dans un milieu liquide de couverture, le poids net égoutté de cette denrée est également indiqué dans l'étiquetage.

Il est entendu par milieu liquide l'eau et les solutions aqueuses de sucre et de sel, les jus de fruits et de légumes uniquement dans les fruits et légumes en conserve ou le vinaigre, seuls ou en combinaison ».

« Art. 8. *ter*. — L'indication de la quantité nette n'est pas obligatoire pour les denrées alimentaires :

- 1 — qui sont soumises à des pertes considérables de leur volume ou de leur masse et qui sont vendues à la pièce ou pesées devant l'acheteur.

La liste des denrées alimentaires soumises à des pertes considérables de leur volume ou de leur masse est fixée par arrêté du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

- 2 — dont la quantité nette est inférieure à cinq (5) grammes ou à cinq (5) millilitres, à l'exception toutefois des épices et plantes aromatiques.

Il peut être prévu par arrêté du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes, à titre exceptionnel, des seuils supérieurs à cinq (5) grammes ou à cinq (5) millilitres pour certaines denrées alimentaires.

Dans le cas des denrées alimentaires vendues à la pièce, la mention de la quantité nette n'est pas obligatoire sous réserve que le nombre de pièces puisse clairement être vu et facilement compté de l'extérieur ou, à défaut, qu'il soit indiqué au niveau de l'étiquetage ».

« Art. 8. *quater*. — Lorsqu'un préemballage est constitué de deux ou de plusieurs emballages individuels contenant la même quantité de la même denrée alimentaire, l'indication de la quantité nette est donnée en mentionnant la quantité nette contenue dans chaque emballage individuel et leur nombre total. Ces mentions ne sont toutefois pas obligatoires lorsque le nombre total des emballages individuels peut être clairement vu et facilement compté de l'extérieur et lorsqu'au moins une indication de la quantité nette, contenue dans chaque emballage individuel, peut être clairement vue de l'extérieur.

Lorsqu'un préemballage est constitué de deux ou de plusieurs emballages individuels contenant la même quantité de la même denrée alimentaire et qui ne sont pas considérés comme unités de vente, l'indication de la quantité nette est donnée en mentionnant la quantité nette totale et le nombre total des emballages individuels ».

Art. 12. — Les dispositions de l'article 9 du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

« Art. 9. — La liste des ingrédients est constituée par l'énumération de tous les ingrédients de la denrée, dans l'ordre décroissant de leur pourcentage d'incorporation lors de la fabrication de cette denrée.

Cette liste est précédée d'une mention appropriée constituée du terme « ingrédients » ou le comprenant.

Lorsqu'un ingrédient d'une denrée alimentaire est lui-même constitué de deux ou plusieurs ingrédients, cet ingrédient composé doit être porté dans la liste des ingrédients, suivi d'une liste entre parenthèses de ses propres ingrédients énumérés dans l'ordre décroissant de leur proportion.

Lorsque la dénomination de vente ou l'étiquetage de la denrée fait référence à la présence d'un ou de plusieurs ingrédients nécessaires pour caractériser la denrée, leur quantité doit être mentionnée sauf s'ils ont été utilisés à faible dose comme plusieurs ingrédients, ces derniers étant considérés comme ingrédients de cette denrée.

Quand un produit irradié est utilisé comme ingrédient dans un autre aliment, il en est fait état dans la liste des ingrédients ».

Art. 13. — Les dispositions de l'article 11 du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

« Art. 11. — Sous réserve des dispositions imposant d'autres indications de date, la mention de la date de durabilité minimale ou de la date limite de consommation n'est pas requise dans le cas :

- 1 — des fruits et légumes frais qui n'ont pas fait l'objet d'un épluchage, d'un coupage ou d'autres traitements similaires ;

2 — des vins, vins de liqueurs, vins mousseux, vins aromatisés et des produits similaires obtenus à partir de fruits autres que le raisin ainsi que des boissons fabriquées à partir de raisin ou de moût de raisin ;

3 — des boissons titrant 10 % ou plus d'alcool, en volume ;

4 — des produits de la boulangerie et de la pâtisserie qui, par leur nature, sont normalement consommés dans un délai de vingt-quatre (24) heures après leur fabrication ;

5 — des vinaigres ;

6 — du sel de qualité alimentaire ;

7 — des sucres à l'état solide ;

8 — des produits de confiseries composés de sucres aromatisés et/ou colorés ;

9 — des gommages à mâcher et produits similaires à mâcher ».

Art. 14. — Il est inséré dans le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, huit (8) articles *12 bis*, *12 ter*, *12 quater*, *12 quinquès*, *12 sexiès*, *12 septiès*, *12 octiès* et *12 noniès*, rédigés comme suit :

« Art. *12 bis*. — Lorsque la denrée alimentaire contient les ingrédients ci-après ceux-ci doivent être clairement mis en évidence dans l'étiquetage :

1 — céréales contenant du gluten, notamment le blé, le seigle, l'orge, l'avoine, l'épeautre ou leurs souches hybridées et les produits dérivés ;

2 — crustacés et produits dérivés ;

3 — œufs et produits dérivés ;

4 — poissons et produits dérivés ;

5 — arachides, soja et produits dérivés ;

6 — laits et produits laitiers y compris le lactose ;

7 — fruits à coque et produits dérivés ;

8 — sulfites en concentration de dix (10) mg/kg ou plus.

La liste de ces ingrédients est actualisée par arrêté du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes et, le cas échéant, des ministres concernés ».

« Art. *12 ter*. — Sont dispensées de l'indication de leurs ingrédients, les denrées alimentaires suivantes :

1 — les fruits et légumes frais qui n'ont pas fait l'objet d'un épluchage, coupage ou autre traitement similaire ;

2 — les eaux gazeifiées dont la dénomination fait apparaître cette caractéristique ;

3 — le vinaigre de fermentation provenant exclusivement d'un seul produit de base et n'ayant subi l'adjonction d'aucun autre ingrédient ;

4 — les fromages, beurres, laits et crèmes fermentés, dans la mesure où ces denrées n'ont subi l'adjonction que de produits lactés, d'enzymes et de cultures de micro-organismes nécessaires à leur fabrication ou que du sel nécessaire à la fabrication des fromages autres que frais ;

5 — les denrées alimentaires qui ne comportent qu'un seul ingrédient à condition que la dénomination de vente soit identique au nom de l'ingrédient ou qu'elle puisse permettre de déterminer la nature de l'ingrédient sans risque de confusion ».

« Art. *12 quater*. — A l'exception des ingrédients énumérés dans la liste fixée par l'article *12 bis* ci-dessus, les ingrédients doivent être désignés par un nom spécifique ou par un nom de catégorie, conformément aux tableaux repris en annexe I du présent décret.

Toutefois, le saindoux et la graisse de bœuf doivent être déclarés par leur nom spécifique ».

« Art. *12 quinquès*. — L'eau d'ajout doit être déclarée dans la liste des ingrédients, sauf quand elle fait partie elle-même d'un ingrédient comme notamment la saumure, le sirop ou le bouillon entrant dans la composition d'un aliment.

L'eau ou les autres ingrédients volatiles évaporés en cours de fabrication ne sont pas mentionnés ».

« Art. *12 sexiès*. — Les additifs alimentaires dont l'emploi est autorisé dans les aliments doivent être indiqués par leur nom de catégorie fixé à l'annexe II du présent décret, suivi de leur nom spécifique ou de leur numéro d'identification reconnu conformément à la réglementation en vigueur ».

« Art. *12 septiès*. — Au titre de l'identification du lot, chaque récipient doit porter une inscription gravée ou une marque indélébile en code ou en clair permettant d'identifier l'usine de production et le lot de fabrication.

Le lot de fabrication est identifié par une indication comportant une référence à la date de fabrication. Cette indication est précédée de la mention « lot ».

La date de fabrication est désignée par le jour de fabrication ou de conditionnement ou le jour de la surgélation pour les denrées alimentaires surgelées ou celui de la congélation pour les denrées alimentaires congelées ».

« Art. *12 octiès*. — La date de durabilité minimale est précédée par la mention : « à consommer de préférence avant le » lorsque la date comporte l'indication du jour, ou « à consommer de préférence avant fin ». Dans les autres cas, elle doit être suivie soit de la date elle-même, soit de l'indication de l'endroit où elle figure dans l'étiquetage.

La date se compose de l'indication en clair et dans l'ordre, du jour, du mois et de l'année.

Toutefois, pour les denrées alimentaires dont la durabilité est :

— inférieure ou égale à trois (3) mois, l'indication du jour et du mois suffit ;

— supérieure à trois (3) mois, l'indication du mois et de l'année suffit.

Les modalités d'indication de la date de durabilité peuvent être précisées, en tant que de besoin, par arrêté du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

Toute condition particulière pour l'entreposage de la denrée alimentaire doit figurer sur l'étiquetage si la validité de la date en dépend ».

« Art. 12 *noniès*. — Le mode d'emploi d'une denrée alimentaire doit être indiqué de façon à permettre un usage approprié de cette denrée. Pour certaines denrées alimentaires, les modalités du mode d'emploi peuvent être indiquées.

L'indication des précautions d'emploi est obligatoire dans le cas des denrées alimentaires congelées ou surgelées, dès lors que ces denrées ne doivent pas être recongelées après avoir été décongelées.

Pour les denrées alimentaires présentées non préemballées à la vente au consommateur final et aux collectivités et les denrées alimentaires emballées sur les lieux de vente à la demande de l'acheteur ou préemballées en vue de leur vente immédiate, les modalités d'indication des mentions prévues à l'article 6 ci-dessus sont fixées par arrêté du ministre chargé de la protection du consommateur et de la répression des fraudes ».

Art. 15. — Il est inséré dans le décret exécutif n°90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, un article 13 *bis* rédigé comme suit :

« Art. 13 *bis*. — Sous peine d'application des dispositions pénales prévues par la loi n° 89-02 du 7 février 1989, susvisée, est interdite la détention en vue de la vente, la mise en vente, la vente ou la distribution à titre gratuit des denrées alimentaires :

— dont l'étiquetage n'est pas conforme aux dispositions du présent décret ;

— entreposées dans des conditions non conformes à celles qui sont prescrites dans leur étiquetage ».

Art. 16. — Les dispositions des articles 3 et 10 du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, sont abrogées.

Art. 17. — Les dispositions du présent décret entrent en vigueur six (6) mois après sa date de publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 18. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 22 décembre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE I

CATEGORIES D'INGREDIENTS POUR LESQUELS L'INDICATION DE LA CATEGORIE PEUT REMPLACER CELLE DU NOM SPECIFIQUE

DEFINITION	DESIGNATION
Huiles raffinées autres que l'huile d'olive	« Huile », complétée : — soit par le qualificatif, selon le cas, « végétale » ou « animale », — soit par l'indication de l'origine spécifique végétale ou animale. Le qualificatif « hydrogénée » doit accompagner la mention d'une huile hydrogénée.
Matières grasses raffinées	« Graisse » ou « matière grasse », complétée : — soit par le qualificatif, selon le cas, « végétale » ou « animale », — soit par l'indication de l'origine spécifique végétale ou animale. Le qualificatif « hydrogénée » doit accompagner la mention d'une graisse hydrogénée.
Mélanges de farines provenant de deux ou de plusieurs espèces de céréales	« Farine », suivie de l'énumération des espèces de céréales dont elle provient par ordre d'importance pondérale décroissante
Amidons et féculés natifs et amidons et féculés modifiés par voie physique ou enzymatique (1)	« Amidon(s)/ fécule (s) »
Toute espèce de poisson lorsque le poisson constitue un ingrédient d'une autre denrée alimentaire et sous réserve que la dénomination et la présentation de cette denrée ne se réfèrent pas à une espèce de poisson	« Poisson (s) »

(1) La désignation « amidon » doit toujours être complétée par l'indication de son origine végétale spécifique lorsque cet ingrédient peut contenir du gluten.

ANNEXE I (suite)

DEFINITION	DESIGNATION
Tous les types de chair de volaille dans le cas où celle-ci constitue un ingrédient d'un autre aliment, à la condition que l'étiquetage et la présentation de cet aliment ne fassent pas mention d'un type particulier de chair de volaille	« Chair de volaille »
Toute espèce de fromage lorsque le fromage ou le mélange de fromages constitue un ingrédient d'une autre denrée alimentaire et sous réserve que la dénomination et la présentation de cette denrée ne se réfèrent pas à une espèce précise de fromage	« Fromage (s) »
Toute épice et extrait d'épices n'excédant pas 2% en poids de la denrée	« Epice (s) » ou « mélange d'épices »
Toutes plantes ou parties de plantes aromatiques n'excédant pas 2% en poids de la denrée	« Plante (s) aromatique (s) » ou « mélange (s) de plantes aromatiques »
Toute préparation à base de gommés utilisée dans la fabrication de la gomme de base pour les gommés à mâcher	« Gomme base »
Toutes catégories de saccharoses	« Sucre »
Dextrose anhydre ou monohydrate dextrose	« Dextrose »
Sirop de glucose et sirop de glucose déshydraté	« Sirop de glucose »
Toutes les protéines du lait (caséines, caséinates et protéines du petit-lait et du lactosérum) et leurs mélanges	« Protéines de lait »
Beurre de cacao de pression, d'expeller ou raffiné	« Beurre de cacao »
Tous les fruits confits n'excédant pas en poids 10% de la denrée	« Fruits confits »
Tout mélange de légumes n'excédant pas 10% du poids de la denrée	« Légumes »
Tous les types de vins	« Vin »

ANNEXE II

CATEGORIES D'INGREDIENTS QUI SONT OBLIGATOIREMENT DESIGNES SOUS LE NOM DE LEUR CATEGORIE SUIVI DE LEUR NOM SPECIFIQUE OU DU NUMERO D'IDENTIFICATION FIXE PAR LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> — Colorants ; — Conservateurs ; — Antioxygènes ; — Sels émulsifiants ; — Epaississants ; — Gélifiants ; — Stabilisants ; — Exhausteurs de goût ; — Acidifiants ; — Correcteurs d'acidité ; — Antiagglomérants ; — Amidons modifiés (1) ; | <ul style="list-style-type: none"> — Edulcorants ; — Poudres à lever ; — Antimoussants ; — Sels de fonte (2) ; — Agents de traitement des farines ; — Affermissants ; — Agents de charge ; — Agents de glaçage ; — Agents humidifiants ; — Agents de lest ; — Agents de rétention de la couleur ; — Gaz propulseurs (ou agents de propulsion). |
|---|---|

(1) La désignation « amidon modifié » doit toujours être complétée par l'indication de son origine végétale spécifique, lorsque cet ingrédient contient du gluten.

(2) Uniquement dans le cas des fromages fondus et des produits à base de fromage fondu.

Décret exécutif n° 06-75 du 19 Moharram 1427 correspondant au 18 février 2006 portant création, organisation et fonctionnement de la commission nationale et des commissions de wilaya de veille, de suivi et de lutte contre la grippe d'origine aviaire.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Il est créé, auprès du ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, une commission nationale de veille, de suivi et de lutte contre la grippe d'origine aviaire, dénommée ci-après la "commission nationale".

Le siège de la commission nationale est fixé au ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière.

Art. 2.— La commission nationale est chargée notamment :

— d'arrêter un plan national d'intervention intersectoriel de lutte contre la grippe d'origine aviaire ;

— de renforcer, en la matière, la coordination entre les services de santé et vétérinaires avec les services concernés relevant des autres départements ministériels, membres de la commission nationale ;

— d'éviter l'introduction de la grippe d'origine aviaire dans notre pays ;

— d'apporter, le cas échéant, une réponse rapide, concertée et coordonnée en cas d'apparition des premiers cas de cette pathologie ;

— d'évaluer les moyens humains et matériels nécessaires à la mise en œuvre du plan national d'intervention intersectoriel de lutte contre la grippe d'origine aviaire ;

— de suivre l'évolution de la situation épidémiologique de la grippe d'origine aviaire, sur le plan international, régional et national, et en évaluer les risques ;

— de proposer toutes mesures utiles en vue de renforcer et d'adapter le dispositif de prévention et de lutte mis en place ;

— de suivre l'application des mesures arrêtées ;

— d'entretenir des relations avec tout organisme national et international traitant de cette pathologie ;

— d'établir des rapports périodiques sur l'évolution de la situation.

Art. 3. — La commission nationale, présidée par le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, est composée comme suit :

— un représentant du ministre de la défense nationale ;

— un représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

— un représentant du ministre des affaires étrangères ;

— un représentant du ministre des finances ;

— un représentant du ministre des ressources en eau ;

— un représentant du ministre du commerce ;

— un représentant du ministre des affaires religieuses et des wakfs ;

— un représentant du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

— un représentant du ministre des transports ;

— un représentant du ministre de l'éducation nationale ;

— un représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural ;

— un représentant du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

— un représentant du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels ;

— le directeur général de l'institut national de santé publique ;

— le directeur général de l'institut Pasteur d'Algérie ;

— le directeur général de la pharmacie centrale des hôpitaux ;

— le directeur général de l'institut national de médecine vétérinaire ;

— un représentant du commandement de la gendarmerie nationale ;

— un représentant de la direction générale de la sûreté nationale ;

— un représentant de la direction générale des douanes ;

— un représentant de la direction générale de la protection civile ;

— un représentant de la direction de l'aviation civile et de la météorologie ;

— un représentant de la direction de la marine marchande ;

— un représentant du directoire de la société de gestion des participations de l'Etat "productions animales".

Le secrétariat de la commission nationale est assuré par le directeur de la prévention au ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière.

La commission nationale peut, en cas de besoin, faire appel à toute personne susceptible de l'assister dans ses travaux.

Art. 4. — Il est créé, auprès de chaque wali, une commission de wilaya de veille, de suivi et de lutte contre la grippe d'origine aviaire, chargée :

— de mettre en œuvre le dispositif arrêté par la commission nationale et d'en réunir les moyens humains et matériels ;

— d'organiser et de coordonner l'action des services et structures d'intervention ;

— de proposer à la commission nationale toute mesure tendant à améliorer la prévention et la lutte contre cette pathologie ;

— d'établir un bilan périodique de l'évolution de la situation.

Art. 5. — La commission de wilaya, présidée par le wali, est composée comme suit :

- le représentant du ministère de la défense nationale ;
- le directeur de la santé et de la population ;
- le directeur des services agricoles ;
- le directeur de l'hydraulique ;
- le directeur du commerce ;
- le directeur des affaires religieuses et des wakfs ;
- le directeur de l'environnement ;
- le directeur des transports ;
- le directeur de l'éducation ;
- le directeur de la formation professionnelle ;
- le commandant du groupement de wilaya de la gendarmerie nationale ;
- le chef de sûreté de wilaya ;
- le conservateur des forêts de wilaya ;
- l'inspecteur vétérinaire de wilaya ;
- le directeur du laboratoire régional vétérinaire ;
- le responsable des douanes de wilaya ;
- le responsable de la protection civile de wilaya.

Le secrétariat de la commission de wilaya est assuré par le directeur de la santé et de la population.

La commission de la wilaya peut, en cas de besoin, faire appel à toute personne susceptible de l'assister dans ses travaux.

Art. 6. — La commission nationale et les commissions de wilaya se réunissent, sur convocation de leurs présidents, une fois par mois en session ordinaire, et autant de fois que de besoin, en session extraordinaire, lorsque les circonstances l'exigent.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Moharram 1427 correspondant au 18 février 2006.

Ahmed OUYAHIA.

— — — — ★ — — — —

Décret exécutif n° 06-76 du 19 Moharram 1427 correspondant au 18 février 2006 modifiant et complétant le décret exécutif n° 03-37 du 11 Dhou El Kaada 1423 correspondant au 13 janvier 2003 fixant le montant de la redevance applicable aux opérateurs titulaires d'autorisations pour l'établissement et l'exploitation de réseaux de télécommunications et/ou la fourniture des services de télécommunications.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication,

Vu la Constitution notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 01-123 du 15 Safar 1422 correspondant au 9 mai 2001, modifié et complété, relatif au régime d'exploitation applicable à chaque type de réseaux, y compris radioélectriques et aux différents services de télécommunications ;

Vu le décret exécutif n° 03-37 du 11 Dhou El Kaada 1423 correspondant au 13 janvier 2003, modifié et complété, fixant le montant de la redevance applicable aux opérateurs titulaires d'autorisations pour l'établissement et l'exploitation de réseaux de télécommunications et/ou la fourniture des services de télécommunications ;

L'autorité de régulation de la poste et des télécommunications consultée ;

Décret exécutif n° 06-118 du 12 Safar 1427 correspondant au 12 mars 2006 complétant le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, complété, fixant les conditions d'exercice à titre privé, des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990 fixant les conditions de fabrication, de mise en vente et de contrôle des médicaments vétérinaires ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, complété, susvisé.

Art. 2. — Il est inséré dans les dispositions du décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, complété, susvisé, un *article 3 ter* rédigé comme suit :

«*Art. 3 ter.* — Le vétérinaire exerçant à titre privé peut être suspendu à titre conservatoire par l'autorité vétérinaire nationale en attendant de statuer sur sa situation pour un délai allant de trois (3) mois à une (1) année, pour les cas suivants :

— vente de médicaments vétérinaires à l'éleveur à l'exception des prescriptions liées au dernier alinéa de l'article 40 du décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990, susvisé ;

— mise à la disposition de l'éleveur de produits vétérinaires injectables ;

— utilisation de médicaments vétérinaires périmés ;

— procéder à des essais cliniques sans autorisation préalable de l'autorité vétérinaire nationale ;

— détention et utilisation de produits vétérinaires ne bénéficiant pas d'autorisation de mise sur le marché ;

— délivrance de certificats, de documents officiels et d'attestations de complaisance ;

— omettre de signaler la fermeture du cabinet vétérinaire à l'inspecteur vétérinaire de wilaya pour une période dépassant les dix (10) jours ;

— se faire remplacer par une personne non autorisée à pratiquer la médecine vétérinaire ;

— manquements du vétérinaire considérés comme fautes professionnelles par l'autorité vétérinaire nationale ;

— la non-déclaration de maladies animales à déclaration obligatoire ;

— la non transmission périodique du bilan d'activités vétérinaires à l'autorité vétérinaire nationale ;

— mauvaise conduite du vétérinaire envers les animaux lors de manipulations ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Safar 1427 correspondant au 12 mars 2006.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 06-119 du 12 Safar 1427 correspondant au 12 mars 2006 modifiant et complétant le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, complété, fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et compléter les dispositions du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

“Art. 2. — Les maladies animales à déclaration obligatoire sont les suivantes :

- La fièvre aphteuse ;
- La peste bovine ;
- La peste équine ;
- La péripneumonie contagieuse bovine ;
- La rage chez toutes les espèces ;
- La clavelée et la variole caprine ;
- La maladie de Newcastle ;
- L'influeza aviaire ;
- La fièvre charbonneuse chez toutes les espèces de mammifères ;
- La fièvre catarrhale du mouton ;
- La tuberculose bovine ;
- La brucellose dans les espèces bovine, ovine, caprine et cameline ;
- L'anémie infectieuse des équidés ;
- La métrite contagieuse équine ;
- La dourine ;
- La morve ;
- La rhinotrachéite infectieuse bovine ;
- La leucose bovine enzootique ;
- La myiase à *Cochliomyia Hominivorax* ;
- La myiase à *Chrysomya Bezziana* ;
- La campylobactériose génitale bovine ;
- La trichomonose bovine ;
- L'échinococcose/hydatidose ;
- La cysticercose ;
- Le charbon symptomatique ;
- L'avortement enzootique des brebis ;

- La gale des équidés ;
- La paratuberculose ;
- La fièvre Q ;
- La leptospirose bovine ;
- La bronchite infectieuse aviaire ;
- La maladie de Marek ;
- Le choléra aviaire ;
- La bursite infectieuse (maladie de Gumboro) ;
- La variole aviaire ;
- L'ornithose/psittacose ;
- les leucoses aviaires ;
- La myxomatose ;
- La maladie hémorragique virale du lapin ;
- La tularémie ;
- La varroase des abeilles ;
- La loque européenne ;
- La loque américaine ;
- La nosémose ;
- L'acariose des abeilles (acarapisose) ;
- L'infestation des abeilles par l'acarien *Tropilaelaps* ;
- L'infestation de la ruche par le coléoptère *Aethina Tumida* ou “ petit scarabée de la ruche ” ;
- La variole cameline ;
- La trypanosomose des camelins à *T. evansi* (surra) ;
- la trypanosomose (transmise par la mouche tsé-tsé) ;
- La leishmaniose ;
- La peste des petits ruminants ;
- L'encéphalopathie spongiforme des bovins ;
- La fièvre de la vallée du Rift ;
- Les Salmonelloses aviaires à *Salmonella Enteritidis*, *Typhimurium*, *Arizona*, *Dublin*, *Paratyphi* et *Pullorum Gallinarum* ;
- La tremblante ;
- Les encéphalites équine sous toutes leurs formes ;
- Les salmonelloses bovines ;
- La listériose ;
- La rhinopneumonie des équidés ;
- La maedi-Visna ;
- La piroplasmose ;
- La babésiose bovine ;
- L'encéphalomyélite aviaire ;
- La rhinotrachéite infectieuse aviaire ;
- L'entérite hémorragique de la dinde ;
- Le coryza gangréneux ;
- L'adénomatose pulmonaire ovine ;
- La maladie de Nairobi ;
- La salmonellose ovine (*S. abortusovis*) ;
- L'épididymite ovine (*Brucella ovis*) ;
- L'entérite virale du canard ;
- L'hépatite virale du canard ;
- La toxoplasmose ;
- La lymphangite épizootique ;

- L'artérite virale équine ;
- La variole équine ;
- La stomatite vésiculeuse ;
- La dermatose nodulaire contagieuse ;
- La cowdriose ;
- La trichinellose ;
- L'anaplasmose bovine ;
- La dermatophilose ;
- La septicémie hémorragique ;
- La théilériose ;
- L'arthrite/encéphalite caprine (CAE) ;
- L'agalaxie contagieuse ;
- La pleuropneumonie contagieuse caprine ;
- La grippe équine ;
- La laryngotrachéite infectieuse aviaire ;
- La tuberculose aviaire ;
- La mycoplasmosse aviaire (*M. Gallisepticum*) ;
- La chlamydie aviaire. “

Art. 3. — Les dispositions de l'article 4, 3^{ème} tiret du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, susvisé, sont modifiées comme suit :

“Art. 4. — Un animal est déclaré atteint d'une maladie à déclaration obligatoire :

.....(Sans changement).....

— lorsque la maladie est confirmée par un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'agriculture”.

Art. 4. — Les dispositions de l'article 10 (2^{ème} alinéa) du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, susvisé, sont modifiées comme suit :

“Art. 10. —(Sans changement).....

L'arrêté doit comporter la déclaration des trois (3) zones concentriques prévues par les dispositions de l'article 69 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée”.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Safar 1427 correspondant au 12 mars 2006.

Ahmed OUYAHIA.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 28 Moharram 1427 correspondant au 27 février 2006 mettant fin aux fonctions du directeur général de la solidarité nationale au ministère de l'emploi et de la solidarité nationale.

Par décret présidentiel du 28 Moharram 1427 correspondant au 27 février 2006, il est mis fin aux fonctions de directeur général de la solidarité nationale exercées par M. Abdallah Bouchenak-Khelladi au ministère de l'emploi et de la solidarité nationale, appelé à exercer une autre fonction.

-----★-----

Décret présidentiel du 28 Moharram 1427 correspondant au 27 février 2006 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'office national du tourisme.

Par décret présidentiel du 28 Moharram 1427 correspondant au 27 février 2006, il est mis fin aux fonctions de directeur général de l'office national du tourisme exercées par M. Abdelaali Tir, appelé à exercer une autre fonction.

Décret présidentiel du 28 Moharram 1427 correspondant au 27 février 2006 portant nomination du secrétaire général du ministère des participations et de la promotion des investissements.

Par décret présidentiel du 28 Moharram 1427 correspondant au 27 février 2006, M. Driss Tandjaoui est nommé secrétaire général du ministère des participations et de la promotion des investissements.

-----★-----

Décret présidentiel du 28 Moharram 1427 correspondant au 27 février 2006 portant nomination du secrétaire général du ministère de la culture.

Par décret présidentiel du 28 Moharram 1427 correspondant au 27 février 2006, M. Abdelaali Tir est nommé secrétaire général du ministère de la culture.

-----★-----

Décret présidentiel du 28 Moharram 1427 correspondant au 27 février 2006 portant nomination du secrétaire général du ministère de l'emploi et de la solidarité nationale.

Par décret présidentiel du 28 Moharram 1427 correspondant au 27 février 2006, M. Abdallah Bouchenak-Khelladi est nommé secrétaire général du ministère de l'emploi et de la solidarité nationale.

CORPS	GRADES	CLASSEMENT	
		Catégorie	Indice minimal
Corps des personnels de commandement	Officier divisionnaire en chef de rééducation	17	762
	Officier divisionnaire de rééducation	16	713
	Officier principal de rééducation	14	621
	Officier de rééducation	13	578
Corps des personnels d'encadrement	Adjudant-chef de rééducation	11	498
	Adjudant de rééducation	10	453
	Sergent de rééducation	9	418
Corps des personnels de rééducation	Agent de rééducation	8	379
	Agent de surveillance	4	263

Chapitre 2

Bonification indiciaire des postes supérieurs

Art. 76. — En application de l'article 3 du décret présidentiel n° 07-307 du 29 septembre 2007, susvisé, la bonification indiciaire du poste supérieur de chargé de mission de transfèrement des personnes détenues est fixée comme suit :

Poste supérieur	Bonification indiciaire	
	Niveau	Indice
Chargé de mission de transfèrement des personnes détenues	8	195

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Art. 77. — Sont abrogées toutes les dispositions du décret exécutif n° 91-309 du 7 septembre 1991, susvisé.

Art. 78. — Le présent décret prend effet à compter du 1er janvier 2008.

Art. 79. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Jomada Ethania 1429 correspondant au 7 juin 2008.

Abdelaziz BELKHADEM.

— ★ —

Décret exécutif n° 08-168 du 7 Jomada Ethania 1429 correspondant au 11 juin 2008 fixant le prix de vente de l'orge destinée aux éleveurs de cheptels ovins, camélins et équins.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre du commerce et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu l'ordonnance n° 03-03 du 19 Jomada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la concurrence, notamment son article 5 ;

Vu la loi n° 04-02 du 5 Jomada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004 fixant les règles applicables aux pratiques commerciales ;

Vu le décret présidentiel n° 07-172 du 18 Jomada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Jomada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Après avis du conseil de la concurrence,

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 03-03 du 19 Jomada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer le prix de vente de l'orge destinée aux éleveurs de cheptels ovins, camélins et équins.

Art. 2. — Le prix de vente fixé par l'office algérien interprofessionnel des céréales de l'orge destinée aux éleveurs de cheptels ovins, camélins et équins, est fixé à 1.550 DA/quintal.

Art. 3. — Le différentiel entre le prix de revient, toutes taxes comprises, et le prix de vente de l'orge fixé à l'article 2 ci-dessus, est pris en charge par l'Etat.

Art. 4. — Les dispositions du présent décret sont applicables à compter du 1er juin 2008, au titre du programme d'urgence retenu pour l'année 2008.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Jomada Ethania 1429 correspondant au 11 juin 2008.

Abdelaziz BELKHADEM.

DECRETS

Décret exécutif n° 08-201 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 fixant les conditions et les modalités de délivrance d'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques et la présentation au public de ces spécimens .
— — — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint des ministres de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme et de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 01-11 du 11 Rabie Ethani 1422 correspondant au 3 juillet 2001 relative à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse ;

Vu l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret n° 82-498 du 25 décembre 1982 portant adhésion de l'Algérie à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington le 3 mars 1973 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-321 du 23 Joumada El Oula 1416 correspondant au 18 octobre 1995 fixant les conditions et les modalités de délivrance d'autorisation pour l'ouverture d'établissement détenant des animaux non domestiques ;

Vu le décret exécutif n° 06-198 du 4 Joumada El Oula 1427 correspondant au 31 mai 2006 définissant la réglementation applicable aux établissements classés pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret exécutif n° 07-144 du 2 Joumada El Oula 1428 correspondant au 19 mai 2007 fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 43 de la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les conditions et les modalités de délivrance de l'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — Au sens du présent décret, il est entendu par :

— **Etablissement d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques** : Toute installation qui a pour but la reproduction d'animaux d'espèces non domestiques destinées à des collections spécialisées liées à la réhabilitation des espèces menacées.

— **Etablissement de vente, de location et/ou de transit d'animaux d'espèces non domestiques** : Etablissement commercial ayant pour objet social, notamment, la vente, la location, ou le transit des animaux d'espèces non domestiques avant que leur transport ne se poursuive à travers le territoire national jusqu'à leur destination finale.

— **Etablissement destiné à la présentation au public de spécimens vivants d'animaux d'espèces non domestiques** : Etablissement ayant pour objet la présentation d'animaux d'espèces non domestiques pouvant être soit des établissements fixes (zoo, safari parc, aquarium, delphinarium) soit des établissements mobiles (cirques, expositions itinérantes).

— **Enclos** : Sont considérés comme enclos tous espaces, volumes, abris, clos en tout ou en partie, situés à l'intérieur d'infrastructures ou en plein air, délimitées, y compris les cages, terrarium, et/ou aquarium, où sont détenus des animaux d'espèces non domestiques.

Art. 3. — Conformément à la législation en vigueur, et sans préjudice des autorisations requises pour l'ouverture d'établissements classés, le cas échéant, l'ouverture d'établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère est soumise à une autorisation, délivrée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, visant à s'assurer des conditions de détention des animaux d'espèces non domestiques.

CHAPITRE II

DES CONDITIONS D'OCTROI DE L'AUTORISATION POUR L'OUVERTURE D'ETABLISSEMENTS D'ELEVAGE, DE VENTE, DE LOCATION ET DE TRANSIT D'ANIMAUX D'ESPECES NON DOMESTIQUES AINSI QUE LES ETABLISSEMENTS DESTINES A LA PRESENTATION AU PUBLIC DE SPECIMENS VIVANTS DE LA FAUNE LOCALE OU ETRANGERE

Art. 4. — L'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ne peut être accordée qu'aux établissements qui satisfont aux conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur, et notamment aux prescriptions fixées par le présent décret en matière de détention, de traitement, de sécurité et de traçabilité des animaux.

Section 1

Des conditions de détention des animaux

Art. 5. — L'éclairage, la température, le degré d'humidité, la ventilation, la circulation de l'air et les autres conditions ambiantes des enclos des animaux doivent être conformes aux besoins biologiques et de bien-être des espèces animales.

Art. 6. — L'autorisation d'ouverture d'établissement, d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère n'est accordée qu'aux établissements disposant d'un personnel titulaire d'un diplôme universitaire en relation avec l'activité qu'il va exercer.

Section 2

Des conditions de traitement et de santé des animaux

Art. 7. — Outre l'obligation de mesures d'hygiène pour les conditions de stockage, de préparation et de présentation des aliments et de l'eau, les apports en aliments et en eau doivent être établis en tenant compte de la taille et de l'âge de chaque animal, des besoins nutritionnels ainsi que des quantités requises pour certaines espèces particulièrement celles sous traitement médicamenteux ou les animaux en gestation.

Pour l'alimentation d'espèces sollicitant des proies vivantes, il doit être prévu des élevages.

Art. 8. — Dans le cadre des dispositions de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée, l'état de santé de chaque animal doit être contrôlé et ses maladies et malformations indiquées sur un carnet de santé. En outre, des plans d'urgences d'intervention et de prévention ainsi que des locaux d'isolement sont mis en place en cas de maladies.

Section 3

Des conditions de sécurité des animaux

Art. 9. — Afin de minimiser les risques de blessures pour le personnel et pour les animaux, les établissements doivent disposer du matériel de capture et de protection adéquat.

Section 4

Des prescriptions particulières applicables à la traçabilité des animaux

Art. 10. — Il est institué une identification des animaux d'espèces non domestiques de la faune locale ou étrangère. L'identification est individuelle et permanente. Elle s'applique à l'ensemble des animaux non domestiques existants dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public ainsi que ceux détenus par des personnes morales ou physiques de droit public ou privé.

Art. 11. — L'identification des animaux d'espèces non domestiques de la faune locale ou étrangère est réalisée, en fonction des catégories d'animaux, notamment par micro puce électronique, par bagues, par boucles auriculaires ou par tatouages.

La codification et les modalités techniques d'identification des animaux d'espèces non domestiques de la faune locale ou étrangère sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture.

Art. 12. — Les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère, doivent tenir un registre, coté et paraphé, d'entrée et de sortie des animaux.

Sur ce registre doivent être précisés :

- le nom scientifique et commun de l'animal, son sexe et son âge ;
- son numéro d'identification, conformément aux dispositions de l'article 10 ci-dessus ;
- la date d'entrée de l'animal, son origine et éventuellement pour les établissements de transit, sa destination ;
- les marques ou signes distinctifs éventuels ;
- le type d'acquisition en indiquant notamment s'il s'agit d'un don, d'un échange, d'un achat ou d'un prêt pour la reproduction ainsi que les naissances ;
- les causes de décès en cas de mort de l'animal.

Section 5

Des prescriptions particulières applicables aux établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère

Art. 13. — Il est fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'intérieur, de l'environnement et de l'agriculture, un règlement général de fonctionnement des établissements fixes ou mobiles de présentation au public stipulant :

- les consignes de sécurité à l'attention du public ;
- les prescriptions applicables au déplacement d'animaux non domestiques et ce, notamment pour les établissements mobiles ;
- les périodes et heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement ;
- les conditions de travail, de sécurité du personnel, d'hygiène, et de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement ;
- le plan d'organisation de secours en précisant les moyens à mettre en œuvre en cas d'accidents de personnes ou de fuites d'animaux ;
- les conditions de déroulement des spectacles ou des expositions.

CHAPITRE III

**DES MODALITES DE DELIVRANCE
DE L'AUTORISATION POUR L'OUVERTURE
DES ETABLISSEMENTS D'ELEVAGE,
DE VENTE, DE LOCATION, DE TRANSIT
D'ANIMAUX D'ESPECES NON DOMESTIQUES
AINSI QUE LES ÉTABLISSEMENTS DESTINÉS
À LA PRÉSENTATION AU PUBLIC
DE SPECIMENS VIVANTS DE LA FAUNE
LOCALE OU ÉTRANGÈRE**

Section 1

De la commission nationale interministérielle

Art. 14. — Il est créé une commission nationale interministérielle, présidée par le représentant du ministre chargé de l'environnement, désignée ci-après "la commission" et chargée :

- d'étudier les demandes d'ouverture d'établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que celles concernant l'ouverture d'établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;
- du contrôle des conditions de détention, de traitement, de sécurité et de traçabilité des animaux.

Art. 15. — La commission est composée du :

- représentant du ministre de l'intérieur ;
- représentant du ministre chargé de l'environnement ;
- représentant du ministre chargé de la santé animale ;

- représentant du ministre chargé des forêts ;
- représentant du ministre chargé de la pêche ;
- représentant du ministre chargé du commerce ;
- représentant du ministre chargé de la santé.

L'organisation et le fonctionnement de cette commission ainsi que les modalités de délivrance de l'autorisation sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture.

Section 2

Du contrôle des conditions de détention, de traitement, de sécurité et de traçabilité des animaux

Art. 16. — Il est institué un contrôle des conditions de détention des animaux non domestiques. Hors les contrôles inopinés, les contrôles réguliers sont effectués sur la base d'un programme fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture.

Art. 17. — Sans préjudice des autres contrôles vétérinaires institués par la législation et la réglementation en vigueur, seules les services de l'autorité vétérinaire sont habilités à exercer tout contrôle de la santé des animaux non domestiques.

Art. 18. — Après contrôle effectué par la commission dans le cadre de ses prérogatives ou par les services vétérinaires, s'il apparaît que le titulaire de l'autorisation a fait preuve de carences dans la détention et l'entretien des animaux ou si l'une des conditions de l'autorisation n'est pas respectée, l'autorisation peut être suspendue de façon temporaire.

Art. 19. — Si, après un délai de trois (3) mois après la notification de la suspension temporaire de l'établissement, l'exploitant de l'établissement n'a pas pris en charge les faits ayant conduit à la suspension provisoire, la suspension définitive de l'établissement est prononcée et l'autorisation prévue par les dispositions de l'article 4 ci-dessus est retirée.

Art. 20. — Lorsqu'un établissement a fait l'objet d'une mesure de suspension temporaire ou définitive, le responsable est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires de surveillance et de contrôle de l'établissement et de ses dépendances, ainsi que les conditions de détention des animaux et d'informer mensuellement la commission instituée par l'article 14 ci-dessus.

Art. 21. — L'exploitant doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation en cas :

- de suspension définitive de l'autorisation ;
- de toute modification de l'installation ou des conditions de fonctionnement préétabli, de tout transfert de l'établissement ou d'une partie de l'établissement sur un autre emplacement.

CHAPITRE IV

DES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES À LA DÉTENTION D'ANIMAUX NON DOMESTIQUES

Section 1

Des conditions de gestion, d'hygiène et de sécurité des établissements

Art. 22. — Des conditions standard d'hygiène doivent être maintenues au niveau des établissements par :

— l'utilisation de produits d'entretien et de nettoyage contenant des composants non toxiques ;

— le suivi régulier du vétérinaire dans le nettoyage des équipements sanitaires des enclos et autres lieux pouvant servir de réservoir de maladies infectieuses pour les animaux ;

— la mise en place d'un système de drainage des eaux en excès vers l'extérieur dans tous les enclos ;

— la définition d'un programme régulier de contrôle des animaux nuisibles et de lutte contre les épizooties à l'intérieur de l'établissement.

Art. 23. — Au niveau des enclos, le responsable de l'établissement est tenu de :

1- s'assurer qu'il n'y a pas de surcharge de capacité physique de l'enclos,

2- prendre toutes les mesures pour éviter les confrontations entre animaux et cela notamment dans les enclos regroupant des espèces d'animaux différentes,

3- s'assurer que les détritrus sont régulièrement enlevés afin d'éviter tout risque pour les animaux et de prévenir la prolifération de parasites et d'organismes pathogènes,

4- s'assurer que les femelles gravides et celles ayant des jeunes, disposent d'un lieu séparé du reste du groupe,

5- vérifier que les réservoirs d'eau ou bassins sont régulièrement aérés,

6- s'assurer que les animaux disposent d'abris couverts des aléas climatiques (ensoleillement, pluie,...),

7- s'assurer que les équipements aux niveaux des enclos s'accordent avec les besoins des espèces en question, litière, branches sont à ajouter, certains objets peuvent être mis à la disposition des animaux tels les perchoirs, échelettes, terriers, niches et autre objet de manipulation,

8- pour les animaux vivants à proximité de points d'eau, des plantes aquatiques, galets et cailloux sont aussi indispensables.

Art. 24. — La disposition des portes, trappes et coulisses des enclos et des cages doit permettre le contrôle de la présence ou l'absence de l'animal avant d'y accéder afin de permettre l'intervention du personnel en toute sécurité.

Art. 25. — Les couloirs de circulation réservés au personnel doivent disposer d'un éclairage et d'une ventilation adéquate et être nettoyés régulièrement au même titre que les enclos.

Art. 26. — Si des enclos sont occupés par plusieurs animaux, le détenteur doit tenir compte des règles du comportement dans le groupe. Pour les animaux vivants le plus souvent ou temporairement en solitaires, on disposera d'enclos d'isolement.

Art. 27. — Pour les animaux dangereux et notamment les félinés, les canidés, les ursidés, les hyénidés, les pinnipèdes, les équidés, et certains marsupiaux, primates, certains artiodactyles, ratites, ciconiiformes, gruidés, falconiformes, strigiformes, crocodiliens, sauriens, boïdés arthropodes et serpents venimeux :

1- Il doit être prévu entre la zone d'accès du public et la partie extérieure de la clôture, un espace de sécurité d'une largeur minimale de 1.50 m.

2- Une barrière doit être érigée à une hauteur minimale de 1.10 m en général, proportionnelle à la hauteur du danger présenté par l'animal afin d'éviter le passage involontaire des enfants.

3- S'il y a existence de fossés dans l'enclos, l'espace de sécurité sera remplacé par un garde fou ou balustrade avec une hauteur minimale de 1.50 m. Aucun accès ne sera situé du côté accessible au public.

4- Des panneaux de signalisation de danger doivent être clairement visibles où un danger particulier se présente.

5- Les enclos détenant des animaux dangereux doivent être munis de doubles portes de sécurité constituées par un sas d'entrée ne devant jamais s'ouvrir sur l'extérieur. Les commandes des portes et trappes doivent être suivies d'explications schématiques indiquant les manœuvres à suivre.

Section 2

Des prescriptions relatives aux espèces aquatiques

Art. 28. — Pour les espèces aquatiques, les viviers, les cages ou les aquariums doivent être de dimensions suffisantes afin de permettre à ces espèces d'adopter un comportement identique ou similaire à celui qu'ils auraient en pleine nature, notamment avoir la capacité de se constituer en bancs. L'eau doit être traitée de manière à convenir aux animaux.

Art. 29. — Les poissons doivent être exposés à la lumière naturelle pour la plus grande partie de leur vie. Si la lumière artificielle est utilisée, la durée totale d'exposition ne doit pas dépasser seize (16) heures par jour.

Art. 30. — Les volumes d'eau des aquariums diffèrent en fonction de la taille des poissons d'eau douces et marins conformément aux conditions fixées ci-dessous.

a) Poissons d'eau douce

Taille des poissons	Volume minimum d'eau (en litres)
Longueur égale ou inférieure à 5 cm	40
Longueur supérieure à 5 cm et inférieure à 10 cm	60
Longueur égale ou supérieure à 10 cm	100

b) Poissons marins

Taille des poissons	Volume minimum d'eau (en litres)
Longueur égale ou inférieure à 15 cm	180
Longueur supérieure à 15 cm	250

Section 3

Des prescriptions particulières relatives à certaines espèces d'animaux

Art. 31. — Pour les carnivores, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

- 1- L'espace de présentation doit être allongé pour les animaux coureurs ;
- 2- Surface minimale de 5 à 20 m² ;
- 3- Sol à terre, sable avec obstacles et anfractuosités avec rochers troncs ;
- 4- Abreuvoir ;
- 5- Grillage élevé de 2.80 m de hauteur ou de 2.20 m avec retours intérieurs de 0.50 m ;
- 6- Cages intérieures : le sol doit être en dur, avec une superficie de 4 m² individuelle.

Art. 32. — Pour les félins, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

- 1- L'espace de présentation doit être profond pour que l'animal puisse se reposer hors de l'influence du public ;
- 2- Surface minimale :
 - Lion 70 m² par animal et 15 m² par animal supplémentaire ;
 - Panthère 60 m² par animal et 5 m² par animal supplémentaire ;
- 3- Sol naturel avec sable et gravier permettant l'écoulement des eaux avec des obstacles (troncs, rochers) ;
- 4- Abris contre intempéries (grottes) et ensoleillement ;
- 5- Clôture en barreaux simples, espacement maximal 7 cm (lion), 5 cm (panthère) ;

— treillis à mailles indéformables : 25 x 15 cm (lion) : 20 x 10 cm (panthère) ;

— treillis en mailles horizontales : 30 x 10 cm ;

— grillages à mailles de : 10 x 10 cm (lion) : 8 x 8 cm (panthère) ;

6- Hauteur des parois : 3,50 m avec retour supplémentaire intérieur de 0,70 m ;

7- Espace séparant le public du grillage : 1,50 m ;

8- Cages d'isolement :

— Lion : 2,50 m x 1,30 m, H = 2 m, surface = 30 m² ;

— Panthère : 2 m x 1,10 m, H = 2 m, surface = 20 m² ;

— Sol : imperméable, cimenté ou carrelé non glissant ;

— Température supérieure à 10° C, aération par ouverture grillagée et éclairage naturel et artificiel.

Art. 33. — Pour les hyénidés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation : la superficie minimale est de 30 m² par animal et de 10 m² par individu supplémentaire ;

2- Sol naturel avec caches (rochers, troncs d'arbres, grottes) ;

3- Abreuvoirs ou un bassin ;

4- Le grillage doit être profondément enterré, 2 m de hauteur avec retour ;

5- Espace de 1,50 m séparant le public du grillage ;

6- Cages d'isolement, intérieures et individuelles (3 m²) avec un sol dur et un abreuvoir ;

7- En l'absence de chauffage, facultatif, fournir une litière.

Art. 34. — Pour les caprinés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation avec une superficie minimale de 80 m² par couple et 12 m² par animal supplémentaire ;

2- Râtelier et abreuvoir ;

3- Sol naturel avec partie dure (pierres, rochers) ;

4- Grillage : hauteur de 2,20 m.

Art. 35. — Pour les cervidés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation avec une surface minimale de 120 m² par couple, et 20 m² par animal supplémentaire ;

2- Râtelier couvert et abreuvoir ;

3- Sol naturel avec des endroits en dur (pour l'usure des sabots), avec présence de troncs d'arbres ou panneaux de bois pour le nettoyage des velours ;

4- Grillage de 2 m de hauteur avec possibilité de fossés avec ou sans eau (profondeur 1,80 m) ;

5- Cages intérieures : isolement pour les femelles avec passage étroit empêchant les mâles d'y pénétrer.

Art. 36. — Pour les bovidés de grande taille, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation : la superficie minimale est de 200 m² par couple et de 30 m² par animal supplémentaire ; de préférence il faudrait avoir un mâle pour 4 à 5 femelles dans un enclos de 400 m² ;

2- Râtelier couvert et abreuvoir avec abri ;

3- Sol naturel avec parties dures pour l'usure des sabots ;

4- Grillage de 2,20 m de hauteur ;

5- Prévoir un espace entre le public et la clôture d'environ 1,50 m avec possibilité de fossés avec ou sans eau.

Art. 37. — Pour les bovidés de taille moyenne, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation : 150 m² pour un couple et 20 m² par animal supplémentaire ;

2- Grillage de 1,80 m de haut ;

3- Sol naturel avec parties dures (pierres, béton) pour l'usure des sabots ;

4- Tronc d'arbre, panneau en bois, pour permettre aux animaux de se frotter ;

5- Clôture fixée au sol, de 1,80 m de haut ; possibilité de fossé sec ou avec de l'eau ;

6- Etable commune : 6 m² par animal, cage d'isolement de 8 m² ;

7- Pas de chauffage.

Art. 38. — Pour les équidés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation : 120 m² pour un couple, 30 m² par animal supplémentaire ;

2- Sol naturel avec parties dures (pierres, béton) ;

3- Grillage de 1,80 m de haut (animaux mordeurs) ou fossé.

Art. 39. — Pour les rongeurs, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

Pour le porc épic :

1- Enclos extérieur : 10 m² et 1 m² par animal supplémentaire ;

2- Sol naturel (terrier) ;

3- Grillage de 1,20 m de haut.

Pour le ragondin :

1- Enclos extérieur : 10 m² et 1 m² par animal supplémentaire ;

2- Bassin de 3 m² pour un couple et 1,5 m² par animal supplémentaire ; assez profond pour permettre l'immersion complète de l'animal ;

3- Grillage de 1,20 m de haut.

Art. 40. — Pour les marsupiaux, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Surface minimale de 40 m² pour un couple, 10 m² par animal supplémentaire ;

2- Sol naturel (herbe, broussailles, sable) ;

3- Grillage de 1,20 m de haut ;

4- Abri : 10 m² pour un couple, 0,50 m² par animal supplémentaire ;

5- Sol dur, litière et abreuvoirs.

Art. 41. — Pour les primates, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation : La cage doit être entièrement fermée, bien exposée au soleil avec une superficie minimale de 10 m² par couple et de 2 m² par animal supplémentaire avec hauteur de 2,50 m ;

2- Sol de préférence dur avec bassin d'eau ;

3- Aménagements avec niches permettant aux animaux de grimper et de se balancer ;

4- Cage d'isolation commune : sol en dur, abreuvoir : hauteur de 1.50 m, superficie de 1 m² par couple ; 0.5 m² par animal supplémentaire.

Art. 42. — Pour les suidés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation de 40 m² pour un couple et 5 m² par animal supplémentaire ;

2- Sol est en partie dur, et en partie naturel avec bassin et souille ; troncs d'arbres ou rochers pour permettre aux animaux de se frotter ;

3- Le grillage doit être solidement et profondément enterré, de 1,20 m de haut (possibilité de fossé).

Art. 43. — Pour les camélidés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation de 80 m² par couple, 15 m² par animal supplémentaire ; et pour le lama, un espace de présentation de 60 m² par couple, et de 10 m² par animal supplémentaire ;

2- Sol naturel (sable, terre, gazon tondu) ;

3- Clôture de 1,60 m de haut (possibilité de fossé sec ou avec de l'eau) ;

4- Abri : 6 m² par dromadaire, 3 m² par lama avec box d'isolement de 8 m² par dromadaire mâle ;

5- Abreuvoir, mais pas de chauffage.

Art. 44. — Pour les pinnipèdes, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- La partie terrestre doit être assez grande pour permettre à tous les animaux une position allongée confortable avec des points séparés permettant à l'animal de s'isoler ;

2- Bassin à parois lisses : 60 m² jusqu'à deux animaux, 10 m² par animal supplémentaire.

CHAPITRE V

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 45. — Les dispositions du décret exécutif n° 95-321 du 23 Joumada El Oula 1416 correspondant au 18 octobre 1995, susvisé, sont abrogées.

Art. 46. — Les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère déjà existant à la date de la promulgation du présent décret disposent d'un délai de vingt quatre (24) mois pour se conformer aux dispositions du présent décret.

Art. 47. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 08-202 du 4 Rajab 1429 correspondant au 7 juillet 2008 complétant le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993 déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991 fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint des ministres des finances et des travaux publics,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 07-12 du 21 Dhou El Hidja 1428 correspondant au 30 décembre 2007 portant loi de finances pour 2008, notamment son article 59 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de compléter certaines dispositions du décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 40 du décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, susvisé sont complétées par un 2ème alinéa rédigé comme suit :

"Art. 40. — (sans changement)"

Pour les opérations de réalisation des infrastructures d'intérêt général, d'envergure nationale et stratégique dont l'utilité publique est déclarée par décret exécutif, le wali territorialement compétent prend, immédiatement après la prise de possession prévue à l'article 10 bis ci-dessus, l'arrêté d'expropriation des biens et droits réels immobiliers expropriés portant transfert de propriété au profit de l'Etat.

Dans le cas où des recours sont introduits en justice par les expropriés en matière d'indemnisation, ceux-ci ne peuvent faire obstacle au transfert de propriété au profit de l'Etat conformément aux dispositions de l'article 29 bis de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991 susvisée".

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Rajab 1429 correspondant au 7 juillet 2008.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 08-203 du 6 Rajab 1429 correspondant au 9 juillet 2008 portant création d'un centre universitaire à Tissemsilt.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Décret exécutif n° 09-102 du 13 Rabie El Aouel 1430 correspondant au 10 mars 2009 fixant les mesures applicables lors d'importation et d'exportation des médicaments à usage vétérinaire.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 91-05 du 16 janvier 1991, modifiée et complétée, portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe, notamment son article 21 ;

Vu l'ordonnance n° 03-04 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation de marchandises, notamment son article 3 ;

Vu la loi n° 04-04 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004 relative à la normalisation ;

Vu le décret présidentiel n° 08-365 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990 fixant les conditions de fabrication, de mise en vente et de contrôle des médicaments vétérinaires ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 de l'ordonnance n° 03-04 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 et conformément aux dispositions de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisées, le présent décret a pour objet de fixer les mesures applicables lors d'importation et d'exportation de médicaments à usage vétérinaire.

Art. 2. — L'importation de médicaments à usage vétérinaire est exercée par des importateurs agréés par le ministre chargé de l'autorité vétérinaire selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'autorité vétérinaire.

Art. 3. — L'importateur de médicaments à usage vétérinaire est tenu de s'approvisionner auprès des laboratoires fabricants agréés dans leur pays d'origine par les autorités sanitaires compétentes.

Art. 4. — Tout médicament à usage vétérinaire importé, doit au préalable être commercialisé dans le pays d'origine.

Toutefois, les médicaments à usage vétérinaire destinés à la prévention et au traitement de maladies qui n'existent pas dans le pays d'origine, peuvent faire l'objet d'importation après accord du ministre chargé de l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 5. — Les médicaments à usage vétérinaire importés ou exportés sont soumis à un contrôle de conformité par les services de l'autorité vétérinaire.

Art. 6. — Les médicaments à usage vétérinaire importés doivent être accompagnés du bulletin d'analyses correspondant à chaque lot justifiant que le produit est conforme aux exigences de l'autorisation de mise sur le marché algérien, instituée par la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée.

Art. 7. — Les mentions de l'étiquetage des médicaments à usage vétérinaire importés doivent être obligatoirement rédigées en langue arabe et dans une autre langue, en application de la loi n° 91-05 du 16 janvier 1991, susvisée.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Rabie El Aouel 1430 correspondant au 10 mars 2009.

Ahmed OUYAHIA.

— — — — ★ — — — —

Décret exécutif n° 09-103 du 13 Rabie El Aouel 1430 correspondant au 10 mars 2009 modifiant et complétant le décret exécutif n° 07-58 du 12 Moharram 1428 correspondant au 31 janvier 2007 portant organisation et fonctionnement du fonds national de réserves des retraites.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux assurances sociales ;

Vu la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative à la retraite ;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ;

CHAPITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 16. — Sont abrogées les dispositions du décret présidentiel n° 01-71 du 30 Dhou El Hidja 1421 correspondant au 25 mars 2001, modifié et complété, portant création de la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme.

Les textes d'application du décret présidentiel n° 01-71 du 25 mars 2001, susvisé, demeurent en vigueur jusqu'à la publication des textes d'application du présent décret.

Art. 17. — Les membres de la commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'Homme, en exercice au moment de la publication du présent décret, sont maintenus en fonction jusqu'à désignation des nouveaux membres.

Art. 18. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Ramadhan 1430 correspondant au 30 août 2009.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

— — — — ★ — — — —

Décret exécutif n° 09-261 du 3 Ramadhan 1430 correspondant au 24 août 2009 relatif à l'exemption des droits et taxes des produits chimiques et organiques importés par les fabricants de médicaments à usage vétérinaire.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 32 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990 fixant les conditions de fabrication, de mise en vente et de contrôle des médicaments vétérinaires ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 32 de l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008, susvisée, le présent décret a pour objet d'exempter les produits chimiques et organiques importés par les fabricants de médicaments à usage vétérinaire, des droits et taxes, de déterminer les modalités et d'en fixer la liste et les conditions de qualité.

Art. 2. — Les matières et produits exemptés des droits et taxes sont ceux contenus dans la liste jointe en annexe I du présent décret.

Art. 3. — Ne sont exemptées des droits et taxes que les opérations d'importation réalisées par les fabricants de médicaments vétérinaires agréés par les services du ministère de l'agriculture.

Art. 4. — Le bénéfice de l'exemption des droits et taxes est subordonné à la présentation d'une déclaration d'importation de matières premières, visée par les services du ministère chargé de l'agriculture dont le modèle est joint en annexe II.

Art. 5. — La mise à la consommation, en exonération des droits et taxes, des matières et produits importés est subordonnée à la présentation, aux services des douanes, en sus de la déclaration prévue à l'article 4 ci-dessus, de l'attestation d'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) délivrée à cet effet par les services fiscaux.

Art. 6. — Chaque matière et produit importés doivent être accompagnés d'un bulletin d'analyse faisant ressortir notamment les mentions suivantes :

- le nom du produit (dénomination commune internationale - dénomination commerciale) ;
- le numéro de lot ;
- la date de production ;
- la date de péremption ;
- le nom du producteur ;
- la nature du produit (principe actif, excipient, additif « colorants conservateurs... ») ;
- la forme galénique ;
- le dosage ;
- le type d'analyse effectuée ;
- la mention portant sur la conformité du produit.

Art. 7. — En vue de vérifier les conditions de qualité, les produits chimiques et organiques importés, destinés à la fabrication de médicaments à usage vétérinaire sont soumis à un contrôle de conformité par les services de l'autorité vétérinaire.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Ramadhan 1430 correspondant au 24 août 2009.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE I

Listes des matières et produits exemptés des droits et taxes

POSITION SOUS-POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION SELON LE TARIF DOUANIER
11029000	-Autres
11081100	--Amidon de froment (blé)
11081200	--Amidon de maïs
11081300	--Fécule de pomme de terre
11081900	-Autres amidons et féculs
12081000	-De fèves de soja
13012000	-Gomme arabique
13019000	-Autres
13021900	--Autres
13022000	-Matières pectiques, pectinates et pectates
13023100	--Agar-agar
15010000	Graisses de porc (y compris le saindoux) et graisses de volailles, autres que celles du n° 02.09 ou du n° 15.03
15030000	Stéarine solaire, huile de saindoux, oléo-stéarine, oléo-margarine et huile de suif, non émulsionnées, ni mélangées ni autrement préparées
15041010	--Huiles de foie de morue
15050000	Graisse de suint et substances grasses dérivées, y compris la lanoline.
15079000	-Autres
Ex 15131190	--- autres (huile de noix de coco)
Ex 15131900	-- autres (huile de noix de coco)
15153010	--Brute
15153090	--Autres
15162090	--Autres
15180090	-Autres
15200000	Glycérol brut ; eaux et lessives glycéreuses (glycéreuses 99,5%)
15211000	-Cires végétales
17019900	-Autres (saccharose chimiquement pur)
17021100	Contenant en poids 99% ou plus de lactose, exprimé en lactose anhydre calculé sur matière sèche
17021900	--Autres
17023000	-Glucose et sirop de glucose, ne contenant pas de fructose ou contenant en poids à l'état sec moins de 20% de fructose
17024000	-Glucose et sirop de glucose, contenant en poids à l'état sec de 20 % inclus à 50 % exclus de fructose, à l'exception du sucre inverti (ou interverti)

ANNEXE I (suite)

POSITION SOUS-POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION SELON LE TARIF DOUANIER
17029000	-Autres, y compris le sucre inverti (ou interverti) et les autres sucres et sirop de sucre, contenant en poids à l'état sec 50% de fructose
17039000	-Autres
20083000	-Agrumes
20091100	--Congelés.
20091900	--Autres.
22071000	-Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80 % vol ou plus
25010010	-Chlorure de sodium pur
25010090	-Autres
25102000	-Moulus
25120090	-Autres
25199000	-Autres
25221000	-Chaux vive
25222000	-Chaux éteinte
25261000	-Non broyés ni pulvérisés
25262000	-Broyés ou pulvérisés
27079990	---Autres huiles et autres produits
27101115	----White spirit.
27101934	----huile dite de vaseline ou de paraffine (type "water-white")
27121010	-- à l'importation
27122010	-- à l'importation
27129010	-- Ozokérite à l'importation
27129050	-- Autres, à l'importation
28011000	-Chlore
28012000	-Iode
28013000	-Fluor, brome
28020000	Soufre sublime ou précipité; soufre colloïdal.
28047000	-Phosphore
28048000	-Arsenic
28049000	-Sélénium
28051100	--Sodium
28051200	--Calcium

ANNEXE I (suite)

POSITION SOUS-POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION SELON LE TARIF DOUANIER
28061000	-Chlorure d'hydrogène (acide chlorhydrique)
28062000	-Acide chlorosulfurique
28070000	Acide sulfurique, oléum.
28080010	-Acide nitrique
28091000	-Pentaoxyde de diphosphore
28092000	-Acide phosphorique et acides polyphosphoriques
Ex28100000	Oxydes de bore, acides boriques (acides boriques)
28111100	--Fluorure d'hydrogène (acide fluorhydrique)
28112100	--Dioxyde de carbone
28112200	--Dioxyde de silicium
28112900	--Autres
28142000	-Ammoniac en solution aqueuse (ammoniaque)
28151100	--Solide
Ex28152010	--Solide (potasse pur 85%)
28152010	--Solide
28152020	--En solution aqueuse (lessive de potasse caustique)
28161000	-Hydroxyde et peroxyde de magnésium
28170010	-Oxyde de zinc
28170020	-Peroxyde de zinc
28181000	-Corindon artificiel, chimiquement défini ou non
28182000	-Oxyde d'aluminium autre que le corindon artificiel
28183000	-Hydroxyde d'aluminium
28191000	-Trioxyde de chrome
28201000	-Dioxyde de manganèse
28209000	-Autres
28211000	-Oxydes et hydroxydes de fer
28230000	Oxydes de titane
28251000	-Hydrazine et hydroxylamine et leurs sels inorganiques
28252000	-Oxyde et hydroxyde de lithium
Ex 28261900	--Autres (fluorures d'ammonium ou de sodium)
28269000	-Autres
28271000	-Chlorure d'ammonium

ANNEXE I (suite)

POSITION SOUS-POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION SELON LE TARIF DOUANIER
28272000	-Chlorure de calcium
28273100	--De magnésium
28273200	--D'aluminium
Ex28273990	---Autres (de cobalt)
28273990	---Autres
28274900	--Autres
28275100	--Bromures de sodium ou de potassium
28275900	--Autres
28276000	-Lodures et oxyiodures
28289030	--Hypochlorite de sodium
28291100	--De sodium
28301000	-Sulfure de sodium
Ex28309090	--Autres (sulfure de zinc, de cadmium)
Ex28311000	-De sodium (rongalite dihydrate)
28321000	-Sulfites de sodium
28322000	-Autres sulfites
28323000	-Thiosulfates
28331100	--Sulfate de disodium
28331900	--Autres
28332100	--De magnésium
28332200	--D'aluminium
28332400	--De nickel
28332500	--De cuivre
28332700	--De baryum
28332900	--Autres
28333000	-Aluns
28334000	-Peroxo-sulfates (persulfates)
2834	Nitrites, nitrates
28342100	--De potassium
28352200	--De mono- ou de disodium
28352400	--De potassium
28352500	--Hydrogenoorthophosphate de calcium (phosphate dicalcique)

ANNEXE I (suite)

POSITION SOUS-POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION SELON LE TARIF DOUANIER
28352600	--Autres phosphates de calcium
28352900	--Autres
28353100	--Triphosphate de sodium (tripolyphosphate de sodium)
28353900	--Autres
28362000	-Carbonate de disodium
28363000	-Hydrogénocarbonate (bicarbonate) de sodium
28364000	-Carbonate de potassium
28365000	-Carbonate de calcium
28369100	--Carbonate de lithium
28369900	--Autres
28371900	-- Autres
28372000	-Cyanures complexes
28399000	-Autres
28401100	--Anhydre
28401900	--Autre
28402000	-Autres borates
28403000	-Peroxyborates (perborates)
28415000	-Autres chromates et dichromates peroxychromates
28416100	--Permanganate de potassium
28417000	-Molybdates
28419000	--Autres
28429090	--Autres
28432100	--Nitrate d'argent
28459000	-Autres
Chapitre 29	Produit chimique organiques
Ex 30012000	-Extraits de glandes ou d'autres organes ou de leurs sécrétions (extrait de foie)
30019010	--Héparine et ses sels
30066000	-Préparations chimiques contraceptives à base d'hormones, d'autres produits du n° 29,37 ou de spermicides
31022100	--Sulfate d'ammonium
31025000	-Nitrate de sodium
31029090	--Autres
31043000	-Sulfate de potassium

ANNEXE I (suite)

POSITION SOUS-POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION SELON LE TARIF DOUANIER
31049000	-Autres
32019000	-Autres
32029000	-Autres
32030000	Matières colorantes d'origine végétale ou animale (y compris les extraits tinctoriaux mais à l'exclusion des noires d'origine animale), même de constitution chimique définie ; préparations visées à la note 3 du présent chapitre à base de matières colorantes d'origine végétale ou animale
32041100	--Colorants dispersés et préparations à base de ces colorants
32041200	--Colorants acides, même métallisés et préparations à base de ces colorants ; colorants mordants et préparations à base de ces colorants
32041500	--Colorants de cuve (y compris ceux utilisables en l'état comme colorants pigmentaires) et préparations à base de ces colorants
32081020	--Vernis
32151900	--Autres
32159000	-Autres
33011200	--D'orange
33011300	--De citron
33011900	--Autres
33012400	--De menthe poivrée (Mentha piperita)
33012500	--D'autres menthes
33012900	--Autres
33013000	-Resinoides
33019000	-Autres
33021000	-Des types utilisés pour les industries alimentaires ou des boissons
33029000	-Autres
34021200	--Cationiques
34021300	--Non-ioniques
34029000	-Autres
34042000	-De poly (oxyethylene) (polyethylene-glycol)
35011000	-Caséines
35030010	-Gélatines et leurs dérivés

ANNEXE I (suite)

POSITION SOUS-POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION SELON LE TARIF DOUANIER
35040000	Peptones et leurs dérivés, autres matières protéiques et leurs dérivés, non dénommés ni compris ailleurs, poudre de peau, traitée ou non au chrome
35051000	-Dextrine et autres amidons et féculs modifiés
35052000	-Colles
35069900	--Autres
35071000	-Présure et ses concentras
35079000	-Autres
38021000	-Charbons activés
38051000	-Essences de térébenthine, de bois de pin ou de papeterie au sulfate
Ex 38052000	-Autres (huile de pin)
38063000	-Gommes esters
Ex 38069000	-Autres (colophane hydrogénée)
38070010	-Goudrons de bois, huiles de goudrons de bois, créosote de bois
38089990	---Autres
38112900	--Autres
38140000	Solvants et diluants organiques composites, non dénommés ni compris ailleurs, préparations conçues pour enlever les peintures ou les vernis
38210000	Milieux de culture préparés pour le développement et l'entretien des micro-organismes (y compris les virus et les organismes similaires) ou des cellules végétales, humaines ou animales
38220000	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même présentés sur support, autres que ceux des n° 30.02 ou 30.06, matériaux de référence certifiées
38231100	--Acides stéariques
39059900	--Autres (Crospovidone)
39072000	-Autres polyethers (Tween 80)
39075090	--Autres (kollidon)
39076000	-Poly(éthylène terephtalate)
39077000	-Poly(acide lactique)
39122000	-Nitrates de cellulose (y compris les collodions)
39123100	--Carboxyméthylcellulose et ses sels

ANNEXE II

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

DIRECTION DES SERVICES VETERINAIRES

Déclaration d'importation de matières premières

N°

Nom et prénoms :

Nom du fabricant :

Adresse :

Tél. et Fax :

N° du registre de commerce :

Laboratoire fournisseur :

Site de fabrication :

N° de la facture : Date d'émission :

Désignation du produit (DCI ou ND)	Nature du produit (*)	Caracté - ristiques physiques	Condition - nement standard	Quantité	Prix prévisionnel FOB ou CF	Numéro de lot et date de fabrication	Durée de validité	Pharma - copée de référence ou dossier analytique	Utilisation pharma - ceutique

(*) Principe actif - excipient - additif (colorants, conservateurs, etc...)

Cachet et signature du docteur vétérinaire
ou du pharmacien directeur technique

Cachet de la société

Visa de la direction
Service vétérinaire

Décret exécutif n° 10-90 du 24 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 10 mars 2010 complétant le décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004 fixant les conditions et modalités d'agrément sanitaire des établissements dont l'activité est liée aux animaux, produits animaux et d'origine animale ainsi que de leur transport.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale, notamment son article 9 (alinéas 3, 5 et 8) ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004 fixant les conditions et modalités d'agrément sanitaire des établissements dont l'activité est liée aux animaux, produits animaux et d'origine animale ainsi que de leur transport ;

Vu le décret exécutif n° 04-189 du 19 Joumada El Oula 1425 correspondant au 7 juillet 2004 fixant les mesures d'hygiène et de salubrité applicables aux produits de la pêche et d'aquaculture, notamment son article 38 ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions du 5ème tiret de *l'article 2* du décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

“Art. 2. —

— les établissements dont l'activité est liée aux produits de la pêche et de l'aquaculture, notamment les établissements de gestion des halles à marée et des navires usines ;”.

Art. 3. — Les dispositions de *l'article 3* du décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004, susvisé, sont complétées par un dernier tiret rédigé comme suit :

“Art. 3. —

— **Système Hazard Analysis Critical Control Point (HACCP)** : l'ensemble des actions et des procédures écrites à mettre en place au niveau des établissements dont l'activité est liée aux produits animaux et d'origine animale pour évaluer les dangers et identifier les points critiques qui menacent la salubrité et la sécurité des aliments dans le but de les maîtriser”.

Art. 4. — Les dispositions de *l'article 8* du décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004, susvisé, sont complétées par un dernier alinéa rédigé comme suit :

“Art. 8. —

Le contenu, les prescriptions et les méthodes à mettre en œuvre au titre du HACCP sont déterminés par arrêté du ministre chargé de l'autorité vétérinaire, ou le cas échéant, par arrêté conjoint du ministre chargé de l'autorité vétérinaire et du ministre sectoriellement compétent”.

Art. 5. — Il est inséré dans le décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004, susvisé, un *article 14 bis* rédigé comme suit :

“Art. 14. bis — Pour garantir la salubrité de certains produits animaux, la durée de validité de l'agrément sanitaire s'y rapportant peut être définie selon les modalités et à des conditions précisées par arrêté du ministre chargé de l'autorité vétérinaire”.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 10 mars 2010.

Ahmed OUYAHIA.

Art. 30. — La comptabilité de l'école est tenue, selon les règles de la comptabilité publique.

Art. 31. — Le contrôle financier de l'école est assuré par un contrôleur désigné par le ministre chargé des finances.

Art. 32. — Le compte administratif et le rapport annuel d'activités sont adressés au ministre chargé des forêts.

CHAPITRE 5

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 33. — Les biens meubles et immeubles ainsi que tous les moyens et droits mis à la disposition de l'institut de technologie forestière de Batna sont transférés à l'école nationale des forêts de Batna.

Art. 34. — Le transfert prévu à l'article 35 ci-dessous donne lieu :

— à l'établissement d'un inventaire quantitatif et estimatif dressé par une commission mixte composée des représentants du ministère de tutelle et des représentants du ministère chargé des finances ;

— à un bilan définitif portant sur les activités et les moyens gérés par l'institut de technologie forestière de Batna, faisant ressortir notamment la valeur des éléments des biens, des droits et des dettes transférés à l'école nationale des forêts de Batna.

Ce bilan doit faire l'objet d'un contrôle et de visas conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 35. — Le personnel en activité à l'institut de technologie forestière de Batna à la date de la publication du présent décret au *Journal officiel* est transféré à l'école nationale des forêts de Batna et conserve tous les droits acquis dans leurs corps d'origine.

Art. 36. — Les stagiaires en cours de formation sont soumis aux dispositions du présent décret.

Art. 37. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret, notamment celles du décret n° 71-256 du 19 octobre 1971 portant création d'un institut de technologie forestière.

Art. 38. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Joumada Ethania 1433 correspondant au 15 mai 2012.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 12-214 du 23 Joumada Ethania 1433 correspondant au 15 mai 2012 fixant les conditions et les modalités d'utilisation des additifs alimentaires dans les denrées alimentaires destinées à la consommation humaine.

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre du commerce, du ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, du ministre de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement et du ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125, (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 87-17 du 1er août 1987 relative à la protection phytosanitaire ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 04-04 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004 relative à la normalisation ;

Vu la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, notamment son article 8 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, modifié et complété, relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 92-25 du 13 janvier 1992 relatif aux conditions et aux modalités d'utilisation des additifs dans les denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 04-319 du 22 Chaâbane 1425 correspondant au 7 octobre 2004 fixant les principes d'élaboration, d'adoption et de mise en œuvre des mesures sanitaires et phytosanitaires ;

Vu le décret exécutif n° 05-467 du 8 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 10 décembre 2005 fixant les conditions et les modalités de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 8 de la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'utilisation des additifs alimentaires dans les denrées alimentaires destinées à la consommation humaine.

Art. 2. — Sont exclus du champ d'application du présent décret les additifs alimentaires incorporés dans les denrées alimentaires destinées à la consommation animale.

Art. 3. — Au sens des dispositions du présent décret, il est entendu par :

Additif alimentaire, toute substance :

— qui n'est normalement ni consommée en tant que denrée alimentaire en soi, ni utilisée comme ingrédient caractéristique d'une denrée alimentaire ;

— qui présente ou non une valeur nutritive ;

— dont l'adjonction intentionnelle à une denrée alimentaire dans un but technologique ou organoleptique à une étape quelconque de la fabrication, de la transformation, de la préparation, du traitement, du conditionnement, de l'emballage, du transport ou de l'entreposage de cette denrée affecte ses caractéristiques et devient elle même ou ces dérivés, directement ou indirectement, un composant de cette denrée alimentaire.

— **additif alimentaire hallal** : tout additif alimentaire dont la consommation est autorisée par la religion musulmane.

— **addition indirecte d'un additif alimentaire** : c'est un transfert d'un additif alimentaire provenant des différents ingrédients d'une denrée alimentaire composée.

— **dose journalière admissible (DJA)** : quantité d'un additif alimentaire, exprimée sur la base du poids corporel, qui peut être ingérée chaque jour pendant toute une vie sans risque pour la santé du consommateur.

— **concentration maximale d'un additif alimentaire** : concentration la plus élevée de l'additif alimentaire établie pour être efficace dans un aliment ou une catégorie d'aliment.

Elle est exprimée soit en milligramme d'additif alimentaire par kilogramme d'aliment (mg/kg), soit en millilitre d'additif alimentaire par litre d'aliment (ml /l).

— **processus de mise à la consommation** : ensemble des étapes de production, d'importation, de stockage, de transport et de distribution aux stades de gros et de détail.

— **bonne pratique de fabrication(BPF)** : cette expression est utilisée lorsque aucune quantité maximale n'est spécifiée. Toutefois, les additifs alimentaires doivent être utilisés à une dose la plus faible possible et strictement nécessaire pour obtenir l'effet désiré.

— **contaminant** : toute substance qui n'est pas intentionnellement ajoutée à la denrée alimentaire mais qui est, cependant, présente dans celle-ci sous forme de résidu de la production, y compris les traitements appliqués aux cultures et au bétail et dans la pratique de la médecine vétérinaire, et ce, à tous les niveaux de fabrication, de transformation, de préparation, de traitement, de conditionnement, de l'emballage, du transport ou du stockage de ladite denrée, ou à la suite d'une contamination environnementale.

— **nourrissons** : les enfants âgés de moins de douze (12) mois.

— **enfants en bas âge** : les enfants de plus de douze (12) mois mais de moins de trois (3) ans.

— **préparation destinée aux nourrissons** : substitut du lait maternel spécialement fabriqué pour satisfaire à lui seul les besoins nutritionnels des nourrissons pendant les premiers mois de leur vie, jusqu'à l'introduction d'une alimentation complémentaire.

— **préparation de suite** : aliment destiné à constituer la partie liquide d'un régime de sevrage pour nourrissons dès six (6) mois et aux enfants en bas âge.

— **préparation pour nourrissons à des fins médicales spéciales** : substitut du lait maternel ou de préparation pour nourrissons pour satisfaire par eux-mêmes les besoins nutritionnels des nourrissons souffrant de troubles, maladies ou états pathologiques spécifiques pendant les premiers mois de vie jusqu'à l'introduction d'une alimentation complémentaire appropriée.

— **compléments alimentaires en vitamines et sels minéraux** : sont des sources concentrées de ces éléments nutritifs, seuls ou en combinaison, commercialisées sous forme de gélules, comprimés, poudre ou solution. Ils ne sont pas ingérés sous la forme de produits alimentaires habituels mais sont ingérés en petite quantité et dont l'objectif est de suppléer la carence du régime alimentaire habituel en vitamines et/ou sels minéraux.

Art. 4. — Les contaminants et les résidus de pesticides ne peuvent, en aucun cas, être considérés comme des additifs alimentaires.

Art. 5. — L'utilisation d'un additif alimentaire doit répondre aux conditions énumérées ci-après :

— préserver la qualité nutritionnelle de la denrée alimentaire ;

— servir de composant nécessaire dans les aliments diététiques ;

— améliorer la conservation ou la stabilité de la denrée alimentaire ou ses propriétés organoleptiques, à condition de ne pas altérer la nature ou la qualité de façon à tromper et induire en erreur le consommateur ;

— servir d'adjuvant dans une étape donnée du processus de mise à la consommation, à condition que l'additif alimentaire ne soit pas utilisé pour masquer les effets de l'utilisation d'une matière première de mauvaise qualité ou de méthodes technologiques inappropriées;

Art. 6. — Seuls les additifs alimentaires énumérés à l'annexe 1 citée ci-dessous peuvent être mis à la consommation et incorporés d'une manière directe ou indirecte dans les denrées alimentaires, selon les conditions d'emploi fixées à l'annexe III citée ci-dessous, annexées à l'original du présent décret.

Art. 7. — Les concentrations maximales pour les additifs alimentaires figurant à l'annexe III, annexée à l'original du présent décret, sont fixées pour le produit fini tel qu'il est consommé.

Art. 8. — Les additifs alimentaires prévus à l'article 6 ci-dessus, doivent répondre aux spécifications d'identité et de pureté fixées par les normes algériennes ou, à défaut, par les normes admises au plan international.

Art. 9. — Seuls des additifs alimentaires hallal peuvent être incorporés dans les denrées alimentaires.

Art. 10. — Outre les cas d'addition directe, l'additif alimentaire peut résulter d'un transfert à partir d'une matière première ou d'autres ingrédients utilisés pour produire l'aliment, dans la mesure où :

— l'utilisation de l'additif alimentaire est autorisée par les dispositions du présent décret dans les matières premières ou d'autres ingrédients ;

— la quantité d'additif alimentaire présente dans les matières premières ou d'autres ingrédients ne doit pas dépasser la concentration maximale fixée par le présent décret ;

— l'aliment dans lequel l'additif alimentaire est transféré ne contient pas ce dernier en quantité supérieure à celle qui serait introduite par l'utilisation de matières premières ou d'autres ingrédients dans des conditions technologiques appropriées ou dans le respect des bonnes pratiques de fabrication et ce, conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 11. — Le transfert d'un additif alimentaire à partir d'une matière première ou d'un ingrédient n'est pas autorisé dans les denrées alimentaires appartenant aux catégories suivantes :

— préparations pour nourrissons, préparations pour enfants en bas âge et préparations destinées à des usages médicaux particuliers;

— aliments complémentaires pour nourrissons et enfants en bas âge.

Art. 12. — Outre les prescriptions prévues par la réglementation en vigueur relative à l'information du consommateur, les additifs alimentaires incorporés dans les denrées alimentaires et ceux destinés à la vente au consommateur doivent comporter de manière lisible et visible sur leur emballage les mentions d'étiquetage suivantes :

1 - additifs alimentaires incorporés dans les denrées alimentaires :

— le nom de chaque additif alimentaire, qui doit être spécifique et non générique et/ou son numéro de système international de numérotation (SIN), suivi de sa (ses) fonction (s) technologique (s) ;

— l'expression « à des fins alimentaires » ou toute autre indication de sens analogue ;

— la quantité maximale de chaque additif alimentaire ou groupe d'additifs alimentaires exprimée soit par :

* mesures de poids pour les additifs alimentaires solides ;

* mesures de poids ou de volume pour les additifs alimentaires liquides

* mesures de poids ou de volume pour les additifs alimentaires pâteux ou visqueux ;

* selon le principe de bonne pratique de fabrication (BPF).

— lorsque deux additifs alimentaires ou plus sont présents dans une denrée alimentaire, leurs noms doivent figurer dans une liste où ils seront énumérés par ordre décroissant selon leur masse par rapport au contenu total de la denrée alimentaire ;

— dans le cas d'utilisation d'un mélange de matières aromatisantes, il n'est pas nécessaire d'indiquer le nom de chaque aromatisant, l'expression générique « arôme » ou « aromatisant » peut être employée à condition qu'elle soit accompagnée d'une indication de la nature de l'arôme.

L'expression « arôme » ou « aromatisant » peut être suivie de différents adjectifs dont notamment, « naturel » ou « artificiel », ou des deux, selon le cas ;

— lorsque les édulcorants incorporés dans les denrées alimentaires contiennent des polyols et/ou de l'aspartame et/ou du sel d'aspartame-acésulfame, l'étiquetage doit porter les avertissements suivants :

* polyols : « une consommation excessive peut avoir des effets laxatifs » ;

* aspartame/sel d'aspartame-acésulfame : « contient une source de phénylalanine ».

— la mention « déconseillé aux enfants » dans le cas d'utilisation d'édulcorants;

— l'expression « déconseillé aux individus allergiques et/ou présentant une intolérance aux additifs alimentaires ».

2 — additifs alimentaires préemballés vendus au détail :

— le nom de chaque additif alimentaire, qui doit être spécifique et non générique et son numéro de système international de numérotation (SIN), suivi de sa (ses) fonction (s) technologique (s) ;

— la nature de l'additif alimentaire ;

— l'expression « à des fins alimentaires » ou toute autre indication de sens analogue ;

— la quantité maximale de chaque additif alimentaire ou groupe d'additifs alimentaires exprimée soit par :

* mesures de poids pour les additifs alimentaires solides, autre que ceux vendus sous forme de tablettes ;

* mesures de poids ou de volume pour les additifs alimentaires liquides ;

* mesures de poids ou de volume pour les additifs alimentaires pâteux ou visqueux ;

* mesures de poids avec indication du nombre de tablettes dans l'emballage, pour les additifs alimentaires sous forme de tablettes ;

— lorsque deux additifs alimentaires ou plus sont présents dans un mélange d'additifs, alimentaires leurs noms doivent figurer dans une liste où ils seront énumérés par ordre décroissant selon leur masse par rapport au contenu total du mélange ;

— dans le cas d'utilisation d'un mélange de matières aromatisantes, il n'est pas nécessaire d'indiquer le nom de chaque aromatisant, l'expression générique « arôme » ou « aromatisant » peut être employée à condition qu'elle soit accompagnée d'une indication de la nature de l'arôme.

L'expression « arôme » ou « aromatisant » peut être suivie de différents adjectifs dont notamment, « naturel » ou « artificiel », ou des deux, selon le cas ;

— la mention « hallal » ;

— l'étiquetage des édulcorants de table contenant des polyols et/ou de l'aspartame et/ou du sel d'aspartame-acésulfame doit porter les avertissements suivants :

* polyols : « une consommation excessive peut avoir des effets laxatifs » ;

* aspartame/sel d'aspartame-acésulfame : « contient une source de phénylalanine » ;

— la mention « déconseillé aux enfants » pour les édulcorants de table ;

— l'expression « déconseillé aux individus allergiques et/ou présentant une intolérance aux additifs alimentaires ».

Pour les additifs alimentaires destinés aux industries agroalimentaires, les mentions « hallal » et « nature de l'additif » alimentaire peuvent figurer soit sur l'emballage, soit dans les documents d'accompagnement du produit.

Art. 13. — La liste des additifs alimentaires autorisés, leurs définitions, leurs fonctions technologiques ainsi que leurs numéro de système international de numérotation (SIN) sont fixés à l'annexe 1 jointe à l'original du présent décret.

Art. 14. — La liste des catégories d'aliments dans lesquelles peuvent être incorporés les additifs alimentaires prévus à l'article 6 ci-dessus est fixée à l'annexe II jointe à l'original du présent décret.

Art. 15. — La liste des additifs alimentaires pouvant être incorporés dans les denrées alimentaires ainsi que leurs limites maximales autorisées sont fixées à l'annexe III jointe à l'original du présent décret.

Art. 16. — Des copies des annexes I, II et III jointes à l'original du présent décret, ainsi que leurs mise à jour, sont disponibles au niveau des directions régionales du commerce, des directions de wilayas du commerce, du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage, des chambres de commerce et d'industrie et du site web officiel du ministère du commerce.

Art. 17. — Les infractions aux dispositions du présent décret sont punies conformément à la législation en vigueur notamment les dispositions de la loi n° 09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009, susvisée.

Art. 18. — Les dispositions du présent décret entrent en vigueur une année après sa date de publication au *Journal officiel*.

Art. 19. — Toutes dispositions contraires au présent décret, notamment, les dispositions du décret exécutif n° 92-25 du 13 janvier 1992, susvisé, sont abrogées.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Jomada Ethania 1433 correspondant au 15 mai 2012.

Ahmed OUYAHIA.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 27 Jomada El Oula 1433 correspondant au 19 avril 2012 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au ministère de l'intérieur et des collectivités locales.

Par décret présidentiel du 27 Jomada El Oula 1433 correspondant au 19 avril 2012, il est mis fin aux fonctions de chargé d'études et de synthèse au ministère de l'intérieur et des collectivités locales, exercées par M. Nassraddine Diboun.

-----★-----

Décret présidentiel du 27 Jomada El Oula 1433 correspondant au 19 avril 2012 mettant fin à des fonctions à la direction générale de la protection civile.

Par décret présidentiel du 27 Jomada El Oula 1433 correspondant au 19 avril 2012, il est mis fin aux fonctions, à la direction générale de la protection civile, exercées par MM :

- Hocine Saoudi, inspecteur, admis à la retraite,
- Mohamed Amokrane Medjekane, sous-directeur des statistiques et de l'information.

Décret présidentiel du 27 Jomada El Oula 1433 correspondant au 19 avril 2012 mettant fin aux fonctions du directeur de la protection civile à la wilaya de Guelma.

Par décret présidentiel du 27 Jomada El Oula 1433 correspondant au 19 avril 2012, il est mis fin, à compter du 16 octobre 2011 aux fonctions au fonctions de directeur de la protection civile à la wilaya de Guelma, exercées par M. Abdellah Debche, décédé.

-----★-----

Décret présidentiel du 27 Jomada El Oula 1433 correspondant au 19 avril 2012 mettant fin aux fonctions de directeurs des transmissions nationales de wilayas.

Par décret présidentiel du 27 Jomada El Oula 1433 correspondant au 19 avril 2012, il est mis fin aux fonctions de directeurs des transmissions nationales aux wilayas suivantes, exercées par MM :

- Abdenour Chikh, à la wilaya de Jijel,
 - Djamel-Eddine Semmache, à la wilaya d'Oran,
- appelés à exercer d'autres fonctions.

tries des lièges et du bois (S.N.L.B.), au titre de son activité d'exploitation, de gestion et de développement des lièges et produits isolants issus du liège donne lieu :

A) à l'établissement :

1° d'un inventaire quantitatif, qualitatif et estimatif dressé, conformément aux lois et règlements en vigueur par une commission présidée par un représentant du ministre des industries légères dont les membres sont désignés, conjointement, par le ministre chargé des industries légères, par le ministre chargé des finances et par le secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

2° d'une liste d'inventaire fixée par un arrêté conjoint du ministre chargé des industries légères, du ministre chargé des finances et du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

3° d'un bilan de clôture des activités et des moyens utilisés pour l'exploitation, la gestion et le développement dans le domaine des industries des lièges et produits isolants issus du liège, indiquant la valeur des éléments du patrimoine faisant l'objet du transfert à l'entreprise nationale des lièges et produits isolants issus du liège (E.N.L.).

Ce bilan de clôture doit faire l'objet, dans un délai maximal de trois (3) mois, du contrôle et du visa prévus par la législation en vigueur :

B) à la définition des procédures de communication des informations et des documents se rapportant à l'objet des transferts prévus à l'article 1er du présent décret. A cet effet, le ministre chargé des industries légères peut arrêter les modalités nécessaires à la sauvegarde, à la protection des archives, ainsi qu'à leur conservation et à leur communication, à l'entreprise nationale des lièges et produits isolants issus du liège (E.N.L.).

Art. 4. — Les personnels liés au fonctionnement et à la gestion de l'ensemble des structures et moyens visés aux articles 1er et 3 du présent décret sont transférés à l'entreprise nationale des lièges et produits isolants issus du liège (E.N.L.), conformément à la législation en vigueur.

Les droits et obligations des personnels visés ci-dessus demeurent régis par les dispositions légales, soit statutaires, soit contractuelles, qui les régissent à la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Le secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres fixera, en tant que de besoin, pour les transferts desdits personnels, les modalités relatives aux opérations requises en vue d'assurer le fonctionnement régulier et continu des activités et structures de l'entreprise nationale des lièges et produits isolants issus du liège (E.N.L.).

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 janvier 1983.

Chadli BENDJEDID.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REVOLUTION AGRAIRE

Arrêté interministériel du 2 janvier 1983 créant et organisant la commission interministérielle de nomenclature des médicaments et produits biologiques destinés à la médecine vétérinaire.

Le ministre de l'agriculture et de la révolution agraire et

Le ministre de la santé,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 76-79 du 23 octobre 1976 portant code de la santé publique, notamment son article 299 (livre V) ;

Vu l'ordonnance n° 76-92 du 23 octobre 1976 portant création de l'institut national de la santé animale (I.N.S.A.) ;

Vu le décret n° 76-139 du 23 octobre 1976 portant réglementation des produits pharmaceutiques ;

Vu le décret n° 81-65 du 18 avril 1981 portant attributions du ministre de la santé ;

Vu le décret n° 80-158 du 31 mai 1980 portant attributions du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire ;

Vu le décret n° 82-33 du 23 janvier 1982 portant création de l'office national des approvisionnements des services agricoles (ONAPSA) ;

Vu le décret n° 80-142 du 17 mai 1980 fixant les attributions, la composition et le fonctionnement de la commission centrale de la nomenclature des produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine ;

Arrêtent :

Article 1er. — Il est créé, conformément à l'article 299 du code de la santé, une commission mixte de nomenclature des médicaments et des produits biologiques destinés à la médecine vétérinaire dont les attributions, la composition et le fonctionnement sont définis aux articles ci-après.

CHAPITRE I ATTRIBUTIONS

Art. 2. — La commission mixte a pour mission de :

— donner des avis et faire des propositions au ministre de la santé et au ministre de l'agriculture et de la révolution agraire, aux fins de l'établissement de la nomenclature des médicaments et produits biologiques destinés à la médecine vétérinaire,

— proposer, en tant que de besoin, les modifications à apporter pour la mise à jour périodique de cette nomenclature,

— veiller à l'efficacité et à l'amélioration des propriétés thérapeutiques des médicaments,

— participer, avec les organismes concernés, à la surveillance de l'innocuité des médicaments vétérinaires afin de préserver la santé des animaux sans nuire à la santé humaine.

CHAPITRE II

COMPOSITION

Art. 3. — La commission mixte est présidée par le ministre de l'agriculture et de la révolution agraire ou son représentant.

Elle est composée comme suit :

1°) *Pour le ministère de l'agriculture et de la révolution agraire :*

- le directeur général de la production animale ou son représentant,
- le directeur général de l'institut national de la santé animale ou son représentant,
- le directeur général de l'institut de développement des petits élevages ou son représentant,
- le directeur général de l'institut de développement de l'élevage bovin ou son représentant,
- le directeur général de l'institut de développement de l'élevage ovin ou son représentant,
- le directeur général de l'institut de développement de l'élevage équin ou son représentant,
- le directeur général de l'ONAPSA,
- le représentant de l'union nationale des paysans algériens (U.N.P.A.).

2°) *Pour le ministère de la santé :*

- le directeur général des services de santé ou son représentant,
- le directeur de la prévention générale ou son représentant,
- le directeur général de l'entreprise nationale d'approvisionnement en produits pharmaceutiques d'Alger (E.N.A.PHARM.) ou son représentant,
- le directeur général de l'entreprise nationale des équipements et des matériels médicaux (E.N. EMEDI) ou son représentant,
- le directeur général de la pharmacie centrale algérienne (P.C.A.) ou son représentant,
- le directeur général de l'institut Pasteur d'Algérie (I.P.A.) ou son représentant,
- le représentant de la commission centrale de la nomenclature des produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine.

Art. 4. — La liste nominative des membres de la commission sera établie par décision conjointe des deux ministres.

Art. 5. — La commission peut faire appel à toute personne ou représentant d'un organisme national ou international en raison de sa compétence.

Art. 6. — La commission mixte doit dresser un procès-verbal de chacune de ses sessions qu'elle adresse aux deux ministres ainsi que ses avis et propositions relatifs à la nomenclature.

Les procès-verbaux sont transcrits dans un registre ouvert à cet effet.

CHAPITRE III

FONCTIONNEMENT

Art. 7. — La commission se réunit sur convocation de son président, en session ordinaire, tous les six mois.

Art. 8. — Des sessions extraordinaires peuvent avoir lieu sur convocation du président de la commission.

Art. 9. — Le secrétariat de la commission est assuré par la direction générale de la production animale, direction de la réglementation et du contrôle du ministère de l'agriculture et de la révolution agraire.

Art. 10. — La commission mixte élabore et adopte son règlement intérieur.

Art. 11. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 janvier 1983.

*Le ministre
de l'agriculture
et de la révolution agraire,*

Le ministre de la santé,

Sélim SAADI

Abderrezak BOUHARA

MINISTERE DU TRAVAIL

Décret n° 83-95 du 29 janvier 1983 portant réajustement des seuils minimaux de salaire global et d'avance sur revenu pour certaines catégories professionnelles.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 78-12 du 5 août 1978 relative au statut général du travailleur ;

Vu la loi n° 81-03 du 21 février 1981 fixant la durée légale du travail ;

Vu l'ordonnance n° 66-133 du 2 juin 1966, modifiée et complétée, portant statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 74-212 du 30 octobre 1974 complétant, à titre transitoire, le décret n° 68-594 du 24 octobre 1968 portant réglementation générale des conditions d'attribution d'indemnités de toutes natures aux fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements et organismes publics soumis au statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 79-300 du 31 décembre 1979 portant revalorisation des traitements des fonctionnaires ;

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Arrêté interministériel du 1er août 1984 instituant des inspections sanitaires vétérinaires au niveau des abattoirs, des poissonneries et des lieux de stockage des produits animaux et d'origine animale.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969, modifiée, portant code de la wilaya ;

— Vu l'ordonnance n° 76-79 du 23 octobre 1976 portant code de la santé publique ;

Vu le décret n° 68-275 du 30 mai 1968 portant statut particulier du vétérinaire inspecteur ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche ;

Arrêtent :

Article 1er. — L'inspection sanitaire vétérinaire au niveau des abattoirs, des poissonneries, des lieux de stockage, de traitement, de transformation et moyens de transport des produits d'origine animale, y compris les produits de la pêche, est assurée par les services vétérinaires du ministère de l'agriculture et de la pêche.

Art. 2. — La tutelle technique de l'inspection sanitaire vétérinaire est assurée par l'inspection vétérinaire de la wilaya.

Art. 3. — Par inspection sanitaire vétérinaire visée à l'article 1er ci-dessus, on entend :

- l'inspection sanitaire vétérinaire des animaux avant leur abattage (*ante-mortem*),
- l'inspection sanitaire vétérinaire des animaux après l'abattage (*post-mortem*),
- l'inspection sanitaire vétérinaire des lieux d'abattage, de traitement, de transformation, de manipulation et de stockage des viandes, y compris les entrepôts frigorifiques conservant les produits animaux et d'origine animale situés en dehors des abattoirs,
- le contrôle d'hygiène de l'abattage,
- le contrôle de la désinfection des moyens de transport des viandes,

— l'inspection sanitaire vétérinaire des poissonneries.

Art. 4. — Le contrôle sanitaire vétérinaire est assuré par les vétérinaires inspecteurs et les préposés sanitaires dûment habilités.

Art. 5. — Les vétérinaires inspecteurs chargés des missions d'inspection sanitaire vétérinaire énumérées à l'article 3, sont mis en position d'activité par le ministère de l'agriculture et de la pêche.

Art. 6. — Lorsque l'importance et le volume d'activité des abattoirs et poissonneries communaux justifient une présence permanente de vétérinaires inspecteurs, ceux-ci sont affectés par le ministère de l'agriculture et de la pêche, au ministère de l'intérieur qui les répartira en fonction des besoins exprimés par les collectivités locales.

Dans les autres cas, l'inspection vétérinaire de wilaya pourvoiera à l'exercice des missions énumérées à l'article 3 ci-dessus, et ce, dans les conditions qui seront définies par voie d'instruction interministérielle.

Art. 7. — Les préposés sanitaires visés à l'article 4 ci-dessus, sont chargés d'assister les vétérinaires-inspecteurs dans leurs inspections.

Ils exercent leurs missions sous l'autorité du vétérinaire inspecteur.

Art. 8. — Les préposés sanitaires sont recrutés par les assemblées populaires communales parmi les candidats reconnus qualifiés par l'inspection vétérinaire de wilaya et agréés par celle-ci à cet effet.

Art. 9. — Les abattoirs, les locaux de transit d'animaux avant l'abattage, les poissonneries, les lieux de stockage et moyens de transport des produits animaux et d'origine animale, y compris les produits de la pêche, sont soumis à des contrôles périodiques et inopinés des vétérinaires inspecteurs.

Art. 10. — Les contrôles des vétérinaires inspecteurs donnent lieu à des comptes rendus périodiques adressés au wali et communiqués, pour information, au directeur de l'agriculture et de la pêche et au directeur de la santé publique de wilaya.

Dans tous les cas où la santé publique est menacée le vétérinaire inspecteur adressera à l'exploitant des établissements en cause, un avis de mise en demeure de se conformer aux règles d'hygiène et de salubrité explicitement détaillées. Une copie de cet avis sera adressée au wali.

Faute, par l'intéressé, de se conformer, dans les délais requis aux prescriptions contenues dans l'avis précité, l'inspecteur-vétérinaire adressera au wali compétent une proposition valablement motivée pour la fermeture administrative de l'établissement concerné.

Art. 11. — Dans les trois mois qui suivent la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, les assemblées populaires communales sont tenues de communiquer aux inspections vétérinaires de wilaya, la liste de tous les lieux d'abattage d'animaux et celles des lieux de stockage des produits d'origine animale, y compris les produits de la pêche situés sur leur territoire, en vue de leur recensement.

Art. 12. — Il sera tenu au niveau de l'inspection vétérinaire de wilaya, un registre de recensement des abattoirs, des poissonneries et des lieux de stockage et d'entreposage des viandes et des produits de la pêche.

Il sera établi pour chaque établissement visé ci-dessus, un numéro de recensement.

Art. 13. — Toutes les viandes (post-mortem) ayant subi une inspection sanitaire vétérinaire, sont marquées d'une estampille portant en souscription, le numéro de recensement de l'établissement et la mention inspection vétérinaire.

Les assemblées populaires communales continueront à utiliser les couleurs et les formes d'estampillage existantes en attendant leur normalisation à l'échelon national.

Art. 14. — Seuls les sacrificateurs agréés par l'assemblée populaire communale peuvent procéder aux abattages d'animaux dans les abattoirs. Ils sont tenus d'exécuter les consignes du vétérinaire inspecteur de l'abattoir en matière d'hygiène d'abattage et de sécurité du travail.

L'autorisation d'abattage délivrée aux sacrificateurs peut être retirée pour inobservation des consignes vétérinaires par le président d'APC, pour une durée allant d'un jour à un mois.

Art. 15. — Le personnel des abattoirs, des lieux de manipulation et de découpe des viandes et des poissons, doit subir des visites médicales une fois tous les six mois au moins.

Il doit disposer d'un livret individuel de suivi médical.

Toute personne reconnue atteinte d'une maladie pouvant influencer sur la salubrité des produits avec lesquels elle est en contact est, selon le cas, temporairement ou définitivement affectée dans un autre poste de travail, afin de prévenir tout risque de contamination.

Art. 16. — Les viandes ou organes reconnus impropres à la consommation humaine, seront saisis et dénaturés de manière à les rendre inconsommables.

Il appartient aux assemblées populaires communales de procéder, sur instruction du vétérinaire inspecteur, à la dénaturation, destruction ou enfouissement des viandes et organes saisis, et de disposer en conséquence, des équipements et des produits adéquats.

Art. 17. — Les walis, les présidents d'assemblées populaires communales, les directeurs chargés de l'agriculture et de la pêche et les vétérinaires-inspecteurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui prendra effet, à compter de sa date de publication.

Art. 18. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er août 1984.

Le ministre
de l'agriculture
et de la pêche,

Kasdi MERBAH

Le ministre
de l'intérieur
et des collectivités locales,

M'Hamed YALA

MINISTERE DES TRANSPORTS

Arrêté du 1er septembre 1984 complétant l'arrêté du 23 juin 1975 relatif à l'immatriculation et à la réimmatriculation des véhicules automobiles.

Le ministre des transports,

Vu l'ordonnance n° 74-107 du 6 décembre 1974 portant code de la route et notamment ses articles 117, 120, 252 et 253 ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu le décret n° 84-12 du 22 janvier 1984 portant organisation et composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 84-79 du 3 avril 1984 fixant les noms et les chefs-lieux des wilayas ;

Vu le décret n° 84-120 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre des transports ;

Vu l'arrêté du 23 juin 1975 relatif à l'immatriculation et à la réimmatriculation des véhicules automobiles ;

Arrête :

Article 1er. — La liste de diagramme représentant les wilayas d'immatriculation contenue dans l'arrêté du 23 juin 1975 susvisé, est complétée comme suit :

— wilaya d'El Bayadh ;	32
— wilaya d'Elizi ;	33
— wilaya de Bordj Bou Arreridj ;	34
— wilaya de Boumerdes ;	35
— wilaya d'El Tarf ;	36
— wilaya de Tindouf ;	37

Art. 5. — Outre les tâches prévues à l'article 2 du décret n° 83-264 du 16 avril 1983 susvisé, les techniciens supérieurs de l'administration communale, nommés aux emplois spécifiques ci-dessus institués, sont chargés :

1°) Pour le chef d'équipe :

- d'élaborer le programme de travail de l'équipe,
- de répartir rationnellement les travaux au sein de l'équipe,
- de veiller à la bonne exécution, dans les délais impartis, du programme de travail de l'équipe.

2°) Pour le chef de section :

- d'élaborer le programme de travail de la section,
- de répartir rationnellement les travaux entre les différentes équipes,
- de coordonner et de contrôler l'activité des équipes.

Art. 6. — La nomination à l'emploi spécifique de chef d'équipe institué par l'article 4 ci-dessus est ouverte aux techniciens supérieurs de l'administration communale ayant accompli au moins trois (3) années d'exercice en cette qualité.

La nomination à l'emploi spécifique de chef de section est ouverte aux chefs d'équipe ayant accompli au moins trois (3) années d'exercice en cette qualité.

Art. 7. — La majoration indiciaire attachée aux emplois spécifiques prévus à l'article 4 ci-dessus est fixé à :

- 40 points indiciaires pour l'emploi de chef d'équipe,
- 50 points indiciaires pour l'emploi de chef de section.

Art. 8. — Les techniciens supérieurs de l'administration communale peuvent accéder au corps des ingénieurs d'application dans leur spécialité par voie d'examen professionnel s'ils justifient de plus de cinq (5) années d'exercice en qualité de titulaires.

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, 22 septembre 1984.

Chadli BENDJEDID.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décrets du 1er septembre 1984 portant nomination de magistrats.

Par décret du 1er septembre 1984, M. Mohamed Bahloul est nommé juge au tribunal de Drén.

Par décret du 1er septembre 1984, M. Lakhdar Bendoubaba est nommé juge au tribunal de Sidi Ali.

Par décret du 1er septembre 1984, M. Mourad Zeguir est nommé juge au tribunal de Guelma.

Par décret du 1er septembre 1984, M. Benaïssa Benketir est nommé juge au tribunal de Relizane.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Arrêté interministériel du 1er septembre 1984 portant institution d'un comité national et de comités de wilayas de lutte contre les zoonoses.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Le ministre de la défense nationale,

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales et

Le ministre de la santé publique,

Vu l'ordonnance n° 76-79 du 23 octobre 1976 portant code de la santé publique ;

Vu la loi n° 81-02 du 14 février 1981 modifiant et complétant l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

Vu la loi n° 81-09 du 14 juillet 1981 modifiant et complétant l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal ;

Vu le décret n° 84-118 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche et celles du vice-ministre chargé de la pêche et notamment son article 4, alinéa 5 ;

Arrêtent :

Article 1er. — Il est institué auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche un comité national de lutte contre les maladies animales contagieuses transmissibles à l'homme ou zoonoses.

Art. 2. — Le comité a pour objet :

- de promouvoir à l'échelle nationale les programmes de prévention et de lutte contre les zoonoses,
- de renforcer, en la matière, la coordination entre les services vétérinaires et les services concernés relevant du ministère de la défense nationale, du ministère de l'intérieur et des collectivités locales et du ministère de la santé publique ;
- d'évaluer les moyens humains et matériels nécessaires à la mise en œuvre des programmes de prévention et de lutte contre les zoonoses ;
- de donner son avis sur tout projet de texte tendant à réviser la prévention ou la lutte contre les zoonoses ;
- de suivre l'application des programmes arrêtés ;
- d'entretenir des relations avec tout organisme national ou international traitant des zoonoses ;

— d'établir et de diffuser annuellement un rapport sur l'évolution des zoonoses.

Art. 3. — Le siège du comité national de lutte contre les zoonoses est fixé au ministère de l'agriculture et de la pêche.

Art. 4. — Les principales maladies animales transmissibles à l'homme ou zoonoses sont principalement les suivantes :

- la rage,
- l'échinococcose-hydatidose,
- la brucellose,
- la tuberculose,
- les salmonelloses.

Cette liste n'est pas limitative ; elle peut être complétée et enrichie par le comité national.

Art. 5. — Le comité national est composé comme suit :

- le ministre de l'agriculture et de la pêche ou son représentant, président,
- un représentant du ministre de la défense nationale,
- un représentant du ministre de l'intérieur,
- un représentant du ministre de la santé publique,
- un représentant du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,
- le directeur chargé des services vétérinaires du ministère de l'agriculture et de la pêche,
- le directeur général de l'institut national de la santé animale,
- le directeur général de l'institut national de la santé publique,
- le directeur général de l'institut Pasteur,
- un représentant de la direction générale de la sûreté nationale,
- un représentant de la gendarmerie nationale.

Art. 6. — Le comité national de lutte contre les zoonoses est un organe consultatif placé sous l'autorité conjointe du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé de la santé.

Art. 7. — Il est institué, auprès de chaque wilaya, un comité de prévention et de lutte contre les zoonoses chargé :

- de mettre en œuvre les programmes arrêtés par le comité national,
- d'organiser et de coordonner l'action des services et structures d'intervention en cas d'épidémie déclarée,
- de proposer au comité national toute mesure tendant à améliorer la prévention et la lutte contre les zoonoses,
- d'établir un bilan annuel de l'évolution des zoonoses.

Art. 8. — Le comité de wilaya de lutte contre les zoonoses est placé sous l'autorité du wali ou son représentant, président et est composé comme suit :

- le directeur chargé de l'agriculture,
- l'inspecteur vétérinaire de wilaya,
- le directeur de la santé de wilaya,
- le commandant du groupement de wilaya de la gendarmerie nationale,
- le représentant local de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,
- le directeur du laboratoire régional vétérinaire,
- le responsable de la protection civile.

Art. 9. — Le comité national et les comités de wilayas se réunissent sur convocation de leur président, au moins deux fois par an et, autant de fois que de besoin, lorsque les circonstances l'exigent.

Le secrétariat du comité national est tenu par le directeur chargé des services vétérinaires et le représentant qualifié du ministère de la santé.

Le secrétariat du comité de wilaya est tenu par l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 1er septembre 1984.

<p><i>Le ministre de l'agriculture et de la pêche,</i></p> <p>KASDI MERBAH.</p> <p><i>Le ministre de la santé publique,</i></p> <p>Djamel Eddine HOUHOU.</p>	<p><i>Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,</i></p> <p>M'hamed YALA.</p> <p><i>P. Le ministre de la défense nationale, Le secrétaire général</i></p> <p>Mostefa BENLOUCIF.</p>
--	---

MINISTERE DE L'INFORMATION

Décret du 31 août 1984 mettant fin aux fonctions du directeur de la coordination et des échanges.

Par décret du 31 août 1984, il est mis fin aux fonctions de directeur de la coordination et des échanges, exercées par M. Mohamed Raouraoua, appelé à d'autres fonctions.

MINISTERE DES TRANSPORTS

Décret n° 84-275 du 22 septembre 1984 relatif à l'institution du fichier du parc national de véhicules roulants opérant le transport de personnes ou de marchandises par voie terrestre.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des transports,

Vu l'ordonnance n° 67-130 du 22 juillet 1967 portant organisation des transports terrestres ;

PROTCOLE « TYPE » D'ETUDES ET DE RECHERCHE

- I. — DOMAINE D'INVESTIGATION ;
- II. — OBJET DES TRAVAUX (Axe - thème - sujet) ;
- III. — ETAT DE LA SITUATION DANS LE DOMAINE (références bibliographiques - brevets prototypes - réalisation au stade laboratoire ou à l'échelle industrielle, etc...)
- IV. — OBJECTIFS VISES (scientifiques - technologiques - économiques - de formation, autres...) ;
- V. — METHODOLOGIE ARRETEE ;
- VI. — LIENS DE CES TRAVAUX AVEC D'AUTRES ACTIVITES DE RECHERCHE PRODUCTION ;
- VII. — PARTICIPATION AUX DIFFERENTES ACTIVITES DE LA STRUCTURE ;
- VIII. — MODALITES D'EVALUATION ET DE SUIVI ;
- IX. — RETOMBEE DE CES TRAVAUX SUR D'AUTRES DOMAINE D'ACTIVITES ;
- X. — VALORISATION DES RESULTATS DE LA RECHERCHE ;
- XI. — MOYENS A METTRE EN ŒUVRE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX (Installations, équipements, matériels, produits, etc...) ;
- XII. — MOYENS HUMAINS (personnel disponible à recruter ou à former) ;
- XIII. — MOYENS FINANCIERS NECESSAIRES POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX PAR EXERCICE ;
- XIV. — PLAN D'EXECUTION DE CES TRAVAUX ET CALENDRIER DE TRAVAIL ;
- XV. — ECHANGES AVEC D'AUTRES STRUCTURES ET LABORATOIRES ;

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Arrêté interministériel du 24 janvier 1987 fixant le taux et désignant les bénéficiaires des prélèvements à opérer sur les enjeux du Pari mutuel.

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et

Le ministre des finances,

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu l'ordonnance n° 77-4 du 19 février 1977 réglementant l'organisation du Pari mutuel ;

Vu le décret n° 86-263 du 21 octobre 1986 portant création de l'Office national de développement des élevages équins ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le taux des prélèvements sur les sommes engagées au Pari mutuel est fixé à 30 %

Ce prélèvement est réparti comme suit :

- en faveur des courses hippiques 10 %,
- en faveur de l'encouragement des éleveurs privés 3 %,
- en faveur des sports équestres et de l'équitation traditionnelle 5 %,
- en faveur des collectivités locales, propriétaires d'hippodromes 3 %,
- en faveur de l'Office national de développement des élevages équins 9 %.

Art. 2. — La quote-part prélevée en faveur des courses hippiques est destinée notamment à couvrir les frais de gestion et de fonctionnement de la société des courses ainsi que les commissions allouées aux agents agréés du Pari mutuel hors hippodromes.

Art. 3. — La société des courses hippiques et du Pari mutuel est chargée de mettre en œuvre le versement des quotes-parts telles que prévues à l'article 1er ci-dessus.

Art. 4. — L'Office national de développement des élevages équins perçoit les quotes-parts destinées à l'encouragement à l'élevage, y compris celle affectée en faveur de l'encouragement des éleveurs privés, et procède à son affectation conformément à son programme de développement.

Art. 5. — Le présent arrêté qui prend effet à compter du 1er janvier 1987, sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 janvier 1987.

*Le ministre de
l'agriculture
et de la pêche,*

Kasdi MERBAH

*Le ministre de
l'intérieur et des
collectivités locales,*

M'Hamed YALA

*Le ministre
des finances,*

Abdelaziz KHELIAF

*Le ministre de la
jeunesse et des sports,*

Kamel BOUCHAMA

Naçer Chaâbane, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Kerrah Lamine, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Taghibet Djemai, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Amri Abdelmadjid, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Hamidou Ramdane, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Sid Mahboubi, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Maarouf Abdellah, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Zeroual Djemai, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Baaloul Djamel, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Sabri Lazhar, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Bareche El-Ayachi, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Addad Dris, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Khabbez Abdelkrim, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Deroulche Dris, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Khelli Fatah, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Allaoua Amar, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Medfouni Djamel, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Abbed Abdellah, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Hadji Chafai, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Achour Abdellah, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Rahal Salah, condamné le 13 juillet 1986 par la cour d'Oum El Bouaghi ;

Art. 2. — Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 avril 1987.

Chadli BENDJEDID

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la justice,

Vu la Constitution et notamment l'article 111-13° ;

Décète :

Article 1er. — Remise totale du restant de la peine de réclusion est faite au nommé Abou Samra-Souleimane, condamné le 10 mars 1984 par la Cour suprême.

Art. 2. — Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 avril 1987.

Chadli BENDJEDID.

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Arrêté interministériel du 2 mars 1987 portant création de comités chargés du suivi permanent des programmes de lutte contre les maladies à transmission hydrique.

Le ministre de l'Intérieur et des collectivités locales,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Le ministre de la santé publique et

Le ministre du commerce,

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 27 janvier 1967, modifiée et complétée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969, modifiée et complétée, portant code de la wilaya ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983 portant code des eaux ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et la promotion de la santé ;

Vu le décret n° 81-65 du 18 avril 1981, modifié, fixant les attributions du ministre de l'hydraulique ;

Vu le décret n° 84-12 du 22 janvier 1984, modifié, portant organisation et composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 84-118 du 9 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu le décret n° 84-124 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts ;

Vu le décret n° 85-204 du 6 août 1985 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et des collectivités locales ;

Arrêtent :

Article 1er. — Il est institué un comité interministériel et des comités locaux chargés du suivi permanent du programme arrêté en matière de lutte contre les maladies à transmission hydrique.

Art. 2. — Le comité interministériel, présidé par le secrétaire général du ministère de la santé publique, comprend les secrétaires généraux des ministères :

- de l'intérieur et des collectivités locales,
- de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,
- de l'agriculture et de la pêche,
- du commerce.

Son secrétariat est assuré par les services du ministère de la santé publique.

Art. 3. — Le secrétariat élabore les synthèses des données et documents et notifie aux membres du comité les décisions arrêtées.

Art. 4. — Le comité interministériel se réunit régulièrement une (1) fois par semaine en séance ordinaire.

Il peut se réunir en séance extraordinaire toutes les fois que l'un de ses membres le demande.

Art. 5. — Le comité de wilaya, présidé par le wali, comprend :

- le chef de division de la santé et de la population,
- le chef de division de la réglementation, de l'animation locale et des moyens généraux,
- le chef de division du développement des activités hydrauliques et agricoles,
- le chef de division de la régulation économique,
- les chefs de service de sécurité et de protection civile.

Le wali peut, en outre, faire appel à toute personne dont il juge les compétences utiles aux travaux du comité.

Art. 6. — Le secrétariat du comité est assuré par le chef de division de la santé et de la population.

Il élabore les synthèses des données et documents et notifie aux membres du comité les décisions arrêtées.

Art. 7. — Le comité de wilaya dresse le rapport mensuel des résultats de ses travaux et le transmet au comité interministériel.

Il peut, en outre, saisir à tout moment ledit comité interministériel de toute question qu'il juge utile de soumettre à son examen.

Art. 8. — Le wali organise, par arrêté, les comités de suivi au titre de chacune des communes et daïras de sa wilaya.

L'arrêté ci-dessus prévu fixe la composition et les règles de fonctionnement des comités de communes et de daïras.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 mars 1987.

Le ministre de l'intérieur *Le ministre de l'agriculture et des collectivités locales,*

M'Hamed YALA

Kasdi MERBAH

Le ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Le ministre de la santé publique,

Mohamed ROUGHY

Djamel Eddine HOUBOU

Le ministre du commerce,

Mostéfa BENAMAR

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Arrêté du 1er octobre 1986 portant composition des commissions paritaires de l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie.

Par arrêté du 1er octobre 1986, sont déclarés élus, représentants des personnels aux commissions paritaires pour treize (13) corps de fonctionnaires de l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie, les agents dont les noms figurent au tableau ci-après :

Art. 2. — Le siège de chaque annexe est fixé par arrêté du ministre de la jeunesse et des sports, sur proposition du directeur du centre national d'information et de documentation sportive.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 août 1989

P. le ministre
de la jeunesse et des sports,

P. le ministre
des finances,

Le secrétaire général,

Le secrétaire général,

Baghdad BOUDAA

Mokdad SIFI

Arrêté interministériel du 5 septembre 1989 fixant le taux et désignant les bénéficiaires des prélèvements à opérer sur les enjeux du pari mutuel.

Le ministre de la jeunesse et des sports,
Le ministre de l'intérieur et de l'environnement,
Le ministre des finances, et
Le ministre de l'agriculture,

Vu l'ordonnance n° 77-4 du 19 février 1977 réglant l'organisation du pari mutuel ;

Vu la loi n° 87-20 du 23 décembre 1987 portant loi de finances pour 1988, notamment son article 191 ;

Vu la loi n° 89-03 du 14 février 1989 relative à l'organisation et au développement du système national de culture physique et sportive

Vu le décret n° 86-263 du 21 octobre 1986 portant création de l'office national de développement des élevages équins ;

Vu le décret n° 87-16 du 13 janvier 1987 organisant les activités équestres et reconnaissant d'utilité publique la fédération équestre algérienne ;

Vu le décret n° 87-17 du 13 janvier 1987 portant création de la société des courses hippiques et du pari mutuel ;

Vu le décret n° 88-186 du 4 octobre 1988 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-036 "Développement des activités sportives et de jeunesse" ;

Vu le décret présidentiel n° 88-235 du 9 novembre 1988 portant nomination du Chef du Gouvernement et des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 janvier 1987 fixant le taux et désignant les bénéficiaires des prélèvements à opérer sur les enjeux du pari mutuel ;

Arrêtent :

Article 1^{er}. — Le taux des prélèvements sur les sommes engagées au pari mutuel est fixé à 35%,

Le prélèvement est reparti comme suit :

* 10 % en faveur des courses hippiques ;

* 3 % en faveur des éleveurs privés ;

* 7 % en faveur du développement des activités de jeunesse et des pratiques sportives ;

* 3 % en faveur de la fédération équestre algérienne ;

* 3 % en faveur des collectivités locales propriétaires d'hippodromes ;

* 9 % en faveur de l'office national de développement des élevages équins.

Art. 2. — La quote-part prélevée en faveur de courses hippiques est destinée notamment à couvrir les frais de gestion et de fonctionnement de la société des courses ainsi que des agents agréés du pari mutuel hors hippodromes.

Art. 3. — La quote-part affectée à l'encouragement des activités de jeunesse et des pratiques sportives est à verser au compte d'affectation spéciale institué par l'article 191 de la loi n° 87-20 du 23 décembre 1987 susvisée.

Art. 4. — La société des courses hippiques et du pari mutuel est chargée de mettre en oeuvre l'affectation des quote-parts, telles que prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 5. — L'office national de développement des élevages équins perçoit la quote-part destinée à l'encouragement à l'élevage y compris celle affectée en faveur de l'encouragement des éleveurs privés et procède à son affectation conformément à son programme de développement.

Art. 6. — L'arrêté interministériel du 24 janvier 1987 susvisé est abrogé.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 septembre 1989.

Le ministre de la jeunesse
et des sports,

Le ministre
de l'intérieur
et de l'environnement,

Chérif RAHMANI

Aboubakr BELKAID

Le ministre
de l'agriculture,

P. le ministre des finances,
Le secrétaire général,

Nouredine KADRA

Mokdad SIFI

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

«»

Arrêté interministériel du 3 novembre 1991 relatif aux mesures sanitaires applicables en cas de peste équine.

Le ministre de l'agriculture,

Le ministre de la défense nationale,

Le ministre de l'intérieur et des collectifs locales et,

Le ministre délégué au budget,

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 76-90 du 23 octobre 1976 portant création de l'institut national de la santé animale ;

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative à la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale et notamment ses chapitres II, III et IV, du titre IV ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu le décret n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1 janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Considérant que la peste équine est une maladie infectieuse virulente, transmissible à déclaration obligatoire et ayant un grand pouvoir de propagation et à ce titre, pouvant être la raison d'une épizootie ;

Arrêtent :

Article 1^{er}. — Toute personne physique ou morale ayant à quelque titre que ce soit, la charge ou la garde y compris le transport et la conduite de chevaux, mulets, baudets, ânes, équidés sauvages atteints ou soupçonnés d'être atteints de peste équine est tenu d'informer immédiatement le vétérinaire de la circonscription où se trouvent les animaux, ou à défaut le président de l'assemblée populaire communale qui fait appel aux services vétérinaires de la daïra ou de la wilaya.

Art. 2. — Dans le cas où les symptômes, signes, et lésions observés sur les animaux vivants ou les cadavres peuvent faire penser à la peste équine, le vétérinaire doit faire procéder immédiatement à l'isolement des équidés atteints ou suspects et à leur séquestration dans un local fermé dont les fenêtres doivent être munies de grillages moustiquaires.

Il fait procéder à la désinfection et à la désinsectisation des locaux, cours, enclos, herbages, pâturages et autres terrains fréquentés par les animaux ainsi qu'à la désinsectisation des animaux.

Il informe sans délai l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, l'autorité vétérinaire nationale et le président de l'assemblée populaire communale qui est tenu de veiller à l'application des mesures prescrites qui seront précisées par un arrêté communal.

Art. 3. — Dès qu'un cas réel ou suspect de peste équine est signalé, l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté doit se rendre immédiatement sur les lieux pour procéder aux constatations et confirmations nécessaires.

Art. 4. — Les prélèvements nécessaires (sang sur animal vivant, rate sur le cadavre) sont effectués par un vétérinaire dûment mandaté par l'inspecteur vétérinaire de wilaya en vue de leur examen dans un laboratoire agréé par le ministère de l'agriculture.

Le vétérinaire dûment mandaté procède à l'enquête épidémiologique et transmet son rapport immédiatement à l'autorité vétérinaire nationale et aux autorités de wilaya.

Art. 5. — Dès que l'existence de peste équine est confirmée ou fortement suspectée, le wali sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, prend un arrêté portant déclaration de peste équine.

Cet arrêté prescrit les mesures sanitaires obligatoires et détermine l'étendue du périmètre infecté dans lequel elles sont applicables.

Cet arrêté doit être notifié à toutes les autorités de wilaya et communiqué aux walis des wilayas limitrophes.

Il est publié et affiché dans les chefs lieux des wilayas, ainsi que dans toutes les communes concernées et limitrophes.

Art. 6. — Dans la zone de séquestration qui comprend la ferme ou l'exploitation où se trouvent les équidés atteints, les mesures suivantes doivent être appliquées :

— recensement et identification de tous les équidés présents.

— isolement des animaux malades et leur identification de préférence par le marquage au feu des lettres P.E sur le sabot antérieur droit.

— tous les équidés sont introduits dans des écuries ou locaux bien fermés dont les ouvertures sont munies de grillage moustiquaire.

— les animaux malades ou suspects ne peuvent quitter le local, de séquestration que pour être dirigés vers un lazaret, ou un clos d'équarrissage.

— il est interdit d'introduire des équidés sains dans la zone de séquestration.

— les cadavres d'animaux morts de peste équine doivent être détruits sur place.

— il est interdit de donner aux chiens de la viande provenant d'animaux atteints ou suspects.

— les chiens errants doivent être abattus.

— les locaux où sont hébergés les équides doivent être désinfectés et désinsectisés quotidiennement.

— il est procédé à la désinsectisation des abords de l'exploitation et à celle des véhicules de transport à la sortie de la zone infectée.

Art. 7. — L'arrêté du wali détermine une zone d'interdiction, dont les limites sont signalées sur les axes routiers et dans laquelle sont ordonnées :

— l'interdiction de tout déplacement d'équidés,

— l'interdiction des foires, marchés, concours hippiques ou tout rassemblement d'équidés,

— toute autre mesure jugée nécessaire par l'autorité vétérinaire.

Art. 8. — L'abattage des animaux, suspects, contaminés ou atteints peut être ordonné par le ministre de l'agriculture.

Dans ce cas les conditions et modalités d'indemnisation des propriétaires d'animaux seront fixées par voie réglementaire.

Art. 9. — Les animaux introduits frauduleusement sur le territoire national en provenance de pays ou zone, où la présence de la peste équine est suspectée ou déclarée seront abattus immédiatement par les corps de sécurité qui auront procédé à leur saisie.

Il ne sera alloué aucune indemnité aux propriétaires de ces animaux conformément à l'article 79 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée.

Art. 10. — L'abattage prévu aux articles 8 et 9 ci-dessus doit avoir lieu dans la zone de séquestration sans effusion de sang.

Les cadavres des animaux morts ou abattus doivent être détruits dans la zone de séquestration par enfouissement ou incinération. La destruction est réalisée sous contrôle d'un vétérinaire dûment mandaté.

A défaut de destruction sur place, le transport des cadavres ne peut se faire que sous couvert d'un laissez-passer délivré par l'inspecteur vétérinaire de wilaya dans un véhicule agréé, désinfecté et désinsectisé avant et immédiatement après usage, vers une fosse d'enfouissement ou un atelier d'équarrissage situé dans le périmètre déclaré infecté.

Le lieu d'abattage doit être désinfecté et désinsectisé.

Art. 11. — l'inspecteur vétérinaire de wilaya, peut autoriser l'abattage pour la boucherie des équidés soupçonnés d'être contaminés se trouvant dans la zone de séquestration dans les conditions suivantes :

— ils sont transportés dans un véhicule agréé par l'inspecteur vétérinaire, désinsectisé et désinfecté avant et immédiatement après usage.

— ils sont dirigés vers un abattoir contrôlé par un vétérinaire sous couvert d'un laissez-passer délivré par l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

L'abattoir concerné doit être préalablement averti de l'arrivée de ces animaux ; le laissez-passer doit être renvoyé à l'inspecteur vétérinaire de wilaya, accompagné d'un certificat délivré par le vétérinaire de l'abattoir attestant que les animaux ont été abattus.

Art. 12. — Les fumiers, litières, débris et fourrage provenant des animaux atteints, suspects et contaminés sont arrosés d'une solution désinfectante et détruits dans la zone de séquestration.

Art. 13. — Le ministre de l'agriculture peut ordonner la vaccination contre la peste équine dans le périmètre infecté et sur tout ou partie du territoire national.

Art. 14. — dans le cas où les mesures d'isolement et de surveillance sanitaire ne peuvent être assurées rigoureusement et en présence de nombreux foyers de peste équine, le wali sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, peut ordonner par arrêté, l'établissement d'un lazaret dans le périmètre déclaré infecté, placé sous la surveillance permanente d'un vétérinaire et où seront dirigés tous les animaux reconnus atteints ou suspects.

Art. 15. — L'arrêté portant déclaration d'infection est levé par le wali sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya :

— soit un mois après la mort ou l'abattage du dernier équidé malade,

— soit six mois après la guérison du dernier équidé malade.

Ce délai est réduit à un mois si l'animal guéri a été directement envoyé dans un lazaret.

En aucun cas la levée de l'arrêté portant déclaration d'infection ne peut être prononcée avant l'accomplissement des mesures de désinfection et de désinsectisation.

Art. 16. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire et prendra effet à compter de la date de sa signature.

Fait à Alger, le 3 novembre 1991.

Le ministre
de l'agriculture,
Mohamed Elyès MESLI.

Le ministre
de la défense,
Khaled NEZZAR.

Le ministre de l'intérieur
et des collectivités
locales,
Larbi BELKHEIR.

Le ministre
délégué
au Budget
Mourad MEDELCL.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Arrêté du 15 Rabie Ethani 1414 correspondant au 1er octobre 1993 mettant fin aux fonctions d'un chargé d'études et de synthèse au cabinet de l'ex-ministre de l'intérieur et de l'environnement.

Par arrêté du 15 Rabie Ethani 1414 correspondant au 1er octobre 1993 du ministre de l'intérieur et des collectivités locales, il est mis fin sur sa demande, aux fonctions de chargé d'études et de synthèse au cabinet de l'ex-ministre de l'intérieur et de l'environnement, exercées par M. Chaouch Chennoufi.

MINISTERE DE L'ECONOMIE

Arrêté interministériel du 29 Safar 1414 correspondant au 18 août 1993 relatif aux spécifications et à la présentation de certains laits de consommation.

Le ministre de l'économie,

Le ministre de l'agriculture et

Le ministre de la santé et de la population,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116, alinéa 2 ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu la loi n° 89-23 du 19 décembre 1989 relative à la normalisation ;

Vu le décret n° 72-59 du 21 mars 1972 réglementant le marché du lait ;

Vu le décret présidentiel n° 93-40 du 3 février 1993 modifiant le décret présidentiel n° 92-307 du 19 juillet 1992 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 relatif aux matériaux destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires et les produits de nettoyage de ces matériaux ;

Vu le décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 relatif aux conditions d'hygiène lors du processus de la mise à la consommation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 92-25 du 13 janvier 1992 relatif aux conditions et aux modalités d'utilisation des additifs dans les denrées alimentaires ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de définir les spécifications de certains laits destinés à la consommation ainsi que les conditions et les modalités relatives à leur présentation et à leur étiquetage.

SECTION I

LE LAIT

Art. 2. — La dénomination «lait» est réservée exclusivement au produit de la sécrétion mammaire normale, obtenue par une ou plusieurs traites, sans aucune addition ni soustraction et n'ayant pas été soumis à un traitement thermique.

Art. 3. — Le lait est le produit intégral de la traite totale et ininterrompue d'une femelle laitière bien portante, bien nourrie et non surmenée. Il doit être recueilli proprement et ne pas contenir de colostrum.

Art. 4. — La dénomination «lait» sans indication de l'espèce animale de provenance, est réservée au lait de vache.

Tout lait provenant d'une femelle laitière, autre que la vache, doit être désigné par la dénomination « lait », suivie de l'indication de l'espèce animale dont il provient.

Art. 5. — Le lait destiné à la consommation ou à la fabrication d'un produit laitier, doit provenir de femelles laitières en parfait état sanitaire.

SECTION II

SPECIFICATIONS DU LAIT

Art. 6. — Le lait ne doit pas :

- être coloré, malpropre ou malodorant ;
- provenir d'une traite opérée moins de sept (07) jours après le part ;
- provenir d'animaux atteints de maladies contagieuses ou de mammite ;
- contenir notamment des résidus antiseptiques, antibiotiques et pesticides ;
- coaguler à l'ébullition ;
- provenir d'une traite incomplète ;
- subir un écrémage même partiel.

En outre, le lait ne doit pas subir :

- * de soustraction ou de substitution de ses composants nutritifs ;
- * de traitements, autres que le filtrage ou les procédés thermiques d'assainissement susceptibles de modifier la composition physique ou chimique, sauf lorsque ces traitements sont autorisés.

SECTION III

CLASSIFICATION ET SPECIFICATIONS DES LAITS

Art. 7. — Les laits sont classés, en fonction du nombre de germes totaux, en trois (3) catégories :

— **Catégorie A** : moins de 100.000 germes totaux par millilitre ;

— **Catégorie B** : de 100.000 à 500.000 germes totaux par millilitre ;

— **Catégorie C** : plus de 500.000 à 2.000.000 de germes totaux par millilitre.

Art. 8. — Le lait doit répondre aux spécifications suivantes :

- * germes totaux..... maximum deux (02) millions ;
- * salmonelle..... absence ;
- * stabilité à l'ébullition stable ;
- * acidité en grammes d'acide lactique par litre: maximum 1,8 ;
- * densité 1030 - 1034 ;
- * matières grasses.. 34 grammes par litre au minimum.

SECTION IV

CONDITIONS DE COLLECTE ET DE CONSERVATION AVANT LE TRAITEMENT DU LAIT

Art. 9. — Le lait doit être conservé immédiatement après la traite à une température inférieure ou égale à six (06) degrés Celsius.

Art. 10. — Le lait doit être mis à la disposition des entreprises laitières dans les conditions suivantes :

— le délai entre la traite et la délivrance du lait aux entreprises laitières, est fixé à quarante-huit (48) heures au maximum ;

— le délai entre la traite et le premier traitement thermique est fixé à soixante-douze (72) heures au maximum.

SECTION V

LAIT RECONSTITUE ET LAIT RECOMBINE

Art. 11. — Le lait reconstitué est obtenu par mélange d'eau et de lait en poudre tel que défini à l'article 12 ci-dessous.

Art. 12. — Le lait reconstitué est dit :

— écrémé, en cas d'utilisation de lait en poudre écrémé extra-grade c'est à dire titrant moins de 1,25 % de matières grasses ;

— entier, en cas d'utilisation de lait en poudre titrant au moins 26 % de matières grasses.

Art. 13. — Le lait recombinaé est obtenu par mélange d'eau, de matières grasses et de lait en poudre écrémé extra-grade titrant moins de 1,25 % de matières grasses.

Art. 14. — Des vitamines et/ou des additifs peuvent être incorporés aux laits reconstitués ou recombinaés, dans les conditions autorisées par la réglementation en vigueur.

SECTION VI

LAITS PASTEURISES

Art. 15. — Peuvent être soumis à la pasteurisation, le lait au sens de l'article 2 ci-dessus et les laits reconstitués et/ou recombinaés tels que définis aux articles 11 et 13 ci-dessus.

Art. 16. — Le lait pasteurisé est le fait soumis à un traitement thermique aboutissant à la destruction de la presque totalité de la microflore banale et de la totalité de la microflore pathogène, en s'efforçant de ne pas affecter notamment la structure physique du lait, sa constitution, son équilibre chimique, ses enzymes et ses vitamines.

Art. 17. — Pour que le lait soit pasteurisé, il doit être soumis :

- soit à une température de 63° C pendant une durée de 30 minutes ;
- soit à une température de 85° C pendant une durée de 15 à 20 secondes ;
- soit encore instantanément à une température de 95° C.

Le lait pasteurisé ainsi traité doit être refroidi dans les soixante (60) minutes qui suivent son traitement thermique, à une température n'excédant pas les six (06) degrés Celsius.

Pendant toute la durée de l'opération de pasteurisation, la température ne doit pas s'abaisser au-dessous du minimum requis par le procédé utilisé, en quelque point que ce soit de la masse de lait à traiter.

Art. 18. — La gamme des laits pasteurisés, est fixée comme suit :

- lait entier pasteurisé : sa teneur en matières grasses est de 2,8 % minimum (28 grammes par litre de matières grasses minimum) ;
- lait partiellement écrémé pasteurisé : sa teneur en matières grasses est de 1,5% à 2 % (de 15 à 20 grammes par litre de matières grasses) ;
- lait écrémé pasteurisé : sa teneur en matières grasses est de 0,15 % au maximum (1,5 grammes par litre de matières grasses au maximum).

Art. 19. — Le lait pasteurisé doit répondre aux spécifications suivantes :

SPECIFICATIONS	A LA DATE DE FABRICATION	A LA DATE DE PEREMPTION
Microorganismes aérobies à 30° C par millilitre (germes totaux)	30 000	200 000
Coliformes à 30° C (par millilitre)	10	100
Coliformes fécaux (par millilitre)	1	1
Clostridium sulfito-réducteur à 46° C dans 100 millilitres (spores)	—	09
Staphylococcus aureus (par millilitre)	1	10
Salmonelles dans 250 millilitres	absence	absence
Phosphatase	test négatif	test négatif
Acidité en grammes d'acide lactique	—	1,4 à 1,8
Stabilité à l'ébullition	—	stable
Analyse sensorielle	—	sans défaut

Art. 20. — Le lait pasteurisé doit être conservé à une température inférieure ou égale à six (6) degrés Celsius.

La date de péremption du lait pasteurisé conditionné est fixée, au plus, à sept (7) jours à compter de la date de fabrication.

SECTION VII

LAITS STERILISES ET STERILISES ULTRA-HAUTE TEMPERATURE (UHT)

Art. 21. — Peuvent être soumis à la stérilisation ou à la stérilisation ultra-haute température, par abréviation UHT, les laits tels que définis aux articles 2, 11 et 13 ci-dessus.

Les laits destinés à la transformation en laits stérilisés et laits stérilisés UHT ne doivent pas contenir plus de cinq cent mille (500 000) bactéries aérobies mésophiles par millilitre, avant le premier traitement thermique.

Art. 22. — Le lait stérilisé et le lait stérilisé UHT sont des laits soumis à un traitement thermique aboutissant à la destruction ou à l'inhibition totale des enzymes, des micro-organismes et de leurs toxines, dont la présence ou la prolifération pourrait altérer le lait ou le rendre impropre à la consommation.

Art. 23. — Le lait stérilisé UHT est le lait dont la conservation est assurée par l'emploi successif des deux techniques suivantes :

— traitement par procédé de chauffage direct ou indirect, en flux continu, appliqué en une seule fois de façon ininterrompue pendant un temps très court (1 à 3 secondes) à une température d'environ 140° C;

— conditionnement aseptique dans un contenant stérile, hermétiquement clos, étanche aux liquides et micro-organismes et permettant de soustraire le lait à toute influence défavorable de la lumière.

Art. 24. — Le lait stérilisé est le lait dont la conservation est assurée par l'emploi successif des deux (2) techniques suivantes :

— conditionnement dans un récipient hermétiquement fermé et étanche aux micro-organismes;

— traitement à une température de 120° C pendant 30 minutes.

Art. 25. — Les laits tels que définis aux articles 2, 11 et 13 ci-dessus, destinés à la transformation en lait stérilisé ou lait stérilisé UHT, ne doivent pas contenir plus de cinq cent mille (500 000) germes aérobies mésophiles par millilitre avant le premier traitement thermique.

Art. 26. — La gamme des laits stérilisés et stérilisés UHT, est fixée comme suit :

— lait stérilisé et lait stérilisé UHT entiers :

leur teneur en matières grasses est de 2,8% au minimum (28 grammes par litre de matières grasses au minimum);

— lait stérilisé et lait stérilisé UHT partiellement écrémés :

leur teneur en matières grasses est de 1,5 à 2% (15 grammes à 20 grammes par litre de matières grasses);

— lait stérilisé et lait stérilisé UHT écrémés :

leur teneur en matières grasses est au plus 0,15% de matières grasses (1,5 grammes par litre de matières grasses).

Art. 27. — Les laits stérilisés et stérilisés UHT, doivent rester stables jusqu'à leur date limite de consommation.

En outre, ils ne doivent pas :

* présenter de défauts organoleptiques tels que la protéolyse et les anomalies de goût ou d'odeur;

* coaguler, précipiter ou flocculer à l'ébullition;

* présenter une acidité titrable supérieure à 1,8 grammes par litre d'acide lactique;

* avoir une variation de pH supérieure à 0,2 unité, du fait de l'incubation;

* contenir un nombre de micro-organismes aérobies à 30° C supérieur à 10 par 0,1 millilitre.

Art. 28. — Les dates limites de consommation des laits stérilisés et des laits stérilisés UHT sont fixées respectivement à cent cinquante (150) jours et quatre vingt dix (90) jours à compter de leur date de fabrication.

SECTION VIII

LAITS AROMATISES

Art. 29. — Le lait aromatisé est un lait pasteurisé, stérilisé ou stérilisé UHT, constitué exclusivement de lait écrémé ou non, sucré ou non, additionné de substance(s) aromatique(s).

Art. 30. — Le lait aromatisé peut être stabilisé par l'emploi des substances suivantes :

— agar - agar

— alginates

— caraghénates

— pectines.

Art. 31. — Selon le traitement thermique appliqué, les laits aromatisés doivent satisfaire aux spécifications des laits pasteurisés, stérilisés ou stérilisés UHT.

Art. 32. — Le lait aromatisé pasteurisé doit être conservé à une température inférieure ou égale à six (6) degrés Celsius.

SECTION IX

LES LAITS AROMATISES EMPRESURES

Art. 33. — Le lait aromatisé emprésuré est préparé à partir d'un lait entier, partiellement écrémé ou écrémé, pasteurisé, stérilisé ou stérilisé UHT, additionné de sucre sous forme de saccharose ou de dextrose et de substance(s) aromatique(s) et coagulé par la présure.

Art. 34. — Le lait aromatisé emprésuré peut recevoir l'adjonction de :

— lait en poudre écrémé ou non,

— colorants autorisés,

— ferments lactiques, sous réserve que le taux d'acidité, ne dépasse pas 0,6% au moment du conditionnement.

Art. 35. — Selon le traitement thermique appliqué, les laits aromatisés emprésurés, doivent satisfaire aux spécifications des laits pasteurisés, stérilisés ou stérilisés UHT.

Art. 36. — Le lait aromatisé emprésuré, doit être conservé à une température inférieure ou égale à six (6) degrés Celsius.

SECTION X

**LAITS GELIFIES AROMATISES OU
DESSERTS LACTES OU CREMES
DESSERTS**

Art. 37. — Le "lait gélifié aromatisé" ou "dessert lacté" ou "crème dessert", est préparé avec du lait entier, du lait écrémé ou partiellement écrémé, pasteurisé, stérilisé ou stérilisé UHT, du sucre sous forme de saccharose ou de dextrose, de substances aromatiques, additionnés de stabilisateurs et gélifiants autorisés ou de matières amylacées.

En outre, des colorants alimentaires autorisés peuvent être ajoutés.

Art. 38. — Selon le traitement thermique appliqué, les laits gélifiés aromatisés, doivent satisfaire aux spécifications des laits pasteurisés, stérilisés ou stérilisés UHT.

Art. 39. — Le lait gélifié aromatisé, doit être conservé à une température inférieure ou égale à six (6) degrés Celsius.

SECTION XI

**CONDITIONS ET MODALITES RELATIVES
AU CONDITIONNEMENT, A L'EMBALLAGE
ET A L'ETIQUETAGE**

Art. 40. — Les laits destinés à la consommation des ménages sont conditionnés dans des emballages divisionnaires d'une contenance de 250 millilitres, 500 millilitres et un (1) litre.

Toutefois, les laits aromatisés emprésurés et les laits gélifiés aromatisés peuvent être conditionnés dans les emballages divisionnaires d'une contenance de 120 millilitres au minimum.

Art. 41. — Les emballages employés pour le conditionnement des laits doivent être étanches, propres et inertes.

Les emballages doivent être, en tout état de cause, conformes aux dispositions du décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 susvisé.

Art. 42. — Au titre de l'information du consommateur, l'étiquetage des laits de consommation, doit être conforme aux dispositions du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 susvisé.

En application de l'article 6 du décret exécutif cité à l'alinéa précédent, l'emballage employé pour les laits de consommation doit faire ressortir, de manière visible, lisible et indélébile, les mentions suivantes :

1) la dénomination de vente :

— en ce qui concerne le lait pasteurisé et le lait stérilisé, la dénomination de vente doit être précisée par les mentions "entier", "partiellement écrémé" ou "écrémé" selon la gamme des laits mis à la consommation,

— s'agissant du lait aromatisé et du lait aromatisé emprésuré, la dénomination de vente doit être précisée par les mentions relatives à la nature de l'arôme ou du fruit utilisé,

— quant au lait gélifié aromatisé, la dénomination de vente, doit être précisée par la mention de la substance aromatique utilisée,

— dans tous les cas, le type de traitement thermique doit être précisé : pasteurisé, stérilisé ou stérilisé UHT.

2) la liste des ingrédients employés,

3) la quantité nette exprimée en volume,

4) la date limite de consommation,

5) le nom ou la raison sociale ou la marque déposée et l'adresse de la personne physique ou morale responsable de la fabrication,

6) les conditions particulières de conservation,

7) le cas échéant, les conditions particulières d'utilisation.

Art. 43. — Les laits destinés au consommateur final, doivent avoir au préalable subi les traitements thermiques tels que définis aux articles 16, 17, 22 et 23 ci-dessus.

Toutefois, il est fait application des dispositions de l'article 2 du décret n° 72-59 du 21 mars 1972 susvisé.

SECTION XII

DISPOSITIONS FINALES

Art. 44. — Les différents intervenants dans le processus de mise à la consommation du lait, doivent se conformer aux dispositions du présent arrêté dans un délai de six (6) mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 45. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Safar 1414 correspondant au 18 août 1993.

Le ministre
de l'agriculture

Mohamed Elyes MESLI

P. le ministre de l'économie
Le ministre délégué au commerce

Mustapha MOKRAOUI

Le ministre de la santé et de la population
Seghir BABES

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté du 21 Rabie Ethani 1415 correspondant au 27 septembre 1994 portant délégation de signature au directeur de l'administration des moyens.

Le ministre des finances,

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les organes et les structures de l'administration centrale des ministères;

Vu le décret exécutif n° 94-94 du 5 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 16 avril 1994 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature;

Vu le décret exécutif du 23 Safar 1415 correspondant au 1er août 1994 portant nomination de M. Nourredine Sbia en qualité de directeur de l'administration des moyens au ministère des finances;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Nourredine Sbia, directeur de l'administration des moyens à l'effet de signer au nom du ministre des finances tous actes et décisions y compris les arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie Ethani 1415 correspondant au 27 septembre 1994.

Ahmed BENBITOUR.



Arrêté du 12 Rabie Ethani 1415 correspondant au 18 septembre 1994 portant délégation de signature au directeur de l'administration des moyens à la direction générale des impôts.

Le ministre délégué au budget,

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les organes et les structures de l'administration centrale des ministères;

Vu le décret exécutif n° 94-94 du 5 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 16 avril 1994 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature;

Vu le décret exécutif du 23 Safar 1415 correspondant au 1er août 1994 portant nomination de M. Mohamed Benamar Aïd en qualité de directeur de l'administration des moyens à la direction générale des impôts au ministère des finances;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Mohamed Benamar Aïd, directeur de l'administration des moyens à l'effet de signer au nom du ministre délégué au budget tous actes et décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Rabie Ethani 1415 correspondant au 18 septembre 1994.

Ali BRAHITI.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté interministériel du 16 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 24 août 1994 complétant la liste des postes frontières par lesquels sont autorisés l'importation, l'exportation et le transit d'animaux, de produits animaux ou d'origine animale.

Le ministre de l'agriculture,

Le ministre des transports et,

Le ministre des finances,

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale et notamment le chapitre III du titre IV;

Vu le décret n° 84-79 du 3 avril 1984 fixant les noms et les chefs lieux des wilayas;

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté interministériel du 10 Rajab 1415 correspondant au 14 décembre 1994 fixant les modalités d'exercice du commerce de troc frontalier avec le Niger et le Mali.

Le ministre du commerce et,

Le ministre délégué au budget,

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée portant code de commerce ;

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu la loi n° 89-12 du 5 juillet 1989 relative aux prix ;

Vu la loi n° 90-22 du 18 août 1990 relative au registre de commerce ;

Vu le décret législatif n° 93-18 du 15 Rajab 1414 correspondant au 29 décembre 1993 portant loi de finances pour 1994 et notamment son article 128 ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avri. 1994 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-37 du 13 février 1991 relatif aux conditions d'intervention en matière de commerce extérieur ;

Vu l'arrêté du 5 avril 1991 fixant les conditions et modalités d'importation et d'exportation de marchandises dans le cadre du commerce de troc frontalier avec le Mali ;

Vu l'arrêté du 5 avril 1991 fixant les conditions et modalités d'importation et d'exportation de marchandises dans le cadre du commerce de troc frontalier avec le Niger ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté définit les modalités d'exercice du commerce de troc frontalier et fixe la liste des marchandises faisant l'objet d'échange avec le Niger et le Mali.

Art. 2. — Le commerce de troc frontalier revêt un caractère exceptionnel et est destiné à faciliter les approvisionnements des seules populations, qui résident dans les wilayas d'Adrar, d'Ilizi et de Tamenghasset.

Art. 3. — Le commerce de troc frontalier avec le Niger et le Mali, porte sur les marchandises figurant sur la liste annexée au présent arrêté.

Les quantités à l'importation seront en cas de nécessité, fixées par la wilaya concernée, en fonction de la situation du marché local.

Art. 4. — Le commerce de troc frontalier peut être exercé par toute personne physique ou morale résidant au niveau des wilayas concernées, immatriculée au registre de commerce en qualité de grossiste, et disposant d'infrastructure de stockage et de moyens de transport de marchandises en propriété ou en location.

Art. 5. — La liste des grossistes chargés de réaliser les opérations de commerce de troc frontalier est fixée annuellement par arrêté du wali.

Art. 6. — Le wali peut retirer l'autorisation d'exercer le commerce de troc frontalier au commerçant :

— exerçant pour le compte de tiers,

— n'ayant pas réalisé d'opérations d'importation et d'exportation durant l'année considérée ;

— n'ayant pas respecté la législation et la réglementation commerciales, douanières, et fiscales en vigueur.

Art. 7. — L'admission sur le territoire national des marchandises importées est subordonnée au respect des règles vétérinaires et phytosanitaires.

Art. 8. — Le produit de la vente ne peut être affecté qu'à l'achat de marchandises algériennes figurant sur la liste annexée au présent arrêté. Les sommes provenant de ces opérations, devront transiter par un compte spécial "Troc" ouvert à cet effet.

Le montant des produits achetés en vue de l'exportation ne pourra être supérieur à celui déclaré à l'entrée.

Art. 9. — Les marchandises importées dans le cadre du commerce de troc frontalier, donneront lieu à la souscription d'un acquit à caution.

L'acquit à caution sera apuré par une déclaration de mise à la consommation qui sera déposée par le commerçant algérien.

Art. 10. — Les opérations d'exportation réalisées dans le cadre du commerce frontalier feront l'objet d'une déclaration en douane à laquelle seront annexées une copie de la déclaration de la mise à consommation des marchandises importées et les factures d'achat des produits à exporter.

Ces documents doivent obligatoirement accompagner le commerçant jusqu'au franchissement de la frontière.

Art. 11. — Les marchandises importées dans le cadre du commerce de troc frontalier ne peuvent être commercialisées en dehors des limites territoriales des wilayas d'Adrar, d'Illizi et de Tamenghasset.

Art. 12. — Les services locaux des administrations du commerce, des douanes et des impôts, sont chargés notamment :

- d'évaluer périodiquement les conditions de réalisation de l'activité,
- d'arrêter les fourchettes de prix des marchandises faisant l'objet de troc,
- de coordonner leur action en matière d'information.

Art. 13. — Les arrêtés du 5 avril 1991 susvisés, sont abrogés.

Art. 14. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Rajab 1415 correspondant au 14 décembre 1994.

Le ministre
du commerce

Sassi AZIZA

Le ministre
délégué au budget

Ali BRAHITI

**Liste des marchandises autorisées au commerce
de troc frontalier
entre l'Algérie, le Mali et le Niger**

1. - Produits algériens :

- Dattes communes
- Dattes Frezza à l'exclusion des autres variétés de dattes deglet nour
- Sel domestique
- Objets domestiques en plastique, en aluminium, en fonte, en fer, en acier
- Couvertures
- Artisanat local à l'exclusion des tapis en laine.

2. - Produits en provenance du Mali et Niger :

- Cheptel vif
- Henné
- Thé vert
- Epices
- Viandes séchées
- Tissus turban, tissu tari
- Mil
- Beurre rance de consommation locale
- Légumes secs
- Riz
- Mangues.

**Arrêté interministériel du 23 Rajab 1415
correspondant au 27 décembre 1994 relatif
aux prix plafonds des produits pétroliers
et à la marge plafond de raffinage du
pétrole brut.**

Le ministre du commerce,

Le ministre de l'industrie et de l'énergie,

Vu l'ordonnance n° 68-413 du 12 juin 1968 relative à la fixation des prix de l'énergie et des carburants,

Vu la loi n° 89-12 du 5 juillet 1989 relative aux prix ;

Vu le décret législatif n° 93-18 du 15 Rajab 1414 correspondant au 29 décembre 1993 portant loi de finances pour 1994 ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-83 du 13 mars 1990 fixant les conditions et les modalités de détermination des prix à la production et à l'importation modifié par le décret exécutif n° 91-151 du 18 mai 1991 ;

Vu le décret exécutif n° 90-87 du 13 mars 1990 relatif au mode de définition des règles de publicité des prix ;

Vu le décret exécutif n° 94-418 du 25 Joumada Ethania 1415 correspondant au 29 novembre 1994 relatif aux prix plafonds des produits pétroliers et à la marge plafond de raffinage du pétrole brut ;

Vu le décret exécutif n° 94-419 du 26 Joumada Ethania 1415 correspondant au 30 novembre 1994 portant classification des biens et services soumis au régime des prix réglementés ;

Arrêtent :

Article 1er. — Les prix de vente plafonds, aux différents stades de la distribution des produits pétroliers, sont fixés comme suit :

Produits	Unite de mesure	PRIX EN VRAC (DA)		Prix à la pompe (DA)
		Aux revendeurs	Aux con- sommateurs et/ou utilisateurs	
— Essence super	HL	1090,00	1100,00	1140,00
— Essence normale	HL	890,00	900,00	940,00
— GPL				
— carburant	HL	365,00	366,00	400,00
— GPL vrac	KG	—	1,70	—
— Gas oil	HL	610,00	620,00	650,00
— Fuel oil	HL	—	650,00	—

Art. 2. — Peuvent être admises en non valeur :

— les créances qui sont nées dans le cadre de l'article 50 de l'ordonnance n° 73-64 du 28 décembre 1973 portant loi de finances pour 1974 ou l'article 110 de la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979 portant code des douanes,

— les chèques rejetés impayés dont toutes les voies de recours ont été épuisées,

— les créances sur les débiteurs étrangers ayant quitté définitivement le territoire national sans laisser d'adresse,

— les créances dont les débiteurs sont décédés, disparus sans laisser de biens saisissables ou poursuivis sans succès,

— les créances atteintes par la prescription.

Art. 3. — La commission visée à l'article 4 ci-dessous est créée par arrêté du ministre des finances qui en fixera la composition, l'organisation et le fonctionnement.

Art. 4. — Après avis d'une commission nationale dite "commission d'admission en non-valeur" les directeurs régionaux des douanes fixent par voie de décision la liste des créances admises en non-valeur.

Art. 5. — A la réception de la décision, visée à l'article 4 ci-dessus, les comptables publics assignataires procèdent à la réduction de leur prise en charge pour les montants admis en non-valeur

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Joumada El Oula 1416 correspondant au 7 octobre 1995.

Mokdad SIFI

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995 relatif à la mise à la consommation des volailles abattues.

Le ministre de l'agriculture et,

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur;

Vu l'ordonnance n° 95-06 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 relative à la concurrence;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires;

Vu le décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 relatif aux matériaux destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires et les produits de nettoyage de ces matériaux;

Vu le décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 relatif aux conditions d'hygiène lors du processus de mise à la consommation des denrées alimentaires;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de fixer les règles applicables à la mise à la consommation des volailles abattues.

Art. 2. — Au sens des dispositions du présent arrêté, on entend par :

Volailles abattues :

* tous les oiseaux vivants à l'état domestique tels que les poules, dindes, canards, oies et autres y compris les oiseaux de même espèce que le gibier s'ils sont nés et élevés à la ferme et ayant subi un abattage conforme aux spécifications légales en vigueur et, notamment, aux dispositions du présent arrêté;

Eviscérées :

* les volailles prêtes à cuire, complètement dépourvues de plumes, filoplumes et sicots, et ayant subi l'ablation totale de la tête, de l'oesophage, du jabot, de la trachée, du cœur, des poumons, du proventricule, du gésier, du foie, des intestins et des pattes;

Effilées :

* les volailles dépourvues de plumes à l'exception de la collerette des jarrets et des ailerons (bouts d'ailes) et ayant subi l'ablation de l'intestin par l'office cloacal, sans retirer le jabot, le gésier, le cœur, les poumons, le foie, la tête et les pattes.

En outre, les volailles effilées peuvent présenter, à la base de la tête, une collerette de plumes ne dépassant pas deux (2) centimètres de large et quelques plumes aux jarrets.

Viandes (de volailles) :

* toutes carcasses de volailles ou morceaux de carcasses de volailles.

Art. 3. — Seules les volailles abattues éviscérées ou effilées et ayant atteint l'âge minimum de sept (7) semaines, sont mises à la consommation finale.

Art. 4. — L'ablation éventuelle du cou des volailles abattues, est effectuée à la limite de la partie correspondant à la naissance de la cage thoracique.

Art. 5. — L'ablation des pattes des volailles abattues est réalisée à la limite de l'articulation du jarret ou, au maximum, à un (1) centimètre au-dessous de cette articulation.

Art. 6. — Les abats comestibles des volailles éviscérées, peuvent être commercialisés séparément.

Art. 7. — Durant tout le processus de mise à la consommation, les volailles abattues sont conservées sous froid, selon les modes définis ci-dessous.

Réfrigération :

Sont soumis à la réfrigération, les volailles abattues (éviscérées ou effilées) en carcasses ou en morceaux de carcasses ainsi que les abats. La température interne du produit réfrigéré doit être comprise entre 0° C et 4° C.

Congélation :

Sont soumises à la congélation, les volailles éviscérées et les carcasses découpées en morceaux. La température interne du produit congelé doit être inférieure ou égale à moins 12° C à la fin des opérations de congélation.

Surgélation :

Sont soumises à la surgélation, les volailles éviscérées et les carcasses découpées en morceaux. La température interne du produit surgelé doit être inférieure à moins 18° C jusqu'à la vente au consommateur.

La congélation - surgélation doit être opérée aussitôt après l'abattage; durant le laps de temps s'écoulant entre l'abattage et la mise à la congélation; les carcasses découpées ou non doivent être réfrigérées.

Art. 8. — Les volailles abattues doivent être exemptes d'ecchymoses (ampoules du bréchet).

Art. 9. — Les volailles abattues et les viandes rouges ne doivent pas être en contact durant les opérations de stockage, de transport, de conservation et de présentation.

Art. 10. — Il est interdit d'exposer ou de mettre en vente à l'air libre et/ou sur la voie publique des volailles abattues, même suspendues à des crochets.

Art. 11. — L'emballage et le conditionnement des volailles abattues doit se faire à l'aide de matériaux appropriés, propres et inertes, conformes aux dispositions du décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 susvisé.

Art. 12. — Les conditions en matière d'hygiène, d'abattage, de transport, de stockage et de conservation des volailles mises à la consommation doivent être conformes aux dispositions du décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 susvisé.

Art. 13. — En application des dispositions du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 susvisé, l'étiquetage des volailles abattues doit comporter :

a) pour les volailles fraîches :

* la dénomination de l'espèce animale suivie du qualificatif «éviscéré» ou «effilé» tel que défini à l'article 2 ci-dessus.

Ces mentions sont rédigées, de façon visible et lisible, sur un écriteau placé à proximité des volailles fraîches mises en vente.

b) pour les volailles congelées - surgelées :

* outre les mentions prévues pour les volailles fraîches, l'étiquetage des volailles congelées et/ou surgelées doit comprendre les indications suivantes :

— le nom ou la raison sociale et l'adresse de l'abattoir ou du conditionneur,

— le mode de conservation exprimé par l'une des mentions «surgelé» ou «congelé»,

— la date de congélation/surgélation,

— la date limite de consommation exprimée par la mention « à consommer avant.....».

Art. 14. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables trois (3) mois à compter de sa date de publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Ce délai peut être prorogé, une seule fois, d'une durée n'excédant pas trois (3) mois par arrêté du wali.

Art. 15. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont réprimées par application des sanctions prévues par la législation en vigueur et, notamment, la loi n° 89-02 du 7 février 1989 susvisée.

Art. 16. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995.

Le ministre de l'agriculture Le ministre du commerce

Noureddine BAHBOUH

Sassi AZIZA



Arrêté du 25 Chaoual 1415 correspondant au 27 mars 1995 définissant les mesures générales de prévention en élevage avicole.

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de la médecine vétérinaire et de la protection de la santé animale;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Arrête:

Article. 1er. — Le présent arrêté a pour objet de définir les mesures générales de prévention en élevage avicole.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté, il est entendu par mesures générales de prévention, l'ensemble de dispositions visant à réduire le risque d'apparition de maladies contagieuses de l'espèce et qui consistent en des mesures obligatoires de prophylaxie médicale et sanitaire.

Art. 3. — On entend par prophylaxie médicale et sanitaire la vaccination obligatoire contre certaines maladies contagieuses de l'espèce, ainsi qu'un ensemble d'actions permettant de garantir qu'un produit avicole destiné à l'élevage est sain et qu'il provient de parents indemnes de maladies contagieuses.

Art. 4. — Conformément à la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisée, l'exposition, la vente, la mise en vente ou le don d'animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses sont interdits.

Art. 5. — En élevage avicole, la vaccination est obligatoire contre les maladies suivantes:

Elevage de reproducteurs:

- Maladie de Marek,
- Maladie de Newcastle,
- Maladie de Gumoro,
- Bronchite infectieuse,
- Variole aviaire,
- Encéphalomyélite aviaire.

Elevage de poulettes démarrées :

- Maladie de Marek,
- Maladie de Newcastle,
- Maladie de Gumoro,
- Bronchite infectieuse,
- Variole aviaire.

Elevage de poulets de chair :

- Maladie de Newcastle,
- Maladie de Gumoro.

Art. 6. — La vaccination doit être réalisée sous contrôle vétérinaire à l'aide d'un vaccin ayant obtenu l'autorisation de mise sur la marché algérien délivrée par le ministre de l'agriculture.

Art. 7. — Un registre coté et paraphé par la direction des services agricoles de la wilaya, doit être tenu au niveau de chaque bâtiment d'élevage sur lequel il est reporté la date de la mise en place de la bande, la date de chaque vaccination ainsi que le numéro du lot de vaccin. Ce registre doit être présenté à tout contrôle de l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté.

Art. 8. — Au niveau d'un élevage de reproducteurs ou de poulettes démarrées, la commercialisation de la poulette ou des oeufs à couvrir n'est autorisée qu'après délivrance par l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou de son représentant dûment mandaté d'un certificat attestant que:

— les animaux ont été vaccinés contre les maladies citées dans l'article 5 du présent arrêté;

— que l'élevage est indemne de maladies contagieuses de l'espèce.

Pour pouvoir certifier de l'état sanitaire du cheptel, l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté peut effectuer ou faire effectuer tout test jugé nécessaire auprès d'un laboratoire agréé par le ministère de l'agriculture.

— les axes de la coopération inter-universitaire au niveau régional d'enseignement en graduation et post-graduation,

— les axes prioritaires de la recherche scientifique ainsi que les programmes de recherche et les voies de leur réalisation,

— les thèmes des manifestations scientifiques initiées ou soutenues par l'académie,

— le rapport d'activités scientifiques et pédagogiques soumis par le président de l'académie.

En outre, le conseil établit un rapport sur ses activités qu'il transmet au président de l'académie.

Art. 3. — Le conseil est saisi, en tant que de besoin, par le président de l'académie, de toute autre question en relation avec son champ de compétence.

Art. 4. — Le conseil est composé de quinze (15) à vingt et un (21) membres, choisis parmi les enseignants de rang magistral et les chercheurs de grade le plus élevé, exerçant dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique rattachés à l'académie universitaire.

Chaque membre du conseil représente une discipline de l'enseignement supérieur ou un domaine de la recherche scientifique.

Art. 5. — Les membres du conseil sont nommés pour une période de trois (3) ans, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Ils sont proposés par le président de l'académie après avis du conseil de coordination et de développement universitaire régional.

A l'issue de la période prévue ci-dessus, il est procédé tous les ans au renouvellement du tiers (1/3) des membres du conseil.

Art. 6. — Le président du conseil est élu par les membres du conseil pour une période de trois (3) ans, renouvelable.

Art. 7. — Le président de l'académie met à la disposition du conseil tout document et tous moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Art. 8. — Le conseil peut créer, en tant que de besoin, des commissions techniques chargées de l'éclairer dans ses travaux.

Art. 9. — Les commissions prévues à l'article 8 ci-dessus sont composées d'enseignants choisis en raison de leur compétence établie et sont proposés par les conseils scientifiques des établissements dont ils relèvent.

Art. 10. — Le conseil peut consulter ou associer à ses travaux toute personne dont les compétences sont de nature à apporter une contribution et notamment tout représentant habilité de l'académie.

Art. 11. — Le conseil se réunit en session ordinaire deux (2) fois par an sur convocation de son président.

Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son président ou à la demande des deux tiers (2/3) de ses membres.

Art. 12. — Les convocations accompagnées de l'ordre du jour sont transmises aux membres du conseil quinze (15) jours au moins avant la date de chaque réunion.

Art. 13. — Le conseil ne peut se réunir valablement qu'en présence des deux tiers (2/3) de ses membres.

Si le quorum n'est pas atteint, les membres du conseil sont convoqués pour une nouvelle réunion. Ils délibèrent alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 14. — Les avis et recommandations du conseil sont adoptés à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 15. — Un procès-verbal signé par le président et le secrétaire de séance est établi après chaque réunion et notifié au président de l'académie.

Art. 16. — Le conseil élabore et adopte son règlement intérieur.

Art. 17. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Joumada Ethania 1416 correspondant au 15 novembre 1995.

Boubekeur BENBOUZID.

MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

Arrêté interministériel du 17 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relatif aux mesures sanitaires applicables à la rage animale.

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative ;

Le ministre des finances,

Le ministre de la santé et de la population et

Le ministre de l'agriculture,

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé, modifiée et complétée ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative à la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale et notamment ses chapitres II, III du titre IV ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu le décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993, notamment son article 137 ;

Vu le décret n° 84-379 du 15 décembre 1984 fixant les statuts particuliers des médecins vétérinaires ;

Vu le décret n° 84-380 du 15 décembre 1984 fixant les statuts particuliers des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux, modifié et complété ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié et complété ;

Vu le décret exécutif n° 93-148 du 22 juin 1993 portant réaménagement des statuts de l'institut national de la santé animale et changement de sa dénomination en institut national de la médecine vétérinaire ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et des mesures générales qui leur sont applicables ;

Vu l'arrêté interministériel du 1er septembre 1984 portant institution d'un comité national et des comités de wilaya de lutte contre les zoonoses ;

Arrêtent :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — La rage dans toutes les espèces est une maladie contagieuse qui donne lieu à déclaration et à l'application de mesures sanitaires spécifiques, définies ci-dessous.

Art. 2. — Lorsque le diagnostic de rage a été confirmé par un laboratoire agréé ou par un médecin vétérinaire, le wali peut immédiatement déclarer zone atteinte par la maladie tout territoire, défini selon les nécessités, dans lequel a été trouvé l'animal enragé.

L'arrêté du wali portant déclaration d'une zone atteinte par la rage est affiché dans toutes les assemblées populaires communales et lieux publics de la zone concernée.

En outre, et notamment lorsque l'extension de la maladie revêt un caractère envahissant, le ministre de l'agriculture procède ou fait procéder par les walis à toute mesure qu'il juge appropriée.

Art. 3. — Toute personne qui a constaté chez un animal les symptômes caractéristiques de la rage dans sa forme furieuse doit, si elle en est le propriétaire ou si elle en a la garde ou la charge des soins, procéder ou faire procéder à son abattage sur place et sans délai, et en aviser le vétérinaire de la circonscription ou le président de l'assemblée populaire communale.

Tous les animaux abattus pour cause de rage doivent immédiatement être enfouis sur place.

Dès qu'il a eu connaissance d'un cas de rage, le président de l'assemblée populaire communale est tenu de s'assurer de l'exécution des opérations d'abattage et d'enfouissement.

Lorsqu'ils sont reconnus atteints de rage, les animaux vivant à l'état sauvage et les animaux abandonnés ou errants sont abattus, sans délai, soit par les agents de la force publique, soit par les agents chargés de la police, de la chasse ou toute personne titulaire d'un permis de chasse et requise par le président de l'assemblée populaire communale.

Art. 4. — Est considéré comme animal contaminé :

1) — tout animal ayant été en contact avec un animal chez qui le diagnostic de rage a été confirmé.

2) — tout animal sensible à la maladie qui a été mordu ou griffé par un animal chez qui le diagnostic de rage a été confirmé.

Est considéré comme éventuellement contaminé tout animal ayant été en contact, par morsure, griffure ou toute autre manière avec un animal suspect, ou d'origine inconnue.

Toute personne qui est propriétaire ou qui a la garde ou la charge des soins d'animaux domestiques contaminés est tenue d'en informer, immédiatement, le vétérinaire de la circonscription ou le président de l'assemblée populaire communale.

Le président de l'assemblée populaire communale doit faire procéder, sans délai, à leur abattage, à moins qu'il ne s'agit de chiens ou d'herbivores dont la conservation est reconnue possible dans les conditions fixées au titre II du présent arrêté.

En outre, il est sursis à l'abattage des animaux contaminés qui ont mordu ou griffé une personne ; ces animaux sont placés sous surveillance vétérinaire au même titre que les animaux suspects et dans les conditions définies au titre V du présent arrêté.

Art. 5. — Est considéré comme animal suspect :

1) — tout animal sensible à la rage qui a mordu ou griffé soit une personne, soit un animal domestique,

2) — tout animal sensible à la rage qui présente des symptômes non susceptibles d'être rattachés de façon certaine à une autre maladie.

Toute personne qui est propriétaire ou qui a la garde ou la charge des soins d'un animal suspect est tenu d'en informer le vétérinaire de la circonscription ou le président de l'assemblée populaire communale.

Conformément aux dispositions de l'article 73 de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 susvisé, les animaux suspects et ceux qu'ils auraient pu éventuellement contaminer sont placés sous la surveillance d'un médecin vétérinaire. Les présidents d'A.P.C peuvent en ordonner l'abattage dans le cas où ils présenteraient un danger pour les personnes ou lorsque les circonstances locales ne permettent pas la mise en œuvre effective et immédiate des mesures de surveillance prescrites.

La mise sous surveillance est levée lorsque la rage n'a pas été mise en évidence par le médecin vétérinaire. Dans le cas contraire, un arrêté de déclaration d'infection est pris dans les conditions prévues à l'article 2.

Art. 6. — Si, au cours de la période de mise sous surveillance, l'animal suspect ou éventuellement contaminé est trouvé mort ou abattu, le cadavre ou la tête doivent être envoyés à un laboratoire agréé en vue du diagnostic.

Seul un médecin vétérinaire est habilité à effectuer le prélèvement en vue du diagnostic de rage, en prenant toutes les précautions nécessaires.

Art. 7. — Sous réserve des dispositions de l'article 8, les animaux domestiques suspects et contaminés dont la conservation par leur propriétaire a été autorisée ne peuvent faire l'objet d'aucune transaction à titre gratuit ou onéreux. Ils ne peuvent être transportés hors des locaux, cours, enclos, herbages et pâturages, sans autorisation de l'inspecteur vétérinaire de wilaya sauf en vue de leur abattage, lorsque celui-ci est prescrit.

Art. 8. — Les herbivores contaminés peuvent être abattus en vue de la consommation à condition que l'abattage de ces animaux soit pratiqué dans un délai compris entre quarante-huit (48) heures et huit (8) jours après la contamination et sous réserve de ne pas appartenir à un effectif dans lequel la rage a été mise en évidence depuis moins de six mois.

Art. 9. — Dans les territoires couverts par un arrêté du wali déclarant la zone atteinte de rage, les chiens doivent être tenus en laisse et muselés et les chats doivent être enfermés.

Les chiens et les chats errants sont capturés et transportés en fourrière à la diligence du président d'A.P.C. Les chats sont abattus immédiatement et les chiens après un délai de quarante-huit (48) heures au cours duquel ils peuvent être restitués à leur propriétaire, sur présentation d'un certificat de vaccination antirabique en cours de validité et identifiant exactement l'animal.

Les chiens et les chats errants dont la capture est impossible ou dangereuse sont abattus sur place.

Art. 10. — Indépendamment des mesures prises à l'article 5 ci-dessus, la surveillance à laquelle sont soumis les

animaux suspects ayant mordu ou griffé une personne ou un animal domestique est fixée à une durée de quinze (15) jours.

Cette durée peut être modifiée par arrêté du ministre de l'agriculture.

Les modalités d'application de cet article sont déterminées au titre V du présent arrêté.

TITRE II

DEROGATION A L'ABATTAGE DES ANIMAUX CONTAMINES DE RAGE

Art. 11. — Pour bénéficier d'une dérogation à l'abattage d'un chien contaminé de rage, le propriétaire doit en faire la demande écrite à l'inspecteur vétérinaire de la wilaya où la contamination s'est produite.

Dans cette demande, le propriétaire indique qu'il accepte de prendre l'entière responsabilité des éventuelles conséquences résultant de la conservation de son animal.

Art. 12. — A l'appui de sa demande, le propriétaire doit fournir un certificat de vaccination conforme au modèle fixé par le ministre de l'agriculture, portant identification du chien.

Pour être valable, cette vaccination doit, au jour de la contamination, avoir été effectuée :

— en cas de primovaccination, depuis plus d'un mois et moins d'un an,

— en cas de vaccination de rappel, depuis moins d'un an.

Art. 13. — Dans le cas où les conditions énumérées aux articles 11 et 12 du présent arrêté sont remplies, le chien contaminé de rage devra, pour être conservé, recevoir une injection de rappel de vaccin antirabique avant l'expiration d'un délai de cinq (5) jours maximum suivant la contamination.

Le certificat de vaccination antirabique de rappel, délivré par le vétérinaire vaccinateur, sera joint à la demande de dérogation à l'abattage de l'animal.

Art. 14. — Tout chien contaminé de rage, bénéficiant de la dérogation à l'abattage, est placé sous la surveillance d'un médecin vétérinaire pendant une durée de trois (3) mois et sera soumis, aux frais du propriétaire, à la visite d'un vétérinaire à l'issue de chacun de ces mois de surveillance.

Art. 15. — La surveillance est levée à l'issue du troisième mois si aucun symptôme de rage n'est constaté. Toutefois, le propriétaire doit s'engager, par écrit, à ne pas se dessaisir de l'animal avant l'expiration d'un nouveau délai de neuf (9) mois.

Art. 16. — Pendant les trois (3) mois de mise sous surveillance, l'apparition d'un signe quelconque de maladie ou la mort quelle qu'en soit la cause, doivent entraîner sans délai, la présentation de l'animal ou de son cadavre au vétérinaire sous la surveillance duquel il est placé ; sa disparition doit, de même, lui être signalée.

Art. 17. — Pour bénéficier d'une dérogation à l'abattage des herbivores mordus ou griffés par un animal enragé, le propriétaire doit en faire la demande à l'inspecteur vétérinaire de la wilaya.

Dans cette demande, le propriétaire indique qu'il accepte l'entière responsabilité des éventuelles conséquences résultant de la conservation de ses animaux.

Art. 18. — La dérogation à l'abattage des herbivores domestiques contaminés peut être accordée :

1) — aux animaux vaccinés qui répondent aux conditions fixées aux articles 12 et 13 du présent arrêté,

2) — aux animaux non vaccinés, lorsque leur abattage doit entraîner des pertes économiques importantes.

Art. 19. — Les herbivores contaminés bénéficiant de la dérogation à l'abattage sont soumis à la surveillance d'un médecin vétérinaire, pendant une durée de trois (3) mois.

Ils seront visités aux frais de leur propriétaire par le vétérinaire concerné à l'issue de chacun de ces mois de surveillance.

La mise sous surveillance est levée si aucun symptôme de rage n'est constaté.

Toutefois, le propriétaire s'engage à ne pas se dessaisir de l'animal avant l'expiration d'un nouveau délai de neuf (9) mois.

TITRE III

LUTTE CONTRE LES ANIMAUX ERRANTS

Art. 20. — Les présidents d'assemblées populaires communales peuvent prendre toutes dispositions propres à empêcher la divagation des chiens et des chats.

Ils peuvent ordonner que les chiens et les chats soient tenus en laisse et que les chiens soient muselés.

Ils prescrivent que les chiens et les chats errants qui seraient trouvés sur la voie publique, dans les champs ou dans les bois, seront conduits à la fourrière et abattus si leur propriétaire reste inconnu ou s'ils n'ont pas été réclamés par lui ; l'abattage est réalisé dès l'expiration d'un délai de quatre jours après la capture. Dans le cas où les animaux sont identifiés par le port d'un collier sur lequel figurent le nom et l'adresse de leur maître, le délai d'abattage est porté à huit (8) jours.

Art. 21. — Tout chien circulant sur la voie publique, en liberté ou même tenu en laisse, doit être muni d'un collier portant les nom et adresse de son propriétaire.

TITRE IV

LA VACCINATION ANTIRABIQUE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

Art. 22. — La vaccination antirabique des animaux de l'espèce canine et féline est obligatoire.

Elle peut être rendue obligatoire pour les autres espèces animales par arrêté du ministre de l'agriculture.

Art. 23. — La vaccination antirabique ne peut être effectuée que par un médecin vétérinaire. Elle donne lieu à l'établissement d'un certificat de vaccination antirabique dont le modèle est fixé par le ministre de l'agriculture.

Art. 24. — Seuls les vaccins agréés par le ministre de l'agriculture peuvent être utilisés.

Art. 25. — Après toute vaccination antirabique de chien ou chat, le propriétaire est tenu de faire enregistrer le certificat délivré par le vétérinaire vaccinateur au niveau du bureau d'hygiène communal ou, à défaut, au niveau des services compétents de l'assemblée populaire communale du lieu de résidence.

Art. 26. — 1/ — l'entrée en Algérie de carnivores domestiques en provenance de pays considérés comme infectés est subordonnée à la présentation par le propriétaire, d'un certificat de bonne santé et d'un certificat de vaccination attestant que ceux-ci ont été vaccinés depuis plus d'un mois et moins d'un an pour une primo-vaccination ou depuis moins d'un an pour une vaccination de rappel.

Ces mesures peuvent être modifiées par arrêté du ministre de l'agriculture.

2/ — Lors qu'ils sont de provenance de pays considérés comme indemnes de rage depuis au moins deux (2) ans, il est tenu compte de la présentation d'un certificat attestant que les carnivores ne présentent aucun signe de rage et qu'ils proviennent d'un pays où aucun cas de rage n'a été constaté depuis au moins, deux (2) ans.

TITRE V

EXAMEN DES ANIMAUX MORDEURS

Art. 27. — Lorsqu'un animal vacciné ou non contre la rage, a mordu ou griffé une personne, il est placé à la diligence et aux frais de son propriétaire sous surveillance d'un vétérinaire pendant une période de quinze (15) jours à compter du jour où la personne a été mordue ou griffée.

Si le propriétaire est inconnu ou défaillant à la mise en demeure qui lui est faite, le président de l'assemblée populaire communale fait procéder d'office à cette surveillance dans la fourrière où il fait conduire l'animal.

Pendant la durée de cette surveillance, le propriétaire ou la personne ayant la garde de l'animal ne peut s'en dessaisir ni l'abattre sans autorisation des services vétérinaires.

Art. 28. — L'animal placé sous surveillance vétérinaire est présenté trois (3) fois par son propriétaire ou son détenteur au même vétérinaire ou à son remplaçant.

La première visite est effectuée dans les heures qui suivent la morsure ou la griffure, la seconde visite sept (7) jours après la morsure ou la griffure, la troisième visite quinze (15) jours après la morsure ou la griffure.

En l'absence de symptôme entraînant la suspicion de rage, le vétérinaire consulté établit à l'issue de chacune de ces deux premières visites, un certificat provisoire attestant que l'animal ne présente, au moment de la visite, aucun signe suspect de rage.

A l'issue de la troisième visite, le quinzième (15) jour après que l'animal ait mordu ou griffé, le vétérinaire rédige un certificat attestant que l'animal mis en observation n'a présenté, à aucun moment de celle-ci, des symptômes rabiques.

Art. 29. — La non présentation de l'animal dans les délais prescrits à l'article 27 ci-dessus doit être immédiatement signalée à l'autorité investie des pouvoirs de police et l'inspecteur vétérinaire de wilaya par le vétérinaire sous la surveillance duquel il est placé : sa disparition doit de même, lui être immédiatement signalée.

En présence de suspicion de rage, l'animal est maintenu en observation, isolé et mis à l'attache, sauf impossibilité qui justifierait son abattage immédiat.

Art. 30. — Dans le cas où l'animal qui a mordu, ou griffé une personne est un animal contaminé, celui-ci doit être mis en observation, isolé et maintenu à l'attache sauf impossibilité qui justifierait son abattage immédiat.

Art. 31. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995.

Le ministre de l'intérieur,
des collectivités locales,
de l'environnement, et de la
réforme administrative

Abderrahmane MEZIANE
CHERIF.

Le ministre des finances,

Ahmed BENBITOUR.

Le ministre de l'agriculture,

Nouredline BAHBOUH.

Le ministre de la santé
et de la population,

Yahia GUIDOUM.

MINISTERE DES TRANSPORTS

Arrêté du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 complétant l'arrêté du 22 février 1964 fixant la liste et les caractéristiques des brevets, licences, certificats et qualifications du personnel navigant de l'aéronautique civile.

Le ministre des transports,

Vu le décret n° 63-426 du 28 octobre 1963 relatif au personnel navigant de l'aéronautique civile algérienne ;

Vu le décret exécutif n° 89-165 du 29 août 1989 fixant les attributions du ministre des transports ;

Vu l'arrêté du 22 février 1964 fixant la liste et les caractéristiques des brevets, licences, certificats et qualifications du personnel navigant de l'aéronautique civile ;

Vu l'arrêté du 4 mai 1964 fixant les conditions de délivrance et de renouvellement des brevets, licences et qualifications des navigants privés de l'aéronautique civile (personnel de conduite des avions, planeurs, hélicoptères et des parachutistes), modifié ;

Vu l'arrêté du 20 mars 1989 portant dispositions particulières relatives aux règles de vols à vue (VFR) de nuit ;

Arrête :

Article 1er. — La liste des qualifications fixées à l'article 2 de l'arrêté du 22 février 1964 susvisé est complétée par :

— la qualification de vols de nuit.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995.

Mohamed Arezki ISLI.



Arrêté du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 fixant les conditions de qualification de vols de nuit.

Le ministre des transports,

Vu le décret n° 63-426 du 28 octobre 1963 relatif au personnel navigant de l'aéronautique civile algérienne ;

— Mohamed Lakhdar Zehouani, à la wilaya de Constantine,

— Seddik Noui, à la wilaya de Médéa,

— Rachid Nasrouche, à la wilaya de Ouargla,

— Abderrahmane Saadaoui, à la wilaya de M'Sila,

— Saïd Kébir Medjhoua, à la wilaya d'Illizi,

— Mohamed Réda Bouakaz, à la wilaya de Souk-Ahras,

— Boualem Tassadit, à la wilaya d'Aïn Defla,

— Nour-Eddine Mokdad, à la wilaya de Sidi Bel Abbès,

— Ahmed Betira, à la wilaya de Khenchela,

appelés à exercer d'autres fonctions.

★

Décret exécutif du 18 Joumada El Oula 1417 correspondant au 1er octobre 1996 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur au ministère de la petite et moyenne entreprise.

Par décret exécutif du 18 Joumada El Oula 1417 correspondant au 1er octobre 1996, il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de sous-directeur des études au ministère de la petite et moyenne entreprise, exercées par Mme. Anissa Baiou épouse Aïssaoui.

Décret exécutif du 18 Joumada El Oula 1417 correspondant au 1er octobre 1996 mettant fin aux fonctions de l'inspecteur régional des enquêtes économiques et de la répression des fraudes à Alger.

Par décret exécutif du 18 Joumada El Oula 1417 correspondant au 1er octobre 1996, il est mis fin aux fonctions d'inspecteur régional des enquêtes économiques et de la répression des fraudes à Alger, exercées par M. Mohamed Bouchekir, appelé à réintégrer son grade d'origine.

★

Décret exécutif du 18 Joumada El Oula 1417 correspondant au 1er octobre 1996 mettant fin aux fonctions de directeurs de la concurrence et des prix de wilayas.

Par décret exécutif du 18 Joumada El Oula 1417 correspondant au 1er octobre 1996, il est mis fin aux fonctions de directeurs de la concurrence et des prix aux wilayas suivantes, exercées par MM :

— Ali Hamiche, à la wilaya de Tizi-Ouzou,

— Hamdaoui Hafnaoui, à la wilaya de Djelfa,

— Farid Kebbouchi, à la wilaya de Tamenghasset,

appelés à exercer d'autres fonctions.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Arrêté interministériel du 3 Chaâbane 1416 correspondant au 26 décembre 1995 fixant les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la tuberculose bovine.

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative,

Le ministre des finances,

Le ministre de la santé et de la population et,

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative à la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice, à titre privé, à la médecine vétérinaire et de la chirurgie des animaux;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables;

Vu l'arrêté interministériel du 1er septembre 1984 portant institution d'un comité national et de comités de wilaya de lutte contre les zoonoses.

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la tuberculose bovine.

Art. 2. — Sont considérés comme atteints de tuberculose, les animaux :

- a) présentant des signes cliniques de ladite maladie,
- b) ayant réagi positivement à l'épreuve de la tuberculine,
- c) dont l'état d'infection est révélé par une épreuve diagnostique.

Art. 3. — Toute personne physique ou morale, ayant à quelque titre que ce soit, la charge ou la garde d'animaux de l'espèce bovine, atteints ou suspects d'être atteints de tuberculose, est tenu d'informer le vétérinaire le plus proche du lieu où se trouve l'animal ou le président de l'instance communale territorialement compétente.

Art. 4. — Le vétérinaire, informé de l'existence d'un cas de suspicion de tuberculose bovine, est tenu de se rendre immédiatement sur les lieux afin d'examiner l'animal et de procéder, le cas échéant, à l'intratuberculation simple.

Art. 5. — Dès la confirmation de la maladie, le vétérinaire est tenu d'en faire la déclaration à l'autorité vétérinaire et à la direction de la santé publique de la wilaya qui prend, au niveau de la zone infectée, les mesures sanitaires nécessaires à la protection de l'homme.

Art. 6. — Sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, le wali déclare l'infection et édicte les mesures sanitaires obligatoires.

Art. 7. — A l'égard des animaux de l'exploitation, les mesures suivantes sont prises impérativement :

- la visite et le recensement des animaux des espèces bovines et leur identification,
- l'isolement et le marquage immédiat des bovins reconnus tuberculeux.

Le marquage est réalisé au niveau de l'oreille gauche à l'aide d'une pince emporte pièce comportant un (T) dont la longueur et la largeur des branches est respectivement de 25 mm et 7 mm.

Art. 8. — Le déplacement d'un animal reconnu tuberculeux, même s'il n'a pas encore été marqué, est interdite, sauf autorisation écrite du vétérinaire sanitaire.

Le déplacement du cadavre d'un bovin tuberculeux ne peut être effectué que dans les conditions ci-dessous :

- sous couvert d'un document officiel,
- transporté directement vers le clos d'équarrissage.

Art. 9. — Lorsque le propriétaire conteste le diagnostic effectué par le vétérinaire ou sous sa responsabilité, il est habilité à demander à l'inspecteur vétérinaire de wilaya une contre visite. Cette contre visite est effectuée par l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou par son représentant et elle comprend un examen clinique et une nouvelle tuberculation six (6) semaines après.

Le résultat est considéré comme définitif et si l'infection est confirmé, le marquage est immédiatement pratiqué.

Art. 10. — Toute contre visite, telle que définie ci-dessus, ne peut avoir lieu que six (6) semaines après les preuves de diagnostic contesté. Toutefois, durant ce délai, le déplacement des bovins litigieux est interdit.

Art. 11. — L'introduction d'un bovin nouveau, quelque soit son âge, au niveau de l'exploitation, est interdite jusqu'à la levée de la déclaration d'infection.

Art. 12. — L'exploitation concernée par la déclaration d'infection est soumise à la séquestration.

La sortie des bovins ne peut être autorisée que pour raison d'abattage et ce, sous couvert d'un laissez-passer délivré par le vétérinaire sanitaire en double exemplaire, dont un lui est retourné par le vétérinaire inspecteur de l'abattoir sous huitaine.

Art. 13. — L'accès aux locaux d'isolement des animaux reconnus tuberculeux est interdit à toute personne autre que le propriétaire, les employés chargés des soins aux animaux et les agents des services vétérinaires dûment mandatés.

Art. 14. — Le lait provenant des bovins tuberculeux doit faire l'objet d'une destruction.

Il ne peut être livré à la consommation humaine qu'après sa pasteurisation.

Le lait du reste des vaches ayant cohabitées avec les bovins atteints doit subir une pasteurisation avant toute commercialisation.

Art. 15. — Les veaux, nés de vaches reconnues tuberculeuses, doivent à la naissance être séparés de leurs mères et alimentés, soit avec du lait de vaches reconnues indemnes, soit avec du lait pasteurisé.

Art. 16. — L'ordre d'abattage des animaux atteints de tuberculose peut être donné par le ministre chargé de l'agriculture, dans le cadre d'un programme national ou par le wali dans le cadre d'un programme local.

Art. 17. — La désinfection terminale des locaux de l'exploitation, après élimination des animaux tuberculeux, ainsi que la désinfection du matériel ayant servi aux animaux, est obligatoire. Elle est à la charge du propriétaire et est effectuée au formol à (30%) ou à l'hypochlorite.

Art. 18. — Sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, le wali territorialement compétent, lève la déclaration d'infection six (6) semaines après constatation du dernier cas de tuberculose et ce, sous réserve que :

- tous les bovins tuberculeux aient été éliminés,

- une tuberculation du reste des bovins effectuée six (6) semaines après le dernier cas ait été négative,
- une désinfection terminale ait été réalisée.

Art. 19. — Après la levée de la déclaration d'infection, il est procédé à un contrôle à l'intradermo-tuberculation qui doit être effectué sur le reste du cheptel au minimum deux (2) fois à six (6) mois d'intervalle.

Art. 20. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Chaâbane 1416 correspondant au 26 décembre 1995.

Le ministre de l'intérieur,
des collectivités locales,
de l'environnement et de la
réforme administrative

Mostéfa BENMANSOUR.

Le ministre
des finances

Ahmed BENBITOUR.

Le ministre de la santé
et de la population

Yahia GUIDOUM.

Le ministre
de l'agriculture

Noureddine BAHBOUH



**Arrêté interministériel du 3 Chaâbane 1416
correspondant au 26 décembre 1995 fixant
les mesures de prévention et de lutte
spécifiques à la brucellose ovine et
caprine.**

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative,

Le ministre des finances,

Le ministre de la santé et de la population et,

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative à la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice, à titre privé, des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables;

Vu l'arrêté interministériel du 1er septembre 1984 portant institution d'un comité national et de comités de wilaya de lutte contre les zoonoses.

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la brucellose ovine et caprine.

Art. 2. — Tout animal de l'espèce ovine ou caprine qui avorte ou présente des symptômes prémonitoires d'un avortement ou consécutifs à un avortement est considéré comme suspect de brucellose.

Est considéré comme avortement :

- l'expulsion du fœtus,
- l'expulsion d'un mort né ou succombant dans les quarante huit (48) heures.

Toutefois, des épreuves sérologiques sur les multipares à l'occasion des mises-bas sont obligatoires.

Art. 3. — Devant tout cas de suspicion de brucellose, le vétérinaire dûment mandaté est tenu d'effectuer les prélèvements nécessaires au diagnostic.

Il est entendu par prélèvements nécessaires :

- * Le fragment de placenta portant sur 2 ou 3 cotyledons et/ou un écouvillonnage vaginal.
- * L'avorton ou les prélèvements requis sur un jeune mort-né.
- * Le colostrum ou le lait de la mère.
- * Du sang provenant des animaux suspects.

Le vétérinaire est tenu de rédiger un rapport sanitaire concernant les animaux suspects et l'exploitation, d'expédier les prélèvements dans les meilleurs délais accompagnés du rapport sanitaire et d'une fiche d'identification au laboratoire de diagnostic agréé par le ministère de l'agriculture.

Art. 4. — Dès la confirmation de la brucellose par le laboratoire agréé, une déclaration doit être faite à la direction chargée de la santé publique de la wilaya qui est chargé de prendre les mesures sanitaires nécessaires chez l'homme au niveau de la zone infectée.

Art. 5. — Sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, le wali déclare l'infection de l'exploitation.

Art. 6. — Au niveau de l'exploitation infectée, le vétérinaire dûment mandaté est tenu de prendre immédiatement les mesures suivantes :

- une tuberculation du reste des bovins effectuée six (6) semaines après le dernier cas ait été négative,
- une désinfection terminale ait été réalisée.

Art. 19. — Après la levée de la déclaration d'infection, il est procédé à un contrôle à l'intradermo-tuberculation qui doit être effectué sur le reste du cheptel au minimum deux (2) fois à six (6) mois d'intervalle.

Art. 20. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Chaâbane 1416 correspondant au 26 décembre 1995.

Le ministre de l'intérieur,
des collectivités locales,
de l'environnement et de la
réforme administrative

Mostéfa BENMANSOUR.

Le ministre
des finances

Ahmed BENBITOUR.

Le ministre de la santé
et de la population

Yahia GUIDOUM.

Le ministre
de l'agriculture

Noureddine BAHBOUH



**Arrêté interministériel du 3 Chaâbane 1416
correspondant au 26 décembre 1995 fixant
les mesures de prévention et de lutte
spécifiques à la brucellose ovine et
caprine.**

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative,

Le ministre des finances,

Le ministre de la santé et de la population et,

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative à la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice, à titre privé, des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables;

Vu l'arrêté interministériel du 1er septembre 1984 portant institution d'un comité national et de comités de wilaya de lutte contre les zoonoses.

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la brucellose ovine et caprine.

Art. 2. — Tout animal de l'espèce ovine ou caprine qui avorte ou présente des symptômes prémonitoires d'un avortement ou consécutifs à un avortement est considéré comme suspect de brucellose.

Est considéré comme avortement :

- l'expulsion du fœtus,
- l'expulsion d'un mort né ou succombant dans les quarante huit (48) heures.

Toutefois, des épreuves sérologiques sur les multipares à l'occasion des mises-bas sont obligatoires.

Art. 3. — Devant tout cas de suspicion de brucellose, le vétérinaire dûment mandaté est tenu d'effectuer les prélèvements nécessaires au diagnostic.

Il est entendu par prélèvements nécessaires :

- * Le fragment de placenta portant sur 2 ou 3 cotyledons et/ou un écouvillonnage vaginal.
- * L'avorton ou les prélèvements requis sur un jeune mort-né.
- * Le colostrum ou le lait de la mère.
- * Du sang provenant des animaux suspects.

Le vétérinaire est tenu de rédiger un rapport sanitaire concernant les animaux suspects et l'exploitation, d'expédier les prélèvements dans les meilleurs délais accompagnés du rapport sanitaire et d'une fiche d'identification au laboratoire de diagnostic agréé par le ministère de l'agriculture.

Art. 4. — Dès la confirmation de la brucellose par le laboratoire agréé, une déclaration doit être faite à la direction chargée de la santé publique de la wilaya qui est chargé de prendre les mesures sanitaires nécessaires chez l'homme au niveau de la zone infectée.

Art. 5. — Sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, le wali déclare l'infection de l'exploitation.

Art. 6. — Au niveau de l'exploitation infectée, le vétérinaire dûment mandaté est tenu de prendre immédiatement les mesures suivantes :

— l'isolement, le recensement et l'identification de tous les animaux sensibles au niveau de l'exploitation.

— l'examen sérologique de tous les ovins et caprins âgés de plus de six (6) mois.

— la séquestration et le marquage des animaux réagissant positivement à la maladie par une perforation de l'oreille gauche à l'aide d'une pince emporte pièce (10 mm de diamètre) dans un délai de huit (8) jours suivant la notification officielle de la maladie.

— la mise en interdit des locaux, herbages et pâturages affectés à ces animaux.

Art. 7. — La sortie des animaux de l'espèce caprine, ovine et bovine est interdite sauf pour l'abattage.

Dans ce cas, les animaux doivent être préalablement marqués et accompagnés d'un certificat d'abattage délivré par le vétérinaire dûment mandaté et dirigés directement sur un abattoir muni d'infrastructures permettant les abattages sanitaires.

Art. 8. — Le lait produit dans l'exploitation ne peut être utilisé ou vendu, pour consommation en nature, qu'après ébullition.

Il ne peut être cédé que pour la fabrication de fromages subissant une maturation de plus de trois (3) mois ou pour la fabrication, après pasteurisation, d'autres fromages ou tout autre produit dérivé.

Art. 9. — L'ordre d'abattage des animaux atteints de brucellose peut être donné par le ministre chargé de l'agriculture ou par le wali dans le cadre d'un programme officiel et ce, sur proposition de l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 10. — Au cours de l'abattage, les personnes chargées de la saignée et de la préparation des viandes des animaux, provenant de l'exploitation infectée, doivent porter, pendant toute la durée des opérations d'abattage, un bonnet, une blouse, un tablier et des gants en matière imperméable et lavable.

Art. 11. — Une désinfection terminale de l'exploitation, après élimination des animaux marqués et celle des véhicules servant au transport des animaux de l'exploitation est obligatoire et à la charge du propriétaire. Des certificats de désinfection sont délivrés par les services vétérinaires officiels.

Art. 12. — Le wali, sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, lève la déclaration d'infection décrétée et ce, sous réserve que :

— tous les animaux marqués aient été éliminés,

— le contrôle sérologique, effectué sur le reste du cheptel à intervalle de deux (2) mois au moins et six (6) mois au plus, après élimination des animaux atteints de brucellose s'est avéré négatif à l'épreuve à l'antigène tamponné.

— une désinfection terminale ait été réalisée.

Art. 13. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Chaâbane 1416 correspondant au 26 décembre 1995.

Le ministre de l'intérieur,
des collectivités locales,
de l'environnement et de la
réforme administrative

Le ministre
des finances

Ahmed BENBITOUR.

Mostéfa BENMANSOUR.

Le ministre de la santé
et de la population

Le ministre
de l'agriculture

Yahia GUIDOUM.

Noureddine BAHBOUH



**Arrêté interministériel du 3 Chaâbane 1416
correspondant au 26 décembre 1995 fixant
les mesures de prévention et de lutte
spécifiques à la brucellose bovine.**

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative,

Le ministre des finances,

Le ministre de la santé et de la population et

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative à la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables ;

Vu l'arrêté interministériel du 1er septembre 1984 portant institution d'un comité national et de comités de wilaya de lutte contre les zoonoses ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la brucellose bovine.

— l'isolement, le recensement et l'identification de tous les animaux sensibles au niveau de l'exploitation.

— l'examen sérologique de tous les ovins et caprins âgés de plus de six (6) mois.

— la séquestration et le marquage des animaux réagissant positivement à la maladie par une perforation de l'oreille gauche à l'aide d'une pince emporte pièce (10 mm de diamètre) dans un délai de huit (8) jours suivant la notification officielle de la maladie.

— la mise en interdit des locaux, herbages et pâturages affectés à ces animaux.

Art. 7. — La sortie des animaux de l'espèce caprine, ovine et bovine est interdite sauf pour l'abattage.

Dans ce cas, les animaux doivent être préalablement marqués et accompagnés d'un certificat d'abattage délivré par le vétérinaire dûment mandaté et dirigés directement sur un abattoir muni d'infrastructures permettant les abattages sanitaires.

Art. 8. — Le lait produit dans l'exploitation ne peut être utilisé ou vendu, pour consommation en nature, qu'après ébullition.

Il ne peut être cédé que pour la fabrication de fromages subissant une maturation de plus de trois (3) mois ou pour la fabrication, après pasteurisation, d'autres fromages ou tout autre produit dérivé.

Art. 9. — L'ordre d'abattage des animaux atteints de brucellose peut être donné par le ministre chargé de l'agriculture ou par le wali dans le cadre d'un programme officiel et ce, sur proposition de l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 10. — Au cours de l'abattage, les personnes chargées de la saignée et de la préparation des viandes des animaux, provenant de l'exploitation infectée, doivent porter, pendant toute la durée des opérations d'abattage, un bonnet, une blouse, un tablier et des gants en matière imperméable et lavable.

Art. 11. — Une désinfection terminale de l'exploitation, après élimination des animaux marqués et celle des véhicules servant au transport des animaux de l'exploitation est obligatoire et à la charge du propriétaire. Des certificats de désinfection sont délivrés par les services vétérinaires officiels.

Art. 12. — Le wali, sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, lève la déclaration d'infection décrétée et ce, sous réserve que :

— tous les animaux marqués aient été éliminés,

— le contrôle sérologique, effectué sur le reste du cheptel à intervalle de deux (2) mois au moins et six (6) mois au plus, après élimination des animaux atteints de brucellose s'est avéré négatif à l'épreuve à l'antigène tamponné.

— une désinfection terminale ait été réalisée.

Art. 13. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Chaâbane 1416 correspondant au 26 décembre 1995.

Le ministre de l'intérieur,
des collectivités locales,
de l'environnement et de la
réforme administrative

Le ministre
des finances

Ahmed BENBITOUR.

Mostéfa BENMANSOUR.

Le ministre de la santé
et de la population

Le ministre
de l'agriculture

Yahia GUIDOUM.

Noureddine BAHBOUH



**Arrêté interministériel du 3 Chaâbane 1416
correspondant au 26 décembre 1995 fixant
les mesures de prévention et de lutte
spécifiques à la brucellose bovine.**

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales, de l'environnement et de la réforme administrative,

Le ministre des finances,

Le ministre de la santé et de la population et

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative à la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables ;

Vu l'arrêté interministériel du 1er septembre 1984 portant institution d'un comité national et de comités de wilaya de lutte contre les zoonoses ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la brucellose bovine.

Art. 2. — Tout animal de l'espèce bovine qui ayorte ou présente des symptômes prémonitoires d'un avortement ou consécutifs à un avortement est considéré comme suspect de brucellose.

Est considéré comme avortement chez les femelles bovines.

— l'expulsion du fœtus,

— l'expulsion du veau :

* soit mort né,

* soit succombant dans les 48 h.

Art. 3. — Toute personne ayant constaté un avortement ou les symptômes décrits à l'article 2 ci-dessus, est tenue d'aviser immédiatement le vétérinaire le plus proche ou à défaut le président de l'instance communale territorialement compétente, qui requiert le vétérinaire le plus proche.

Art. 4. — Le vétérinaire avisé doit se déplacer sur les lieux pour constater les faits. La femelle suspecte doit faire l'objet d'un isolement immédiat.

Une déclaration doit être faite au président de l'instance communale territorialement compétente.

Art. 5. — Si, au cours de l'examen de la femelle suspecte, le vétérinaire constate un avortement ou les traces d'un avortement éventuel, il est dans ce cas tenu :

— d'effectuer les prélèvements nécessaires au diagnostic.

On entend par prélèvements nécessaires :

* les fragments de placenta portant sur 2 ou 3 cotylédons lésés ou à défaut des sécrétions utérines ou l'avorton total ou son estomac ligature ou sa rate ou son poumon,

* le sang provenant de la femelle suspecte d'avortement,

— de rédiger un rapport sanitaire concernant la femelle avortée et l'exploitation,

— d'expédier les prélèvements dans les meilleurs délais accompagnés du rapport sanitaire et d'une fiche d'identification au laboratoire de diagnostic, agréé par le ministère de l'agriculture.

Art. 6. — Le laboratoire de diagnostic doit procéder rapidement à l'analyse des prélèvements et communiquer les résultats au vétérinaire expéditeur et à l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

Sont retenues comme épreuves de diagnostic :

* l'épreuve à l'antigène tamponné,

* la réaction de fixation du complément,

* le ring test ou test de l'anneau (lait),

* toute autre épreuve autorisée par le ministère de l'agriculture.

Art. 7. — Sont reconnus indemnes, les animaux présentant à l'épreuve de fixation du complément un titre inférieur à 20 UI, sensibilisatrices par millilitre et provenant d'un cheptel indemne.

Art. 8. — Un cheptel est reconnu indemne si aucune manifestation clinique de brucellose n'a été notée depuis douze (12) mois au moins avec deux épreuves sérologiques négatives à l'antigène tamponné et pratiquées à un intervalle de six (6) mois sur tous les animaux de l'espèce bovine âgés de plus de douze (12) mois ou ayant un titre inférieur à vingt (20) unités sensibilisatrices à la réaction de fixation du complément.

Art. 9. — Sont atteints de brucellose clinique :

* les animaux ayant avorté avec une sérologie positive ou à partir desquels sont isolées les brucelles.

* les animaux présentant une orchite avec examen sérologique positif.

Art. 10. — Sont atteints de brucellose latente, les animaux qui présentent à l'examen sérologique un titre supérieur ou égal à vingt (20) unités sensibilisatrices par millilitre à la réaction de fixation du complément.

Art. 11. — Dès que le foyer de brucellose est confirmé, l'inspecteur vétérinaire de wilaya en informe la direction chargée de la santé publique au niveau de la wilaya qui prend les mesures sanitaires nécessaires chez l'homme au niveau de la zone infectée.

Art. 12. — Le wali, sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya déclare l'infection de l'exploitation.

Sont alors visés à l'égard des animaux de l'exploitation les mesures suivantes :

a) Visite et recensement des animaux des espèces bovines, ovines et caprines et identification des bovins, ovins et caprins par le vétérinaire dûment mandaté par l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

b) Chaque bovin de plus de douze (12) mois d'âge doit subir un examen clinique et un prélèvement de sang pour le contrôle sérologique.

c) Isolement :

* des ou de la femelle avortée (s),

* des bovins reconnus atteints de brucellose clinique ou latente,

* des parturientes (dès les signes prémonitoires de la mise-bas et jusqu'à disparition de tout écoulement vulvaire).

d) Marquage obligatoire par le vétérinaire dûment mandaté :

* des ou de la femelle avortée (s) dans les trois (3) jours qui suivent la communication du diagnostic par les services vétérinaires officiels sur les lieux mêmes où l'infection a été constatée,

* des bovins reconnus atteints de brucellose clinique ou latente (à la diligence du propriétaire ou du détenteur des animaux) dans les quinze (15) jours qui suivent la notification officielle de la maladie.

Ce marquage sera obligatoirement une perforation en 00 (20 mm de diamètre) de l'oreille gauche à l'aide de la pince "emporte pièce".

Art. 13. — L'exploitation concernée par la déclaration d'infection est soumise à séquestration. La sortie des bovins, ovins et caprins est interdite sauf pour abattage. Dans ce cas, les animaux doivent être préalablement marqués.

L'accès de ces animaux à un pâturage commun et l'abreuvement aux points d'eau publics, rivières ou mares sont interdits.

Art. 14. — L'accès aux locaux d'isolement est interdit à toute personne autre que le propriétaire, les employés chargés des soins aux animaux et les agents des services vétérinaires dûment mandatés.

Art. 15. — L'ordre d'abattage des animaux atteints de brucellose peut être donné par le ministre chargé de l'agriculture ou par le wali territorialement compétent dans le cadre d'un programme officiel et sur proposition de l'autorité vétérinaire nationale.

Il indique, en outre, les conditions d'abattage des animaux dont les modalités sont décrites à l'article 16 ci-dessous.

Art. 16. — Les animaux de l'exploitation infectés destinés à l'abattage sont obligatoirement accompagnés d'un certificat d'abattage individuel délivré par le vétérinaire dûment mandaté.

Ils seront transportés directement vers un abattoir agréé ou clos d'équarissage et ne doivent pas entrer en contact avec des animaux destinés à l'élevage.

Les personnes chargées de la saignée et de la préparation des viandes des animaux provenant de l'exploitation infectée, doivent porter pendant toute la durée des opérations d'abattage un bonnet, une blouse, un tablier et des gants en matière imperméable et lavable.

Art. 17. — Une désinfection terminale de l'exploitation, après élimination des animaux marqués, et celles des véhicules servant au transport des animaux de l'exploitation est obligatoire et est à la charge du propriétaire.

Des certificats de désinfection sont, dans ce cas, délivrés par les services vétérinaires officiels.

Art. 18. — Sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, le wali lève la déclaration d'infection et ce, six (6) semaines au moins après la constatation du dernier cas de brucellose, sous réserve que :

- tous les bovins marqués aient été éliminés,
- une désinfection terminale ait été réalisée.

Art. 19. — Les mesures applicables après la levée de la déclaration d'infection sont :

- contrôle sérologique des animaux concernés dans un délai de deux (2) mois après abattage du dernier animal marqué et désinfection terminale,
- l'introduction de bovins dans le cheptel n'est possible qu'après un contrôle favorable des animaux concernés, et au minimum douze (12) mois après la levée de l'arrêté d'infection,
- l'isolement des parturiantes est obligatoire pendant les douze (12) mois suivant la levée de l'arrêté d'infection,
- le lait de vache ne peut être utilisé et vendu à l'état cru sauf à destination d'un atelier de pasteurisation ou après que l'exploitation soit reconnue indemne.

En cas d'usage sur place, il ne doit être utilisé qu'après ébullition.

Art. 20. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Chaâbane 1416 correspondant au 26 décembre 1995.

Le ministre de l'intérieur,
des collectivités locales,
de l'environnement et de la
réforme administrative

Le ministre
des finances
Ahmed BENBITOUR.

Mostéfa BENMANSOUR.

Le ministre de la santé
et de la population

Yahia GUIDOUM.

Le ministre
de l'agriculture

Noureddine BAHBOUH



Arrêté interministériel du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995 fixant les modalités d'organisation de stages de formation spécialisée au profit des travailleurs du secteur des forêts.

Le Chef du Gouvernement et,

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 71-256 du 19 octobre 1971 portant création d'un institut de technologie forestière (I.T.E.F) ;

Vu le décret n° 83-702 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Médéa ;

Art. 4. — Pour bénéficier des modalités d'acheminement et de transport définies dans le présent arrêté, les dons doivent obligatoirement, être adressés au profit et au nom du croissant rouge algérien ou autres associations à caractère humanitaire figurant sur la liste annexée à l'arrêté interministériel du 18 Joumada Ethania 1415 correspondant au 22 novembre 1994 susvisé.

Art. 5. — Bénéficient également des modalités d'acheminement et de transport définies dans le présent arrêté, les dons adressés au profit et au nom d'une administration, d'un établissement public à caractère administratif ou des collectivités locales à condition que ces dons soient destinés à l'enseignement, la formation, la recherche, aux activités culturelles et sportives.

Art. 6. — Ces dons doivent, obligatoirement, porter la marque d'identification d'une donation avec les noms et qualités et adresses du donateur et du bénéficiaire ainsi que la date de péremption pour les produits périssables.

Art. 7. — Les marchandises importées dans le cadre des dispositions du présent arrêté restent soumises aux formalités et contrôle douaniers et aux procédures administratives en vigueur, notamment, l'autorisation préalable d'acceptation du don délivré par le ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement.

Art. 8. — L'appréciation des tarifs de transport des dons visés par le présent arrêté reste du ressort des compagnies nationales de transport.

Art. 9. — Le paiement en dinars à destination, des frais de transport, s'effectuera conformément à la législation et la réglementation en vigueur en matière de contrôle des changes.

Art. 10. — Quel que soit le mode de paiement, le donateur et le bénéficiaire jouissent de toutes les clauses de garantie portées sur les documents de transport.

Art. 11. — En matière de transport aérien la priorité est accordée aux produits périssables.

Art. 12. — Les marchandises importées, à titre de dons, sont embarquées en F.O.B. sans conditions particulières liées au transit ou au fournisseur.

Art. 13. — En matière de tarification, les prix qui seront appliqués devront couvrir les seules charges générées par l'embarquement des marchandises importées à titre de dons, selon les normes de consistance et le volume définis par les transporteurs.

Art. 14. — Le donateur doit opter pour les ports et aéroports d'embarquement et de débarquement les plus proches des lieux d'acheminement et de destination de la marchandise.

Art. 15. — Les frais de transit et de manutention au port ou aéroport d'embarquement sont à la charge du donateur ou du bénéficiaire, conformément aux modalités arrêtées par les parties.

Art. 16. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Moharram 1417 correspondant au 23 juin 1996.

Le ministre de l'intérieur,
des collectivités locales
et de l'environnement

P/Le ministre des finances
Le ministre délégué
auprès du ministre
des finances, chargé du budget

Mostepha BENMANSOUR

Ali BRAHITI

Le ministre
des transports

Le ministre délégué
auprès du Chef
du Gouvernement,
chargé de la solidarité nationale
et de la famille

Saïd BENDAKIR

Rabéa MECHERNENE



Arrêté du 20 Rajab 1417 correspondant au 1er décembre 1996 portant nomination d'un chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de la solidarité nationale et de la famille.

Par arrêté du 20 Rajab 1417 correspondant au 1er décembre 1996 du ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de la solidarité nationale et de la famille, M. Abdelhamid Zehani est nommé, à compter du 6 janvier 1996, chargé d'études et de synthèse au cabinet du ministre auprès du Chef du Gouvernement, chargé de la solidarité nationale et de la famille.

**MINISTERE DE L'INTERIEUR,
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté interministériel du 8 Moharram 1417 correspondant au 26 mai 1996 portant création, organisation et fonctionnement du comité national de lutte contre les maladies à transmission hydrique.

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement;

Le ministre de la santé et de la population et,

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire,

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement;

Vu la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983, modifiée et complétée, portant code des eaux;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-122 du 30 avril 1990 fixant les attributions du ministre de l'équipement;

Vu le décret exécutif n° 90-124 du 30 avril 1990 fixant les attributions du ministre de la santé;

Vu le décret exécutif n° 94-247 du 2 Rabie Ethani 1415 correspondant au 10 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement;

Vu l'arrêté interministériel du 2 mars 1987 portant création des comités chargés du suivi des programmes de lutte contre les maladies à transmission hydrique.

Arrêtent :

Article 1er. — Il est institué un comité national chargé du suivi de l'évaluation et du contrôle des programmes de lutte contre les maladies à transmission hydrique.

Art. 2. — Le comité national est composé des directeurs de cabinets des ministères chargés de :

- l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement,
- la santé publique et la population,
- l'équipement et l'aménagement du territoire,
- l'agriculture et de la pêche,
- l'habitat,
- l'industrie et la restructuration,
- le commerce.

Art. 3. — Le comité national est présidé par le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement.

Art. 4. — Le comité national se réunit une fois par mois en séance ordinaire. Il peut se réunir en séance extraordinaire en cas de besoin à l'initiative du président ou à la demande de l'un de ses membres. Le secrétariat technique est assuré par le ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement.

Le comité national peut faire appel à toute personne, organisme ou association en mesure d'apporter sa contribution à sa mission.

Art. 5. — Le comité national est assisté d'un comité opérationnel dans l'accomplissement de ses missions.

Art. 6. — Le comité opérationnel est constitué des directeurs centraux des ministères composant le comité national.

Art. 7. — Le comité opérationnel se réunit une fois par semaine en séance ordinaire.

Il peut se réunir en séance extraordinaire en cas de besoin à la demande de l'un de ses membres.

Art. 8. — Le comité opérationnel de suivi est chargé de :

— développer la démarche à entreprendre à l'effet de renforcer la lutte contre les maladies à transmission hydrique;

— veiller à une bonne prise en charge du programme de lutte contre les maladies à transmission hydrique;

— assister les comités de wilayas en matière d'encadrement, d'équipement et d'approvisionnement;

— superviser l'action des comités de wilayas;

— effectuer en cas de besoin, des missions de contrôle;

— élaborer un rapport mensuel qui sera soumis au comité national.

Art. 9. — Le comité de wilaya, présidé par le wali, se compose des directeurs de wilaya suivants :

— directeur de la réglementation et des affaires générales,

— directeur de la santé et de la protection sociale,

— directeur de l'hydraulique,

— directeur de la planification et de l'aménagement du territoire,

— directeur des services agricoles;

— directeur de l'industrie et de l'énergie;

— directeur de la concurrence et des prix.

Il peut faire appel à toute personne ou organisme dont les compétences sont jugées utiles pour les travaux du comité.

Art. 10. — Le comité de wilaya se réunit une fois par semaine en séance ordinaire.

Il se réunit en cas de besoin en séance extraordinaire à la demande de l'un de ses membres.

Le secrétariat du comité de wilaya est assuré par le directeur de la réglementation et des affaires générales.

Art. 11. — Le comité de wilaya est chargé de :

— élaborer un programme d'actions annuel de lutte contre les maladies à transmission hydrique,

— veiller à l'application stricte du programme par l'ensemble des intervenants locaux concernés,

— assister les comités de daïras et communaux dans l'accomplissement de leur mission, superviser leur action et effectuer les missions de contrôle,

— élaborer et transmettre un rapport hebdomadaire d'évaluation du programme d'action au comité opérationnel de suivi.

Art. 12. — Les comités de daïras et les comités communaux sont mis en place par arrêté du wali, qui en fixe la composition, les missions et le fonctionnement conformément aux orientations du comité national.

Art. 13. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 2 mars 1997 susvisé, sont abrogées.

Art. 14. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Moharram 1417 correspondant au 26 mai 1996.

Le ministre de l'intérieur,
des collectivités locales,
et de l'environnement

Le ministre de la santé
et de la population

Mostéfa BENMANSOUR.

Yahia GUIDOUM.

Le ministre de l'équipement
et de l'aménagement du territoire

Smaïn DINE.

★

**Arrêté du 18 Joumada El Oula 1417
correspondant au 1er octobre 1996 portant
délégation de signature au directeur des
moyens généraux, des infrastructures et de
la maintenance.**

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de
l'environnement,

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416
correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant
nomination des membre du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 94-248 du 2 Rabie El Aouel
1415 correspondant au 10 août 1994, modifié et complété,
portant organisation de l'administration centrale du
ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de
l'environnement;

Vu le décret exécutif n° 96-02 du 15 Chaâbane 1416
correspondant au 6 janvier 1996 autorisant les membres du
Gouvernement à déléguer leur signature;

Vu le décret exécutif du 17 Rabie Ethani 1417
correspondant au 1er septembre 1996 portant nomination de
M. Naoui Kharchi en qualité de directeur des moyens
généraux, des infrastructures et de la maintenance au
ministère de l'intérieur, des collectivités locales et de
l'environnement;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions,
délégation est donnée à M. Naoui Kharchi directeur des
moyens généraux, des infrastructures et de la maintenance,
à l'effet de signer au nom du ministre de l'intérieur, des
collectivités locales et de l'environnement, tous actes et
décisions à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 18 Joumada El Oula 1417 correspondant
au 1er octobre 1996.

Mostéfa BENMANSOUR.



**Arrêtés du 20 Rajab 1417 correspondant au 1er
décembre 1996 mettant fin aux fonctions
de chefs de cabinets de walis.**

Par arrêté du 20 Rajab 1417 correspondant au 1er
décembre 1996 du wali de la wilaya de Tébessa, il est mis
fin, à compter du 24 août 1996, aux fonctions de chef de
cabinet du wali de la wilaya de Tébessa, exercées par
M. Ahmed Belhaddad, appelé à exercer une autre fonction.

Par arrêté du 20 Rajab 1417 correspondant au 1er
décembre 1996 du wali de la wilaya de Médéa, il est mis
fin, à compter du 31 juillet 1994, aux fonctions de chef de
cabinet du wali de la wilaya de Médéa, exercées par
M. Mourad Chakal, appelé à exercer une autre fonction.

ainsi que de leurs personnels d'encadrement, notamment celles liées :

- à la définition et la mise en oeuvre des exigences et normes particulières liées à la participation de ces derniers aux compétitions et manifestations sportives nationales et internationales ;
- à la classification des athlètes par référence aux normes nationales et internationales ;
- au respect des conditions d'exercice des fonctions d'encadrement des pratiques physiques et sportives ;
- au respect des normes et exigences infrastructurelles ;
- à la qualification et au transfert des athlètes professionnels et des personnels d'encadrement ;
- au sponsoring et au parrainage des athlètes professionnels.

Art. 8. — Les athlètes professionnels et leurs personnels d'encadrement sont liés au club sportif professionnel par un contrat.

Art. 9. — Nonobstant les clauses générales prévues par la législation et la réglementation en vigueur, notamment celle relative au travail, le contrat doit en outre prévoir :

- le montant de la rémunération et des primes et indemnités allouées ;
- les objectifs de performances à réaliser ;
- toutes les obligations légales et réglementaires, notamment celles inhérentes à l'appel en sélection nationale, à la représentation du pays, au respect des règles de discipline et d'éthique sportive, au transfert, aux contrats de représentation passés par l'athlète, au parrainage et à la commercialisation de l'image de l'athlète.

Art. 10. — Les athlètes professionnels sont tenus au respect notamment :

- du versement de la quote-part revenant au club et à la fédération sur les gains provenant de contrats de parrainage et d'équipement ou de commercialisation de leur image ou de représentation ;
- des règlements sportifs nationaux et internationaux ainsi que toutes les obligations prévues par la législation en vigueur, notamment celles inhérentes, aux appels en équipe nationale, aux transferts à l'étranger, à l'éthique sportives et à la digne représentation du pays.

Art. 11. — Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en vigueur, les athlètes professionnels et leurs personnels d'encadrement sont soumis en matière disciplinaire au statut et au règlement intérieur de leur club sportif professionnel.

Art. 12. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Rabie El Aouel 1416 correspondant au 2 août 1995

Sid Ali LEBIB.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté interministériel du 19 Chaoual 1417 correspondant au 26 février 1997, relatif aux conditions de préparation et de commercialisation des merguez.

Le ministre du commerce et,

le ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, relative à la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989, relative aux règles générales de protection du consommateur et les textes pris pour son application ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la conformité des produits fabriqués localement ou importés ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994, fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995, fixant les modalités d'inspection des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté du 14 Safar 1415 correspondant au 23 juillet 1994, relatif aux spécifications microbiologiques de certaines denrées alimentaires.

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 1er du décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992 susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les conditions de préparation et de commercialisation des merguez.

Art. 2. — La dénomination «Merguez» est réservée à une préparation qui ne peut être composée d'autres éléments que des viandes bovine et ovine et de la graisse de ces animaux, additionnées ou non d'aromates, d'épices et de condiments, à l'exclusion de tous abats et issues.

Art. 3. — Les «Merguez» ne doivent pas présenter un taux d'humidité, sur produit dégraissé, supérieur à 75 %,

ni une teneur en tendons, nerfs et aponévroses dépassant 5%. Le taux de collagène total par rapport aux protéines doit être inférieur ou égal à 35 %.

Art. 4. — Les «Merguez» ne doivent pas présenter un taux de matière grasse totale, supérieur à 25 %.

Seront tolérés les écarts n'élevant pas cette limite au-delà de 27 %.

Le taux de matières grasses totales, s'entend par rapport à celui attribué aux matières non grasses, après que l'on ait élevé l'humidité au pourcentage maximum, autorisé de 75 % du produit supposé dégraissé.

Art. 5. — La coloration des merguez est permise au moyen de matières colorantes d'origine naturelle à l'exclusion de toutes autres et ce, dans les proportions généralement admises par les bonnes pratiques de fabrication.

Art. 6. — Le produit visé par le présent arrêté doit être préparé conformément aux dispositions du décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 relatif aux conditions d'hygiène lors du processus de la mise à la consommation des denrées alimentaires.

En outre, ce produit doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 juillet 1994, susvisé.

Art. 7. — Les «Merguez» doivent être conservées de manière ininterrompue à une température comprise entre + 4° et + 8° C, depuis le moment de leur préparation et jusqu'à celui de leur mise à la consommation.

Art. 8. — L'exposition à la vente, à l'air libre et/ou sur la voie publique ainsi que la suspension des merguez à des crochets est interdite.

Art. 9. — Les «Merguez» préparées, doivent être livrées au consommateur dans la même journée. Passé ce délai, ces denrées sont à retirer de la consommation humaine.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 19 Chaoual 1417 correspondant au 26 février 1997.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche, Le ministre du commerce,

Nourredine BAHBOUH

Bakhti BELAIB

Arrêté interministériel du 23 Chaoual 1417 correspondant au 3 mars 1997, fixant la liste des produits importés soumis au contrôle de la conformité et de la qualité.

Le ministre du commerce,

Le ministre de la santé et de la population et,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la loi n° 79-7 du 21 juillet 1979, portant code des douanes ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989, relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-124 du 30 avril 1990, fixant les attributions du ministre de la santé ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994, fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 96-354 du 6 Joumada Ethania 1417 correspondant au 19 octobre 1996, relatif aux modalités de contrôle de la conformité et de la qualité des produits importés.

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 1er du décret exécutif n° 96-354 du 19 octobre 1996 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la liste des produits importés soumis au contrôle de la conformité et de la qualité préalablement à leur admission sur le territoire national.

Art. 2. — La liste des produits visés à l'article 1er ci-dessus est jointe en annexe du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Chaoual 1417 correspondant au 3 mars 1997.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Le ministre de la santé et de la population,

Nourredine BAHBOUH

Yahia GUIDOUM

Le ministre du commerce,

Bakhti BELAIB

ni une teneur en tendons, nerfs et aponévroses dépassant 5%. Le taux de collagène total par rapport aux protéines doit être inférieur ou égal à 35 %.

Art. 4. — Les «Merguez» ne doivent pas présenter un taux de matière grasse totale, supérieur à 25 %.

Seront tolérés les écarts n'élevant pas cette limite au-delà de 27 %.

Le taux de matières grasses totales, s'entend par rapport à celui attribué aux matières non grasses, après que l'on ait élevé l'humidité au pourcentage maximum, autorisé de 75 % du produit supposé dégraissé.

Art. 5. — La coloration des merguez est permise au moyen de matières colorantes d'origine naturelle à l'exclusion de toutes autres et ce, dans les proportions généralement admises par les bonnes pratiques de fabrication.

Art. 6. — Le produit visé par le présent arrêté doit être préparé conformément aux dispositions du décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 relatif aux conditions d'hygiène lors du processus de la mise à la consommation des denrées alimentaires.

En outre, ce produit doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 juillet 1994, susvisé.

Art. 7. — Les «Merguez» doivent être conservées de manière ininterrompue à une température comprise entre + 4° et + 8° C, depuis le moment de leur préparation et jusqu'à celui de leur mise à la consommation.

Art. 8. — L'exposition à la vente, à l'air libre et/ou sur la voie publique ainsi que la suspension des merguez à des crochets est interdite.

Art. 9. — Les «Merguez» préparées, doivent être livrées au consommateur dans la même journée. Passé ce délai, ces denrées sont à retirer de la consommation humaine.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 19 Chaoual 1417 correspondant au 26 février 1997.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Le ministre du commerce,

Nourredine BAHBOUH

Bakhti BELAIB

Arrêté interministériel du 23 Chaoual 1417 correspondant au 3 mars 1997, fixant la liste des produits importés soumis au contrôle de la conformité et de la qualité.

Le ministre du commerce,

Le ministre de la santé et de la population et,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la loi n° 79-7 du 21 juillet 1979, portant code des douanes ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989, relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-124 du 30 avril 1990, fixant les attributions du ministre de la santé ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994, fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 96-354 du 6 Joumada Ethania 1417 correspondant au 19 octobre 1996, relatif aux modalités de contrôle de la conformité et de la qualité des produits importés.

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 1er du décret exécutif n° 96-354 du 19 octobre 1996 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la liste des produits importés soumis au contrôle de la conformité et de la qualité préalablement à leur admission sur le territoire national.

Art. 2. — La liste des produits visés à l'article 1er ci-dessus est jointe en annexe du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Chaoual 1417 correspondant au 3 mars 1997.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Le ministre de la santé et de la population,

Nourredine BAHBOUH

Yahia GUIDOUM

Le ministre du commerce,

Bakhti BELAIB

ANNEXE

LISTE NOMINATIVE DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES IMPORTES
SOUIS AU CONTROLE DE LA CONFORMITE ET DE LA QUALITE
PREALABLE A LEUR ADMISSION EN ALGERIE

N° DE LA POSITION TARIFAIRE DU PRODUIT	DESIGNATION DES PRODUITS
04-01	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants;
04-02	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants.
04-03	Babeurre, lait et crème caillés, yoghourt, képhir et autres laits et crèmes fermentés ou acidifiés, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao.
04-04	Lactosérum, même concentré ou additionné de sucre ou d'autres édulcorants ; produits consistant en composants naturels du lait, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, non dénommés ni compris ailleurs.
04-05	Beurre et autres matières grasses du lait.
04-06	Fromage et caillebotte.
04-09	Miel naturel.
04-10	Produits comestibles d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs.
07-01	Pommes de terre, à l'état frais ou réfrigéré.
07-02	Tomates, à l'état frais ou réfrigéré.
07-03	Oignons, échalotes, aulx, poireaux et autres légumes alliacés, à l'état frais ou réfrigéré.
07-13	Légumes à cosse, secs, écosés, même décortiqués ou cassés.*
09-01	Café, même torréfié ou décaféiné ; coques et pellicules de café ; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange.
09-02	Thé même aromatisé.
09-04	Poivre (du genre Piper) ; piments du genre Capsicum ou du genre Pimenta, séchés ou broyés ou pulvérisés.
10-06	Riz.
11-05	Farine, semoule, flocons, granulés et agglomérés sous forme de pellets, de pommes de terre.
12-02	Arachides non grillées ni autrement cuites, même décortiquées ou concassées.
12-07	Autres graines et fruits oléagineux, même concassés.
15-07	Huile de soja et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées.
15-08	Huile d'arachide et ses fractions même raffinées, mais non chimiquement modifiées.

ANNEXE (SUITE)

**LISTE NOMINATIVE DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES IMPORTES
SOUIS AU CONTROLE DE LA CONFORMITE ET DE LA QUALITE
PREALABLE A LEUR ADMISSION EN ALGERIE**

N° DE LA POSITION TARIFAIRE DU PRODUIT		DESIGNATION DES PRODUITS
15-09		Huile d'olive et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées.
15-10		Autres huiles et leurs fractions obtenues exclusivement à partir d'olives, même raffinées, mais non chimiquement modifiées et mélanges de ces huiles ou fractions du n° 15-09.
15-11		Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées.
15-12		Huile de tournesol, de carthame ou de coton et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées.
15-17		Margarine : mélanges ou préparations alimentaires de graissés ou d'huiles animales ou végétales ou de fractions de différentes graisses ou huiles du présent chapitre, autres que les graisses et huiles alimentaires et leurs fractions du n° 15-16.
16-02		Autres préparations et conserves de viandes, d'abats ou de sang.
	10-00	- préparations homogénéisées ;
	20-00	- de foies de tous animaux ;
	31-00	- de dinde ;
	39-00	- autres.
16-04		Préparations et conserves de poissons, caviar et ses succédanés préparés à partir d'oeufs de poisson.
17-01		Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide.
17-02		Autres sucres, y compris le lactose, le maltose, le glucose et fructose (lévulose) chimiquement purs, à l'état solide ; sirops de sucres sans addition d'aromatisants ou de colorants ; succédanés du miel, même mélangés de miel naturel ; sucres et mélasses caramélisés.
17-03		Mélasses résultants de l'extraction ou du raffinage du sucre.
17-04		Sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc) .
18-01		Cacao en fèves et brisures de fèves, bruts ou torréfiés.
18-02		Coques, pellicules (pelures) et autres déchets de cacao.
18-03		Pâte de cacao, même dégraissée.
18-04		Beurre, graisse et huile de cacao.

ANNEXE (SUITE)

**LISTE NOMINATIVE DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES IMPORTES
SOUMIS AU CONTROLE DE LA CONFORMITE ET DE LA QUALITE
PREALABLE A LEUR ADMISSION EN ALGERIE**

N° DE LA POSITION TARIFAIRE DU PRODUIT		DESIGNATION DES PRODUITS
18-05		Poudre de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants.
18-06		Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao.
19-01		Extraits de malt ; préparations alimentaires de farines, semoules, amidons, féculs ou extraits de malt, ne contenant pas de poudre de cacao ou en contenant dans une proportion inférieure à 50 % en poids, non dénommées ni comprises ailleurs ; préparations alimentaires de produits des n°s 04-01 à 04-04, ne contenant pas de poudre de cacao ou en contenant dans une proportion inférieure à 10 % en poids, non dénommées ni comprises ailleurs.
19-02		Pâtes alimentaires, même cuites ou farcies (de viande ou d'autres substances) ou bien autrement préparées, telles que spaghetti, macaroni, nouilles, lasagnes, gnocchi, ravioli, cannelloni ; couscous, même préparé.
19-03		Tapioca et ses succédanés préparés à partir de féculs, sous forme de flocons, grumeaux, grains perlés, criblures ou formes similaires.
19-04		Produits à base de céréales obtenus par soufflage ou grillage (corn flakes, par exemple) ; céréales autres que le maïs, en grains, précuites ou autrement préparées.
19-05		Produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie, même additionnés de cacao ; hosties, cachets vides des types utilisés pour médicaments, pains cacheter, pâtes séchées de farine, d'amidon ou de féculs en feuilles et produits similaires.
20-01		Légumes, fruits et autres parties comestibles de plantes, préparés ou conservés au vinaigre ou à l'acide acétique.
20-02		Tomates préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique.
20-03		Champignons et truffes, préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique.
20-04		Autres légumes préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, congelés.
20-05		Autres légumes préparés ou conservés autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique, non congelés.
20-06		Fruits, écorces de fruits et autres parties de plantes, confits ou sucre (égouttés, glacés ou cristallisés).
20-07		Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants.
20-08		Fruits et autres parties comestibles de plantes, autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants ou d'alcool, non dénommés ni compris ailleurs.

ANNEXE (SUITE)

**LISTE NOMINATIVE DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES IMPORTES
SOUMIS AU CONTROLE DE LA CONFORMITE ET DE LA QUALITE
PREALABLE A LEUR ADMISSION EN ALGERIE**

N° DE LA POSITION TARIFAIRE DU PRODUIT		DESIGNATION DES PRODUITS
20-09		Jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants.
21-01		Extraits, essences et concentrés de café, de thé ou de maté et préparation base de ces produits ou base de café, thé ou maté ; chicorée, torréfiée et autres succédanés torréfiés du café et leurs extraits, essences et concentrés.
21-02		Levures (vivantes ou mortes) ; autres micro-organismes monocellulaires morts (à l'exclusion des vaccins du n° 30-02) ; poudres à lever préparées.
21-03		Préparations pour sauces et sauces préparées ; condiments et assaisonnements, composés ; farine de moutarde et moutarde préparée.
21-04		Préparations pour soupes, potages ou bouillons ; soupes, potages ou bouillons préparés , préparations alimentaires, composites homogénéisées.
21-05		Glaces de consommation, même contenant du cacao.
21-06		Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs.
22-01		Eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazéifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées ; glace et neige.
22-02		Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits ou de légumes du n° 20-09.
22-03		Bières de malte.
25-01		Sel (y compris le sel préparé pour la table et le sel dénaturé) et chlorure de sodium pur, même en solution aqueuse ou additionnés d'agents antiagglomérants ou d'agents assurant une bonne fluidité ; eau de mer.

Arrêté interministériel du 20 Dhou El Hidja 1417 correspondant au 27 avril 1997 fixant les spécifications techniques du sucre en poudre ou sucre glace.

Le ministre du commerce;

Le ministre de l'industrie et de la restructuration;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la conformité des produits fabriqués localement ou importés;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 1er du décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992 susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les spécifications techniques applicables au sucre en poudre ou sucre glace.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté, on entend par sucre en poudre ou sucre glace, un sucre blanc (saccharose) finement pulvérisé, avec ou sans adjonction d'un anti-agglutinant.

Art. 3. — Le produit susvisé, sans adjonction d'un anti-agglutinant doit répondre aux spécifications suivantes.

Pouvoir rotatoire :99,7°s au minimum

Teneur en sucre inverti :0,04% m/m au maximum

Cendres conductimétriques :0,04% m/m au maximum

Perte à la dessiccation (3 heures à 105°c) : ...0,1% m/m au maximum

Couleur :60 unités ICUMSA au maximum

Art. 4. — La teneur résiduelle en anhydride sulfureux dans le sucre en poudre ou sucre glace ne doit pas dépasser une concentration de 20mg/kg;

Art. 5. — La nature et la concentration maximale des agents anti-agglutinants utilisés seuls ou en combinaison dans le sucre en poudre, sous réserve qu'il ne contienne pas d'amidon, sont fixées comme suit :

Phosphate de calcium tribasique..... }
Carbonate de magnésium..... }
Stéarate de magnésium..... }
Bioxyde de silicium amorphe..... } 1,5% m/m
Silicate de calcium..... }
Trisilicate de magnésium..... }
Alumino-silicate de calcium..... }

Art. 6. — Le sucre en poudre ou sucre glace ne doit pas contenir plus de 4% d'amidon.

Art. 7. — La nature et les concentrations maximales des contaminants tolérés dans le sucre en poudre ou sucre glace sont déterminées ci-dessous :

Arsenic (As) :1mg/kg
Cuivre (Cu) :2mg/kg
Plomb (Pb) :0,5mg/kg

Art. 8. — Outre les dispositions du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires, la dénomination des produits visés par le présent arrêté doit correspondre à celles prévues à l'article 2 ci-dessus.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Dhou El Hidja 1417 correspondant au 27 avril 1997.

Le ministre de l'industrie Le ministre du commerce
et de la restructuration Bekhti BELAIB.

Abdesselem BOUCHOUAREB.



Arrêté interministériel du 24 Moharram 1418 correspondant au 31 mai 1997 relatif aux spécifications techniques des laits en poudre et aux conditions et modalités de leur présentation.

Le ministre du commerce;

Le ministre de l'agriculture et de la pêche;

Le ministre de la santé et de la population;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la conformité des produits fabriqués localement ou importés;

Vu l'arrêté interministériel du 18 août 1993 relatif aux spécifications et à la présentation de certains laits de consommation ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 1er du décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992 susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les spécifications techniques des laits en poudre destinés à la consommation humaine et de déterminer les conditions et les modalités de leur présentation.

Sont exclus du champ d'application du présent arrêté, les laits en poudre destinés à une alimentation particulière et ceux destinés à la transformation industrielle.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté on entend par lait en poudre ou lait deshydraté ou lait sec, le produit solide obtenu directement par élimination de l'eau du lait, tel que défini dans l'arrêté interministériel du 18 août 1993 relatif aux spécifications et à la présentation de certains laits de consommation.

Art. 3. — Le lait en poudre se présente sous l'aspect d'une poudre de couleur blanche ou légèrement crème, homogène, ne contenant pas d'impuretés, de grumeaux ni de parcelles colorées. Il est franc d'odeur et de saveur.

Art. 4. — La dénomination, « lait entier en poudre » ou « poudre de lait entier » correspond à un lait dont la teneur en matières grasses laitières est égale au minimum à 26% en poids.

Art. 5. — La dénomination « lait partiellement écrémé en poudre » ou « poudre de lait partiellement écrémé », correspond à un lait dont la teneur en matières grasses laitières est supérieure à 1,5% et inférieure à 26 % en poids.

Art. 6. — La dénomination « lait écrémé en poudre » ou « poudre de lait écrémé », correspond à un lait dont la teneur en matières grasses laitières ne doit pas excéder 1,5% en poids.

Art. 7. — Les laits en poudre, objet du présent arrêté, doivent contenir en poids au maximum un taux de 6% de sels minéraux et au minimum 34% des protéines du lait.

Art. 8. — Les taux d'humidité, au moment de l'ouverture de l'emballage, et d'acidité des laits visés ci-dessus sont fixés comme suit :

	HUMIDITE	ACIDITE
Lait entier en poudre	Maximum 3%	de 0,11% à 0,15%
Lait partiellement écrémé en poudre	Maximum 4%	de 0,11% à 0,15%
Lait écrémé en poudre	Maximum 4%	Maximum 0,11%

Art. 9. — Des vitamines et/ou des additifs peuvent être incorporés aux laits en poudre dans les conditions autorisées par la réglementation en vigueur.

Art. 10. — Les laits en poudre destinés au consommateur final, doivent être conditionnés dans des emballages ou des récipients étanches de 500g, 1kg, 2kg, 10kg, fermés, et d'une solidité suffisante.

Art. 11. — Outre les dispositions prévues par le décret n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires; l'étiquetage des laits en poudre préemballés pour la vente au détail doit contenir les indications suivantes :

1. la dénomination de vente « lait » doit être complétée selon le cas par :

— en poudre, sec ou deshydraté;

— entier, partiellement écrémé ou écrémé.

2. le pourcentage de matière grasse laitière, exprimé en poids par rapport au produit;

3. le pourcentage de protéines laitière, exprimé en poids par rapport au produit;

4. le numéro d'identification officiel de l'usine;

5. le numéro du lot.

L'emballage extérieur des laits en poudre doit porter une bande horizontale continue, d'au moins un centimètre de largeur et s'étendant sur tout le pourtour de l'emballage. Cette bande sera de couleur.

Bleue pour les laits en poudre entiers.

Jaune pour les laits en poudre partiellement écrémés.

Rouge pour les laits en poudre écrémés.

Art. 12. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Moharram 1418 correspondant au 31 mai 1997.

P/Le ministre
de l'agriculture
et de la pêche

Le secrétaire général

Ahmed BOUAKANE.

P/Le ministre du commerce
Le secrétaire général

Mohand Amokrane LOUNES.

P/Le ministre de la santé
et de la population

Le secrétaire général

Mohamed Larbi ABBES.

**MINISTERE DE L'INTERIEUR,
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté interministériel du 4 Dhou El Kaada 1418 correspondant au 3 mars 1998 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 8 Moharram 1417 correspondant au 26 mai 1996 portant création, organisation et fonctionnement du comité national de lutte contre les maladies à transmission hydrique.

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement,

Le ministre de la santé et de la population et

Le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire,

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-122 du 30 avril 1990 fixant les attributions du ministre de l'équipement;

Vu le décret exécutif n° 90-124 du 30 avril 1990 fixant les attributions du ministre de la santé;

Vu le décret exécutif n° 94-247 du 2 Rabie Ethani 1415 correspondant au 10 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement;

Vu l'arrêté interministériel du 8 Moharram 1417 correspondant au 26 mai 1996 portant création, organisation et fonctionnement du comité national de lutte contre les maladies à transmission hydrique.

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de l'arrêté interministériel du 8 Moharram 1417 correspondant au 26 mai 1996 portant création, organisation et fonctionnement du comité national de lutte contre les maladies à transmission hydrique.

Art. 2. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 8 Moharram 1417 correspondant au 26 mai 1996 sont complétées par un *article 8 bis* rédigé comme suit :

" Art. 8 bis. — Il est institué au niveau de chaque wilaya un comité de wilaya, des comités de daïras et des comités communaux.

Lorsque le champ d'action d'un ou de plusieurs comités de wilaya couvre un bassin hydrographique complémentaire et solidaire, il peut être créé des comités inter-wilayas par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement, du ministre

de la santé et de la population et du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, qui en fixe la consistance territoriale, les missions, la composition et le fonctionnement".

Art. 3. — Les dispositions des *articles 9 et 10* de l'arrêté interministériel du 8 Moharram 1417 correspondant au 26 mai 1996 susvisé, sont modifiées ainsi qu'il suit :

" Art. 9. — Le comité de wilaya est mis en place par arrêté du wali.

Il se compose des membres suivants :

— le wali ou son représentant, président;

— le directeur de la réglementation et des affaires générales;

— le directeur de la santé et de la population;

— le directeur de l'hydraulique;

— le directeur de la planification et de l'aménagement du territoire;

— le directeur des services agricoles;

— le directeur des mines et de l'industrie;

— le directeur de l'urbanisme et de la construction;

— le représentant de la protection civile;

— l'inspecteur de l'environnement.

Il peut faire appel à toute personne ou organisme dont les compétences sont jugées utiles pour les travaux du comité".

"Art. 10. — Le comité de wilaya se réunit une fois par semaine en séance ordinaire.

Il se réunit en cas de besoin en séance extraordinaire à la demande de l'un de ses membres.

Le secrétariat du comité de wilaya est assuré par les services du secrétariat général de la wilaya".

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Dhou El Kaada 1418 correspondant au 3 mars 1998.

Le ministre de l'intérieur,
des collectivités locales
et de l'environnement

Mostéfa BENMANSOUR

Le ministre de la santé
et de la population

Yahia GUIDOUM

Le ministre de l'équipement
et de l'aménagement du territoire

Abderrahmane BELAYAT

MINISTERE DU COMMERCE**Arrêté interministériel du 16 Joumada Ethania 1419 correspondant au 7 octobre 1998 relatif aux spécifications techniques des yaourts et aux modalités de leur mise à la consommation.**

Le ministre du commerce,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur et ses textes pris en application;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la conformité des produits fabriqués localement ou importés;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du ministre du commerce;

Vu l'arrêté du 18 août 1993 relatif aux spécifications et à la présentation de certains laits de consommation;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de définir les spécifications techniques des yaourts ou yoghourts, dénommés ci-après "yaourt" et les modalités de leur mise à la consommation.

Art. 2. — Le yaourt est le produit laitier coagulé, obtenu par fermentation lactique grâce au développement des seules bactéries lactiques thermophiles spécifiques dites *Lactobacillus bulgaricus* et *Streptococcus thermophilus*, à partir de lait et de produits laitiers tels que définis à l'article 4 ci-dessous.

Les bactéries lactiques thermophiles spécifiques doivent êtreensemencées simultanément et se trouver vivantes dans le produit fini à raison d'au moins 10 millions de bactéries par gramme rapportées à la partie lactée.

Lors de sa mise à la consommation, la quantité d'acide lactique libre contenue dans le yaourt ne doit pas être inférieure à 0,8 gramme pour 100 grammes de produit.

Art. 3. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

— "yaourt gras" le produit dont la teneur minimale en matière grasse laitière est égale à 3% masse par masse;

— "yaourt partiellement écrémé" le produit titrant moins de 3% masse par masse, mais plus de 0,5% masse par masse de matière grasse laitière;

— "yaourt écrémé" le produit dont la teneur en matière grasse laitière est inférieure à 0,5% masse par masse;

— yaourt sucré", le yaourt tel que défini à l'article 2 ci-dessus, auquel ont été uniquement ajoutés un ou plusieurs sucres. Le ou les sucres ajoutés sont l'hydrate de carbone et/ou de l'édulcorant autorisé par la réglementation en vigueur;

— "yaourt aromatisé", le yaourt tel que défini à l'article 2 ci-dessus, auquel ont été ajoutés des aliments aromatisants ou d'autres substances aromatisantes.

Art. 4. — Le yaourt est préparé essentiellement avec du lait pasteurisé, du lait reconstitué ou recombinaison pasteurisé, écrémé ou non, du lait concentré ou du lait sec écrémé ou non, ou de la crème pasteurisée ou un mélange de deux ou plusieurs de ces produits.

L'incorporation, en tant que produit de substitution, de matières grasses et/ou protéiques d'origine non laitière, est interdite.

Art. 5. — La teneur minimale en matière sèche laitière non grasse du yaourt doit être égale à 8,2% masse par masse.

Art. 6. — Les ingrédients suivants peuvent être ajoutés au yaourt : lait sec, lait écrémé en poudre, babeurre non fermenté, lactosérum concentré, lactosérum sec, protéines lactosériques, protéines lactosériques concentrées, protéines lactiques hydrosolubles, caséine alimentaire, caséinates fabriqués à partir de produits pasteurisés, sucre, denrées alimentaires conférant une saveur spécifique, notamment les fruits (frais, en conserve, surgelés, en poudre), les pulpes de fruits, les jus de fruits, les confitures et marmelades de fruits, le chocolat, les ingrédients aromatisants naturels.

Les sucres et autres denrées alimentaires conférant une saveur spécifique peuvent être ajoutés au yaourt dans la limite de 30% en poids du produit fini.

Art. 7. — Outre les dispositions prévues par le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, l'étiquetage des produits définis au présent arrêté, doit comporter :

— la dénomination de vente "yaourt" ou "yoghourt" telle que dénie à l'article 3 ci-dessus, complétée, selon le cas par :

* l'indication de l'espèce animale ou des espèces animales dont le lait provient, dès lors qu'il ne s'agit pas, de lait de vache;

* "au lait cru", "au lait reconstitué", "au lait recombinaison", "au mélange de laits";

* "nature", dans le cas où le produit n'a pas subi d'adjonction de denrées alimentaires conférant une saveur spécifique;

* "sucré", "édulcoré", ou le nom de la matière aromatique utilisée, si le yaourt est sucré, édulcoré ou aromatisé;

* en cas d'adjonction d'un ou plusieurs des ingrédients prévus à l'article 6 ci-dessus, la mention de cet ou de ces ingrédients doit être jointe à la dénomination de vente.

— la mention "gras" si la teneur en matière grasse, calculée sur la partie lactée, est égale au moins à 3% du poids;

— la mention "maigre" si la teneur en matière grasse, calculée sur la partie lactée, est inférieure à 1% en poids;

— le taux de matière grasse;

* la mention "contient des céréales" pour la yaourt contenant ces produits;

* la mention "conserver à" suivie de l'indication de la température à respecter.

Art. 8. — L'entrée en vigueur du présent arrêté est fixée à trois (3) mois à partir de la date de sa publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Joumada Ethania 1419 correspondant au 7 octobre 1998.

Le ministre
du commerce

Bakhti BELAÏB

Le ministre
de l'agriculture et de la pêche

Benalia BELAHOUADJEB

MINISTERE DU COMMERCE**Arrêté interministériel du 21 Chaâbane 1419
coorespondant au 10 décembre 1998 relatif
aux spécifications techniques des beurres
et aux modalités de leur mise à la
consommation.**

Le ministre du commerce,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et,

Le ministre de la santé et de la population ,

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles
générales de protection du consommateur ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418
correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des
membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990,
fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 22 Rabie
Ethani 1411 correspondant au 10 novembre 1990
relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées
alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992,
modifié et complété, relatif au contrôle de la
conformité des produits fabriqués localement ou
importés ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415
correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du
ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 96-66 du 6 Ramadhan 1416
correspondant au 27 janvier 1996 fixant les attributions du
ministre de la santé et de la population ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 Safar 1414
correspondant au 18 août 1993 relatif aux
spécifications et à la présentation de certains laits de
consommation ;

Vu l'arrêté du 5 Safar 1415 correspondant au 14 juillet
1994, modifié et complété, relatif aux spécifications
microbiologiques de certaines denrées alimentaires ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 1er du décret
exécutif n° 92-65 du 12 février 1992 susvisé, le présent
arrêté a pour objet de définir les spécifications techniques
des beurres et les modalités de leur mise à la
consommation.

Art. 2. — Le beurre est le produit gras
dérivé exclusivement du lait et de produits obtenus à
partir du lait sous forme d'une émulsion eau-matière
grasse.

Art. 3. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

— "beurre" : le produit émulsionné défini à l'article 2
ci-dessus présentant pour 100 grammes de produit fini, 82
grammes de matière grasse laitière au minimum,
2 grammes de matière sèche non grasse au maximum et
16 grammes d'eau au maximum ;

— "beurre concentré" : le produit émulsionné défini à
l'article 2 ci-dessus contenant au minimum, pour 100
grammes de produit fini, 95 grammes de matière grasse
laitière ;

— "beurre allégé" : le produit émulsionné défini à
l'article 2 ci-dessus contenant pour 100 grammes de
produit fini, 41 grammes au minimum et 65 grammes au
maximum de matière grasse laitière ;

— "beurre cru" : le produit émulsionné défini à
l'article 2 ci-dessus, obtenu à partir de matière
première laitière n'ayant pas subi au préalable une
pasteurisation.

Art. 4. — A l'exception du beurre cru, tous les beurres
sont préparés à partir de matière première laitière
préalablement pasteurisée.

Art. 5. — Les ingrédients suivants peuvent être ajoutés
aux beurres :

— chlorure de sodium et sel alimentaire ;

— cultures de bactéries lactiques inoffensives et/ou
agents modificateurs de goût ;

— eau.

Art. 6. — Les additifs figurant au tableau annexé au
présent arrêté peuvent être ajoutés aux beurres.

Art. 7. — L'indice de peroxyde dans les beurres est fixé
au maximum à 0,5 milliéquivalent d'oxygène actif par
kilogramme de matière grasse (0,5 meq d'O₂ actif/Kg de
matière grasse).

La teneur en acides gras libres est fixée à 0,35% au maximum, exprimée en acide oléique.

Art. 8. — Les concentrations maximales des contaminants tolérés dans les beurres sont fixées comme suit :

* plomb : 0,05 mg/Kg ;

* fer : 2,0 mg/Kg ;

* cuivre : 0,05 mg/Kg.

Art. 9. — Les beurres cités au présent arrêté peuvent être foisonnés; sous réserve que le taux de foisonnement, c'est à dire le rapport entre le volume du produit foisonné prêt à l'emploi et son volume initial, ne soit pas supérieur à 3,5.

Art. 10. — Les beurres destinés à la vente au détail au consommateur final sont conditionnés dans des emballages de 10 grammes, 125 grammes, 250 grammes et 500 grammes.

Les emballages utilisés sont imperméables et non absorbants. Les matériaux d'emballage préconisés sont notamment le papier sulfurisé, la feuille d'aluminium et le polystyrène.

Art. 11. — Outre les prescriptions du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 susvisé, les beurres comportent les mentions d'étiquetage suivantes :

— la dénomination de vente, telle que mentionnée à l'article 3 ci-dessus ;

— le taux de matière grasse ;

— la liste des additifs utilisés ;

— la mention "foisonné" lorsque ces denrées ont subi le traitement prévu à l'article 9 ci-dessus ;

— la mention "salé" après la dénomination de vente, lorsque la proportion de sel alimentaire ajouté est égale au minimum à 3 grammes et au maximum à 5 grammes dans 100 grammes de beurre ;

— la mention "demi-salé" après la dénomination de vente, lorsque la teneur en sel alimentaire ajouté est inférieure à 3 grammes dans 100 grammes de beurre ;

— l'indication de l'espèce animale, quand le beurre est fabriqué à partir de lait autre que le lait de vache ;

— la mention "cru" pour le beurre cru tel que défini à l'article 3 cidessus ;

— la mention "conserver à" suivie de l'indication de la température à respecter.

A l'exception du beurre conditionné dans des emballages de 10 grammes, l'emballage extérieur des beurres doit porter une bande horizontale continue de 1 cm de largeur et s'étendant sur le pourtour de l'emballage. Cette bande doit être apposée à 1 cm de la base supérieure de l'emballage.

Elle doit être de couleur :

— jaune pour le beurre ;

— bleue pour le beurre concentré ;

— rouge pour le beurre allégé.

Aucune mention ne peut être inscrite à l'intérieur de la bande horizontale.

Art. 12. — Dans les établissements où les beurres et les margarines sont commercialisées au détail, ces deux produits sont exposés à la vente ou mis en vente distinctement, de manière à ne pas créer de confusion dans l'esprit du consommateur sur la nature des produits.

Art. 13. — La margarine et toute autre matière grasse végétale ne peuvent être détenues dans les locaux où s'effectuent exclusivement la fabrication et le conditionnement des beurres.

Art. 14. — Le présent arrêté entrera en vigueur trois (3) mois à partir de la date de sa publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 15. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 21 Chaâbane 1419 correspondant au 10 décembre 1998.

Le ministre du commerce, Le ministre de l'agriculture
et de la pêche,

Bakhti BELAÏB

Benalia BELHOUADJEB

Le ministre de la santé et de la population

Yahia GUIDOUM

TABLEAU ANNEXE
LISTE DES ADDITIFS AUTORISES DANS LES BEURRES

ADDITIFS	DOSES MAXIMALES
1 — BEURRES :	
Antioxygènes	
Acide L. ascorbique, ascorbate de sodium, ascorbate de calcium, acide palmityl 6- ascorbique.	300 mg/Kg, seul ou en mélange.
Extraits d'origine naturelle riches en tocophérols, alpha-tocophérol de synthèse.	500 mg/Kg, seul ou en mélange (uniquement pour les beurres destinés aux industries alimentaires et vendus par quantités unitaires d'au moins 1Kg).
Gallate de propyle, gallate d'octyle, gallate de dodécyle, butyl hydroxy anizol (B.H.A), butyl hydroxy toluène (B.H.T).	100 mg/Kg, uniquement pour les beurres destinés aux industries alimentaires et vendus par quantités unitaires d'au moins 5 Kg
Colorants	
Curcumine, riboflavine, riboflavine 5, phosphate, cochenille, indigotine, chlorophylles, caramel, carbo medicinalis vegetalis, caroténoïdes, xanthophylles, rouge de betterave, anthocyanes.	Bonnes pratique de fabrication (B.P.F).
2 — BEURRE ALLEGE :	
Conservateurs (1)	
Acide sorbique, sorbate de sodium, sorbate de potassium, sorbate de calcium.	2 g/Kg au total
Antioxygènes	
Acide L. ascorbique, ascorbate de sodium, ascorbate de calcium, acide palmityl 6L. ascorbique.	0,3 g/Kg seul ou en mélange
Extraits d'origine naturelle riches en tocophérols, alpha-tocophérol de synthèse, gamma-tocophérol de synthèse, delta-tocophérol de synthèse.	0,3 g/Kg seul ou en mélange
Acidifiants (2)	
Acide lactique, lactate de sodium, lactate de potassium, lactate de calcium. Acide citrique, citrate de sodium, citrate de potassium, citrate de calcium. Glucono delta lactone	3 g/Kg
Emulsifiants	
Mono et diglycérides d'acides gras. Lécithine. Esters acétiques, lactiques, citriques des mono et diglycérides d'acides gras.	20 g/Kg seul ou en mélange

TABLEAU ANNEXE (Suite)

ADDITIFS	DOSES MAXIMALES
Gélifiants Acide alginique, alginate de sodium, alginate de potassium, alginate de calcium, alginate d'ammonium Agar-agar Carraghénanes Farine de graine de caroube Farine de graine de guar Gomme xanthane Carboxyméthylcellulose Pectine et pectine amidée.	10 g/Kg au total dont au maximum 3 g/Kg de carboxy méthylcellulose
Stabilisants Acide orthophosphorique, orthophosphates de sodium, orthophosphates de potassium, orthophosphates de calcium	10 g/Kg au total
Colorants Curcumine Caroténoïdes.	dose strictement nécessaire

(1) Emploi autorisé uniquement si le PH de la phase aqueuse est inférieur ou égal à 5,5.

(2) Dans le cas de produits contenant du lait, l'acidité totale exprimée en acide lactique ne doit pas dépasser de plus de 0,5 g/Kg la teneur maximale indiquée.

CHAPITRE XII

DIVERS

Art. 74. — Documents annexés au cahier des charges.

Sont annexés au présent cahier des charges :

- annexe 1 : les plans du périmètre de concession et des ouvrages concédés ;
- annexe 2 : le règlement général du service des eaux ;
- annexe 3 : le bordereau des prix pour travaux neufs ;
- annexe 4 : le compte d'exploitation prévisionnel.

Seront ultérieurement annexés au présent cahier des charges :

- annexe 5 : l'inventaire des biens confiés au concessionnaire ;
- annexe 6 : le statut du personnel.

Lu et approuvé par le concessionnaire

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE**

**Arrêté interministériel du 18 Dhou El Kaada
1419 correspondant au 6 mars 1999 relatif
aux mesures de lutte applicables en cas de
fièvre aphteuse.**

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le décret n° 72-55 du 21 mars 1972 relative à la police sanitaire des animaux;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice à titre privé de la médecine vétérinaire et de la chirurgie des animaux;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables, notamment ses articles 10 et 11;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 3 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la fièvre aphteuse.

Art. 2. — Toute personne physique ou morale ayant à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'animaux des espèces bovine, ovine, caprine ou cameline, atteints ou suspect d'être atteints de fièvre aphteuse, est tenue d'informer immédiatement le vétérinaire le plus proche ou le président de l'assemblée populaire communale.

Art. 3. — Le vétérinaire, qu'il ait constaté lui même la maladie, ou qu'il ait été informé par le président de l'assemblée populaire communale, doit procéder dans l'exploitation infectée au recensement et à l'identification des animaux malades ou contaminés.

Il ordonne l'isolement des animaux atteints ou suspects par séquestration ou cantonnement et la désinfection des locaux, pâturages et objets exposés à la contagion.

A l'issue de sa visite, le vétérinaire doit informer immédiatement par le moyen le plus rapide, le président de l'assemblée populaire communale et l'inspecteur vétérinaire de wilaya en indiquant les mesures sanitaires dont l'autorité communale est chargée d'assurer l'exécution.

Il utilise le moyen le plus rapide pour déclarer la maladie à l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 4. — Dès qu'il prend connaissance de l'existence ou de la suspicion de fièvre aphteuse, l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté, doit se rendre immédiatement sur les lieux.

Il contrôle les mesures prises par le vétérinaire et les complète autant que de besoin.

Il doit effectuer, ou faire effectuer les prélèvements nécessaires en vue de leur analyse dans un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'agriculture.

Il procède à l'enquête épidémiologique et communique les résultats dès que possible à l'autorité vétérinaire nationale et au wali.

Art. 5. — Dès que l'existence de fièvre aphteuse est confirmée ou fortement suspectée, le wali sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, prend un arrêté portant déclaration d'infection par la fièvre aphteuse qui doit être notifié à toutes les autorités de la wilaya et aux wilayas limitrophes.

Cet arrêté prescrit les mesures sanitaires obligatoires conformément à l'article 11 du décret exécutif n° 95-66 du 21 février 1995 susvisé, et détermine l'étendue du périmètre infecté dans lequel elles sont applicables. Il fixe aussi les limites des zones de séquestration, d'interdiction et d'observation qui sont délimitées en anneau autour du foyer.

Il instaure l'interdiction de circuler pour les animaux sensibles à l'intérieur du périmètre infecté et le contrôle strict de la circulation des animaux sensibles sur une partie ou l'ensemble des axes routiers de la wilaya.

Il interdit l'utilisation des abreuvoirs et points d'eau communs et la mise en pâturage des animaux sensibles sauf s'ils s'y trouvent déjà.

Il interdit l'introduction dans le périmètre infecté de tout animal sensible à la maladie.

L'insémination artificielle est suspendue dans la zone concernée par l'arrêté portant déclaration d'infection.

Art. 6. — Le wali, sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, étend en tant que de besoin, l'arrêté portant déclaration d'infection à l'ensemble de la wilaya.

Art. 7. — Le ministre chargé de l'agriculture peut rendre la vaccination contre la fièvre aphteuse obligatoire sur tout ou une partie du territoire national.

Art. 8. — L'ordre d'abattage des animaux atteints et/ou contaminés de fièvre aphteuse peut être donné par le ministre chargé de l'agriculture, ou par le wali sur proposition de l'autorité vétérinaire nationale. Dans ce cas les propriétaires d'animaux abattus peuvent bénéficier d'une indemnisation.

Art. 9. — L'abattage ordonné pour cause de fièvre aphteuse doit être réalisé dans les délais les plus rapides et peut être effectué selon deux possibilités soumises à la décision du ministre chargé de l'agriculture.

1 — Abattage sur place sous contrôle vétérinaire suivi de l'enfouissement des cadavres et de la désinfection du lieu d'abattage.

2 — abattage au clos d'équarrissage le plus proche soumis à une inspection vétérinaire après transport en véhicule étanche sous couvert d'un laissez-passer délivré par le vétérinaire dûment mandaté et destruction des cadavres. Le laissez-passer doit lui être renvoyé une fois les opérations de destruction terminées.

Le véhicule doit être désinfecté immédiatement après le déchargement des animaux.

La séquestration est levée une fois l'abattage et les opérations de traitement terminées et après désinfection complète des locaux, de l'équipement, du matériel et des personnes.

Au regard du risque de propagation de la maladie que comporte cette possibilité, il importe que ces mesures soient appliquées de façon rigoureuse et qu'elles soient contrôlées par les services vétérinaires.

Art. 10. — Les mesures de désinfection concernent :

* les bâtiments d'élevages qui doivent être préalablement vidés, nettoyés à sec, puis avec l'eau chaude sous pression;

* les cadavres avant leur transport et leur destruction;

* les véhicules ayant servi au transport des cadavres ou des animaux malades et contaminés;

* l'équipement, le matériel d'élevage et tout objet ayant servi à l'élevage;

* le personnel chargé des soins aux animaux;

* les chaussures et les vêtements de travail.

Art. 11. — Les interdictions relatives à la zone de séquestration sont levées par le wali, sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de la wilaya sous réserve que :

— tous les animaux sensibles soient morts ou aient été abattus ou s'il s'est écoulé 21 jours depuis la guérison clinique des animaux sans qu'un autre cas soit apparu.

Dans ce dernier cas tous les animaux séquestrés doivent être marqués.

— la désinfection des locaux et de leurs abords, des objets et de tout matériel souillé ait été réalisée et contrôlée par les services vétérinaires;

— la paille, le fourrage, les objets en bois et en corde aient été brûlés.

La zone de séquestration est alors incluse dans la zone d'interdiction.

Art. 12. — La levée de l'arrêté du wali portant déclaration d'infection intervient deux (2) mois après la levée de la séquestration si aucun nouveau cas de la maladie n'est apparu.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Dhou El Kaada 1419 correspondant au 6 mars 1999.

Le ministre de l'agriculture
et de la pêche

Benalia BELHOUADJEB

Le ministre de l'intérieur,
des collectivités locales
et de l'environnement

Abdelmalek SELLAL

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DE LA POPULATION**

Arrêté interministériel du 3 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 20 mars 1999 portant création, organisation et fonctionnement du comité national chargé de la coordination intersectorielle en matière de protection de la santé du consommateur contre les risques alimentaires.

Le ministre de la justice,

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement,

Le ministre de la santé et de la population,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Le ministre du commerce,

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 28 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé;

Vu la loi n° 87-17 du 1er août 1987 relative à la protection phytosanitaire;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, modifiée, relative à la commune;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement;

Arrêtent :

Article 1er. — Il est créé un comité national chargé de la coordination intersectorielle en matière de protection de la santé du consommateur contre les risques alimentaires, ci-après dénommé "le comité national".

Art. 2. — Le comité national a pour mission de développer la coordination et la concertation entre les institutions et les structures opérationnelles concourant à assurer la protection de la santé du consommateur contre les risques alimentaires.

Art. 3. — Dans le cadre de la mission prévue à l'article 2 ci-dessus, le comité national est chargé notamment :

— d'élaborer et de proposer un programme d'actions annuel axé sur :

* la coordination et la complémentarité des actions de contrôle,

* l'évaluation et l'harmonisation du dispositif législatif et réglementaire en vigueur,

— de susciter toutes actions visant à réaliser l'intégration efficiente des moyens disponibles en vue de réaliser les objectifs arrêtés;

— de veiller à la mise en œuvre du programme arrêté, d'en évaluer les résultats et en faire rapport aux ministres concernés;

— de transmettre un rapport annuel au Chef du Gouvernement le 31 janvier de chaque année;

— d'effectuer des missions d'inspection pour constater l'application des décisions prises;

— d'émettre un avis sur les projets de textes initiés dans ce domaine.

Art. 4. — Le comité national est composé des représentants des ministères :

— de la justice;

— de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement,

— de la santé et de la population,

— de l'agriculture et de la pêche,

— du commerce.

Art. 5. — Le comité national peut faire appel à toute institution, association ou expert en fonction de leurs compétences.

Art. 6. — Le comité national est présidé par le ministre de la santé et de la population.

Art. 7. — Le comité national se réunit tous les deux (2) mois en séance ordinaire. Il peut se réunir en séance extraordinaire en cas de besoin, à l'initiative du président ou à la demande de l'un de ses membres.

Art. 8. — Le secrétariat du comité national est assuré par le ministère de la santé et de la population. Il est chargé :

— de la préparation des réunions du comité national;

— de la convocation des membres du comité national;

— de la tenue des procès-verbaux de séances;

— de la communication des procès-verbaux.

Art. 9. — Dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, le comité national peut recourir à des commissions spécialisées.

Art. 10. — Des comités *ad hoc* de wilaya peuvent être créés au besoin, pour la réalisation des missions déterminées.

Art. 11. — Le comité national élabore et adopte son règlement intérieur. Il fixe la composition et les modalités de fonctionnement des commissions spécialisées.

Art. 12. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 20 mars 1999.

Le ministre de la justice	Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement
---------------------------	---

Mekamcha EL-GHOUTI	Abdelmalek SELLAL
--------------------	-------------------

Le ministre du commerce	Le ministre de la santé et de la population
-------------------------	--

Bakhti BELAIB	Yahia GUIDOUM
---------------	---------------

Le ministre de l'agriculture et de la pêche

Benalia BELHOUADJEB

**MINISTERE DU TRAVAIL,
DE LA PROTECTION SOCIALE
ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

Arrêté du 17 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 3 avril 1999 portant délégation de signature à l'inspecteur général du travail.

Le ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle,

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-407 du 8 Rajab 1417 correspondant au 19 novembre 1996 portant organisation de l'administration centrale du ministère du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle ;

Vu le décret exécutif n° 98-429 du 8 Ramadhan 1419 correspondant au 26 décembre 1998 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 4 Chabâne 1419 correspondant au 23 novembre 1998 portant nomination de M. Mohamed Khiaat, en qualité d'inspecteur général du travail ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Mohamed Khiaat, inspecteur général du travail, à l'effet de signer au nom du ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle, tous actes et décisions, y compris les arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 3 avril 1999.

Hacène LASKRI.

**MINISTERE DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS**

Arrêtés du 3 et 21 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 20 mars et 7 avril 1999 portant délégation de signature à des sous-directeurs.

Le ministre des postes et télécommunications,

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 98-267 du 7 Joumada El Oula 1419 correspondant au 29 août 1998, portant organisation de l'administration centrale du ministère des postes et télécommunications ;

Vu le décret exécutif n° 98-429 du 8 Ramadhan 1419 correspondant au 26 décembre 1998 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret exécutif du 18 Dhou El Kaada 1419 correspondant au 6 mars 1999 portant nomination de M. Kaddour Merouani en qualité de sous-directeur de la planification au ministère des postes et télécommunications ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Kaddour Merouani, sous-directeur de la planification, à l'effet de signer au nom du ministre des postes et télécommunications, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 20 mars 1999.

Mohand Salah YOUYOU.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté interministériel du 26 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 12 avril 1999, modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 10 Rajab 1415 correspondant au 14 décembre 1994, fixant les modalités d'exercice du commerce de troc frontalier avec le Niger et le Mali.

Le ministre du commerce et,

Le ministre délégué auprès du ministre des finances, chargé du budget,

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu la loi n° 90-22 du 18 août 1990 relative au registre de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 95-06 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 relative à la concurrence ;

Vu le décret législatif n° 93-18 du 15 Rajab 1414 correspondant au 29 décembre 1993 portant loi de finances pour 1994, notamment son article 128 ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-37 du 13 février 1991, modifié et complété, relatif aux conditions d'intervention en matière de commerce extérieur ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 Rajab 1415 correspondant au 14 décembre 1994 fixant les modalités d'exercice du commerce de troc frontalier avec le Niger et le Mali ;

Arrêtent :

Article 1er. — *L'article 2 de l'arrêté interministériel du 10 Rajab 1415 correspondant au 14 décembre 1994 fixant les modalités d'exercice du commerce de troc frontalier avec le Niger et le Mali est modifié et complété comme suit :*

"..... les wilayas d'Adrar, d'Illizi, de Tamenghasset et de Tindouf".

(Le reste sans changement).

Art. 2. — *L'article 11 de l'arrêté interministériel du 10 Rajab 1415 correspondant au 14 décembre 1994 fixant les modalités d'exercice du commerce de troc frontalier avec le Niger et le Mali est modifié et complété comme suit :*

"..... limites territoriales des wilayas d'Adrar, d'Illizi, de Tamenghasset et de Tindouf".

(Le reste sans changement).

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 12 avril 1999.

Le ministre du commerce

Bakhti BELAIB

Le ministre délégué auprès
du ministre des finances,
chargé du budget

Ali BRAHITI

**MINISTERE DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

Arrêté interministériel du 4 Moharram 1420 correspondant au 20 avril 1999 portant création, organisation et fonctionnement de la commission mixte de coordination chargée de la promotion des activités de jeunes et des pratiques sportives en milieu scolaire.

Le ministre de la jeunesse et des sports et,

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance n° 76-35 du 16 avril 1976 portant organisation de l'éducation et de la formation ;

Vu l'ordonnance n° 95-09 du 25 Moharram 1415 correspondant au 25 février 1995 relative à l'orientation et au développement du système national de culture physique et sportive, notamment son article 14 ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-118 du 30 avril 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de la jeunesse ;

Vu le décret exécutif n° 94-265 du 29 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 6 septembre 1994 fixant les attributions du ministre de l'éducation nationale ;

Arrêtent :

Article 1er. — Est créée une commission nationale mixte de coordination sous l'autorité du ministre de la jeunesse et des sports et du ministre de l'éducation nationale, dénommée ci-après "commission".

La commission est présidée par les secrétaires généraux des deux ministères.

Art. 2. — La commission est chargée, sous la tutelle des deux ministres, d'émettre des propositions notamment en ce qui concerne :

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DES PERSONNELS	
Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
MOHAMED GHERBI SEDDIK MADANI LYAZID DEHAR	DJAMEL MAZOUNI MOURAD BETTACHE KHALED LAKHDARI	FARIDA BICHBICH HAKIM BOURAHIM MOHAMED RAHAL	SLIMANE MECHEBEK FARIDA SAYAH KOUCHIH FATMA ZOHRA HARZELLI

5) Cinquième commission compétente à l'égard des grades ci-après :

Appariteur principal, appariteur, conducteur auto 1ère catégorie, conducteur auto 2ème catégorie, ouvrier professionnel hors catégorie, ouvrier professionnel 1ère catégorie, ouvrier professionnel 2ème catégorie, ouvrier professionnel 3ème catégorie.

REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION		REPRESENTANTS DES PERSONNELS	
Membres titulaires	Membres suppléants	Membres titulaires	Membres suppléants
MOHAMED GHERBI SEDDIK MADANI MOURAD ABERKANE	LYAZID DEHAR MOURAD BETTACHE KHALED LAKHDARI	ALI NOUGALI AMAR BERKANE NOUI MAREF	MOHAMED IDIR TAFAT AZZEDDINE LARABA MOURAD ZIANI

Monsieur Mohamed Gherbi, directeur de l'administration des moyens préside les commissions. En cas d'empêchement, Monsieur Seddik Madani, sous-directeur des personnels et de la formation est désigné pour le remplacer.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE**

**Arrêté interministériel du 19 Joumada Ethania 1420
correspondant au 29 septembre 1999 fixant les
règles de préparation et de mise à la
consommation des viandes hachées à la demande.**

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Le ministre du commerce et,

Le ministre de la santé et de la population,

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 relatif aux conditions d'hygiène lors du processus de la mise à la consommation des denrées alimentaires;

Vu l'arrêté interministériel du 14 Safar 1415 correspondant au 23 juillet 1994, modifié et complété, relatif aux spécifications microbiologiques de certaines denrées alimentaires;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 31 du décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les règles de préparation et de mise à la consommation des viandes hachées à la demande, destinées à la consommation humaine.

Art. 2. — Les viandes hachées à la demande doivent être préparées sur le champ, à la demande et à la vue du client.

Le découpage à l'avance, en menus morceaux, de pièces de viandes destinées à être hachées à la demande est interdit.

Art. 3. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

• **viandes hachées** : Les viandes qui sont soumises à une opération de hachage en fragments ou à un passage dans un hachoir à vis sans fin dans un magasin de détail, en vue de leur vente directe au consommateur;

• **conditionnement** : La protection des viandes hachées, par l'emploi d'une première enveloppe ou d'un premier contenant en contact direct de la denrée;

• **emballage** : La mise des viandes hachées conditionnées dans un deuxième contenant.

Art. 4. — Les viandes hachées à la demande sont préparées exclusivement à partir de viandes bovines, ovines, caprines, camelines et équines, fraîches, saines et exemptes :

- d'abats et de tissus adipeux de réserve;
- de parties aponévrotiques, de chutes, de déchets de parage et de plaies de saignées;
- de parties tendineuses et de viandes de la tête.

Art. 5. — Les viandes destinées à la préparation des viandes hachées à la demande, doivent être issues d'animaux abattus au niveau de structures d'abattage contrôlées et agréées, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 6. — Les viandes destinées au hachage à la demande, doivent être entreposées en chambre froide à une température comprise entre 0° C et 3° C, jusqu'au moment même de leur hachage.

Art. 7. — Toute viande hachée à la demande non préparée dans les conditions visées aux articles 4, 5 et 6 sus-citées, doit être retirée de la commercialisation et dénaturée, sans préjudice des sanctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 8. — Le conditionnement et l'emballage des viandes hachées à la demande, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Le conditionnement doit se faire notamment dans du papier cellophane ou paraffiné.

Art. 9. — Les instruments, les appareils et tout ustensile utilisés pour le hachage des viandes, doivent être en matériaux résistants à la corrosion et maintenus en parfait état d'entretien.

Ils doivent être régulièrement et soigneusement nettoyés avec de l'eau chaude (+ 82° C) et désinfectés, chaque fois qu'il est nécessaire et obligatoirement en fin de travail.

Les produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Jomada Ethania 1420 correspondant au 29 septembre 1999.

Le ministre de l'agriculture
et de la pêche

Benalia BELHOUADJEB

Le ministre du commerce

Bakhti BELAIB

Le ministre de la santé et de la population

Yahia GUIDOUM.

ANNEXE 5

Les spécifications microbiologiques du cacao en poudre et du beurre de cacao

Produit	n	c	m
1. - Cacao en poudre déshydraté			
Germes aérobies à 30° C	5	2	10 ⁵
Entérobactéries	5	2	1
Staphylococcus aureus	5	2	10 ²
Levures	5	2	<10 ²
Moisissures	5	2	<10
Salmonelles	5	0	Abs
Listeria	2	0	Abs
2. - Beurre de cacao			
Germes aérobies à 30° C	5	2	10 ²
Coliformes fécaux	5	2	Abs
Staphylococcus aureus	5	2	10
Levures	5	2	10
Salmonelles	5	0	Abs

n : nombre d'unités composant l'échantillon.

c : nombre d'unités de l'échantillon donnant des valeurs situées entre «m» et «M» (M : seuil limite d'acceptabilité au-delà duquel les résultats ne sont plus considérés comme satisfaisants, sans pour autant que le produit soit considéré comme toxique).

m : seuil au-dessous duquel le produit est considéré comme étant de qualité satisfaisante. Tous les résultats égaux ou inférieurs à ce critère sont considérés comme satisfaisants.

-----★-----

Arrêté interministériel du 13 Chaâbane 1420 correspondant au 21 novembre 1999 relatif aux températures et procédés de conservation par réfrigération, congélation ou surgélation des denrées alimentaires.

Le ministre du commerce,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Le ministre de la santé et de la population,

Le ministre de l'industrie et de la restructuration et

Le ministre de la petite et moyenne entreprise,

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 relatif aux conditions d'hygiène lors du processus de la mise à la consommation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 94-211 du 9 Safar 1415 correspondant au 18 juillet 1994 fixant les attributions du ministre de la petite et moyenne entreprise ;

Vu le décret exécutif n° 96-66 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant les attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret exécutif n° 96-319 du 15 Joumada El Oula 1417 correspondant au 28 septembre 1996 fixant les attributions du ministre de l'industrie et de la restructuration ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 30 du décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 susvisé, le présent arrêté détermine les températures et les procédés de conservation par réfrigération, congélation ou surgélation des denrées alimentaires.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

— réfrigération : le procédé de conservation qui consiste à abaisser la température de la denrée alimentaire de manière à ce qu'elle soit voisine de celle de la glace fondante (0°C) et à la maintenir à une température au dessus de 0° c.

La durée de réfrigération est limitée suivant le produit, la température et le type de conditionnement.

— congélation : le procédé de conservation qui transforme l'eau contenue dans une denrée alimentaire en glace, sous l'action du froid. Ce procédé doit permettre d'obtenir une température à coeur comprise, selon le produit, entre -10°C et -18°C après stabilisation thermique.

— surgélation : le procédé de conservation par le froid des denrées alimentaires qui consiste en un abaissement ultra-rapide de la température qui atteint au moins -18°C à coeur, après stabilisation thermique.

Art. 3. — Les procédés de congélation sont notamment :

* la congélation par l'air à une température de -20°C à -50°C;

* la congélation par contact direct avec une surface métallique maintenue froide par circulation de liquide réfrigérant;

* la congélation par contact direct avec un liquide cryogénique dont l'évaporation assure l'action réfrigérante.

Art. 4. — Les températures des denrées alimentaires réfrigérées doivent être en tout point de la denrée alimentaire, constamment inférieures ou égales à celles mentionnées ci-dessous :

DENREES ALIMENTAIRES	TEMPERATURES MAXIMALES
1 — Produits de la mer frais, notamment les poissons, crustacés, mollusques	+ 2°C
2 — Abats	+ 3°C
3 — Viandes découpées de boucherie et viandes conditionnées en unité de vente au consommateur	+ 3°C
4 — Plats cuisinés à l'avance	+ 3°C
5 — Plats froids préparés le jour même, sandwichs et fond de sauce	+ 3°C
6 — Pâtisserie fraîche, crème pâtissière, entremets frais	+ 3°C
7 — Volailles, lapins, gibiers	+ 4°C
8 — Produits de charcuterie non stables, notamment le cachir, le pâté et le merguez	+ 4°C
9 — Ovoproduits	+ 4°C
10 — Œufs en coquilles réfrigérés	+ 6°C
11 — Lait cru, lait pasteurisé	+ 6°C
12 — Produits laitiers frais non stérilisés, notamment le yaourt, le lait fermenté et la crème dessert	+ 6°C
13 — Beurre	+ 6°C
14 — Crème fraîche, fromage frais	+ 6°C
15 — Fromage à pâte molle, fromage à pâte persillée	+ 6°C
16 — Autres fromages	entre + 10°C et +15°C
17 — Viandes en carcasses et en quartiers	+ 7°C
18 — Lait destiné à l'industrie	+ 8°C
19 — Toute semi-conserve exceptée celle à base de produits de la pêche	+ 10°C
20 — Produits de charcuterie stables (produits stabilisés par fumage ou fumaison)	+ 15°C
21 — Semi conserves de produits de la pêche, notamment l'anchois	+ 15°C

Art. 5. — Les températures de congélation et de surgélation des denrées alimentaires doivent être en tout point de la denrée alimentaire, constamment inférieures ou égales à celles indiquées dans le tableau ci-dessous.

DENREES ALIMENTAIRES	TEMPERATURES MINIMALES
1 — Abats	– 12°C
2 — Volailles, lapins	– 12°C
3 — Ovoproduits	– 12°C
4 — Beurres, graisses alimentaires y compris la crème destinée à la boulangerie	– 14°C
5 — Produits de la pêche	– 18°C
6 — Viandes	– 18°C
7 — Plats cuisinés	– 18°C
8 — Toutes denrées préparées avec des produits d'origine animale	– 18°C
9 — Cuisses de grenouilles, escargots	– 18°C
10 — Glaces et crème glacées	– 20°C

Art. 6. — Les denrées alimentaires destinées à la congélation ou à la surgélation doivent être dans un parfait état de fraîcheur, exemptes de germes pathogènes et satisfaire aux conditions bactériologiques fixées par la réglementation en vigueur.

Ces produits doivent être préalablement préparés à la congélation ou à la surgélation.

Les fruits et légumes frais à congeler ou à surgeler doivent atteindre avant la congélation ou la surgélation, un stade de développement ou une maturité qui en permet la consommation.

Art. 7. — Conformément à la réglementation en vigueur, l'équipement d'entreposage, de manutention et de transport des produits soumis à congélation et/ou surgélation doit être conçu pour permettre une manutention rapide et efficace des denrées alimentaires, se prêter à un nettoyage facile et complet et construit de manière à ne pas provoquer la contamination de celles-ci.

Art. 8. — Le transport des denrées alimentaires réfrigérées, congelées ou surgelées s'effectue au moyen d'équipements frigorifiques aptes à maintenir ces denrées à une température égale ou inférieure à celle fixée par le présent arrêté.

Art. 9. — Les denrées réfrigérées, congelées ou surgelées doivent être exposées à la vente dans des meubles de vente frigorifiques conçus à cet effet et équipés d'un thermomètre.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Chaâbane 1420 correspondant au 21 novembre 1999.

Le ministre du commerce

Bakhti BELAIB

Le ministre de l'agriculture
et de la pêche

Benalia BELHOUADJEB

Le ministre de l'industrie
et de la restructuration

Abdelmadjid MENASRA

Le ministre de la santé et de la
population

Yahia GUIDOUM

Le ministre de la petite et moyenne entreprise

Bouguerra SOLTANI

**Décrets présidentiels du 5 Rabie El Aouel 1422
correspondant au 28 mai 2001 portant
nomination de consuls de la République
algérienne démocratique et populaire.**

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Mohamed Chaabane, est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Nouadibou (République islamique de la Mauritanie), à compter du 12 février 2001.

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Rabah Djezzar, est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Agades (République du Niger), à compter du 12 février 2001.

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Menad Habbak, est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Gafsa (République tunisienne), à compter du 15 février 2001.

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Abdelmalek Sayah, est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Vitry (République française), à compter du 15 février 2001.

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Abdelkader Kacimi El-Hassani, est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Toulouse (République française), à compter du 27 février 2001.

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Mohamed Bachir Mazzouz, est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Nice (République française), à compter du 27 février 2001.

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Seddik Saoudi, est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Nantes (République française), à compter du 27 février 2001.

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Mohamed Kamel Aloui, est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Nanterre (République française), à compter du 27 février 2001.

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Mohamed Tahar Mameri, est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Bordeaux (République française), à compter du 18 mars 2001.

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Abdelkrim Benchiah est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Alicante (Royaume d'Espagne), à compter du 10 mars 2001.

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Abderrachid Hassani, est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Gao (République du Mali), à compter du 10 mars 2001.

Par décret présidentiel du 5 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 28 mai 2001, M. Omar Abdessamed, est nommé consul de la République algérienne démocratique et populaire à Oujda (Royaume du Maroc), à compter du 24 mars 2001.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DU COMMERCE

**Arrêté interministériel du 3 Rabie El Aouel 1422
correspondant au 26 mai 2001 modifiant et
complétant l'arrêté interministériel du 4 Safar
1416 correspondant au 2 juillet 1995 relatif à la
mise à la consommation des volailles abattues.**

Le ministre du commerce,

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la conformité et de la qualité des produits fabriqués localement ou importés ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995 relatif à la mise à la consommation des volailles abattues ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et compléter l'arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995 susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995 susvisé, sont modifiées comme suit :

"Art. 2. — Au sens des dispositions du présent arrêté, on entend par :

– Volailles abattues :

Tous les oiseaux vivant à l'état domestique tels que les poules, dindes, canards, oies et autres y compris les oiseaux de même espèce que le gibier s'ils sont nés et élevés à la ferme et ayant subi un abattage conforme aux spécifications légales en vigueur et notamment aux dispositions du présent arrêté.

– Viandes de volailles :

Toutes carcasses de volailles ou morceaux de carcasses de volailles.

– Volailles éviscérées :

Les volailles complètement dépourvues de plumes et ayant subi l'ablation totale de la tête, de l'œsophage, du jabot, de la trachée, du cœur, des poumons, du proventricule, du gésier, du foie, des intestins et des pattes."

Art. 3. — L'arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995 susvisé, est complété par un article 2 bis rédigé comme suit :

"Art. 2 bis. — L'éviscération doit être opérée au niveau de l'abattoir, aussitôt après l'abattage."

Art. 4. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995 susvisé, sont modifiées comme suit :

"Art. 3. — Seules les volailles abattues éviscérées et ayant atteint l'âge minimum de sept (7) semaines, sont mises à la consommation."

Art. 5. — Les dispositions du point 2 de l'article 7 de l'arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995 susvisé, sont modifiées comme suit :

"Art. 7. —

Réfrigération :

Sont soumis à la réfrigération, les volailles abattues éviscérées en carcasses ou en morceaux de carcasses ainsi que les abats. La température interne du produit réfrigéré doit être comprise entre 0°C et 4°C".

Art. 6. — L'arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995 susvisé, est complété par un article 10 bis rédigé comme suit :

"Art. 10 bis. — Les volailles abattues éviscérées fraîches, congelées ou surgelées et les carcasses découpées en morceaux doivent être conditionnées avant leur mise à la consommation.

Le conditionnement doit être réalisé au niveau de l'abattoir, après éviscération, nettoyage et essuyage de la volaille."

Art. 7. — Les dispositions de l'article 13 de l'arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995 susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 13. — L'étiquetage des volailles abattues doit comporter :

a) Pour les volailles fraîches :

— la dénomination de l'espèce animale ;

— le numéro d'agrément de l'abattoir délivré par les services vétérinaires officiels ;

— le nom ou la raison sociale et l'adresse de l'abattoir ou du conditionneur ;

— la date d'abattage ;

— la température de conservation ;

— la date limite de consommation exprimée par la mention "à consommer avant le".

b) Outre les indications ci-dessus, l'étiquetage des volailles congelées ou surgelées doit comprendre :

— la mention "surgelée" ou "congelée" ;

— la date de congélation ou surgélation.

Ces mentions sont rédigées en langue arabe de façon visible, lisible et indélébile sur une étiquette apposée sur l'emballage."

Art. 8. — A titre transitoire et dans un délai n'excédant pas une (1) année à compter de la date de publication du présent arrêté, la volaille abattue éviscérée peut ne pas être conditionnée. Dans ce cas, les mentions d'étiquetage citées à l'article 13 de l'arrêté interministériel du 4 Safar 1416 correspondant au 2 juillet 1995 susvisé, sont inscrites sur un écriteau à proximité de la volaille.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 26 mai 2001.

Le ministre du commerce Le ministre de l'agriculture

Mourad MEDELICI.

Saïd BARKAT.

**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES
ET DES WAKFS**

**Arrêté du 14 Rabie El Aouel 1422 correspondant au
6 juin 2001 fixant le contenu du registre
spécifique du bien wakf.**

Le ministre des affaires religieuses et des wakfs,

Vu le décret présidentiel n° 01-139 du 8 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 31 mai 2001 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 89-99 du 27 juin 1989 fixant les attributions du ministre des affaires religieuses;

Vu le décret exécutif n° 91-81 du 23 mars 1991, modifié et complété, relatif à la construction de la mosquée, son organisation, sa gestion et la définition de sa fonction;

Vu le décret exécutif n° 91-82 du 23 mars 1991 portant création de la fondation de la mosquée;

Vu le décret exécutif n° 98-381 du 12 Chaâbane 1419 correspondant au 1er décembre 1998 fixant les conditions et modalités d'administration, de gestion des biens wakfs et leurs protection;

Vu le décret exécutif n° 2000-146 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère des affaires religieuses et des habous;

Vu le décret exécutif n° 2000-200 du 24 Rabie Ethani 1421 correspondant au 26 juillet 2000 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des services des affaires religieuses et des wakfs dans la wilaya;

Vu le décret exécutif n° 2000-336 du 28 Rajab 1421 correspondant au 26 octobre 2000 portant création d'un document testimonial écrit de confirmation du bien wakf et des conditions et modalités de son établissement et de sa délivrance;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 2000-336 du 28 Rajab 1421 correspondant au 26 octobre 2000, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer le contenu du registre spécifique du bien wakf.

Art. 2. — Le registre spécifique du bien wakf cité à l'article 1er ci-dessus est coté et paraphé par les autorités juridiquement compétentes et tenu par le directeur des affaires religieuses et des wakfs territorialement compétent.

Art. 3. — Le registre spécifique du bien wakf comprend obligatoirement les données définies dans le tableau joint en annexe, il sera sous forme d'un classeur dont le volume et les caractéristiques techniques sont définis comme suit:

1 – Un registre de grand format dont le nombre n'est pas inférieur à 365 pages.

2 – une couverture faite de papier cartonné portant la mention suivante :

En haut :

- République algérienne démocratique et populaire;
- Ministère des affaires religieuses et des wakfs;
- Direction des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya de :

Au centre :

- Registre spécifique du bien wakf.

En bas :

- Précision de l'année.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 6 juin 2001.

Bouabdellah GHLAMALLAH.

Art. 4. — Les revenus provenant des activités, prestations et travaux sont, après déduction des charges occasionnées pour leur réalisation, répartis conformément aux dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 98-412 du 18 Chaâbane 1419 correspondant au 7 décembre 1998, susvisé.

Par "**Charges occasionnées**" pour la réalisation des activités, prestations et travaux, on entend :

— l'achat de matières premières pour la fabrication d'objets ou matières ;

— l'achat de matériels et /ou outillages servant à la réalisation des prestations de services ;

— les frais occasionnés par la production des biens et services tels que les dépenses de personnels, l'amortissement des équipements, la consommation d'énergie, le transport, les déplacements ;

— le paiement des prestations spécifiques réalisées dans ce cadre par les tiers.

Art. 5. — Les recettes et dépenses relatives aux activités, prestations et travaux visés à l'article 1er ci-dessus doivent obligatoirement être consignées dans une rubrique hors-budget, sur un registre auxiliaire ouvert à cet effet par l'agent comptable de l'établissement.

Art. 6. — Les recettes ne peuvent provenir que des activités, prestations et travaux énumérés à l'article 1er ci-dessus.

Art. 7. — Les recettes constatées par l'ordonnateur sont encaissées, soit par l'agent comptable, soit par un régisseur désigné à cet effet.

Art. 8. — L'ensemble des articles et produits réalisés dans le cadre des présentes dispositions devront faire l'objet d'une inscription en comptabilité matière.

Art. 9. — La prime d'intéressement, allouée à chaque agent ayant participé aux travaux, activités et prestations visés à l'article 1er ci-dessus, est fixée conformément aux dispositions des articles 4 et 5 du décret exécutif n° 98-412 du 18 Chaâbane 1419 correspondant au 7 décembre 1998, susvisé.

Art. 10. — Les dispositions de l'arrêté du 12 Rajab 1417 correspondant au 23 novembre 1996, susvisé, sont abrogées.

Art. 11. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Chaâbane 1422 correspondant au 3 novembre 2001.

Mohamed MAGHLAOU.

MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

Arrêté interministériel du 22 Rajab 1422 correspondant au 10 octobre 2001 complétant l'arrêté du 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché de mollusques bivalves vivants.

Le ministre de la pêche et des ressources halieutiques,

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret présidentiel n° 01-139 du 8 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 31 mai 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania correspondant au 11 novembre 1995, complété, fixant les modalités d'inspection vétérinaire des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Vu le décret exécutif n° 96-121 du 18 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 6 avril 1996 fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche, notamment son article 38 ;

Vu le décret exécutif n° 99-158 du 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999 fixant les mesures d'hygiène et de salubrité applicables lors du processus de la mise à la consommation des produits de la pêche ;

Vu le décret exécutif n° 2000-123 du 7 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 10 juin 2000 fixant les attributions du ministre de la pêche et des ressources halieutiques ;

Vu l'arrêté du 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché de mollusques bivalves vivants ;

Arrêtent :

Article. 1er. — Le présent arrêté a pour objet de compléter les dispositions de l'arrêté du 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997, susvisé.

Art. 2. — Il est inséré au niveau de l'article 4 de l'arrêté du 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997, susvisé, un tiret rédigé comme suit :

— "le taux de "amnesic shellfish poisoning (ASP)" dans les parties comestibles des mollusques (corps entier ou toute partie consommable séparément) ne doit pas dépasser 20 microgrammes (μ g) d'acide domoïque par gramme".

Art. 3. — Il est inséré dans les dispositions de l'arrêté du 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997, susvisé, les articles 12 bis, 12 ter, 12 quater et 12 quinquies rédigés comme suit :

"Art. 12 bis. — Un document d'enregistrement pour l'identification des lots de mollusques bivalves vivants doit accompagner chaque lot durant le transport de la zone de production à un centre d'expédition, un centre de purification, une zone de reparcage ou un établissement de transformation. Le document est délivré par l'autorité vétérinaire territorialement compétente à la demande du producteur.

Pour chaque lot, le producteur doit compléter, lisiblement et de manière indélébile, les parties concernées du document d'enregistrement, qui doivent comporter les informations suivantes :

- l'identité et l'adresse du producteur ;
- la date de la récolte ;
- la localisation de la zone de production, décrite de façon aussi détaillée que possible ;
- le statut sanitaire de la zone de production ;
- l'espèce de coquillages et leur quantité, indiquée de façon aussi précise que possible ;
- le numéro d'agrément du producteur ;
- l'endroit de destination pour le conditionnement, le reparcage, la purification ou la transformation.

Le document d'enregistrement est daté et signé par le producteur. Un modèle de ce document est joint en annexe".

"Art. 12 ter. — Les documents d'enregistrement doivent être numérotés de façon continue.

L'autorité vétérinaire territorialement compétente tient un registre indiquant les noms des personnes collectant les mollusques bivalves vivants ainsi que le nombre de documents d'enregistrement qui leur ont été délivrés.

Le document d'enregistrement doit être daté pour la livraison de chaque lot de mollusques bivalves vivants à un centre d'expédition, à un centre de purification, à une zone de reparcage ou à un établissement de transformation et doit être conservé par le producteur et les responsables de ces centres, zones ou établissements au moins trois (3) ans.

Toutefois, si la récolte des mollusques bivalves vivants de la zone de production, est effectuée par le personnel du centre d'expédition, du centre de purification, de la zone de reparcage ou de l'établissement de transformation de destination, le document d'enregistrement est remplacé par une autorisation permanente de transport accordée par l'autorité vétérinaire territorialement compétente".

"Art. 12 quater. — Les lots de mollusques bivalves vivants récoltés sur la zone de reparcage doivent, pendant leur transport vers le centre d'expédition, le centre de

purification, ou l'établissement de transformation agréés, être accompagnés d'un document d'enregistrement comportant outre les mentions prévues à l'article 12 bis du présent arrêté, notamment la localisation et le numéro d'agrément de la zone de reparcage et l'indication de la durée de reparcage effectué ainsi que toute autre information nécessaire à l'identification et la traçabilité du produit.

Toutefois, cette exigence n'est pas requise dans le cas où le même personnel intervient aussi bien sur la zone de reparcage que dans le centre d'expédition, le centre de purification ou l'établissement de transformation.

Le document d'enregistrement est daté et signé par le responsable de la zone de reparcage. Un modèle de ce document est joint en annexe".

"Art. 12 quinquies. — Les établissements de purification n'acceptent des lots de mollusques bivalves vivants que s'ils sont accompagnés du document d'enregistrement.

Les centres de purification qui acheminent des lots de mollusques bivalves vivants vers des centres d'expédition, doivent fournir un document d'enregistrement comportant, outre les mentions prévues à l'article 12 bis du présent arrêté, les informations suivantes :

- le numéro d'agrément du centre de purification ;
- l'adresse du centre de purification ;
- l'indication de la durée de la purification effectuée, conformément à l'article 6 du présent arrêté ;
- les dates d'entrée et de sortie du centre de purification ;
- toute autre information nécessaire à l'identification et la traçabilité du produit.

Le document d'enregistrement est daté et signé par le responsable de l'établissement de purification. Un modèle de ce document est joint en annexe".

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Rajab 1422 correspondant au 10 octobre 2001.

Le ministre de la pêche
et des ressources halieutiques

Amar GHOUL

Le ministre
de l'agriculture

Saïd BARKAT

ANNEXE

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT ET D'IDENTIFICATION
DES MOLLUSQUES BIVALVES VIVANTS

N° /

- Identité et adresse du producteur :
- Date de la récolte :
- Localisation de la zone de production (décrite de façon aussi détaillée que possible) :
- Statut sanitaire de la zone de production :
- Espèce de coquillages :
- Quantité :
- Numéro d'agrément et endroit de destination pour ⁽¹⁾.
- Le conditionnement : ☐
- Le reparcage : ☐
- La purification : ☐
- La transformation : ☐

Zone de reparcage ⁽²⁾ :

- Numéro d'agrément de la zone :
- Localisation de la zone :
- Durée de reparcage :
- Destination :
- Autres informations :

Centre de purification ⁽³⁾ :

- Numéro d'agrément du centre :
- Localisation du centre :
- Durée de purification :
- Date d'entrée du lot : Date de sortie
- Destination :
- Autres informations :

**Signature du producteur/responsable
de l'établissement considéré**

Fait à le

(1) Cocher la case concernée.

(2) Section devant être renseignée par le responsable de la zone de reparcage.

(3) Section devant être renseignée par le responsable du centre de purification.

Ce document d'enregistrement doit être conservé par les responsables du centre d'expédition, de purification, de la zone de reparcage ou établissement de transformation et par le producteur au moins trois ans.

**Arrêté interministériel du 22 Rajab 1422
correspondant au 10 octobre 2001 complétant
l'arrêté du 3 Safar 1418 correspondant au 8 juin
1997 fixant les conditions et les modalités de
pêche des coquillages vivants.**

Le ministre de la pêche et des ressources halieutiques,

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret présidentiel n° 01-139 du 8 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 31 mai 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 99-158 du 7 Rabie Ethani 1420 correspondant au 20 juillet 1999 fixant les mesures d'hygiène et de salubrité applicables lors du processus de la mise à la consommation des produits de la pêche ;

Vu le décret exécutif n° 2000-123 du 7 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 10 juin 2000 fixant les attributions du ministre de la pêche et des ressources halieutiques ;

Vu l'arrêté du 3 Safar 1418 correspondant au 8 juin 1997 fixant les conditions et les modalités de pêche des coquillages vivants ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de compléter les dispositions de l'arrêté du 3 Safar 1418 correspondant au 8 juin 1997, susvisé.

Art. 2. — Il est inséré dans les dispositions de l'arrêté du 3 Safar 1418 correspondant au 8 juin 1997, susvisé, les articles 5 bis, 5 ter, 11 bis, 11 ter et 11 quater rédigés comme suit :

"Art. 5 bis. — La surveillance de plancton toxique doit assurer le suivi des niveaux et tendances des populations phytoplanctoniques et l'alerte dont l'objectif principal est la protection de santé publique, mais également la protection des colonies des coquillages vivants.

Sont concernés par cette surveillance les points de suivi régulièrement répartis sur le littoral et qui ont été jugés relativement représentatifs d'une zone".

"Art. 5 ter. — Les fréquences des prélèvements d'eau sont définies selon la saison et comme suit :

- deux fois par mois de septembre à avril ;
- une fois par semaine de mai à août.

Les prélèvements sont effectués en surface ou subsurface et les observations sont faites sur des échantillons vivants et fixés.

Un dénombrement systématique de toutes les espèces phytoplanctoniques présentes, est obligatoirement effectué deux fois par mois".

"Art. 11 bis. — Toute mortalité anormale ou tout autre symptôme pouvant constituer une suspicion de maladies des mollusques, doivent être déclarés dans les meilleurs délais à l'autorité vétérinaire territorialement compétente. Cette dernière suspend immédiatement l'agrément de la zone.

Un prélèvement de mollusque malade doit être adressé au laboratoire agréé en vue de la recherche des agents de maladies.

Les résultats des examens sont communiqués immédiatement à l'autorité vétérinaire territorialement compétente.

En cas de résultats positifs, l'autorité vétérinaire territorialement compétente retire l'agrément de la zone.

La fermeture temporaire ou définitive d'une zone de récolte doit être annoncée immédiatement par l'autorité compétente aux professionnels concernés, notamment aux producteurs et aux responsables des centres de purification et des centres d'expédition".

"Art. 11 ter. — Au cas où une zone de récolte est temporairement fermée, l'autorité vétérinaire territorialement compétente cesse de délivrer les documents d'enregistrement pour cette zone et suspend immédiatement la validité de tous les documents d'enregistrement déjà délivrés".

"Art. 11 quater. — Il ne peut être procédé au rétablissement de l'agrément de la zone initiale que dans les cas où :

- les mollusques atteints ou contaminés ont été éliminés ;
- les installations et le matériel ont été désinfectés selon une procédure agréée par l'autorité vétérinaire territorialement compétente".

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Rajab 1422 correspondant au 10 octobre 2001.

Le ministre de la pêche
et des ressources
halieutiques
Amar GHOUL

Le ministre
de l'agriculture
Saïd BARKAT

La commission locale d'inspection peut faire appel pour les besoins de ses travaux à toute personne qualifiée ou organisme susceptible de lui apporter son concours.

Art. 3. — Les membres de la commission locale d'inspection sont désignés nominativement par décision du ministre chargé de la marine marchande pour une durée de trois (3) ans.

Le mandat des membres désignés en raison de leurs fonctions cesse avec celles-ci. En cas d'interruption du mandat de l'un quelconque des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes. Le membre nouvellement désigné lui succède jusqu'à l'expiration du mandat.

Art. 4. — Le secrétariat de la commission locale d'inspection est assuré, selon le cas, par le chef de station maritime principale ou par le chef de station maritime concernée.

Art. 5. — La commission locale d'inspection se réunit autant de fois que nécessaire sur convocation de son président.

Art. 6. — La commission locale d'inspection ne peut valablement délibérer que si les deux tiers ($\frac{2}{3}$) au moins de ses membres sont présents.

Art. 7. — Les délibérations de la commission locale d'inspection sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 8. — Les conclusions de la commission locale d'inspection peuvent prendre la forme :

- d'un avis favorable ;
- d'un avis défavorable ;
- d'un avis favorable assorti de réserves.

Art. 9. — Les conclusions de la commission locale d'inspection sont consignées sur le registre des procès-verbaux de visites signés par les membres présents et le président. Elles font l'objet de notification par le président à l'armateur du navire visité et à la commission centrale de sécurité de la navigation maritime.

Art. 10. — Les dispositions de l'arrêté du 15 juillet 1982, susvisé, sont abrogées.

Art. 11. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 7 mai 2003.

Abdelmalek SELLAL.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté interministériel du 17 Dhou El Kaada 1423
correspondant au 20 janvier 2003 définissant les
mesures de prévention et de lutte spécifiques aux
salmonelloses aviaires à salmonella enteritidis,
typhimurium, typhi, arizona, dublin, paratyphi et
pullorum gallinarum.**

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme
hospitalière,

Le ministre du commerce,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani
1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination
des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990,
modifié et complété, fixant les attributions du ministre de
l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415
correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du
ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415
correspondant au 22 février 1995, modifié et complété,
fixant la liste des maladies animales à déclaration
obligatoire et les mesures générales qui leur sont
applicables ;

Vu le décret exécutif n° 96-66 du 7 Ramadhan 1416
correspondant au 27 janvier 1996 fixant les attributions du
ministre de la santé et de la population ;

Vu l'arrêté interministériel du 1er septembre 1984
portant institution d'un comité national et des comités de
wilaya de lutte contre les zoonoses ;

Vu l'arrêté interministériel du 14 Safar 1415
correspondant au 23 juillet 1994, modifié et complété,
relatif aux spécifications microbiologiques de certaines
denrées alimentaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Chaoual 1415
correspondant au 27 mars 1995 définissant les mesures
générales de prévention en élevage avicole ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 3 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan
1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et
complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer
les mesures de prévention et de lutte spécifiques aux
salmonelloses à salmonella enteritidis, typhimurium,
typhi, arizona, dublin, paratyphi et pullorum gallinarum.

Art. 2. — Sont reconnus atteints de salmonelloses à *salmonella enteritidis*, *typhimurium*, *typhi*, *arizona*, *dublin*, *paratyphi* et *pullorum gallinarum* :

a) les sujets, poussins ou adultes, sur lesquels a été isolé l'un de ces germes, quel que soit le type de production ;

b) les sujets adultes ayant une sérologie positive avec une bactériologie positive de :

— la litière (prélèvement effectué autour des abreuvoirs) ;

— l'eau de boisson (contenue dans les abreuvoirs) ;

— les fientes (prélèvement effectué sur fond de cage) ;

— le duvet des poussins à l'éclosion.

c) les œufs sur lesquels le germe a été isolé.

Art. 3. — Dès la confirmation de l'une des salmonelles citées à l'article 2 ci-dessus, le vétérinaire est tenu d'en faire immédiatement la déclaration à l'inspection vétérinaire de wilaya et à l'autorité vétérinaire nationale, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 4. — A l'exception de la somonellose à *salmonella pullorum gallinarum*, dès la confirmation de l'une des salmonelloses citées à l'article 2 ci-dessus, l'inspecteur vétérinaire de wilaya est tenu d'informer le directeur du commerce et le directeur de la santé territorialement compétents.

Art. 5. — Sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, le wali déclare l'infection par arrêté et édicte les mesures sanitaires suivantes :

1) A l'égard des animaux de l'exploitation :

— séquestration de l'élevage ;

— si le cheptel avicole est constitué de poussins, la destruction et l'incinération doivent être immédiates ;

— si le cheptel avicole est constitué de sujets adultes, l'abattage sanitaire est ordonné et doit être effectué sous huitaine, au niveau d'un abattoir agréé ;

— en présence de salmonellose à *salmonella pullorum gallinarum*, la viande issue de cet abattage pourra être livrée à la consommation humaine à condition que le transport de cette viande soit effectué en véhicule réfrigéré, étanche et sous couvert d'un laissez-passer délivré par l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou de son représentant dûment mandaté, pour éviter toute propagation des germes.

— en présence de salmonellose à *salmonella enteritidis*, *typhimurium*, *typhi*, *arizona*, *dublin* et *paratyphi*, sur demande de l'éleveur et sous contrôle officiel, les produits issus de cet abattage ne pourront être livrés à la consommation humaine que s'ils ont subi un traitement thermique à une température de 65°C pendant 10 mn au minimum et que les résultats d'analyses *a posteriori* en matière de salmonelloses soient négatifs conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 14 Safar 1415 correspondant au 23 juillet 1994, susvisé ;

— les véhicules ayant transporté le cheptel avicole concerné, avant et après abattage, doivent être désinfectés immédiatement après utilisation ;

— la destruction de tous les œufs issus de cet élevage sauf en cas de présence de salmonellose à *salmonella pullorum gallinarum* où les œufs seront autorisés à la consommation humaine.

2/ A l'égard des œufs à couvrir et des poussins éclos dans un couvoir :

— séquestration du couvoir ;

— arrêt de l'incubation de ces œufs ;

— destruction de tous les œufs et de tous les poussins éclos.

Art. 6. — Une enquête épidémiologique doit être effectuée par l'inspection vétérinaire de wilaya afin de détecter l'origine de l'infection.

Art. 7. — La remise en exploitation des bâtiments d'élevage et d'accouaison ne pourra avoir lieu que si une désinfection des murs, du sol et de tout le matériel d'élevage a été effectuée, que ces infrastructures ont été vidées pendant un (1) mois et qu'un contrôle bactériologique de cette désinfection sur des prélèvements de surface sur les murs et le matériel d'élevage s'est révélé négatif.

Art. 8. — Le traitement anti-infectieux du cheptel avicole reconnu atteint de salmonellose à *salmonella enteritidis*, *typhimurium*, *typhi*, *arizona*, *dublin*, *paratyphi* et *pullorum gallinarum*, est interdit.

Art. 9. — Lorsque toutes les mesures sanitaires prescrites ont été effectuées, l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté, s'assure de leur exécution, en particulier la désinfection, le contrôle bactériologique et l'extinction du foyer. L'inspecteur vétérinaire de wilaya adresse un rapport au wali et à l'autorité vétérinaire nationale déclarant la fin de l'infection qui sera prononcée par arrêté du wali conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Dhou El Kaada 1423 correspondant au 20 janvier 2003.

Le ministre de la santé,
de la population
et de la réforme hospitalière

Abdelhamid ABERKANE

Le ministre
du commerce

Nouredine BOUKROUH

Le ministre de l'agriculture et du développement rural

Saïd BARKAT

— un compresseur d'air de 10 bars ;

— une table de travail, un étau et un cric roulant, une caisse à outils pour la mécanique et l'électricité, une perceuse, une tronçonneuse et enfin une meule.

Art. 3. — La superficie minimale du centre de conversion exigée est de :

— 60 m2 pour un centre de conversion de véhicules légers ;

— 90 m2 pour un centre de conversion de véhicules lourds.

Art. 4. — L'atelier doit comprendre un élévateur, et/ou une fosse destinée au contrôle du montage de kits.

La fosse doit être aménagée selon les dimensions suivantes :

— largeur : 80 cm ;

— profondeur : 1,60 m.

La longueur de la fosse doit être de telle sorte que le technicien chargé de l'installation ou de la maintenance du kit peut intervenir facilement.

Celle-ci doit être éclairée et l'échelle doit être pourvue d'un revêtement anti-dérapant.

Art. 5. — Le personnel employé doit satisfaire aux conditions suivantes :

— justifier d'un profil au minimum de technicien en mécanique ;

— être qualifié en matière d'installation d'équipement gaz naturel comprimé carburant et justifier d'une attestation de stage préalable en matière d'installation d'équipement gaz naturel comprimé carburant auprès d'un centre spécialisé dûment habilité par le ministère chargé des mines.

Art. 6. — L'exploitant doit exercer l'activité de conversion dans le strict respect de normes de sécurité et d'hygiène et d'environnement. Il est le seul responsable des dommages matériels et/ou corporels causés.

Art. 7. — Des contrôles périodiques ou inopinés de vérification de conformité aux normes de sécurité et d'hygiène et d'environnement, sont effectués par les services de la direction des mines et de l'industrie de la wilaya.

Art. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Rabie El Aouel 1426 correspondant au 10 avril 2005.

Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur
et des collectivités locales,

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid

Le ministre
de l'énergie
et des mines

Chakib KHELIL

Le ministre de l'aménagement
du territoire
et de l'environnement

Chérif RAHMANI

Le ministre
de l'industrie,

Lachemi DJAABOUBE

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté interministériel du 24 Safar 1426 correspondant au 4 avril 2005 modifiant l'arrêté interministériel du 28 Chaâbane 1418 correspondant au 28 décembre 1997 fixant la liste des produits de consommation présentant un caractère de toxicité ou un risque particulier ainsi que les listes des substances chimiques dont l'utilisation est interdite ou réglementée pour la fabrication desdits produits.

Le ministre du commerce,

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière,

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et de la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 8 Chaâbane 1412 correspondant au 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la conformité des produits fabriqués localement ou importés ;

Vu le décret exécutif n° 96-66 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant les attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu l'arrêté interministériel du 28 Chaâbane 1418 correspondant au 28 décembre 1997 fixant la liste des produits de consommation présentant un caractère de toxicité ou un risque particulier ainsi que les listes des substances chimiques dont l'utilisation est interdite ou réglementée pour la fabrication desdits produits ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le tiret n° 19 « Denrées alimentaires contenant des édulcorants intenses », de la première partie de l'annexe 1 «liste des produits de consommation présentant un caractère de toxicité ou un risque particulier» prévu par les dispositions de l'article 2 de l'arrêté interministériel du 28 Chaâbane 1418 correspondant au 28 décembre 1997, susvisé, est abrogé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Safar 1426 correspondant au 4 avril 2005.

Le ministre
du commerce

Noureddine BOUKROUH

Le ministre de la santé, de
la population et de la réforme
hospitalière

Mourad REJIMI

Décision du 18 Rajab 1426 correspondant au 23 août 2005 portant création d'un bureau de douane à Skikda.

— — — —

Le directeur général des douanes,

Vu la loi n° 79-07 du 21 juillet 1979, modifiée et complétée, portant code des douanes, notamment son article 32 ;

Vu le décret exécutif n° 91-76 du 16 mars 1991, modifié et complété, portant organisation et fonctionnement des services extérieurs de l'administration des douanes ;

Vu l'arrêté du 16 Joumada Ethania 1419 correspondant au 7 octobre 1998, modifié et complété, fixant l'implantation et la compétence territoriale des directions régionales et des inspections divisionnaires des douanes ;

Vu la décision du 7 août 1991, modifiée et complétée, portant classement des recettes des douanes ;

Vu la décision du 13 Chaoual 1420 correspondant au 19 janvier 2000, modifiée et complétée, relative aux bureaux de douane ;

Décide :

Article 1er. — Il est créé à Skikda, un bureau de recette de douane, spécialisé dans le traitement des litiges douaniers, dénommé "Skikda – Contentieux", code comptable 21.202.

Art. 2. — Le bureau prévu à l'article 1er ci-dessus est chargé de l'ensemble des actes liés à la gestion des litiges douaniers, aux poursuites judiciaires, au recouvrement forcé des droits, taxes et amendes encourues, à la conservation et à la vente des marchandises saisies, confisquées ou abandonnées, et qui sont consécutifs aux contentieux douaniers formalisés par les inspections principales des bureaux de douane et les services des douanes et de l'Etat, compétents en matière de lutte contre la fraude et la contrebande et exerçant leurs activités dans la circonscription territoriale de l'inspection divisionnaire des douanes de Skikda.

Art. 3. — La recette des douanes rattachée à ce bureau est classée en 1ère catégorie.

Art. 4. — La gestion des affaires contentieuses en instance auprès du bureau de douane de plein exercice de Skikda (code 21.201) est transféré au bureau de douane visé à l'article 1er ci-dessus.

Art. 5. — La liste annexée à la décision du 13 Chaoual 1420 correspondant au 19 janvier 2000, modifiée et complétée, susvisée, est complétée en conséquence.

Art. 6. — Le tableau annexé à la décision du 7 août 1991, modifiée et complétée, susvisée, est complété en conséquence.

Art. 7. — La date d'ouverture de ce bureau sera fixée par décision du directeur général des douanes.

Art. 8. — Le directeur régional des douanes à Constantine et le chef de l'inspection divisionnaire des douanes de Skikda, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Rajab 1426 correspondant au 23 août 2005.

Sid Ali LEBIB.

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté interministériel du 2 Chaâbane 1426 correspondant au 6 septembre 2005 fixant les modalités de rétribution des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, mandatés et réquisitionnés lors de la réalisation des campagnes de vaccination anticlaveuse, antiaphteuse, antirabique contre la brucellose et toute autre action prophylactique, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale.

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-57 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995, modifié et complété, fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire » ;

Vu le décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003 fixant les modalités de mobilisation des vétérinaires en cas d'épizootie et lors d'opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 Moharram 1425 correspondant au 24 février 2004 fixant les modalités de rétribution des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, mandatés et réquisitionnés lors de la réalisation des campagnes de vaccination anticlaveuse, antiaphteuse et antirabique, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale ;

Vu l'arrêté du 28 Ramadhan 1424 correspondant au 30 novembre 2003, modifié et complété, fixant les modalités d'attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 4 du décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la rétribution des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, mandatés et réquisitionnés lors de la réalisation des campagnes de vaccination anticlaveuse, antiaphteuse, antirabique, contre la brucellose et toute autre action prophylactique, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 2. — Les honoraires des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, mandatés et réquisitionnés sont fixés comme suit :

- dix dinars (10 DA) par tête ovine ou caprine vaccinée ;
- trente dinars (30 DA) par tête bovine, cameline ou équine vaccinée ;
- cent dinars (100 DA) par tête bovine, ovine, caprine, cameline ou équine prélevée ;
- cinquante dinars (50DA) par tête bovine, ovine, caprine, cameline ou équine dépistée.

Art. 3. — La rétribution des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, mandatés et réquisitionnés pour la vaccination anticlaveuse, antiaphteuse, antirabique contre la brucellose et toute autre action prophylactique ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale s'effectuera par décision du ministre chargé de l'agriculture sur "le Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire" et sur présentation d'un dossier administratif comportant un bilan mensuel et/ou un bilan final, les originaux des certificats vétérinaires contresignés par l'inspecteur vétérinaire de wilaya, ainsi qu'une copie du cahier des charges dûment signé et une copie du mandat sanitaire.

Art. 4. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 3 Moharram 1425 correspondant au 24 février 2004, susvisé, sont abrogées.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Chaâbane 1426 correspondant au 6 septembre 2005.

Le ministre des finances	Le ministre de l'agriculture et du développement rural
Mourad MEDELICI	Saïd BARKAT

-----★-----

Arrêté du 6 Joumada El Oula 1426 correspondant au 13 juin 2005 rendant obligatoire la vaccination contre la brucellose des animaux des espèces ovine et caprine.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables, notamment son article 20 (alinéa 3) ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 Chaâbane 1416 correspondant au 26 décembre 1995 fixant les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la brucellose ovine et caprine ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 20 (alinéa 3) du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de rendre obligatoire la vaccination contre la brucellose des animaux des espèces ovine et caprine dans les zones qui sont définies par décision de l'autorité vétérinaire.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Joumada El Oula 1426 correspondant au 13 juin 2005.

Saïd BARKAT.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté interministériel du 7 Dhou El Kaada 1432
correspondant au 5 octobre 2011 déterminant la
composition et les conditions de fonctionnement
de la commission chargée d'étudier les demandes
des établissements pour la fabrication et la vente
en gros des médicaments à usage vétérinaire.**

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme
hospitalière,

Le ministre du commerce,

Vu le décret n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et
complété, fixant les conditions d'exercice, à titre privé, des
activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des
animaux ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada
Ethanias 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990,
modifié et complété, fixant les attributions du ministre de
l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990 fixant
les conditions de fabrication, de mise en vente et de
contrôle des médicaments vétérinaires, notamment ses
articles 3 et 5 ;

Vu le décret exécutif n° 96-66 du 6 Ramadhan 1416
correspondant au 27 janvier 1996 fixant les attributions du
ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423
correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions
du ministre du commerce ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 3 du décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990,
susvisé, le présent arrêté a pour objet de déterminer la
composition et les conditions de fonctionnement de la
commission chargée d'étudier les demandes d'accord
préalable et les autorisations administratives des
établissements pour entreprendre la fabrication ou la vente
en gros de médicaments à usage vétérinaire, désignée
ci-après " la commission ".

Art. 2. — La commission est composée comme suit :

— le représentant du ministre chargé de l'autorité
vétérinaire, président ;

— le représentant du ministre chargé de la santé ;

— le représentant du ministre chargé du commerce.

La commission peut faire appel à toute personne
susceptible de l'aider dans ses travaux.

Art. 3. — Les membres de la commission sont nommés
par arrêté du ministre chargé de l'autorité vétérinaire pour
une durée de trois (3) années renouvelable, sur proposition
des autorités dont ils relèvent.

En cas d'interruption du mandat d'un membre de la
commission, il est procédé à son remplacement dans les
mêmes formes pour le restant du mandat.

Art. 4. — La commission peut, conformément à la
réglementation en vigueur, recourir à l'expertise ou à la
consultation d'experts choisis en raison de leurs
compétences.

Art. 5. — La commission se réunit en session ordinaire
tous les trois (3) mois sur convocation de son président
notifiée aux membres, au moins, huit (8) jours avant la
tenue de la réunion. Elle peut se réunir en session
extraordinaire à la demande de son président.

Art. 6. — Les délibérations de la commission ne sont
valables qu'en présence de l'ensemble de ses membres.

Si le *quorum* n'est pas atteint, la commission se réunit
de nouveau sous huitaine obligatoirement et délibère
valablement en présence, au minimum, de deux (2)
membres.

Art. 7. — Les décisions de la commission sont prises à
la majorité simple des voix des membres présents. Les
délibérations de la commission sont consignées sur des
procès-verbaux, transcrits sur un registre coté et paraphé
par son président.

Art. 8. — Les procès-verbaux établis par la commission
sont adressés au ministre chargé de l'autorité vétérinaire.

Une copie des procès-verbaux des réunions est
transmise aux membres de la commission.

Art. 9. — Le secrétariat de la commission est assuré par
les structures en charge des services vétérinaires relevant
du ministère chargé de l'autorité vétérinaire.

Art. 10. — Le secrétariat de la commission a pour
missions :

— d'enregistrer les demandes sur un registre coté et
paraphé par le président de la commission ;

— de préparer les réunions de la commission et de
mettre à la disposition de ses membres les documents
nécessaires ;

— de dresser les procès-verbaux des réunions de la
commission ;

— de formaliser les avis de la commission ;

— de conserver les documents et archives de la
commission.

Art. 11. — La commission élabore et adopte son
règlement intérieur.

Elle élabore un rapport annuel d'activités qu'elle
transmet au ministre chargé de l'autorité vétérinaire.

Art. 12. — Le présent arrêté sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger le 7 Dhou El Kaada 1432 correspondant
au 5 octobre 2011.

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Rachid BENAÏSSA

Le ministre du commerce

Mustapha BENBADA

Le ministre de la santé,
de la population et de la réforme hospitalière

Djamel Ould ABBES

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté du 24 Dhou El Hidja 1432 correspondant au 20 novembre 2011 portant plan de protection et de mise en valeur du site archéologique de Tipaza et de sa zone de protection.

— — — —

La ministre de la culture,

Vu la loi n° 98-04 du 20 Safar 1419 correspondant au 15 juin 1998 relative à la protection du patrimoine culturel, notamment son article 30 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 03-323 du 9 Chaâbane 1424 correspondant au 5 octobre 2003 portant modalités d'établissement du plan de protection et de mise en valeur des sites archéologiques et de leur zone de protection, notamment son article 15 ;

Vu le décret exécutif n° 05-79 du 17 Moharram 1426 correspondant au 26 février 2005 fixant les attributions du ministre de la culture ;

Après délibération de l'assemblée populaire de la wilaya de Tipaza n° 23/2010 en date du 13 décembre 2010 portant approbation du plan de protection et de mise en valeur du site archéologique de Tipaza et de sa zone de protection ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 15 du décret exécutif n° 03-323 du 9 Chaâbane 1424 correspondant au 5 octobre 2003 portant modalités d'établissement du plan de protection et de mise en valeur des sites archéologiques et de leur zone de protection, le présent arrêté a pour objet de fixer le plan de protection et de mise en valeur du site archéologique de Tipaza et de sa zone de protection.

Art. 2. — Le plan de protection et de mise en valeur du site archéologique de Tipaza et de sa zone de protection est annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le plan de protection et de mise en valeur du site archéologique de Tipaza et de sa zone de protection est mis à la disposition du public durant les trente (30) jours qui suivent la publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

Art. 4. — Le plan de protection et de mise en valeur du site archéologique de Tipaza et de sa zone de protection peut être consulté au siège de l'assemblée populaire de la commune de Tipaza (wilaya de Tipaza).

Art. 5. — La liste des documents écrits et graphiques composant le dossier est constituée de :

Documents écrits :

- règlement de servitude de la zone de protection,
- cahier de prescriptions techniques d'urbanisme et d'architecture,
- cahier de prescriptions techniques normatives : guide pratique de conservation d'aménagement et de gestion des sites archéologiques de Tipaza,
- rapport de présentation.

Documents graphiques :

- carte 1 : levé topographique et réseau viaire,
- carte 2 : topographie de l'entité territoriale,
- carte 3 : typologie de la ressource archéologique,
- carte 4 : couvert végétal,
- carte 4 B : nuisances,
- carte 5 : accessibilité et protection du site,
- carte 6 : parcours et panneaux signalétiques,
- carte 7 : risques archéologiques identifiés dans les deux parcs est-ouest,
- carte 8 : risques majeurs naturels (séismes-inondations-glissements),
- carte 9 : identification des usages des sols dans le territoire,
- carte 10 : carte géologique,
- carte 11 : carte des COS pondérés,
- carte 12 : identification des bâtiments remarquables,
- carte 13 : délimitation du site archéologique et de la zone de protection (système UTM),
- carte 13 B : délimitation du périmètre de protection,
- carte 14 : servitudes d'urbanisme,
- carte 15 : plans de conservation des deux parcs archéologiques,
- carte 16 : plan des alternatives d'aménagement de la zone de protection du site archéologique de Tipaza,
- carte 17 : le PPSMVSA de Tipaza et de sa zone de protection : synthèse,
- carte 18 : plan de conservation du mausolée royal de Maurétanie,
- carte 18 B : le mausolée royal de Maurétanie.

Art. 6. — Les mesures du plan de protection et de mise en valeur du site archéologique de Tipaza et de sa zone de protection prennent effet à partir de la publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

Art. 7. — Le directeur de la culture de la wilaya de Tipaza, en concertation avec le président de l'assemblée populaire de la commune de Tipaza, est chargé de la mise en œuvre et de la gestion du plan de protection et de mise en valeur du site archéologique de Tipaza et de sa zone de protection.

Art. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Dhou El Hidja 1432 correspondant au 20 novembre 2011.

Khalida TOUMI.

**MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA SECURITE SOCIALE**

**Arrêté du 14 Joumada El Oula 1432 correspondant au
18 avril 2011 fixant les conditions d'octroi de
l'indemnité compensatrice des frais
d'hébergement, de restauration et de transport
aux administrateurs de la caisse nationale
d'assurance-chômage.**

— — — — —

Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 92-07 du 4 janvier 1992 portant statut juridique des caisses de sécurité sociale et organisation administrative et financière de la sécurité sociale, notamment son article 20 ;

Vu le décret exécutif n° 94-188 du 17 Safar 1415 correspondant au 26 Juillet 1994, modifié et complété, portant statut de la caisse nationale d'assurance-chômage, notamment son article 14 ;

Vu le décret exécutif n° 08-124 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 fixant les attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions d'octroi de l'indemnité compensatrice couvrant les frais d'hébergement, de restauration et de transport aux administrateurs de la caisse nationale d'assurance-chômage, lors de l'exercice de leur mandat, en application des dispositions de l'article 14 du décret exécutif n° 94-188 du 17 Safar 1415 correspondant au 26 juillet 1994 portant statut de la caisse nationale d'assurance-chômage.

Art. 2. — Les frais de restauration et d'hébergement cités à l'article 1er ci-dessus sont remboursés forfaitairement à raison de deux mille dinars (2000 DA) pour le déjeuner, deux mille dinars (2000 DA) pour le dîner et six mille dinars (6000 DA) pour la nuitée, petit déjeuner compris, soit dix mille dinars (10 .000 DA) pour la journée complète.

Art. 3. — La caisse nationale d'assurance-chômage peut conclure des conventions avec les restaurateurs et les hôtels pour la prise en charge des frais de restauration et d'hébergement des administrateurs dans la limite des montants fixés à l'article 2 ci-dessus.

Dans ce cas, les administrateurs pris en charge ne peuvent bénéficier de l'indemnité compensatrice des frais y afférents prévus par les dispositions du présent arrêté.

Art. 4. — Les frais de transport engagés par les administrateurs à l'occasion de leurs déplacements au siège de la caisse sont remboursés sur présentation d'un titre de transport ou sur la base d'une indemnité kilométrique forfaitaire de 10.5 DA le km, pour les administrateurs utilisant leur véhicule personnel.

Art. 5. — Les frais relatifs au transport et à l'hébergement sont remboursés exclusivement aux administrateurs résidant à 50 km au moins du siège social de la caisse nationale d'assurance-chômage. Les frais relatifs au dîner sont remboursés aux administrateurs lorsque l'horaire prévisible d'arrivée au domicile dépasse les vingt-et-une (21) heures.

Art. 6. — L'indemnité compensatrice est allouée aux administrateurs présents aux sessions ordinaires du conseil d'administration et dans la limite de deux (2) sessions extraordinaires par an.

L'indemnité compensatrice est allouée, dans le cadre des sessions prévues à l'alinéa précédent dans la limite de trois (3) jours maximum par session.

Les administrateurs membres au sein des différentes commissions issues du conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance-chômage bénéficient de l'indemnité citée à l'article 1er ci-dessus, selon les mêmes modalités que celles prévues pour les sessions ordinaires et extraordinaires du conseil d'administration de ladite caisse.

Toutefois, l'indemnité servie aux administrateurs de la caisse au titre des réunions effectuées au sein des commissions ne peut être cumulée avec l'indemnité octroyée au titre des sessions ordinaires ou extraordinaires du conseil d'administration qui se déroulent simultanément.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Joumada El Oula 1432 correspondant au 18 avril 2011.

Pour le ministre du travail,
de l'emploi et de la sécurité sociale

Le secrétaire général

Mohamed KHIAT

— — — — —★— — — — —

**Arrêté du 28 Joumada Ethania 1432 correspondant au
31 mai 2011 portant remboursement des frais de
déplacement et de l'indemnité compensatrice de
perte de salaire aux administrateurs des caisses
de sécurité sociale.**

— — — — —

Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 92-07 du 4 janvier 1992 portant statut juridique des caisses de sécurité sociale et organisation administrative et financière de la sécurité sociale, notamment son article 20 ;

Vu le décret exécutif n° 93-119 du 15 mai 1993 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés ;

Vu le décret exécutif n° 08-124 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 fixant les attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 1993, modifié et complété, portant remboursement des frais de déplacement et de l'indemnité de perte de salaire aux administrateurs des caisses de sécurité sociale ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet le remboursement des frais de déplacement et de l'indemnité compensatrice de perte de salaire aux administrateurs de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés, de la caisse nationale des retraites et de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés, lors de l'exercice de leur mandat, en application des dispositions de l'article 20 du décret exécutif n° 92-07 du 4 janvier 1992 portant statut juridique des caisses de sécurité sociale et organisation administrative et financière de la sécurité sociale.

Les frais de déplacement comprennent les frais d'hébergement, de restauration et de transport.

Art. 2. — Les frais de restauration et d'hébergement cités à l'article 1er ci-dessus, sont remboursés forfaitairement à raison de deux mille dinars (2000 DA) pour le déjeuner, deux mille dinars (2000 DA) pour le dîner et six mille dinars (6000 DA) pour la nuitée, petit déjeuner compris, soit dix mille dinars (10.000 DA) pour la journée complète.

Art. 3. — Les caisses de sécurité sociale citées à l'article 1er ci-dessus peuvent conclure des conventions avec les restaurateurs et les hôtels pour la prise en charge des frais de restauration et d'hébergement des administrateurs dans la limite des montants fixés à l'article 2 ci-dessus.

Dans ce cas, les administrateurs pris en charge ne peuvent bénéficier de l'indemnité compensatrice des frais y afférents prévus par les dispositions du présent arrêté.

Art. 4. — Les frais de transport engagés par les administrateurs à l'occasion de leurs déplacements au siège de la caisse de sécurité sociale concernée sont remboursés sur présentation d'un titre de transport ou sur la base d'une indemnité kilométrique forfaitaire de 10,5 DA le km, pour les administrateurs utilisant leur véhicule personnel.

Art. 5. — Les frais relatifs au transport et à l'hébergement sont remboursés exclusivement aux administrateurs résidant à 50 km au moins du siège social de la caisse de sécurité sociale concernée. Les frais relatifs au dîner sont remboursés aux administrateurs lorsque l'horaire prévisible d'arrivée au domicile dépasse les vingt-et-une (21) heures.

Art. 6. — L'indemnité compensatrice est allouée aux administrateurs des caisses de sécurité sociale citées à l'article 1er ci-dessus, présents aux sessions ordinaires des conseils d'administration et dans la limite de deux (2) sessions extraordinaires par an.

L'indemnité compensatrice est allouée, dans le cadre des sessions prévues à l'alinéa précédent, dans la limite de trois (3) jours maximum par session.

Les administrateurs membres au sein des différentes commissions issues des conseils d'administration des caisses de sécurité sociale citées à l'article 1er ci-dessus, bénéficient de l'indemnité compensatrice des frais d'hébergement, de restauration, de transport et de perte de salaire, selon les mêmes modalités que celles prévues pour les sessions ordinaires et extraordinaires des conseils d'administration desdites caisses.

Toutefois, l'indemnité servie aux administrateurs des caisses de sécurité sociale concernées au titre des réunions effectuées au sein des commissions, ne peut être cumulée avec l'indemnité octroyée au titre des sessions ordinaires ou extraordinaires des conseils d'administration qui se déroulent simultanément.

Art. 7. — La perte de salaire subie par les administrateurs salariés des caisses de sécurité sociale citées à l'article 1er ci-dessus, dans l'exercice de leur mandat, est compensée par une indemnité dont le montant correspond à la perte subie, versée par la caisse de sécurité sociale concernée sur présentation d'un justificatif fourni par l'organisme employeur.

Art. 8. — Les dispositions de l'arrêté du 3 Joumada Ethania 1414 correspondant au 17 novembre 1993 portant remboursement des frais de déplacement et de l'indemnité de perte de salaire aux administrateurs des caisses de sécurité sociale, sont abrogées.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Joumada Ethania 1432 correspondant au 31 mai 2011.

Pour le ministre du travail,
de l'emploi et de la sécurité sociale

Le secrétaire général

Mohamed KHIAT

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

**Arrêté interministériel du 15 Safar 1432
correspondant au 20 janvier 2011 définissant les
niveaux d'intervention, d'action et de dose en cas
de situation d'urgence radiologique ou nucléaire.**

— — — — —

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière,

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le décret n° 85-231 du 25 août 1985 fixant les conditions et modalités d'organisation et de mise en œuvre des interventions et secours en cas de catastrophe ;

Vu le décret présidentiel n° 96-436 du 20 Rajab 1417 correspondant au 1er décembre 1996, modifié et complété, portant création, organisation et fonctionnement du commissariat à l'énergie atomique ;

Vu le décret présidentiel n° 99-86 du 29 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 15 avril 1999, modifié, portant création de centres de recherche nucléaire ;

Vu le décret présidentiel n° 05-117 du 2 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 11 avril 2005, modifié et complété, relatif aux mesures de protection contre les rayonnements ionisants, notamment son article 100 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-247 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

Vu le décret exécutif n° 96-66 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant les attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret exécutif n° 10-258 du 13 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 21 octobre 2010 fixant les attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 100 du décret présidentiel n° 05-117 du 2 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 11 avril 2005 relatif aux mesures de protection contre les rayonnements ionisants, le présent arrêté a pour objet de définir les niveaux de dose absorbée, de débit d'équivalent de dose et de concentration radioactive, induits par des situations accidentelles d'urgence radiologique ou nucléaire et au-delà desquelles la mise en œuvre d'une intervention ou d'actions protectrices s'avèrent nécessaires en vue d'éviter ou de réduire l'exposition aux rayonnements ionisants des populations concernées.

Art. 2. — On entend, au sens du présent arrêté, par :

— **situation accidentelle d'urgence radiologique ou nucléaire** : toute situation résultant d'un incident ou d'un accident et qui entraîne un rejet de substances radioactives ou un niveau d'exposition aux rayonnements ionisants susceptibles de porter préjudice à la santé des populations concernées et à l'environnement ;

— **situation d'exposition chronique** : toute situation pouvant résulter d'un incident ou d'un accident passé ou d'une activité ancienne ayant mis en jeu des substances radioactives.

Art. 3. — Le présent arrêté s'applique aux situations suivantes :

— les situations d'urgence qui exigent une action protectrice pour réduire ou éviter des expositions temporaires aux rayonnements ionisants ;

— les situations d'exposition chroniques qui exigent une action corrective pour éviter ou pour réduire une exposition chronique telle que l'exposition à des résidus radioactifs imputables à des situations passées, après que l'intervention d'urgence ait pris fin, ainsi qu'à l'exercice de pratiques non soumises au système d'autorisation prévu par la réglementation en vigueur.

Art. 4. — Le niveau d'intervention pour entreprendre le confinement dans les habitations est une dose efficace évitable de dix (10) milli sieverts pendant une période ne dépassant pas deux (2) jours.

Art. 5. — Le niveau d'intervention pour entreprendre l'évacuation temporaire des habitations est une dose efficace évitable de cinquante (50) milli sieverts pendant une période ne dépassant pas une (1) semaine.

Art. 6. — Le niveau d'intervention pour entreprendre l'action de relogement temporaire est une dose évitable de trente (30) milli sieverts en un (1) mois.

Il est mis fin au relogement temporaire lorsque la dose évitable passe à 10 milli sieverts en un mois. S'il n'est pas prévisible que la dose évitable baisse à ce niveau dans un délai d'une année, le relogement définitif doit être entrepris. Le relogement définitif doit également être entrepris si on prévoit que la dose sur la vie entière dépassera un (1) sievert.

Art. 7. — Le niveau d'intervention pour l'administration d'iode stable en cas d'exposition potentielle à l'iode radioactif est une dose équivalente à la thyroïde de cinquante (50) milli sieverts.

Art. 8. — Le niveau d'intervention pour le retrait et le remplacement d'aliments dans les zones touchées par un accident ou un incident radiologique ou nucléaire affectant la chaîne alimentaire est fonction des niveaux de concentration radioactive en becquerel par gramme (Bq/g) figurant dans le tableau suivant :

RADIONUCLEIDE	ALIMENTS DESTINES A LA CONSOMMATION GENERALE	LAIT, ALIMENTS POUR NOURRISSONS ET EAU POTABLE
Césium 134 et 137 Rhuténium 103 et 106 Strontium 89	1	1
Iode 131	1	0,1
Strontium 90	0,1	0,1
Isotopes de l'américium et du plutonium	0,01	0,001

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1432 correspondant au 20 janvier 2011.

Le ministre
de l'intérieur et des
collectivités locales

Le ministre de la santé,
de la population
et de la réforme hospitalière

Dahou OULD KABLIA

Djamel OULD ABBES

Le ministre de l'aménagement du territoire
et de l'environnement

Chérif RAHMANI

— — — — ★ — — — —

**Arrêté interministériel du 15 Safar 1432
correspondant au 20 janvier 2011 fixant la
signalisation particulière des zones réglementées
contenant des sources de rayonnements ionisants.**

— — — —

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière,

Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,

Vu le décret présidentiel n° 96-436 du 20 Rajab 1417 correspondant au 1er décembre 1996, modifié et complété, portant création, organisation et fonctionnement du commissariat à l'énergie atomique ;

Vu le décret présidentiel n° 99-86 du 29 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 15 avril 1999, modifié, portant création de centres de recherche nucléaire ;

Vu le décret présidentiel n° 05-117 du 2 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 11 avril 2005, modifié et complété, relatif aux mesures de protection contre les rayonnements ionisants, notamment son article 27 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-247 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

Vu le décret exécutif n° 96-66 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant les attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret exécutif n° 08-124 du 9 Rabie Ethani correspondant au 15 avril 2008 fixant les attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 27 du décret présidentiel n° 05-117 du 2 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 11 avril 2005 relatif aux mesures de protection contre les rayonnements ionisants, le présent arrêté a pour objet de fixer la signalisation particulière des zones réglementées contenant des sources de rayonnements ionisants.

Art. 2. — La zone réglementée est un espace, contrôlé ou surveillé, entourant une source de rayonnements ionisants située dans un établissement ou un chantier assujéti à des règles particulières aux fins de sûreté et de sécurité et dont l'accès est réglementé et réservé aux seules personnes autorisées.

Art. 3. — La signalisation de la zone réglementée est réalisée sous la responsabilité de l'employeur par la personne compétente en radioprotection.

Art. 4. — Les zones réglementées sont signalées comme suit :

— la zone contrôlée est signalée par un trèfle vert sur fond blanc ;

— la zone surveillée est signalée par un trèfle gris-bleu sur fond blanc.

Art. 5. — A l'intérieur d'une zone contrôlée, des zones interdites d'accès dénommées "zones interdites" peuvent être délimitées par une bande rouge et signalées par un trèfle rouge sur fond blanc, dans les conditions fixées par l'article 3 ci-dessus.

Art. 6. — La signalisation doit être conforme au schéma annexé au présent arrêté et placée aux accès des zones concernées et à l'intérieur, le cas échéant.

Les supports de signalisation peuvent, en cas de besoin, comporter des indications et signes complémentaires destinés à mieux faire apparaître les risques et les consignes de sécurité à observer.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1432 correspondant au 20 janvier 2011.

Le ministre
de l'intérieur et des
collectivités locales

Le ministre de la santé,
de la population
et de la réforme hospitalière

Dahou OULD KABLIA

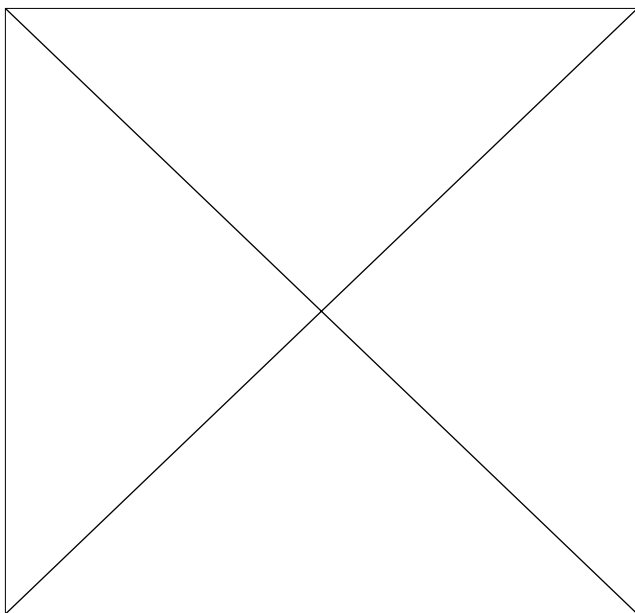
Djamel OULD ABBES

Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale

Tayeb LOUH

ANNEXE

**Signalisation du danger
lié aux rayonnements ionisants**



Remarque :

Le trèfle stylisé ci-dessus signalant le danger lié aux rayonnements ionisants est de couleur verte, gris bleu ou rouge sur fond blanc selon la nature de la zone.

La grandeur du trèfle peut varier selon le lieu de son utilisation avec obligation de respecter les proportions du dessin reproduit plus haut.



**Arrêté interministériel du 15 Safar 1432
correspondant au 20 janvier 2011 fixant les
conditions d'utilisation des dosimètres
individuels.**



Le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière,

Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,

Vu le décret présidentiel n° 96-436 du 20 Rajab 1417 correspondant au 1er décembre 1996, modifié et complété, portant création, organisation et fonctionnement du commissariat à l'énergie atomique ;

Vu le décret présidentiel n° 99-86 du 29 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 15 avril 1999, modifié, portant création de centres de recherche nucléaire ;

Vu le décret présidentiel n° 05-117 du 2 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 11 avril 2005, modifié et complété, relatif aux mesures de protection contre les rayonnements ionisants, notamment son article 34 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-66 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 fixant les attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret exécutif n° 08-124 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 fixant les attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 34 du décret présidentiel n° 05-117 du 2 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 11 avril 2005 relatif aux mesures de protection contre les rayonnements ionisants, le présent arrêté fixe les conditions d'utilisation des dosimètres individuels destinés aux travailleurs soumis à une exposition externe aux rayonnements ionisants et intervenant en zone contrôlée.

Art. 2. — Le contrôle de l'équivalent de dose reçu par les travailleurs soumis à un risque d'exposition externe est effectué à l'aide de dosimètres individuels dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 3. — L'employeur est tenu de prévoir pour chaque travailleur intervenant en zone contrôlée la mesure de l'exposition externe par le recours à une dosimétrie individuelle.

Art. 4. — La présence d'un dosimètre d'ambiance ne dispense en aucun cas du port d'un dosimètre individuel en zone contrôlée.

Art. 5. — La dosimétrie individuelle externe est utilisée en cas de risque d'exposition externe aux rayonnements X, gamma, neutrons, faisceaux de particules chargées et bêta d'énergie supérieure à 100 keV.

Art. 6. - La mesure de l'exposition externe, citée dans l'article 5 ci-dessus, est assurée par le recours à une dosimétrie individuelle passive avec éventuellement une dosimétrie active associée, validée par le commissariat à l'énergie atomique.

Art. 7. — Le type de dosimètre utilisé doit être adapté au type du ou des rayonnements concernés.

Art. 8. — L'identification du dosimètre au nom du porteur doit être apparente et lisible. Elle doit exclure toute équivoque.

Art. 9. — Le travailleur doit porter son dosimètre à hauteur de la poitrine ou, en cas d'impossibilité, à la ceinture.

En cas de port de dosimètres passifs et actifs sur des supports différents, ceux-ci doivent être portés à proximité pour limiter les écarts de mesures entre les deux données y afférentes.

Par convention, l'équivalent de dose mesuré est assimilé à la dose reçue par le corps entier.

Art. 10. — Des dosimètres complémentaires, notamment aux poignets et aux doigts, peuvent être portés en fonction de la nature des travaux effectuée.

Toutefois, ces dosimètres complémentaires ne dispensent, en aucun cas, de l'obligation de porter les dosimètres de poitrine.

Art. 11. — Le dosimètre doit être porté sous les équipements de protection individuelle lorsque leur utilisation est nécessaire dans une opération donnée.

Art. 12. — Pendant les heures de travail en zone contrôlée, chaque travailleur doit porter obligatoirement son dosimètre. A la fin du travail, le dosimètre est rangé sur un tableau portant les noms des travailleurs.

Le tableau doit être placé sous la responsabilité de l'employeur, à l'abri de la source de rayonnements ionisants ou de chaleur et muni d'un dosimètre témoin.

Art. 13. — Sauf autorisation du commissariat à l'énergie atomique, la période du port d'un même dosimètre est mensuelle.

Le dosimètre doit être transmis dans les quinze (15) jours qui suivent l'expiration de la période de port aux services techniques du commissariat à l'énergie atomique ou aux services agréés conformément à la réglementation en vigueur.

Le dosimètre est exploité par les services cités ci-dessus, dans les quinze (15) jours qui suivent la date de sa réception.

Art. 14. — Les dosimètres peuvent être traités en dehors des périodes normales à la demande du médecin du travail ou de l'employeur lorsqu'ils présument une exposition anormale des travailleurs aux rayonnements ionisants. Dans ces cas, les travailleurs doivent être immédiatement munis d'un nouveau dosimètre.

Art. 15. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1432 correspondant au 20 janvier 2011.

Le ministre de la santé,
de la population et de la réforme
hospitalière

Djamel OULD ABBES

Le ministre du travail,
de l'emploi et de la
sécurité sociale

Tayeb LOUH

**Arrêté interministériel du 8 Rabie El Aouel 1433
correspondant au 31 janvier 2012 fixant les
effectifs par emploi, leur classification et la durée
du contrat des agents exerçant des activités
d'entretien, de maintenance ou de service au titre
de l'agence nationale du sang.**

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme
hospitalière,

Vu le décret présidentiel n° 07-308 du 17 Ramadhan
1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les
modalités de recrutement des agents contractuels, leurs
droits et obligations, les éléments constitutifs de leur
rémunération, les règles relatives à leur gestion ainsi que
le régime disciplinaire qui leur est applicable, notamment
son article 8 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada
Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415
correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du
ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424
correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du
directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret exécutif n° 09-258 du 20 Chaâbane 1430
correspondant au 11 août 2009 relatif à l'agence nationale
du sang ;

Vu le décret exécutif n° 11-379 du 25 Dhou El Hidja
1432 correspondant au 21 novembre 2011 fixant les
attributions du ministre de la santé, de la population et de
la réforme hospitalière ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423
correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du
secrétaire général du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 8 du décret présidentiel n° 07-308 du 17
Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007,
susvisé, le présent arrêté à son objet de fixer les effectifs
par emploi correspondant aux activités d'entretien, de
maintenance ou de service, leur classification ainsi
que la durée du contrat des agents exerçant au sein de
l'agence nationale du sang, conformément au tableau
ci-après :

EMPLOIS	EFFECTIFS SELON LA NATURE DU CONTRAT DE L'EMPLOI				EFFECTIFS (1 + 2)	CLASSIFICATION	
	Contrat à durée indéterminée (1)		Contrat à durée déterminée (2)			Catégorie	Indice
	à temps plein	à temps partiel	à temps plein	à temps partiel			
Ouvrier professionnel de niveau 1	—	10	—	—	10	1	200
Gardien	7	—	—	—	7	1	200
Conducteur d'automobile de niveau 1	1	—	—	—	1	2	219
Conducteur d'automobile de niveau 2	1	—	—	—	1	3	240
Agent de prévention de niveau 1	15	—	—	—	15	5	288
Total général	24	10	—	—	34	—	—

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie El Aouel 1433 correspondant au 31 janvier 2012.

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Le ministre
de la santé, de la population
et de la réforme hospitalière

Djamel OULD ABBES

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique
Belkacem BOUCHEMAL

**MINISTERE DE LA PECHE
ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**

**Arrêté interministériel du 16 Chaoual 1432
correspondant au 14 septembre 2011 modifiant
l'arrêté interministériel du 24 Chaoual 1428
correspondant au 5 novembre 2007 fixant les
conditions d'accès, le programme et le régime des
études pour l'obtention du diplôme de technicien
supérieur de la pêche.**

— — — —

Le ministre de la pêche et des ressources halieutiques,

Le ministre des transports,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada
Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-165 du 29 août 1989,
modifié et complété, fixant les attributions du ministre des
transports ;

Vu le décret exécutif n° 2000-123 du 7 Rabie El Aouel
1421 correspondant au 10 juin 2000 fixant les attributions
du ministre de la pêche et des ressources halieutiques ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 Chaoual 1428
correspondant au 5 novembre 2007 fixant les conditions
d'accès, le programme et le régime des études pour
l'obtention du diplôme de technicien supérieur de la
pêche ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de
modifier l'arrêté interministériel du 24 Chaoual 1428
correspondant au 5 novembre 2007, susvisé.

Art. 2. — *L'alinéa 2 de l'article 4* de l'arrêté
interministériel du 24 Chaoual 1428 correspondant au 5
novembre 2007, susvisé, est modifié et rédigé comme
suit :

« Art. 4. — (sans changement) »

Cette formation est ouverte aux techniciens de la pêche
ayant exercé dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture
durant une période minimale de trois (3) années.

Ils sont admis directement à suivre une année de
formation, dont six (6) mois de formation théorique au
quatrième semestre et six (6) mois de formation pratique
au cinquième semestre ».

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 16 Chaoual 1432 correspondant au 14
septembre 2011.

Le ministre de la pêche
et des ressources halieutiques

Abdellah KHANAFU

Le ministre
des transports

Amar TOU

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté interministériel du 7 Dhou El Kaada 1432
correspondant au 5 octobre 2011 déterminant la
composition et les conditions de fonctionnement
de la commission chargée d'étudier les demandes
des établissements pour la fabrication et la vente
en gros des médicaments à usage vétérinaire.**

— — — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme
hospitalière,

Le ministre du commerce,

Vu le décret n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et
complété, fixant les conditions d'exercice, à titre privé, des
activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des
animaux ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada
Ethanah 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990,
modifié et complété, fixant les attributions du ministre de
l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990 fixant
les conditions de fabrication, de mise en vente et de
contrôle des médicaments vétérinaires, notamment ses
articles 3 et 5 ;

Vu le décret exécutif n° 96-66 du 6 Ramadhan 1416
correspondant au 27 janvier 1996 fixant les attributions du
ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423
correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions
du ministre du commerce ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 3 du décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990,
susvisé, le présent arrêté a pour objet de déterminer la
composition et les conditions de fonctionnement de la
commission chargée d'étudier les demandes d'accord
préalable et les autorisations administratives des
établissements pour entreprendre la fabrication ou la vente
en gros de médicaments à usage vétérinaire, désignée
ci-après " la commission ".

Art. 2. — La commission est composée comme suit :

— le représentant du ministre chargé de l'autorité
vétérinaire, président ;

— le représentant du ministre chargé de la santé ;

— le représentant du ministre chargé du commerce.

La commission peut faire appel à toute personne
susceptible de l'aider dans ses travaux.

Art. 3. — Les membres de la commission sont nommés
par arrêté du ministre chargé de l'autorité vétérinaire pour
une durée de trois (3) années renouvelable, sur proposition
des autorités dont ils relèvent.

En cas d'interruption du mandat d'un membre de la
commission, il est procédé à son remplacement dans les
mêmes formes pour le restant du mandat.

Art. 4. — La commission peut, conformément à la
réglementation en vigueur, recourir à l'expertise ou à la
consultation d'experts choisis en raison de leurs
compétences.

Art. 5. — La commission se réunit en session ordinaire
tous les trois (3) mois sur convocation de son président
notifiée aux membres, au moins, huit (8) jours avant la
tenue de la réunion. Elle peut se réunir en session
extraordinaire à la demande de son président.

Art. 6. — Les délibérations de la commission ne sont
valables qu'en présence de l'ensemble de ses membres.

Si le *quorum* n'est pas atteint, la commission se réunit
de nouveau sous huitaine obligatoirement et délibère
valablement en présence, au minimum, de deux (2)
membres.

Art. 7. — Les décisions de la commission sont prises à
la majorité simple des voix des membres présents. Les
délibérations de la commission sont consignées sur des
procès-verbaux, transcrits sur un registre coté et paraphé
par son président.

Art. 8. — Les procès-verbaux établis par la commission
sont adressés au ministre chargé de l'autorité vétérinaire.

Une copie des procès-verbaux des réunions est
transmise aux membres de la commission.

Art. 9. — Le secrétariat de la commission est assuré par
les structures en charge des services vétérinaires relevant
du ministère chargé de l'autorité vétérinaire.

Art. 10. — Le secrétariat de la commission a pour
missions :

— d'enregistrer les demandes sur un registre coté et
paraphé par le président de la commission ;

— de préparer les réunions de la commission et de
mettre à la disposition de ses membres les documents
nécessaires ;

— de dresser les procès-verbaux des réunions de la
commission ;

— de formaliser les avis de la commission ;

— de conserver les documents et archives de la
commission.

Art. 11. — La commission élabore et adopte son
règlement intérieur.

Elle élabore un rapport annuel d'activités qu'elle
transmet au ministre chargé de l'autorité vétérinaire.

Art. 12. — Le présent arrêté sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger le 7 Dhou El Kaada 1432 correspondant
au 5 octobre 2011.

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Rachid BENAÏSSA

Le ministre du commerce

Mustapha BENBADA

Le ministre de la santé,
de la population et de la réforme hospitalière

Djamel Ould ABBES

Arrêté du 29 Safar 1414 correspondant au 18 août 1993 relatif aux marges plafonds applicables à la production et à la distribution des médicaments et produits vétérinaires.

Le ministre de l'économie,

Vu la loi n° 89-12 du 5 juillet 1989 relative aux prix;

Vu le décret législatif n° 92-04 du 11 octobre 1992 portant loi de finances complémentaire pour 1992;

Vu le décret présidentiel n° 93-40 du 3 février 1993 modifiant le décret présidentiel n° 92-307 du 19 juillet 1992 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-83 du 13 mars 1990, modifié par le décret exécutif n° 91-151 du 18 mai 1991, fixant les conditions et modalités de détermination des prix à la production et à l'importation;

Vu le décret exécutif n° 90-89 du 13 mars 1990 relatif au plafonnement des marges à la production et à la distribution, modifié par le décret exécutif n° 91-153 du 18 mai 1991;

Vu le décret exécutif n° 91-400 du 27 octobre 1991 relatif à la procédure de dépôt de prix à la production des biens et services à marges plafonnées;

Vu le décret exécutif n° 92-164 du 25 avril 1992 portant classification des biens et services soumis au régime des prix réglementés;

Vu le décret exécutif n° 93-115 du 12 mai 1993 relatif aux modalités de détermination des structures de prix des médicaments et des produits vétérinaires;

Vu l'arrêté du 20 mars 1990 relatif à la publicité des prix;

Vu l'arrêté du 20 mars 1990 relatif à la définition de la procédure de dépôt de prix à la production de biens et services;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté, pris en application des dispositions du décret exécutif n° 93-115 du 12 mai 1993 susvisé, a pour objet le plafonnement des marges de production et de distribution des médicaments et produits vétérinaires et la définition des modalités de dépôt de prix à l'importation.

Art. 2. — La marge de production des médicaments et produits vétérinaires est plafonnée au taux unique de 20% assis sur le prix de revient hors taxes.

Art. 3. — Les marges de distribution sont plafonnées à des taux dégressifs en fonction des fourchettes de prix, conformément au tableau ci-après :

FOURCHETTES DE PRIX	MARGES DE GROS	MARGES DE DETAIL
Jusqu'à 20 DA	25%	50%
Plus de 20 DA à 40 DA	20%	40%
Plus de 40 DA à 70 DA	18%	35%
Plus de 70 DA	15%	30%

Art. 4. — Les taux de marges, tels que plafonnés à l'article 3 ci-dessus, sont assis :

— sur le prix à la production hors taxes ou le prix C.A.F. pour la marge de gros;

— sur le prix de gros, pour la marge de détail.

Art. 5. — Le dépôt de prix à la production s'effectue conformément à la procédure définie par l'arrêté du 20 mars 1990 susvisé.

Art. 6. — Le dépôt de prix à l'importation s'effectue auprès de la direction générale de la concurrence et des prix, avant la commercialisation du produit, conformément à la fiche dont le contrôle est annexé au présent arrêté.

Art. 7. — La fiche de dépôt de prix à l'importation des médicaments et produits vétérinaires est élaborée par l'importateur et remise ou transmise par voie postale, contre accusé de réception.

Art. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Safar 1414 correspondant au 18 août 1993.

P. le ministre de l'économie

Le ministre délégué au commerce

Mustapha MOKRAOUI.

NATURE DES OUVRAGES	OUVRAGES D'IMPORTATION	OUVRAGES DE FABRICATION LOCALE
— Or jaune ou rouge.....	82.500,00 DA	70.000,00 DA
— Or blanc ou gris.....	85.000,00 DA	75.000,00 DA
— Argent.....	1.900,00 DA	190,00 DA
— Platine.....	90.000,00 DA	80.000,00 DA

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Chaâbane 1414 correspondant au 17 janvier 1994.

Mourad BENACHENHOU.



Arrêté du 12 Chaâbane 1414 correspondant au 24 janvier 1994 complétant l'arrêté du 18 août 1993 relatif aux marges plafonds applicables à la production et à la distribution des médicaments et produits vétérinaires.

Le ministre de l'économie,

Vu la loi n° 89-12 du 5 juillet 1989 relative aux prix;

Vu le décret législatif n° 92-04 du 11 octobre 1992 portant loi de finances complémentaire pour 1992;

Vu le décret présidentiel n° 93-201 du 17 Rabie El Aouel 1414 correspondant au 4 septembre 1993 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-83 du 13 mars 1990, modifié par le décret n° 91-151 du 18 mai 1991 fixant, les conditions et les modalités de détermination des prix à la production et à l'importation;

Vu le décret exécutif n° 90-89 du 13 mars 1990 relatif au plafonnement des marges à la production et à la distribution, modifié par le décret n° 91-153 du 18 mai 1991;

Vu le décret exécutif n° 91-400 du 27 octobre 1991 relatif à la procédure de dépôt de prix à la production des biens et services à marges plafonnées;

Vu le décret exécutif n° 92-164 du 25 avril 1992 portant classification des biens et services soumis au régime des prix réglementés;

Vu le décret exécutif n° 93-115 du 12 mai 1993 relatif aux modalités de détermination des structures de prix des médicaments et des produits vétérinaires;

Vu l'arrêté du 20 mars 1990 relatif à la publicité des prix;

Vu l'arrêté du 20 mars 1990 relatif à la définition de la procédure de dépôt de prix à la production de biens et services;

Vu l'arrêté du 18 août 1993 relatif aux marges plafonds applicables à la production et à la distribution des médicaments et produits vétérinaires.

Arrête :

Article 1er. — *L'article 4* de l'arrêté du 18 août 1993 relatif aux marges plafonds applicables à la production et à la distribution des médicaments et produits vétérinaires est complété comme suit :

« Art. 4. — Les taux de marges, tels que plafonnés à l'article 3 ci-dessus sont assis :

— sans changement,

— sans changement,

* Le montant du "services — honoraires — pharmaciens (S.H.P.)", perçu par les officines et les pharmaciens détaillants est fixé à 1,50 dinars/unité toutes spécialités pharmaceutiques confondues ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Chaâbane 1414 correspondant au 24 janvier 1994.

P. Le ministre de l'économie

le ministre délégué au commerce

Mustapha MOKRAOUI

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 11 Moharram 1415 correspondant au 21 juin 1994 modifiant et complétant l'arrêté du 10 février 1992 relatif à l'utilisation des édulcorants intenses dans certaines denrées alimentaires.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 92-25 du 13 janvier 1992 relatif aux conditions et aux modalités d'utilisation des additifs dans les denrées alimentaires ;

Vu l'arrêté du 10 février 1992 relatif à l'utilisation des édulcorants intenses dans certaines denrées alimentaires ;

Arrête :

Article 1^{er}. — La liste des édulcorants intenses jointe à l'arrêté du 10 février 1992 susvisé est remplacée par celle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. — Outre les mentions prévues par les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 10 février 1992 susvisé, les emballages employés pour le conditionnement des produits contenant des édulcorants intenses tels que fixés en annexe doivent, au titre de l'information du consommateur, porter selon le cas, l'une des indications suivantes :

- "produit édulcoré partiellement sucré",
- "produit édulcoré sans sucre".

Ces mentions doivent être visibles, lisibles et indélébiles.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Moharram 1415 correspondant au 21 juin 1994.

Sassi AZIZA.

ANNEXE

Liste des édulcorants intenses autorisés dans la fabrication de certaines denrées alimentaires

SUBSTANCES	UTILISATION	TAUX MAXIMUM D'UTILISATION
Saccharine	Boissons gazeuses (sans alcool)	80 mg / litre
	Boissons non gazeuses à base de jus de fruits	80 mg / litre
Acésulfame de potassium	Boissons gazeuses (sans alcool)	350 mg / litre
	Petits déjeuners aux céréales	350 mg / kg
	Confitures, gelées et compotes	1000 mg / kg
Aspartame	Boissons gazeuses (sans alcool)	600 mg / litre
	Boissons non gazeuses à base de jus de fruits	600 mg / litre
	Laits aromatisés	600 mg / litre
	Yaourts	600 mg / litre
	Desserts lactés	1000 mg / litre
	Gomme à mâcher (Chewing gum)	4000 mg / kg
	Gomme de confiserie	2000 mg / kg
Cyclamate	Confitures, gelées et compotes	1000 mg / kg
	Boissons gazeuses (sans alcool)	400 mg / litre
	Boissons non gazeuses à base de jus de fruits	400 mg / litre

Décret exécutif du 29 Ramadhan 1415 correspondant au 1er mars 1995 portant nomination du directeur général de l'office de promotion et de gestion immobilière d'Adrar.

Par décret exécutif du 29 Ramadhan 1415 correspondant au 1er mars 1995, M. Chérif Belkacem Benali est nommé directeur général de l'office de promotion et de gestion immobilière d'Adrar.

Décret exécutif du 29 Ramadhan 1415 correspondant au 1er mars 1995 portant nomination du directeur de la jeunesse et des sports à la wilaya d'Annaba.

Par décret exécutif du 29 Ramadhan 1415 correspondant au 1er mars 1995, M. El Djouini Djouini est nommé directeur de la jeunesse et des sports à la wilaya d'Annaba.

Décret exécutif du 29 Ramadhan 1415 correspondant au 1er mars 1995 portant nomination du délégué de l'emploi des jeunes à la wilaya d'Illizi.

Par décret exécutif du 29 Ramadhan 1415 correspondant au 1er mars 1995, M. Kamel Benallouache est nommé délégué de l'emploi des jeunes à la wilaya d'Illizi.

Décret exécutif du 29 Ramadhan 1415 correspondant au 1er mars 1995 portant nomination d'un sous-directeur au ministère du tourisme et de l'artisanat.

Par décret exécutif du 29 Ramadhan 1415 correspondant au 1er mars 1995, Mme. Souhila Mezghrani épouse Mankour est nommée sous-directeur de la normalisation et du contrôle de la qualité au ministère du tourisme et de l'artisanat.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté du 15 Chaâbane 1415 correspondant au 17 janvier 1995 complétant la liste des espèces animales non-domestiques protégées.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 83-509 du 20 août 1983 relatif aux espèces animales non-domestiques protégées;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991 portant réorganisation de muséum national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions du décret n° 83-509 du 20 août 1983 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la liste complémentaire des espèces animales non-domestiques protégées.

Art. 2. — La liste complémentaire des espèces animales non-domestiques protégées est fixée comme suit :

A. Mammifères :

Atelerix algirus.....	Hérisson d'Afrique du nord
Balaenoptera physalus.....	Rorqual commun
Bulleana glacialis.....	Baleine basque
Dephinus delphis.....	Dauphin commun
Elephantulus rozeti.....	Macroscelide d'Afrique du nord
Globicephala melaena.....	Globicephale noir
Grampus griseus.....	Dauphin risso
Paraechinus aethipicus.....	Hérisson de désert
Phocoena phocoena.....	Marsouin
Physter macrocephalus.....	Cachalot commun
Pipistrellus deserti.....	Pipistrelle du désert
Stenella coeruleoalba.....	Dauphin bleu et blanc
Tursiopa truncatus.....	Grand dauphin
Zaphius cavirostris.....	Baleine à bec (ou de cuvier)

B. Oiseaux :

Alcedo atthis.....	Martin pêcheur
Ardea purpurea.....	Héron pourpré
Ardeola ralloides.....	Héron crabier
Carduelis carduelis.....	Chardonneret
Chlidonias hybrida.....	Guifette moustac
Clamator glandarius.....	Coucou geai
Coccothraustes Coccothraustes	Gros bec
Colomba oenas.....	Pigeon colombin
Coracia garrulus.....	Rollier d'Europe
Crex crex.....	Rale des genets
Cunculus canorus.....	Coucou gris
Dendrocopos minor ledouci.....	Pic épéchette
Dendrocopos minor numidus...	Pic épeiche
Egretta alba.....	Grande aigrette
Egretta garzetta.....	Aigrette garzette
Fratercula arctica.....	Macareux moine
Gallinago media.....	Bécassine double
Glareola pratincola.....	Glaréole à collier
Ixotrychus minitus.....	Blongios nain
Jynx torquilla.....	Torcol fourmillier
Loxia courvier.....	Becroisé des sapins
Merops apiaster.....	Guépier d'Europe
Merops superciliosus.....	Guépier de Perse
Nycticorax nycticorax.....	Héron bihoreau
Oriolus oriolus.....	Loriot d'Europe
Otis tetrax.....	Outarde canepetière
Oxyura albifrons.....	Erismature à tête blanche
Phyrhacorax phyrhacorax.....	Crave à bec rouge
Picus viridis levallanti.....	Pic vert
Plegadis falcinellus.....	Ibis falcinelle
Porzana porzana.....	Marouette ponctuée
Pterocles lichtensteinii.....	Ganga de Lichtensterin
Serinus serinus.....	Serin cini
Sterna albifrons.....	Sterne naine
Struthio camelus.....	Autruche
Sula bassana.....	Fou de Bassan
Upupa epops.....	Huppe fascinée

C. - Insectes.**A. - Ordre coleoptères****1. - Carabidae**

- * Asaphidion rassii..... Asaphidion
- * Calosoma inquisitor..... Calosome inquisiteur
- * Calosoma sycophanta.... Calosome sycophante
- * Carabus morbilassus..... Jardinier auxillaire
- * Drypta dentata..... Drypte denté
- * Licinus punctiferus..... Licene
- * Nebria rubicanda..... Nebrie de quensel
- * Percus bilineatus..... Percus de bonelli
- * Reicheia lucifuga..... Reicheia lumineux
- * Tachyta nana..... Tachyte

2 - Staphylinidae

- * Alapsodus myops..... Alapsode
- * Diochus standingeri..... Diochus de krauss
- * Doryxenus punicus..... Doryxene
- * Lebtobium lucidum..... Lebtobium flamboyant
- * Nazaris bernhaueri..... Nazare
- * Paragabrius fagniezi..... Paragabrius de jarriuge
- * Spedophilus calceatum Petit spedophile
- * Xantholinus kocheri..... Xantholin

3. - Hudraenidae

- * Ochtebius impressus..... Ochtebie

4. - Silphidae

- * Silpha granulata..... Silphe granulé
- * Silpha sinuata..... Silphe

5. - Scaraboidae

- * Gnorimus baborensis..... Scarabée des babors
- * Hyballus constantin..... Hyballus de baraud

6. - Buprestidae

- * Phaenopes marmottani... Phaenope

7. - Anobiidae

- * Ernobius cerdi..... Ernobie ou vrillette du cèdre
- * Ernobius fructum..... Vrille des fruits

8. - Melyridae

- * Falsomelyris granulata... Falsomelyris granulé

9. - Cryptophagidae

- * Anathilopus theryi..... Anathilope
- * Atomania barbara..... Atomane
- * Paramecosoma univestre..... Paramecosome

10. - Tenebrionidae

- * Crypticus terrietensis..... Crypte des terriers
- * Nesotes nitidicollis..... Nesotes de lucas
- * Probaticus valdani..... Ténébrion

11. - Cerambycidae

- * Acanthocinus henschi..... Acanthocine
- * Parmena algerica..... Parmene d'Algérie

12. - Chrysomelidae

- * Phyllotreta djurdjurenensis..... Chrysomele du Djurdjura
- * phyllotreta fallaciosa..... Chrysomele

13. — Curculionidae

- * Lixus algericus..... Lixe
- * Sibinia primata algerica..... Sibine

14. - Coccinellidae

- * Adalia bipunctata..... Coccinelle à 2 points
- * Chilocorus bipustalus..... Chilocore à 2 tâches
- * Coccinella diodecimpunctata... Coccinelle à 12 points
- * Coccinella septempunctata..... Coccinelle à 7 points
- * Hyperaspis repensis..... Hyperaspe repense
- * Propylaea quatuordecimpunctata Coccinelle à 14 points

15. - Cleridae

- * Thanasimus formicarius..... Clairon des fourmis
- * Trichodes apiarus..... Clairon des abeilles

16. - Colybidae

- * Colybum elongatum..... Colibri

17. - Meloidae

- * Mylabris colida..... Mylabre colidé
- * Mylabris impressa..... Mylabre rapide
- * Mylabris interrupta..... Mylabre

18. - Cicindelidae

- * Mylabris variabilis..... Mylabre variable
- * Cicindela campestris..... Cicindèle champêtre

B. Hymenoptères

1. - Meloidae

- * Apis mellifica..... Abeille domestique
- * Bombus terrestris..... Bourdon terrestre
- * Xylocopa violacea..... Abeille charpentière

2. - Lampyriadae

- * Lampyris noctiluca..... Lampyre noctilueque

3. - Chacididae

- * Brachymeria intermedia.. Brachymere

4. - Braconidae

- * Apanteles porthetriae..... Apantele
- * Apanteles solitarius..... Le solitaire
- * Apanteles vitripennis..... Apanteles vitripenne
- * Meteorus versicolor..... Météore versicolore

5. - Eulophidae

- * Tetrastichus servadei..... Tetrastichus de la processionnaire du pin

6. - Ichneumonidae

- * Erygorgus femorator..... Erygorge
- * Pimpla instigator..... Ichneumons

7. - Encyrtidae

- * Ooencyrtus pityocapae... Ooencyrte
- * Ooencyrtus kuwanae..... Ooencyrte du limantria dispar

8. - Cynipidae

- * Diploleps divisa..... Cynips

9. - Formicidae

- * Cataglyphis bicolor..... Cataglyphe à deux couleurs

10. - Chrysidae

- * Chrysis rutilans..... Chrysis rutilant

11. - Mutillidae

- * Barymutilla barbara..... Bary mutille
- * Mutilla partita..... Mutille

12. - Vespidae

- * Polistes gallicus..... Guêpe française
- * Vespa germanica..... Guêpe germanique

C. Dipètres**1. - Tachinidae**

- * *Compsilura conccinata*..... Compsilure
- * *Exorista larvarum*..... Exoriste larvarum
- * *Exorista segregata*..... Exoriste
- * *Phryxe caudata*..... Phryxe
- * *Senometopia separata*..... Senomètope

2. - Syrphydae

- * *Syrphus corollae*..... Syrphe enguirlandé

D. Lepidoptères**1. - Satyridae**

- * *Melanagria galathea*..... Demi-deuil
- * *Pandoriana pandora*..... Cardinal
- * *Satyrus semele*..... Satyre

2. - Lycaenidae

- * *Polyommatus icarus*..... Argus bleu ou icare

3. - Pieridae

- * *Aporia crataegi*..... Gazé
- * *Colias croccus*..... Le souci
- * *Euchloe pechi*..... La pieride de la steppe
- * *Gonepteryx rhamni*..... Citron

4. - Nymphalidae

- * *Argynnis paphia*..... Nacré tabac d'Espagne
- * *Vanessa atalanta*..... Vulcain ou amiral
- * *Vanessa polychloros*..... Vanesse grande tortue

5. - Papilionidae

- * *Iphiclides festhemalii*..... Flambé
- * *Papilio machaon*..... Machaon

6. - Tortricidae

- * *Ramapezia paracintana* (n.sp).. Ramapezia du Djurdjura
- * *Stenodes pseudoalternana* (n.sp)..... Stenode

E. Nevroptères**1. - Chrysopidae**

- * *Chrysopa carnea*..... Chrysope
- * *Chrysopa vulgaris*..... Chrysope commun

F. Odonates**1. - Aeshnidae**

- * *Anax imperator*..... Anax empereur

G. Mantodes**1. - Mantidae**

- * *Iris oratoria*..... Iris
- * *Mantis religiosa*..... Mante religieuse
- * *Rivetina fasciata*..... Rivetine fascié
- * *Sphodromantis bioculata*..... Mante à deux yeux

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Chaâbane 1415 correspondant au 17 janvier 1995.

Nouredine BAHBOUH.



Arrêté du 8 Chaoual 1415 correspondant au 9 mars 1995 fixant les tailles marchandes des grands migrants halieutiques.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret législatif n° 94-13 du 17 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 28 mai 1994 fixant les règles générales relatives à la pêche ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 portant attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-115 du 21 avril 1990 portant création de l'agence nationale pour le développement des pêches ;

Vu le décret exécutif n° 95-38 du 26 Chaâbane 1415 correspondant au 28 janvier 1995 fixant les conditions et les modalités de pêche commerciale des grands migrants halieutiques par des navires étrangers dans les eaux sous juridiction nationale et notamment son article 2 ;

C. Dipètres**1. - Tachinidae**

- * *Compsilura conccinata*..... Compsilure
- * *Exorista larvarum*..... Exoriste larvarum
- * *Exorista segregata*..... Exoriste
- * *Phryxe caudata*..... Phryxe
- * *Senometopia separata*..... Senomètope

2. - Syrphydae

- * *Syrphus corollae*..... Syrphe enguirlandé

D. Lepidoptères**1. - Satyridae**

- * *Melanagria galathea*..... Demi-deuil
- * *Pandoriana pandora*..... Cardinal
- * *Satyrus semele*..... Satyre

2. - Lycaenidae

- * *Polyommatus icarus*..... Argus bleu ou icare

3. - Pieridae

- * *Aporia crataegi*..... Gazé
- * *Colias croccus*..... Le souci
- * *Euchloe pechi*..... La pieride de la steppe
- * *Gonepteryx rhamni*..... Citron

4. - Nymphalidae

- * *Argynnis paphia*..... Nacré tabac d'Espagne
- * *Vanessa atalanta*..... Vulcain ou amiral
- * *Vanessa polychloros*..... Vanesse grande tortue

5. - Papilionidae

- * *Iphiclides festhemalii*..... Flambé
- * *Papilio machaon*..... Machaon

6. - Tortricidae

- * *Ramapezia paracintana* (n.sp).. Ramapezia du Djurdjura
- * *Stenodes pseudoalternana* (n.sp)..... Stenode

E. Nevroptères**1. - Chrysopidae**

- * *Chrysopa carnea*..... Chrysope
- * *Chrysopa vulgaris*..... Chrysope commun

F. Odonates**1. - Aeshnidae**

- * *Anax imperator*..... Anax empereur

G. Mantodes**1. - Mantidae**

- * *Iris oratoria*..... Iris
- * *Mantis religiosa*..... Mante religieuse
- * *Rivetina fasciata*..... Rivetine fascié
- * *Sphodromantis bioculata*..... Mante à deux yeux

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Chaâbane 1415 correspondant au 17 janvier 1995.

Nouredine BAHBOUH.



Arrêté du 8 Chaoual 1415 correspondant au 9 mars 1995 fixant les tailles marchandes des grands migrants halieutiques.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret législatif n° 94-13 du 17 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 28 mai 1994 fixant les règles générales relatives à la pêche ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990 portant attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-115 du 21 avril 1990 portant création de l'agence nationale pour le développement des pêches ;

Vu le décret exécutif n° 95-38 du 26 Chaâbane 1415 correspondant au 28 janvier 1995 fixant les conditions et les modalités de pêche commerciale des grands migrants halieutiques par des navires étrangers dans les eaux sous juridiction nationale et notamment son article 2 ;

Arrête :

Article 1^{er}. — En application des dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 95-38 du 28 janvier 1995 susvisé, les tailles marchandes des espèces dites grands migrateurs halieutiques, dont la pêche est autorisée sont fixées comme suit :

- * Thon rouge : 70 cm
- * Thonine : 40 cm
- * Bonite à ventre rayé, skipjak, lostao : 35 cm
- * Bonite à dos rayé : 35 cm
- * Auxide ou melva : 22 cm
- * Espadon : 120 cm

Art. 2. — Les tailles marchandes des espèces dites grands migrateurs halieutiques figurant à l'article 1^{er} ci-dessus sont mesurées du bout du museau à l'extrémité de la nageoire caudale.

Art. 3. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Chaoual 1415 correspondant au 9 mars 1995.

Noureddine BAHBOUH.

Décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995 portant nomination du directeur général de l'office régional de développement forestier de la région steppique orientale.

Par décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995, M. Rabah Khaled est nommé directeur général de l'office régional de développement forestier de la région steppique orientale.

Décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995 portant nomination du directeur général de l'office régional de développement forestier de la région tellienne orientale.

Par décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995, M. Mostéfa Zine est nommé directeur général de l'office régional de développement forestier de la région tellienne orientale.

Décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995 portant nomination d'un sous-directeur au ministère des transports.

Par décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995, M. Maamar Boukhalfa est nommé sous-directeur de la circulation routière au ministère des transports.

Décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995 portant nomination d'un directeur d'études au ministère de la petite et moyenne entreprise.

Par décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995, Mlle Selwa Demaghatrous est nommée directeur d'études au ministère de la petite et moyenne entreprise.

Décrets exécutifs du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995 portant nomination de sous-directeurs au ministère de la petite et moyenne entreprise.

Par décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995, M. Mustapha Salhi est nommé sous-directeur du personnel et des moyens au ministère de la petite et moyenne entreprise.

Par décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995, Mme. Rania Redjouani épouse Medani est nommée sous-directeur de l'animation et du développement des activités locales au ministère de la petite et moyenne entreprise.

Décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995 portant nomination d'un inspecteur au ministère du tourisme et de l'artisanat.

Par décret exécutif du 2 Moharram 1416 correspondant au 1er juin 1995, Djilani Halaimia est nommé inspecteur au ministère du tourisme et de l'artisanat.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté du 29 Chaâbane 1415 correspondant au 31 janvier 1995 portant organisation des opérations de monte publique des étalons des haras nationaux.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 82-388 du 27 novembre 1982 portant institution du stud-book algérien;

Vu le décret n° 86-263 du 21 octobre 1986 portant création de l'office national de développement des élevages équins ;

Vu le décret n° 87-17 du 13 décembre 1987 portant création de la société des courses hippiques et du pari-mutuel ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Arrête :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet d'organiser les opérations de monte publique des étalons des haras nationaux.

Art. 2. — La monte naturelle consiste en un accouplement direct des reproducteurs.

La monte peut être artificielle. Elle consiste en toute opération tendant à assurer la reproduction par des moyens complémentaires ou différents de l'accouplement direct des animaux reproducteurs.

Art. 3. — Il est entendu par "étalon" tout mâle reproducteur des espèces équine et asine.

Art. 4. — Les opérations de monte s'effectuent dans les stations de monte chargées de mettre à la disposition de tout éleveur, des étalons sélectionnés.

Art. 5. — La saison de monte s'étend du 15 février au 15 juin de chaque année.

La station est tenue d'informer les éleveurs par tous les moyens nécessaires, au moins un (1) mois à l'avance de l'ouverture de la saison de monte.

CHAPITRE II

DEROULEMENT DES OPERATIONS DE MONTE

Art. 6. — Toute jument présentée à la station de monte, doit faire l'objet d'un examen zootechnique.

Les juments dont l'état de santé est douteux, doivent être présentées par le propriétaire à un vétérinaire pour un examen approfondi.

Dans ce cas, le certificat vétérinaire de bonne santé est exigé.

Art. 7. — La station de monte est tenue de procéder, avant chaque saillie à la vérification de l'identité de toute jument présentée, et d'orienter l'éleveur dans le choix de l'étalon.

CHAPITRE III

DE L'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS DE SAILLIE

Art. 8. — Seuls les certificats de saillie établis par l'office national de développement des élevages équins sont valables sur tout le territoire national.

Art. 9. — Le certificat réglementaire de saillie est la partie détachable d'un carnet de certificats de saillie portant des numéros d'ordre.

Art. 10. — Les carnets de certificats de saillie sont délivrés par l'office national de développement des élevages équins contre accusé de réception.

Ils doivent être restitués à l'office national de développement des élevages équins dès leur épuisement.

Le certificat réglementaire de saillie est remis au propriétaire de la jument saillie.

La déclaration de naissance sera portée au dos du certificat de saillie.

Les souches des certificats de saillie attribués doivent rester dans ce carnet. Il en est de même pour les certificats non attribués.

Art. 11. — Les certificats de saillie sont de différentes couleurs :

- rouge, pour les étalons de race pur-sang arabe;
- blanche, pour les étalons de race pur-sang anglais ;
- bleue, pour les étalons de race barbe ;
- verte, pour les étalons de race arabe-barbe ;
- beige, pour les baudets.

Art. 12. — Un registre de saillies à pages numérotées est ouvert au niveau de chaque station de monte.

Il comprend :

- les noms et adresse du propriétaire,
- le recensement des juments saillies au fur et à mesure de leur présentation,
- le signalement de la jument ainsi que les dates des saillies (1er, 2ème, 3ème saut),
- le nom de l'étalon,
- le numéro du certificat de saillie.

L'inscription et le signalement des produits doivent figurer dans une case réservée à cet effet.

Dans le cas où la jument présentée est sans produit, le motif doit être mentionné.

CHAPITRE IV

DE LA DECLARATION DE NAISSANCE DU PRODUIT

Art. 13. — La déclaration de naissance est manuscrite. Elle est adressée au chef de la station de monte par le propriétaire de la jument dans un délai n'excédant pas les huit (8) jours suivant le poulage.

Le relevé du signalement du produit "sous la mère" doit être effectué dans un délai de quinze (15) jours suivant la naissance. Dans le cas de mortalité de la mère avant le relevé du signalement du produit, ce dernier est subordonné à la présentation d'un certificat vétérinaire indiquant la preuve de la mort et le relevé exact du signalement de la mère.

Sur la base de la déclaration de naissance et du relevé du signalement "sous la mère" l'office national de développement des élevages équin, établit le livret signalétique pour les produits de race pure et le certificat d'origine pour les produits de croisement.

Art. 14. — Les dispositions du présent arrêté font l'objet, en tant que de besoin, de circulaires d'application.

Art. 15. — Les directeurs des services vétérinaires et les directeurs généraux de la société des courses hippiques et du pari-mutuel ainsi que de l'office national de développement des élevages équin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Chaâbane 1415 correspondant au 31 janvier 1995.

Nouredine BAHBOUH.



Arrêté du 29 Chaabane 1415 correspondant au 31 janvier 1995 fixant les modalités d'agrément des étalons du secteur privé aux opérations de monte publique.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 82-388 du 27 novembre 1982 portant institution du stud-book algérien;

Vu le décret n° 86-263 du 21 octobre 1986 portant création de l'office national de développement des élevages équin;

Vu le décret n° 87-17 du 13 décembre 1987 portant création de la société des courses hippiques et du pari-mutuel;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu l'arrêté ministériel du 29 Chaabane 1415 correspondant au 31 janvier 1995 portant organisation des opérations de monte publique des étalons des haras nationaux;

Arrête:

Article 1er. Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités d'agrément des étalons du secteur privé aux opérations de monte publique.

Art.2 _ Tout propriétaire d'un étalon doit, avant de le destiner à la monte publique, obtenir l'agrément préalable de l'office national de développement des élevages équin.

Art. 3 _ L'agrément ne peut être accordé que lorsque l'étalon satisfait aux conditions suivantes:

— appartenir à une race reconnue en Algérie;

— avoir des qualités zootechniques jugées suffisantes pour améliorer sinon maintenir les qualités de la race;

— être en bonne santé; le certificat vétérinaire faisant foi.

— l'exploitation dans laquelle est entretenu l'étalon doit répondre aux conditions zootechniques et sanitaires requises.

Art. 4. — L'agrément est accordé pour la durée d'une saison de monte telle que fixée par l'arrêté du 29 Chaâbane 1415 correspondant au 31 janvier 1995 susvisé.

Il peut être reconduit à la demande du propriétaire.

Art. 5. — La demande d'agrément doit parvenir à l'office national de développement des élevages équin au plus tard le 31 décembre de l'année en cours, accompagnée d'un certificat vétérinaire attestant la bonne santé de l'étalon, et des copies des livrets signalétiques de l'étalon et des juments à saillir.

Toutefois, des dérogations peuvent être accordées par le ministre de l'agriculture en cas de déplacement de l'étalon à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire national et en cas de nouvelles acquisitions intervenant au delà de cette date.

Art. 6. — L'agrément est délivré sous forme de permis de monte portant les mentions "étalon approuvé" ou "étalon autorisé".

Un étalon est "approuvé" lorsqu'il est susceptible d'améliorer la race. Le propriétaire de l'étalon peut faire saillir des juments appartenant à d'autres propriétaires.

Un étalon est "autorisé" lorsqu'il est susceptible de maintenir les qualités de la race; le propriétaire ne peut faire saillir que ses propres juments.

Art. 7. — Il est délivré par l'office national de développement des élevages équin, au propriétaire de l'étalon, un carnet de certificats de saillies spécialement prévus à cet effet.

Art. 8. — L'agrément peut être retiré lorsque les conditions fixées à l'article 3 ci-dessus ne sont plus respectées; le retrait de l'agrément doit être notifié au propriétaire de l'étalon par écrit.

Vu le décret n° 83-703 du 26 novembre 1983 portant création d'un centre de formation d'agents techniques spécialisés des forêts à Jijel ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 portant statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques à l'administration des forêts, notamment son article 22 ;

Vu le décret exécutif n° 94-365 du 8 Joumada Ethania 1415 correspondant au 12 novembre 1994 portant création du centre national de perfectionnement en foresterie ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 22 du décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités d'organisation de stages de formation spécialisée en foresterie.

Art. 2. — L'ouverture du stage est prononcée par un arrêté du ministre chargé des forêts qui fixe :

- les dates d'ouverture du stage,
- le nombre de candidats par corps et par grades ;
- le lieu de déroulement du stage.

Art. 3. — Les périodes de stages de formation spécialisée par corps sont fixées comme suit :

- officiers supérieurs des forêts : 48 jours,
- officiers des forêts : 60 jours,
- sous-officiers des forêts : 75 jours.

Art. 4. — La formation spécialisée est organisée au sein des établissements suivants :

1) Corps des officiers supérieurs :

- centre national de perfectionnement en foresterie (Tlemcen).

2) Corps des officiers :

- institut de technologie forestière (I.T.E.F) (Batna).

3) Corps des sous-officiers :

- centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts (Jijel et Médéa).

Art. 5. — Une attestation de fin de stage, établie par le directeur de chaque établissement, est délivrée au candidat déclaré admis sur la base de la proclamation des résultats du jury d'admission.

Art. 6. — Le jury, prévu à l'article 5 ci-dessus, est composé comme suit :

- le représentant du directeur général des forêts, président,
- le représentant du directeur de la formation au ministère chargé des forêts,
- le directeur de l'établissement concerné,
- un membre élu de la commission du personnel du corps ou du grade considéré de la direction générale des forêts.

Art. 7. — A l'issue de la période de stage, telle que définie ci-dessus, les stagiaires sont, soit confirmés à leur nouveau poste de travail, soit licenciés après un préavis de quinze (15) jours.

Art. 8. — Les stagiaires, ayant déjà la qualité de fonctionnaire et non confirmés dans leur nouveau poste de travail, sont reversés dans leur corps d'origine.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995.

P. Le Chef
du Gouvernement,

Le ministre
de l'agriculture

*Le directeur général de
la fonction publique,*

Nourredine BAHBOUH.

Djamal KHARCHI.



Arrêté du 29 Safar 1417 correspondant au 15 juillet 1996 fixant les caractéristiques et modalités d'apposition des estampilles des viandes de boucherie.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative à la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret n° 91-514 du 22 décembre 1991 relatif aux animaux interdits à l'abattage ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Arrête :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les caractéristiques et les modalités d'apposition des estampilles des viandes de boucherie.

Art. 2. — La conformité aux normes sanitaires des viandes de boucherie est attestée par l'apposition sur les denrées elles mêmes et/ou leur emballage, d'estampilles ou de marques sanitaires définies par le présent arrêté.

Art. 3. — On entend par viandes de boucherie, toutes les parties des animaux des espèces bovine, ovine, caprine, caneline et équine, reconnues propres à la consommation humaine quelles que soient leurs formes de présentation notamment les viandes découpées, désossées ou non.

On entend par abattoir, tout établissement d'abattage où sont abattus des animaux de boucherie appartenant aux espèces désignées ci-dessus.

On entend par tuerie, tout emplacement désigné par les autorités locales pour l'abattage d'animaux de boucherie.

Art. 4. — Les lieux d'abattage et les ateliers de découpe sont agréés par les services de l'inspection vétérinaire de wilaya. L'agrément donne lieu à l'attribution d'un numéro. Le numéro d'agrément est composé de cinq (5) chiffres décomposés comme suit :

- Les deux premiers chiffres représentent le numéro minéralogique de la wilaya.

- le troisième chiffre représente :

- * Le 1 pour les abattoirs

- * Le 2 pour les tueries

- * Le 7 pour les ateliers de découpe.

- Les deux derniers chiffres étant le numéro de série de la même catégorie d'établissements dans la même wilaya.

CHAPITRE II

ESTAMPILLAGE SANITAIRE DANS LES ABATTOIRS ET LES TUERIES

Art. 5. — L'estampille sanitaire des viandes doit être effectué à l'aide d'estampilles sanitaires spécifiques aux abattoirs.

Art. 6. — L'estampillage sanitaire d'abattoir est effectué à l'aide d'une roulette qui présente les caractéristiques suivantes :

- La forme est circulaire, d'un diamètre de quatre vingt (80) millimètres et d'une largeur de quarante cinq (45) millimètres.

- Les caractères en relief doivent être lisibles et où doit figurer le terme :

« inspection vétérinaire » suivi du numéro d'agrément du lieu d'abattage.

Art. 7. — Les estampilles et les encres alimentaires sont fournies par les propriétaires de l'établissement d'abattage.

Elles sont détenues sous l'entière responsabilité de l'inspecteur vétérinaire désigné par les services de l'inspection vétérinaire de wilaya.

Art. 8. — Dans les établissements d'abattage, l'estampillage est effectué par apposition directe sur les viandes de l'empreinte à l'encre des estampilles définies à l'article 10 ci-dessous.

L'encre alimentaire utilisée doit être à base de colorants dont l'emploi est autorisé par la réglementation en vigueur.

Art. 9. — les carcasses aptes à la consommation humaine seront estampillées pour chaque demi-carcasse de la manière suivante :

- Pour les carcasses de moins de 30 kilogrammes :

- longitudinalement depuis l'épaule jusqu'à la cuisse.

- Pour les carcasses de plus de 30 kilogrammes :

- longitudinalement depuis l'épaule jusqu'à la cuisse et verticalement sur l'épaule et la cuisse.

Art. 10. — Seules sont autorisées pour l'estampillage les encres vertes, violettes, rouges et noires :

- Les carcasses de veaux et agneaux doivent être estampillées à l'aide d'encre verte.

- Les carcasses des espèces bovines et ovines, autres que celles définies dans le précédent alinéa à l'aide d'encre violette.

- Les carcasses d'équins, de camelins et de caprins à l'aide d'encre rouge.

- Les carcasses de toutes espèces destinées à l'industrie de transformation à l'aide d'encre noire.

CHAPITRE III

ESTAMPILLAGE DANS LES ATELIERS DE DECOUPE

Art. 11. — La découpe ne peut être effectuée que sur les carcasses bovines et ovines.

Art. 12. — Dans les ateliers de découpe, les morceaux découpés, désossés ou non, doivent être revêtus d'une marque sanitaire dont les caractéristiques sont les suivantes :

• Cachet de forme ovale de 55 mm de long et de 45 mm de large à l'intérieur duquel figurent en relief :

• Dans la partie supérieure, le numéro d'agrément vétérinaire de l'atelier de découpe.

• Dans la partie inférieure, les initiales ISV de l'inspection sanitaire vétérinaire.

Les caractères des chiffres et des lettres doivent avoir une hauteur de 10 mm.

Art. 13. — L'estampille doit être portée sur chaque morceau de découpe provenant des carcasses bovines et ovines.

Art. 14. — La couleur employée doit être identique à celle laissée par l'estampille apposée sur la carcasse, lors du contrôle d'abattoir.

Celle-ci doit obligatoirement être apposée avant le découpage.

Art. 15. — Pour les pièces de viande conditionnées sous vide destinées à être vendues au détail, la marque sanitaire peut être apposée uniquement sur l'emballage.

Art. 16. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Safar 1417 correspondant au 15 juillet 1996.

Noureddine BAHBOUH.

**MINISTRE DE LA SANTE
ET DE LA POPULATION**

**Arrêté interministériel du 28 Ramadhān 1416
correspondant au 17 février 1996 relatif
aux conditions d'aptitude et à la
surveillance médicale particulière des
scaphandriers plongeurs.**

Le ministre de la santé et de la population,

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, en son article 68;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé;

Vu la loi n° 88-07 du 26 janvier 1988 relative à l'hygiène, à la sécurité et à la médecine du travail;

Vu la loi n° 90-03 du 6 février 1990, modifiée et complétée, relative à l'inspection du travail;

Vu la loi n° 90-11 du 21 avril 1990, modifiée et complétée, relative aux relations de travail, notamment ses articles 5 à 17;

Vu le décret législatif n° 94-13 du 17 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 28 mai 1994 fixant les règles générales relatives à la pêche;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 91-05 du 19 janvier 1991 relatif aux règles générales de protection applicables en matière d'hygiène et de sécurité en milieu de travail;

Vu le décret exécutif n° 93-120 du 15 mai 1993 relatif à l'organisation de la médecine du travail, notamment son article 16;

Vu le décret exécutif n° 95-323 du 26 Joumada El Oula 1416 correspondant au 21 octobre 1995 réglementant l'exploitation des ressources corallifères, notamment son article 18;

Vu l'arrêté interministériel du 2 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 2 avril 1995 fixant la convention-type relative à la médecine du travail établie entre l'organisme employeur et le secteur sanitaire ou la structure compétente ou le médecin habilité;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 18 du décret exécutif n° 95-323 du 26 Joumada El Oula 1416 correspondant au 21 octobre 1995 susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les conditions d'aptitude et les modalités de surveillance médicale particulière des plongeurs.

Art. 2. — Les plongeurs doivent satisfaire à la condition d'âge, avoir 18 ans au moins et 40 ans au plus.

La qualification du plongeur doit être précisée et correspondre à l'un des degrés suivants :

1er degré : il concerne les plongeurs qualifiés pour l'exécution de travaux à des pressions n'excédant pas 4 bars relatifs,

2e degré : il concerne les plongeurs qualifiés pour l'exécution de travaux à des pressions n'excédant pas 6 bars relatifs,

3e degré : il concerne les plongeurs qualifiés pour l'exécution de travaux à des pressions supérieures à 6 bars relatifs.

Art. 3. — Aucun travailleur ne doit être admis en qualité de plongeur s'il ne subit un examen médical d'embauchage spécial et sans une attestation médicale spécifiant qu'il ne présente aucune inaptitude à ce genre de travail.

Vu le décret exécutif n° 89-94 du 20 juin 1989, modifié et complété, portant création de l'Office national des examens et concours ;

Vu le décret exécutif n° 94-265 du 29 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 6 septembre 1994, fixant les attributions du ministre de l'éducation nationale.

Arrête :

Article 1er. — La participation des candidats aux frais de fonctionnement des examens et concours scolaires et professionnels est fixée en fonction des groupes prévus par l'article 8 du décret n° 84-296 du 13 octobre 1984, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — La participation des candidats aux frais de fonctionnement des examens et concours scolaires et professionnels visée à l'article 1er ci-dessus est fixée comme suit :

Groupes	Examens et concours scolaires		Examens et concours professionnels
	Candidat scolaire	Candidat libre	
Groupe I	/	/	1500,00 DA
Groupe II	500,00 DA	700, 00 DA	1200,00 DA
Groupe III	250,00 DA	350, 00 DA	600,00 DA

Art. 3. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 9 Joumada El Oula 1417 correspondant au 22 septembre 1996.

Slimane CHIKH.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE**

Arrêté du 23 Ramadhan 1417, correspondant au 1er février 1997, Fixant les conditions zoo-sanitaires exigées à l'importation et à l'exportation des équidés.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, à la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Châabane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 82-388 du 27 novembre 1982, portant institution du Stud-Book Algérien;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-452 du 16 Novembre 1991, relatifs aux inspections vétérinaires des postes frontières;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions zoo-sanitaires exigées à l'importation et à l'exportation des équidés.

Art. 2. — Les opérations d'importation et d'exportation des espèces,équine,asine et des produits de leurs croisements ainsi que des poneys, sont autorisées sous réserves des conditions zoo-sanitaires fixés ci-après.

Art. 3. — lors d'importation ou d'exportation, chaque animal doit être accompagné de documents officiels attestant de son identité et mentionnant avec précision son signalement descriptif et graphique.

Art. 4. — Lors d'importation, chaque animal doit être accompagné d'un certificat zoo-sanitaires attestant :

1) qu'aucun cas de peste équine n'a été constaté au cours des deux dernières années dans le pays exportateur, que le pays n'a pas vacciné contre la maladie depuis au moins douze (12) mois et qu'en outre , la maladie est à déclaration obligatoire dans tout le pays depuis au moins deux (02) ans ;

2) qu'aucun cas de morve n'a été déclaré dans le pays d'origine depuis au moins deux (02) années ;

3) qu'aucun cas d'encéphalomyélite vénézuélienne équine n'a été déclaré officiellement dans le pays exportateur au cours des deux (02) dernières années.

4) que l'animal est resté pendant les six (06) mois précédant son expédition, dans une exploitation où aucun cas de dourine n'a été constaté officiellement durant cette période.

5) que l'animal est resté pendant les trois (03) mois précédant son expédition, dans une exploitation où il n'a été constaté officiellement durant cette période aucun cas de :

- * Meningo-encéphalomyélite enzootique des équides ;
- * Rhinopneumonie équine ;
- * Variole équine ;
- * Gales des équidés ;
- * Lymphangite épizootique.

6) que l'animal a été vacciné contre la grippe équine depuis plus de 15 jours et moins d'une année à la date de son expédition.

7) que l'animal a été soumis avec résultat négatifs dans les trente (30) jours précédant son expédition, aux tests suivants :

- * Recherche de l'anémie infectieuse équine ;
- * Recherche de dourine ;
- * Recherche de piropalose ;
- * Recherche de l'artérite virale chez les mâles entiers ;
- * Recherche de mérite contagieuse chez les femelles.

Art. 5. — Chaque animal doit être, en outre, accompagné d'un certificat zoo-sanitaire délivré dans les trois jours précédant son embarquement, attestant qu'il ne présente aucun signe de maladie cliniquement décelable.

Art. 6. — A leur arrivée en Algérie, les équidés sont placés dans des centres de quarantaine pendant trente (30) jours, sous la surveillance d'un vétérinaire officiel.

Au cours de cette période ils pourraient être soumis à une nouvelle prise de sang pour les tests jugés utiles.

Art. 7. — Les clauses zoo-sanitaires à l'exportation sont celles exigées par le pays importateur.

Art. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Ramadhan 1417 correspondant au 1er février 1997.

Nourredine BAHBOUH.

MINISTRE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

Arrêté du 5 Ramadhan 1417 correspondant au 14 janvier 1997, fixant le calendrier de vaccination contre certaines maladies transmissibles.

Le ministre de la santé et de la population,

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-66 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996, fixant les attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret n° 69-88 du 17 juin 1969, modifié et complété, rendant obligatoires certaines vaccinations notamment son article 16.

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 16 du décret n° 69-88 du 17 juin 1969 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer le calendrier des vaccinations obligatoires contre les maladies prévues à l'article 1er du décret suscité.

Art. 2. — Le calendrier des vaccinations obligatoires contre les maladies prévues à l'article 1er du décret n° 69-88 du 17 juin susvisé est fixé conformément au tableau ci-après :

AGE DE LA VACCINATION	VACCINS
Naissance	BCG + POLIO ORAL
3 mois	DTCoq + POLIO ORAL
4 mois	DTCoq + POLIO ORAL
5 mois	DTCoq + POLIO ORAL
9 mois	ANTIROUGEOLEUX
18 mois	DTCoq + POLIO ORAL
6 ans	DT enfant + POLIO ORAL + ANTIROUGEOLEUX
11-13 ans	DT adulte + POLIO ORAL
16-18 ans	DT adulte + POLIO ORAL
Tous les 10 ans après 18 ans	DT adulte

Art. 4. — Les travailleurs régulièrement nommés à un poste figurant aux tableaux visés aux articles 2 et 3 ci-dessus, bénéficient du salaire de base attaché à la section de la catégorie de classement du poste occupé.

Art. 5. — Outre le salaire de base, les travailleurs visés aux articles 2 et 3 ci-dessus, bénéficient de l'indemnité d'expérience acquise au titre du grade d'origine, ainsi que des indemnités et primes prévues par la réglementation en vigueur.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rajab 1417 correspondant au 19 novembre 1996.

Le ministre de l'éducation nationale, P. Le ministre des finances,

Slimane CHEIKH.

*Le ministre délégué auprès
du ministre des finances,
chargé du budget,*

Ali BRAHITI.

Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement,
chargé de la réforme administrative
et de la fonction publique,

Amer HARKAT.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE**

Arrêté du 3 Safar 1418 correspondant au 8 juin 1997 fixant les conditions et les modalités de pêche aux coquillages vivants.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine;

Vu le décret exécutif n° 96-121 du 18 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 6 avril 1996 fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche, notamment son article 38;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 38 du décret exécutif n° 96-121 du 18 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 6 avril 1996 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions et les modalités de pêche aux coquillages vivants.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté est entendu par :

* coquillages vivants : les espèces marines appartenant aux groupes des mollusques bivalves, des gastéropodes, des échinodermes et des tuniciers;

* pêche aux coquillages vivants : tout acte tendant à la récolte et au ramassage de ces espèces, à l'aide d'engins manuels ou mécaniques;

* zone de reparcage : toute partie du territoire maritime lagunaire ou d'estuaire agréée par l'autorité compétente et clairement délimitée et signalisée, consacrée exclusivement à la purification naturelle des mollusques bivalves vivants;

* centre de purification : tout établissement ou installation dûment agréée par l'autorité compétente, destiné à pratiquer exclusivement la purification des mollusques bivalves vivants;

* autorité compétente : les services vétérinaires officiels compétents pour effectuer les contrôles qualitatifs et sanitaires.

Art. 3. — L'exercice de la pêche aux coquillages vivants est soumis à une autorisation préalable délivrée par l'administration des pêches, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Ladite autorisation est délivrée exclusivement pour l'exercice de la pêche aux coquillages vivants.

Art. 4. — L'exercice de la pêche aux coquillages vivants par quelque procédé que ce soit, peut être limité ou interdit dans le temps ou dans l'espace chaque fois que sa limitation ou son interdiction est reconnue nécessaire.

Art. 5. — L'ouverture des zones de pêche aux coquillages vivants est subordonnée aux résultats des analyses microbiologiques, toxicologiques et physico-chimiques de l'eau et du produit provenant des dites zones, afin de déceler la présence de composés toxiques ou nocifs, d'origine naturelle ou rejetés dans l'environnement, susceptibles d'avoir un effet sur la santé humaine ou le goût des coquillages.

Art. 6. — Les zones de pêches aux coquillages vivants sont définies et classées de la manière suivante :

Zone A :

Zone salubre, dans laquelle les coquillages vivants sont récoltés pour la consommation humaine directe, sans le passage par un centre de purification ou zone de reparcage.

Zone B :

Zone peu contaminée, dans laquelle les coquillages vivants ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine directe, qu'après avoir subi pendant une durée de 24 à 48 h, un traitement dans un centre de purification ou un reparcage dans une zone salubre, portant sur une période de 1 à 2 mois.

Zone C :

Zone fortement contaminée, dans laquelle les coquillages vivants ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine directe, qu'après une purification intensive jamais inférieure à 48 h d'immersion effective, ou un reparcage dans une zone salubre portant sur une période minimale de deux (2) mois.

Zone D :

Zone interdite, dans laquelle les coquillages vivants ne peuvent être récoltés quelque soit leur destination.

Art. 7. — La classification de salubrité des zones de pêche aux coquillages vivants, doit s'effectuer en fonction des critères tels que définis à l'annexe I du présent arrêté.

Art. 8. — La purification ne s'applique pas aux gastéropodes, aux échinodermes et aux tuniciers.

Art. 9. — Les zones de pêche doivent faire l'objet d'analyses périodiques.

Les mesures portent sur des échantillons de coquillages vivants ayant séjourné sur place au moins six (6) mois pour les contaminants chimiques et quinze (15) jours au moins pour les contaminants microbiologiques.

Art. 10. — Les fréquences minimales de prélèvements et d'analyses des coquillages vivants au niveau de ces zones sont définies comme suit :

- analyse microbiologique : tous les trois (3) mois;
- analyse physico-chimique : tous les six (6) mois;
- analyse toxicologique : tous les quinze (15) jours.

Art. 11. — Après son classement, la zone de pêche aux coquillages vivants fait l'objet d'une surveillance sanitaire régulière, sous l'autorité des services vétérinaires officiels, destinés à vérifier la pérennité des caractéristiques ayant fondé son classement et à dépister d'éventuels épisodes de contamination.

Art. 12. — La pêche aux coquillages vivants est interdite du 1er au 31 mai et du 1er au 30 septembre de chaque année.

Art. 13. — La pêche aux coquillages vivants s'effectue à l'aide d'engins manuels ou mécaniques, tractés par un navire équipé d'un armement spécifique.

A ce titre :

— la pêche à pied des coquillages vivants à l'aide de râteaux manuels, doit s'effectuer à des profondeurs n'excédant pas 80 cm;

— la pêche sur de petites barques, des coquillages vivants, à l'aide de râteaux manuels, doit s'effectuer jusqu'à des profondeurs de cinq (5) mètres;

— la pêche sur de petites embarcations motorisées, des coquillages vivants à l'aide d'une cage métallique, doit s'effectuer à des profondeurs supérieures à cinq (5) mètres.

Art. 14. — L'embarcation motorisée servant à la pêche aux coquillages vivants, à l'aide d'une cage métallique, doit être dotée de plaques trieuses, aux fins de rejeter à la mer les produits non conformes.

Art. 15. — Les caractéristiques techniques des engins de pêche aux coquillages vivants sont définies en annexe II du présent arrêté.

Art. 16. — Sont prohibés les engins de pêche aux coquillages vivants, non conformes aux dispositions du présent arrêté.

Art. 17. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Safar 1418 correspondant au 8 juin 1997.

P. Le ministre de l'agriculture et de la pêche

Le secrétaire général

Ahmed BOUAKANE.

ANNEXE I

Critères de classification des zones de pêche

Zone A :

Coliformes fécaux : ne dépassent pas 300/100 g de chair de coquillage et de liquide intervalvaire dans 100% des échantillons;

Escherichia coli : ne dépassent pas 230/100 g de chair de coquillage et de liquide intervalvaire dans 100% des échantillons;

Salmonelles : absence dans 25 g de chair de coquillage dans 100% des échantillons;

Plomb : ne dépasse pas 02 mg dans la chair de coquillage dans 100% des échantillons;

Mercure total : ne dépasse pas 0,5 mg dans la chair de coquillage dans 100% des échantillons;

Cadmium : ne dépasse pas 02 mg dans la chair de coquillage dans 100% des échantillons;

Paralytic Shellfish Poison (PSP) : ne dépasse pas 80 ug pour 100 g de chair de coquillage;

Diarrheic Shellfish Poison (DSP) : absence.

Zone B :

Coliformes fécaux : ne dépassent pas 6000/100 g de chair de coquillage et de liquide intervalvaire dans 90% des échantillons;

Escherichia coli : ne dépassent pas 4600/100 g de chair de coquillage et de liquide intervalvaire dans 90% des échantillons;

Salmonelles : absence dans 25 g de chair de coquillage dans 100% des échantillons;

Les contaminants chimiques et toxicologiques restent ceux requis pour la zone A.

Zone C :

Coliformes fécaux : ne dépassent pas les 60.000/100 g de chair de coquillage et de liquide intervalvaire dans 90% des échantillons;

Escherichia coli : ne dépassent pas 46.000/100 g de chair de coquillage et de liquide intervalvaire dans 90% des échantillons;

Salmonelles : absence dans 25 g de chair de coquillage dans 100% des échantillons;

Les contaminants chimiques et toxicologiques restent ceux requis pour la zone A.

Zone D :

Coliformes fécaux : supérieur à 60.000/100 g de chair de coquillage et de liquide intervalvaire dans 90% des échantillons;

Escherichia coli : supérieur à 40.600/100 g de chair de coquillage et de liquide intervalvaire dans 90% des échantillons;

Les contaminants chimiques et toxicologiques sont supérieurs que ceux requis pour la zone A.

ANNEXE II

Caracteristiques techniques des engins de pêche aux coquillages vivants

Les caractéristiques techniques de la cage métallique et de la plaque trieuse servant respectivement à la récolte et au tri des coquillages vivants, sont définies comme suit :

* la cage métallique doit avoir :

— une largeur d'ouverture n'excédant pas trois (3) mètres;

— des fourches d'une longueur n'excédant pas (10) centimètres.

* la plaque trieuse doit avoir :

— une dimension d'un mètre carré (1 m²);

— des perforations selon les tailles minimales marchandes des espèces pêchées, conformément à la réglementation en vigueur.

**MINISTERE DU TOURISME
ET DE L'ARTISANAT**

Arrêté du 11 Chaoual 1417 correspondant au 18 février 1997 portant création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère du tourisme et de l'artisanat.

Le ministre du tourisme et de l'artisanat,

Vu le décret n° 84-10 du 14 janvier 1984 fixant la compétence, la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions paritaires;

Vu le décret n° 84-11 du 14 janvier 1984 fixant les modalités de désignation des représentants du personnel aux commissions paritaires;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 89-224 du 5 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques;

Vu le décret exécutif n° 89-225 du 5 décembre 1989 portant statut particulier des ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles et des appariteurs;

Vu le décret exécutif n° 95-144 du 20 Dhou El Hidja 1415 correspondant au 20 mai 1995 portant statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée du tourisme et de l'artisanat;

Vu l'arrêté du 9 avril 1984 fixant le nombre des membres des commissions paritaires;

Arrête :

Article 1er. — Il est créé auprès du ministère du tourisme et de l'artisanat, trois (3) commissions paritaires compétentes à l'égard des corps de fonctionnaires suivants:

Art. 8. — Le service de l'extension du patrimoine et de la protection de la flore et de la faune comprend :

- 1 — le bureau de l'extension du patrimoine et de la protection des terres ;
- 2 — le bureau de la protection de la flore et de la faune.

Art. 9. — Le service de l'administration et des moyens comprend :

- 1 — le bureau de la gestion de ressources humaines et de la formation ;
- 2 — le bureau des budgets et des moyens.

Art. 10. — Les conservations des forêts des wilayas de Batna, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, El-Tarf, Tébessa, Saïda, Béjaïa, Tiaret, Médéa, Khenchela, Djelfa et M'Sila comprennent cinq circonscriptions des forêts.

Art. 11. — Les conservations des forêts des wilayas de Jijel, Aïn Defla, Bouira, Souk Ahras, Bordj Bou Arréridj, Sétif, Mascara, Tissemsilt, Oum El Bouaghi, Annaba, Chlef, Guelma, Relizane, Tipaza et Tizi Ouzou, comprennent quatre circonscriptions des forêts.

Art. 12. — Les conservations des forêts des wilayas de Laghouat, El Bayadh, Oran, Blida, Mostaganem, Mila, Naâma et Boumerdès comprennent trois (3) circonscriptions des forêts.

Art. 13. — Les conservations des forêts des wilayas de Biskra, Aïn Témouchent, Constantine, Alger, Adrar, Tindouf, Béchar, El Oued, Ghardaïa, Illizi, Ouargla et Tamanghasset comprennent deux (2) circonscriptions des forêts.

Art. 14. — Les circonscriptions des forêts prévues aux articles 10, 11, 12 et 13 ci-dessus sont organisées en deux (2) bureaux :

- le bureau de la gestion et de l'extension du patrimoine ;
- le bureau de la protection des ressources forestières.

Art. 15. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997.

Le ministre délégué auprès
du Chef du Gouvernement
chargé de la réforme
administrative
et de la fonction publique,

Ahmed NOUI

P/le ministre des finances et par délégation,

Le directeur général du budget,

Ahmed SADOUDI.

P/le ministre
de l'agriculture
et de la pêche
et par délégation

Le secrétaire général

Ahmed BOUAKEN

Arrêté du 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché de mollusques bivalves vivants.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de la médecine vétérinaire et la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu le décret législatif n° 94-13 du 17 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 28 mai 1994 fixant les règles générales relatives à la pêche ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche ;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Jumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté du 26 Moharram 1418 correspondant au 3 juin 1997 relatif aux conditions et modalités de la pêche aux coquillages vivants ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de fixer les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des mollusques bivalves vivants destinés à la consommation humaine directe ou à la transformation avant consommation.

Hormis les dispositions relatives à la purification, le présent arrêté s'applique aux échinodermes, aux tuniciers et aux gastéropodes marins.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

1 — mollusques bivalves: les mollusques lamellibranches filtreurs, dont le corps est mou, comprimé latéralement avec une coquille fissurée longitudinalement dont le centre dorsale est formé de deux valves et sert de région articulaire ;

2 — biotoxines marines : les substances toxiques accumulées par les mollusques bivalves quand ils se nourrissent de plancton contenant des toxines ;

3 — eau de mer propre : l'eau de mer ou l'eau saumâtre, à utiliser dans les conditions énoncées dans le présent arrêté, exempt de contamination microbiologique et de composés toxiques ou nocifs d'origine naturelle ou rejetés dans l'environnement en quantité susceptible d'avoir une incidence néfaste sur la qualité des mollusques bivalves ou d'en détériorer le goût ;

4 — autorité compétente : les services vétérinaires officiels, compétents pour effectuer les contrôles sanitaires;

5 — finition : l'entreposage des mollusques bivalves dont la qualité hygiénique ne nécessite pas un reparcage ou un traitement de purification, dans des installations contenant de l'eau de mer propre ou de sites naturels, pour les débarrasser du sable, de vase ou du mucus ;

6 — producteur : toute personne physique ou morale qui collecte des mollusques bivalves vivants en vue de leur mise sur le marché ;

7 — zone de production : toute partie de territoire maritime, lagunaire ou d'estuaire, où se trouvent des bancs naturels de mollusques bivalves, et/ou, des sites employés pour la culture des mollusques bivalves, à partir desquels les mollusques bivalves vivants sont récoltés ;

8 — zone de reparcage : toute partie de territoire maritime, lagunaire ou d'estuaire, agréée par l'autorité compétente et clairement signalisée, consacrée exclusivement à la purification naturelle des mollusques bivalves vivants ;

9 — reparcage : le transfert des mollusques bivalves vivants dans des zones maritimes, lagunaires et estuaires de salubrité adéquate, sous contrôle de l'autorité compétente, pendant le temps nécessaire à l'élimination des contaminants ;

10 — centre d'expédition : installations terrestres ou flottantes agréées par l'autorité compétente où se pratique l'expédition ;

11 — expédition : l'ensemble des opérations pratiquées par un expéditeur en des installations particulières permettant de préparer pour la consommation humaine des mollusques bivalves vivants, provenant de zones de production salubres, de zones de reparcage ou centres de purification. Elles comportent les opérations de réception, lavage, calibrage, finition, conditionnement et conservation avant transport ;

12 — centre de purification : tout établissement ou installation agréées, destinés à pratiquer exclusivement la purification des mollusques bivalves vivants ;

13 — purification : l'opération consistant à immerger des mollusques bivalves vivants, dans des bassins alimentés en eau de mer naturellement propre ou rendue propre par un traitement approprié, pendant le temps nécessaire pour leur permettre d'éliminer leurs contaminants microbiologiques et les rendre aptes à la consommation humaine ;

14 — moyens de transport : les parties réservées au chargement dans les véhicules automobiles, les véhicules circulant sur rails, les aéronefs et les cales des bateaux ou les conteneurs pour le transport par terre, mer ou air ;

15 — conditionnement : l'opération consistant à placer des mollusques bivalves vivants au contact direct d'un contenant adapté à leur transport et à leur distribution ;

16 — mise sur le marché : la détention ou l'exposition en vue de la vente de mollusques bivalves vivants, pour la consommation humaine à l'état cru ou à des fins de transformation.

Art. 3. — La mise sur le marché de mollusques bivalves vivants pour la consommation humaine directe, est soumise aux conditions suivantes :

— ils doivent provenir de zones de production qui satisfont aux exigences sanitaires fixées par la réglementation en vigueur ;

— ils doivent être récoltés et transportés de la zone de production à un centre d'expédition, un centre de purification, une zone de reparcage ou un établissement de transformation, conformément aux normes sanitaires réglementaires en vigueur ;

— ils doivent être manipulés dans des conditions d'hygiène satisfaisantes et épurés, si nécessaire, dans des établissements agréés pour cet usage.

Art. 4. — Les mollusques bivalves vivants doivent satisfaire aux prescriptions suivantes :

— tous les mollusques doivent être vendus valves fermées à l'exception des coquilles Saint-Jacques ;

— un son mat devrait être entendu à la percussion des coques ;

— présenter les caractéristiques visuelles de fraîcheur et de viabilité avec absence de souillure sur la coquille, et une quantité normale de liquide intervalvaire ;

— contiennent moins de 300 coliformes fécaux et moins de 230 *Escherichia coli* pour 100 g de chair de mollusque et de liquide intervalvaire,

— ne contiennent pas de *Salmonelles* dans 25 g de chair de mollusque ;

— ne dépassent pas les normes internationales autorisées en matière de composés toxiques ou nocifs d'origine naturelle ou rejetés dans l'environnement,

— ne contiennent pas plus de 80 mg de *Paralytic shellfish poison* (PSP) dans 100 g de parties comestibles de mollusques (corps entier ou toute partie consommable séparément),

— ne contiennent pas de *Diarrhéic Shelfish Poison* (DSP) dans toutes les parties comestibles de mollusques.

Art. 5. — Les mollusques bivalves vivants doivent subir un contrôle sanitaire effectué par l'autorité compétente. Ce contrôle comprend notamment :

- une surveillance périodique des zones de production, de reparcage et de purification des mollusques bivalves vivants ;

- des examens de laboratoires destinés à contrôler le respect des prescriptions du présent arrêté ;

- une inspection sanitaire des établissements à des intervalles réguliers ;

- un contrôle des lieux d'entreposage et des moyens de transport des mollusques bivalves vivants.

Art. 6. — Le conditionnement des mollusques bivalves vivants doit être effectué dans des emballages répondant aux conditions d'hygiène suivantes :

- n'altère pas les propriétés organoléptiques des mollusques bivalves vivants ;

- chimiquement stable et microbiologiquement sain ;

- suffisamment solide pour assurer une protection efficace des mollusques bivalves vivants ;

- en outre, les huîtres doivent être conditionnées valves creuses en dessous.

Tous les emballages de mollusques bivalves vivants doivent être fermés et demeurés scellés depuis le centre d'expédition jusqu'à la livraison au détaillant ou au consommateur.

Art. 7. — Les mollusques bivalves vivants doivent être entreposés et transportés dans des conditions sanitaires adéquates. Ils doivent être maintenus dans des chambres de conservation à une température comprise entre - 1, 5° C et 4° C, n'altérant pas leur qualité et leur viabilité.

Les emballages doivent être posés sur une surface propre et surélevée, évitant tout contact avec le sol.

La réimmersion ou l'aspersion à l'eau des mollusques bivalves est interdite après leur conditionnement et leur départ du centre d'expédition, excepté pour les ventes au détail effectuées par l'expéditeur lui-même.

Art. 8. — Les producteurs/expéditeurs de mollusques bivalves vivants doivent procéder au marquage sanitaire de tous les colis des mollusques bivalves vivants. Ce marquage permettant l'identification à tout moment, durant le transport et la distribution jusqu'à la vente au détail, leur centre d'expédition.

La marque sanitaire doit comprendre les informations sanitaires suivantes :

- le nom du pays : Algérie ;

- l'espèce de mollusque bivalve (nom commun et scientifique) ;

- l'identification du centre d'expédition par le numéro d'agrément ;

- la date du conditionnement ;

- la mention : "animaux vivants au moment de l'achat".

Art. 9. — La marque sanitaire doit être imprimée sur une étiquette et fixée au récipient du conditionnement. L'étiquette ne doit pas être détachable et ne doit être employée qu'une seule fois; elle doit être résistante, imperméable et les informations qu'elle comporte doivent être lisibles et indélébiles.

Art. 10. — Les marques sanitaires fixées aux envois de mollusques bivalves vivants, non conditionnés en colis unitaire pour le consommateur, doivent être conservées au moins soixante (60) jours par le détaillant après le fractionnement du contenu de l'envoi.

Art. 11. — Les moyens de transport utilisés aux envois de mollusques bivalves vivants doivent :

- présenter des parois intérieures ou toute partie susceptible d'entrer en contact avec les mollusques, résistantes à la corrosion, lisses et faciles à nettoyer ;

- être pourvus de dispositifs efficaces assurant la protection des mollusques contre les températures extrêmes, chaudes ou froides, la poussière ou les souillures, ainsi que contre les dégâts occasionnés aux coquilles par les vibrations.

Les mollusques ne doivent pas être transportés avec d'autres produits susceptibles de les contaminer.

Les colis contenant les mollusques vivants ne peuvent être transportés à même le sol du véhicule ou du conteneur qui doit être pourvu de caillebotis ou toute autre dispositif évitant ce contact.

La glace utilisée pour le transport des mollusques bivalves vivants doit être obtenue à partir d'eau potable ou d'eau de mer propre.

Art. 12. — Les responsables des centres de production, d'épuration, de conditionnement et d'expédition doivent :

- assurer le maintien des conditions d'agrément du centre ;

- procéder à l'analyse d'échantillons représentatifs de l'eau de leur production par des laboratoires spécialisés ;

- tenir et conserver un registre dans lequel sont enregistrés les résultats des contrôles et des analyses pour être présenté à l'autorité compétente.

Art. 13. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 29 juillet 1997.

Benalia BELHOUADJEB.

**Arrêté du 27 Moharram 1418 correspondant au
3 juillet 1997 fixant les tailles minimales
marchandes des espèces halieutiques.**

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 2 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 96-121 du 18 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 6 avril 1996 fixant les conditions et les modalités d'exercice de la pêche ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 41 du décret exécutif n° 96-121 du 18 Dhou El Kaada 1416 correspondant au 6 avril 1996 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les tailles minimales marchandes des espèces halieutiques ;

Art. 2. — Il est interdit de pêcher, de faire pêcher, de garder à bord, de transformer, d'acheter, de vendre, de transporter et d'employer à un usage quelconque les espèces halieutiques n'ayant pas atteint les tailles minimales marchandes, telles que fixées à l'annexe du présent arrêté.

Toutefois, une proportion d'immatures ou d'espèces dont la pêche est prohibée, peut être tolérée. Celle-ci ne peut excéder 20% des captures totales.

Art. 3. — Les tailles minimales marchandes des espèces halieutiques figurant à l'annexe du présent arrêté sont mesurées comme suit :

— Pour les poissons :

Du bout du museau à l'extrémité de la nageoire caudale.

— Pour les crustacés :

De l'échancrure supra-orbitaire au bord postérieur dorsal du cephalothorax.

— Pour les mollusques :

* Bivalves : sens de la plus grande dimension.

* Céphalopodes : - sepias et calmars : longueur du manteau

- poulpes : longueur du tentacule.

— Pour les coelentérés :

- corail : le diamètre à la base.

— Pour les Echinodermes :

- oursins : diamètre du test sans les épines.

Art. 4. — Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux espèces halieutiques provenant des opérations de pêche, réalisées uniquement à des fins de recherche scientifique.

Art. 5. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront réprimées conformément à la législation en vigueur.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Moharram 1418 correspondant au 3 juillet 1997.

P. Le ministre de l'agriculture et de la pêche

Le secrétaire général,

Ahmed BOUAKENE

ANNEXE

TAILLES MINIMALES MARCHANDES DES ESPECES HALIEUTIQUES

CLASSE	FAMILLE	NOM VERNACULAIRE	NOM SCIENTIFIQUE	TAILLE MINIMALE (cm)
M O L L U S Q U E S	B I V A L V E S	Ostreidae	Huitre plate Huitre Creuse Huitre Creuse	5 8 6
GASTEROPODES CEPHALOPODES	Mytilidae	Moule Moule Datte de mer	Mytilus galloprovincialis Mytilus edulis Litophaga litophaga	4 4 4

ANNEXE (suite)

CLASSE		FAMILLE	NOM VERNACULAIRE	NOM SCIENTIFIQUE	TAILLE MINIMALE (cm)
M O L L U S Q U E S	B	Veneridae	Palourde franche	Ruditapes decussatus	3
			Palourde Japonaise	Ruditapes Philippinarum	3
			Grande Palourde	Callista chione	6
	I		Petite Praire	Venus gallina	2,4
			Clovisse Doré	Venerupis aurea	2,4
	V		Venus à Verrues ou Praire	Venus verrucosa	3
	A	Cardidae	Coque	Cerastoderma glaucum	3
	L	Pectinidae	Coquille saint Jacques Pecten Petite vanne (Pétoncle)	Pecten jacobaeus	10
	V			Pecten sp	10
	E			Chlamys varia	3,5
GASTEROPODES CEPHALOPODES	S	Donacidae	Haricot de mer	Donax trunculus	3
		Soleinidae	Couteau	Solen marginatus	8
			Couteau	Enais silique	8
			Couteau	Enais anais	7
		Haliotidae	Ormeau (oreille de mer)	Haliotis tuberculata	8
		Sepiidae	Sepia	Sepia officinalis	8
		Loliginidae	Calmar	Loligo vulgaris	6
		Octopodidae	Poulpe	Octopus vulgaris	12
C R U S T A C E S		Aristeidae	Crevette rouge	Aristeus antennatus	4
			Crevette rouge	Aristeomorpha foliacea	6
		Penaeidae	Crevette blanche	Parapenaeus longirostris	2
			Crevette japonaise	Penaeus japonicus	4
			Caramotte	Penaeus kerathurus	10
			Crevette commune	Penaeus monodon	5

ANNEXE (Suite)

CLASSE	FAMILLE	NOM VERNACULAIRE	NOM SCIENTIFIQUE	TAILLE MINIMALE (cm)
C R U S T A C E S	Nephropidae	Homard	Homarus gammarus	20
		Langoustine	Nephrops norvegicus	7
	Palinuridae	Langouste	Palinurus vulgaris	18
	Squillidae	Squille	Squilla mantis	6
COELENTERES	Coralliidae	Corail	Corallium rubrum	8 mm à la base
ECHNODERMES	Echinidae	Oursin	Paracentrotus lividus	4
P O I S S O N S	Scorpaenidae	Rascasse Rouge	Scorpaena scrofa	15
		Rascasse Brune	Scorpaena porcus	15
		Rascasse Rose (Rascasse de fond)	Helicolenus dactylopterus	15
	Thunnidae	Thon Rouge	Thunnus thynnus	70 (6,4 kg)
		Thon Blanc (Germon)	Thunnus alalunga	50
		Thonine	Euthynnus alletteratus	40
		Bonite à Ventre rayé	Euthynnus pelamis (katsuwonus)	30
	Scombridae	Maquereau commun	Scomber scombrus	18
		Maquereau espagnol (blanc)	Scomber colias	18
	Scomberomoridae	Bonite à dos rayé	Sarda sarda	30
		Bonitou (Melva ou auxide)	Auxis thazard	22
	Serranidae	Mérou	Epinephelus guaza	40
		Mérou noir	Epinephelus caninus	35
		Serran chèvre	Serranus cabrilla	25
		Serran écriture	Serranus scriba	15
		Serran à tache noire	Serranus hepatus	10

ANNEXE (Suite)

CLASSE	FAMILLE	NOM VERNACULAIRE	NOM SCIENTIFIQUE	TAILLE MINIMALE (cm)	
P	Sparidae	Oblade	Oblada melanura	15	
		Tchelba	Sarpa salpa	15	
		Pageot Rose	Pagellus erythrinus	12	
		Bazoug	Pagellus acarne	12	
		Dorade	Sparus aurata ou	19	
O		Gros yeux	Chrysophrys aurata		
		ou	Pagellus centradontus	12	
		Bogueravel	Pagellus bogaraveo		
I		Bogue	Boops boops		
		Marbré	Lithognathus mormyrus	11	
S		Pagre	(pagellus mormyrus)	15	
		Pagre	Pagrus pagrus	15	
		Sparaillon	Sparus pagrus	15	
		Sar Commun	Diplodus annularis	10	
			Diplodus sargus	15	
S			Sar à tête noir	Diplodus vulgaris	20
			Denté	Dentex gibbosus	50
			Denté	Dentex sp	15
O	Carangidae	Saurel (chinchard)	Trachurus trachurus	11	
		Limon-Seriole	Seriola dumerelli	30	
		Palomette	Trachinotus ovatus	20	
N	Centracanthidae	Picarel (Tchoukla)	Spicara sp	15	
	Centrarchidae	Black Bass	Micropterus salmoides	30	
S	Cichlidae	Tilapia	Tilapia nilotica	18	
	Clupeidae	Sardine	Sardina pilchardus	11	
		Allache ou	Sardinella aurita	15	
		Sardinelle			
		Alose	Alosa alosa	20	
		Alose finte	Alosa finta	20	
		Fausse Allatche	Sardinella maderensis	20	
	Engraulidae	Anchois	Engraulis encrasicolus	9	
	Gadidae	Merlan Bleu	Macromesisteus poutassou	15	
			(Gadus poutassou)		
Moustelle		Phycis phycis	20		
	Merlan	Merlangus merlangus	20		
Merlucciidae	Merlu	Merlucius merlucius	20		
Lophiidae	Baudroie	Lophius Brudegassa	25		

ANNEXE (Suite)

CLASSE	FAMILLE	NOM VERNACULAIRE	NOM SCIENTIFIQUE	TAILLE MINIMALE (cm)
P O I S S O N S	Balistidae	Baliste (Cochon de mer)	Balistes caprisкус	20
	Mullidae	Rouget de roche rouget de vase	Mullus surmuletus Mullus barbatus	11 15
	Sciaenidae	Ombrine	Umbrina cirrhosa	30
	Trachinidae	Vive	Trachinus draco	20
	Xiphiidae	Espadon	Xiphias gladius	120
	Triglidae (Galinette/Grondin)	Grondin Rouge	Trigla cuculus	18
		Grondin Morrude	Trigla obscura	18
		Covillone-Trygle rude	Trigla aspera	12
		Grondin de dieuzeide	Lepidotrigla dieuzeidei	12
		Grondin Perlon (Hirondelle)	Trigla luserna	18
		Grondin Lyre	Trigla lyra	18
		Grondin Camard (Grondin Inbrioga)	Trigla lineata	18
	Zeidae	Saint Pierre	Zeus faber	20
	Soleidae	Sole commune	Solea solea	15
		Sole	Solea vulgaris	15
	Dasyatidae	Tchouche (Pastenague)	Dasyatis pastinacea	25
	Torpenidae	Torpille	Torpedo torpedo	15
	Rajidae	Raie	Raja sp	15
	Triakidae	Chien de mer ou Emissole-moutelle	Mustellus mustellus	70
	Scyliorhinidae	Chat de mer	Scyliorhinus canicula	35
	Congridae	Congre	Conger conger	40
	Cyprinidae	Barbeau	Barbus barbus	30
		Carpe Herbivore	Ctenopharyngodon idella	35
		Carpe Argentée	Hypophthalmichthys molitrix	50
		Carpe à Grande Bouche	Aristichthys nobilis	55
		Carpe commune ou à écaille	Cyprinus carpio	20
		Carassin	Carassius carassius	18

ANNEXE (Suite)

CLASSE	FAMILLE	NOM VERNACULAIRE	NOM SCIENTIFIQUE	TAILLE MINIMALE (cm)
P O I S S O N S	Anguillidae	Anguille	Anguilla anguilla	30
	Mugilidae	Mulet Mulet	Mugil cephalus Mugil auratus	20 14
	Moronidae	Loup	Dicentrarchus labrax	22
	Percidae	Sandre	Sander luciperca	28
	Siluridae	Silure glane	Silurus glanis	100
	Esocidae	Brochet	Esox lucius	25
	Ictaluridae	Poisson chat	Ictalurus melas	20
	Scophthalmidae	Turbot	Scorophthalmus maximus	30
		Barbue	Scorophthalmus rhombus	30
	Belonidae	Orphie	Belone belone	25
	Bramidae	Grande Castagnole	Brama raii	16

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Arrêté interministériel du 19 Chaoual 1417 correspondant au 26 février 1997 portant création d'annexes du centre national de documentation pédagogique.

Le ministre de l'éducation nationale,

Le ministre des finances,

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 92-243 du 9 juin 1992 portant création d'un centre national de documentation pédagogique;

Vu l'arrêté interministériel du 16 Moharram 1417 correspondant au 3 juin 1996 portant organisation interne du centre national de documentation pédagogique;

Arrêtent :

Article 1er. — Il est créé des annexes du centre national de documentation pédagogique dans les wilayas suivantes : Batna, Bordj Bou Arréridj, Béchar, Saïda, Ghardaïa, Constantine, Oran, Tipaza.

Art. 2. — Les directions de l'éducation couvertes par chacune des annexes citées ci-dessus sont fixées au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Chaoual 1417 correspondant au 26 février 1997.

P. Le ministre des finances
et par délégation

Le directeur général du budget

Ahmed SADOUDI

Le ministre
de l'éducation nationale

Slimane CHIKH

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'INTERIEUR, DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté du 22 Joumada El Oula 1420 correspondant au 3 septembre 1999 portant agrément du parti politique dénommé "Front national algérien".

Le ministre de l'intérieur, des collectivités locales et de l'environnement,

Vu la Constitution, notamment son article 42 ;

Vu l'ordonnance n° 97-09 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997 portant loi organique relative aux partis politiques, notamment ses articles 14, 15, 18, 19, 22, 23 et 24 ;

Vu le récépissé de déclaration du 6 Chaoual 1419 correspondant au 23 janvier 1999 relatif à la constitution du parti politique dénommé : "Front national algérien";

Vu le récépissé de dépôt n° 37/99 du 19 Rabie El Aouel 1420 correspondant au 3 juillet 1999 du dossier de demande d'agrément présenté à l'issue du congrès constitutif tenu en date du 17 et 18 juin 1999 au Gouvernorat du Grand Alger.

Arrête :

Article 1er. — Est agréé le parti politique dénommé "Front national algérien" dont le siège social est situé au 18, rue Ahmed Chaïb, Gouvernorat du Grand Alger.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Joumada El Oula 1420 correspondant au 3 septembre 1999.

Abdelmalek SELLAM.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 relatif aux spécifications du lait en poudre industriel et aux conditions et modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 relatif aux matériaux destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires et les produits de nettoyage de ces matériaux ;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la conformité des produits fabriqués localement ou importés ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu l'arrêté du 14 Safar 1415 correspondant au 23 juillet 1994, modifié et complété, relatif aux spécifications microbiologiques de certaines denrées alimentaires ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 1er du décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992 susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les spécifications du lait en poudre industriel et de déterminer les conditions et les modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation.

Art. 2. — Le lait en poudre ou lait déshydraté ou lait sec industriel est le produit obtenu directement par élimination de l'eau du lait.

Art. 3. — La dénomination lait en poudre industriel correspond à un lait dont la teneur en matière grasse est égale au minimum à 26 %.

La dénomination lait écrémé en poudre industriel correspond à un lait dont la teneur en matière grasse ne doit pas excéder 1,5 %.

Art. 4. — Le lait en poudre industriel contient, au minimum, 34 grammes de protéine de lait dans 100 grammes d'extrait sec dégraissé et 0,5 gramme d'amidon pour 100 grammes de poudre de lait.

Il contient également un taux de :

- 4 % d'eau au minimum ;
- 0,15 d'acide lactique au maximum pour le lait entier en poudre industriel et au minimum, 0,15 % d'acide lactique pour le lait écrémé en poudre industriel.

Art. 5. — Le lait en poudre industriel doit être exempt de graisses étrangères, d'impuretés, d'antioxydants, d'agents neutralisants, de colorants et de toute substance nocive ou toxique.

Art. 6. — Les spécifications toxicologiques du lait en poudre industriel sont fixées comme suit :

Antiseptiques	Antibiotiques	Dioxine	Fer	Cuivre
Absence	Absence	Absence	10 parties par million au maximum	1,5 parties par million au maximum

Art. 7. — Les concentrations radioactives maximales dans le lait en poudre industriel sont fixées comme suit :

Source		Concentrations radioactives
Americium	241	1 Becquerel / kg
Plutonium	239	1 Becquerel / kg
Iode	131	100 Becquerel / kg
Strontium	90	100 Becquerel / kg
Césium	134	1000 Becquerel / kg
Césium	137	1000 Becquerel / kg

Art. 8. — Les spécifications microbiologiques du lait en poudre industriel sont fixées comme suit :

Critères	n	c	m
Germes aérobies à 30°C	1	—	2.10 ⁵
Coliformes	1	—	1
Clostridium sulfito-réducteur à 46°C	5	2	absence
Antibiotiques	1	0	absence
Mycotoxines	—	—	absence

Au sens du présent arrêté, on entend par :

n : nombre d'unités composant l'échantillon ;
c : nombre d'unités de l'échantillon donnant des valeurs situées entre "m" et "M";

m : seuil au-dessous duquel le produit est considéré comme étant de qualité satisfaisante. Tous les résultats égaux ou inférieurs à ce critère sont considérés comme satisfaisants ;

M : seuil limite d'acceptabilité au-delà duquel les résultats ne sont plus considérés comme satisfaisants sans pour autant que le produit soit considéré comme toxique ;

M = 10 m lors du dénombrement effectué en milieu solide ;

M = 30 m lors du dénombrement effectué en milieu liquide.

Art. 9. — Les emballages du lait en poudre industriel doivent être conformes aux dispositions du décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 susvisé.

Ces emballages doivent être stockés dans des locaux à l'abri de l'humidité.

Art. 10. — Conformément aux dispositions du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 susvisé, l'étiquetage du lait en poudre industriel doit comporter les mentions suivantes :

- 1) la dénomination de vente ;
- 2) le nom ou la raison sociale ou la marque du fabricant et de l'importateur, lorsque le produit est importé ;
- 3) le poids net du produit ;
- 4) la date de fabrication ;
- 5) la date limite d'utilisation ;
- 6) la teneur en matière grasse ;
- 7) le pays d'origine ;
- 8) le numéro du lot ;
- 9) le numéro d'identification officiel de l'usine de fabrication ;
- 10) les conditions particulières de conservation.

Art. 11. — Le lait en poudre industriel doit être utilisé exclusivement par les industries alimentaires, pour la préparation des produits devant subir une cuisson ou tout autre traitement thermique.

Les quantités de lait en poudre industriel utilisées mensuellement doivent être indiquées sur un registre coté et paraphé par le professionnel concerné. Ce registre est mis à la disposition des agents de contrôle.

Art. 12. — Le lait en poudre industriel destiné à la transformation ne doit pas être commercialisé au consommateur, au détail, ni conditionné en emballage divisionnaire.

Art. 13. — Le lait en poudre industriel ne doit, en aucun cas, être détenu sous quelque forme et en quelque proportion que ce soit :

- 1) par les producteurs de lait frais ;
- 2) dans les centres de collecte de lait et/ou de transformation ;
- 3) dans les locaux et véhicules des intermédiaires recevant ou collectant du lait frais ;
- 4) par les crémiers.

Art. 14. — L'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté est fixée à six (6) mois à compter de la date de sa publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 15. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999.

Bakhti BELAÏB.

-----★-----

Arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 relatif aux spécifications de la matière grasse laitière anhydre et aux conditions et modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 relatif aux matériaux destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires et les produits de nettoyage de ces matériaux ;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la conformité des produits fabriqués localement ou importés ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu l'arrêté du 14 Safar 1415 correspondant au 23 juillet 1994, modifié et complété, relatif aux spécifications microbiologiques de certaines denrées alimentaires ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 1er du décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992 susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les spécifications de la matière grasse laitière anhydre et de déterminer les conditions et les modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation.

Art. 2. — La matière grasse laitière anhydre est le produit obtenu, exclusivement, à partir du lait, de beurre ou de crème au moyen de procédés entraînant l'élimination quasi-totale de l'eau et de l'extrait sec non gras.

Art. 3. — La matière grasse laitière anhydre doit contenir, au minimum, 99,8 % de matières grasses et au maximum, 0,1 % d'eau.

Art. 4. — L'indice de peroxyde dans la matière grasse laitière anhydre est fixé au maximum à 0,2 milliéquivalent d'oxygène par kilogramme de matière grasse.

La teneur en acides gras libres est fixée à 0,3 % au maximum.

Art. 5. — Les concentrations maximales des contaminants dans la matière grasse laitière anhydre sont fixées comme suit :

- fer : 0,2 partie par million (ppm) ;
- cuivre : 0,05 partie par million (ppm) ;
- dioxine : absence.

Art. 6. — Les concentrations radioactives maximales dans la matière grasse laitière anhydre sont fixées comme suit :

Art. 11. — Le lait en poudre industriel doit être utilisé exclusivement par les industries alimentaires, pour la préparation des produits devant subir une cuisson ou tout autre traitement thermique.

Les quantités de lait en poudre industriel utilisées mensuellement doivent être indiquées sur un registre coté et paraphé par le professionnel concerné. Ce registre est mis à la disposition des agents de contrôle.

Art. 12. — Le lait en poudre industriel destiné à la transformation ne doit pas être commercialisé au consommateur, au détail, ni conditionné en emballage divisionnaire.

Art. 13. — Le lait en poudre industriel ne doit, en aucun cas, être détenu sous quelque forme et en quelque proportion que ce soit :

- 1) par les producteurs de lait frais ;
- 2) dans les centres de collecte de lait et/ou de transformation ;
- 3) dans les locaux et véhicules des intermédiaires recevant ou collectant du lait frais ;
- 4) par les crémiers.

Art. 14. — L'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté est fixée à six (6) mois à compter de la date de sa publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 15. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999.

Bakhti BELAÏB.

-----★-----

Arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 relatif aux spécifications de la matière grasse laitière anhydre et aux conditions et modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 relatif aux matériaux destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires et les produits de nettoyage de ces matériaux ;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la conformité des produits fabriqués localement ou importés ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu l'arrêté du 14 Safar 1415 correspondant au 23 juillet 1994, modifié et complété, relatif aux spécifications microbiologiques de certaines denrées alimentaires ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 1er du décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992 susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les spécifications de la matière grasse laitière anhydre et de déterminer les conditions et les modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation.

Art. 2. — La matière grasse laitière anhydre est le produit obtenu, exclusivement, à partir du lait, de beurre ou de crème au moyen de procédés entraînant l'élimination quasi-totale de l'eau et de l'extrait sec non gras.

Art. 3. — La matière grasse laitière anhydre doit contenir, au minimum, 99,8 % de matières grasses et au maximum, 0,1 % d'eau.

Art. 4. — L'indice de peroxyde dans la matière grasse laitière anhydre est fixé au maximum à 0,2 milliéquivalent d'oxygène par kilogramme de matière grasse.

La teneur en acides gras libres est fixée à 0,3 % au maximum.

Art. 5. — Les concentrations maximales des contaminants dans la matière grasse laitière anhydre sont fixées comme suit :

- fer : 0,2 partie par million (ppm) ;
- cuivre : 0,05 partie par million (ppm) ;
- dioxine : absence.

Art. 6. — Les concentrations radioactives maximales dans la matière grasse laitière anhydre sont fixées comme suit :

Source	Concentrations radioactives
Americium 241	1 Becquerel / kg
Plutonium 239	1 Becquerel / kg
Iode 131	100 Becquerel / kg
Strontium 90	100 Becquerel / kg
Césium 134	1000 Becquerel / kg
Césium 137	1000 Becquerel / kg

Art. 7. — La matière grasse laitière anhydre doit être exempte de graisses étrangères, d'impuretés, d'antioxydants, d'agents neutralisants, de colorants et de toute substance nocive ou toxique.

Art. 8. — Les critères microbiologiques de la matière grasse laitière anhydre sont fixés comme suit :

Critères	n	c	m
Germes aérobies à 30° C	5	2	5.10 ²
Coliformes	5	2	Absence
Coliformes fécaux	5	2	Absence
Staphylococcus aureus	5	2	Absence
Clostridium sulfito-réducteur à 46° C	5	2	9
Levures et moisissures	5	2	Absence
Salmonella	5	0	Absence
Mycotoxines	—	—	Absence

Au sens du présent arrêté, on entend par :

n : nombre d'unités composant l'échantillon ;

c : nombre d'unités de l'échantillon donnant des valeurs situées entre "m" et "M";

m : seuil au-dessous duquel le produit est considéré comme étant de qualité satisfaisante. Tous les résultats égaux ou inférieurs à ce critère sont considérés comme satisfaisants ;

M : seuil limite d'acceptabilité au-delà duquel les résultats ne sont plus considérés comme satisfaisants sans pour autant que le produit soit considéré comme toxique ;

M = 10 m lors du dénombrement effectué en milieu solide ;

M = 30 m lors du dénombrement effectué en milieu liquide.

Art. 9. — Les emballages de la matière grasse laitière anhydre doivent être conformes aux dispositions du décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 susvisé.

Art. 10. — Le conditionnement de la matière grasse anhydre doit s'effectuer dans des récipients métalliques garnis intérieurement de vernis alimentaire de protection, sous atmosphère inerte, remplis sans espace d'air ou sous atmosphère d'azote.

Art. 11. — Conformément aux dispositions du décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 susvisé, l'étiquetage de la matière laitière grasse anhydre doit porter les mentions suivantes :

1) la dénomination de vente ;

2) le nom ou la raison sociale ou la marque du fabricant et de l'importateur, lorsque le produit est importé ;

3) le poids net du produit ;

4) la date de fabrication ;

5) la date limite d'utilisation ;

6) la teneur en matière grasse ;

7) le pays d'origine ;

8) le numéro du lot ;

9) le numéro d'identification officiel de l'usine de fabrication ;

10) les conditions particulières de conservation.

Art. 12. — La matière grasse laitière anhydre doit être utilisée, exclusivement, par les industries alimentaires, pour la préparation des produits devant subir une cuisson ou tout autre traitement thermique.

Les quantités de la matière grasse laitière anhydre utilisées mensuellement doivent être indiquées sur un registre coté et paraphé par le professionnel concerné. Ce registre est mis à la disposition des agents de contrôle.

Art. 13. — La matière grasse laitière anhydre ne doit pas être commercialisée au consommateur, au détail ni conditionnée en emballage divisionnaire.

Art. 14. — La matière grasse laitière anhydre ne doit, en aucun cas, être détenue sous quelque forme et en quelque proportion que ce soit :

- 1) par les producteurs de lait frais ;
- 2) dans les centres de collecte de lait et/ou de transformation ;
- 3) dans les locaux et véhicules des intermédiaires recevant ou collectant du lait frais ;
- 4) par les crémiers.

Art. 14. — L'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté est fixée à six (6) mois à compter de la date de sa publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 15. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999.

Bakhti BELAIB.

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Arrêté interministériel du 23 Joumada Ethania 1420 correspondant au 3 octobre 1999 fixant les programmes des concours sur épreuves, examens et tests professionnels pour l'accès aux corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports.

Le ministre de la jeunesse et des sports et,

Le ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé de la réforme administrative et de la fonction publique,

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes individuels concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-187 du 1er juin 1991 portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps de l'administration chargée de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret exécutif n° 95-293 du 5 Joumada El Oula 1416 correspondant au 30 septembre 1995 relatif aux modalités d'organisation des concours, examens et tests professionnels au sein des institutions et administrations publiques, notamment son article 24 ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 6 août 1997 fixant le cadre d'organisation des concours, examens et tests professionnels pour l'accès aux corps et grades spécifiques relevant de l'administration chargée de la jeunesse et des sports ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 24 du décret exécutif n° 95-293 du 5 Joumada El Oula 1416 correspondant au 30 septembre 1995 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les programmes des concours sur épreuves, examens et tests professionnels pour l'accès aux corps et grades spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports.

Les programmes cités à l'alinéa 1er ci-dessus sont annexés au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Joumada Ethania 1420 correspondant au 3 octobre 1999.

Le ministre de la jeunesse
et des sports,

Mohamed Aziz DEROUAZ

Le ministre délégué auprès
du Chef du Gouvernement,
chargé de la réforme
administrative et de la
fonction publique,

Ahmed NOUI

ANNEXE I

**PROGRAMME DU TEST PROFESSIONNEL
POUR L'ACCES AU CORPS DES EDUCATEURS
DE LA JEUNESSE**

I. — Culture générale :

- 1) les fléaux sociaux et leurs effets sur les jeunes ;
- 2) la famille et son rôle dans l'éducation de la nouvelle génération ;
- 3) la communication et son rôle dans l'orientation ;
- 4) la prévention et son effet sur la santé de l'individu ;
- 5) le mouvement associatif et son rôle dans l'organisation des jeunes ;
- 6) le chômage et ses effets sur les jeunes ;
- 7) importance des moyens d'information dans l'éducation ;
- 8) rôle de l'institution éducative dans l'éducation des générations.

Décret présidentiel du 21 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 27 mars 2000 portant nomination du directeur de l'administration générale au ministère de l'industrie et de la restructuration.

Par décret présidentiel du 21 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 27 mars 2000, M. Khaled Zeghdane est nommé directeur de l'administration générale au ministère de l'industrie et de la restructuration.

-----★-----

Décret présidentiel du 21 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 27 mars 2000 portant nomination d'un chef d'études au ministère de l'industrie et de la restructuration.

Par décret présidentiel du 21 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 27 mars 2000, Mme. Bahia Boulahlib épouse Anser est nommée chef d'études chargée des professions et métiers de l'industrie au ministère de l'industrie et de la restructuration.

-----★-----

Décret présidentiel du 21 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 27 mars 2000 portant nomination du directeur général de l'institut national algérien de propriété industrielle (INAPI).

Par décret présidentiel du 21 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 27 mars 2000, M. Omar Bouhanik est nommé directeur général de l'institut national algérien de propriété industrielle (INAPI).

Décret présidentiel du 21 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 27 mars 2000 portant nomination du directeur général de l'institut national de la productivité et du développement industriel (INPED).

Par décret présidentiel du 21 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 27 mars 2000, M. Mohand Tayeb Taleb est nommé directeur général de l'institut national de la productivité et du développement industriel (INPED).

-----★-----

Décret présidentiel du 21 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 27 mars 2000 portant nomination du directeur général de l'institut algérien de la normalisation (IANOR).

Par décret présidentiel du 21 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 27 mars 2000, M. Ali Kerkoub est nommé directeur général de l'institut algérien de la normalisation (IANOR).

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 27 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 2 avril 2000, modifiant et complétant l'arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 relatif aux spécifications du lait en poudre industriel et aux conditions et modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 89-02 du 7 février 1989 relative aux règles générales de protection du consommateur ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la qualité et de la conformité des produits fabriqués localement ou importés ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu l'arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999, relatif aux spécifications du lait en poudre industriel et aux conditions et modalités de sa présentation, sa détention, son utilisation et sa commercialisation ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et compléter l'arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 susvisé sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 4. — Le lait en poudre industriel écrémé contient au minimum 34 grammes de protéines de lait pour 100 grammes d'extrait sec dégraissé.

Le lait en poudre industriel entier contient au minimum 26 grammes de protéines de lait pour 100 grammes d'extrait sec dégraissé.

Le lait en poudre industriel contient au maximum 4% d'humidité et 0,15% d'acide lactique.

Le lait en poudre industriel doit être additionné, lors du processus de fabrication du lait recombinaé ou reconstitué, d'amidon à un taux de 0,5 gramme pour 1000 grammes de poudre de lait."

Art. 3. — Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 susvisé sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 6. — Les spécifications toxicologiques du lait en poudre industriel sont fixées comme suit :

Antiseptiques	PCB	Dioxine	Fer	Cuivre
Absence	100 nanogrammes par gramme de matière grasse	1 à 4 picogrammes par gramme de matière grasse	10 parties par million au maximum	1,5 partie par million au maximum

Art. 4. — Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 susvisé sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 7. — Les concentrations radioactives maximales dans le lait en poudre industriel sont fixées comme suit :

SOURCE	CONCENTRATIONS RADIOACTIVES
Americium 241	1 becquerel /kg
Plutonium 239	1 becquerel /kg
Iode 131	67 becquerels /kg
Strontium 90	67 becquerels /kg
Cesium 134	202 becquerels /kg
Cesium 137	267 becquerels /kg

Art. 5. — Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 17 Rajab 1420 correspondant au 27 octobre 1999 susvisé sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 8. — Les spécifications microbiologiques du lait en poudre industriel sont fixées comme suit :

Critères	n	c	m
Germes aérobies à 30°C	1	—	2.10 ⁵
Coliformes totaux	1	—	10
Germes anaérobies sulfito-réducteurs à 46°C	1	2	10
Antibiotiques	1	—	absence
Salmonella	1	—	absence/ 30g
Mycotoxines	—	—	absence

(Le reste sans changement).

Art. 6. — L'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté est fixée à trois (3) mois à compter de la date de sa publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Dhou El Hidja 1420 correspondant au 2 avril 2000.

Mourad MEDELCHI.

Art. 7. — Le Trésor peut, dans le cadre de la gestion active de la dette publique, procéder au rachat des obligations émises.

Art. 8. — Les dispositions de l'arrêté du 29 mai 1994, susvisé, sont abrogées.

Art. 9. — Les dispositions de l'arrêté du 24 septembre 1991, susvisé, contraires à celles du présent arrêté, sont abrogées.

Art. 10. — Le directeur général du Trésor est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie Ethani 1421 correspondant au 10 juillet 2000.

Abdellatif BENACHENHOU.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 24 Rabie Ethani 1421 correspondant au 26 juillet 2000 relatif aux règles applicables à la composition et à la mise à la consommation des produits carnés cuits.

Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relatif au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes ;

Vu le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991 relatif aux matériaux destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires et les produits de nettoyage de ces matériaux ;

Vu le décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991 relatif aux conditions d'hygiène lors du processus de la mise à la consommation des denrées alimentaires ;

Vu le décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété, relatif au contrôle de la conformité des produits fabriqués localement ou importés ;

Vu le décret exécutif n° 94-207 du 7 Safar 1415 correspondant au 16 juillet 1994 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté du 14 Safar 1415 correspondant au 23 juillet 1994, modifié et complété, relatif aux spécifications microbiologiques de certaines denrées alimentaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 Chaâbane 1420 correspondant au 21 novembre 1999 relatif aux températures et procédés de conservation par réfrigération, congélation ou surgélation des denrées alimentaires ;

Arrête :

Article 1er — En application des dispositions de l'article 1er du décret exécutif n° 92-65 du 12 février 1992, modifié et complété susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les règles applicables à la composition et à la mise à la consommation des produits carnés cuits, ci-après dénommés "produits carnés".

Art. 2. — Au sens du présent arrêté, on entend par produits carnés, les préparations cuites, composées de viandes rouges, de viandes de volailles et de gibiers et de leurs abats, à l'exclusion du porc, du sanglier et des espèces protégées, additionnées des additifs et ingrédients autorisés.

Art. 3. — Les viandes destinées à la préparation des produits carnés doivent être issues d'animaux abattus au niveau de structures d'abattage contrôlées et agréées, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 4. — Les produits carnés sont classés selon leur type de traitement et de conservation en deux catégories :

- les produits carnés stables à la température ambiante ;
- les produits carnés non stables à la température ambiante.

Art. 5. — les produits carnés stables à la température ambiante sont des conserves, mis à la consommation dans des récipients rigides, hermétiquement fermés et soumis, après fermeture, à un traitement thermique de nature à garantir la stabilité du produit à la température ambiante.

Les produits carnés non stables à la température ambiante sont soumis à un traitement thermique avant leur emballage.

Art. 6. — les produits carnés sont préparés à partir de viandes fraîches, réfrigérées ou congelées.

Art. 7. — Les viandes et les abats réfrigérés, destinés à la préparation des produits carnés, doivent être entreposés en chambre froide, à une température comprise entre 0°C et 3°C, jusqu'au moment même de leur utilisation.

Ils doivent être utilisés dans un délai maximum de six (6) jours après l'abattage des animaux dont ils proviennent.

Art. 8. — Les viandes et les abats congelés destinés à la préparation des produits carnés doivent être entreposés en chambre froide, à une température inférieure à -12°C.

La viande bovine doit être utilisée dans un délai de dix-huit (18) mois, à compter de la date de sa congélation.

Les viandes ovine, caprine, de volaille et de gibier congelées, doivent être utilisées dans un délai de douze (12) mois, à compter de la date de leur congélation.

Art. 9. — Les opérations de désossage et de parage des viandes destinées à la fabrication des produits carnés doivent être effectuées aussi rapidement que possible.

Les viandes parées et désossées doivent être acheminées rapidement vers les chambres froides ou les ateliers de transformation.

Art. 10. — Les viandes et les ingrédients utilisés pour la préparation des produits carnés, doivent être d'une qualité convenant pour la consommation humaine, exempts d'odeurs et de saveurs inadmissibles.

Art. 11. — Les ingrédients et les additifs destinés à la fabrication des produits carnés doivent être utilisés dans les limites prévues aux tableaux 1 et 2 annexés au présent arrêté.

Art. 12. — La dénomination et la composition de chaque produit carné seront fixées, en tant que de besoin, par arrêté.

Art. 13. — Les produits carnés prêts à la consommation doivent être propres, exempts de tâches dues à leur emballage et de contamination de toute nature. Ils doivent répondre aux spécifications physico-chimiques suivantes:

- humidité totale : 60% au maximum ;
- humidité sur produit dégraissé : 80% au maximum ;
- teneur en tendons, nerfs, aponévroses : 5% au maximum ;
- rapport collagène/protéine : 35% au maximum ;
- matière grasse totale : 25% au maximum (ce taux s'entend par rapport à l'humidité fixée au pourcentage maximum autorisé de 80% sur le produit dégraissé).

Art. 14. — Toute personne affectée à une zone de manutention des viandes et des produits carnés est astreinte à une hygiène corporelle et vestimentaire stricte. Elle doit être soumise à des visites médicales périodiques, conformément à la réglementation en vigueur, notamment le décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991, susvisé.

Art. 15. — Les matériaux en contact avec les produits carnés doivent être maintenus en bon état de propreté.

Le matériel, notamment les tables, les récipients et les ustensiles doit être, après le travail quotidien, soigneusement nettoyé, désinfecté et rincé.

Les produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection de ce matériel doivent être conformes à la réglementation en vigueur, notamment le décret exécutif n° 91-04 du 19 janvier 1991, susvisé.

Art. 16. — Les matériaux d'emballage doivent convenir au type de produit carné à emballer et aux conditions d'entreposage.

Les matériaux d'emballage autorisés sont les suivants:

- la crépine ;
- les boyaux naturels, artificiels et synthétiques ;
- les récipients métalliques ou en verre.

Les matériaux d'emballage doivent être entreposés dans les conditions d'hygiène requises par la réglementation en vigueur, notamment le décret exécutif n° 91-53 du 23 février 1991, susvisé.

Art. 17. — Outre les dispositions prévues par le décret exécutif n° 90-367 du 10 novembre 1990, susvisé, l'étiquetage des produits carnés doit comporter les mentions suivantes :

- la désignation de l'espèce animale dont est issue la viande utilisée pour la fabrication du produit ;
- la température de conservation, lorsqu'il s'agit des produits carnés non stables à la température ambiante ;
- le numéro d'identification du lot.

Art. 18. — Les produits carnés non stables à la température ambiante, doivent toujours être entreposés, transportés, commercialisés et mis en vente sous réfrigération, conformément à la réglementation en vigueur, notamment l'arrêté interministériel du 21 novembre 1999, susvisé.

Art. 19. — Les engins et le matériel utilisés pour le transport des produits carnés visés à l'article 18 ci-dessus, doivent être constamment tenus en bon état de propreté, nettoyés, lavés et désinfectés avant chaque chargement.

Art. 20. — Les produits carnés visés à l'article 18 ci-dessus, ne doivent pas être transportés dans des véhicules servant au transport d'autres marchandises qui risquent d'avoir un effet défavorable sur lesdits produits.

Art. 21. — L'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté est fixée à six (6) mois à compter de la date de sa publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 22. — Le présent arrêté sera publié au *journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie Ethani 1421 correspondant au 26 juillet 2000.

Mourad MEDELICI.

ANNEXE

Liste des ingrédients et des additifs autorisés
dans la fabrication des produits carnés

TABEAU 1

Liste des ingrédients admis dans la fabrication
des produits carnés

SUBSTANCES	DOSES MAXIMALES
Liants amylaces, sous forme d'amidons de maïs, de blé, de fécule de pomme de terre ou de manioc à 75% minimum d'amidon	13 %
Sucre (lactose, glucose, dextrose)	3 %(1)
Oufs et ovoproduits	2 %
Lait et dérivés	4 %
Caséinates de sodium	2 %
Gelatine et dérivés	35 %(2)
Protéines végétales (3)	3% exprimés en matière sèche
Aromates, épices, sel	Selon les bonnes pratiques de fabrication
Oignon, ail	0,5 %
Légumes, fruits secs	Selon les bonnes pratiques de fabrication
Fromage, poisson	Selon les bonnes pratiques de fabrication

(1) ramené à une humidité sur produit dégraissé (HPD) égale à 80%.

(2) proportion telle que le rapport collagène sur protéines soit au maximum de 35%

(3) à 65% de protéines sur matière sèche.

TABEAU 2

Liste des additifs autorisés
dans la fabrication des produits carnés

DENOMINATIONS DES ADDITIFS	DOSES MAXIMALES
Acides L, ascorbique et isoascorbique et leurs sels alcalins	300 mg/kg seul ou en mélange
Acides lactique, acétique, citrique, tartrique	1 g/1 kg
Nitrite de sodium	150 mg/kg seul ou 120 mg/kg en mélange avec des nitrates alcalins
Gomme xanthane	0,5 % seul ou en mélange avec d'autres épaississants gélifiants
Alginate de sodium, alginate de potassium, aliginate d'ammonium	1 %
Carraghénanes	
Farine de caroube	
Farine de guar	500 mg/kg ou 100mg/kg en mélange avec des nitrites
Nitrate de sodium (1)	
Nitrate de potassium	
Amidons modifiés	50 % en conjonction avec les liants amylacés traditionnels
Polyphosphates de sodium ou polyphosphates de potassium	3 g/kg exprimé en P ₂ , O ₅ ,
Lactose hydrolysé	2 %
Acide glutanique et monoglutamates alcalins	0,2 % exprimé en monoglutamates alcalins

(1) les nitrates alcalins sont introduits sous forme de sel nitrite (chlorure de sodium à 0,6% de nitrite alcalin)

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêté du 5 Rajab 1421 correspondant au 3 octobre 2000 fixant la liste des travaux et prestations susceptibles d'être effectués par l'école nationale des greffes en sus de sa mission principale et les modalités d'affectation des revenus y afférents.

Le ministre d'Etat, ministre de la justice,

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-129 du 25 juillet 1989 fixant les attributions du ministre de la justice;

Vu le décret exécutif n° 91-184 du 18 Dhou El Kaada 1411 correspondant au 1er juin 1991 portant création, fonctionnement et organisation de l'école nationale des greffes;

Vu le décret exécutif n° 98-412 du 18 Chaâbane 1419 correspondant au 7 décembre 1998 fixant les modalités d'affectation des revenus provenant des travaux et prestations effectués par les établissements publics en sus de leur mission principale;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 2 et de l'article 8 du décret exécutif n° 98-412 du 18 Chaâbane 1419 correspondant au 7 décembre 1998 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la liste des travaux et prestations susceptibles d'être effectués par l'école nationale des greffes en sus de sa mission principale et les modalités d'affectation des revenus y afférents.

Art. 2. — La liste des travaux et prestations visés à l'article 1er ci-dessus, est fixée comme suit :

- organisation des examens professionnels et concours externes;
- études et recherches;
- perfectionnement et recyclage;
- organisation des séminaires, symposiums, rencontres et colloques;

Art. 3. — Les travaux et prestations visés à l'article 2 ci-dessus, sont effectués dans le cadre de contrat ou de convention.

Art. 4. — Toute demande de réalisation de prestations est introduite auprès du directeur de l'école nationale des greffes.

Art. 5. — Les recettes constatées par l'ordonnateur sont encaissées, soit par l'agent comptable, soit par un régisseur désigné à cet effet.

Art. 6. — Les revenus provenant des travaux et prestations sont, après déduction des charges occasionnées pour leur réalisation, répartis conformément aux dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 98-412 du 18 Chaâbane 1419 correspondant au 7 décembre 1998, susvisé.

Art. 7. — On entend par "charges occasionnées pour la réalisation des travaux et prestations" :

- l'achat de matériel, outillage et/ou produits servant à la réalisation de la prestation;
- les dépenses générales résultant de l'utilisation des locaux et autres infrastructures;
- le paiement de prestations spécifiques réalisées dans ce cadre par les tiers.

Art. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Rajab 1421 correspondant au 3 octobre 2000.

Ahmed OUYAHIA.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté du 2 Rajab 1421 correspondant au 30 septembre 2000 relatif au contrôle sanitaire au niveau des marchés à bestiaux.

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995 fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables;

Vu le décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection vétérinaire des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine;

Vu le décret exécutif n° 98-315 du 11 Joumada Ethania 1419 correspondant au 3 octobre 1998 complétant le décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant au 11 novembre 1995 fixant les modalités d'inspection vétérinaire des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale destinés à la consommation humaine;

Arrête :

Article 1er — En application des dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 98-315 du 11 Joumada Ethania 1419 correspondant 3 octobre 1998, susvisé, le présent arrêté a pour objet d'instaurer un dispositif de contrôle sanitaire au niveau des marchés à bestiaux.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté, il est entendu par marché à bestiaux, le lieu de rassemblement et d'exposition en vue de la vente des animaux vivants.

Art. 3. — Les marchés à bestiaux doivent disposer de deux aires de stationnement, une pour le gros bétail et l'autre pour le petit bétail.

Un local d'isolement des animaux pour la quarantaine est obligatoire pour permettre un contrôle sanitaire des animaux et déceler toute maladie contagieuse.

Un bureau installé à l'entrée du marché doit être mis à la disposition des services vétérinaires afin de contrôler toutes les entrées des animaux et d'archiver tous les documents relatifs à leur contrôle.

Pour permettre des conditions sanitaires convenables, des installations sanitaires telles que cabinets d'aisance, lavabos, doivent être prévues.

Art. 4. — Pour une meilleure protection sanitaire des animaux et afin d'éviter toute éventuelle contamination lors des rassemblements et des dispersements des animaux, un pédiluve et un autoluve doivent être mis en place à l'entrée du marché.

Le marché à bestiaux doit être clôturé par un grillage ou une muraille pour éviter les accidents. Le sol doit être en terre battue, bitumé ou cimenté, facile à nettoyer et à désinfecter.

L'eau potable doit être prévue à l'intérieur du marché pour l'abreuvement des animaux.

Les eaux usées provenant du nettoyage du marché doivent être évacuées à travers des canalisations installées à cet effet.

Art. 5. — Tout marché à bestiaux mis en service au delà de la date de publication du présent arrêté doit être situé en dehors de toute agglomération, dans un emplacement spécialement prévu à cet effet et loin d'au moins 300 mètres de toute habitation ou centre d'élevage.

Art. 6. — Le marché à bestiaux doit être soumis en permanence à un contrôle sanitaire vétérinaire effectué par les autorités vétérinaires territorialement compétentes conformément aux dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 95-363 du 18 Joumada Ethania 1416 correspondant 11 novembre 1995, susvisé.

Art. 7. — Le ou les vétérinaires territorialement compétents exerçant au niveau du marché à bestiaux sont désignés par l'inspection vétérinaire de wilaya.

L'autorité vétérinaire territorialement compétente responsable du contrôle sanitaire au niveau des marchés à bestiaux est tenue de :

- contrôler les documents sanitaires accompagnant les animaux, notamment les certificats sanitaires vétérinaires et les certificats de vaccination;

- procéder à une inspection sanitaire des animaux à l'entrée du marché;

- contrôler l'hygiène des lieux;

- contrôler la désinfection du marché à bestiaux et des moyens de transport;

- arrêter, d'un commun accord avec le propriétaire ou l'adjudicataire du marché à bestiaux, les horaires et jours de fonctionnement.

Art. 8. — Les autorités vétérinaires territorialement compétentes doivent refuser l'accès du marché à bestiaux à tout animal ou cheptel susceptible de véhiculer des maladies contagieuses et ordonner sa séquestration jusqu'à confirmation ou infirmation du diagnostic.

Art. 9. — Lors d'apparition ou disparition de toute maladie contagieuse susceptible de contaminer aussi bien l'Homme que l'animal, les autorités vétérinaires territorialement compétentes ordonnent, selon le cas, la fermeture ou l'ouverture des marchés à bestiaux conformément au décret n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, susvisé.

Art. 10. — Toute foire et exposition d'animaux ne peut être organisée qu'après autorisation préalable délivrée par le directeur des services agricoles sur avis technique de l'inspection vétérinaire de wilaya.

Les animaux devant être exposés doivent être accompagnés de certificats sanitaires.

Pendant toute la durée de la foire, une permanence doit être assurée par les services vétérinaires. Un registre est ouvert mentionnant les entrées et sorties des animaux, le lieu d'origine et les références du certificat et tout évènement lié à la gestion sanitaire.

Art. 11. — Les autorités vétérinaires territorialement compétentes procèdent à l'identification et à l'agrément des marchés à bestiaux.

Cette identification devra être faite par l'inspecteur vétérinaire de la wilaya d'implantation qui délivrera un numéro d'agrément composé de cinq (5) chiffres définis comme suit:

- les deux (2) premiers chiffres désignant le code de la wilaya;
- le troisième chiffre étant le six (6);
- les deux (2) derniers chiffres représentant le numéro de série.

Art. 12. — Les marchés à bestiaux reconnus conformes aux normes sanitaires sont agréés et reçoivent un numéro d'agrément.

Ce numéro d'agrément doit être enregistré au niveau de l'inspection vétérinaire de wilaya.

Art. 13. — L'exploitant du marché à bestiaux est tenu :

- de respecter les consignes édictées par les autorités vétérinaires territorialement compétentes;
- de respecter l'hygiène des lieux et notamment la désinfection du marché à bestiaux après chaque fermeture et l'enlèvement et la destruction des déchets d'origine animale.

Art. 14. — L'exploitant du marché à bestiaux doit procéder à l'ouverture d'un registre coté et paraphé par les autorités vétérinaires territorialement compétentes dans lequel est porté ou enregistré tous les renseignements relatifs aux animaux admis au marché (origine – propriétaire – destination – nouveau propriétaire – race – catégorie – n° d'identification).

Ce registre doit être mis à la disposition des services vétérinaires lors de tout contrôle sanitaire.

Art. 15. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Rajab 1421 correspondant au 30 septembre 2000.

Saïd BARKAT.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril
2003 rendant obligatoire la vaccination
antirabique pour les animaux de l'espèce bovine.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables ;

Vu l'arrêté interministériel du 17 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relatif aux mesures sanitaires applicables à la rage animale ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de rendre obligatoire la vaccination antirabique pour les animaux de l'espèce bovine.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Said BARKAT.

**MINISTERE DE L'HABITAT
ET DE L'URBANISME**

**Arrêté interministériel du 29 Rabie Ethani 1424
correspondant au 30 juin 2003 portant création
du bulletin officiel du ministère de l'habitat et de
l'urbanisme.**

Le Chef du Gouvernement,

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Le ministre des finances,

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003, portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 92-176 du 4 mai 1992 fixant les attributions du ministre de l'habitat ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 95-132 du 13 Dhou El Hidja 1415 correspondant au 13 mai 1995 relatif à la création des bulletins officiels des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 95-132 du 13 Dhou El Hidja 1415 correspondant au 13 mai 1995, susvisé, il est créé un bulletin officiel du ministère de l'habitat et de l'urbanisme.

Art. 2. — Le bulletin officiel prévu à l'article 1er ci-dessus est commun à l'ensemble des structures et organes de l'administration centrale, des services extérieurs et des établissements et organismes publics à caractère administratif relevant du ministère de l'habitat et de l'urbanisme.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 95-132 du 13 Dhou El Hidja 1415 correspondant au 13 mai 1995, susvisé, le bulletin officiel doit comporter notamment :

— les références et, le cas échéant, le contenu de l'ensemble des textes à caractère législatif et réglementaire ainsi que les circulaires et instructions concernant le ministère de l'habitat et de l'urbanisme ;

— les décisions individuelles se rapportant à la gestion des carrières des fonctionnaires et agents publics de l'Etat relevant du ministère de l'habitat et de l'urbanisme ainsi que celles relatives aux catégories de personnels dont la publicité ne relève pas du *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 4. — Le bulletin officiel est publié semestriellement en langue nationale avec une traduction en langue française.

Art. 5. — Le bulletin officiel du ministère de l'habitat et de l'urbanisme revêt la forme d'un recueil dont le format et les caractéristiques techniques sont précisés par décision du ministre de l'habitat et de l'urbanisme.

Art. 6. — Un exemplaire du bulletin officiel est transmis obligatoirement aux services centraux de l'autorité chargée de la fonction publique.

Art. 7. — Les crédits nécessaires à l'édition du bulletin officiel, prévu à l'article 1er ci-dessus, sont imputés au budget de fonctionnement du ministère de l'habitat et de l'urbanisme.

10. Responsabilité civile des véhicules terrestres automoteurs :

- 10.1 - Responsabilité civile véhicule,
- 10.2 - Responsabilité civile transporteur.

12. Responsabilité civile des véhicules maritimes et lacustres :

- 12.1 - Responsabilité civile des véhicules maritimes.

13. Responsabilité civile générale.**14. Crédits.****15. Caution.****27. Réassurance.**

Pendant la période de validité de l'agrément, la CNMA doit prendre toutes les dispositions tendant à rendre effective la séparation juridique et financière entre l'activité d'assurance et l'activité de banque.



Décision du Aouel Safar 1425 correspondant au 22 mars 2004 relative au délai d'acquittement de la vignette automobile pour 2004.

Le ministre des finances,

Vu l'ordonnance n° 76-103 du 9 décembre 1976, modifiée et complétée, portant code du timbre, notamment son article 303 ;

Vu l'ordonnance n° 96-31 du 19 Chaâbane 1417 correspondant au 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997, notamment son article 46 ;

Vu la loi n° 97-02 du 2 Ramadhan 1418 correspondant au 31 décembre 1997 portant loi de finances pour 1998, notamment son article 29 ;

Vu la loi n° 03-22 du 24 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004, notamment son article 16 ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décide :

Article 1er. — La période de la débite de la vignette automobile pour 2004 est fixée du 3 mai 2004 au 2 juin 2004 à 16 heures.

Art. 2. — Le directeur général des impôts est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Safar 1425 correspondant au 22 mars 2004.

Abdelatif BENACHENHOU.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du 28 Moharram 1425 correspondant au 20 mars 2004 portant modification et mise à jour de la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce.

Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 97-39 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997, modifié et complété, relatif à la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 97-41 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997, modifié et complété, relatif aux conditions d'inscription au registre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423 correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions du ministre du commerce ;

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 97-39 du 9 Ramadhan 1417 correspondant au 18 janvier 1997, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de modifier et de mettre à jour la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce.

Art. 2. — La mise à jour de la nomenclature des activités économiques, visée à l'article 1er ci-dessus, est jointe en annexe de l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Moharram 1425 correspondant au 20 mars 2004.

Noureddine BOUKROUH.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 28 Ramadhan 1424 correspondant au 30 novembre 2003 fixant les modalités d'attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé : " Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire " ;

Vu le décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003 fixant les modalités de mobilisation des vétérinaires en cas d'épizootie et lors d'opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale et notamment ses articles 2 et 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003, susvisé, le présent arrêté, a pour objet de fixer les modalités d'attribution du mandat sanitaire par l'autorité vétérinaire nationale aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales.

Art. 2. — Le mandat sanitaire est attribué aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, sur leur demande, pour une période d'une année renouvelable.

Art. 3. — Le mandat sanitaire, établi conformément au modèle annexé au présent arrêté, est attribué par le directeur des services agricoles, sur rapport de l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

Art. 4. — Les actions de prévention et d'éradication des maladies animales pour lesquelles est attribué le mandat sanitaire sont fixées par un cahier des charges annexé au présent arrêté.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Ramadhan 1424 correspondant au 30 novembre 2003.

Saïd BARKAT.

ANNEXE I

MANDAT SANITAIRE

République algérienne démocratique et populaire

Ministère de l'agriculture et du développement rural

Direction des services agricoles de la wilaya de.....

DECISION

Mandat sanitaire pour la campagne de vaccination anticlaveleuse des ovins, antiaphteuse et anti-rabique des bovins pour l'année.....

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu le décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003 fixant les modalités de mobilisation des vétérinaires en cas d'épizootie et lors d'opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale, notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu l'arrêté du 28 Ramadhan 1424 correspondant au 30 novembre 2003 fixant les modalités d'attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale ;

Vu la demande du Dr.....praticien privé exerçant à.....et sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya ;

Le directeur des services agricoles ;

Décide :

Article 1er. — Le mandat sanitaire prévu par le décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003, susvisé, est octroyé à Mr.....médecin vétérinaire praticien exerçant à titre privé à.....n° AVN.....

Art. 2. — Le vétérinaire cité à l'article 1er ci-dessus s'engage à respecter les dispositions édictées par le cahier des chargesdu.....

Art. 3. — Le mandat sanitaire est octroyé aux vétérinaires praticiens privés pour une durée d'une année renouvelable.

Art. 4. — Le mandat sanitaire peut être retiré :

— à la demande de l'intéressé ;

— en cas de non-respect des dispositions du cahier des charges cité à l'article 2 ci-dessus.

Art. 5. — L'inspecteur vétérinaire de wilaya est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à le

Le directeur des services agricoles

ANNEXE II

**CAHIER DES CHARGES RELATIF AU MANDAT
SANTAIRE PORTANT CAMPAGNE
DE VACCINATION ANTIAPHTEUSE,
ANTIRABIQUE BOVINE
ET ANTICLAVELEUSE OVINE**

Article 1er. — Le présent cahier des charges a pour objet de définir les droits et obligations des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé dans le cadre de la campagne de vaccination antiaphteuse, antirabique pour les bovins et anticlaveleuse pour les ovins pour l'année.....

Art. 2. — Le présent cahier des charge est établi entre Mr..... n° d'enregistrement à l'autorité vétérinaire vétérinaire praticien exerçant à et Mr.....inspecteur vétérinaire de la wilaya de

Art. 3. — L'inspecteur vétérinaire de wilaya s'engage à mettre à la disposition du vétérinaire praticien exerçant à titre privé dûment mandaté, la quantité de vaccins nécessaire à la réalisation de sa mission, selon le programme d'intervention établi par l'inspection vétérinaire de wilaya.

Art. 4. — Le vétérinaire praticien exerçant à titre privé désigné à l'article 2 ci-dessus s'engage sur la base du programme d'intervention arrêté, à vacciner dans la ou les zone(s) suivante(s).....dont l'effectif est de.....bovin(s) et de.....ovin(s).

Art. 5. — Le vétérinaire praticien exerçant à titre privé dûment mandaté s'engage à :

— respecter les conditions de conservation des vaccins mis à sa disposition ;

— remettre, sous quinzaine, à l'inspecteur vétérinaire de la subdivision, un bilan comportant la liste des éleveurs qui ont bénéficié de la vaccination ainsi que l'effectif vacciné ;

— établir un certificat de vaccination en triple exemplaire portant le nom de l'éleveur, la date de vaccination ainsi que le nombre d'animaux vaccinés. L'original du certificat est remis à l'inspecteur vétérinaire de wilaya qui procédera à sa contre-signature. Une copie de ce certificat doit être remise au propriétaire du cheptel ayant bénéficié de la vaccination.

Art. 6. — Le praticien dûment mandaté doit établir des bilans mensuels et un bilan final et procédera à la restitution de la totalité des flacons de vaccins vides, entamés ou non utilisés.

Art. 7. — Le paiement du vétérinaire dûment mandaté s'effectue sur le fonds de la promotion zoo sanitaire et de la protection phytosanitaire, sur présentation d'un dossier comportant : le bilan mensuel, et/ou le bilan final et les originaux des certificats de vaccination contresignés par l'inspecteur vétérinaire de wilaya, ainsi qu'une copie du cahier des charges dûment signé et une copie du mandat sanitaire.

Art. 8. — Toute perturbation dans l'exécution du programme de vaccination doit être signalée immédiatement à l'inspection vétérinaire de wilaya.

Art. 9. — En cas de non-respect des dispositions du présent cahier des charges, l'annulation de ce dernier est prononcée.

Fait àle.....

Le médecin vétérinaire

L'inspecteur vétérinaire
de wilaya

Le directeur des services agricoles

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL****Arrêté du 24 Rabie El Aouel 1426 correspondant au
3 mai 2005 définissant les mesures de prévention
et de lutte spécifiques à la leucose bovine
enzootique.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 88-252 du 31 décembre 1988 fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables, notamment son article 3 ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire— FPZPP » ;

Vu le décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003 fixant les modalités de mobilisation des vétérinaires en cas d'épizootie et lors d'opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale, notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu le décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004 fixant les conditions et modalités d'agrément sanitaire des établissements dont l'activité est liée aux animaux, produits animaux et d'origine animale ainsi que leur transport ;

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 3 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la leucose bovine enzootique.

Art. 2. — Un animal est considéré comme :

a) suspect de leucose bovine tumorale lorsque, vivant abattu ou mort, il présente des lésions tumorales ganglionnaires ou viscérales ne pouvant être rapportées, de façon certaine, à une autre origine ;

b) atteint de leucose bovine enzootique latente lorsqu'il présente un résultat positif :

- soit à une épreuve d'immunodiffusion en gélose réalisée sur un prélèvement sanguin individuel ;

- soit à une épreuve immuno-enzymatique (Elisa) effectuée à partir d'un prélèvement de sang ou de lait individuel.

c) atteint de leucose bovine enzootique tumorale lorsque vivant, abattu ou mort, il présente des lésions suspectes et pour lesquelles un examen histologique est complété :

- soit par une épreuve d'immunodiffusion en gélose réalisée sur un prélèvement sanguin ou ganglion,

- soit par une épreuve immo-enzymatique (Elisa) effectuée à partir d'un prélèvement de sang ou de lait individuel, se révélant positif.

Art. 3. — Toute personne physique ou morale ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'animaux suspects d'être atteints de leucose bovine enzootique, est tenue d'informer immédiatement le vétérinaire le plus proche ou le président de l'assemblée populaire communale.

Art. 4. — Tout vétérinaire avisé doit se déplacer sur les lieux pour constater les faits, procéder à l'examen des animaux suspects, effectuer les prélèvements nécessaires, et les expédier à un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'agriculture. Une déclaration de suspicion doit être faite par le vétérinaire au président de l'assemblée populaire communale et à l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 5. — Le laboratoire de diagnostic doit procéder à l'analyse des prélèvements selon les modalités fixées à l'article 2 ci-dessus, et communiquer les résultats au vétérinaire expéditeur et à l'inspecteur vétérinaire de la wilaya concernée.

Art. 6. — Dès que l'existence de leucose bovine enzootique est confirmée, le wali, sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, prend un arrêté portant déclaration d'infection de l'exploitation.

Art. 7. — L'exploitation concernée par l'arrêté portant déclaration d'infection citée à l'article 6 ci-dessus est soumise à la séquestration sous réserve des dispositions de l'article 10 ci-dessous.

La sortie des bovins est interdite sauf pour abattage et sous couvert d'un laissez-passer délivré par l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté. Un certificat d'abattage lui est retourné par le vétérinaire inspecteur de l'abattoir sous quinzaine.

Art. 8. — Les mesures ci-après sont mises en œuvre dans l'exploitation concernée :

1) La visite, le recensement et l'identification des animaux de l'espèce bovine présents dans l'exploitation sont réalisés par l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté ;

2) Chaque bovin âgé de plus de douze (12) mois doit subir un examen clinique et un prélèvement de sang, en vue d'un contrôle sérologique ;

3) Le marquage obligatoire, par le vétérinaire dûment mandaté, des bovins présentant un résultat positif aux épreuves fixées à l'article 2 ci-dessus ;

Ce marquage est pratiqué à l'oreille droite, à l'aide d'une pince à emporte-pièce comportant un « L », dont les branches ont sept (7) millimètres de largeur et respectivement 25 et 15 mm de longueur.

4) L'isolement et la séquestration des animaux reconnus atteints de leucose bovine enzootique jusqu'à leur abattage ;

5) A titre de mesure de protection, la séquestration des animaux non atteints de leucose bovine enzootique jusqu'à la levée de l'arrêté portant déclaration d'infection ;

6) L'accès aux locaux d'isolement est interdit à toute personne autre que le propriétaire, les employés chargés de soins aux animaux et les agents des services vétérinaires dûment mandatés.

Art. 9. — L'ordre d'abattage des animaux atteints ou contaminés de leucose bovine enzootique peut être donné par le wali territorialement compétent ou l'inspecteur vétérinaire de wilaya dans le cadre d'un programme national et sur proposition de l'autorité vétérinaire nationale. Dans ce cas, les propriétaires d'animaux abattus bénéficient d'une indemnisation.

Art. 10. — Les animaux de l'exploitation infectée destinés à l'abattage sont obligatoirement accompagnés d'un ordre d'abattage délivré par l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté. Ils seront transportés directement vers un lieu d'abattage agréé et ne doivent pas entrer en contact avec les animaux destinés à l'élevage.

Art. 11. — Une désinfection de l'exploitation et des véhicules ayant servi au transport des animaux malades est obligatoire, après élimination des animaux marqués, cette désinfection est à la charge du propriétaire. A l'issue de cette opération, des certificats de désinfection sont délivrés par les services de l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 12. — Sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, le wali lève l'arrêté portant déclaration d'infection, et ce, trois (3) mois au moins après l'abattage du dernier cas de leucose bovine enzootique, sous réserve que :

- tous les bovins marqués selon les modalités fixées à l'article 8 ci-dessus aient été éliminés ;

- le contrôle sérologique du reste des bovins, effectué trois (3) mois après le dernier cas, ait été négatif ;

- une désinfection ait été réalisée.

Art. 13. — Après la levée de l'arrêté portant déclaration d'infection, il est procédé à un deuxième contrôle sérologique à un intervalle de trois (3) à six (6) mois effectué sur le reste du cheptel.

Ne peuvent être introduits dans le cheptel de l'exploitation que des bovins contrôlés négativement après la levée de l'arrêté portant déclaration d'infection.

Art. 14. — Le cheptel bovin d'une exploitation est déclaré par l'autorité vétérinaire nationale indemne de leucose bovine enzootique lorsque, à la fois :

- aucun cas clinique ni sérologique de leucose bovine enzootique n'a été constaté dans ce cheptel depuis deux (2) ans au moins ;

- tous les bovins âgés de deux (2) ans ou plus ont été soumis, avec résultat négatif, à au moins deux (2) épreuves de recherche d'anticorps sur prélèvements individuels réalisés à intervalle de six (6) mois au plus ;

- toute introduction de bovins effectuée après le premier test négatif doit provenir d'un cheptel indemne.

Art. 15. Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 3 mai 2005.

Saïd BARKAT.

Vu l'arrêté interministériel du 3 Moharram 1425 correspondant au 24 février 2004 fixant les modalités de rétribution des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, mandatés et réquisitionnés lors de la réalisation des campagnes de vaccination anticlaveuse, antiaphteuse et antirabique, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale ;

Vu l'arrêté du 28 Ramadhan 1424 correspondant au 30 novembre 2003, modifié et complété, fixant les modalités d'attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 4 du décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la rétribution des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, mandatés et réquisitionnés lors de la réalisation des campagnes de vaccination anticlaveuse, antiaphteuse, antirabique, contre la brucellose et toute autre action prophylactique, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 2. — Les honoraires des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, mandatés et réquisitionnés sont fixés comme suit :

- dix dinars (10 DA) par tête ovine ou caprine vaccinée ;
- trente dinars (30 DA) par tête bovine, cameline ou équine vaccinée ;
- cent dinars (100 DA) par tête bovine, ovine, caprine, cameline ou équine prélevée ;
- cinquante dinars (50DA) par tête bovine, ovine, caprine, cameline ou équine dépistée.

Art. 3. — La rétribution des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé, mandatés et réquisitionnés pour la vaccination anticlaveuse, antiaphteuse, antirabique contre la brucellose et toute autre action prophylactique ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale s'effectuera par décision du ministre chargé de l'agriculture sur "le Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire" et sur présentation d'un dossier administratif comportant un bilan mensuel et/ou un bilan final, les originaux des certificats vétérinaires contresignés par l'inspecteur vétérinaire de wilaya, ainsi qu'une copie du cahier des charges dûment signé et une copie du mandat sanitaire.

Art. 4. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 3 Moharram 1425 correspondant au 24 février 2004, susvisé, sont abrogées.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Chaâbane 1426 correspondant au 6 septembre 2005.

Le ministre des finances Le ministre de l'agriculture et
Mourad MEDELICI du développement rural
Saïd BARKAT

— — — — ★ — — — —

Arrêté du 6 Joumada El Oula 1426 correspondant au 13 juin 2005 rendant obligatoire la vaccination contre la brucellose des animaux des espèces ovine et caprine.

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables, notamment son article 20 (alinéa 3) ;

Vu l'arrêté interministériel du 3 Chaâbane 1416 correspondant au 26 décembre 1995 fixant les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la brucellose ovine et caprine ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 20 (alinéa 3) du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de rendre obligatoire la vaccination contre la brucellose des animaux des espèces ovine et caprine dans les zones qui sont définies par décision de l'autorité vétérinaire.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Joumada El Oula 1426 correspondant au 13 juin 2005.

Saïd BARKAT.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 8 Joumada Ethania 1426 correspondant au 14 juillet 2005 modifiant et complétant l'arrêté du 28 Ramadhan 1424 correspondant au 30 novembre 2003 fixant les modalités d'attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales, ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale.

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé : "Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire" ;

Vu le décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003 fixant les modalités de mobilisation des vétérinaires en cas d'épizootie et lors d'opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale ;

Vu l'arrêté du 28 Ramadhan 1424 correspondant au 30 novembre 2003 fixant les modalités d'attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales, ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter les annexes de l'arrêté du 28 Ramadhan 1424 correspondant au 30 novembre 2003, susvisé.

Art. 2. — Les annexes de l'arrêté du 28 Ramadhan 1426 correspondant au 30 novembre 2003, susvisé, sont modifiées et complétées conformément aux annexes du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Joumada Ethania 1426 correspondant au 14 juillet 2005.

Saïd BARKAT.

ANNEXE I

MANDAT SANITAIRE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE
ET POPULAIRE

Ministère de l'agriculture et du développement rural

Direction des services agricoles
de la wilaya de.....

DECISION

Mandat sanitaire pour la campagne de vaccination anticlaveuse des ovins, antiaphteuse et antirabique des bovins contre la brucellose des petits ruminants et toutes autres actions prophylactiques pour l'année.....

— — —

Vu le décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003 fixant les modalités de mobilisation des vétérinaires en cas d'épizootie et lors d'opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux, ordonnées par l'autorité vétérinaire nationale, notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu l'arrêté du 28 Ramadhan 1424 correspondant au 30 novembre 2003 fixant les modalités d'attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires praticiens exerçant à titre privé pour la réalisation des programmes de prévention et d'éradication des maladies animales, ordonnés par l'autorité vétérinaire nationale ;

Vu la demande du Dr..... vétérinaire, praticien privé exerçant à..... et sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya ;

Le directeur des services agricoles ;

Décide :

Article 1er. — Le mandat sanitaire prévu par le décret exécutif n° 03-173 du 12 Safar 1424 correspondant au 14 avril 2003, susvisé, est octroyé à Mr..... médecin vétérinaire praticien exerçant à titre privé à..... n°..... (numéro d'enregistrement à l'autorité vétérinaire nationale).

Art. 2. — Le vétérinaire cité à l'article 1er ci-dessus s'engage à respecter les dispositions édictées par le cahier des charges n°..... du.....

Art. 3. — Le mandat sanitaire est octroyé aux vétérinaires praticiens privés pour une durée d'une (1) année renouvelable.

Art. 4. — Le mandat sanitaire peut être retiré :

— à la demande de l'intéressé ;

— en cas de non-respect des dispositions du cahier des charges cité à l'article 2 ci-dessus.

Art. 5. — L'inspecteur vétérinaire de wilaya est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à le

Le directeur des services agricoles

ANNEXE II

**CAHIER DES CHARGES RELATIF AU MANDAT
SANITAIRE PORTANT CAMPAGNE
DE VACCINATION ANTIAPHTEUSE,
ANTIRABIQUE BOVINE, ANTICLAVELEUSE
OVINE ET CONTRE LA BRUCELLOSE ET TOUTE
AUTRE ACTION PROPHYLACTIQUE**

Article 1er. — Le présent cahier des charges a pour objet de définir les droits et obligations des vétérinaires praticiens exerçant à titre privé dans le cadre de la campagne de vaccination antiaphteuse, antirabique pour les bovins*, anticlaveleuse pour les ovins*, la vaccination contre la brucellose des petits ruminants*, de prélèvement de sang*, de dépistage* en vue de la recherche de maladies et toutes autres actions prophylactiques pour l'année.....

Art. 2. — Le présent cahier des charge est établi entre Mr..... n° d'enregistrement à l'autorité vétérinaire nationale, vétérinaire praticien exerçant à titre privé à..... et Mr..... inspecteur vétérinaire de la wilaya de

Art. 3. — L'inspecteur vétérinaire de wilaya s'engage à mettre à la disposition du vétérinaire praticien exerçant à titre privé dûment mandaté la quantité de vaccins nécessaire à la réalisation de sa mission, ainsi que tout autre matériel nécessaire aux actions prophylactiques, selon le programme d'intervention établi par l'inspection vétérinaire de wilaya.

Art. 4. — Le vétérinaire praticien exerçant à titre privé désigné à l'article 2 ci-dessus s'engage, sur la base du programme d'intervention arrêté, à intervenir dans la ou les zone(s) suivante(s) dont l'effectif est de bovins* ovins*, caprins*, camelins* et équins*.

Art. 5. — Le vétérinaire praticien exerçant à titre privé dûment mandaté s'engage à :

— respecter les conditions de conservation des vaccins et des produits biologiques mis à sa disposition ;

— remettre, sous quinzaine, à l'inspecteur vétérinaire de la subdivision agricole, un bilan comportant la liste des éleveurs qui ont bénéficié de l'intervention vétérinaire ainsi que l'effectif touché ;

— établir un certificat de vétérinaire en triple (3) exemplaire portant le nom de l'éleveur, la date de l'intervention ainsi que le nombre d'animaux touchés. L'original du certificat est remis à l'inspecteur vétérinaire de wilaya qui procédera à sa contresignature. Une copie de ce certificat doit être remise au propriétaire du cheptel ayant bénéficié de cette intervention.

Art. 6. — Le vétérinaire praticien exerçant à titre privé dûment mandaté doit établir des bilans mensuels et un bilan final et procédera à la restitution de la totalité des flacons de vaccins vides, entamés ou non utilisés et des produits biologiques entamés ou non.

Art. 7. — Le paiement du vétérinaire dûment mandaté s'effectue sur le fonds de la promotion zoonitaire et de la protection phytosanitaire, sur présentation d'un dossier comportant : le bilan mensuel, et/ou le bilan final et les originaux des certificats de vétérinaire contresignés par l'inspecteur vétérinaire de wilaya, ainsi qu'une copie du cahier des charges dûment signé et une copie du mandat sanitaire.

Art. 8. — Toute perturbation dans l'exécution du programme d'intervention doit être signalée immédiatement à l'inspection vétérinaire de wilaya.

Art. 9. — En cas de non-respect des dispositions du présent cahier des charges, l'annulation de ce dernier est prononcée.

Fait àle.....

Le médecin vétérinaire

L'inspecteur vétérinaire
de wilaya

Le directeur des services agricoles

* Rayer la mention inutile.

Art. 6. — Le département de la sensibilisation, de la documentation et des archives est chargé notamment :

— de promouvoir des programmes de sensibilisation et d'information du public sur la conservation et l'utilisation durable des espaces littoraux ainsi que de leur diversité biologique ;

— d'assurer la diffusion de toute information liée au littoral ;

— de mettre en place un réseau d'informations sur l'état du littoral ;

— de promouvoir les activités de documentation s'y rapportant.

Ce département comporte deux (2) services :

— service de la sensibilisation et de la communication ;

— service de la documentation et des archives.

Art. 7. — Le département de l'administration et des moyens généraux est chargé :

— d'évaluer les besoins de fonctionnement du commissariat et des antennes de wilayas et exécuter les budgets de fonctionnement et d'équipement qui lui sont attribués ;

— de proposer et mettre en œuvre la politique de gestion des ressources humaines du commissariat ;

— d'entretenir, en liaison avec les structures concernées, toutes les actions liées aux moyens financiers et matériels et au fonctionnement du commissariat ;

— d'assurer la formation et la mise à niveau du personnel du commissariat.

Ce département comporte deux (2) services :

— service de gestion du personnel et des moyens généraux ;

— service du budget et de la comptabilité.

Art. 8. — Les antennes de wilayas sont chargées notamment :

— de mettre en œuvre la stratégie de protection et de valorisation du littoral au niveau local ;

— de mettre en œuvre les mesures de protection et de gestion des aires protégées et des zones critiques ;

— d'assurer la surveillance de l'état du littoral et prendre les mesures nécessaires pour sa préservation.

Art. 9 — Les antennes de wilayas sont fixées au niveau des quatorze (14) wilayas du littoral suivantes :

El Tarf, Annaba, Skikda, Jijel, Béjaïa, Tizi-Ouzou, Boumerdès, Alger, Tipaza, Chlef, Mostaganem, Oran, Aïn Témouchent et Tlemcen.

Chaque antenne est dirigée par un chef d'antenne.

Art. 10 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Dhou El Hidja 1426 correspondant au 14 janvier 2006.

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Le ministre des finances

Chérif RAHMANI

Mourad MEDELICI

Pour le Chef du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique

Djamel KHARCHI

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 28 Safar 1427 correspondant au 28 mars 2006 précisant les dispositions relatives aux conditions de délivrance de l'agrément sanitaire des établissements de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux.

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990 fixant les conditions de fabrication, de mise en vente et de contrôle des médicaments vétérinaires ;

Vu le décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004 fixant les conditions et modalités d'agrément sanitaire des établissements dont l'activité est liée aux animaux, produits animaux et d'origine animale ainsi que leur transport, notamment ses articles 9 et 12 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 9 et 12 du décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004, susvisé, le présent arrêté a pour objet de préciser les dispositions relatives aux conditions de délivrance de l'agrément sanitaire des établissements de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux.

Art. 2. — Les établissements de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux agréés sont identifiés par un numéro d'agrément délivré par l'inspection vétérinaire de wilaya d'implantation et composé de cinq (5) chiffres, définis comme suit :

— les deux premiers chiffres désignent le numéro de code de la wilaya ;

— le troisième chiffre étant le numéro de code attribué à l'activité de l'établissement ;

— les deux derniers chiffres représentent le numéro de série.

Art. 3. — Tout établissement de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux doit disposer :

— de deux silos au minimum et/ou de deux salles pour le stockage des matières premières présentées en vrac ;

— d'une salle de stockage des matières premières emballées ;

— d'une salle de stockage isotherme pour les vitamines et produits sensibles ;

— de silos de stockage et/ou d'une salle de stockage de l'aliment présenté en vrac ;

— d'une salle de stockage des aliments emballés ;

— d'une salle de stockage des pré-mélanges et aliments médicamenteux.

Art. 4. — Les salles de stockage visées à l'article 3 ci-dessus doivent être conçues et adaptées de manière à garantir un stockage adéquat en matière d'hygiène et de conservation.

La salle de stockage des pré-mélanges et aliments médicamenteux doit permettre une conservation des matières qui y sont stockées, adaptée à leur nature.

Art. 5. — Les établissements de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux doivent, soit disposer d'un laboratoire de contrôle, soit faire appel à un laboratoire agréé par les services officiels.

Art. 6. — Tout établissement de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux doit disposer d'un rotolue et d'un pédiluve à son entrée.

Art. 7. — La demande d'agrément sanitaire est adressée, sous pli recommandé, avec accusé de réception, à l'inspecteur vétérinaire de wilaya du lieu d'implantation de l'établissement.

Le dossier de demande d'agrément d'un établissement de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux doit comprendre les éléments suivants :

a) l'adresse de l'établissement objet de la demande ;

b) les statuts de l'établissement ;

c) un plan de l'ensemble de l'établissement au 1/100ème en précisant l'affectation de chaque local ;

d) les activités projetées de l'établissement en précisant le type d'aliment et les manipulations envisagées ;

e) la liste des équipements et du matériel ;

f) les nom, adresse et les justificatifs de la qualification et l'expérience professionnelle du personnel responsable de la production et du contrôle de la qualité ;

g) l'état de l'effectif du personnel de l'établissement ainsi que ses qualifications.

Art. 8. — L'inspecteur vétérinaire de wilaya délivre l'agrément sanitaire lorsque l'établissement est conforme aux prescriptions et conditions édictées par le décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004, susvisé, et par le présent arrêté.

Art. 9. — L'inspecteur vétérinaire doit statuer dans un délai n'excédant pas deux (2) mois à compter de la date de dépôt de la demande d'agrément.

Art. 10. — Lorsque le dossier soulève des réserves qui empêchent la délivrance de l'agrément suscité, celles-ci sont immédiatement notifiées au demandeur.

Lorsque le demandeur estime avoir levé l'ensemble des réserves mentionnées, il peut saisir à nouveau l'inspecteur vétérinaire de wilaya qui statuera dans un délai maximum d'un mois.

Art. 11. — Outre les prescriptions prévues par l'article 11 du décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004, susvisé, le registre coté et paraphé doit comprendre les bulletins d'analyse des matières premières acquises et des produits fabriqués et vendus lorsqu'ils sont requis par la réglementation en vigueur.

Art. 12. — Les établissements de production, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux, actuellement en activité, disposent d'un délai de douze (12) mois, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, pour s'y conformer.

Art. 13. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Safar 1427 correspondant au 28 mars 2006.

Saïd BARKAT.

**Décret présidentiel du 21 Dhou El Kaada 1429
correspondant au 19 novembre 2008 portant
nomination de directeurs de l'urbanisme et de la
construction de wilaya.**

Par décret présidentiel du 21 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 19 novembre 2008, sont nommés directeurs de l'urbanisme et de la construction aux wilayas suivantes, MM. :

- Youcef Boudjenidjena, à la wilaya de Batna ;
 - Abdelaziz Annab, à la wilaya de Constantine ;
 - Seddik Hammache, à la wilaya de Ouargla.
- ★-----

**Décrets présidentiels du 21 Dhou El Kaada 1429
correspondant au 19 novembre 2008 portant
nomination de directeurs du logement et des
équipements publics de wilaya.**

Par décret présidentiel du 21 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 19 novembre 2008, sont nommés directeurs du logement et des équipements publics aux wilayas suivantes, MM. :

- Lalmi Bettayeb, à la wilaya d'El Oued ;
 - Ahmed Fares, à la wilaya de Naâma.
-

Par décret présidentiel du 21 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 19 novembre 2008, M. Abdelkader El-Brazzi est nommé directeur du logement et des équipements publics à la wilaya de Djelfa.

-----★-----

**Décret présidentiel du 21 Dhou El Kaada 1429
correspondant au 19 novembre 2008 portant
nomination de directeurs de la pêche et des
ressources halieutiques de wilaya.**

Par décret présidentiel du 21 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 19 novembre 2008, sont nommés directeurs de la pêche et des ressources halieutiques aux wilayas suivantes, MM. :

- Abderrahmane Abbed, à la wilaya de Sétif ;
- Salim Houmri, à la wilaya d'El Tarf.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté du 26 Chaoual 1429 correspondant au
26 octobre 2008 fixant les mesures de prévention
et de lutte spécifiques contre la peste des petits
ruminants.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice à titre privé des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables notamment son article 3 ;

Vu le décret exécutif n° 95-115 du 22 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 22 avril 1995 portant statut particulier des médecins vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes ;

Vu le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spécial n° 302-071 « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire - FPZPP » ;

Vu le décret exécutif n° 03-173 du 12 safar 1424 correspondant au 14 avril 2003 fixant les modalités de mobilisation des vétérinaires en cas d'épizootie et lors d'opérations de prophylaxie collective des maladies des animaux ordonnée par l'autorité vétérinaire nationale, notamment ses articles 2 et 3 ;

Vu le décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004 fixant les conditions et modalités d'agrément sanitaire des établissements dont l'activité est liée aux animaux, produits animaux et d'origine animale ainsi que leur transport ;

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 3 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les mesures de prévention et de lutte spécifiques à la peste des petits ruminants.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté on entend par animal sensible, tout animal de toute espèce pouvant être contaminé par le virus de la peste des petits ruminants, notamment les ovins, les caprins, les bovins et les dromadaires.

Art. 3. — Est qualifié au sens du présent arrêté :

a) animal suspect d'être contaminé de peste des petits ruminants, tout animal sensible, pouvant d'après les informations épidémiologiques disponibles, avoir été exposé au virus de la peste des petits ruminants ;

b) animal suspect de peste des petits ruminants, tout animal sensible, vivant ou mort, présentant des symptômes cliniques et/ou des lésions viscérales évoquant la maladie et non susceptible d'être rapportés de façon certaine à une autre pathologie ;

c) animal atteint de peste des petits ruminants, tout animal sensible présentant des symptômes cliniques de la maladie et confirmé par le diagnostic d'un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'agriculture.

CHAPITRE I

MESURES SANITAIRES A PRENDRE EN CAS DE SUSPICION

Art. 4. — Toute personne physique ou morale ayant à quel que titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'animaux des espèces sensibles même à titre temporaire, atteints, suspects d'être atteints ou suspects d'être contaminés de la peste des petits ruminants, est tenue d'informer immédiatement le vétérinaire le plus proche ou le président de l'assemblée populaire communale concerné.

Art. 5. — Tout vétérinaire avisé, doit se déplacer sur les lieux de la suspicion et doit procéder dans l'exploitation infectée au recensement, à l'identification et à l'examen des animaux atteints, suspects d'être atteints ou suspects d'être contaminés.

Il ordonne l'isolement des animaux atteints ou suspects par séquestration ou cantonnement.

A l'issue de sa visite, le vétérinaire doit informer immédiatement par le moyen le plus rapide, le président de l'assemblée populaire communale et l'inspecteur vétérinaire de wilaya en indiquant les mesures sanitaires dont l'autorité communale est chargée d'assurer l'exécution.

Il utilise le moyen le plus rapide pour déclarer la maladie à l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 6. — Dès qu'il prend connaissance de la suspicion de la peste des petits ruminants, l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté doit se rendre immédiatement sur les lieux.

Il contrôle les mesures prises par le vétérinaire et les complète par les suivantes :

— effectuer les prélèvements nécessaires et les expédier sous froid à un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'agriculture ;

— interdiction de toute sortie ou entrée d'animaux sensibles à partir de l'exploitation suspectée ;

— application des mesures d'hygiène afin de limiter la dissémination du virus par le nettoyage et la désinfection des locaux et des objets exposés à la contagion ;

— réalisation d'une enquête épidémiologique afin de déterminer l'origine possible de la maladie, d'identifier d'autres exploitations suspectes ainsi que les éventuels échanges d'animaux à partir ou en direction des dites exploitations et communiquer les résultats dès que possible à l'autorité vétérinaire nationale et au wali ;

— destruction sur place des animaux morts sous contrôle vétérinaire afin d'éviter la propagation du virus de la peste des petits ruminants ;

— une déclaration officielle de suspicion doit être établie par le vétérinaire et transmise par le moyen le plus rapide au président de l'assemblée populaire communale et à l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 7. — Le laboratoire de diagnostic procède à l'analyse des prélèvements, selon les épreuves de diagnostic retenues par décision de l'autorité vétérinaire nationale et communique les résultats à l'inspecteur vétérinaire de la wilaya concerné et à l'autorité vétérinaire nationale.

Art. 8. — En cas d'obtention de résultat de laboratoire négatif, la suspicion est infirmée et toutes les mesures de conservation sont levées par l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

CHAPITRE II

MESURES SANITAIRES A PRENDRE EN CAS DE CONFIRMATION

Art. 9. — En cas de confirmation de la peste des petits ruminants par le laboratoire, le wali sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, prend un arrêté portant déclaration d'infection de l'exploitation qui fixe les mesures sanitaires à appliquer ainsi que les limites des zones de protection et de surveillance délimitées autour du foyer d'infection.

Les wilayas limitrophes sont informées de la déclaration de l'infection et des mesures zoosanitaires prises.

Art. 10. — Les zones de protection et de surveillance telles que citées à l'article 9 ci-dessus, sont respectivement délimitées dans un rayon de 3 et 10 km minimum autour du foyer.

Art. 11. — Les mesures sanitaires prescrites par l'arrêté du wali sont les suivantes :

a) Dans l'exploitation infectée, on procédera à :

— l'abattage et la destruction sur place des animaux atteints, suivis de l'enfouissement des cadavres sous contrôle vétérinaire ;

— le nettoyage et la désinfection de l'exploitation infectée, l'équipement, le matériel d'élevage, les vêtements de travail du personnel chargé des soins aux animaux à l'aide de désinfectants homologués de manière à assurer la destruction du virus de la peste des petits ruminants ;

— la destruction et/ou l'enfouissement de tous produits de l'exploitation infectée et susceptibles d'être contaminés ou souillés tel que l'eau de boisson, le fourrage, la paille, fumier ainsi que des objets ayant servi à l'élevage ;

— le maintien de la séquestration de l'exploitation infectée.

b) Dans la zone de protection, on procédera :

— au recensement de toutes les exploitations détenant des animaux sensibles à l'intérieur de cette zone ;

— à des visites périodiques de toutes les exploitations présentes dans la zone réglementée et examens cliniques des animaux sensibles et réalisation des prélèvements nécessaires ;

— à l'interdiction de la circulation des animaux sensibles dans la zone réglementée sauf vers un abattoir agréé par le ministère chargé de l'agriculture et sous contrôle vétérinaire. Cette interdiction est applicable aux véhicules et aux personnes, sauf celles qui ont la charge des soins des animaux. Tout matériel ou objet pouvant véhiculer l'agent infectieux ne doit pas quitter la zone de protection ;

— à l'interdiction de tout rassemblement des animaux (marchés à bestiaux, foires, etc...) ;

— à l'interdiction de l'utilisation des points d'eau et des pâturages communs.

c) Dans la zone de surveillance, on procédera :

— au recensement de toutes les exploitations détenant des animaux sensibles à l'intérieur de cette zone ;

— à la réglementation de la circulation des animaux ;

— à la réglementation des marchés à bestiaux, foires, expositions ou tout autre rassemblement.

Art. 12. — Le wali sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya étend, en tant que de besoin, l'arrêté portant déclaration de l'infection à l'ensemble de la wilaya.

Art. 13. — L'abattage ordonné pour cause de la peste des petits ruminants doit être réalisé dans les plus brefs délais, sous contrôle vétérinaire, soit sur place suivi de l'enfouissement des cadavres et de la désinfection du lieu d'abattage, soit au niveau d'un clos d'équarrissage le plus proche sous contrôle vétérinaire.

Le transport des animaux malades ou contaminés doit être effectué à l'aide de véhicule étanche sous couvert d'un laissez-passer délivré par l'inspecteur vétérinaire de wilaya ou son représentant dûment mandaté.

Art. 14. — L'abattage sanitaire peut donner lieu à une indemnisation conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 15. — Le ministre chargé de l'agriculture peut rendre la vaccination contre la peste des petits ruminants obligatoire sur tout ou une partie du territoire national.

CHAPITRE III

MESURES DE DESINFECTION

Art. 16. — Une désinfection de l'exploitation infectée, de l'équipement ayant servi à l'élevage, du personnel chargé des soins des animaux et celle des véhicules ayant servi au transport des animaux malades est obligatoire, après élimination des animaux infectés.

A l'issue de cette opération, des certificats de désinfection sont délivrés par les services de l'autorité vétérinaire.

Art. 17. — La levée de l'arrêté de déclaration de l'infection est prononcée par le wali sur proposition de l'inspecteur vétérinaire de wilaya.

La levée intervient au moins trois (3) semaines après la fin des opérations de destruction des animaux malades et de désinfection de la ou des exploitations infectées.

Art. 18. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Chaoual 1429 correspondant au 26 octobre 2008.

Rachid BENAÏSSA.

MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE

Arrêté du 14 Ramadhan 1429 correspondant au 14 septembre 2008 portant revalorisation des pensions et allocations de sécurité sociale des non-salariés.

Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux assurances sociales, notamment son article 42 ;

Vu la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative à la retraite, notamment son article 43 ;

Vu le décret n° 84-29 du 11 février 1984, modifié et complété, fixant le montant minimum de la majoration pour tierce personne prévue par la législation de la sécurité sociale ;

4 - Le département de l'irrigation et du drainage est chargé :

— de définir les techniques d'irrigation les mieux adaptées aux différentes conditions pédo-climatiques du pays ;

— de déterminer les systèmes de drainage adaptés aux conditions du milieu.

Il comprend trois (3) services :

- le service des ressources en eau ;
- le service des techniques et contrôle des équipements d'irrigation ;
- le service des systèmes et matériaux de drainage.

5 - Le département de l'administration et des finances est chargé :

— d'élaborer les plans de gestion des ressources humaines et d'en assurer l'exécution après approbation ;

— d'élaborer les projets de budget de fonctionnement et d'équipement et d'en assurer l'exécution ;

— de tenir la comptabilité de l'institut ;

— d'assurer la gestion, l'entretien et la maintenance des biens meubles et immeubles de l'institut ;

— de gérer les activités d'action sociale en direction des personnels de l'institut.

Il comprend quatre (4) services :

- le service de la gestion des ressources humaines et de la formation ;
- le service du budget et de la comptabilité ;
- le service des moyens généraux ;
- le service de la documentation et des archives.

Art. 3. — Les stations expérimentales, les laboratoires et les antennes régionales et/ou de wilayas sont dirigés par un chef de station expérimental, un chef de laboratoire et un chef d'antenne régionale et/ou de wilaya.

Les conditions de création de ces structures sont celles fixées par les dispositions de l'article 8 du décret n° 87-15 du 13 janvier 1987, modifié et complété, susvisé.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 21 février 2011.

Le secrétaire général du
Gouvernement

Ahmed NOUL.

Le ministre des finances
Karim DJOUDI.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural
Rachid BENAÏSSA.

Arrêté du Aouel Rabie Ethani 1432 correspondant au 6 mars 2011 fixant les modalités d'agrément des importateurs de médicaments à usage vétérinaire.

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 88-252 du 31 décembre 1988, modifié et complété, fixant les conditions d'exercice, à titre privé, des activités de médecine vétérinaire et de chirurgie des animaux ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-240 du 4 août 1990 fixant les conditions de fabrication, de mise en vente et de contrôle des médicaments vétérinaires ;

Vu le décret exécutif n° 09-102 du 13 Rabie El Aouel 1430 correspondant au 10 mars 2009 fixant les mesures applicables lors d'importation et d'exportation des médicaments à usage vétérinaire, notamment son article 2 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 09-102 du 13 Rabie El Aouel 1430 correspondant au 10 mars 2009, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités d'agrément des importateurs de médicaments à usage vétérinaire.

Art. 2. — L'agrément des importateurs de médicaments à usage vétérinaire est délivré par le ministre chargé de l'autorité vétérinaire après examen par une commission interministérielle instituée à cet effet dénommée « commission interministérielle chargée de l'étude des demandes d'agrément pour l'importation des médicaments à usage vétérinaire ».

Art. 3. — La commission prévue à l'article 2 ci-dessus est composée des représentants :

- du ministre chargé de l'autorité vétérinaire, président ;
- du ministre chargé de la santé ;
- du ministre chargé du commerce ;
- du ministre des finances ;

désignés respectivement par les autorités dont ils relèvent.

Art. 4. — Les conditions de fonctionnement de la commission prévue à l'article 2 ci-dessus ainsi que la liste nominative des membres de cette commission sont établies par décision du ministre chargé de l'autorité vétérinaire.

CHAPITRE 1

**CONDITIONS D'AGREMENT DES
IMPORTATEURS DE MEDICAMENTS
A USAGE VETERINAIRE**

Art. 5. — L'agrément des importateurs de médicaments à usage vétérinaire est soumis à des conditions techniques liées au directeur technique, au local de stockage des médicaments à usage vétérinaire et au suivi des médicaments à usage vétérinaire.

Section 1

**Conditions techniques applicables aux directeurs
techniques des établissements d'importation
de médicaments à usage vétérinaire**

Art. 6. — Tout importateur de médicaments à usage vétérinaire doit s'assurer du concours technique d'un directeur technique ayant le diplôme de médecin vétérinaire ou de pharmacien.

Art. 7. — Le directeur technique de l'établissement doit exercer personnellement sa profession.

Art. 8. — Le directeur technique visé à l'article 6 ci-dessus, doit notamment, sous sa responsabilité :

- veiller au respect des conditions techniques d'acquisition, de stockage et de vente des médicaments à usage vétérinaire ;
- veiller au suivi de la traçabilité des lots de produits vétérinaires vendus aux établissements de distribution en gros des médicaments vétérinaires ;
- veiller au traitement des réclamations techniques des clients ;
- veiller au rappel des produits vétérinaires ayant fait l'objet d'un retrait prononcé par l'autorité vétérinaire ;
- veiller à la pharmacovigilance.

Art. 9. — Le directeur technique doit informer la commission visée à l'article 2 ci-dessus, de tout désaccord qui l'opposerait à un organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance et portant sur l'application de la réglementation en vigueur.

Section 2

**Conditions techniques applicables au local de stockage
des médicaments à usage vétérinaire**

Art. 10. — Tout importateur de médicaments à usage vétérinaire doit disposer d'un local exclusivement dédié au stockage des médicaments à usage vétérinaire d'une surface minimale de cent cinquante mètres carrés (150m²), ci-après désigné "le local".

Les établissements qui importent des produits biologiques doivent disposer de tous les équipements requis pour ce type de produits.

Art. 11. — Le local doit être conçu et adapté de manière à garantir un stockage adéquat en matière de sécurité, d'hygiène et de conservation.

Art. 12. — Le local doit disposer d'une zone de quarantaine pour le stockage des produits en cours d'analyse ainsi que d'une zone distincte pour le stockage des produits réceptionnés et refusés après analyse.

Art. 13. — Le local doit être agréé par l'inspecteur vétérinaire de wilaya qui délivre un certificat de conformité du local de stockage des médicaments à usage vétérinaire.

Art. 14. — Tout importateur de médicaments vétérinaires doit disposer soit d'un acte de propriété soit d'un bail de location notarié du local.

Section 3

**Conditions techniques liées au suivi
des médicaments à usage vétérinaire**

Art. 15. — Il est institué, au niveau de chaque établissement agréé pour l'importation de médicaments à usage vétérinaire, un registre coté et paraphé par l'autorité vétérinaire, tenu par le directeur technique et où sont consignées les informations relatives à chaque produit importé et vendu notamment :

- la dénomination commerciale ;
- la dénomination commune internationale (D.C.I) ;
- le nom du laboratoire fabricant ;
- le numéro de l'autorisation de mise sur le marché national ;
- la présentation commerciale ;
- le (s) numéro (s) de lot ;
- la date de péremption ;
- les quantités importées avec les dates d'importation ;
- les quantités vendues avec les dates de vente ;
- les éléments d'identification de chaque vente.

Art. 16. — Le registre prévu à l'article 15 ci-dessus doit également contenir tous les rapports de visite d'inspection de l'autorité vétérinaire.

Art. 17. — Le registre doit être présenté à tout contrôle des services de l'autorité vétérinaire.

Art. 18. — L'importateur est responsable de la qualité des médicaments à usage vétérinaire importés et mis sur le marché.

Il doit détenir pour chaque lot de médicaments à usage vétérinaire importés un certificat de conformité délivré par un laboratoire agréé par l'Etat et retenu par l'autorité vétérinaire.

CHAPITRE 2

MODALITES D'AGREMENT DES IMPORTATEURS DE MEDICAMENTS A USAGE VETERINAIRE

Art. 19. — Les demandes d'agrément sont adressées, sous pli recommandé, avec accusé de réception, à la commission prévue à l'article 2 ci-dessus.

Le dossier de demande d'agrément d'importateur de médicaments à usage vétérinaire doit comporter, en sus des documents visés aux articles 13 et 14 ci-dessus, les informations et documents ci-après :

- a) — le nom et l'adresse de l'établissement (siège social et local) ;
- b) — les statuts de la société ;
- c) — le diplôme du directeur technique ;
- d) — la décision d'exercice à titre privé de la médecine vétérinaire et de la chirurgie des animaux pour le médecin vétérinaire directeur technique, le cas échéant ;
- e) — l'engagement sur l'honneur du directeur technique de ne pas exercer dans un autre établissement, tant qu'il exerce les responsabilités visées à l'article 8 ci-dessus.
- f) — le contrat de travail du directeur technique établi chez un notaire.

Art. 20. — Lorsque le dossier visé à l'article 19 ci-dessus soulève des réserves qui empêchent la délivrance de l'agrément, celles-ci sont immédiatement notifiées au demandeur.

Art. 21. — L'agrément des importateurs de médicaments à usage vétérinaire est délivré pour une durée de vingt-quatre (24) mois, renouvelable tous les deux (2) ans sur demande de l'importateur, présentée au plus tard trente (30) jours avant l'expiration de l'agrément.

Art. 22. — L'importateur doit distribuer les médicaments à usage vétérinaire qu'il importe exclusivement aux établissements dûment agréés pour la distribution en gros des médicaments vétérinaires.

Art. 23. — L'importateur doit respecter les conditions requises par le fabricant pour le transport et le stockage des médicaments à usage vétérinaire, y compris sous douane.

CHAPITRE 3

DISPOSITIONS FINALES

Art. 24. — Toute modification apportée à l'agrément doit être notifiée à la commission prévue à l'article 2 ci-dessus.

Art. 25. — Dans le cas où l'établissement cesse définitivement son activité, il doit en informer la commission prévue à l'article 2 ci-dessus.

Art. 26. — En cas d'infraction aux dispositions du présent arrêté constatée lors d'une visite de l'inspecteur vétérinaire, une notification des infractions est faite par l'autorité vétérinaire à l'importateur avec l'obligation de se mettre en conformité dans un délai d'un (1) mois.

A l'issue de ce délai et au cas où l'importateur ne s'est pas mis en conformité, l'autorité vétérinaire procède à une suspension temporaire de l'agrément pour une durée de deux (2) mois.

A l'issue de la suspension temporaire et si les réserves ne sont pas levées, le ministre chargé de l'autorité vétérinaire prononce le retrait de l'agrément après examen du cas du contrevenant par la commission prévue à l'article 2 ci-dessus.

Art. 27. — Les établissements d'importation de médicaments à usage vétérinaire, actuellement en activité, disposent d'un délai de douze (12) mois, à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* pour s'y conformer.

Art. 28. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Rabie Ethani 1432 correspondant au 6 mars 2011.

Rachid BENAÏSSA.

MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE LA FAMILLE

**Arrêté interministériel du 14 Safar 1432
correspondant au 19 janvier 2011 fixant le
nombre de postes supérieurs des ouvriers
professionnels, des conducteurs d'automobiles et
des appariteurs au titre de l'administration
centrale du ministère de la solidarité nationale et
de la famille.**

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de la solidarité nationale et de la famille,

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté du 16 Joumada Ethania 1432 correspondant au 19 mai 2011 portant désignation des membres de la commission nationale interministérielle, chargée de délivrer les autorisations d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques et à la présentation au public de ces spécimens.

Par arrêté du 16 Joumada Ethania 1432 correspondant au 19 mai 2011, sont désignés à la commission nationale interministérielle chargée de délivrer les autorisations d'ouverture d'établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'espèces d'animaux non domestiques ainsi que d'établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère, dénommée ci-après « la commission », en application des dispositions de l'article 15 du décret exécutif n° 08-201 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 fixant les conditions et les modalités de délivrance d'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques et la présentation au public de ces spécimens, les membres dont les noms suivent, Mmes et MM. :

— Farid Nezzar, représentant du ministre chargé de l'environnement, président ;

— Nassim Benabdellah, représentant du ministre chargé de l'intérieur ;

— Amel Zemmour, représentante du ministre chargé de la santé animale ;

— Wahida Boucekkine, représentante du ministre chargé des forêts ;

— Ramdane Oussaïd, représentant du ministre chargé de la pêche ;

— Amara Boushaba, représentant du ministre chargé du commerce ;

— Djamel Slimi, représentant du ministre chargé de la santé.

**MINISTERE DE LA FORMATION
ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS**

Arrêté interministériel du 2 Rabie Ethani 1432 correspondant au 7 mars 2011 fixant la liste des marchés d'études et de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution.

Le ministre de la formation et de l'enseignement professionnels ;

Le ministre des finances ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 10-236 du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics, notamment ses articles 97 et 99 ;

Vu le décret exécutif n° 95- 54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03- 87 du 30 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 3 mars 2003 fixant les attributions du ministre de la formation et de l'enseignement professionnels ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 97 du décret présidentiel n° 10-236 du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010, susvisé, le ministre de la formation et de l'enseignement professionnels dispense ses partenaires cocontractants de la constitution de la caution de bonne exécution pour certains types de marchés de services énumérés à l'article 2 ci-dessous.

Art. 2. — Sont dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution :

— les marchés portant sur des prestations de transport ;

— les marchés relatifs aux frais d'hôtellerie, d'hébergement, de restauration et location de biens meubles et immeubles à l'occasion de la participation à des foires et des expositions ;

— les marchés relatifs aux redevances des télécommunications et à la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité ;

— les marchés relatifs aux prestations d'impression ;

— les marchés relatifs à la publicité écrite, audiovisuelle et à l'insertion de communiqués et annonces dans la presse ;

— les marchés relatifs au nettoyage.

Art. 3. — Conformément à l'article 99 du décret présidentiel n° 10-236 du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010, susvisé, des retenues de bonne exécution peuvent être substituées à la constitution de la caution de bonne exécution pour les marchés de services cités à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Rabie Ethani 1432 correspondant au 7 mars 2011.

Le ministre de la formation
et de l'enseignement
professionnels
El Hadi KHALDI

Pour le ministre
des finances
Le secrétaire général
Miloud BOUTEBBA

Art. 3. — Les fonctionnaires mis en position d'activité bénéficient du droit à la promotion, conformément aux dispositions du décret exécutif n° 09-241 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009, susvisé.

Art. 4. — Le grade occupé par le fonctionnaire ayant bénéficié d'une promotion fait l'objet d'une translation sur le nouveau grade.

Art. 5. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 16 Rajab 1420 correspondant au 26 octobre 1999, susvisé, sont abrogées.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Rabie Ethani 1433 correspondant au 9 février 2012.

Le ministre des affaires
religieuses et des wakfs

Le ministre de l'habitat
et de l'urbanisme

Bouabdellah GHLAMALLAH

Noureddine MOUSSA

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique
Belkacem BOUCHEMAL

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté interministériel du 9 Safar 1433 correspondant
au 3 janvier 2012 fixant la liste des légumes, des
viandes et des fruits concernés par l'opération de
régulation.**

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Le ministre du commerce,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada
Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990,
modifié et complété, fixant les attributions du ministre de
l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 02-453 du 17 Chaoual 1423
correspondant au 21 décembre 2002 fixant les attributions
du ministre du commerce ;

Vu le décret exécutif n° 09-309 du 4 Chaoual 1430
correspondant au 23 septembre 2009 portant création de
l'office national interprofessionnel des légumes et des
viandes, notamment son article 5 ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 5 du décret exécutif n° 09-309 du 4 Chaoual 1430
correspondant au 23 septembre 2009, susvisé, le présent
arrêté a pour objet de fixer la liste des légumes, des
fruits et des viandes concernés par l'opération de
régulation.

Art. 2. — la liste, citée à l'article 1er ci-dessus, est fixée
comme suit :

Filière légumes :

- pomme de terre de consommation et de semence,
- tomate industrielle et fraîche,
- ail vert et sec,
- oignon vert et sec.

Filière viandes :

- viandes blanches dont poulet et dinde,
- viandes rouges dont ovine, bovine, cameline et
caprine.

Filière fruits :

- agrumes dont orange, mandarine et citron,
- olives dont l'huile d'olives et olives de table,
- dattes d'exportation et de consommation locale.

Autres :

- tout autre produit classé prioritaire par les pouvoirs
publics.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 9 Safar 1433 correspondant au 3 janvier
2012.

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Le ministre
du commerce

Rachid BENAÏSSA

Mustapha BENBADA

— — — — ★ — — — —

**Arrêté du 10 Safar 1433 correspondant au 4 janvier
2012 rendant obligatoire la vaccination des
chevaux contre la rage, la grippe, le tétanos et la
rhino-pneumonie.**

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada
Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415
correspondant au 22 février 1995, modifié et complété,
fixant la liste des maladies animales à déclaration
obligatoire et les mesures générales qui leur sont
applicables ;

Sur proposition du directeur des services vétérinaires ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de rendre obligatoire la vaccination des chevaux contre la rage, la grippe, le tétanos et la rhino-pneumonie.

Art. 2. — Avant chaque regroupement de chevaux et/ou de manifestation équine, les accompagnateurs des chevaux devant y prendre part doivent être en possession d'un certificat de vaccination mentionnant la vaccination des chevaux contre les pathologies citées à l'article 1er ci-dessus répondant aux conditions de validité suivantes :

— plus d'un (1) mois et moins d'une année (1) pour la rage, le tétanos et la grippe ;

— plus d'un (1) mois et moins de six (6) mois en primo vaccination et plus d'un (1) mois et moins d'une année (1) en rappel pour la rhino-pneumonie.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Safar 1433 correspondant au 4 janvier 2012.

Rachid BENAÏSSA.

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté interministériel du 23 Joumada Ethania 1432 correspondant au 26 mai 2011 portant création d'une annexe de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya d'Oum El Bouaghi

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

La ministre de la culture,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-79 du 17 Moharram 1426 correspondant au 26 février 2005 fixant les attributions du ministre de la culture ;

Vu le décret exécutif n° 07-275 du 6 Ramadhan 1428 correspondant au 18 septembre 2007 fixant le statut des bibliothèques de lecture publique ;

Vu le décret exécutif n° 08-236 du 23 Rajab 1429 correspondant au 26 juillet 2008, complété, portant création des bibliothèques de lecture publique ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 07-275 du 6 Ramadhan 1428 correspondant au 18 septembre 2007, susvisé, le présent arrêté a pour objet de créer une annexe de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya d'Oum El Bouaghi dans la commune de Bellala.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Joumada Ethania 1432 correspondant au 26 mai 2011.

La ministre
de la culture

Khalida TOUMI

Pour le ministre des finances

Le secrétaire général

Miloud BOUTEBBA

Pour le secrétaire général du Gouvernement
et par délégation

Le directeur général de la fonction publique

Belkacem BOUCHEMAL

— — — — ★ — — — —

Arrêté interministériel du 23 Joumada Ethania 1432 correspondant au 26 mai 2011 portant création de deux annexes de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Mascara.

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

La ministre de la culture,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-79 du 17 Moharram 1426 correspondant au 26 février 2005 fixant les attributions du ministre de la culture ;

Vu le décret exécutif n° 07-275 du 6 Ramadhan 1428 correspondant au 18 septembre 2007 fixant le statut des bibliothèques de lecture publique ;

Vu le décret exécutif n° 08-236 du 23 Rajab 1429 correspondant au 26 juillet 2008, complété, portant création des bibliothèques de lecture publique ;